Université Jean Moulin Lyon 3

Ecole doctorale : Lettres (systèmes, images, langages)

L'Assemblée galloise et la question de l'environnement

De l'identité nationale à la construction politique

par Stéphanie BORY

Thèse de doctorat de littératures et civilisations des mondes anglophones

sous la direction d'Alain SUBERCHICOT

présentée et soutenue publiquement le 10 octobre 2008

Composition du jury :

Alain SUBERCHICOT, professeur à l'université Lyon 3

Richard DEUTSCH, professeur à l'université Lyon 3

François POIRIER, professeur à l'université Paris 13

Moya JONES, professeur à l'université Bordeaux 3

à Louis et Maelys

Remerciements

Je tiens tout d'abord à exprimer ma profonde gratitude envers mon directeur de recherches, Alain Suberchicot, pour m'avoir constamment suivie, encouragée et conseillée. Ses remarques et ses suggestions m'ont toujours été très précieuses. Qu'il soit ici remercié pour son exprême gentillesse et sa formidable disponibilité. C'est aussi grâce à lui que ce travail a pu aboutir. J'adresse ensuite tous mes remerciements aux membres du service du prêt entre bibliothèques de l'Université Lyon 3, ainsi que ceux travaillant à la bibliothèque de l'Université de Cardiff, et à celle de la ville, qui m'ont aidée à parcourir de vieux journaux. Il m'aurait été impossible, sans eux, d'accéder à toute la documentation essentielle à mes recherches. Je veux aussi dire merci à mon mari, Nicolas, et à mes enfants, Louis et Maelys, pour leur patience pendant toutes ces années ; je n'aurais sans doute jamais pu mener ces travaux à terme sans leur compréhension et leur soutien. Finalement, je suis profondément reconnaissante envers tous ceux qui ont accepté de relire cette thèse : Marion, d'une aide précieuse depuis cinq ans, Véronique, Florence, Virginie P. et Martine. J'assume cependant l'entière responsabilité des erreurs qui subsisteraient. Je remercie également Jean-Claude, Yolande, Joëlle et Virginie A., qui m'ont régulièrement permis de travailler efficacement en s'occupant des enfants.

Avant-propos

De nombreux articles de presse, publiés à différentes époques, sont cités dans ce travail. Les plus anciens d'entre eux, consultés sur microfilm à la bibliothèque de Cardiff, n'étaient pas toujours signés. Leur auteur reste donc anonyme, et est indiqué comme tel dans la bibliographie. En ce qui concerne les articles récents, ils sont fréquemment tirés de la version électronique des journaux et magazines, dans laquelle la page à laquelle ils figurent dans l'édition papier n'est pas précisée. Il ne nous est de ce fait pas possible de l'ajouter dans la description de ces documents.

Une liste des sigles utilisés et une courte biographie des personnes citées se trouvent en annexes 29 et 30, respectivement p. 543 et 549.

Introduction

They [The Welsh] are passionately devoted to their freedom and the defence of their country: for these they fight, for these they suffer hardships, for these they will take up their weapons and willingly sacrifice their lives[1].

Gerald le Gallois, parcourant le pays de Galles à la fin du XII[e] siècle pour accompagner l'archevêque Baldwin dans sa mission d'évangélisation, dresse le portrait d'une population jusque-là peu connue. Dans *The Description of Wales*, il décrit le peuple et le territoire gallois, dont il est originaire, afin de révéler les secrets de sa terre natale, transmettant ainsi aux générations futures ses observations personnelles. Il rédige un second texte, *The Journey through Wales*[2], dans lequel il raconte l'histoire des lieux traversés, en particulier le Sud du pays de Galles, et dépeint les paysages visités. Ses ouvrages, quoique présentant celui-ci sous un angle assez subjectif, constituent de véritables guides touristiques avant l'heure. Gerald le Gallois met l'accent sur plusieurs traits de caractère qui s'exprimeront avec vigueur quelques siècles plus tard : la passion des Gallois à défendre leur liberté et, surtout, leurs terres. Le pays de Galles, cependant, va subir de nombreuses transformations au fil du temps. Au début du XX[e] siècle, la Principauté se caractérise par des industries lourdes et polluantes, comme l'extraction minière, l'une de ses principales ressources. Elle est méconnue dans le reste de l'Europe et assimilée à l'Angleterre. Annexée depuis 1536, la nation galloise semble avoir cessé d'exister. En effet, elle ne dispose même pas d'une entrée spécifique dans l'édition de 1888 de l'*Encyclopaedia Britannica* : qui cherche des informations sur le pays de Galles doit se contenter de l'expression « For Wales, see England ». Pourtant, l'aube du XXI[e] siècle marque le point de départ d'une nouvelle ère pour le pays de Galles, métamorphosé en une nation dynamique et innovante en pleine transformation, cherchant à s'imposer sur la scène européenne et internationale, et désireuse d'affirmer une nouvelle identité, ou plutôt de réaffirmer sa propre identité, différente de celle de l'Angleterre. Par conséquent, le XX[e] siècle constitue une époque charnière pour la Principauté, et c'est dans la seconde moitié de ce siècle que la destinée du pays de Galles connaît un tournant.

En effet, dans les années 1960, *Plaid Cymru*, le parti nationaliste gallois fondé en 1925, fait une entrée fracassante au Parlement de Westminster et sur la scène politique britannique. Il remporte une victoire

[1] Gerald le Gallois, *The Description of Wales*, Londres : Penguin Classics, traduit du latin par Lewis Thorpe, p. 233. Ces mots sont tirés du chapitre 8 intitulé « The nature, manners and customs of the Welsh. Their boldness, agility and courage ».

[2] Gerald le Gallois, *The Journey through Wales*, *loc. cit*. Les deux récits sont à présents publiés dans un seul ouvrage.

majeure lorsque son président, Gwynfor Evans, est élu député. Quelques décennies plus tard, le pays de Galles gagne une bataille longue et difficile, celle de la dévolution : il obtient la création d'une Assemblée nationale pour le pays de Galles, dont les premiers membres entrent en fonction en mai 1999. La cérémonie d'ouverture est l'occasion, pour les Gallois, d'exprimer leur identité, longtemps réprimée et dénigrée, par des chants et la résurgence de coutumes traditionnelles. De quelle façon une nation ignorée et oubliée a-t-elle réussi à se métamorphoser de la sorte ? Quels combats a-t-elle dû mener pour aboutir à un tel résultat ?

Son destin semble refléter celui de son premier représentant, le Prince de Galles. Jeune homme timide et réservé lors de son investiture le 1er juillet 1969 à Caernarvon, parfois rabaissé par son propre père, mari et père de famille décrié par les Britanniques dans les années 1990, il fait régulièrement l'objet de sévères critiques, à tel point que des rumeurs circulent au sujet de son possible écartement de la succession au profit de son fils aîné, William. Il devient cependant, au cours du nouveau millénaire, le digne représentant de la couronne et un fervent défenseur de la planète. Aux yeux de nombreux sujets de sa Majesté, il mérite à nouveau de succéder à la Reine Elizabeth II. De ce fait, il est fréquemment invité à des événements divers, l'occasion pour lui de s'exprimer sur différents sujets, comme au moment du cinquantième anniversaire de l'entrée en application du Traité de Rome, à l'origine de la création de la Communauté économique européenne. Il prononce ainsi, le 14 février 2008, un discours devant les membres du Parlement européen à propos du réchauffement climatique :

> *President Poettering, Vice-Presidents, Members of the European Parliament, Members of my European Union Corporate Leaders Group on Climate Change, Ladies and Gentlemen. I couldn't be more honoured and delighted to have been invited to address you today, during the 50th anniversary of the entry into force of the Treaty of Rome*[3].

Sont réunis, dans le discours du Prince Charles, trois axes de réflexion intéressants : le pays de Galles, l'Europe et l'environnement. Doté du titre de Prince de Galles, il représente la nation galloise où qu'il se rende, comme ici à la tribune européenne. Il aborde, en outre, une thématique environnementale, chère à ses yeux, ce qu'il rappelle dans la suite de ce discours : « Climate Change, as a self-inflicted wound, is something which was drawn to my attention over twenty years ago and has occupied it – amongst other things, ever since »[4]. Le fils aîné de la Reine Elizabeth ne symboliserait-il pas la destinée du pays de Galles, contraint, en 1969, de lui accorder le titre de Prince de Galles ? Même s'il fût alors imposé aux Gallois, le destin du Prince Charles et l'avenir de la nation qu'il représente ne sont-ils pas finalement étroitement liés ?

[3] Discours du Prince Charles au sujet du réchauffement climatique, prononcé le 14 février 2008 devant les membres du Parlement européen réunis à Bruxelles, et reproduit sur le site officiel du Prince, www.princeofwales.gov.uk, consulté en mars 2008.

[4] *Loc. cit*.

Si, à cette époque, Charles, forcé de passer un semestre à l'Université d'Aberystwyth pour apprendre le gallois, ne réussit que maladroitement à prononcer, dans cette langue, son discours d'investiture, il en est tout autrement lors de l'ouverture officielle, trente ans plus tard, de la nouvelle Assemblée du pays de Galles. Sûr de lui, détendu et applaudi par le public, il décrit, en gallois, la jeune institution en ces termes :

> *This body is the modern expression of the spirit of Wales that has flourished through the centuries like a grand and sturdy tree. The roots of this spirit lie deep, drawing their vitality from the history and enduring traditions, language and culture, of this ancient land. [...] In the Assembly, the voice of Wales will have its authentic and vigorous expression. In ways not possible before, Welsh minds will be directed to Welsh matters*[5].

Le Prince de Galles évoque l'esprit du pays de Galles façonné, selon lui, par l'histoire et les traditions. Comment peut-on définir cet état d'esprit ? Il le compare, en utilisant une image tirée du monde naturel, à un arbre robuste et majestueux, pourvu de racines profondes. Ce choix, qui n'est pas innocent, rappelle la description que donnait Gerald le Gallois, convaincu que les Gallois étaient prêts à se soulever, quitte à le payer de leur vie, pour défendre leurs terres contre des envahisseurs potentiels, les tout premiers étant les Anglais eux-mêmes. L'importance de la terre dans les propos de ces deux hommes, par l'utilisation du terme « land » et l'image de l'arbre, laisse à penser que les Gallois sont attachés à leur territoire, non seulement du point de vue militaire et politique, mais aussi personnel et sentimental. Ils semblent déterminés à lutter contre l'exploitation irrationnelle de leurs ressources et de leur paysage, par ces mêmes envahisseurs, ce qu'ils vont démontrer à plusieurs reprises à partir des années 1960. Ils vont se soulever, d'une part, pour défendre leur nation et leur culture contre l'hégémonie anglaise, réagissant alors en nationalistes, et, d'autre part, afin de protéger leurs terres et leur paysage de l'industrialisation excessive de l'ère moderne, devenant, de ce fait, des écologistes. Gerald le Gallois et le Prince de Galles, personnages pourtant fort différents, établissent eux-mêmes un lien entre ces deux concepts largement connus : nationalisme et écologisme. Le premier peut se définir, en quelques mots, comme un mouvement d'individus désireux d'imposer la prédominance de la nation à laquelle ils appartiennent et d'affirmer sa spécificité, tant identitaire que culturelle. Quant au second, c'est un courant de pensée soucieux de respecter, et de faire respecter, les équilibres naturels, tout en protégeant l'environnement contre les ravages de la société industrielle. Comment le nationalisme et l'écologisme fonctionnent-ils au pays de Galles ? De quelles façons, et à quelles occasions, se sont-ils rapprochés dans la Principauté ?

[5] Discours du Prince Charles prononcé lors de l'inauguration de l'Assemblée en mai 1999. Vidéo de la cérémonie d'ouverture disponible.

Les aspirations nationalistes et environnementales de la nation galloise se concrétisent avec la création de l'Assemblée en 1998, définie dans le *Government of Wales 1998* (*GOWA 1998*). Ce texte répond à la fois aux demandes des partisans d'une plus grande autonomie pour le pays de Galles, et à celles des défenseurs de l'environnement, cherchant à protéger le paysage gallois. Le *GOWA 1998*, s'apparentant à une véritable constitution et marquant un tournant dans l'histoire de la Principauté, établit une assemblée élue directement par les Gallois eux-mêmes, et soumise à une obligation majeure : le pays de Galles devient, en effet, la première nation en Europe à inscrire le principe de développement durable dans le texte fondateur de ses institutions. Mais qu'entend-on par développement durable ? Ce principe a pour objectif d'offrir une meilleure qualité de vie à tous les citoyens de la planète en leur demandant d'adopter un mode de vie qui ne soit néfaste ni pour la terre, ni pour ses habitants. Les états du monde entier retiennent la définition Brundtland, énoncée dans le rapport éponyme remis en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement : « […] development which meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs »[6]. Pourquoi les auteurs du *GOWA 1998* décident-ils d'inscrire le principe de développement durable dans l'acte de naissance de l'assemblée, *a priori* créée pour accorder davantage de pouvoirs aux Gallois ? Comment expliquer le fait que le pays de Galles choisisse d'appliquer ce principe à la politique mise en place par cette nouvelle strate décisionnaire ? En d'autres termes, qu'est-ce qui est à l'origine de l'interdépendance, dans la Principauté, des sentiments nationalistes et écologistes ?

Pour répondre à ces questions, il est nécessaire, dans un premier temps, d'étudier l'histoire du nationalisme et de l'écologisme au pays de Galles, en s'intéressant plus précisément aux années 1960, théâtre de bouleversements profonds dans ces deux domaines et du rapprochement, souvent difficile, nous verrons, des deux idéologies. 1965 marque les esprits gallois pour plusieurs raisons : un réservoir, construit à Tryweryn, dans le Merioneth, pour approvisionner en eau des usines anglaises, et une centrale nucléaire, édifiée à Trawsfynydd, au cœur du parc national de Snowdonia, sont officiellement inaugurés. Nous verrons à quel point ces événements illustrent l'impuissance des Gallois à décider librement de leur propre destinée, et à modeler eux-mêmes leur propre environnement. L'année suivante, Gwynfor Evans remporte le siège de Carmarthen lors d'une élection partielle, devenant le premier député nationaliste à siéger à Westminster. Dès lors, les intérêts des deux mouvements sont étroitement liés, et ceux-ci se réjouissent de la création de l'Assemblée en 1999, à la suite de deux référendums sur la dévolution. Le premier, organisé en mars 1979 par le gouvernement de James Callaghan, se solde par un échec qui entraîne la chute du gouvernement travailliste et l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, menés par Margaret Thatcher. Le second, qui se déroule 18

[6] Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par Mme Gro Brundtland, *Notre Avenir à Tous*, Montréal : Editions du Fleuve, 1987.

ans plus tard, est le résultat du retour au gouvernement des Travaillistes et de la volonté de Tony Blair, tout jeune Premier ministre, d'accorder davantage d'autonomie à la périphérie.

L'Assemblée établie alors doit réfléchir à son action pour les années à venir, et définir des priorités, en respectant les obligations instaurées par le *GOWA 1998*. Au cours de ses premiers mois d'existence, elle va délimiter les contours d'une politique, appliquée par le biais de programmes concrets, termes définis ainsi :

> *Le terme « programme » désigne une séquence d'actions, limitée dans le temps et surtout définie précisément dans ses moyens et ses objectifs opératoires. […] La notion de « politique », quant à elle, renvoie plutôt à un ensemble complexe de programmes, procédures et régulations concourant à un même objectif général*[7].

Quelle est la politique générale de l'Assemblée ? Quelles actions met-elle en place pour l'appliquer ? Son objectif principal est évidemment d'améliorer le bien-être et le quotidien des Gallois, et de répondre à leurs attentes en matière d'économie, d'éducation, de santé et d'environnement, entre autres choses, tout en gardant à l'esprit le principe de développement durable. Elle résume, dans un document qu'elle publie en octobre 2004, les axes de sa politique, et les actions nécessaires à l'application de celle-ci :

> *Sustainable development as a whole depends on the actions we as a government are taking to promote a strong and prosperous economy and healthy living, to tackle inequality for reasons of race, gender and disability and to address poverty and lack of opportunity through our Social Justice agenda. It also requires actions by all sections of society. We will not succeed in resolving any of these issues if we continue to pretend that they exist as single and unconnected entities. We need to recognize the connections between them and strive collectively to find solutions that address all of them*[8].

En mettant en place une politique galloise, définie par les Gallois pour les Gallois, l'Assemblée souhaite transformer une société industrielle déliquescente en une nouvelle, moderne et innovante, attachée à son environnement et jouissant d'un rayonnement international. C'est un projet plus qu'ambitieux, auquel la population entière devra participer. Par conséquent, dans quelle mesure le choix du développement durable, thème novateur, comme axe central de sa politique, permet-il à l'administration galloise d'affirmer l'identité et la singularité du pays de Galles ? Utiliserait-elle le paysage comme élément de l'identité nationale ? Et comme projet d'insertion en Europe ? Nous nous pencherons donc, dans la suite de ce travail, sur le projet gouvernemental de l'Assemblée, déterminée

[7] Conseil scientifique de l'évaluation, *Petit Guide de l'évaluation des politiques publiques*, Paris : La Documentation française, 1996, p. 20.

[8] *Sustainable Development Action Plan 2004-2007*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, octobre 2004, p. 2.

à instaurer la justice sociale, l'égalité des chances et le développement durable, tel qu'il apparaît dans les textes qu'elle publie depuis ses débuts. Notre propos consistera à étudier l'expression concrète des différents programmes retenus par l'Assemblée, et à considérer comment celle-ci tente d'appliquer les principes théoriques définis dans sa politique. Il s'agira donc de mettre en parallèle, de façon objective, les documents publiés depuis 1999 et les actions préconisées par l'Assemblée, en essayant d'analyser comment elle utilise la thématique environnementale pour positionner le pays de Galles au carrefour des plans local, national et mondial.

Néanmoins, toute politique est mise en œuvre afin de répondre aux attentes des citoyens qui ont élu leurs représentants et leur délèguent leur pouvoir de décisions. Ceux-ci sont chargés de défendre leurs intérêts. Il est donc indispensable de confronter les valeurs et les attentes des dirigeants et des décideurs gallois aux réalités du terrain. Comment les intentions louables de l'Assemblée et les effets de la politique qu'elle met en place s'articulent-ils ? Quelles sont ses performances sur le terrain ? L'évaluation des politiques publiques s'est développée en Europe depuis quelques décennies, plusieurs pays à l'image de la France et de la Grande-Bretagne l'ayant même institutionnalisée. Selon les termes d'un texte officiel français, « l'évaluation d'une politique publique a pour objet d'apprécier l'efficacité de cette politique en comparant ses résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre »[9]. Dans les années 1980, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher instaure la Nouvelle Gestion Publique[10] afin de renforcer les instances de régulation chargées de veiller au bon fonctionnement des marchés, et d'accorder des fonctions administratives à des agences non gouvernementales ou semi-publiques. L'intérêt est de contrôler et vérifier, dans un contexte économique tendu, la bonne gestion de l'argent public. L'arrivée au pouvoir, en 1997, des Travaillistes modifie la politique d'évaluation des politiques publiques britanniques, que le gouvernement de Tony Blair utilise, désormais, pour améliorer ses politiques existantes, et en préparer de nouvelles. Qu'en est-il au pays de Galles ? Les Gallois sont-ils réellement satisfaits de l'action menée par leur Assemblée ? Celle-ci a-t-elle obtenu les résultats escomptés ? Les citoyens sont-ils par ailleurs les mieux placés pour évaluer la politique de leur propre institution ? Celle-ci s'inscrit dans la lignée des pays européens puisque, selon les termes du *GOWA 1998*, elle doit se soumettre à une évaluation régulière de sa politique, notamment environnementale. Qui doit la réaliser ? Quels en seront les objectifs ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans la dernière partie de ce travail, en dressant un premier bilan critique de l'action de l'Assemblée au cours de ses deux premiers mandats, c'est-à-dire entre 1999 et 2007. Nous verrons si, et dans quelle mesure, elle a réussi à transformer la société

[9] Bernard Perret, *L'Evaluation des politiques publiques*, Paris : La Découverte, 2001, p. 3.

[10] « New Public Management ».

galloise, et à imposer le pays de Galles sur la scène européenne en renvoyant l'image d'une nation moderne et durable.

Première partie. Nationalisme et écologisme au pays de Galles jusque dans les années 1960

Chapitre 1. La construction d'un nationalisme gallois depuis 1536

Avant toute chose, il nous faut tenter de définir le terme nationalisme, notion particulièrement complexe à en juger par les nombreux écrits sur le sujet. Le mot lui-même n'apparaît qu'au cours du XIX^{e} siècle, avec des significations souvent différentes d'une langue à une autre. L'adjectif, quant à lui, est utilisé dès le début du XVIII^{e}. Selon Raoul Girardet, le nationalisme est en premier lieu une « manifestation[s] de la conscience et du caractère national »[11]. Il définit, d'une part, « le nationalisme de sentiment général », c'est-à-dire un mouvement diffus, inorganisé, qui s'apparente davantage au patriotisme, et, d'autre part, « le nationalisme des nationalistes », structuré, organisé, qui se réclame de doctrines nettement définies, et dont certains partis, clairement différenciés, se font les interprètes. Mais il est évident que les deux formes sont indissociables dans la mesure où le nationalisme des nationalistes se développe souvent à partir du nationalisme de sentiment général, et ce sentiment patriotique est habituellement stimulé par les partis nationalistes.

Si, au pays de Galles, les deux types de nationalisme existent, force est de reconnaître que le nationalisme politique, celui des nationalistes, n'apparaît véritablement qu'au XX^{e} siècle. Néanmoins, il est nourri pendant plusieurs siècles par une ferveur patriotique omniprésente, un nationalisme certes diffus, mais renforcé par le biais de personnalités et d'événements marquants. La culture galloise, notamment sa littérature, est souvent considérée comme l'une des plus anciennes d'Europe. Les hommes de lettres ont toujours fait le récit des exploits de personnages qui se sont illustrés à toutes les époques. Ils ont donc contribué à attiser les velléités nationalistes d'un peuple en mal d'état, et, aujourd'hui encore, servent de repères aux nationalistes modernes.

[11] Raoul Girardet, *Nationalismes et nation*, Paris : Editions Complexe, 1996, p. 14.

1.1 Quelques soubresauts isolés de l'annexion à la Révolution Industrielle

1.1.1 Jusqu'en 1536 : des héros nationaux

L'histoire du pays de Galles est marquée par quelques nationalistes qui apparaissent plutôt comme des patriotes tentant d'unifier le territoire, particulièrement morcelé au Moyen Âge[12], et d'en faire un état nation. Les Gallois ont, en effet, le sentiment d'appartenir à une même communauté. Plusieurs épisodes sont restés célèbres; dont certains sont même connus de tous encore au XXIe siècle. Gwynfor Evans, célèbre nationaliste du XXe siècle, considère ces personnages, qui font partie de la mémoire collective, comme les pères de la nation galloise. Dans son ouvrage publié en 1988 et intitulé *Welsh Nation Builders*, il dresse le portrait d'une quarantaine de Gallois qui, à ses yeux, ont joué un rôle important dans la construction de cette nation. Ainsi, Magnus Maximus, ou Macsen Wledig en gallois, qui vit au IVe siècle, est le premier à recevoir le titre de *gwledig*, seulement accordé à un chef à la fois politique et militaire. En 383, il lance une campagne en France durant laquelle ses troupes portent le dragon impérial violet, peut-être à l'origine du dragon rouge. Magnus Maximus met en place les prémices d'un gouvernement. Quant à Hywel Dda, personnage du début du Xe siècle, il peut parfaitement, selon Gwynfor Evans, prétendre être le plus grand bienfaiteur du pays de Galles[13]. Il est l'auteur de la Loi de Hywel, *Cyfraith Hywel*, code de lois qui permet d'éveiller une conscience nationale au pays de Galles : elle est rédigée en gallois et ne s'applique qu'au peuple gallois. Elle comporte des éléments de modernité, notamment en ce qui concerne le statut des femmes, l'exécution et les enfants illégitimes. Ce code reste en vigueur jusqu'en 1536, et est, de nos jours encore, considéré comme « une des plus belles réalisations de la nation galloise de toute son histoire »[14]. Au XIe siècle, c'est Gruffud ap Llywelyn qui s'illustre : il a l'ambition de réunir sous son autorité les anciens royaumes de la Principauté entière. Même si l'unité qu'il parvient à établir est relative, il se rend maître de tout le pays de Galles en 25 ans :

> *For five centuries the people of the mountainous peninsula of Wales had shared a common language, culture, history, and, with regional variations, a common law. That is, Wales was a national community.*

[12] Il y avait quatre royaumes à cette époque : le Gwynedd au nord, le Powys au sud, le Deheubarth au sud ouest et le Morgannwg au sud est.

[13] « [...] the greatest benefactor Wales has had », Gwynfor Evans, *Welsh Nation Builders*, Llandysul : Gomer Press, 1988, p. 51.

[14] A.H. Williams, *An Introduction to the History of Wales*, vol. I, Oxford : Oxford University Press, 1969, p. 165.

Under Gruffud ap Llywelyn, although it did not have a unitary state, the Welsh nation had one sovereign, and thus a measure of political unity[15].

La Chronique des Princes, *The Chronicle of the Princes*, le décrit ainsi :

He found Wales weak and divided. He left it strong and united, abounding in courage and self-confidence, and filled with a burning patriotism capable in the future as in the past of transcending political divisions[16].

Il est donc le premier à rassembler les Gallois et à établir un pays de Galles uni.

Llywelyn ap Gruffudd, enfin, au XIII^e^ siècle, personnifie l'apogée du mouvement pour un état gallois indépendant. Cette période marque un regain de confiance pour la nation. Au printemps 1258, les princes gallois lui jurent allégeance et le reconnaissent comme Prince de Galles. Nous pouvons comparer cet événement majeur dans l'histoire du pays de Galles au couronnement d'Owain Glyndwr dans le Parlement de Machynlleth deux siècles et demi plus tard. C'est seulement en 1577 que le gouvernement anglais, par le Traité de Montgomery, reconnaît ce titre. Llywelyn ap Gruffud réclame pour le pays de Galles les mêmes droits que d'autres nations libres, et affirme que la sienne est différente de l'Angleterre de par sa langue, sa loi et ses coutumes. Les Gallois du Nord et ceux du Sud se sont alliés. Cependant, en 1277, il doit rendre à Edouard I^er^ les territoires conquis.

Le plus célèbre de tous les héros gallois est Owain Glyndwr (1354-1416), emblème de la ferveur patriotique qui s'empare du pays de Galles au début du XV^e^ siècle, siècle d'or du patriotisme et de la littérature gallois. Symbole de l'ultime défiance des Gallois envers l'Angleterre, il parvient à unifier la nation galloise et à affirmer une identité déjà réprimée. En effet, le Statut de Rhuddlan, en mars 1284, établit un système d'administration pour les terres d'Edouard I^er^ au pays de Galles :

The Divine Providence [...] has now [...] wholly and entirely transferred under our proper dominion the land of Wales with its inhabitants [...] and has annexed and united the same into the Crown [...] as a member of the said body[17].

Ce statut, bien antérieur à l'annexion du pays de Galles par l'Angleterre, marque la fin de l'indépendance, préfigurant l'annexion totale : le pays de Galles devient une région indifférenciée de

---

[15] Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 61.

[16] Cité dans Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 63. *The Chronicle of the Princes*, ou *Brut y Tywysogyon*, est l'une des plus grandes œuvres du pays de Galles indépendant, et existe sous deux versions qui sont des traductions d'un texte perdu, écrit en latin, *Cronica Principum Wallie*, comme une suite de l'ouvrage de Geoffrey de Monmouth, *Historia Regum Britanniae*. La *Chronique* débute avec la mort de Cadwaladr Fendigaid en 682, se termine avec celle de Llywelyn ap Gruffud en 1282, et s'appuie sur les annales tenues depuis le VIII^e^ siècle par les ecclésiastiques. L'auteur reste fidèle aux faits historiques tout en les intégrant dans une création littéraire.

[17] Traduction de la version latine, reproduite dans « The Statute of Rhuddlan », W.H. Waters, *Bulletin of the Board of Celtic Studies*, vol. IV, 1929, pp. 346-347.

ce qui n'est pas encore le Royaume-Uni, mais son ancêtre. Ce texte est annulé en 1301, date à laquelle le fils d'Edouard I[er] devient Prince de Galles, mais il montre les velléités d'assimilation du Royaume d'Angleterre dès le XIII[e] siècle.

Le 16 septembre 1400, Owain Glyndwr est proclamé Prince de Galles par un groupe de chefs gallois rassemblés à Glyndyfrdury. Il convoque par la suite plusieurs parlements, qui seront les derniers dans la Principauté[18] jusqu'à la création de l'Assemblée en 1998. Grâce à lui, le pays de Galles devient presque un état nation, et connaît une relative autonomie, voire indépendance :

> *Wales now had her own independent state, with its civil servants and diplomats, its treasury and legal system, its armed forces, a Church which was gaining in independence of Canterbury, a parliament and a prince, the last Welsh Prince of Wales. The English boroughs were still here, the castle structures still stood, but Wales was free, and Welsh in speech. And in Owain Glyndwr the nation had a charismatic leader, a statesman with a vision of a Cymru living a full national life and taking her rightful place among the nations of Europe[19].*

Il est même reconnu par la France qui est son plus fidèle allié. Il n'est pas surprenant qu'Owain Glyndwr soit toujours de nos jours considéré comme le symbole de l'unité et de la puissance de la nation galloise, ainsi que celui de la résistance face à l'envahisseur anglais. Son règne marque le dernier sursaut d'indépendance pour le pays de Galles. Selon l'historien gallois Sir John Edward Lloyd, « Glyndwr has been a national hero, the first indeed, in the country's history to command the willing support alike of north and south, east and west. [...] He may with propriety be called the father of modern Welsh nationalism »[20]. A ce titre, il est célébré chaque année. Cependant, la structure qu'il a construite repose sur lui seul et disparaît donc avec lui. Les désirs d'indépendance des Gallois sont à nouveau réprimés, et le pays de Galles est annexé un peu plus d'un siècle plus tard par l'Angleterre.

1.1.2 L'Acte d'Union

Le pays de Galles est le premier territoire conquis par l'Angleterre, suivi par l'Écosse en 1707. L'acte de 1536, communément appelé Acte d'Union, constitue plutôt un acte d'annexion pure et simple puisqu'il ne sera jamais approuvé au pays de Galles. C'est un acte unilatéral, contrairement à celui liant l'Angleterre et l'Écosse près de 200 ans plus tard. Le pays de Galles est donc absorbé par la Couronne qui tente de faire disparaître la culture galloise, et la Principauté devient, selon Anne

[18] Gwynfor Evans les décrit ainsi : « [...] the last to meet on Welsh soil, the last time the Welsh had the power of deciding anything for themselves, of acting politically as a nation », Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 134.

[19] Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 135.

[20] J.E. Lloyd, cité dans Gwynfor Evans, *The Land of My Fathers*, (publié en 1971 en gallois sous le titre *Aros Mae*), Swansea : John Penry, 1974, p. 271.

Hellegouarc'h, « presque invisible »[21]. En effet, le système légal anglais y est introduit, la société galloise est remodelée selon le modèle anglais et le territoire remanié (les terres des Marches sont rattachées à l'Angleterre). Celle-ci s'approprie ainsi les terres et les richesses galloises. Le texte de l'acte est à cet égard très clair dans la mesure où il exclut les Gallois de la vie juridique et administrative :

> *From henceforth no person or persons that use the Welsh speech or language shall have or enjoy any manner office or fees within this realm of England, Wales or other offices or fees, unless he or they use and exercise the English speech or tongue*[22].

Ils ont donc obligation d'utiliser l'anglais, leur langue étant proscrite des sphères professionnelles.

En outre, dans l'article 3 du *Wales and Berwick Act*, adopté en 1746, le Parlement décrète que le terme « England » inclut également le pays de Galles :

> *In all cases where the Kingdom of England, or that part of Great Britain called England, hath been or shall be mentionned in any Act of Parliament, the same has been and shall from henceforth be deemed and taken to comprehend and include the dominion of Wales*[23].

Cette phrase, *a priori* anodine, a par la suite des conséquences dramatiques pour la nation galloise, dont l'existence même est niée.

Les Gallois voient alors leur culture et leur propre identité annihilées, et se retrouvent dans un entre-deux identitaire, illustré par la dualité des noms utilisés pour les qualifier : dès le VI[e] siècle, les Bretons du nord se font appeler « Combroges » ou « Cymru », ce qui signifie « compagnons » et révèle la solidarité de ce peuple, alors que les Anglais les qualifient d'étrangers, « Wealhas », à l'origine du mot « Welsh »[24]. En octobre 2005, dans un article du *Western Mail* intitulé « A museum by any other name? », Mario Basini aborde la question de la dénomination en constatant que le

---

[21] Anne Hellegouarc'h, *Le pays de Galles au XXe siècle : naissance d'une nouvelle identité*, thèse rédigée sous la dir. d'Hervé Abalain, Université de Bretagne Occidentale, 2002, p. 30.

[22] Pour le texte intégral de l'Acte de 1536, voir annexe de l'article de W. Rees, « The Union of England and Wales », *in Transactions of the Honourable Society of Cymmrodorian*, section 1937, pp. 81-100. Cette société est créée en 1751 à Londres par des émigrés gallois, et son nom signifie « les Compatriotes ».

[23] *Wales and Berwick Act*, article 3, Londres : Great Britain, 1746.

[24] Voir à ce sujet Hervé Abalain, *Histoire du pays de Galles*, Luçon : Editions Jean-Paul Gisserot, 1991, p. 22. Au XII[e] siècle déjà, Gerald le Gallois, dans son ouvrage intitulé *The Description of Wales*, rappelle l'origine des deux noms : « Cymry » viendrait de Camber, fils de Brutus, qui hérita de la région à l'ouest de la Severn, alors que le terme « Welsh » est dérivé d'un mot saxon : « To Camber, his second son, he bequeathed the territory west of the Severn, now known as Cambria. Just as the correct name of the country is Cambria, so the people should be called Cymry or Cambrenses. [...] It [Wales] is derived from one the barbarious words brought in by the Saxons when they seized the kingdom of Britain. In their language the Saxons apply the adjective "vealh" to anything foreign, and since the Welsh were certainly a people foreign to them, that is what the Saxons called them », *op. cit*., p. 232.

gouvernement de l'Assemblée abandonne de plus en plus le terme « Welsh », ou « the W word », au profit de « national », qui peut cependant s'avérer ambigu pour une partie de la population. Ainsi, le *Museum of Welsh Life* devrait devenir le *National History Museum* :

> *There are plenty of patriotic Welshmen and women who will greet the changes with a fervent "not before time". "Wales" and "Welsh" are, they argue, alien words dripping with hostility and disdain for those they described. They are Anglo-Saxon terms meaning "foreigner", and when they were first used, they referred to a hated, feared and despised enemy*[25].

Un tel débat pour le nom d'un musée est révélateur du problème de l'identité galloise : comment peut-on la définir ? Existe-il un élément familier à tous les Gallois, permettant de rassembler et d'unifier la population ? De la même façon, dès le XVI^e^ siècle, les Anglais encouragent l'anglicisation des noms gallois, ce qui facilite l'insertion de la population dans le nouvel ordre social établi après l'annexion. D'autre part, le terme *cenedl*, la nation, est très ancien. Ainsi, le peuple occupant le territoire à l'ouest du « Offa's Dyke », le célèbre fossé marquant la frontière avec l'Angleterre de la Dee à la Severn et datant du VIII^e^ siècle, se considère depuis longtemps comme une nation à part entière, séparée et différente des autres Celtes, et protégée par ses montagnes. Les Gallois ont, en même temps, bel et bien le sentiment d'appartenir à un même peuple, de partager des liens communs.

1.1.3 Les XVI^e^ et XVII^e^ siècles : patriotisme et religion

Selon Hervé Abalain, spécialiste français du pays de Galles, trois événements majeurs marquent la Principauté au XVI^e^ siècle : l'union avec l'Angleterre, la Réforme et la traduction de la Bible en gallois. En effet, langue et religion sont deux facteurs identitaires gallois, la langue puisqu'elle est l'une des plus anciennes d'Europe et est encore parlée aujourd'hui par 20% de la population, et la religion dans la mesure où les Gallois l'instrumentalisent pour revendiquer leur singularité. La promotion de ces deux éléments à partir du XVI^e^ siècle permet d'attiser les flammes du patriotisme gallois, et, par conséquent, du nationalisme.

Dès 1547, Sir John Price traduit les Commandements, sauf le huitième « Tu ne voleras pas », le *Pater* et le *Credo*, et son ouvrage est le premier livre en gallois, ce qui montre à quel point langue et religion sont liées au pays de Galles. En 1551, William Salesbury travaille sur les Épîtres et les Évangiles. En 1563, la reine Elizabeth promulgue une loi, *Act for the Translating of the Bible and the Divine Service into the Welsh Tongue*, par laquelle elle exige la traduction de la Bible et du rituel anglican avant le 1^er^ mars 1567. Une telle mesure est plutôt ironique puisque la Reine, afin d'accélérer l'assimilation des Gallois par le biais de la religion, leur permet de préserver, et donc de sauver, leur langue au fil des

[25] Mario Basini, « A museum by any other name? », *Western Mail*, 22-10-2005.

siècles, même s'il s'agit d'une langue figée et parfois archaïque. Armand Le Calvez, dans son ouvrage *Un Cas de bilinguisme : anglais et gallois*, note que la langue galloise a été sauvée grâce à la religion :

> *La Bible a donné aux Gallois une langue classique qui a remédié, dans une certaine mesure, à l'absence d'une unité ou de toute autre institution, et elle a maintenu l'unité du peuple à une époque de désintégration sociale et religieuse*[26].

La version demandée par la Reine est révisée en 1588 par l'évêque William Morgan, considéré comme l'auteur de la première traduction de la Bible en gallois. Le nationalisme au pays de Galles prend, en quelque sorte, une forme religieuse, et se renforce au XVII[e] siècle. La religion est un facteur unitaire, ce qu'indique John Davies :

> *If any unity can be ascribed to the experience of the Welsh in the years between 1530 and 1770, it arises from the fact that they were in that period a rural people of Anglican faith who were bereft of political structures specific to them*[27].

Ruralité et religion sont alors les seuls facteurs unitaires et identitaires de la population galloise, privée de toute unité politique.

A partir du XVII[e] siècle, les Gallois cherchent à affirmer leur différence et leur spécificité en adoptant le non-conformisme, qu'ils transforment en un mouvement plus spécifiquement gallois, ce que souligne Anne Hellegouarc'h :

> *Le peuple se réappropria le mouvement non-conformiste qui n'avait pourtant rien de particulièrement gallois à l'origine pour en faire le premier véritable mouvement populaire gallois, d'autant plus gallois et populaire qu'il avait à la fois façonné et été façonné par le* gwerin *(classe populaire)*[28].

Nationalisme et religion fusionnent longtemps au pays de Galles, comme l'atteste le soutien régulier des instances religieuses en faveur de la dévolution, et ce jusque dans les années 1960[29]. Le 1[er] mars, les Gallois célèbrent Saint David, qui a contribué à établir les fondations galloises et chrétiennes de la nation. Contrairement à Saint Andrew et Saint George, Saint David était natif de la nation dont il est le

---

[26] Armand Le Calvez, *Un Cas de bilinguisme : anglais et gallois*, Lannion : Revue Skol, 1970, p. 39.

[27] John Davies, *A History of Wales*, Londres : Allen Lane, 1993, p. 224.

[28] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 78.

[29] Dans *Y Faner*, journal gallois, l'archevêque anglican de Llandaff écrit le 25 septembre 1968 : « Le pays de Galles n'est pas une province, mais une nation, et une nation privée de ses propres institutions politiques, pendant que le gouvernement de plus en plus centralisé devient incapable de résoudre ses problèmes ». Egalement dans *Y Faner*, en date du 3 octobre de la même année, le Conseil des Eglises s'exprime ainsi : « Ce n'est pas un nationalisme étroit qui inspire ceux qui luttent pour la reconnaissance de ces droits, mais la persuasion que l'autonomie satisfera le mieux les besoins du pays, assurera le mieux son existence, lui rendra confiance dans son avenir, permettra au peuple de garder et de développer son héritage national et sa culture celtique, et en même temps de contribuer plus généreusement à la culture des autres peuples de l'Europe et du monde », cité dans A. Le Calvez, *op. cit*., p. 184.

saint patron. C'est au XVII[e] siècle que le pèlerinage à Saint David se développe, en signe d'un sentiment à la fois religieux et national.

Toutefois, il ne s'agit pas réellement d'un mouvement nationaliste, et cette période n'est guère le théâtre de revendications politiques. Jusqu'au XIX[e] siècle, le nationalisme au pays de Galles revêt plutôt la forme d'une ferveur patriotique personnifiée, avant l'annexion en 1536, par quelques héros gallois. Après de cette date, il devient culturel, avec pour objectif la préservation de la langue, et s'exprime par le biais de la religion, en particulier le non- conformisme. Mais, au XIX[e] siècle, la société galloise, berceau de la Révolution Industrielle, se transforme, et surtout, se politise.

1.2 Les prémices d'un sentiment nationaliste au XIX[e] siècle

Le XIX[e] siècle, celui de la Révolution Industrielle, fait de la Grande-Bretagne l'atelier du monde. Apparaît alors véritablement dans la Principauté un fort sentiment identitaire et national, qui conduit à la politisation de la société galloise. La nation britannique connaît un essor fulgurant, en grande partie grâce au pays de Galles, riche en ressources minières.

1.2.1 La transformation de la société galloise et l'éveil d'une conscience nationale

Quarante ans après l'Angleterre, le pays de Galles subit de profondes transformations économiques et d'importants bouleversements sociaux. En effet, la Révolution Industrielle est à l'origine, selon Hervé Abalain, de l'émergence d'une société nouvelle : « C'est l'ensemble de la vie galloise qui en est affecté, et c'est une société nouvelle, avec ses maux et ses conflits, qui s'affirme énergiquement »[30]. Un tel contexte est particulièrement favorable à l'apparition d'une forme de nationalisme dans la mesure où la population est privée de ses repères traditionnels. Selon Raoul Girardet, le sentiment nationaliste tend à se développer lorsque les fondements de la société établie sont fragilisés :

> *Il [le nationalisme] peut aussi se développer en milieu rural à partir du moment où les communautés anciennes commencent à se désagréger, où les vieilles solidarités se dénouent, où les structures maintenues par le passé – familiales, villageoises ou tribales – commencent à s'effondrer*[31].

Le développement du nationalisme correspond donc à la transformation de la société galloise, d'une société ancienne, agricole et pastorale, en une société moderne, industrielle et urbaine.

[30] Hervé Abalain, *op. cit*., p. 57.

[31] Raoul Girardet, *op. cit*., p. 45.

Le fer, le charbon et l'acier sont les trois piliers du développement industriel gallois. L'industrie sidérurgique se développe rapidement, ce qui entraîne la multiplication des hauts fourneaux : en 1750, la production n'est que de 4 000 tonnes par an et le pays de Galles ne compte que sept hauts fourneaux, dans le Sud. En 1815, elle a grimpé à 80 000 tonnes, dans 56 hauts fourneaux, et, en 1840, 460 000 tonnes pour 130 hauts fourneaux. En 1856 apparaît le procédé Bessemer, ce qui favorise le développement des hauts fourneaux près de la mer, notamment à Llanelli, Swansea et Newport. De même, le pays de Galles devient, en quelques années, l'empire mondial du charbon, surnommé « King Coal », Swansea étant le principal port d'exportation. Les chiffres sont éloquents : 1 800 tonnes en 1745, 150 000 en 1793 et 18 millions en 1901 dans le Sud. Grâce au charbon, le bassin du Sud connaît la prospérité jusqu'à la Première Guerre mondiale. La Révolution Industrielle a des répercussions considérables sur la société galloise qui voit émerger une classe ouvrière dans des villes à la croissance exponentielle, là où n'existaient autrefois que des communautés pastorales. En outre, l'essor des bassins industriels attire de nombreux immigrants, près de 130 000 dans ceux du Sud entre 1900 et 1910. Cette industrialisation rapide de la Principauté complique les relations entre les classes dirigeantes anglicisées et le peuple. Ce dernier, attaché à sa langue et ses traditions, a le sentiment d'être dépossédé de ses richesses géologiques, d'où le rapport de force qui s'établit entre eux. A qui attribue-t-on en effet le succès de l'industrie galloise, et surtout qui en profite ?

Par conséquent, la population exprime son mécontentement, et ce sentiment atteint son paroxysme dans les années 1830 avec, par exemple, les *Rebecca's Daughters*, qui se font appeler ainsi en référence à la Genèse, mais ne sont pas des femmes. Ce mouvement déclenche des émeutes en 1839. L'un des motifs de colère des ouvriers est le système des *truck shops*, magasins appartenant aux industriels où ils doivent s'approvisionner puisqu'ils reçoivent une partie de leur salaire sous forme de bons, mais où les prix pratiqués sont de 25 à 30% plus élevés qu'ailleurs. En juin 1831, une émeute éclate à Merthyr Tydfil. Elle fait 20 morts, plus de 70 blessés et se solde par l'exécution de Richard Lewis, surnommé « Dic Penderyn », jeune homme de 23 ans, injustement accusé d'un crime commis dans une taverne, pendant les affrontements entre manifestants et représentants de l'ordre. Son innocence est avérée quarante ans plus tard en Amérique quand Ieuan Parker, natif de Cwmafan, confesse sur son lit de mort sa culpabilité à Evan Evans de Nantyglo. Dic Penderyn devient l'un des symboles de la martyrologie galloise. Ces émeutes et soulèvements éveillent une forte solidarité ouvrière, et marquent l'apparition du syndicalisme au pays de Galles, en particulier les *Scotch Cattle*, syndicats encore illégaux dont l'emblème est une tête de taureau. Les syndicats ouvriers sont dans leur ensemble officiellement reconnus en 1871 par le *Trade Union Act*.

De ce fait, la Révolution Industrielle est perçue par une partie de la population galloise comme un danger pour la civilisation et la culture alors menacées, ce qui donne naissance à un fort sentiment

identitaire et national, illustré à cette époque par l'essor de la presse galloise. En 1891 est publié pour la première fois *Cymru*, mensuel littéraire, historique et culturel édité par Owen Morgan Edwards, également co-éditeur de *Cymru Fydd*, journal du mouvement national éponyme, qui inspire une renaissance littéraire. En outre, la presse joue un rôle majeur dans l'essor du libéralisme à la fin du XIX[e] siècle dans la mesure où de nombreux journaux véhiculant les idées du parti voient le jour : *Baner ac Amserau Cymru*, dans le nord est, édité par Thomas Gee ; *Y Genedl Gymreig,* au nord ouest, avec pour éditeur, de 1892 à 1895, Beriah Gwynfe Evans qui le quitte pour devenir secrétaire de la *Cymru Fydd League* ; *Cambrian News*, au centre, avec à sa tête un non-galloisant, John Gibson ; *South Wales Daily News*, le quotidien libéral de Cardiff jusqu'en 1928. La presse se fait donc l'écho du mécontentement de toute une classe populaire qui souhaite affirmer l'altérité du pays de Galles face à la menace anglaise.

La transformation de la société galloise éveille une conscience nationale. Les Gallois, désireux d'affirmer leur différence, multiplient à l'excès les symboles nationaux. Raoul Girardet les considère comme des « manifestations sentimentales du nationalisme »[32]. Ces symboles sont, cependant, unificateurs et servent à renforcer la cohésion du groupe national. Des emblèmes sont recréés, parfois même de toutes pièces, par exemple le costume traditionnel par Lady Llanover, qui le voit comme la représentation visuelle d'une identité galloise distincte. Différents symboles sont utilisés : le Dragon Rouge, le poireau, la jonquille pour affirmer l'ancienneté, la noblesse, la loyauté, la fierté et la survivance de la nation. Plusieurs institutions voient le jour : la *Welsh National Library* et le *Welsh National Museum*, comme autant de preuves de la singularité galloise. C'est en 1856 qu'Evan James et James Evan, son fils, deux membres du *gwerin* des vallées industrielles du Sud, près de la Rhondda, composent l'hymne national célébrant, en partie, la beauté des montagnes galloises. Gwynfor Evans note à quel point ce chant unifie le peuple gallois : « When sung by Welsh people, it challenges them by its direct and compromising allegiance to the nation of Wales »[33]. Selon Kenneth O. Morgan, le nationalisme prend réellement forme à la fin du XIX[e] siècle : « By the 1880s, [...] the concepts of Wales and Welshness were beginning to assume a more coherent form »[34]. Le pays de Galles est alors prêt à revendiquer sa différence.

C'est dans le domaine de l'éducation que les Gallois peuvent réellement affirmer leur propre identité, positive et constructive, et non plus une identité par défaut, comme ce fut le cas au XVII[e] siècle par le biais de la religion. En 1862 le *National College* de Bangor ouvre ses portes, et, en 1872, ce que les Gallois appellent « College by the Sea », à Aberystwyth, symbole de la nouvelle détermination

[32] Raoul Girardet, *op. cit*., p. 19.

[33] Gwynfor Evans, *Welsh Nation Builders*, *op. cit*., p. 241.

[34] Kenneth O. Morgan, *The Rebirth of a Nation, Wales 1880-1980*, Cardiff : University of Wales Press, 1982, p.4.

nationale dans la mesure où l'université est créée de toutes pièces par, et pour, la population galloise, grâce à des dons privés[35]. En 1881, le Parlement adopte le *Welsh Intermediate Schools Act*, et, en 1889, le *Welsh Intermediate Education Act*, accordant ainsi une forme d'autonomie, toute relative soit-elle, à la Principauté. Ces mesures ont un retentissement d'autant plus important que le rapport de 1847 sur l'éducation, surnommé « Trahison des Livres Bleus »[36], a suscité la colère et l'indignation de la population. Par conséquent, la Révolution Industrielle modifie les relations entre l'Angleterre et le pays de Galles, qui prend conscience de son importance dans la vie économique de la Grande-Bretagne. Il n'est plus la région à faible développement, mais bien le moteur de la prospérité générale. C'est pourquoi, grâce au maintien d'une spécificité culturelle et religieuse, une conscience politique commence à s'éveiller :

> *Le nationalisme qui s'affirmait dans la Principauté prenait une forme culturelle, religieuse et sociale plus que véritablement politique. Certes, mais une conscience nationale existait alors réellement, conscience indispensable à la naissance d'une conscience politique[37].*
>
> *Les Gallois sont en effet déjà conscients d'être différents du peuple anglais, ce qui constitue un préalable indispensable à leur politisation.*

1.2.2 La politisation du peuple gallois

La politisation du peuple, une des conséquences de la Révolution Industrielle, est une nouveauté importante de la deuxième moitié du XIX[e] siècle, théâtre de l'émergence d'une conscience politique populaire. Tout d'abord, c'est dans les années 1830 qu'apparaît le mouvement chartiste, sous l'égide de John Frost, gallois d'origine élevé à Newport et galloisant. Ce mouvement politique, fondé sur des revendications économiques au sein de la classe ouvrière, souhaite obtenir une réforme parlementaire. En effet, les mutations sociales brutales, engendrées par l'industrialiation rapide, n'ont pas été suivies

[35] Elle ne reçoit d'aide du gouvernement qu'en 1882, ce qui constitue une forme de reconnaissance officielle par Londres.

[36] En 1847 est publié un rapport en trois volumes « sur la situation de l'enseignement dans la Principauté, et en particulier sur les moyens mis à la disposition des classes laborieuses pour apprendre l'anglais », *Report of the Commission of Inquiry into the State of Education in Wales,* demandé par William Williams, député de Coventry, industriel d'origine galloise qui prône le progrès dans tous les domaines. Le rapport conclut que les locaux sont inadaptés, les maîtres incompétents et que la langue galloise constitue un désavantage énorme pour le pays de Galles : « The Welsh language is a vast drawback to Wales and a manifold barrier to the moral progress and commercial prosperity of the people. It is not easy to over-estimate its evil efforts », *ibid*., part II, section II, p. 66. De telles remarques particulièrement méprisantes provoquent l'indignation. Evan Jones, poète prédicateur, rassemble de nombreuses statistiques pour réfuter les conclusions du rapport, et établit des comparaisons avec des écoles rurales anglaises. En 1849, Sir Thomas Phillips publie « Wales, the Language, Social Condition, Moral Character and Religious Opinions of the People, considered in their Relation to Education », étude plus nuancée sur l'enseignement au pays de Galles. Il n'en reste pas moins que les Gallois sont profondément choqués.

[37] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 169.

de changements du système de franchise électorale, si bien que d'importants centres industriels ne bénéficient pas du nombre de sièges auxquels ils peuvent prétendre, alors que des hameaux sont toujours représentés à Westminster. La réforme électorale de 1832 s'est rapidement avérée insuffisante. La Charte du Peuple, ou *People's Charter*, est publiée en mai 1838. Elle comporte six points : le suffrage universel pour tous les hommes[38], le renouvellement annuel du parlement, le vote à bulletin secret, l'équilibre entre les circonscriptions électorales, l'abolition de la condition de propriété pour les députés et, enfin, leur rémunération. Les Chartistes présentent de nombreuses pétitions au Parlement, en 1839, 1842 et 1848, mais sans succès. En 1839, la ville de Newport est témoin d'un soulèvement violent. Le mouvement connaît malheureusement des dissensions internes, et s'aliène les classes moyennes, persuadées qu'il ne cherche pas à défendre leurs intérêts, mais ceux des ouvriers. Un tel sursaut de violence marque les esprits, ce qu'atteste la presse de l'époque :

> *Wales [...] has become the scene of revolutionary doctrines, violence and bloodshed. The horrors of the Chartist 'little war' have fallen upon the Queen's dominions, which have been untainted by the blood of civil slaughter since the days of Owain Glendower[39].*

Cependant, le mouvement chartiste a le mérite de vouloir établir un pouvoir politique au nom de la classe ouvrière, ce qui est particulièrement novateur, et son action n'est certainement pas étrangère à la décision du gouvernement de réformer à nouveau la franchise électorale à la fin des années 1860.

Dans les années 1860, en effet, le contexte se prête davantage à des idées de réforme : c'est l'époque des renouveaux religieux, du développement d'une presse provinciale bon marché et du rapprochement des classes ouvrières et moyennes. En outre, William Gladstone, Premier ministre de 1868 à 1874, souhaite étendre le droit de vote aux membres supérieurs de la classe ouvrière. Ainsi, la réforme électorale de 1867 l'accorde aux petits tenanciers et aux ouvriers qualifiés. Celle-ci bouleverse la carte électorale au pays de Galles puisque des villes industrielles gagnent des sièges et des électeurs : Merthyr Tydfil, qui compte jusqu'alors 1 387 électeurs, en obtient 13 190 supplémentaires, et un siège vient s'ajouter à celui dont elle bénéficie déjà. La réforme est rapidement appliquée lors des élections de 1868 qui voient la victoire écrasante des Libéraux : ils remportent, au pays de Galles, 21 sièges contre 12 pour les Conservateurs qui avaient toujours dominé la scène politique. Le Libéralisme, qui les détrône peu à peu, devient le véhicule du radicalisme, et, plus tard, du nationalisme gallois. Le triomphe des Libéraux est aussi celui de l'éthique non-conformiste. Henry Richard, élu à Merthyr Tydfil, est le premier député non–conformiste et libéral. Il est le premier homme du peuple à être élu député, et, pour Gwynfor Evans, « the first of a movement which would

[38] Les femmes devront attendre la fin de la Première Guerre mondiale pour obtenir le droit de vote.

[39] Anon, *The Morning Herald*, cité par Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 218.

capture Wales in the next generation and demolish the rule of Tory anglicized landed gentry »[40]. C'est en effet à partir de cette élection que le mouvement libéral connaît une ascension fulgurante, mettant un terme à la traditionnelle suprématie des Conservateurs. Le parti libéral lui-même donne par la suite naissance au premier mouvement nationaliste à dimension politique : *Cymru Fydd*.

1.2.3 Le nationalisme balbutiant de *Cymru Fydd*

Jusque dans les années 1880 existe au pays de Galles un fort sentiment national, mais pas de nationalisme à proprement parler. Karl Marx, dans ses écrits, invente la notion de « nationalisme non historique », qui s'applique parfaitement au pays de Galles. En effet, la Principauté a alors sa propre langue, a connu un degré relatif d'homogénéité du point de vue ethnique et toujours existé historiquement en tant que race distincte, habitant une zone géographique séparée. Le peuple gallois, en outre, possède ses propres légendes, histoires et chansons. Elle peut, par conséquent, prétendre à une forme de nationalisme. Cependant, le pays de Galles n'a jamais connu de réelle unité politique, sauf à l'occasion de quelques épisodes ponctuels, ni d'institutions spécifiques importantes. Jusqu'à la deuxième moitié du XIX^{e} siècle, il ne possède pas vraiment de villes, mais plutôt des bourgades et des hameaux. Enfin, le développement des chemins de fer permet surtout de relier le pays de Galles aux marchés anglais[41]. De ce fait, le nationalisme gallois revêt davantage la forme d'un nationalisme non historique.

Apparaît pourtant, dans les années 1880, une société patriotique à l'initiative de quelques Libéraux, *Cymru Fydd*, branche nationaliste du libéralisme politique gallois. Ces hommes, John Edward Lloyd, Beriah Gwynfe Evans, Thomas Edwards Ellis et David Lloyd George, sont animés par une même vision dynamique de la politique, tournée vers l'avenir, et sont influencés par le mouvement irlandais « Young Ireland », fondé à Dublin dans les années 1870. Ce mouvement demande le *Home Rule*, ou l'autonomie. *Cymru Fydd*, qui signifie« le pays de Galles sera » ou « le jeune pays de Galles », est créé en 1886 par deux hommes en particulier, Tom Ellis et David Alfred Thomas, et initié par des émigrés puisque la première branche voit le jour à Londres en 1886, puis une autre à Liverpool un an plus tard. Il s'agit surtout à l'origine d'un rassemblement culturel revendiquant l'égalité avec l'Angleterre, et non l'indépendance, ce qu'affirme Llewelyn Williams, qui établit à Barry, en 1891, la première branche galloise :

[40] Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 242.

[41] Voir Kenneth O. Morgan, *op. cit*., pp. 91-93.

It was recognized that union with England is inevitable, but that it provides the best opportunity that Wales could have to deliver her mission to the world. [...] The voices of England and of Wales should be joined, not in unison, but in harmony[42].

Ainsi, dès le XIX[e] siècle, d'aucuns souhaitent placer le pays de Galles au carrefour du local et du mondial, ouvrir la nation sur le monde et affirmer sa différence. Ce mouvement est l'exemple d'« un nationalisme d'inspiration libérale et démocrate »[43].

Cymru Fydd est marqué par quelques personnalités, toujours présentes dans la mémoire collective : Tom Ellis et David Lloyd George. Gwynfor Evans précise que Tom Ellis est la figure de proue du mouvement : « [...] the most successful and dedicated politician to serve Wales in the periods of Liberal and Labour dominance »[44]. Le 28 juin 1886, il prononce un discours remarqué à Chester :

Mr Gladstone is ready to listen to the voice and entreaty of Ireland for the right to run her own affairs, by her own sons, on her own land. I give him my warmest support. It is time for Parliament to listen to the voice of Wales [...]. It is demanding Home Rule, so that the control of the drink trade, public appointment, and the means of national development are in the hands of the Welsh people[45].

Tom Ellis propose alors un programme centré sur le pays de Galles, dans lequel presque toutes les clauses concernent la Principauté. Les Gallois devront attendre près d'un siècle pour que les partis conservateur et travailliste fassent de même. Le 14 juillet 1886, il est élu pour représenter le Merioneth au Parlement. Cette date est particulièrement symbolique aux yeux de nombreux nationalistes : c'est celle de la prise de la Bastille par le peuple français en 1789, et, plusieurs siècles plus tôt, de la signature d'un traité à Paris entre Owain Glyndwr et le roi de France, précisément en 1404. Près d'un siècle plus tard, en 1966, c'est le jour de la première victoire électorale du parti nationaliste gallois avec l'élection de Gwynfor Evans à Carmarthen.

La réponse du gouvernement de Londres ne se fait pas attendre. Une telle célérité aurait dû convaincre les Gallois que le nationalisme politique est le seul moyen de pression efficace contre le gouvernement. En effet, lors de la *Midlothian Campaign* menée en 1880 en Écosse, Gladstone explique que le Royaume-Uni est composé de trois nations, l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse, le pays de Galles étant évidemment inclus dans le terme Angleterre. Il nie, par conséquent, l'existence d'une

---

[42] W. Llewelyn Williams, *Young Welsh Movement: Cymru Fydd: Its aims and objects*, Londres : Roberts Bros, 1894, p. 3.

[43] Raoul Girardet définit dans *Nationalismes et nation* quatre types distincts de nationalisme qui se sont dessinés depuis le XIX[e] siècle : un nationalisme d'inspiration libéral et démocratique tel qu'il apparaît par le biais de *Cymru Fydd* et, plus tard, *Plaid Cymru* ; un nationalisme autoritaire, plébiscitaire ou d'inspiration conservatrice ; un nationalisme de référence marxiste et, enfin, un nationalisme de type fasciste.

[44] Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 280.

[45] Ce discours est conservé à la *National Library of Wales*, Herbert and Jones, p. 177.

nation galloise. En revanche, en 1886, dans un tract sur la question irlandaise, il écrit : « The fact that Wales has been from the first under an incorporating union has blinded us to the fact that they are within the United Kingdom, no less than four nationalities »[46]. Pour la première fois, l'existence de la nation galloise est reconnue par le parti libéral.

En 1890, Tom Ellis prononce un discours à Bala dans lequel il demande la création d'un parlement gallois : « But more importantly of all, let us work for a Legislative Assembly elected by the men and women of Wales, and responsible to them. It will be a symbol and a binding of our national unity, a tool to implement social and industrial ideals »[47]. Ce discours est très important pour plusieurs raisons : il réclame une assemblée législative pour le pays de Galles, élue non seulement par les Gallois, mais aussi par les Galloises, et une telle égalité est caractéristique de la culture de la Principauté[48]. Enfin, ce parlement devrait rendre des comptes à la population : la notion de responsabilité politique sera un des arguments en faveur de la dévolution un siècle plus tard. Tom Ellis est donc un précurseur du nationalisme moderne. Le discours de Bala constitue, en quelque sorte, son testament politique puisqu'il quitte *Cymru Fydd* pour devenir *Deputy Chief Whip* dans le gouvernement de Gladstone en 1892. Son départ est ressenti par les nationalistes gallois comme un renoncement, voire une trahison. Llewelyn Williams, quant à lui, refuse de participer à tout gouvernement afin de ne pas compromettre son indépendance et son intégrité : « My soul is not for sale »[49]. Une telle attitude sera plus tard, et jusqu'en 1945, la ligne de conduite adoptée par les nationalistes.

Suite au départ de Tom Ellis, David Lloyd George reprend les rênes de *Cymru Fydd* à un moment important. En effet, les élections de 1892 ont donné une majorité de 41 sièges aux Libéraux qui, en théorie, dépendent donc du parti libéral parlementaire gallois, comptant 31 membres. Cette situation est ainsi à l'avantage de *Cymru Fydd*. En août 1894 est créée la *Cymru Fydd League* à Llandridod Wells afin de rassembler les différents segments du libéralisme gallois. Beriah Gwynfe Evans en prend la tête. En janvier 1895, un nouveau magazine voit le jour, *Young Wales*, destiné à promouvoir la cause du mouvement. Le 18 avril 1895, lors d'une réunion à Aberystwyth, *Cymru Fydd* fusionne avec la *North Wales Liberal Federation,* et David Alfred Thomas est nommé président de la nouvelle organisation. A l'automne 1895, David Lloyd George décide de rassembler le Nord et le Sud du pays de Galles afin de doter la Principauté d'une voix unique pour la représenter. Il s'investit alors dans une campagne dure et âpre pour gagner l'adhérence de la *South Wales Liberal Federation* et unifier le

[46] William Gladstone, cité dans Vernon Bogdanor, *Devolution in the United Kingdom*, Oxford : Oxford University Press, 1999, p. 299.

[47] Discours conservé à la *National Library of Wales*, Hubert et Jones, *op. cit*.

[48] Voir p. 24 la Loi de Hywel, particulièrement novatrice au sujet du statut des femmes dans la société.

[49] Llewelyn Williams, cité dans Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 304.

mouvement. Mais ses efforts se soldent par un échec dans la mesure où la fédération du Sud, beaucoup plus anglicisée, craint une domination des galloisants du Nord. Un meeting organisé à Newport en janvier 1896 sonne le glas pour *Cymru Fydd*. David Lloyd George s'oppose à David Alfred Thomas, figure de la *South Wales Liberal Federation*, et se voit refuser le droit à la parole. Une intervention d'Alderman Bird, puissant dignitaire de Cardiff, est particulièrement révélatrice des tensions internes et des dissensions entre le Nord et le Sud du pays de Galles : « Throughout South Wales there are thousands upon thousands of Englishmen […] a cosmopolitan population who will not tolerate predomination of Welsh ideals »[50]. Le *Western Mail*, alors quotidien conservateur, relate l'événement avec les titres suivants : « a Welsh Radical Bear Garden », « Out-break of anti-Welsh feeling », « Will Not Tolerate Welsh Domination ». David Alfred Thomas décrit le conflit en ces termes : « [...] the voice of those commercial, mercantile, anglicized Welshmen or immigrant Englishmen in Swansea, Barry, Cardiff and Newport who refused to bow down to pressures from the rural hinterland »[51]. Cette crise interne montre à quel point le pays de Galles est déjà divisé entre le nord galloisant, plutôt rural, et le sud, industrialisé et donc beaucoup plus anglicisé. C'est ce que rappelle Hervé Abalain :

> *Depuis la Révolution Industrielle, le pays de Galles est, pour ainsi dire, divisé en « deux nations » : l'une, rurale et galloisante, au nord et au centre, l'autre, industrielle et de plus en plus anglicisée, au sud, qui se sont progressivement substituées à l'opposition traditionnelle entre propriétaires terriens et classe paysanne*[52].

Par conséquent, les opinions divergent profondément au sujet de l'autonomie de la Principauté, particulièrement entre les régions côtières industrialisées et le centre plus rural, ce qu'indique Kenneth O. Morgan : « The Cymru Fydd crisis of 1894-6, for instance, was to show up the very different political outlook towards Home Rule prevalent in the coastal seaboard compared with the rural and industrial hinterland »[53]. Cette division est l'une des raisons du manque de succès de *Cymru Fydd*. Pendant près d'un siècle, tous les mouvements nationalistes auront à souffrir de la « schizophrénie galloise », expression fréquemment employée à propos de la Principauté.

D'autre part, l'échec de *Cymru Fydd* s'explique également par la mauvaise organisation d'un mouvement amateur et rattaché à un parti existant. Il pâtit certainement de sa dépendance à l'égard du parti libéral, et ne parvient pas réellement à mobiliser l'opinion populaire. Selon Kenneth O. Morgan :

---

[50] Alderman Bird, cité dans Gwynfor Evans, *Land of My Fathers*, *op. cit*., p. 416.

[51] David Alfred Thomas, cité dans Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 44.

[52] Hervé Abalain, *op. cit*., p. 74.

[53] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 67.

> *The unreal nature of the Cymru Fydd League was manifest. It was an artificial construct of packed communities and pliant newspaper editors, not a genuinely popular movement for home rule. By the end of 1896 Cymru Fydd was in ruins*[54].

Il semble donc qu'à la fin du XIX[e] siècle coexistent au pays de Galles un sentiment national fort et un sentiment nationaliste marginal. Selon Anne Hellegouarc'h, « le nationalisme qui s'affirmait dans la Principauté prenait une forme culturelle, religieuse et sociale, plutôt que véritablement politique »[55]. Néanmoins, par l'intermédiaire de *Cymru Fydd*, les Gallois expriment pour la première fois par la voie politique une volonté d'autonomie. Même si ces velléités nationalistes s'avèrent timides, elles annoncent l'émergence, au XX[e] siècle, d'un véritable nationalisme politique avec la création d'un parti nationaliste indépendant.

1.3 Un tournant : la création de Plaid Cymru

Le début du XX[e] siècle est marqué, au pays de Galles comme ailleurs, par le premier grand conflit mondial et la crise des années 1930. C'est dans ce contexte qu'apparaît un nationalisme politique avec la création du premier parti nationaliste gallois, *Plaid Cymru*.

1.3.1 Les années 1920

Cette période se révèle être un contexte favorable à l'émergence d'un nationalisme politique au pays de Galles. En effet, les Gallois sont profondément choqués par la Première Guerre mondiale. 280 000 d'entre eux se sont engagés dans le conflit, soit 13,82% de la population masculine, plus qu'en Angleterre, car ils ont le sentiment qu'ils se doivent de défendre de petites nations. Ils se sentent concernés et s'identifient aux nations assiégées, ce que fait remarquer Kenneth O. Morgan :

> *Most Welsh men and women felt that, in a sense, it was their war, a crusade to defend their basic values. "Gallant little Belgium", "gallant little Serbia", tiny but no doubt equally gallant Montenegro, were small, defenceless nations, like Wales itself*[56].

Les élections de 1918 se déroulent donc dans une atmosphère euphorique, qui cède néanmoins très rapidement la place à un sentiment de déception et de trahison. Avec le retour des troupes, beaucoup se rendent compte que la guerre a été brutale et sanglante, tuant 40 000 soldats gallois, si bien que Lloyd George, devenu Premier ministre en décembre 1916, devient l'objet de toutes les rancœurs. Les

[54] *Ibid*., p. 118.

[55] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 169.

[56] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 160.

historiens ne disposent que de très peu de récits de guerre, ce qui s'explique par la honte et la colère qu'auraient éprouvées les soldats trop prompts à répondre à l'appel de Lloyd George, responsable, gallois qui plus est, de la déclaration de guerre. En outre, plusieurs parmi ceux qui se sont battus pour libérer les petites nations d'Europe ont le sentiment que leur propre nation est laissée pour compte. Ainsi Saunders Lewis, homme de lettres et nationaliste, écrit dans ses lettres de guerre :

> *Wales' political condition is terrible, and I fear the war has given a coup de grâce to our nationality. Not Belgium and Serbia but Wales will succumb to this war*[57].

Lewis Valentine, autre nationaliste qui participe à la création de *Plaid Cymru* quelques années plus tard, avant d'en devenir le premier président, est aussi profondément choqué : « Having believed the rigmarole of the politicians that [the] war [was] to give freedom to small nations, I accepted it totally. When I came out of the war, I was an out-and-out nationalist »[58]. Rien d'étonnant à ce que ces deux hommes ne demandent par la suite la même liberté pour le pays de Galles. D'autre part, la période après-guerre est marquée par les discours de Thomas Woodrow Wilson, président américain, notamment *La Liberté des nations,* en 1919, dans lequel il affirme que toute nation a droit à la liberté, et réclame la création d'une « association générale des Nations […] pour offrir des garanties mutuelles d'interdépendance politique et d'intégralité territoriale aux petits comme aux grands Etats ». Il ajoute :

> *Ce que nous voulons, c'est que le monde redevienne un lieu sûr où tous puissent vivre, un lieu possible spécialement pour toute Nation éprise de la paix, comme la nôtre, pour toute Nation qui désire vivre librement*[59].

Le pays de Galles semble parfaitement répondre à cette description, et peut, de ce fait, réclamer davantage de pouvoirs.

De surcroît, la Principauté ne peut rester indifférente aux événements en Irlande, autre nation annexée par l'Angleterre. En avril 1916, des émeutes éclatent à Dublin, fomentées par des membres de la *Irish Republican Brotherhood*, et réprimées par les troupes britanniques. Plusieurs meneurs sont exécutés. En avril 1919, Eamon de Valera, qui s'est évadé de la prison de Lincoln, est élu président du *Sinn Fein Executive*, parlement non officiel de la république irlandaise, *Dail Eireann*, et déclaré illégal en août. L'Irlande est officiellement coupée en deux en décembre 1920 par le *Government of Ireland Act* qui établit au nord l'Ulster, comprenant six comtés, et l'Irlande du Sud regroupant les 26 autres, chaque entité étant dotée d'un parlement séparé. En mai 1921, lors des élections aux deux parlements, le *Sinn Fein* obtient une majorité écrasante au parlement du Sud sans pourtant reconnaître son

[57] Extrait d'une lettre écrite d'Athènes en 1918 à Margaret Gilcriest, sa fiancée, reproduite avec quelques autres lettres de guerre de Lewis dans *Planet* 97, février/mars 1993, p. 35.

[58] *Loc. cit.*

[59] Thomas Woodrow Wilson, cité dans Raoul Girardet, *op. cit*., p. 146.

existence. En décembre 1922, l'Irlande du Sud devient officiellement le *Irish Free State*, avec un statut de dominion au sein de l'empire britannique. Une partie de l'Irlande a donc obtenu l'indépendance, et sert de modèle au pays de Galles. Pourtant, les revendications galloises sont différentes de celles des Irlandais : ceux-ci souhaitent l'indépendance, contrairement aux Gallois, davantage soucieux d'obtenir l'égalité avec l'Angleterre. Dans son ouvrage *The Rebirth of a Nation*, Kenneth O. Morgan insiste, à plusieurs reprises, sur les différences entre les deux formes de nationalisme :

> *Political exclusion in Ireland, religious equality in Wales, such were the cries of these very different national movements. Small wonder that Tom Ellis, let alone Lloyd George, never came close to playing their own oft-proclaimed role as the Parnell of Wales, any more than Saunder Lewis was to become the Welsh de Valera*[60].

De même, si le nationalisme irlandais est tristement célèbre pour sa violence et plusieurs épisodes sanglants, son équivalent gallois est, quant à lui, toujours pacifique. Quelques actes terroristes marquent, certes, l'histoire du pays de Galles, mais les dégâts, plutôt limités, sont essentiellement matériels.

C'est dans ce contexte particulièrement tendu qu'ont lieu les élections de 1922. Ni les Travaillistes, ni les Libéraux ne font allusion dans leur programme au *Home Rule*, alors même que les quelques administrations dévolues depuis la fin du XIX^{e} siècle se sont révélées décevantes. Ainsi, le *Ministry of Health Act* de 1919 transfère les pouvoirs détenus depuis 1912 par les *Welsh Insurance Commissioners* à un Conseil gallois de la santé, dirigé par Sir Percy Watkins. Celui-ci s'avère rapidement inutile puisqu'il ne peut nommer de nouveaux membres sans l'accord de Whitehall. Les dispositions spécifiques mises en place par le ministère des pensions pour le pays de Galles ont été abolies. Même dans le domaine de l'éducation, le *Central Welsh Board* doit céder une grande partie de ses prérogatives à Londres.

C'est pourquoi la réaction nationaliste ne se fait pas attendre au pays de Galles. Des hommes comme Lewis Valentine et Saunders Lewis sont animés par la même volonté de défendre activement la nation, tout en rejetant les partis établis. C'est à cette époque qu'est créée à Bangor *Y Gymdeithas Genedlaethol Gymreig*, signifiant la Société Nationale Galloise et surnommée *Y Tair G* ou « les trois G », société patriotique dont fait partie le pasteur Lewis Valentine, l'un des fondateurs du parti nationaliste gallois.

[60] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 40.

1.3.2 La naissance d'un parti, *Plaid Cymru*

C'est dans les années 1920 qu'apparaît le premier parti nationaliste gallois, correspondant à ce que Raoul Girardet appelle « le nationalisme des nationalistes », à savoir une approche plus politique et structurée du nationalisme : « Il [le nationalisme] a une signification politique (s'appliquant aux revendications et aux aspirations des nationalités assujetties à une domination étrangère) »[61]. Il définit les valeurs essentielles de tout nationalisme : souveraineté, unité, historicisme et prétention à l'universalité[62]. A la lecture de ces définitions, une question se pose d'emblée au sujet du pays de Galles : de quelle(s) nationalité(s) s'agit-il ? Quelle(s) nation(s) défendre ? Existe-t-il réellement, au début du XX^{e} siècle, une nation galloise désireuse d'obtenir reconnaissance et indépendance ? Ivor Jennings, spécialiste britannique du droit constitutionnel, déclare à propos de la Conférence de la paix de 1919 :

> *Superficiellement, il semblait raisonnable de laisser le peuple décider. En fait, c'était ridicule car le peuple ne peut décider avant que quelqu'un ait décidé qui est le peuple*[63]*!*

Cette remarque est particulièrement pertinente au pays de Galles. En effet, il semble difficile de réfléchir sur le nationalisme, et donc le parti nationaliste, sans avoir au préalable tenté de définir la nation galloise.

1.3.2.1 Le paradoxe gallois : quelle nation défendre ?

Notre ambition n'est pas ici de répondre en quelques lignes à une telle question. Simplement, en étudiant différents écrits, nous allons essayer de dresser le portrait de la nation galloise telle qu'elle est perçue alors. L'idée de nation moderne apparaît en Angleterre au XVI^{e} siècle, mais c'est surtout au XIX^{e} que les penseurs donnent des définitions plus précises de ce concept. Deux thèses *a priori* contradictoires émergent : d'une part, la thèse objective, élaborée par Johann Fichte, selon laquelle la nation dépend de critères extérieurs considérés comme objectifs et mettant en évidence des

[61] Raoul Girardet, *op. cit*., p. 11.

[62] Dans *Nationalismes et nation*, p. 31, Girardet précise le sens de ces valeurs essentielles : la souveraineté car « le nationalisme n'est autre alors que la volonté de faire coïncider cette réalité juridique qu'est l'Etat avec cette réalité sociologique qu'est le groupe national ayant pris conscience de son individualité », (pour une présentation plus développée de cette notion, voir Benjamin Askin, *State and Nation*, Londres : 1964) ; l'unité dans la mesure où le nationalisme aspire à défendre et à renforcer la cohésion du groupe national ; l'historicisme étant donné que « toute prise de conscience nationaliste est aussi, et obligatoirement, prise de conscience d'un certain passé historique », ce qui implique un effort de reconstruction historique et l'enseignement de l'histoire et, enfin, la prétention à l'universalité, c'est-à-dire l'affirmation de la valeur universelle de la civilisation nationale.

[63] Ivor Jennings, *The Approach to Self-Government*, Cambridge : Cambridge University Press, 1956, p. 56.

caractéristiques totalement indépendantes de la volonté des êtres humains qui y sont soumis[64], et, d'autre part, la thèse subjective, celle d'Ernest Renan, dominante en France, qui prône le libre choix individuel, et fonde la nation sur un faisceau d'actes volontaires[65]. Ainsi, si l'on suit cette deuxième théorie, une nation moderne se caractériserait par le libre choix, la volonté de ses membres.

Cependant, une des définitions la plus souvent retenue consiste à considérer toute nation comme une communauté de territoire, de culture et de langue. Or, il est bien évident qu'il n'y a pas une seule langue au pays de Galles, mais deux, si bien qu'il semble ne pas y avoir une seule, mais au moins deux nations galloises : le Nord et le Sud, ou l'Ouest rural et galloisant que l'on oppose à l'Est industriel et anglicisé, comme l'attestent les cartes des résultats électoraux. C'est aussi l'image d'un pays de Galles fragmenté que donne, en 1971, Ned Thomas dans *The Welsh Extremist – A Culture in Crisis*, lorsqu'il définit le « Two-Wales Model » selon lequel il y aurait, d'un côté, la *Cymru* galloisante et, de l'autre, une *Wales* anglicisée. Il compare alors les deux communautés linguistiques :

> *All in all, Welsh-speaking Wales, despite the wedge driven between educated and ordinary people by the mass media in England, is a cohesive and well-articulated community. […] But when we come to English-speaking Wales, the same is not true to anything like the same extent*[66].

Denis Balsom, quant à lui, complexifie ce modèle puisqu'il envisage, dans l'ouvrage de John Osmond The National Question Again, *un « Three-Wales Model ». Il distingue* Y Fro Cymraeg, *c'est-à-dire le cœur galloisant, la* Welsh Wales *dans les vallées et le bassin industriel du Sud et la* British Wales *dans le Pembrokeshire et le pays de Galles frontalier, ce qui correspond aux schémas linguistiques et électoraux :*

> *The Welsh-speaking, Welsh identifying group is perhaps more distinctive and largely centred upon the north and west of Wales. This area is designated Y Fro Gymraeg. The Welsh-identifying, non-Welsh-speaking group is more prevalent in the traditional south west area and labelled Welsh Wales. The British-identifying non-Welsh-speaking group dominates the remainder of Wales, described therefore as British Wales*[67].

En effet, l'appartenance linguistique ou géographique des individus détermine en grande partie la perception qu'ils ont de leur identité nationale. Comment alors se sentir gallois sans parler le gallois ?

---

[64] Johann Fichte insiste, dans ses écrits, sur le fait que la race fonde la nation. Ses idées seront largement reprises plusieurs décennies plus tard par le nazisme.

[65] Ernest Renan, en revanche, s'est toujours opposé à cette idée : « La vérité est qu'il n'y a pas de race pure et que faire reposer la politique sur l'analyse ethnographique, c'est la faire porter sur une chimère », *Qu'est-ce qu'une nation ?* , Paris : Presses Pocket (Agora), édition utilisée 1992, 1882, p. 46.

[66] Ned Thomas, *The Welsh Extremist – A Culture in Crisis*, Londres : Gollancz, 1971, pp. 100-101.

[67] Denis Balsom, « The Three-Wales Model », cité dans John Osmond, *The National Question Again*, Llandysul : Gomer Press, 1985, p. 6.

Peut-on se sentir à la fois gallois et britannique ? D'où les paradoxes suivants : comment parler de nationalisme gallois alors que l'existence même d'une nation galloise pose problème ? Comment, en insistant sur la langue galloise pour fonder la nation, peut-on à la fois se prétendre nationaliste et exclure 80% de la population[68] ?

Pour définir la nation galloise moderne, on ne peut considérer que seul le critère linguistique est valable. Renan lui-même, dans une conférence donnée à la Sorbonne en 1882, écarte la langue, ainsi que la race, la religion et les intérêts économiques et géographiques, comme critères de définition de la nation :

> *L'importance politique qu'on attache aux langues vient de ce qu'on les regarde comme des signes de race. Rien de plus faux. […] Cette considération exclusive de la langue a, comme l'attention trop forte donnée à la race, ses dangers, ses inconvénients. Quand on y met de l'exagération, on se renferme dans une culture déterminée, tenue pour nationale; on se limite, on se claquemure*[69].

Renan prend l'exemple de la Suisse, pays qui possède trois ou quatre langues et qui, pourtant, existe bien en tant que nation. Les nationalistes de *Plaid Cymru*, en particulier Gwynfor Evans, considèrent alors, et aujourd'hui encore, la Suisse comme un modèle pour la Principauté, celui d'une indépendance réussie, et du fédéralisme appliqué à un petit territoire. Il est tout à fait possible de se sentir gallois sans être galloisant, comme l'atteste la richesse de la littérature anglo-galloise dont l'une des figures de proue est Dylan Thomas, certainement le plus célèbre des poètes gallois qui, pourtant, ne parlait pas gallois. C'est pourquoi la co-existence de deux langues n'implique pas nécessairement l'existence de deux nations.

Pourtant, l'existence d'une nation galloise se trouve encore régulièrement niée au seul titre qu'il n'y a jamais réellement eu un Etat ou des institutions politiques galloises à proprement parler, contrairement à l'Écosse, dirigée par sa propre lignée royale avant l'union au XVIII^{e} siècle. La nation est donc devenue un fait politique, ce que souligne Max Weber, sociologue et économiste allemand : « Le concept de nation se définit toujours en relation avec la puissance étatique »[70]. De même, selon Ernest Gellner, il doit y avoir congruence entre la nation culturelle, politique et juridique. Elle doit être la même, quel que soit le domaine étudié :

> *Ce mouvement [le nationalisme] est la manifestation extérieure d'un réajustement profond tout à fait inévitable du rapport qui lie la société politique et la culture*[71].

---

[68] Voir les chiffres du recensement effectué en 2001 : 20% de la population parle le gallois.

[69] Ernest Renan, *op. cit.*, p. 50.

[70] Max Weber, cité dans Raoul Girardet, *op. cit*., p. 74.

[71] Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris : Editions Payot, 1989, p. 56.

Il considère cependant qu'il n'y a pas de nation sans Etat, ce qui semble particulièrement réducteur, et exclut de toute réflexion les Kurdes, par exemple. C'est pourquoi l'approche de W.J. Davies et W.J. Morgan nous paraît plus appropriée dans la mesure où ils insistent sur la dimension subjective de la nation par opposition à l'Etat :

> *The most that can be said is that nationality is a subjective thing, a frame of mind. People form a nation when they believe themselves to be such a community, basing their belief on such factors as language or a common history. The difference in character between "nation" and "state" remains. The nation is a community whose membership depends on sentiment and an emotional sense of "belonging". Membership of the State, on the other hand, is purely a matter of legal status*[72].

Il paraît donc difficile de réduire le fait national à la seule affirmation juridique et politique. Les Gallois, par ailleurs, sont bel et bien reconnus en tant que groupe distinct, participant chaque année au Tournoi des Six Nations, et sont stigmatisés sous le terme « the Welsh »[73] Le simple fait politique n'est donc pas suffisant pour définir la nation galloise qui ne serait pas une, mais plurielle, ou « pluridimensionnelle »[74], dans laquelle le subjectif et le sentiment sont prédominants. La nation, qui nécessite l'adhésion volontaire des individus, est en constante évolution. Renan conclut sa conférence avec une définition devenue aujourd'hui célèbre de la nation :

> *Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs, l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis. […] L'existence d'une nation est (pardonnez-moi cette métaphore) un plébiscite de tous les jours*[75].

---

[72] W.J. Davies & W.J Morgan., *The Welsh Dilemma*, Llandybie : Christopher Davies, 1973, p. 11.

[73] Anne Hellegouarc'h, à cet égard, cite un journaliste du *Daily Mail*, Simon Heffer, qui écrit dans le *Western Mail* du 31 janvier 2000 : « Wales has never been a nation. When I hear the term Welsh nationalism, I'm afraid I laugh. I mean, it's like saying Essex nationalism. This is not a nation. [...] If educated English people who have a sense of history view Wales as being different from Scotland, they do so because there is no such thing, and never has been such a thing, as the Welsh nation ». Heffer se fonde sur le manque de cohésion interne pour réfuter l'idée qu'il puisse exister une nation galloise : « The notion that Wales has always been one big family is a joke. Even now if I go to Cardiff people speak disparagingly, as if they were savages, of people in North Wales. [...] Wales has not got a national identity. You only have to look at the level of turnout in the referendum on devolution to see that many people in Wales are not exercised by a sense of Welsh nationhood ». De tels arguments méritent peut-être d'être nuancés : refuser au pays de Galles le statut de nation au seul prétexte que les habitants du sud ne s'entendent pas avec ceux du nord est inconcevable. C'est le cas dans beaucoup de nations, en Angleterre comme en France. Par ailleurs, Anne Hellegouarc'h remarque, à juste titre, que Heffer utilise à maintes reprises le terme « the Welsh », tout comme « the Scots » ou « the English », reconnaissant de ce fait leur existence en tant que groupe national distinct.

[74] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 273.

[75] Ernest Renan, *op. cit*., pp. 54-55.

C'est bien la somme des identités culturelles multiples émergeant dans le pays de Galles moderne qui formera la nation galloise. Le parti nationaliste gallois n'obtient pas de résultats électoraux tant qu'il ne prend pas conscience de la pluralité de la nation galloise, et de la nécessité de s'adresser au plus grand nombre, et pas seulement à la minorité galloisante.

Les nationalistes, quant à eux, ont toujours considéré l'existence de la nation galloise comme acquise, contrairement à la Grande-Bretagne qui n'est, selon eux, qu'un Etat :

> This basic fact in our history is therefore established, that Wales always has been the only homeland of the Welsh nation.
> Yma mae beddrodau's tadau
> Yma mae ein plant yn byw.
> Here are the graves of our fathers.
> Here our children live[76].

Puisque nous admettons l'existence d'une nation galloise, comment définir le nationalisme tel qu'il se dessine au début du XX[e] siècle ? Pour cela, il est possible de passer en revue les six critères de l'inventaire typologique établi par Raoul Girardet[77]. Ce dernier utilise, tout d'abord, le critère de situation historique : il existe au pays de Galles une relation dominé dominant, particulièrement depuis son annexion puisque l'Angleterre a cherché à absorber la Principauté. Puis, il mentionne l'évolution économique : il évoque le thème du retard, qui ne sera vrai qu'après la crise des années 1930. En effet, c'est à partir de cette période-là que le pays de Galles sera toujours derrière les provinces anglaises en terme de richesse et de Produit National Brut (PNB). Vient ensuite le critère de motivation doctrinale et idéologique : plusieurs types de nationalisme existent. Le nationalisme gallois, tel qu'il s'exprime dans *Plaid Cymru*, est d'inspiration libérale au départ, puis plutôt socialiste. Le critère suivant concerne l'attitude sociale : le mouvement gallois est davantage marqué par l'inquiétude et l'angoisse, et engendré par la peur de voir disparaître la culture, contrairement à certaines formes de nationalisme français caractérisées par un sentiment d'euphorie et d'enthousiasme. Les Gallois ont longtemps le sentiment d'être inférieurs. Raoul Girardet développe aussi le critère d'« aire de civilisation » : les Gallois souhaitent défendre une culture et une langue différentes de celles des Anglo-Saxons.

---

[76] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, Llandybie : Chritopher Davies, 1973, p. 12. Dans un ouvrage coécrit avec des membres de *Plaid Cymru*, du *Scottish National Party* et du *Commonwealth Party* publié en 1956, *Our Three Nations: Wales, Scotland, England*, il définit la nation ainsi : « A nation is not a group of people having one language, one government and the same coloured skins. Very few of the nations of the world will fit with that description if you look at them closely enough. It is a natural, historical community which binds its members together in a spirit of loyalty and cooperation and which, over centuries of triumph and suffering, has learnt some of the secrets of how to live together for the good of all. It is a community in which past, present and future are of equal importance », p. 27.

[77] Raoul Girardet, *op. cit*., pp. 36-41.

Finalement, le dernier critère est l'attitude religieuse : comme nous l'avons vu précédemment, le nationalisme au pays de Galles se nourrit longtemps de l'émergence du non-conformisme. Selon Girardet, « certains nationalismes peuvent se trouver, dès leurs origines, étroitement associés à l'expression d'une quelconque foi religieuse : la lutte pour l'indépendance se confond avec la lutte pour la liberté religieuse »[78]. Ce qui n'est pas sans évoquer la lutte pour le *Disestablishment* de l'Eglise galloise, c'est-à-dire son indépendance à l'égard de Canterbury, et ce dès la fin du XIX[e] siècle, obtenue en 1920. Tel est donc le portrait du nationalisme du début du XX[e] siècle, structuré par *Plaid Cymru*, le parti nationaliste gallois.

1.3.2.2 Des intérêts et des objectifs communs

C'est le 5 août 1925 à Pwllheli, dans le Caernarvonshire, au cours de l'*eisteddfod*[79], que le parti nationaliste gallois voit le jour, né de la fusion de deux groupements nationalistes existants : la *Home Rule Army* et le *Mudiad Cymreig*, ou Mouvement gallois, société secrète constituée en 1924 à l'initiative de Saunders Lewis, Ambrose Bebb, Griffith John Williams et Elisabeth Williams. Il est fondé par six hommes, essentiellement des radicaux non- conformistes, plusieurs d'entre eux pacifistes pendant la guerre et désabusés par le conflit : Moses Gruffyd, scientifique universitaire, Fred Jones, pasteur, Hugh Robert Jones[80], jeune carrier du Caernarvonshire, Saunders Lewis, universitaire, Lewis Valentine, également pasteur, et D.E. Williams, menuisier. Ils décident de former *Plaid Genedlaethol Cymru*, le premier parti politique nationaliste indépendant de l'histoire du pays de Galles moderne. Ils souhaitent donner cohésion à un mouvement national gallois diffus et peu efficace afin de construire « un pays de Galles parlant gallois »[81], administré par des autorités locales, sans dépendre toutefois de Westminster. Ils ne demandent donc pas une autonomie politique, mais définissent trois objectifs prioritaires, tous en relation avec la défense de la langue : faire en sorte que le gallois soit reconnu seule langue officielle, qu'il soit l'unique langue utilisée dans les domaines économique et administratif, ainsi que seul vecteur de l'instruction à tous les niveaux, primaire, secondaire tout comme universitaire :

> *The party's main concerns were intellectual, cultural and moral. It was more of a pressure group on behalf of the language than an organized political party*[82].

[78] *Ibid*., p. 40.

[79] Ce sont des concours de musique et de poésie organisés chaque année au pays de Galles, de tradition ancienne, mais relancés au début du XIX[e] siècle par Iolo Morganwg.

[80] Hugh Robert Jones devient par la suite le premier secrétaire du parti, jusqu'à sa mort prématurée en 1930.

[81] « a Welsh-speaking Wales », expression fréquemment utilisée par Saunders Lewis.

[82] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 207.

A ses débuts, *Plaid Cymru* brille par l'absence de réel projet, non seulement politique, mais aussi économique. Le parti crée en 1926 son propre journal, *Y Ddraig Goch*, qui signifie le Dragon Rouge[83], mensuel en gallois édité par Saunders Lewis de 1926 à 1939. Plusieurs membres du parti s'insurgent contre la seule utilisation du gallois comme vecteur du message nationaliste, si bien qu'apparaît en janvier 1932 *The Welsh Nationalist*, journal en anglais. *Plaid* ne compte que 176 membres en 1926, 500 en 1930 et 2 000 en 1939. Aux élections de 1929, il n'obtient que 609 voix.

Une nouvelle liste d'objectifs est établie en février 1931 : le statut de dominion pour la Principauté, la protection de la culture, de la langue et des traditions galloises, l'adhésion du pays de Galles à la Société des Nations et l'insistance sur la valeur de la communauté. C'est le Dr David James Davies qui, dans *The Economics of Welsh Self-Government*[84]*,* développe la politique économique du parti. Il est à ce titre considéré comme un « Welsh Nation Builder » par Gwynfor Evans[85]. Son parcours est plutôt atypique : lors d'un voyage au Danemark, sa conscience nationaliste est éveillée par Gronwald Nielsen, doyen de l'université où il enseigne. Celui-ci lui aurait déclaré : « Your country is ruled by England. Your duty, young man, is plain. You must go back to Wales and work to make her free »[86]. Il quitte alors le *Independent Labour Party* pour rejoindre *Plaid Cymru*.

> *Although he still accepted that class was a basic fact of social life, it was not for class that he fought now but for community, including especially the national community of Wales*[87].

Davies est à l'origine de la création d'un journal en anglais car il préconise une plus grande utilisation de l'anglais au sein de *Plaid Cymru*. En avril 1933, le parti adopte comme emblème le triban[88], et choisit donc trois montagnes, image naturelle, pour le représenter.

Ainsi, la politique adoptée par *Plaid* après sa création consiste essentiellement à défendre et sauvegarder la langue galloise, qui permet de maintenir une relative cohésion nationale face à la

---

[83] C'est à l'origine le journal de la colonie galloise partie s'installer en Patagonie, *Y Wladfa*, ou *The Colony*, l'une des plus remarquables établies par les Gallois à l'étranger : en 1865, 153 personnes, encouragées par Michael D. Jones, pasteur, quittent Liverpool à bord du Mimosa et s'installent en Patagonie, avec l'autorisation du gouvernement argentin. Ils fondent une colonie entièrement galloise, fondée sur un système coopératif et dans laquelle toutes les personnes de plus de 18 ans, les femmes comme les hommes, ont les mêmes droits politiques, ce qui n'est pas sans rappeler la Loi de Hywel. Jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, le gallois est toujours parlé dans cette région.

[84] D.J. Davies, *The Economics of Welsh Self-Government*, Caernarfon : *Welsh Nationalist Party*, 1931. Il publie également en collaboration avec son épouse, Noelle Davies, *Can Wales Afford Self-Government* en août 1939, Caernarfon : *Welsh Nationalist Party*.

[85] Voir Gwynfor Evans, *Welsh Nation Builders*, *op. cit.*, p. 311.

[86] Gronwald Nielsen, cité dans Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 312.

[87] *Ibid*., p. 316.

[88] Le parti nationaliste décrit lui-même le triban ainsi : « Our logo is the Triban, three contiguous triangles reminiscent of the mountains and valleys of Wales », voir site Internet de *Plaid Cymru*, www.plaidcymru.org, consulté en mai 2007, « Aims and a brief party history ».

majorité anglophone. Un des principaux objectifs du gouvernement de Londres, depuis 1536, est de faire disparaître une langue jugée inférieure et rustre. *Plaid Cymru* aurait pu ouvrir la voie à une forme plus politique du nationalisme, mais le parti suit longtemps la ligne de conduite de l'un de ses fondateurs, Saunders Lewis, très attaché à la sauvegarde de la langue galloise, et convaincu qu'elle n'est possible que grâce à l'autonomie du pays de Galles.

1.3.2.3 Saunders Lewis, la figure de proue du parti

Personnage charismatique et déterminé, Saunders Lewis est président de *Plaid Cymru* de 1930 à 1939, et marque fortement le nationalisme gallois :

> *Lewis was to be for the next twenty years – perhaps for the rest of the century – the dominant inspiration and cultural stimulus in making Welsh nationalism a force in Welsh and British life*[89].

Né à Liverpool, membre de la diaspora galloise, converti au catholicisme, il est un homme de lettres, avant de s'engager dans la vie politique, plus par sens du sacrifice que par réelle volonté. Il écrit, dans une de ses lettres de guerre : « Probably I shall go into politics – for I hate them cordially, […], and if by going in for argument and noise, I may help to preserve [our nationality], well, let poetry and writing wait for the next race »[90]. Sa conception de la nation repose sur l'existence d'une hiérarchie organique détentrice de la culture et du pouvoir, qui, seule, peut préserver la société de l'anarchie. Il est partisan de la désindustrialisation du pays de Galles, d'un retour à une économie de partage du capital entre les différents membres de la population et de la suppression pure et simple de l'anglais dans la Principauté. Cette dernière mesure semble conçue pour exclure précisément la majorité de l'électorat socialiste : « We cannot therefore aim at anything less than to annihilate English in Wales. It is bad, and wholly bad, that English is spoken in Wales. […] It must be deleted from the land called Wales: delenda est Carthago »[91]. Paradoxalement, il préconise les mêmes méthodes que les Anglais avant lui.

Ses opinions, parfois extrêmes, sont plus tard revendiquées par des groupes d'extrême-droite, comme le *Welsh Distributist Movement*, anciennement nommé *National Front Cymru*, à la fin des années 1980. Kenneth O. Morgan note que le discours de *Plaid Cymru* rappelle parfois celui des partis fasciste ou nazi :

---

[89] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 208.

[90] Saunders Lewis, extrait d'une lettre de guerre écrite à Athènes, *op. cit.*

[91] Citation traduite du gallois, extraite de « Un Iaith Gymru », *in* G.A. Williams, *When Was Wales?* , Londres : Penguin, 1985, p. 281.

Amongst the mass of the working population, whatever their language, Plaid Cymru appeared as a small esoteric group of Utopian fanatics. Home rule for Wales seemed to be the chimera of a few eccentrics. The idea had never made any headway since 1896, nor did it appear likely to do so now. Plaid Cymru's dominant personality, Saunders Lewis, a dignified but intransigent figure, aroused strong feelings, hostile as well as admiring. [...] There were Welshmen who accused Plaid Cymru of the same kind of racialism and exclusivist nationalism associated with the Nazi and Fascist parties in Germany or Italy[92].

Il faut dire qu'Ambrose Bebb déclare quelques années auparavant : « It is a Mussolini that Wales needs! »[93], ce qui explique pourquoi les nationalistes sont jugés parfois trop radicaux.

Le cheval de bataille de Saunders Lewis est non pas l'indépendance pour la Principauté, mais la défense de la civilisation galloise, ce qui peut paraître surprenant pour un nationaliste. L'avenir de la langue lui importe davantage que l'autonomie. Lors du premier congrès du parti en 1925, il affirme : « It is not a fight for independence, but for the civilisation of Wales », et, quelques années plus tard :

It is the privilege of the Welsh people to protect their corner of the splendid European civilization, always insisting that the Welsh heritage, whose defence should be our priority, is an integral part of the civilization of Europe[94].

Lewis est surtout connu pour son vibrant plaidoyer en faveur du gallois, diffusé sur les ondes radiophoniques le 13 février 1962 et intitulé « Tynged yr Iaith », ou « The Fate of the Language ». Il appelle à la lutte et réclame un statut officiel pour le gallois. Cette allocution reprend des idées évoquées dans un discours préparé en 1930. En effet, Saunders Lewis est invité par la BBC pour intervenir, en anglais, sur le sujet suivant « Wales today and tomorrow ». Son discours n'est jamais diffusé car, pour la BBC, il a été écrit dans le but d'enflammer la sympathie nationale. Voici l'appel que Lewis a préparé :

This latent sense of Welsh nationhood, might it not be awakened and roused to action? If we realized the greatness of our past, the grim willpower that enabled the Welsh people centuries gone by to maintain their unity and their traditions in the face of relentless invasion over a period of a hundred of years, if we realized the resilience of fathers and ancestors in the face of adversity not less menacing than that which confronts us today, might we not by such examples in our past history find new inspiration to join together in a general attack on the troubles of today? There is nothing like the sense of belonging to a noble country and to courageous ancestors for inspiring youth to heroism.

[92] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 256.

[93] « Achub y Gymraeg: Achub Cymru », *Y Geninen*, mai 1923, cité dans Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 256.

[94] Saunders Lewis, cité dans Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 345.

Nationalism is above all a fountain head of heroism and of brave resolve. It gives a beaten people hope. It gives them resourcefulness and drives away apathy and cynicism and selfishness. It rouses them to co-operation and it kills obstruction and the spirit that says 'No'. In the present economic and social distress of Wales this inspiration is just what we lack.

There can be no happy tomorrow at all for Wales unless we can arouse ourselves *to action, to self-discipline, to a spirit of strong manly independence and to an ancestral pride. What the Wales of today and tomorrow needs is a call to heroism. The heroic note has not been heard in Welsh politics. And that is why I am a political Nationalist – because nationalism is a call to action and co-operation, because nationalism closes the gaps of class and imposes on rich and poor, on clerk and labourer, an ideal that transcends and yet enriches the individual, the ideal of nation and country. A wave of national revival in Wales would enable us to come together and to organize our resources. It would give us the courage and clear vision necessary for our social reconstruction. It would give us the will to master our circumstances*[95].

Suite à l'allocution très remarquée de 1962 est créée l'Association de la Langue Galloise, *Cymdeithas yr Iaith Gymraeg* ou *Welsh Language Society*, présidée par Saunders Lewis. Ce mouvement, constitué en majorité d'étudiants, prône la désobéissance civile, et encourage des actions directes contre les symboles de la domination anglaise. Saunders Lewis justifie son existence de la façon suivante :

La tradition politique des siècles écoulés, toutes les tendances économiques actuelles font obstacle à la survivance du gallois. Cette situation ne peut être renversée que par la détermination, la volonté, la lutte, le sacrifice, l'effort[96].

Plus de 1 000 membres de l'association sont emprisonnés lorsqu'ils décident de passer à l'action : ils dégradent, par exemple, des panneaux routiers en signe de protestation contre la suprématie de l'anglais au pays de Galles.

La première apparition majeure de l'association dans la vie politique galloise a lieu en février 1963 lors d'une manifestation à Aberystwyth, au cours de laquelle elle réclame l'égalité entre l'anglais et le gallois. Des slogans tels que « English go home! », ou « Stop stealing Welsh resources! »[97] font leur apparition sur les murs. La *Welsh Language Society* connaît quelques succès. Ainsi, la Chambre des

---

[95] Sauders Lewis, *Tynged yr Iaith*, *BBC Wales Annual Radio Lecture*, transcription intégrale du discours radiodiffusé sur BBC Wales, le 13 février 1962, enregistrement réalisé par le Dr Dafydd Alun Jones, distribué par *SAIN* (Cwmni Sain, référence 1255H). Dans ce texte, Saunders Lewis appelle à l'auto-discipline : il estime que la nation galloise est riche de par sa culture et son passé, mais que les Gallois sont trop apathiques. Ils doivent donc se prendre en main et surtout réagir face à la domination anglaise.

[96] Saunders Lewis, cité dans Armand Le Calvez, *op. cit.*, p. 188.

[97] Roy Clews, *To Dream of Freedom. The Struggle of MAC and the Free Wales Army*, Talybont : Y Lolfa, 1980, p. 28.

Communes adopte, en 1967, le *Welsh Language Act*, instaurant l'égalité de l'anglais et du gallois, même s'il ne s'agit que d'une égalité de principe dans la mesure où, dans la pratique, elle s'applique essentiellement aux tribunaux. En outre, davantage de moyens sont accordés pour mettre en place une chaîne de télévision en gallois. De nombreuses écoles primaires proposant un enseignement entièrement en gallois connaissent un grand succès. En 1969, l'association obtient le droit d'installer des panneaux bilingues, et, en 1974, la signalisation routière bilingue est acceptée. Toutefois, la *Welsh Language Society* s'affaiblit à partir de 1969, essentiellement du fait de campagnes virulentes et agressives qui, au lieu de rallier la population, provoquent davantage son mécontentement.

Ainsi, Saunders Lewis représente la figure de proue du parti pendant de nombreuses années. Il impressionne les esprits et demeure longtemps l'emblème du nationalisme gallois, en dépit de ses positions très marquées et de sa croisade pour la sauvegarde de la langue. Lorsqu'il dresse la liste des pères de la nation galloise, c'est lui que Gwynfor Evans mentionne en dernier, et c'est à lui qu'il accorde la plus grande place. Pourtant, il passe sous silence un épisode qui a marqué les consciences au pays de Galles, et dans lequel Lewis est directement impliqué : l'incendie partiel de la base militaire de Penyberth. En 1936, à la suite des protestations du public, le gouvernement britannique renonce à implanter en Angleterre un camp d'entraînement pour les pilotes de bombardiers. Il décide donc de construire cette base dans la péninsule de Llyn, au nord ouest du pays de Galles, à Penyberth[98]. Cette décision provoque l'indignation générale dans la mesure où le lieu choisi se situe au cœur de la *Fro Cymraeg*. De ce fait, l'implantation de la base constitue une menace pour la langue et le mode de vie traditionnel préservés dans cette zone. En outre, cet espace revêt une importance historique : là se dresse une vieille ferme qui a accueilli des poètes de Llyn et les pèlerins se rendant à Bardsey, « l'île des Saints »[99], au Moyen Âge, et qui doit être démolie pour faire place à une piste d'atterrissage. Il représente donc un lieu important de l'histoire religieuse galloise. Construire une base à cet endroit est un sacrilège du fait du lien étroit que nous avons déjà souligné entre religion et patriotisme. C'est pourquoi des congrégations non-conformistes rédigent des pétitions pour s'opposer au projet, et la section de *Plaid Cymru* de Caernarfon réagit dès juin 1935. Saunders Lewis et Lewis Valentine déclarent dans un tract :

[98] « [...] a place of scenic beauty », Roy Clews, *op. cit*., p. 9.

[99] Déjà au XII[e] siècle, l'île est un lieu de pèlerinage, rassemblant les sépultures de différents saints, comme en témoigne Gerald le Gallois : « Either because of its pure air, which comes across the sea from Ireland, or through some miracle occasioned by the merits of the holy men who live there, the island has this peculiarity, that no one dies there except in extreme old age, for disease is almost unheard of. In fact, no one dies there at all, unless he is very old indeed. [...] The bodies of a vast number of holy men are buried there, or so they say, among them that of Daniel, Bishop of Bangor », *The Journey through Wales*, *op. cit*., p. 187.

> *The development of the Bombing Range at Llyn into the inevitable arsenal it will become will destroy this essential home of Welsh culture, idiom and literature. It will shatter the spiritual basis of the Welsh Nation*[100].

Neville Chamberlain, Premier ministre de l'époque, refuse de recevoir la délégation des représentants de près de 1 500 organisations religieuses et laïques.

Face à ce refus, plusieurs dirigeants nationalistes estiment qu'il est de leur devoir d'intervenir en ayant recours à des méthodes plus radicales, afin de faire avancer leur cause. Lewis et Valentine expriment le sentiment d'un peuple entier, pour qui le lieu retenu est hautement symbolique :

> *Will you try to understand our feelings when we saw the foremost scholars and literary men of England talking of the "sacredness" of ducks and swans, and succeeding on that argument in compelling the Air Ministry to withdraw its bombing range, while here in Wales [...] we were organising a nation-wide protest on behalf of the truly sacred things in Creation – a Nation, its language, its literature, its separate traditions and immemorial ways of Christian life – and we could not get the Government even to receive a deputation to discuss the matter with us? The irony of the contrast is the irony of blasphemy*[101].

Le 8 septembre 1936, Saunders Lewis, Lewis Valentine et D.J. Williams décident de mettre le feu au chantier avant de se livrer. Ils sont jugés le 13 octobre 1936 une première fois, aux assises de Caernarfon, mais les membres du jury ne parviennent pas à s'accorder sur un verdict. Les trois hommes sont à nouveau jugés, mais à Londres cette fois-ci, le 19 janvier 1937, par un jury moins compréhensif, d'autant plus que les prévenus refusent de témoigner en anglais. Ils sont reconnus coupables et condamnés à neuf mois de prison. Dans une lettre adressée à Megan Lloyd George du 1er décembre 1936, David Lloyd George écrit :

> *This is the first government that has tried Wales at the Old Bailey […]. They might at any rate have had a second trial, or removed it to some other parts of Wales, but to take it out of Wales altogether and above all to the Old Bailey, is an outrage that makes my blood boil*[102].

L'action des trois nationalistes est saluée par le public au moment des faits. Une souscription est même lancée pour régler les frais de justice. Selon Kenneth O. Morgan, « the martyrdoms of Saunders Lewis, Valentine, and D.J. Williams provided an immense, if short-lived, boost to the appeal – and to

---

[100] Saunders Lewis & Lewis Valentine, *Why We Burnt the Bombing School*, Caernarfon : *Plaid Cymru*, 1937, p. 8. Ce tract, dans lequel ils expliquent les raisons de leur action et leurs buts, constitue leur plaidoirie lors de leur procès.

[101] Saunders Lewis & Lewis Valentine, *op. cit*., pp. 12-13.

[102] Lloyd George, *Family Letters, 1885-1936*, Cardiff : University of Wales Press, 1973, pp. 212-213.

the membership of Plaid Cymru »[103]. L'ironie de l'épisode est frappante : les nationalistes obtiennent le soutien des Gallois après avoir enfreint la loi. Pourtant, à leur libération, les réactions sont plus mitigées, ce qui montre à quel point l'attitude de la population sur la question de l'autonomie et de la dépendance de la Principauté est ambiguë et paradoxale. Williams et Valentine sont réintégrés alors que Lewis est désavoué par ses supérieurs de l'Université de Swansea, et par son propre parti. Le silence de Gwynfor Evans à propos de cet épisode est éloquent[104]. Comme le note Roy Clews, un tel sursaut de la part des Gallois semble avoir disparu aussi rapidement qu'il est apparu :

> *Again the slight ripple of excitement subsided, and it seemed that any dream of a free Wales controlling its own natural resources had gone from the hearts and minds of the Welsh[105].*

Toutefois, la petite flamme allumée alors ne s'éteindra pas tout à fait, et sera ravivée quelques vingt ans plus tard.

Saunders Lewis est, par conséquent, rejeté par sa famille politique alors qu'il est considéré par le public comme la figure de proue du mouvement nationaliste gallois. Cette ambivalence s'explique certainement par son intransigeance envers la langue à un moment où le parti souhaite s'engager sur une nouvelle voie, celle d'un nationalisme plus modéré, accordant une plus grande place à l'anglais et davantage compatible avec le socialisme[106]. Il faut donc élargir la base de *Plaid Cymru*, avis partagé par Kenneth O. Morgan :

> *Very reluctantly, Saunders Lewis, its unchallenged leader, modified his initial determination to sever all links with Whitehall and Westminster. It was decided to broaden the party's support by fighting parliamentary elections[107].*

En 1939, Lewis démissionne de la présidence du parti alors confronté à plusieurs questions : quelle nation va-t-il défendre ? La nation galloisante uniquement, ou également la nation galloise anglophone ? Faut-il lutter pour l'autonomie du pays de Galles, ou pour la sauvegarde de la langue et la culture ? Après la Seconde Guerre mondiale, le parti doit se réorganiser après s'être choisi un nouveau leader, Gwynfor Evans.

---

[103] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 255.

[104] L'attitude de l'Université de Swansea lors de cette affaire peut paraître contradictoire. En effet, elle joue, jusqu'à cet épisode, un rôle d'avant-garde dans le mouvement national, mais, à la fin des années 1930, le climat est plutôt tendu en raison de la menace fasciste et du refus, plus tard, de Saunders Lewis de condamner Hitler et de voir son pays impliqué dans une guerre qu'il estime ne pas être la sienne. De plus, il existe une justification officieuse : une firme d'armements menace de supprimer le financement qu'elle octroie à l'Université si celle-ci réintègre Lewis. Son évincement est donc décidé, par 13 voix contre 12.

[105] Roy Clews, *op. cit*., p. 10.

[106] Cette voie est celle proposée par des personnalités comme D.J. Davies et son épouse.

[107] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 254.

1.3.3 Le parti après 1945

En 1945, *Plaid Cymru* est moribond : les nationalistes se sont déchirés pendant le conflit entre les défenseurs de la guerre et ceux qui affirment leur pacifisme. Kenneth O. Morgan utilise une image particulièrement parlante : « Welsh nationalism seemed to be as dead as the druids »[108]. Mais *Plaid* se dote d'un nouveau leader, Gwynfor Evans, élu président en 1945. Il conserve ce poste jusqu'en 1981, assurant ainsi la continuité dans la politique du parti, tout en choisissant d'adopter une stratégie différente. Il est partisan d'une action au sein du système parlementaire existant, en utilisant ce biais pour obtenir des réformes. Il publie tout au long de sa carrière politique de nombreux ouvrages, tels que *Wales Can Win* en 1973, *A National Future for Wales* deux ans plus tard, et *Fighting for Wales* en 1991, qui reflètent les thématiques du parti. Diplômé d'Aberystwyth et d'Oxford, pacifiste, il adopte une approche plus politique du nationalisme et conduit son parti sur une nouvelle voie, celle de la lutte pour la liberté et l'autonomie, et non pas l'indépendance, dans un premier temps. Mais il préconise une lutte pacifique et non-violente en cherchant à se faire entendre sur la scène européenne et internationale.

1.3.3.1 La lutte pour la liberté et l'autonomie

Dans tous les ouvrages qu'il publie, Gwynfor Evans n'a de cesse de rappeler que le pays de Galles a toujours été une nation, plus ancienne que l'Angleterre elle-même dans la mesure où les Gallois auraient été les premiers habitants de l'île. En effet, le statut même de nation est longtemps nié à la Principauté. Ainsi, dans *A National Future for Wales*, il affirme :

> *England has always known Wales to be a nation, even that the Welsh were a nation before the English were. Nevertheless for centuries after the Act of Incorporation in 1536, it was England's policy to get rid of Wales by assimilation, to incorporate it in the English empire. [...] As a nation, the history of Wales starts with the Age of Saints. It is an obvious fact that Wales is one of the world's oldest nations*[109].

Dans ses écrits, Gerald le Gallois, cité précédemment, livre une description précise du pays de Galles du XII^{e} siècle. La Principauté est donc une nation ancienne, particulièrement attachée à la nature et à son environnement.

Comme toute nation, elle a droit à la liberté et doit s'affranchir de Westminster. En effet, *Plaid Cymru* dénonce longtemps l'exploitation du pays de Galles par l'Angleterre et le système colonialiste que celle-ci a mis en place. Gwynfor Evans choisit d'intituler l'un des chapitres de son ouvrage, *Wales*

[108] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 376.

[109] Gwynfor Evans, *A National Future for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, John Penry Press, 1975, pp. 11-14.

Can Win, « The need for national freedom ». Les Gallois doivent pouvoir décider pour eux-mêmes en vertu du fameux principe d'autodétermination des peuples. C'est ce que le nouveau chef de file du parti revendique pour sa nation :

> *Positively stated the freedom we seek is freedom to participate effectively in the decisions which affect our lives as individual Welsh persons, and freedom for the national community to make her own decisions*[110].

C'est pourquoi *Plaid* réclame l'autonomie, c'est-à-dire un parlement doté de pouvoirs législatif et exécutif, et non pas l'indépendance. Le parti est alors considéré comme celui des galloisants pour les galloisants, et reste, de ce fait, quelque peu marginal. Le combat pour la langue est certes important[111], mais il ne peut être le seul cheval de bataille d'un parti se proclamant nationaliste et qui a, par le passé, payé un lourd tribut pour sa loyauté envers le gallois. Gwynfor Evans donne à plusieurs reprises l'exemple de la Suisse, modèle selon lui de fédéralisme réussi, en dépit de la petite taille du territoire. A partir du moment où l'existence de la nation galloise est reconnue, celle-ci doit être autonome, ce qu'il rappelle :

> *A nation should be free in order to live her own life, to be herself, to enrich the life of her own people and the life of the wider civilisation of which she is a part*[112].

Il résume en une formule efficace les revendications de *Plaid Cymru* : « a government of the people of Wales, for the people of Wales, by the people of Wales »[113]. Par le jeu sur les prépositions, il insiste sur la volonté des Gallois, en tout cas des nationalistes gallois, de diriger leur propre nation et d'obtenir l'autonomie pour la Principauté.

Par conséquent, *Plaid* participe, dès les années 1950, à une campagne pour un parlement gallois, la *Parliament for Wales Campaign*, regroupant plusieurs partis. Cette campagne est lancée en 1949 sous l'impulsion de *Undeb Cymru Fydd*, groupe de pression aussi appelé « New Wales Union »[114]. Megan Lloyd George, député libéral d'Anglesey, en prend la tête, avec le soutien de nombreux Libéraux et

---

[110] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, *op. cit*., p. 116.

[111] Il n'y a pas de nation sans langue selon Gwynfor Evans, qui donne plusieurs exemples de nations menacées par la disparition de leur langue, comme le Pays Basque ou la Bretagne. La France aurait, à ses yeux, cherché à faire disparaître la nation bretonne en éliminant la langue : « The French government knew that if the Breton language were restored France would sooner or later face a Breton nation demanding the rights that pertain to nations everywhere, but if the language died, the Breton sense of national identity would melt away », *Fighting For Wales*, Talybont : Y Lolfa, 1991, p. 135.

[112] Gwynfor Evans, *A National Future for Wales*, *op. cit*., p. 20.

[113] *Ibid*, p. 41.

[114] Ce groupe est né de la fusion de *Undeb Cenedlaethol y Cyndeithasau Cymraeg* (Union nationale des sociétés galloises) et de *Pwyllgor Amddiffyn Diwylliant Cymru* (Comité pour la défense de la culture du pays de Galles), dont le secrétaire est T.I. Ellis, fils du leader de *Cymru Fydd* à la fin du XIX^{e} siècle.

Travaillistes. *Plaid Cymru* participe à la propagande, notamment par l'intermédiaire du secrétaire de la campagne, Elwyn Roberts, membre important du parti. Elle est officiellement ouverte en 1950, à l'issue d'une conférence à Llandridod. En mars 1955, Stephen Owen Davies, député travailliste de Merthyr Tydfil, présente à Westminster un projet de loi en faveur d'un parlement gallois, mais celui-ci est massivement rejeté, avec seulement six voix pour, dont cinq de députés travaillistes. Ce projet est désavoué par Aneurin Bevan lui-même, pourtant gallois d'origine, mais réputé pour son indifférence à la cause galloise[115]. Goronwy Roberts, député travailliste de Caernarfon, remet en 1956 à Westminster une pétition rassemblant 250 000 signatures, soit environ 14% de l'électorat, recueillies, non seulement dans des zones rurales, mais aussi dans des régions industrielles comme la Rhondda. Cinq députés gallois au moins apportent leur soutien : T.W. Jones, Cledwyn Hughes de Gwynedd, Tudor Watkins de Brecon&Radnor, S.O. Davies de Merthyr et Goronwy Roberts. Mais ils sont menacés de mesures disciplinaires par le parti. La campagne se solde par un échec puisque la pétition reste lettre morte. Kenneth O. Morgan souligne ses faiblesses :

> *The Parliament for Wales movement was too shapeless, broad-based and ill-organized to make permanent headway. Nor did it arouse much interest in the more urban and industrial areas[116].*

Elle illustre toutefois la nouvelle approche de *Plaid Cymru*, davantage convaincu de la nécessité d'être présent à Westminster, ce qu'explique Gwynfor Evans :

> *Although neither the bill nor the petition made an impression on Parliament the campaign had heightened national consciousness and helped to plant the idea of a Welsh Parliament in the public mind for the first time this century[117].*

D'autant que les trois raisons invoquées par les Conservateurs et les Travaillistes pour justifier leur refus de toute idée d'autonomie pour la Principauté, à savoir que le pays de Galles est trop petit pour être viable politiquement, trop faible pour se défendre militairement et trop pauvre pour maintenir un niveau de vie correct, sont balayées par les nationalistes. Ceux-ci utilisent les informations contenues dans *Social Accounts of the Welsh Economy 1948-52, 1952-56*, publié par les Professeurs Arthur Beachan et Edward Nevin, pour démontrer que le pays de Galles est parfaitement viable en tant qu'entité autonome. Aux élections de 1955, *Plaid Cymru* présente 11 candidats et obtient 45 119 voix. Ses résultats progressent à Rhondda West et Llanelli, ainsi que dans le Merioneth et à Wrexham au

[115] Le 17 octobre 1944, lors du premier « Welsh day debate » mené à la Chambre des Communes par Megan Lloyd George, Aneurin Bevan tient un discours devenu célèbre : « How did Welsh sheep differ from those which grazed in Westmoreland or Gloucestershire? ». A ses yeux, l'idée selon laquelle le pays de Galles connaît des problèmes sociaux et économiques particuliers, et surtout différents de ceux de la Grande-Bretagne en général, est ridicule.

[116] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 381.

[117] Gwynfor Evans, *Fighting for Wales*, *op. cit*., p. 191.

nord. Mais il est encore loin de pouvoir envisager de façon réaliste une victoire électorale. En octobre 1959, 20 candidats nationalistes se présentent et obtiennent 77 000 voix.

1.3.3.2 Un nationalisme pacifique et non-violent

Le parti n'a de cesse de se démarquer des actes violents perpétrés par des nationalistes, par exemple les actions de la *Welsh Language Society*, condamnées de façon régulière par la direction. Le pacifisme de *Plaid Cymru* est à l'image de Gwynfor Evans qui prend ses distances avec les actes de vandalisme. Le nationalisme gallois, à la différence de son équivalent irlandais, adopte une stratégie pacifique, utilisant les armes électorales pour se battre, maniées par un parti indépendant : « Their methods is the ballot, not the bullet »[118]. Dès la fin du XIX[e] siècle, le mouvement *Cymru Fydd* démontre la force de l'arme politique, mais celui-ci souffre de son allégeance au parti libéral. Gwynfor Evans rappelle lui aussi l'importance de cette notion de parti indépendant :

> *This political task [the freedom of Wales] involves the building of a party – a political national movement. Nothing of major importance is accomplished in politics without an organized movement. [...] Organized opinion alone counts. That opinion must be organized in an independent party which is dedicated to achieving this end*[119].

Plusieurs mouvements plus radicaux des années 1960 reprochent à Gwynfor Evans son pacifisme, qu'ils considèrent comme de l'apathie et de la lâcheté, à l'instar de Julian Cayo Evans, commandant de la *Free Wales Army*, qui déclare: « Instead of the whining, licking-one's-wounds-in-the-corner patriotism of Plaid Cymru, there now seemed to be emerging a militant resurgence of the Welsh soul »[120]. Le parti a l'opportunité de faire la preuve de son pacifisme en donnant l'exemple de méthodes non violentes lors de l'épisode de Clywedog, vallée que 13 autorités locales anglaises décident de transformer en réservoir. *Plaid Cymru*, afin de contrecarrer le projet, achète les terres au cœur du site avant de les revendre en petites parcelles à quelques 300 sympathisants. Ceux-ci tentent

---

[118] Roy Clews, *op. cit*., p. 35. Nous pouvons également citer David L. Adamson qui insiste sur la volonté de *Plaid Cymru* de se forger l'image d'un parti politique, non plus d'un groupe de pression potentiellement violent : « At this time, Plaid Cymru had moved more clearly to an identification with a parliamentary road to Welsh independence, thereby precluding over support for civil disobedience which would have damaged the image of electoral responsibility it was attempting to build for itself », *Class, Ideology and the Nation, A Theory of Welsh Nationalism*, Cardiff : University of Wales Press, 1991, p. 127.

[119] Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 61.

[120] Julian Cayo Evans, cité dans Roy Clews, *op. cit*., p. 36. La *Free Wales Army* est un mouvement armé des années 1960, à l'origine de nombreuses explosions au pays de Galles.

d'utiliser le droit et la loi, soit l'arme judiciaire, pour vaincre la domination anglaise, sans succès. Pourtant, *Plaid* existe toujours, alors que les groupuscules, quant à eux, ont disparu.

En outre, *Plaid Cymru* s'oppose toujours aux conflits dans lesquels la Grande-Bretagne s'engage, comme la guerre au Vietnam et celle des Malouines. Les partis anglo-britanniques, héritiers de l'impérialisme militaire et de la grandeur passée du Royaume-Uni, impliquent le pays dans 78 guerres au cours du XX^{e} siècle. Après les désillusions des deux guerres mondiales, la Principauté ne veut plus supporter le poids social, financier et humain de nouveaux conflits. Gwynfor Evans dénonce le sacrifice inutile de nombreux Gallois : « Scores of Welshmen paid with their lives for Britain's delusion of greatness »[121]. De même, le parti lutte de longue date contre les armes nucléaires, en collaboration avec le *European Nuclear Disarmement movement* (*END*) et le *CND*, *Campaign for Nuclear Disarmement* : « No party has a comparable record of inflexible and united opposition, set out long before CND was formed, to nuclear weapons »[122]. Le parti participe, dès 1957, à une conférence pour une campagne galloise en faveur du désarmement nucléaire, et le pays de Galles devient le premier pays au monde à affirmer sa détermination à abandonner le nucléaire[123]. C'est pourquoi le parti s'oppose également à la construction de centrales[124]. Elles seraient réalisées, selon lui, non seulement dans un but civil, mais aussi militaire, ce qui expliquerait pourquoi le gouvernement décide de les maintenir en activité malgré les pertes financières considérables qu'elles engendrent. *Plaid Cymru* et le *Green Party* s'engagent conjointement pour le désarmement nucléaire et conventionnel. Ainsi, *Plaid* est un parti non violent, qui souhaite obtenir des résultats par la voie électorale, et faire reconnaître le pays de Galles sur le plan international.

1.3.3.3 Vers la reconnaissance internationale

A partir de 1945, Gwynfor Evans et *Plaid Cymru* soulignent l'importance de l'Europe et de l'ONU, jeune organisation internationale. Le nouveau chef du parti insiste sur la nécessité pour le pays de Galles de s'ouvrir vers l'extérieur afin de faire entendre sa voix, prenant exemple sur de nombreuses autres nations dominées : « Wales is particularly well-endowed to take a responsible place in the international order, the field in which Ireland has shone most brightly »[125]. Pour se faire connaître et reconnaître sur la scène internationale, le pays de Galles n'a d'autre choix que d'utiliser les armes

[121] Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 170.

[122] *Ibid*, p. 163.

[123] L'expression « nuclear free » est fréquemment utilisée.

[124] Gwynfor Evans justifie son opposition en ces termes : « [nuclear power stations] which were built as much for the purpose of producing material for nuclear warheads as for peaceful power », *ibid*, p. 165.

[125] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, *op. cit*., p. 129.

politiques, donc non violentes, dans le but d'être crédible aux yeux du monde. Dès 1959, Gwynfor Evans publie un tract intitulé *Self-government for Wales and a Common Market for the Nations of Britain*. S'inspirant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et du Traité de Rome, signé en 1957 entre six pays européens dont la France et l'Allemagne, il propose la mise en place d'une communauté dans laquelle les habitants n'auront plus besoin de passeports pour voyager, et les droits de douane seront supprimés. Une telle libre circulation des biens et des personnes n'est pas sans rappeler le Traité de Maastricht, et la mise en place de l'espace Schengen plusieurs décennies plus tard.

Par conséquent, après la Seconde Guerre mondiale, *Plaid Cymru* se dote d'un nouveau président qui conduit le parti sur une nouvelle voie, celle du combat des urnes afin d'obtenir la liberté et l'autonomie, de façon pacifique pour se faire entendre sur le plan européen et international. Pourtant, à la fin des années 1950, il reste un parti marginal et amateur composé de galloisants, réservé aux galloisants, sans espoir de victoire aux élections. C'est ainsi que le décrit Kenneth O. Morgan :

> *The party remained a small, largely rural-orientated movement, based on a declining constituency of Welsh-speakers. [...] Its organization was rudimentary, indeed virtually non-existent in most of English-speaking, urbanized Wales. It remained very much a party of amateurs, seemingly out of place in the real world of the machine politicians and the organization men*[126].

Mais l'histoire du parti nationaliste gallois connaît un tournant : des événements placent *Plaid Cymru* sous les feux de la rampe, ceux de Tryweryn. La Campagne pour un parlement gallois coïncide en effet avec le projet de barrage à Tryweryn, marquant le début d'un bouleversement politique qui aura de nombreuses retombées sociales. Roy Clews, en évoquant l'incendie de Penyberth, utilise l'image de braises, ravivées plus tard par Tryweryn : « That tinder was supplied by the building of yet another dam, whose waters drowned the valley of Tryweryn and the village of Capel Celyn; and the ignited spark of nationalism roared into the blasting flames of exploding bombs »[127]. Le nationalisme gallois prend alors une nouvelle dimension, en ne s'attachant plus seulement à la protection d'une tradition culturelle, mais également à la notion d'identité nationale grâce à la prise de conscience de la valeur du patrimoine naturel, et, surtout, de la nécessité de protéger les terres galloises contre l'envahisseur anglais.

[126] Kenneth O. Morgan, *op. cit*, p. 381.

[127] Roy Clews, *op. cit*., p. 10.

Chapitre 2. La naissance d'un sentiment écologiste

Afin de pouvoir étudier la naissance du sentiment écologiste au pays de Galles, il paraît intéressant de rappeler, tout d'abord, les origines de l'écologie. Le terme lui-même est inventé par le biologiste allemand pro-darwiniste Ernst Haeckel, à partir des termes grecs *oikos*, la maison, et *logos*, la science. Il l'utilise pour la première fois dans son ouvrage *Generelle Morphologie der Organismen*, publié en 1866 :

> *Par* oekologie*, nous entendons la totalité de la science des relations de l'organisme avec l'environnement, comprenant, au sens large, toutes les conditions d'existence*[128].

Les biologistes, qui s'intéressent depuis longtemps déjà aux espèces tant végétales qu'animales, ressentent alors le besoin d'élargir leur champ d'études dans le but de replacer la faune et la flore dans leur environnement. Les expéditions géographiques se sont en effet développées dès le XVIII[e] siècle, marqué par des voyageurs qui sont restés dans l'histoire, à l'instar de James Cook (1728-1779) et La Pérouse (1741-1788). C'est Eugenius Warming qui introduit le terme « oecology » en anglais lorsque son ouvrage *The Oecology of Plants* est traduit en 1909. Selon une définition généralement admise, notamment utilisée en écologie humaine, ce serait le rapport triangulaire entre les individus d'une espèce, l'activité organisée de cette espèce et l'environnement de cette activité.

L'écologisme, en revanche, n'apparaît que plus tard. C'est un courant de pensée issu de l'écologie et tendant au respect des équilibres naturels et à la protection de l'environnement contre les ravages de la société industrielle. Il est initié par les biologistes et les botanistes, soucieux de protéger l'objet de leur étude, qu'ils sentent de plus en plus menacé. Dès 1909 est organisé à Paris un Congrès international pour la protection des paysages, puis, en 1923, le premier Congrès international pour la protection de la nature. L'Union internationale pour la protection de la nature (UIPN), premier organisme international chargé d'étudier les moyens d'éviter la disparition des espèces menacées, est créée en 1948 sous l'égide de l'Unesco, et remplacée huit ans plus tard par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN)[129]. La communauté internationale a donc pris conscience de la nécessité de protéger et conserver la nature et le paysage. Qu'en est-il au pays de Galles ? Assiste-t-on à la même prise de conscience ?

La population galloise est profondément attachée à la terre et vit en communion avec elle depuis longtemps. Elle se sent rapidement concernée par la défense du paysage, transformé et souillé par

[128] Ernst Haeckel, *Generelle Morphologie der Organismen*, Berlin : G. Reimer, 1866, vol. II, p. 286.

[129] L'UICN rassemble, en 2000, 79 états, 112 organismes publics, 670 ONG nationales et 67 internationales. Elle est dotée d'un budget de 44 millions de dollars.

l'industrialisation qui profite davantage à l'Angleterre qu'à la Principauté elle-même. Cette transformation permet cependant de faire naître chez les Gallois les prémices d'un sentiment écologiste, c'est-à-dire la volonté de protéger le paysage contre les conséquences désastreuses de la Révolution Industrielle.

2.1 L'attachement à la terre au pays de Galles

Les Gallois sont très attachés à leur environnement. Comment expliquer qu'ils soient autant liés à la terre, et donc davantage soucieux de protéger la nature qu'en Angleterre ? Comme le souligne Gwyn Williams, ils sont désireux de posséder un lopin de terre, et pas seulement de le cultiver :

> *There's an old Cardiganshire song, which was sung to me by my grandmother, which expresses the Welshmen's deep urge to become master of a few acres of land, at least a smallholding. This is our land hunger which distinguishes us so sharply from the English. […] In England there have always been more farm workers than farmers, but not so in Wales*[130].

Le peuple gallois est beaucoup plus proche de cette mère nourricière qui constitue aussi un élément à part entière de son identité. Une telle proximité peut certainement s'expliquer par le développement beaucoup plus précoce des villes anglaises, notamment Londres, centre d'activités et d'attraction bénéficiant d'un rayonnement international. En outre, les Gallois découvrent très tôt les joies du tourisme naturel, ce qu'attestent cartes et guides rédigés à leur attention et conservés aujourd'hui encore, ainsi que des sports leur permettant de découvrir les paysages, l'escalade par exemple. Le premier parc national gallois, celui de Snowdonia, est créé en 1951. Cela peut paraître tardif au regard de la politique américaine dans ce domaine[131], mais, dès le XVIII^{e} siècle, on trouve trace d'une « forêt », « the Great Forest » : c'est une zone d'environ 130 km^2, au sud ouest du comté de Brecon, où les animaux, notamment les cervidés, sont protégés. Ce n'est donc pas une réserve de chasse, mais bien les prémices d'un parc national. La superficie de cette forêt sauvegardée diminue peu à peu et, en 1815, au moment des enclosures[132], il n'en reste plus qu'une petite partie. Les parcs nationaux

[130] Gwyn A. Williams, *The Land Remembers*, Londres : Faber&Faber Ltd, 1977, p. 191.

[131] Le premier parc national américain, celui de Yellowstone, ouvre en 1872. Trois autres sont ensuite rapidement créés dans la Sierra Nevada.

[132] Ce terme décrit la transformation de l'agriculture britannique d'un système de coopération et de communauté d'administration des terres en un système de propriété privée, chaque champ étant séparé du voisin par une barrière ou une haie. De nombreuses lois sont votées en ce sens aux XVII^{e} et XVIII^{e} siècles. T.S. Ashton décrit les projets de loi de la façon suivante : « In due course a Bill was passed 'for dividing, alloting and enclosing the open and common fields, meadows and pastures, and common and waste lands' of the particular parish », *The Industrial Revolution 1760-1830*, Oxford : Oxford University Press, 1988, p. 49.

occupent aujourd'hui 20% de la superficie galloise. L'attachement des Gallois à la terre s'explique par différents facteurs, non seulement historiques et politiques, mais aussi économiques et socioculturels.

2.1.1 Histoire et tradition pastorale

Le pays de Galles est annexé certes très tôt, mais il est habité depuis longtemps : les Gallois sont souvent considérés comme les tout premiers habitants des Iles Britanniques. C'est donc un peuple ancien, conscient de sa singularité et attaché à son territoire. Le « Fossé d'Offa » leur permet de matérialiser une frontière jusqu'alors virtuelle et de définir le territoire gallois, en marquant la différence avec l'Angleterre. Les ancêtres des Gallois cherchent déjà à se protéger et à se préserver.

En outre, l'agriculture reste longtemps la principale activité de la Principauté, en particulier l'élevage, favorisant le développement de l'industrie textile et la culture de céréales. Elle couvre, aujourd'hui encore, 1,7 million d'hectares, soit 80% du territoire gallois. La majeure partie de la population, au début du XVIII^{e} siècle, vit de l'élevage : celui du bétail dans le centre et le Sud, au climat moins rude, et celui des moutons dans les montagnes et sur les hauts plateaux. Les marchands de bestiaux occupent une place privilégiée dans la société galloise car ils remplissent la fonction de messagers et de prêteurs. David Williams, dans *A History of Modern Wales*, cite l'Archevêque John Williams qui les qualifie de la façon suivante : « […] la flotte espagnole du Nord du pays de Galles, qui nous apporte le peu d'or et d'argent que nous avons »[133]. Ils contribuent, en effet, à créer des maisons de financement, telles que la *Banc y Ddafad Ddu,* signifiant la banque du mouton noir, à Aberystwyth, et la *Banc yr Eidon Du*, la banque du bœuf noir, à Llandovery. La culture des céréales, surtout sur Anglesey, dans le Gower et le Glamorgan, est, quant à elle, plutôt difficile compte tenu du mauvais état des routes et de l'éloignement des marchés. Les fermes galloises sont en majorité de petite taille. De nombreuses sociétés agricoles sont créées au XVIII^{e} siècle, telles la *Brecknock Agricultural Society* en 1755, celle du Glamorgan en 1772 et du Cardiganshire 12 ans plus tard. Celles-ci organisent concours et foires.

L'économie galloise est donc essentiellement pastorale, et ce jusqu'à la deuxième moitié du XIX^{e} siècle au cours duquel l'extraction minière et la sidérurgie prennent le dessus. Contrairement aux sols anglais, ceux du pays de Galles sont très pauvres puisque les hautes terres, ou *highlands*, occupent une grande proportion du territoire, caractérisé par un climat rude. Du point de vue géologique, le pays de Galles est constitué d'un massif ancien, totalement dépourvu de bassins intérieurs creusés par l'érosion ou découpés par la tectonique. Dans son ouvrage intitulé *Internal Colonialism*, Michael Hechter décrit ces *highlands* de la façon suivante :

[133] David Williams, *A History of Modern Wales*, Londres : John Murray, 1950, p. 90.

> *By and large, highland settlements are relatively pastoral, depopulated, poor and backward; in contrast the lowlands tend to be relatively cultivated, populous, wealthy, and culturally advanced*[134].

A l'instar de l'Écosse, le pays de Galles est surtout constitué de *highlands*. Ces deux contrées n'ont pas subi l'influence romaine car elles ne présentaient aux yeux de Rome aucun intérêt, ni économique, ni agricole. De nos jours, 80% des terres sont classées par l'Union européenne dans la catégorie des terrains les moins favorables ou *LFAs*[135].

Ainsi, c'est l'agriculture qui domine l'économie galloise, et ce schéma perdure longtemps, même dans les régions industrialisées, ce que montre la description que donne Charles Frederick Cliffe de la vallée de la Rhondda en 1847 :

> *The people of this solitudinous and happy valley are a pastoral race, almost wholly dependent on their flocks and herds for support [...] The air is aromatic with wild flowers and mountain plants, a sabbath stillness reigns*[136].

Une telle description peut paraître ironique quand on songe aux vestiges rouillés de la folie industrielle qui ravage la vallée au XIX^{e} siècle. Mais la nature est toujours présente et, même au fond de la mine, les hommes communient avec elle et l'emportent dans leur cœur, entretenant une relation privilégiée avec les murs des tunnels, connaissant chaque faille et chaque recoin. Dans ses mémoires, James Griffiths, premier *Secretary of State for Wales* en 1964 sous le gouvernement Wilson, ancien mineur lui-même, insiste sur le fait que les Gallois restent profondément attachés à leur nature, en dépit de l'industrialisation de la Principauté :

> *We are a nostalgic people. A longing for some lost paradise is woven deeply into our character. We are peasants who have never become fully reconciled to industrialism [...]. The foundation of the Welsh rural society was the family farm of twenty acres or so, with grazing for the sheep on the nearby hillside*[137].

La société galloise est donc essentiellement rurale, reposant sur une économie pastorale, contrairement à la société anglaise, beaucoup plus urbanisée et industrielle.

2.1.2 Société rurale et facteurs socioculturels

Jusqu'à une époque récente, le pays de Galles ne compte pas de grandes villes : Cardiff, par exemple, n'a que 1 870 habitants en 1801, et n'est guère plus qu'un hameau. La vie politique, économique et

[134] Michael Hechter, *Internal Colonialism*, New Brunswick, New Jersey : Transaction Publishers, 1999, p. 50.

[135] Le sigle *LFA* signifie « less favored areas ».

[136] Charles Frederick Cliffe, *Book of South Wales, the Bristol Channel, Monmouthshire, and the Wye: a companion and guide*, Londres : Hamilton, 1847, p. 258.

[137] James Griffiths, *Pages From Memory*, Londres : Dent, 1969, p. 177.

sociale se déroule dans les *Home Counties*. Gwyn A. Williams décrit les Gallois comme un peuple non urbain[138]. En outre, peu de voies de communication traversent le territoire, le transport se faisant surtout par la mer et sur des axes ouest est, à l'exception des chemins empruntés par les bouviers et leurs troupeaux en route pour Londres. Anne Hellegouarc'h utilise une image très parlante lorsqu'elle qualifie le pays de Galles de « nation sans colonne vertébrale »[139]. C'est donc une région isolée, dépourvue de centre et de véritables infrastructures modernes. Aujourd'hui encore, les Gallois souffrent du manque de voies de communication entre le Nord et le Sud.

En outre, la Principauté, au moment de l'annexion, est surtout constituée de petits domaines. Un tel phénomène s'explique par le système d'héritage qui prévaut alors, celui du *gavelkind*, par lequel un domaine, lors de la transmission, est divisé entre les descendants. Cette tradition entraîne le morcellement des parcelles au fil des générations. A partir de 1536, le pays de Galles doit se conformer au droit anglais, et adopte le système de la primogéniture, l'aîné de la famille devenant le seul héritier, obligeant ainsi ses frères à faire carrière dans des secteurs autres que la terre, tels que l'armée ou la religion, et, plus tard, le commerce. Ceci contribue à la diversification de l'économie. La coutume galloise perdure malgré tout jusqu'au XVII^{e} siècle. Les traditions galloise et anglaise sont donc très différentes. Michael Hechter compare et oppose les systèmes celtique et anglais. Dans le premier, l'économie repose principalement sur l'élevage, avec des troupeaux laissés libres sur des espaces ouverts. La société rurale et sans classe est composée de petits hameaux et de nombreuses fermes isolées. Le système anglais, quant à lui, se définit par une économie mixte, fondée en partie sur la production de céréales sur de grandes surfaces, jusqu'aux enclosures, et par une communauté manoriale très organisée, et donc caractérisée par un fort sentiment de classes[140]. La ruralité semble être, de ce fait, un élément de la spécificité galloise, peut-être plus encore que la langue, davantage facteur de division pour ce peuple, ce qu'expliquent Geraint Talfan Davies et John Osmond dans *Birth of Welsh Democracy*, plus précisément dans un article intitulé « Culture and Identity » dans lequel ils insistent sur le capital culturel de la Principauté :

> *In Wales the more dominant misunderstanding may be a failure to understand urban development, and the nature and role of cities in particular. That is not surprising given the absence of any history of large scale urban development in Wales before the industrial revolution, the fact the Welsh language*

[138] « [...] a peculiarly non-urban people », Gwyn A. Williams, *When Was Wales?*, Londres : Penguin, 1985, p. 90.

[139] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 70.

[140] Michael Hechter, *op. cit*., pp. 58-59. Il utilise pour cette étude comparative une analyse de Joan Thirsk, dans un article intitulé « The Field Systems of England », *in* Joan Thirsk (ed.), *The Agrarian History of England and Wales*, vol. IV, 1500-1640, Cambridge : Cambridge University Press, 1967.

and culture have been essentially rural, and that even the industrial valleys, topographically separated, can be characterized as big villages rather than cities[141].

Cette remarque évoque le village de Huw Morgan, héros du roman emblématique de Richard Llewellyn *How Green Was My Valley*. C'est un lieu qui, bien que constitué essentiellement de mineurs, reste proche de la nature. Le père du protagoniste se rend très souvent dans la montagne avoisinante pour réfléchir, dès que son travail à la mine le lui permet.

D'autre part, la communauté occupe une place prépondérante dans la vie des Gallois puisque le pays de Galles est considéré comme un conglomérat de communautés[142] : entraide et proximité sont les caractéristiques de cette société rurale dans laquelle les habitants se distinguent par leur profond attachement à leurs racines et à leur environnement. James Griffiths ouvre ses mémoires par un chapitre intitulé, très justement, « Roots », dans lequel il explique qu'un Gallois reste toujours attaché à sa communauté d'origine, où qu'il soit :

Whenever one Welshman meets another away from their native land the first question they will ask each other is "Where are you from?" For every Welshman belongs to a village and a valley and a town[143].

Il semble donc difficile de définir l'identité galloise dans la mesure où les Gallois sont davantage liés à leur communauté qu'à leur nation, si bien qu'il y aurait autant d'identités que de communautés. De nos jours, le rôle de la communauté est pris en considération dans la mise en place de diverses politiques, notamment environnementales. Le chapitre 26 de la *Déclaration de Rio*, adoptée en 1992 lors du sommet de la Terre, s'intitule « Reconnaissance et renforcement du rôle des populations autochtones et de leurs communautés », chapitre dans lequel il est écrit : « Les communautés ont un lien historique avec leurs terres et sont généralement les descendants des habitants originaux de ces terres »[144]. Cette remarque est tout à fait adaptée au pays de Galles qui accorde une place importante à la communauté. C'est cet idéal qui anime déjà *Cymru Fydd* à la fin du XIX^{e} siècle, ce que souligne Kenneth O. Morgan :

The very ideal of Cymru Fydd was of small-scale, familiar, rural world, in contrast to the 20th century, with its mass structures, its impersonality and its centralization. Legend had much to do with building

---

[141] Geraint Talfan Davies & John Osmond, « Culture and Identity », *in* John Osmond (ed.), *Birth of Welsh Democracy, The First Term of the National Assembly for Wales*, Cardiff : *Institute of Welsh Affairs*, 2003, p. 253.

[142] Selon John Osmond : « Wales is indeed as it has always been a community of communities » *Welsh Europeans*, Bridgend : Seren, 1995, p. 7.

[143] James Griffiths, *op. cit*., p. 1.

[144] *Déclaration de Rio, Action 21*, New York : *United Nations Department of Public Information*, 1993, p. 198.

> *up this ideal. So too did the strength of indigenous rural institutions such as the chapels, where pulpit oratory so often identified the simple values of the Old Testament with realities of the Welsh countryside*[145].

Ce mouvement réclame, en effet, la délocalisation d'une partie du pouvoir vers les communautés, se posant ainsi en précurseur de la décentralisation. Saunders Lewis lui-même partage cet idéal. Pour lui, le pays de Galles doit être un conglomérat de petites communautés agricoles et galloisantes autonomes. C'est toujours l'un des objectifs des nationalistes qui souhaitent redonner à la communauté sa place et surtout sa fonction. Gwynfor Evans, dans *Wales Can Win*, insiste sur l'esprit d'entraide et de coopération qui anime les Gallois :

> *A feature of the valley towns contributing to the sense of the community which has been their glory is that, unlike the big English conurbations of the Midlands, Cheshire and Lancashire, they were highly decentralized. In fact they were collections of large villages which nurtured a warm spirit of neighborliness and co-operation*[146].

Tous les habitants d'un village se connaissent, et ils n'ont pas peur de laisser leur maison ouverte, ce qui n'est plus vraiment le cas aujourd'hui. La hausse de la criminalité et l'urbanisation ont mis en danger la communauté, ce que constatent Dave Adamson et Eilidh Johnston :

> *The growing awareness of crime, disaffection, drug use and anti-social behaviour has been as a challenge to a "traditional" way of life based on mutuality, self-help and cohesive communities. [...] It is illustrative of the powerful attachment to community that transcends the political divide in Wales*[147].

Par conséquent, il est tout à fait possible d'envisager une forme de démocratie locale au pays de Galles, dont la superficie est idéale pour la mise en place d'une autorité décentralisée. Dans *Government by Community*, Ioan Bowen Rees étudie la réorganisation du gouvernement local, et considère qu'il serait bon de limiter la taille d'une ville pour qu'elle corresponde en réalité à une communauté où les habitants ne sont pas indifférents les uns aux autres[148].

Ainsi, tant l'histoire que l'économie permettent de comprendre l'attachement des Gallois à la terre dans la mesure où le pays de Galles reste longtemps une société pastorale et rurale, fondée sur la communauté. Pourtant, la Révolution Industrielle transforme peu à peu le paysage. Face à la crise que connaît le monde agricole au XIX^{e} siècle, beaucoup quittent leur hameau pour s'engager dans les mines, tout en restant malgré tout proches de la nature et de leur paysage. Dans les années 1880, près

[145] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 87.

[146] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, p. 33.

[147] Dave Adamson & Eilidh Johnston, « Communities First », *in* John Osmond (ed.), *Birth of Welsh Democracy*, *op. cit*., p. 161.

[148] Voir Ioan Bowen Rees, *Government by Community*, Londres : C. Knight, 1971.

de 100 000 personnes abandonnent les fermes. Alors que la Principauté est entourée de mers sur trois côtés, les Gallois ne se sentent jamais de grands marins. Ils préfèrent se tourner vers l'intérieur des terres, vers les montagnes, du moins jusqu'au développement des transports maritimes modernes. Ce sentiment s'exprime par le biais de la littérature, en particulier la poésie et les légendes dans lesquelles la nature occupe une place telle que les poètes gallois peuvent être considérés comme des précurseurs de l'écologie.

2.2 Les précurseurs des écologistes

Pourquoi décrire les bardes et les poètes comme des précurseurs de l'écologie, voire des écologistes avant l'heure ? Les poètes, classe importante dans la société galloise au Moyen Âge, remplissent une fonction essentielle dans la préservation de l'histoire et de la langue de la Principauté. Grâce au système de patronage, ceux-ci sont des professionnels appartenant à la classe des *Beirdd y Tywysogion*, ou « les Poètes des Princes ». Même si leurs récits relatent surtout les exploits de leurs bienfaiteurs, la nature y est omniprésente : la faune et la flore galloises jouent souvent un rôle important, tout comme dans les légendes, et peuvent être considérées comme un personnage à part entière. Les poètes prônent l'harmonie entre la société et la nature. Celle-ci occupe, par exemple, une position centrale dans les *Mabinogi*, collection de 12 contes médiévaux traduits par Charlotte Guest au milieu du XIX^{e} siècle. Selon Ernest Renan, qui les a étudiés, ces contes illustrent le caractère celte : les Celtes seraient plutôt réservés, introvertis, fatalistes et enclins à défendre des causes perdues, mais ces traits seraient largement compensés par leur sensibilité et leur sentiment pour la nature et ses créatures, qui s'expriment par le culte des forêts, des sources et des ruisseaux. La nature est alors personnifiée et illustre la présence des divinités sur terre, ce que souligne Jan Morris dans *Wales* :

> *The great strength of Welsh literature, which has been active without a break since the sixth century, is a similar fusion of the physical and the unearthly.*
> *The cynfeirdd or First Poets, misty figures of antiquity like Taliesin or Aneurin, tremendously originated this tradition*[149].

Les Gallois, attachés à la nature et à leur environnement, ont retranscrit ce lien dans leurs écrits en donnant une grande importance au paysage et à la faune. Jan Morris ajoute que les artistes gallois ont toujours choisi leur environnement proche comme décor :

> *Welsh artists have generally celebrated their own* bro*, their own chieftain, and in particular their own intimate experience of nature – nature in the detail, nature in particular. Hardly a beast, bird or fish has*

[149] Jan Morris, *The Matter of Wales, Epic Views of a Small Country*, Londres : Penguin, 1986, p. 139.

escaped immortalization – Dafydd ap Gwilym alone mentions some twenty species of birds – and they have generally been depicted or addressed familiarly, as equals, to be apostrophized man to man, or poet to owl, say (for the owl, as it happens, figures largely, and by no means always meritoriously)[150].

L'expression qu'utilise Jan Morris, « man to man », souligne le processus de personnification de la nature opéré par les poètes, ainsi que le feront plus tard les poètes métaphysiques, à l'instar de John Donne, George Herbert et Henry Vaughan, qui sont, pour la plupart, gallois d'origine ou d'adoption.

En outre, le paysage gallois intéresse, très tôt, les voyageurs, désireux de découvrir sa richesse et sa beauté. Dès le XVIII[e] siècle, de nombreux explorateurs parcourent la Principauté et racontent leurs expéditions dans des récits de voyage. Le naturaliste anglais Thomas Pennant (1726-1798) est l'un des premiers à visiter le pays de Galles, essentiellement le Nord, et il publie ses *Tours in Wales*, en deux volumes, en 1778 et 1781. Le texte, bien écrit et richement illustré, est l'un des premiers récits du genre. Tout comme l'Écosse, le pays de Galles est aussi une contrée à explorer. Quelques années plus tard, en 1800, William Bingley (1774-1823), auteur anglais, rédige *A Tour round North Wales*, retraçant les aventures d'un étudiant parti de Cambridge en 1798. Dans son ouvrage, il conseille les touristes sur les chemins à emprunter et les meilleurs moyens de transport. Membre de la *Linnean Society*[151], il porte un grand intérêt à la botanique et donne des descriptions précises et vivantes des paysages, ainsi que des Gallois rencontrés lors de ses pérégrinations. Quatre ans plus tard, il publie *North Wales Delineated from Two Excursions Through all the Interesting Parts of That Highly Beautiful and Romantic Country and Intended as a Guide to Future Tourists*. Il faut également citer George Borrow, auteur, en 1865, de *Wild Wales: its People, Language and Scenery*. Textes et dessins témoignent de ces voyages, tels que l'ouvrage de Thomas McLean, *Views in North Wales*, publié en 1823, qui comporte des gravures commentées, et fonctionne comme un guide. Le vocabulaire utilisé pour décrire les sites naturels est parfois emprunté au genre du pittoresque, voire du sublime. Ainsi, dans la description de la gravure IX, intitulée *Moel Shabod, near Capel Curig, on the river Llugwy*, la nature semble prendre une dimension théâtrale et s'offre au regard de l'artiste qui n'a alors aucune difficulté à la mettre en valeur :

This village is situated in the picturesque vale of Capel Curig. [...] The fall and the scenery around it, are exceedingly grand[152].

De même, pour la gravure XIII, Thomas McLean insiste sur le sublime du paysage gallois :

---

[150] *Ibid*, p.151.

[151] La *Linnean Society* est une société savante fondée en 1788, qui prend son nom du naturaliste suédois Carl Linnaeus (1707-1778). Elle rassemble des biologistes intéressés par la faune et la flore.

[152] Thomas McLean, « Plate IX: Moel Shabod, near Capel Curig, on the river Llugwy », *Views in North Wales*, Chester : T. Catherall, 1823.

This view is taken about a mile from Pont Aber Glass Llyn, on the upper road to Tan-y-Owlet; a small place, which, although romantic in situation, is but little visited by travellers. From that path, these rude and singular-shaped mountains form an object striking and sublime as their grey outline is distinctively traced against the sky[153].

Ces ouvrages témoignent de la prise de conscience de la richesse et de la beauté du paysage gallois, et invitent à la découverte des sites. En effet, le pays de Galles devient une région touristique dès la fin du XVIII[e] siècle, les sources de Llandridod Wells attirant de nombreux curistes. Guides et cartes postales sont alors édités à leur attention ; ainsi sont conservés des guides sur Merthyr Tydfil tels que celui intitulé *The official directory hand-book and general postal guide for Merthyr Tydfil*, publié en 1873, et sur Llandridod Wells, *The Wye Valley Health and Holiday Spa*, en 1953[154]. Une carte postale, exposée au *National Museum of Wales*, montre deux touristes gravissant le Pen-y-Fan, dans le Breconshire, en 1925. Il est également possible de consulter le journal d'un alpiniste qui dessine l'ascension du sommet de Snowdon le 11 septembre 1862[155]. La multiplication des guides et cartes contribue donc à faire connaître le paysage, démontrant l'intérêt de la population pour son environnement naturel.

Les artistes gallois accordent une grande place à la nature dans leurs œuvres. La majesté du paysage est reconnue, plus que la valeur de la langue ou de la culture. Il faut noter que les auteurs cités donnent plutôt l'image d'une nature figée, dans laquelle, à quelques exceptions près, l'homme et l'industrie brillent par leur absence. Il semble légitime de considérer les auteurs et poètes comme des écologistes avant l'heure puisque, par le biais de leurs œuvres, ils tentent de figer le paysage, de conserver la nature sérieusement malmenée au XIX[e] siècle par l'industrialisation massive de la Principauté, particulièrement au Sud. C'est une façon de protéger l'environnement contre les ravages de la Révolution Industrielle. Selon Pascal Acot, qui décrit dans *Histoire de l'écologie* les origines de l'écologie dans la seconde moitié du XIX[e] siècle, le souci de conservation est caractéristique de l'écologie européenne de l'époque :

Cette écologie européenne est encore statique, comme si la végétation était figée par un instantané photographique. Or à la même époque, des botanistes américains entreprennent d'édifier une écologie dynamique*, comme si la végétation était saisie dans un mouvement cinématographique*[156].

---

[153] « Plate XIII: Mountain of Cnight, Merionethshire », *Loc. cit.*

[154] Ces documents sont disponibles sur le site Internet « Get the Jewels », www.gtj.org.uk, consulté en mars 2005, et qui rassemble des documents sur l'histoire du pays de Galles. Voir annexe 1**,** p. 499.

[155] *Loc. cit.* C'est le relief particulier de la Principauté qui favorise l'essor et le développement de la pratique de l'escalade.

[156] Pascal Acot, *Histoire de l'écologie*, Paris : Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je, 1994, p. 49.

Ainsi, les poètes tentent, par leurs écrits, de préserver la nature à une époque où celle-ci subit de profondes transformations, beaucoup d'entre elles étant irréversibles.

2.3 La transformation du paysage gallois

Comme nous l'avons vu précédemment, les habitants du pays de Galles sont depuis longtemps attachés à la nature. En effet, la société est pastorale et rurale, tout du moins jusqu'au XIX^{e} siècle, si bien que les Gallois prêtent attention à leur cadre de vie, à leur paysage, dans la contemplation duquel se mêlent réflexion esthétique et sentiments personnels. Cependant, à partir de la fin du XVIII^{e} siècle, le paysage gallois est transformé et en partie dévasté. Il porte, aujourd'hui encore, les cicatrices du développement industriel de la Principauté, tout d'abord profondément transformée par la Révolution Industrielle, puis, au XX^{e} siècle, par le développement de l'industrie pétrochimique, sorte de deuxième révolution industrielle.

2.3.1 Les ravages de la Révolution Industrielle

Le pays de Galles subit un véritable traumatisme au moment de la Révolution Industrielle, traumatisme toujours ressenti de nos jours, comme le montre cet extrait d'un discours du président de région breton, Jean-Yves Le Drian, prononcé devant l'Assemblée galloise le 13 octobre 2004 :

> *You have gone through the trauma of your first industrial revolution, with the harshness of the coal mines, many dramas, towns and ports being built too quickly, and the wealth, but also, and above all, the misery that all this engenders*[157].

À partir de la fin du XVIII^{e} siècle, c'est le charbon qui régit le développement de la Principauté : les ressources minières sont exploitées, essentiellement dans le Sud où des villes, telles que Merthyr Tydfil, sortent de terre de façon totalement anarchique. Le fer, le charbon et l'acier deviennent les trois piliers du développement industriel gallois. Ainsi, en 1913, le pays de Galles produit 60 millions de tonnes de charbon, dont la moitié est exportée, et emploie 250 000 mineurs, soit plus de 10% de la population. Le Sud gallois devient également le principal producteur de fer blanc en Grande-Bretagne, concentrant 57 des 77 usines britanniques. De la même façon, 90% du cuivre britannique provient des fonderies de la région de Swansea. En quelques décennies, le paysage agricole et pastoral est donc transformé en une région industrielle où la nature n'a plus sa place. L'agriculture, l'élevage et l'industrie textile, qui permettent de soutenir l'économie galloise pendant plusieurs siècles, sont éclipsés par l'exploitation des ressources géologiques. Le paysage est ainsi remodelé, tout d'abord

[157] Jean-Yves Le Drian, cité dans un article du magazine *Cambria*, janv/fév 2006, intitulé « Concordat ».

volontairement, afin de répondre aux besoins de l'industrie en plein essor. A partir de 1815, les canaux se multiplient pour convoyer plus facilement les marchandises vers les côtes et l'Angleterre. Puis, quelques décennies plus tard, le chemin de fer fait son apparition. Néanmoins, les premières fonderies apparaissent dès le XVII[e] siècle, marquant le début d'une déforestation extensive nécessaire à l'approvisionnement des fourneaux en combustibles. Le témoignage de George Borrow, qui visite le pays de Galles en 1858, est éloquent. Dans son *Tour of Wales*, il décrit Neath, ville du Sud, de la façon suivante :

> *Immense stacks of chimneys surrounded by grimy diabolical-looking buildings, in the neighborhood of which were huge heaps of cinders and black rubbish. From the chimneys, notwithstanding it was Sunday, smoke was proceeding in volumes, choking the atmosphere all around*[158].

La vision qu'il donne de la ville est infernale : obscurité, noirceur et fumée prédominent. La Principauté devient extrêmement dépendante de cette mono-industrie au point de sacrifier son environnement. Jeune mineur de Rhymney, Idris Davies recourt à la poésie pour décrire les blessures infligées à la nature par le progrès et l'industrialisation :

> *I stood in the ruins of Dowlais,*
> *And sighed for the lovers destroyed*
> *And the landscape of Gwalia stained for all time*
> *By the bloody hands of progress*[159].

Ce dernier vers suggère bien que la nature a été assassinée par le progrès.

D'autre part, la mine attirant de nombreux Gallois, et Anglais, en quête de travail, le développement du tissu urbain est complètement anarchique du fait de l'absence de politique d'aménagement à long terme. Quant aux villages, ils connaissent une croissance accélérée. Merthyr Tydfil, qui compte 22 000 habitants en 1830, voit sa population tripler en 20 ans et devient la plus grande ville du pays de Galles. Celle de Caernarfon, ville d'ardoisiers, augmente, entre 1801 et 1851, de 4 000 à 10 000 personnes. En outre, les villes portuaires se métamorphosent. Cardiff, considérée comme « un pur produit de la Révolution Industrielle » par Hervé Abalain[160], est transformée : sa population connaît une progression fulgurante, passant de moins de 2 000 habitants en 1801, à 83 000 en 1861 et 182 000 à l'aube du XX[e] siècle. La ville est alors redéfinie en profondeur. Le cours de la rivière Taff, jugé trop sinueux, est redessiné. Les voies d'accès à la ville, ainsi que sa physionomie entière, sont revues avec la construction d'un canal dès 1794, l'aménagement des docks en 1839 et l'inauguration de la voie ferrée de la Taff Vale en 1841. Ainsi, les profondes transformations du paysage bouleversent les habitudes

[158] George Borrow, cité dans P. Sager, *Wales*, Londres : Palla Athene, 1991, p. 207.

[159] Idries Davies, « Gwalia Deserta », *The Complete Poems*, Cardiff : University of Wales Press, 1938, p. 13.

[160] Hervé Abalain, *Histoire du pays de Galles*, *op. cit*., p. 74.

de la population, déracinée et privée de ses repères, ceux de tout un peuple avant tout paysan et attaché à sa communauté et à sa culture. Anne Hellegouarc'h souligne les répercussions importantes du développement industriel du pays de Galles : « De même que l'industrie avait entraîné une redéfinition du paysage, elle entraîna une redéfinition de l'identité de toute une population »[161]. Les Gallois doivent abandonner un mode de vie pastoral qui a été le leur pendant de nombreuses générations pour adopter le quotidien d'ouvriers.

Le pays de Galles porte encore les stigmates de la Révolution Industrielle. Les artistes gallois sont profondément marqués, et de nombreux poètes et romanciers contemporains abordent ce sujet dans leurs écrits. Christopher Meredith, par exemple, relate dans ses romans les conséquences de l'industrialisation massive pour le paysage et la population, le marasme post-industriel du Sud, en décrivant des lieux où tout est grisaille et décrépitude. Ainsi, dans *Shifts*, premier roman publié en 1990, il raconte la fermeture d'un site sidérurgique, ressemblant beaucoup à celui d'Ebbw Vale, qui marque la fin d'un mode de vie. Les cicatrices laissées par l'industrialisation sur les hommes et le paysage sont encore bien visibles. Le lieu lui-même est peu identifié, mais le vocabulaire utilisé évoque la ruine, et le froid et l'humidité sont omniprésents. L'environnement n'a plus rien de naturel. L'un des personnages du roman, Keith, qui est historien, cherche à déchiffrer le passé en étudiant les vestiges. La rudesse du paysage naturel semble être tempérée par le paysage industriel. L'un des romans les plus connus hors du pays de Galles, *How Green Was My Valley*, publié en octobre 1939 et adapté au cinéma, contribue, certes, à véhiculer pendant longtemps des stéréotypes et des clichés sur les Gallois, mais l'auteur, Richard Llewellyn, retrace, dans cet ouvrage, l'enfance d'un fils de mineur, Huw Morgan, qui décrit avec émotion les ravages engendrés par l'exploitation du charbon sur la nature environnante. Après deux ans d'alitement suite à une mauvaise fracture de la jambe, celui-ci redécouvre le paysage autour de sa maison, et il est frappé par la progression des terrils :

> *The first thing I saw was the slag heap. Big it had grown, and long, and black, without life or sign, lying along the bottom of the Valley on both sides of the river. The green grass, and the reeds and the flowers, all had gone, crushed beneath it. And every minute the burden grew, as cage after cage screeched along the cables from the pit, bumped to a stop at the tipping gear, and emptied dusty loads on to the ridged, black, dirty back*[162].

La nature a disparu, envahie et étouffée par la mine. Huw assiste, impuissant, à la détérioration de sa vallée qui semble malade, comme si elle avait renoncé, après un difficile combat contre le charbon :

[161] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 113.

[162] Richard Llewellyn, *How Green Was My Valley*, Londres : Penguin, 1939, p. 98.

That way, I had to pass the two heaps of slag that had grown and grown till they looked half as big as the mountain. Even grass was growing in some places, as though to take pity on us and cover the ugliness of them. The river running between was drying up, so sick it was of the struggle to keep clean, and small blame to it[163].

La nature a baissé les bras. Pourtant, elle va devoir affronter une deuxième révolution industrielle quelques décennies plus tard.

2.3.2 Le XX^{e} siècle

Le pays de Galles est à nouveau dévasté au XX^{e} siècle, du fait du développement de l'industrie pétrochimique, notamment à Milford Haven, Llandarcy et Barry. Dans les années 1930, la Principauté est touchée de plein fouet par la crise économique, et, face au déclin de l'industrie du charbon, elle doit se reconvertir après la Seconde Guerre mondiale. La fin des années 1940 marque le début de la construction des grandes aciéries de Port Talbot, aujourd'hui encore les plus grandes d'Europe. La *Steel Company of Wales* souhaite exporter, d'ici 1966, environ 750 000 tonnes d'acier, et importer 3,4 millions de tonnes de minerais de fer et 450 000 tonnes de pétrole. C'est pourquoi un immense port doit être construit pour recevoir les plus grands transporteurs de minerais de fer d'Europe[164]. Le Sud est devenu, en 1962, la première région sidérurgique britannique, produisant 17 millions de tonnes d'acier réparties en cinq complexes localisés sur le littoral. Les raffineries autour de Swansea se spécialisent dans le traitement des métaux non ferreux, à tel point que la ville est rapidement entourée de vastes étendues ravagées par les détritus qu'elles engendrent. L'activité se déplace donc vers les côtes et le pétrole supplante le charbon. Des ports gigantesques sont aménagés, à l'image de celui de Milford Haven, qui reste le plus grand port d'importation de pétrole et de raffinage en Europe, un des seuls capables d'accueillir les plus gros pétroliers, de 200 000 tonnes de brut, grâce à ses eaux profondes, pourtant situé au cœur du parc national de Pembrokeshire. L'essor de l'activité portuaire est impressionnant : 2,8 millions de tonnes de pétrole transitent par Milford Haven en 1960, contre 28,9 millions six ans plus tard, et 41,2 millions en 1970. Les groupes pétroliers parmi lesquels Esso, Texaco ou Gulf et Amoco, s'implantent à proximité, et le site compte trois raffineries américaines majeures, des centrales thermiques, ainsi que le terminal d'une entreprise dont la raffinerie, reliée par

[163] *Ibid*, p.158.

[164] Ce projet est décrit dans un article du *Western Mail* publié le 27 juin 1963, « New giant port for steel town » : « Port Talbot is to have the most up-to-date, deep-water harbour in the word. Plans for the £11m project are being drawn up by the Steel Company of Wales ». Une véritable compétition s'engage alors entre Port Talbot et Newport puisque le même quotidien annonce quelques jours plus tard que la ville pourrait aussi devenir un port important : « The first hint that Newport will become a major iron-ore port, rivalling the £11m new dock planned for Port Talbot, was given yesterday during the Newport Harbour Commissioners' annual port inspection », « Major development hint at another Welsh port », *Western Mail*, 29-06-1963, p. 1.

oléoduc, se trouve à Llandarcy, près de Swansea[165]. Un autre oléoduc, long de 423 km, relie Milford Haven aux Midlands et à Manchester. De même, le port de Port Talbot est agrandi en 1970 pour être accessible aux minéraliers de 80 000 tonnes. Les entreprises, comme l'explique Keith Chapman dans un article intitulé « Energy », souhaitent réaliser des économies d'échelle, et choisissent alors de concentrer leurs activités sur les côtes :

> *A combination of commercial and technical factors contributed to the emergence of major new refining centers on Milford Haven, Humberside and Teeside during the rapid expansion of the 1960s*[166]*.*

Ces activités non seulement détruisent le paysage, mais comportent également des risques importants pour l'environnement local, ce que l'avenir se chargera de montrer. Dans son ouvrage au titre évocateur *The Land Remembers*, Gwyn Williams décrit le paysage industriel gallois, en insistant sur le fait que, malgré les ravages de l'industrialisation, la nature a conservé sa beauté originelle :

> *When one is suddenly confronted by the Skewen oil refinery and its satellite gas works, their fantastic piping traced on the sky between two hills and spouting steam or flame, one has the right to a feeling of excitement; or if one looks down on the squat, dark, solid mass of steelworks bang in the middle of Ebbw Vale, or along the articulated mileage of the Margam Steelworks, ribbon-developed between the rounded, ravaged mountains and the duned seashore, polluting a large chunk of Glamorgan with its varied exhalations. There's a certain grandeur in the monstrosity of these things, a grandeur which is the gift of the poisoned landscape, the shrivelled hills and the adultered rivers*[167]*.*

Le vocabulaire qu'il utilise est paradoxal, évoquant à la fois beauté et destruction. Le paysage industriel semble donc être ambivalent, tout à la fois affreux et majestueux.

Ainsi, les paysages gallois sont façonnés par l'ère industrielle si bien que la périphérie du royaume est de nos jours à moitié abandonnée à ses industries vétustes. La préservation du paysage, voire sa reconstruction, devient alors une préoccupation importante des Gallois, d'autant plus que les régions perçoivent rapidement les avantages à améliorer leur image afin de pouvoir jouer la carte du tourisme. Si le sentiment suscité par le paysage relève du domaine artistique, il semble que le paysage gallois soit plutôt une nature morte, ce que montre la tragédie d'Aberfan en 1966.

---

[165] Trois raffineries représentent à elles seules 20% de la capacité de raffinage de la Grande-Bretagne : celle de Texaco à Pembroke, avec une capacité de 9,1 millions de tonnes par an, celles de Gulf Oil et Elf à Milford Haven, capables de produire près de 11 millions de tonnes par an. La plupart des infrastructures de Milford Haven ouvrent dans les années 1960 : Esso en 1960, BP en 1961, Texaco en 1964, Gulf Oil en 1968 et Amoco en 1973.

[166] Keith Chapman, « Energy », *in* Vince Gardiner & Hugh Matthews (eds), *The Changing Geography of the UK*, Londres : Routledge, 3ème édition, 2000, p. 48.

[167] Gwyn Williams, *The Land Remembers*, *op. cit*., p. 208.

2.4 Un état des lieux au début des années 1960

2.4.1 Paysage gallois et nature morte

La nature, au début des années 1960, semble avoir été assassinée, et ne plus être qu'une nature morte. Keith, l'un des héros de *Shifts*, dont l'action se déroule en 1977, alors qu'il se promène dans la ville avec le regard de l'historien tentant de déchiffrer le passé, a l'impression de regarder des toiles dans un musée : « He tramped down to the ruin and stared at it, conscious of his looking, like a viewer at an art gallery wondering what to think »[168]. Si, au XIX[e] siècle, le terme « scenery » revient comme un leitmotiv, les auteurs insistant sur le côté vivant et majestueux du paysage, un siècle plus tard, la vie et les arbres ont disparu, et les scènes pittoresques sont devenues des natures mortes. Les paysages sont désormais silencieux puisque les oiseaux se taisent, ce qu'indique Rachel Carson dans son ouvrage *Silent Spring*, publié à New York en 1962 : elle alerte le grand public à la fois sur les phénomènes de résistance croissante des populations d'insectes aux pesticides, et sur le fait que ceux-ci peuvent être nocifs pour les êtres humains et la faune[169]. Le printemps pourrait alors devenir un jour silencieux en raison de la mort des oiseaux indirectement empoisonnés par les pesticides. Huw Morgan, héros de *How Green Was My Valley*, dresse le même constat à propos de la disparition des oiseaux :

> *When birds were nesting we often went out to find the nests and look in at the eggs, though we never took any, mind. My father would never allow me to collect them, and he would stop the other boys, too. I think because of that, our Valley was never quiet of birds. There is strange you will never notice birds till they are gone*[170].

La nature est donc silencieuse et défigurée par les sites industriels, d'autant plus muette que beaucoup d'entre eux sont devenus des sites fantômes après leur fermeture en période de crise. Cette image très réductrice du pays de Galles perdure aujourd'hui encore : si l'on demande à quelqu'un ce qui lui vient à l'esprit lorsque l'on évoque la Principauté, il répondra spontanément les mines et les chorales de mineurs. Dévastée et malmenée, la nature choisit de se venger en utilisant les ressources exploitées par l'homme contre lui.

---

[168] Christopher Meredith, *Shifts*, Bridgend : Seren, 1990, p. 18.

[169] Rachel Carson, *Silent Spring*, New York : Houghton, 1962. Al Gore lui-même, qui reçoit en 2007 le Prix Nobel de la Paix pour son action en faveur de l'environnement, a écrit l'introduction d'une version rééditée de cet ouvrage.

[170] Richard Llewellyn, *How Green Was My Valley*, *op. cit*., pp. 42-43.

2.4.2 La tragédie d'Aberfan

Le 21 octobre 1966, à 9h15 du matin, le terril n°7 du *Merthyr Vale Colliery* s'effondre, et le glissement de terrain provoque une avalanche noire qui recouvre le village et surtout l'école, *Pantglas Junior School*. La catastrophe fait près de 150 victimes, dont 116 enfants. Une génération entière est perdue car toutes les familles du village sont concernées. Moins de deux heures après le drame, les secours ne trouvent plus que des corps sans vie, et il leur faut près d'une semaine pour dégager les dépouilles des victimes[171]. Environ 70 catastrophes se produisent dans les mines galloises entre 1837 et 1934, mais aucune d'entre elles ne marque autant les esprits que celle d'Aberfan. Jan Morris, dans *The Matter of Wales*, décrit le cimetière d'Aberfan, où s'alignent des tombes d'enfants, ainsi que le mémorial érigé pour commémorer la catastrophe :

> *Down in the valley, at the spot where the tip came sliding so dreadfully down the hill that day, Authority has made a small memorial garden, with flower-beds in it, and benches. I'r rhai a Garwn ac y Galarwn o'u Colli, it says in Welsh and in English "To Those we loved and Miss so very Much"[172].*

Une commission provisoire, *The Aberfan Disaster Fund*, est mise en place le 2 novembre 1966 pour traiter les demandes immédiates d'assistance, ainsi qu'une sous-commission pour établir le projet de *Trust Deed for the Fund*, signé en janvier 1967. Le fonds reçoit des dons du monde entier : la population, qui a bénéficié pendant de longues années d'un charbon à bas prix, se sent indirectement responsable. A sa clôture en 1967, il a recueilli plus de 90 000 dons, pour un montant total de 1,75 million de livres sterling, soit 10 fois plus en livres actuelles. Cependant, apparaît très vite un dysfonctionnement important : la majorité des membres du *Fund* sont associés aux autorités locales, ce qui remet en cause l'indépendance de cette commission. John Summers, écrivain et journaliste, se rend à Aberfan, et invite Denis Coslett, David Bonar Thomas et d'autres membres de la *FWA* en septembre 1967. Les familles des victimes, confrontées aux lenteurs de l'administration, ont le sentiment que leur visite a accéléré leur indemnisation, ce que souligne Fred Grey : « If it wasn't for

---

[171] Voir annexe 2, p. 500. La première photographie montre l'ampleur de la catastrophe, et la seconde témoigne du nombre de personnes venues aider les secouristes à dégager les victimes.

[172] Jan Morris, *op. cit*., p. 298. Nous pouvons également citer le témoignage de Jean-Yves Le Disez, submergé par l'émotion lors de sa visite à Aberfan pendant l'été 2005, et qui décrit le mémorial ainsi : « Et c'est alors que je l'ai vu. Je m'attendais, je crois, à voir cent quarante tombes identiques et, sans doute, un monument aux morts, une stèle, une colonne, que sais-je ? Au lieu de quoi j'ai découvert, incrédule, en travers de la colline, dans le tiers supérieur d'un cimetière qui en occupe tout le flanc abrupt, au milieu de tombes disparates, deux alignements parallèles d'arches blanches longs d'une cinquantaine de mètres peut-être. Ces arches sont comme autant d'enfants se tenant par la main pour l'éternité », *Une Aventure galloise. Portrait d'une petite nation galloise*, Spézet : Coop Breizh, 2006, p. 42. Il relate, dans cet ouvrage, son voyage à travers le pays de Galles en juillet 2006, dont l'idée lui vient après la victoire du « Non » en France au référendum sur le traité européen. Il décide de voyager uniquement grâce aux transports en commun, et rencontre de nombreux Gallois avec lesquels il a des entretiens privilégiés.

the FWA the families would never have received a penny »[173]. Seule la pression d'un groupuscule terroriste fait avancer les choses. En outre, un scandale éclate en août 1968 : le gouvernement britannique oblige les administrateurs du fonds à payer 150 000 livres sterling pour dégager les restes du terril, alors que les sommes récoltées sont destinées à aider la population touchée de façon directe ou indirecte par la catastrophe. Ian McLean et Martin Johnes, auteurs de *Aberfan: Government and Disasters*, font parvenir en mai 1997 à Ron Davies, nouvellement nommé *Secretary of State for Wales* sous le gouvernement Blair, un article intitulé « On moles and the habits of birds: the unpolitics of Aberfan »[174] pour dénoncer ce fait vieux de près de trente ans. Le 31 juillet suivant, le *Welsh Office* rembourse l'équivalent de cette somme au *Memorial Trust*, encore en activité et chargé d'entretenir le cimetière et le jardin situés à l'emplacement de l'école[175].

A la suite de l'effondrement du terril, le Parlement met en place dès le 26 octobre 1966 une commission chargée d'enquêter sur les causes de l'accident, *Tribunal of Inquiry Into the Aberfan Disaster*, et nomme à sa tête Sir Herbert Edmund Davies. Il doit étudier quatre points : les circonstances exactes de la catastrophe, ses causes, les responsabilités engagées, s'il y en a, et les leçons à tirer. C'est la plus longue enquête du genre : elle dure 76 jours et la commission auditionne 136 témoins. Ses conclusions, publiées en août 1967, sont sans appel :

> *The Aberfan Disaster is a terrifying tale of bungling ineptitude by many men charged with tasks for which they were totally unfitted, of failure to heed clear warnings, and of total lack of direction from above. Not villains but decent men, led astray by foolishness or by ignorance or by both in combination are responsible for what happened at Aberfan[176].*

Il établit clairement la responsabilité du *National Coal Board* puisque le terril a été construit sur un ruisseau qui a peu à peu fragilisé la base en la transformant en boue. En outre, l'équipe postée en haut du terril n'a pu donner l'alerte car leur câble de téléphone a été dérobé et non remplacé. L'enquête révèle que la vitesse du glissement de terrain a été telle qu'un appel n'aurait, de toute façon, pas permis de sauver des vies.

---

[173] Fred Grey, cité dans Roy Clews, *op. cit*., p. 114.

[174] Iain McLean & Martin Johnes, « On moles and the habits of birds: the unpolitics of Aberfan », *Twentieth Century History 8*, 1997. Cette expression est tirée du rapport du tribunal chargé d'enquêter sur la catastrophe et dans lequel les ingénieurs sont comparés à des taupes : « Colliery engineers were like moles being asked about the habits of birds », *Report of the Tribunal appointed to inquire into the Disaster at Aberfan on October 21st 1966*, HL 316, HC 553, Londres : HMSO, 1967.

[175] Dans un documentaire de John Humphrys diffusé sur BBC Wales, « Wales in our time », Ron Davies évoque cet événement ainsi : « One of the proudest moments I had as a Secretary of State, was going to Aberfan and meeting some of the people there and giving the money back. In a sense that levelled the score for what had happened in the 1960s, a very unpleasant, very unsavoury part of the Labour party in government ».

[176], *Report of the Tribunal appointed to inquire into the Disaster at Aberfan on October 21st 1966*, *op. cit*., pp. 131-132.

Les consciences s'éveillent alors à la nécessité, pour les Gallois, de reprendre leurs droits sur un cadre de vie que l'industrie a rendu hostile et dangereux. C'est ce que souligne Kenneth O. Morgan dans son ouvrage *The Rebirth of a Nation* :

> *This desperate tragedy had a powerful impact upon the national conscience, and led to a successful campaign for the Welsh Office to spend large sums to remove some larger coal tips and render others more secure by levelling them off*[177].

Ainsi, en 1966, seulement trois programmes de réhabilitation, couvrant 50 hectares, sont subventionnés, malgré l'étendue des dégâts provoqués par la Révolution Industrielle. Le *Welsh Office* met alors en place la *Derelict Land Unit* pour sécuriser les terrils et autres sites dangereux. En 1992, les autorités ont dépensé près de 170 millions de livres sterling pour réhabiliter environ 800 sites, représentant une superficie de 8 000 hectares, soit en zones de loisirs, soit en sites susceptibles d'accueillir de nouvelles industries plus respectueuses de l'environnement. Il semble donc que la tragédie d'Aberfan, qui marque profondément les esprits, fait réellement prendre conscience à la population des ravages engendrés par l'industrialisation massive du pays de Galles, permettant l'émergence d'un sentiment écologiste.

2.4.3 La naissance d'un sentiment écologiste

Il est vrai que l'écologie, qui étudie les relations entre les êtres vivants et leur milieu, apparaît dès 1866 en Allemagne, mais ce n'est alors qu'une science réservée aux spécialistes, ce que souligne Philippe Pelletier dans *L'Imposture écologiste* :

> *L'écologie en tant que science est effectivement née au cours de la première révolution industrielle, donc à une époque où se sont posés de nouveaux problèmes de gestion de l'environnement. Mais elle n'avait pas alors pour objet de s'interroger sur les pollutions industrielles*[178].

Les écologues étudient les paysages restés naturels. Il en est de même au pays de Galles, même si, comme nous l'avons vu, de nombreux auteurs s'inquiètent des effets de la Révolution Industrielle sur la nature, mais ils le font surtout d'un point de vue esthétique.

En revanche, au milieu du XX^{e} siècle, l'écologie revient sur le devant de la scène, en réaction aux dégradations du paysage naturel. Apparaît alors un sentiment écologiste, à la fois simple environnementalisme, c'est-à-dire œuvrant pour la défense de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie, et mouvement politique, prônant la délocalisation, notamment la prise en charge, par les populations locales, de leur propre environnement. Au lendemain de la catastrophe d'Aberfan, les Gallois prennent conscience des ravages engendrés par l'extraction minière sur le paysage, et de la

[177] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 349.

[178] Philippe Pelletier, *L'Imposture écologiste*, Montpellier : Reclus, 1993, p. 9.

nécessité de réhabiliter les sites industriels, si bien qu'émergent alors un véritable souci pour leur environnement et une réelle volonté de le défendre. De tels objectifs correspondent à la définition que donne Guillaume Sainteny de l'écologisme à la fin des années 1960 dans *L'introuvable Ecologisme français* : « En France le mouvement écologiste est, *grosso modo*, considéré comme un mouvement de défense de l'environnement »[179]. S'il est vrai que cette définition concerne la France, il est aisé de l'appliquer au mouvement écologiste en général, et plus particulièrement aux sentiments des Gallois. Ils se sentent concernés par leur paysage à la fois dégradé par l'industrialisation massive de la région, et préservé de façon ponctuelle grâce à la création de zones protégées. Après avoir admiré leur environnement, les Gallois ont à cœur de le préserver. De ce fait, le paysage devient un élément fédérateur, un facteur de l'identité nationale, permettant de dépasser les considérations de race ou de langue qui, selon l'Archevêque du pays de Galles, ne sont pas acceptables :

> *There is a kind of real danger of a Belgian situation here, or even a kind of apartheid based not on race but on language. [...] It is intolerable that those who do not speak Welsh should be regarded as second-class citizens, or less genuine lovers of their country than their bilingual compatriots*[180].

Le paysage serait alors une caractéristique commune, et le défendre un combat rassemblant tous les Gallois.

Toutefois, les partis politiques n'accordent que peu de considérations au paysage dans les années 1960. Il faudra attendre mars 1967, date de la première grande catastrophe écologique, pour qu'ils prennent conscience de l'importance, et surtout de la fragilité de l'environnement. Le Torrey-Canyon, super pétrolier armé sous pavillon de complaisance, s'échoue à pleine vitesse sur les récifs des Seven Stones, dans l'archipel des Iles Scilly. 117 000 tonnes de pétrole brut s'en échappent, provoquant une gigantesque marée noire. Les moyens de lutte les plus divers sont utilisés, parfois de façon intempestive, aggravant encore les conséquences désastreuses de l'accident. Le gouvernement britannique envoie, par exemple, les avions de la *RAF* pour bombarder l'épave, et décide de déverser 15 000 tonnes de détersifs dont les effets se révèlent plus nocifs que le pétrole. De la même façon, au début des années 1960, les partis travailliste et libéral dominent la scène politique au pays de Galles, mais ils se soucient peu de l'environnement, concentrant plutôt leurs efforts sur l'économie, et surtout l'économie britannique. Le premier parti écologiste n'est fondé qu'en mai 1972 en Nouvelle-Zélande, lors d'une rencontre entre Verts à Victoria University, à Wellington. Le *Values Party*, premier parti vert national, défend les principes suivants : la prise en compte des régions naturelles, la maîtrise des changements climatiques et la protection de la nature, indispensables au maintien d'une vie

[179] Guillaume Sainteny, *L'introuvable Ecologisme français*, Paris : Presses Universitaires de France, 2000, p. 40.

[180] Archevêque du pays de Galles, s'adressant aux instances dirigeantes de l'Eglise du pays de Galles, cité dans le *Western Mail*, 26-09-1968.

harmonieuse. Les partis britanniques ne se sentent pas concernés par l'environnement. Les différents manifestes rédigés pour les élections de 1964 sont révélateurs de leurs priorités. Celui du parti travailliste, intitulé *Let's Go with Labour for the New Britain*[181], comporte trois parties : une première abordant les raisons de l'échec du gouvernement conservateur, une deuxième étudiant les problèmes spécifiques de la Grande-Bretagne, et une dernière détaillant la politique étrangère. Le parti publie également, en avril 1963, *Signposts to the New Wales*, document très bien accueilli par les Libéraux et *Plaid Cymru* puisqu'il porte sur la Principauté. Cependant, il ne traite pas du paysage. Quant au parti libéral, il souhaite devenir, depuis 1960, un parti gallois indépendant, à l'instar de *Plaid Cymru*, sur le modèle du parti libéral écossais. Dans son manifeste de 1964, *Liberal Partnership in Wales*, il s'engage à soutenir la création d'un conseil gallois élu, première étape sur la voie de l'autonomie. Seul *Plaid Cymru* se révèle être un précurseur dans le domaine de l'écologisme, devenant la première organisation politique à s'inquiéter de l'environnement gallois. Préoccupé par la nature, le parti nationaliste souhaite que le pays de Galles puisse jouir librement de ses propres ressources. Des événements qui se déroulent à la fin des années 1950 lui permettent de défendre le paysage gallois.

Chapitre 3. Quand nationalisme et écologisme convergent

A la fin des années 1950, le nationalisme gallois connaît un tournant dans son histoire, décisif à bien des égards. Il prend en effet une nouvelle dimension en ne s'attachant plus seulement à la protection d'une tradition culturelle, mais également à la notion d'identité nationale par le biais de la valeur du patrimoine naturel. Les Gallois prennent alors réellement conscience de leur attachement à leur environnement lorsque Tryweryn, charmante petite bourgade du Merioneth, au nord du pays de Galles, fait l'amère expérience de l'impuissance de la population face au pouvoir central. Soucieux de sauver leurs terres, ils se mobilisent. Les événements qui s'y déroulent montrent aux nationalistes que nationalisme et écologisme sont indissociables, ce que rappelle Friedrich Ratzel, zoologiste et géographe :

> *Toute attache au sol d'un peuple ou d'un petit groupe d'hommes tend à revêtir des formes politiques et toute entité politique cherche à tisser des liens avec le sol*[182].

Le combat pour la défense du paysage au pays de Galles devient inévitablement politique puisqu'il oppose le peuple gallois au gouvernement anglais. Jamais auparavant des événements n'ont suscité

[181] *Let's Go with Labour for the New Britain*, Londres : *Labour Party*, 1964.

[182] Friedrich Ratzel, cité dans Jean Labasse, *L'Europe des régions*, Paris : Flammarion, 1991, p. 17.

une mobilisation d'une telle ampleur. La bataille pour la langue galloise marque certes les esprits, mais sensibilise essentiellement les intellectuels, à l'instar de Saunders Lewis. La population, quant à elle, doit faire face à une crise économique sans précédent, touchant de plein fouet une région dont l'industrie est spécialisée dans l'extraction du charbon et autres minerais. Par conséquent, la défense de la langue est pour une majorité d'entre eux secondaire, d'autant plus que seule une minorité de la population parle encore le gallois.

Les événements de Tryweryn sonnent le réveil de la conscience politique galloise populaire[183], endormie depuis plusieurs siècles. En effet, pour la première fois, une grande partie de la population se soulève pour défendre ses terres et son patrimoine contre l'envahisseur anglais. Ainsi, les notions d'identité, en particulier de singularité galloise, et de défense de l'environnement sont étroitement liées : les Gallois souhaitent protéger leur paysage contre les velléités de Londres.

Dans *Médiances. De milieux en paysage*, Augustin Berque considère que défense du paysage et nationalisme vont de pair :

> *Il [l'écologisme] voit au premier degré, dans le monde factuel de l'environnement, les valeurs en réalité humaines, culturelles, qui imprègnent le monde sensible du paysage. Aussi bien les discours sur le paysage sont-ils souvent des discours métaphoriques sur l'identité nationale et fleurissent-ils quand celle-ci veut s'affirmer*[184].

Le paysage serait donc un élément à part entière de l'identité nationale et le défendre une façon de protéger l'identité galloise qui ne se résume pas à une culture et une langue spécifiques. Comme le souligne Philippe Pelletier dans *L'Imposture écologiste*, écologisme et nationalisme sont étroitement liés, et il est aisé de glisser de la protection de l'environnement à la défense des valeurs qui en découlent : « La protection de la nature se conjugue avec celle du terroir local, de l'identité nationale, de la *patria chica* comme disent les Espagnols »[185]. Même s'il exagère quelque peu en comparant écologisme et fascisme, Philippe Pelletier estime que la protection de l'identité nationale passe par la défense du paysage.

---

[183] Aujourd'hui encore, cet épisode est connu de tous et la presse galloise fait très régulièrement référence à ce symbole de l'impuissance du peuple. Anne Hellegouarc'h considère Tryweryn comme un « chapitre-clé de la martyrologie nationaliste galloise », *op. cit*. p. 292. Même s'il ne faut pas en exagérer les conséquences, il est nécessaire de se demander pourquoi les événements ont autant marqué les esprits. La ville de Liverpool, à l'occasion du quarantième anniversaire du réservoir en octobre 2005, juge bon de présenter ses excuses à la population galloise. Une motion est alors adoptée à l'unanimité par le Liverpool Council : « We realise the hurt of forty years ago when the Tryweryn Valley was transformed into a reservoir to help meet the water needs of Liverpool. For any insensitivity by our predecessor council at that time, we apologise and hope that the historic and sound relationship between Liverpool and Wales can be completely restored », source : www.news.bbc.co.uk, consulté en décembre 2005.

[184] Augustin Berque, *Médiances. De milieux en paysage*, Paris : Belin, 2000, pp. 76-77.

[185] Philippe Pelletier, *op. cit*., p. 91.

Gwynfor Evans, dans *A National Future for Wales*, donne une description frappante des événements de Tryweryn, et résume les sentiments des Gallois, dépouillés de leurs ressources naturelles :

> *When Liverpool unilaterally and without consulting anyone in Wales, decided to take the Tryweryn Valley in Merioneth, evacuate the cultured Welsh-speaking farming population, drown the valley, and use the water for its industry and that of the surrounding conurbations without paying the Welsh people a penny in return for this rich natural resource, the people of all parts of Wales opposed the outrage*[186].

Il utilise le verbe « take » qui donne l'impression que la ville de Liverpool s'est servie en toute liberté, et surtout sans rien proposer en retour, si ce n'est des expropriations. Il semble nécessaire de rappeler tout d'abord les faits afin de mieux comprendre, ensuite, l'impact de ces événements.

3.1 Les événements de Tryweryn

Fin 1955, la *Liverpool Corporation*, organisation anglaise, annonce la construction d'un réservoir d'eau au pays de Galles afin d'approvisionner les usines locales, très demandeuses. Cette construction nécessite l'inondation d'une vallée entière, celle de Cwn Celyn, et le déplacement d'une communauté importante de galloisants, environ soixante-dix personnes. Il s'agit donc d'engloutir une vallée, considérée comme l'une des plus belles du pays de Galles[187], pour alimenter la croissance industrielle anglaise. La population locale est surprise par cette décision totalement inattendue, ce que montre ce témoignage de Mme Harriet Parry, postière dans le village :

> *Then one day, Bethan, my daughter was only about ten years old and she came from school, and when we were having our tea she said [...] "They going to drown this village Mam, and the fields, and everything"*[188].

Ce projet soulève une vive opposition au pays de Galles et déclenche de nombreuses manifestations populaires. L'opinion politique se mobilise également, et les parlementaires gallois, y compris des anti-nationalistes, tentent d'obtenir l'annulation du projet, mais en vain. La *Tryweryn Bill*, autorisant le *Liverpool City Council* à acheter de force les terres nécessaires à la construction du réservoir, est présentée le 1er août 1957 à Westminster. 27 élus gallois sur 36 votent contre la proposition, et les autres s'abstiennent. Le *Liverpool Corporation Act* est pourtant adopté. Toutes les instances galloises s'opposent au projet : 125 autorités locales, des branches du *Trades Union Congress* (*TUC*), des organisations culturelles et religieuses se rallient au mouvement. Mais, à Liverpool, 90 conseillers sur

[186] Gwynfor Evans, *A National Future for Wales*, *op. cit*., p. 61.

[187] Roy Clews la décrit ainsi : « The Valley of Tryweryn was one of the most beautiful and picturesque valleys in Wales », *op. cit.*, p. 10.

[188] Mme Harriet Parry, citée dans Roy Clews, *op. cit*., p. 11.

160 tranchent en faveur de l'inondation du village. Un conseiller travailliste, qui vote contre la motion, est exclu de son parti. Les Gallois sont parfaitement impuissants face au pouvoir central. Selon Kenneth O. Morgan, le gouvernement anglais se comporte en dominateur : « Protest was brushed aside by the government as a backwoods revolt by Celtic peasants against the onwards march of technology and the twentieth century »[189]. Il choisit d'ignorer la voix galloise, tout en méprisant la population, comme il l'a toujours fait. La crédibilité de Henry Brooke, alors *Minister of Welsh Affairs*, vole en éclat quand il approuve le projet. Sa décision provoque un fort mécontentement dans la mesure où il s'avère incapable de répondre aux demandes politiques et constitutionnelles des Gallois. Roy Clews, dans son ouvrage intitulé *To Dream of Freedom. The Struggle of MAC and the Free Wales Army*, le cite : « I cannot believe that preservation of the Welsh way of life requires us to go as far as that »[190]. Les travaux débutent trois ans après l'adoption du projet de loi pour s'achever en août 1965. Le réservoir est officiellement opérationnel en octobre suivant. Le lac de Capel Celyn a une capacité de 71 200 mégalitres d'eau, devenant ainsi le plus grand barrage du pays de Galles, pour un coût total de 20 millions de livres sterling. 800 acres de terres sont engloutis, soit 3,2 km^2, sur lesquels se trouvent une école, un bureau de poste et surtout une église et un cimetière. Une quinzaine de fermes disparaissent[191]. La population locale est expropriée et déplacée. Les habitants de Capel Celyn perdent non seulement leur maison et leurs terres, mais aussi leur école et leur chapelle. Plusieurs tombes du cimetière sont exhumées et déplacées à Llan-y-cil, les autres recouvertes de béton. Ils doivent renoncer à des terres bien plus fertiles que celles se trouvant dans d'autres zones qui auraient pu être inondées à la place de cette vallée, comme à Cwm Croes, alternative proposée par Gwynfor Evans et où se trouve une seule ferme. De nouvelles routes ont dû être construites puisque celle reliant Bala à Ffestiniog est inondée.

Un reportage photographique est réalisé lors d'une enquête sur les fermes et autres bâtiments de Capel Celyn entre 1957 et 1965 : de nombreuses photos subsistent des habitations, comme autant de témoignages d'un passé disparu. C'est le seul moyen de préserver le souvenir, même si elles donnent l'impression d'un village fantôme. De même, un film de 30 minutes, « Tryweryn, the story of a valley »[192], est réalisé en anglais entre 1964 et 1965par des élèves dans le cadre d'un projet scolaire en géographie. Il montre la construction du barrage et l'inondation de la vallée. Seul un mémorial construit au bord du lac rappelle qu'un village a existé sur le site. Quelques témoignages de ces

[189] Kenneth O. Morgan, *Britain since 1945: the People's Peace*, Oxford : Oxford University Press, 1990, p. 205.

[190] Henry Brooke, cité par Roy Clews, *op. cit*., p. 13.

[191] Un site Internet intitulé « Ymgurchu! » donne la liste des fermes concernées par le projet, avec le nom des propriétaires et leur surface. L'existence même de ce site récemment créé montre à quel point les événements sont encore présents dans les esprits, particulièrement depuis la création de l'Assemblée galloise, assemblée de Gallois pour les Gallois.

[192] Ce document est disponible au *National Screen and Sound Archive of Wales*, National Library of Wales.

événements subsistent dans les documents historiques de Tryweryn, montrant la tristesse de toute une communauté détruite et dispersée, et celle des familles ayant vécu là pendant des générations, mais à présent obligées de quitter leur maison. Le témoignage d'un enfant illustre tout particulièrement à quel point la vie des habitants de la vallée est bouleversée : « I used to cross at this point to that other farm to see my friends. I won't be able to do that now »[193]. Il doit alors faire plusieurs kilomètres pour contourner le réservoir. Le *Western Mail* daté du 3 juin 2003 publie le témoignage de Dylan Edwards, aujourd'hui à la tête du *Tryweryn Memorial Appeal* et conseiller pour le comté de Gwynned, dont la mère a grandi à Tryweryn[194]. Celle-ci n'a jamais pu oublier car le réservoir a fait table rase de son passé[195]. Les Anglais sont en effet considérés comme des profanateurs de sépultures. La presse publie plusieurs articles mentionnant la présence de tombes, parfois anciennes, comme celle d'un Quaker gallois, John ap Thomas, qui meurt quelques jours seulement avant son départ pour la Pennsylvanie[196]. C'est donc l'ensemble de la population qui se sent concernée et qui se mobilise, si bien que les événements de Tryweryn ont des répercussions sur l'avenir de la Principauté.

3.2 Le réveil d'un peuple entier et ses conséquences à long terme

3.2.1 La remise en cause du colonisateur

Dans une certaine mesure, l'Angleterre est alors considérée comme un envahisseur des temps modernes, prêt à dépouiller la Principauté de ses ressources naturelles, à savoir l'eau, les forêts et les minerais, et à détruire son environnement, afin d'assouvir ses propres besoins. Selon Moya Jones, l'Angleterre a colonisé le pays de Galles, tout comme les autres nations du Commonwealth : « Les peuples celtes des périphéries connaissent une domination de type colonial de la part des Anglais »[197].

[193] Témoignage d'un enfant, cité dans Darren Devine, « Lake sparked a new wave of protesters », *Western Mail*, 08-02-2003.

[194] Dylan Edwards réclame aujourd'hui la destruction du barrage et la reconstruction du village de Capel Celyn. Il déclare dans un article de Rhodri Clarke intitulé « Call to pull the plug at last on the reservoir England no longer needs » et publié dans le *Western Mail* le 30 novembre 2002 : « Why can't we let the water out and restore the valley? It would be a great help to us, as a nation. The Welsh would regain their land ».

[195] « It submerged her grandparents' graves », Dylan Edwards, cité dans Rhodri Clarke, « Dam releases memories », *Western Mail*, 03-06-2003.

[196] Ce fait est soulevé dans un article du *Western Mail* daté du 27 février 1957, intitulé « New Obstacle to Water Scheme », dans lequel le journaliste joue sur les mots, qualifiant la vallée de Capel Celyn de tombe d'eau : « Until now nothing of historical interest had emerged to rescue the village of Capel Celyn in Penllyn, near here, threatened by a watery grave in the new scheme ». Il cite G.T. Jones, du Caernarvonshire, selon lequel il vaudrait mieux importer les industries demandeuses d'eau au lieu de les laisser prendre l'eau des Gallois : « If industry wants water so badly why does it not come to the place where the water is? ».

[197] Moya Jones, *Le Royaume désuni, Angleterre, Irlande, Écosse, Pays de Galles, Introduction à la dévolution*, Poitiers : Ellipses, 2003, p. 4.

Après l'avoir annexé, l'Angleterre nie l'existence même de la Principauté[198]. Cette idée fait écho au discours des nationalistes qui n'hésitent pas à qualifier à maintes reprises le pays de Galles de « colonie », reprenant ainsi un concept du XIX[e] siècle inventé par des populistes russes pour décrire l'exploitation des paysans par les classes urbaines, et repris plus tard par Lénine et Gramsci pour justifier le retard économique persistant de plusieurs régions russes et italiennes.

Gwynfor Evans utilise fréquemment cette thématique pour exposer les relations entre la Principauté et l'Angleterre, comme dans son ouvrage *Wales Can Win* :

> *As long as the centre of power over Wales is in the south east of England, and as long as the only government Wales has is in Westminster and Whitehall, so long will Wales be disunited, underdeveloped and exploited like a colonial territory*[199].

Dans *A National Future For Wales*, il reprend le concept de « Colonialisme interne », thèse que le Professeur Michael Hechter développe dans une étude sur l'Irlande, l'Écosse et le pays de Galles en relation avec l'Angleterre :

> *From Thomas Cromwell's day, when England became consciously an empire the English state extended its power – for that is the essence of imperialism – over the territory, people and resources of other countries until at its zenith it covered a quarter of the world. Because of her close geographical proximity Wales could be incorporated in the metropolitan state in a way different from the parts of the empire that lay in other continents. [...] Wales has never been governed as a nation, she has been exploited as a colony*[200].

Michael Hechter tente en effet, dans son ouvrage intitulé *Internal Colonialism. The Celtic Fringe in British National Development*, d'expliquer la renaissance des nationalismes périphériques de Grande-Bretagne. Selon lui, centre et périphérie n'y entretiennent pas une régulation égalitaire : le premier domine la seconde politiquement par la centralisation, et culturellement en dévalorisant sa culture, à tel point que la « frange celtique » est devenue une entité insignifiante : « The Celtic periphery was swallowed whole into a state system in which it became economically and demographically only an insignificant part »[201]. Il considère alors le pays de Galles comme une « colonie interne » car, s'il est plutôt bien intégré du point de vue administratif, géographiquement proche de l'Angleterre et annexé depuis longtemps, sa culture souffre d'un déficit de prestige important. D'autre part, le gouvernement central a toujours exploité ses ressources, rendant la périphérie dépendante du centre[202]. La spécialisation des économies périphériques a des répercussions sur le développement urbain, puisque

[198] Voir p. 33.

[199] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, *op. cit*., p. 54.

[200] Gwynfor Evans, *A National Future for Wales*, *op. cit*., pp. 26-28.

[201] Michael Hechter, *op. cit.*, p. 95.

les infrastructures nécessaires à l'exportation de la production se multiplient le long des côtes. Villes et ports se développent dans le Sud du pays de Galles.

Les théories de Michael Hechter, publiées pour la première fois en 1975, sont rapidement reprises par les nationalistes qui ne peuvent qu'exiger l'autonomie pour la Principauté, région périphérique négligée, car seul un gouvernement local, c'est-à-dire gallois, sera capable de prendre en compte et de privilégier les intérêts de la population. Dans un projet économique publié en 1970, *Plaid Cymru* réclame l'autonomie pour une région longtemps délaissée par Londres :

> *We believe that self-government is a prerequesite to Welsh economic growth, not because Welshmen are any more able than Englishmen or Scotsmen in these matters, but because only a government serving Wales and Wales alone can give the unqualified commitment and unwavering attention to the problems of Wales that is necessary to solve our problems*[203].

Cette demande est certainement exacerbée par le gouvernement conservateur plutôt en faveur d'une politique centralisée.

En outre, le pays de Galles est longtemps négligé simplement parce qu'il est éloigné du centre. C'est ce que Leopold Kohr, autrichien d'origine qui a résidé longtemps à Aberystwyth, appelle « La loi de la négligence de la périphérie », ou « the law of peripheral neglect » : l'intérêt du gouvernement pour des régions éloignées serait inversement proportionnel à la distance du pouvoir central. Il considère, dans son ouvrage *The Breakdown of Nations*, que la cause de tous les maux des sociétés modernes réside dans la taille, plus précisément la démesure, idée partagée par E.F. Schumacher qui publie un ouvrage intitulé *Small is Beautiful*. Leopold Kohr applique sa théorie de la taille[204] à la Grande-Bretagne qui souffre, selon lui, de surdimension. Le territoire étant trop étendu, la périphérie se trouve isolée et ne suscite guère l'intérêt du centre : « Effective power, like sound or light, diminishes as distance increases »[205]. De ce fait, les régions éloignées du pouvoir central souffrent d'un désintérêt de plus en plus marqué au fur et à mesure que l'on s'écarte du centre. Il conseille alors de diviser le royaume en des unités plus modestes : le pays de Galles, l'Écosse, l'Irlande, mais aussi la Cornouailles, et d'autres régions anglaises. Ce nouveau découpage correspond, à ses yeux, à l'histoire de l'Europe : « There is nothing artificial in this new map. It is, in fact, Europe's natural and original landscape »[206]. Kohr est

---

[202] L'économie galloise est en effet longtemps excessivement spécialisée, reposant essentiellement sur l'extraction du charbon et autres minerais : « The colonial economy often specializes in the production of a narrow range of primary commodities or raw materials for export », *ibid.*, p. 30.

[203] *Plaid Cymru Research Group*, *An Economic Plan for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1970, p. 286.

[204] C'est ce qu'il appelle : « the theory of size », Leopold Kohr, *The Breakdown of Nations*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1986.

[205] *Ibid*., p. 46.

[206] *Ibid*, p. 57.

rejoint dans sa thèse par les nationalistes qui estiment que les intérêts de la Principauté ont longtemps été négligés.

Les événements de Tryweryn leur donnent raison dans la mesure où le gouvernement central, en autorisant la ville de Liverpool à exploiter l'eau galloise sans aucune compensation financière ou presque, agit en colonisateur. Gwynfor Evans va même plus loin puisqu'il n'hésite pas à utiliser le terme de pillage de ressources. Ainsi, dans *Wales Can Win*, écrit-il :

> *Water is one of the most valuable natural resources a country can possess. It should not be possible for huge, wealthy and powerful English conurbations to plunder Wales of this resource without any material return*[207].

Il estime que le gouvernement de Londres tire profit des ressources galloises, y compris les ressources humaines :

> *Politically the Welsh corner of civilisation is the responsibility of the Whitehall government, which from time to time has, as we have seen, not only failed to guarantee a stable cultural environment, but has actively sought to destroy it while exploiting Welsh human and material resources. [...] Power-centred and oblivious of human values, this vast matrix uses men as a raw material to be thrown aside when flowed or worn out. But the Welsh nation is not replaceable. It is the only one in the world*[208].

Même si un tel constat peut paraître exagéré, il n'est pas sans évoquer les transferts de population décidés par le gouvernement de Londres pendant la dépression des années 1930. Près d'un demi million de Gallois seront victimes de cette politique :

> *This was essentially the colonialist purpose of supplying England with raw material resources and the products of heavy industry, with fodder for her forces in wartime and a lovely open space in peacetime for recreation [...] All Welsh resources, human and material, were utilised for England, sometimes called British, welfare*[209].

Au XIX[e] siècle déjà, le charbon exploité au pays de Galles est en grande partie exporté vers l'Angleterre. La Principauté bénéficie de ressources naturelles abondantes et d'un relief exceptionnel permettant la construction de ports en eaux profondes, desquels partent des bateaux entiers pour assurer la prospérité des Midlands et du Sud Est anglais.

De nombreux Gallois ont le sentiment, aujourd'hui encore, qu'on leur dérobe leurs richesses naturelles, ce que montre la situation paradoxale de la gestion de l'eau au pays de Galles. En effet, la

---

[207] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, *op. cit*., p. 75.

[208] *Ibid*, pp. 92-95.

[209] *Ibid*, p. 106.

population doit payer celle-ci à un prix absolument exorbitant, alors même que c'est une des premières ressources de la région. Gwynfor Evans dénonce cet état de fait dans *A National Future for Wales* :

> *Wales was allowed no material return for the rich resources thus filched. The wrong has now been compounded by charging Welsh ratepayers' water rates which are far in excess to those paid in the English conurbations which receive Welsh water*[210].

Lors de débats à la Chambre des Communes après son élection, il aborde à plusieurs reprises la question de la mise en place d'une autorité galloise chargée de gérer l'eau, une *Welsh Water Board*, s'exclamant en une occasion :

> *Where is the promised Welsh Water Board which would administer all water undertakings in Wales and sell the water at a profit which would be invested in Wales? Instead of getting on with this, the Government is bringing pressure on the people of mid-Wales valleys to consent to the drowning of more of them, and with them their homes, to satisfy the voracious thirst of English industry*[211].

Les Gallois prennent donc conscience de leur singularité, par la défense de leurs terres et de leur environnement, et surtout du sens de la propriété. Les ressources du pays de Galles doivent appartenir aux Gallois, d'autant plus que ceux-ci sont particulièrement attachés à la terre.

3.2.2 Une forte mobilisation populaire

Tryweryn devient le symbole de la résistance nationaliste dans la mesure où cette petite communauté galloise et galloisante est considérée comme l'emblème de la menace pesant sur la culture et les valeurs traditionnelles. La population entière se mobilise, et les nationalistes saisissent cette occasion pour monter au créneau afin de les défendre. Une telle mobilisation est nouvelle au pays de Galles, et pourtant ce n'est pas le premier projet de barrage dans la Principauté. En effet, le premier réservoir, celui de Llyn Llawddyn, est construit dans les années 1880. C'est à l'époque le plus grand lac artificiel au monde. Dans les années 1890, la *City of Birmingham Corporation* fait l'acquisition de 180 km^2 de terres dans les vallées d'Elan et de Claerwen, dans le comté de Powys. La ville de Birmingham a alors d'importants besoins en eau, non seulement pour les particuliers, mais aussi pour les industries. Le réservoir d'Elan, comprenant trois barrages, Craig Goch, Pen y Garreg et Caban Coch, ouvre officiellement en 1904, en présence du roi Edouard VII et de la reine Alexandra. En 1907 est créé le lac d'Alwen, sur la montagne Hiraethog, fournissant neuf millions de gallons d'eau chaque jour au *Wirral Water Board*, soit 40 millions de litres ou 40 000 tonnes[212]. En 1923, la *Corporation of*

[210] Gwynfor Evans, *A National Future for Wales*, *op. cit*., p. 32.

[211] Gwynfor Evans, *Publications on Government, Black Papers on Wales, Parliamentary questions with comments by Gwynfor Evans*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1967, p. 24.

[212] A titre de comparaison, le réservoir de Tryweryn doit fournir 100 millions de gallons, soit environ 455 millions de litres, ou 455 000 tonnes d'eau.

Warrington tente d'inonder la vallée de Ceiriog, près de Wrexham, mais les députés gallois à Westminster s'y opposent, avec succès cette fois-ci. Cela fait donc plus de 70 ans que l'Angleterre exploite sans compensation les ressources galloises en eau, alors que la nature l'a également dotée de richesses hydrauliques. Dans les années 1970, la rivière Trent, troisième plus grosse rivière d'Angleterre et du pays de Galles, produit plus de 1 400 tonnes d'eau chaque jour, mais aucun réservoir n'est construit sur son cours. Cependant, dans les années 1950, les projets rencontrent davantage d'opposition et conduisent à des campagnes de protestation plus ou moins violentes[213]. Comment expliquer que ce nouveau projet, celui de Tryweryn, suscite une vive réaction au sein de la Principauté ?

L'histoire se répète, mais les circonstances sont alors différentes dans la mesure où les années 1950, et surtout 1960, sont le théâtre d'un renouveau nationaliste davantage soutenu par les Gallois. *Plaid Cymru*, inspiré par cette cause, se mobilise, multipliant tracts[214] et conférences. Son nouveau président, Gwynfor Evans, publie deux documents sur le sujet : *Save Cwm Tryweryn for Wales* en 1956[215] et *We Learn from Tryweryn* l'année suivante. Il adresse aussi une lettre datée du 28 juillet 1957 au Premier ministre britannique de l'époque, Harold Macmillan[216]. Le parti nationaliste organise également, en septembre 1956, un rassemblement à Bala au cours duquel il mène une procession d'opposants au projet à travers le centre de la ville. D'autre part, les Gallois sont emplis d'espoir après la victoire des Travaillistes en 1945. Ceux-ci ont fait de nombreuses promesses à la population, mais, après six ans au pouvoir, ils n'ont guère répondu à ses attentes. Il s'avère cependant qu'ils ne peuvent se passer des députés gallois à Westminster. Ils s'opposent de ce fait à toute forme de décentralisation afin d'intégrer au maximum le pays de Galles au sein de la Grande-Bretagne. En 1951, les Conservateurs reviennent au pouvoir et établissent le poste de *Minister of Welsh Affairs*. La première personne

[213] Une marche est ainsi organisée par les habitants du village de Llangendevine dans le Carmarthenshire en juin 1963 pour protester contre un projet de construction d'un réservoir par les *Swansea*, *Neath* et *Port Talbot Corporations*. Ils portent des banderoles sur lesquelles est écrit « Save our Valley ». 34 fermes sont directement menacées, dont huit qui doivent être totalement submergées. Le *Western Mail* décrit cette marche de la façon suivante : « The whole of the 160 population of the Carmarthenshire village of Llangendevine yesterday took part in a protest march against the proposal of 10 local authorities to build a reservoir on the fringe of the village in the Gwendraeth Valley. », *in* « Whole village marches against planners », *Western Mail*, 27-06-1963, p. 5.

[214] Nous pouvons citer à titre d'exemple un document intitulé « *Stop this Robbery* », publié par le parti. Voir annexe 3, document 1, p. 501. Ce tract liste les arguments permettant de dénoncer le vol des ressources. Pour chacun d'entre eux, l'adjectif « Welsh » ou le nom « Wales » est utilisé pour insister sur la propriété des richesses naturelles. Le parti conclut très logiquement : « To stop this robbery we DEMAND A PARLIAMENT FOR WALES ».

[215] Gwynfor Evans insiste, dans cet ouvrage, sur la destruction d'une communauté : « No doubt Capel Celyn can be rebuilt, with a modern bathroom in each house, and the dead can be re-interred. But the 16 farms which will become uninhabitable cannot be moved elsewhere, and their 16 families, which are now the nucleus of this rural community, will have to look for a home somewhere else », Gwynfor Evans, *Save Cwm Tryweryn for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, p. 2. Il différencie lieu d'habitation et foyer.

[216] Voir annexe 3, document 3, p. 504. C'est une copie de la lettre envoyée au Premier ministre.

nommée, Sir Maxwell-Fyfe, est, de façon assez étonnante, un avocat écossais. Cette position est longtemps occupée par un ministre conservateur alors que le parti est très peu présent au pays de Galles. Il faut noter que le seul objectif des Conservateurs est de pacifier l'électorat gallois et de miner le pouvoir résiduel des Libéraux. De façon générale, les Gallois sont déçus par plusieurs gouvernements indifférents à leurs besoins et leurs demandes. Les événements montrent que la représentation galloise au Parlement est parfaitement inutile puisque des décisions affectant la vie de la Principauté peuvent être prises sans son accord. La voix de la population est ignorée et les Gallois se rendent compte, à cette occasion, qu'ils n'ont aucun pouvoir de décision, alors même que leur propre sort est en jeu. L'historien John Davies écrit à ce propos :

> *Liverpool's ability to ignore the virtually unanimous opinion of the representatives of the Welsh people confirmed one of the central tenets of Plaid Cymru – that the national Welsh community, under the existing order, was wholly powerless*[217].

L'exemple le plus frappant de cette impuissance est bien le projet de barrage à Tryweryn, qui entraîne la destruction d'une communauté entière et de bâtiments symboliques.

Des comités de soutien sont créés, comme le *Tryweryn Defence Committee* en 1956, regroupant quelques-unes des personnalités galloises les plus reconnues et respectées telles qu'Ifan ab Owen Edwards, Megan Lloyd George, qui a mené la campagne pour un parlement gallois, T.I. Ellis et Lord Ogmore. D'autres branches se forment, parmi lesquelles le *Capel Celyn Defence Committee*, *Pwyllgor Amddiffyn Capel Celyn* en gallois, fondé en mars 1956 et présidé par le Révérend H.W. Hughes[218], et dont la secrétaire, Elizabeth Watkin Jones, est très active. Le comité lance une campagne acharnée pour s'opposer à la construction du barrage, obtenant le soutien de nombreuses autorités locales et institutions nationales, comme l'atteste le nombre de lettres reçues et conservées à la *National Library of Wales*[219]. Il organise aussi une série de conférences et de réunions un peu partout dans le Nord du pays de Galles, ainsi qu'à Liverpool.

3.2.3 Des actes terroristes

Tryweryn marque un tournant dans la contestation politique au pays de Galles dans la mesure où des explosifs sont utilisés pour la première fois dans la lutte contre le gouvernement central. Il est vrai que les Gallois ont déjà exprimé leur mécontentement dans les années 1930, lors de l'incendie de la base militaire à Penyberth. Mais à Tryweryn, le 10 février 1963, trois hommes décident d'aller plus loin en

[217] John Davies, *op. cit.*, p 157.

[218] Il est remplacé en juin par E.P. Roberts, puis en septembre 1957 par David Roberts, jusqu'alors vice-président.

[219] Ainsi une lettre envoyée le 14 février 1957 par la branche d'Anglesey du syndicat des agriculteurs, *Undeb Cenedlaethol yr Amaethwyr* ou *National Farmers' Union*.

ayant recours à des méthodes généralement utilisées par des terroristes. Cet acte est suivi d'une campagne virulente qui se prolonge tout au long des années 1960, et plusieurs groupuscules, créés par la jeunesse galloise, voient le jour. Roy Clews, qui les étudie vingt ans plus tard, décrit cette période troublée, résumant ses recherches de la façon suivante :

> *This is the true account of a rebellion against the British Crown. [...] It took place in Wales during the 1960s, and apart from those who died bloodily the majority of the leading protagonists are today still in Wales. Many of the bombing incidents described are even yet unsolved, and no one has ever been charged and convicted against them*[220].

Owain Williams, jeune gallois installé au Canada, décide de revenir dans sa région natale et ouvre un pub. C'est là que la jeunesse se rassemble pour exprimer son mécontentement. Il témoigne ainsi :

> *A lot of young people and students came to my coffebar and amongst them there was quite a lot of strong feeling against the flooding. There seemed to be growing a semi-resurgence of nationalism*[221].

C'est pourquoi Williams, convaincu qu'il ne peut rester impassible face à un tel acte de domination de la part des Anglais, choisit d'intervenir.

Deux amis, Emyr Llywelyn Jones et John Albert Jones, se joignent à lui. Ils tentent de saboter les travaux de construction du réservoir en posant une charge d'explosifs. Ils ne souhaitent pas faire d'importants dégâts. Leur acte est essentiellement symbolique, ce qu'explique Emyr Llewelyn Jones : « If we do one symbolic act, we'll be patriots. If we do a lot of damage, we'll be terrorists »[222]. Leur plan échoue, et tous trois sont condamnés, deux d'entre eux faisant de la prison[223]. Ils sont surnommés par les journaux de l'époque « les terroristes de Tryweryn ». Quarante ans plus tard, Owain Williams témoigne dans un article du *Western Mail* de Rhodri Clarke sur le projet de barrage en Chine, dans la vallée des Trois Gorges :

> *The Three Gorges dam is different because the Chinese are flooding their own land. With Tryweryn it was* English *people drowning* our *land to get water for* themselves[224].

Ces quelques lignes démontrent à quel point la population galloise a le sentiment d'être spoliée par un envahisseur étranger. Le vocabulaire utilisé ici est particulièrement révélateur d'un sentiment de lutte : c'est « eux » contre « nous ».

---

[220] Roy Clews, *op. cit*., p. 5.

[221] Owain Williams, cité dans Roy Clews, *ibid*., p. 20.

[222] Emyr Llewelyn Jones, cité dans Roy Clews, *ibid*., p. 22.

[223] Emyr Llywelyn Jones est condamné à douze mois de prison.

[224] Rhodri Clarke, « Dam releases memory », *Western Mail*, 03-06-2003.

Ces hommes sont à l'origine de la création du mouvement républicain *Mudiad Amddiffyn Cymru*, qui signifie *Movement for the Defence of Wales*. Ses partisans le surnomment *MAC*, sigle qui reprend le nom gallois et leur permet de se moquer de l'homme politique établi et célèbre, Harold Macmillan, Premier ministre de janvier 1957 à octobre 1963, et également appelé « Super-Mac »[225]. Ce groupuscule compte à son actif de nombreuses attaques contre des biens perpetrées entre 1963 et 1969. Une conduite reliant le lac de Vyrnwy à Liverpool est par exemple détruite en 1967. Un peu plus tard la même année, *MAC* fait exploser une bombe au *Temple of Peace and Health* à Cardiff, tout près du lieu devant accueillir une conférence sur l'investiture du Prince Charles. En 1968, le bâtiment du *Welsh Office*, toujours à Cardiff, est visé, ainsi qu'une autre conduite d'eau à Helsby, dans le Cheshire. Après l'arrestation des trois initiateurs du mouvement, John Barnard Jenkins, sergent membre du *Royal Army Dental Corps* et ancien membre de la *Territorial Army*, reprend la tête de l'organisation. Il est lui-même arrêté en novembre 1969. En avril de l'année suivante, il est reconnu coupable de sept chefs d'inculpation et condamné à dix ans de prison.

Le réservoir de Tryweryn est inauguré le 21 octobre 1965, en présence de plus d'un millier de personnes malgré le froid et la difficulté d'accès. Une manifestation attire l'attention de la foule : trois hommes jeunes, vêtus de calots verts à visière avec les Aigles Blancs de l'insigne Snowdon, se font remarquer en portant des drapeaux représentant le Dragon Rouge. Ils mettent le feu au drapeau britannique et entonnent l'hymne gallois. La réaction de la presse et des journalistes est immédiate. Ceux-ci obtiennent une interview de leur chef, Julian Cayo Evans, qui se présente comme le commandant de la *Free Wales Army*, ou *FWA*. Lors de l'inauguration, il est accompagné de Wyn Jones et de Dafydd Williams. Éleveur d'étalons, Julian Cayo Evans est issu d'une famille connue du Cardiganshire. Pour remplacer *MAC*, que l'on dit moribond après l'arrestation de ses fondateurs, il met en place, en février 1963, une organisation dont le but avoué est de paralyser la vie administrative dans la Principauté, et donc le pouvoir central[226]. Pour cela, elle utilise les méthodes de l'*IRA* afin d'obtenir l'indépendance du pays de Galles[227]. La *FWA* est une petite armée plutôt organisée, les hommes étant équipés d'uniforme et d'armes fournies par l'*IRA*. Elle vise essentiellement des bâtiments publics ainsi que des réservoirs, ou des barrages, c'est-à-dire ce qui symbolise la présence anglaise. Julian Cayo Evans tente d'établir une structure à deux strates, les activistes et les

[225] Ce surnom est repris par Alan Sked et Chris Cook, dans *Post-War Britain, A Political History 1945-1992* : « The party had in Harold Macmillan a leader whose enormous political talents had already earned him the nickname 'Super-Mac' », *Post-War Britain, A Political History 1945-1992*, Londres : Penguin, 1993, 4ème édition, p. 160.

[226] « To almost paralyse the normal governing and administration of vast areas of country », Roy Clews, *op. cit*., p. 36.

[227] « [...] to do for Wales what the IRA had done for Ireland, to initiate a revolution which would lead to independence for Wales », Philip Allan Butt, *The Welsh Question. Nationalism in Welsh Politics. 1945-1970*, Cardiff : University of Wales Press, 1975, p. 264.

sympathisants : « I decided finally to attempt to form a double-tiered structure. An active force of men, backed up by a hidden force of sympathisers »[228]. Ces derniers se retrouvent dans des pubs, tels que *The Angel Public House* à Aberystwyth, ou *The Stag&Pheasant* à Pontarsais, près de Carmarthen. Ils sont très virulents, notamment à l'égard des politiciens de Westminster qui, selon eux, sont totalement corrompus : « Their corrupt and dishonest management, under the pretext of it all being 'good for Britain', had created a tremendous amount of disgusted resentment »[229]. Une telle corruption justifie, à leurs yeux, leur action.

Les années 1960 sont alors le théâtre d'une violence tout à fait nouvelle au pays de Galles, qui s'est auparavant différencié de l'Irlande par son nationalisme pacifique. Cette violence est revendiquée par la *FWA*, estimant que c'est le seul moyen de se faire entendre :

> *This is what is happening in our country today, negotiations and peaceful means have failed. The alternative and the only one, to become militant and strike. [...] They are extremely wrong in thinking that we in Wales can be pushed back further and further. For now we have our backs to the wall and we begin to speak the only language that they understand: "VIOLENCE"*[230].

La presse galloise, qui couvre largement les activités de la *FWA*, la tourne en dérision tout en s'inquiétant de la montée de violence, et dans un éditorial du *Western Mail*, on peut lire :

> *If these young buffoons officially disowned by Plaid Cymru are allowed to develop their theme of resistance to English "domination", Wales could find itself with a miniature IRA in the hands of a lunatic fringe*[231].

Le gouvernement central ne reste pas indifférent à de telles attaques sur des biens de l'état : la police se met activement à la recherche des membres de la *FWA* qui fait régulièrement la une des médias. En février 1969, neuf personnes sont arrêtées lors d'une opération de police de grande envergure. Elles sont mises en examen pour leurs activités terroristes au sein de la *FWA* au nom du *Public Order Act*. Parmi ces hommes se trouvent Julian Cayo Evans, Anthony Lewis, fondateur du *National Patriotic Front*[232], et Dai Bonar Thomas, candidat pour *Plaid Cymru* aux élections locales à Carmarthen en 1964. Leur procès débute mi-avril, et la cour rend son verdict le 1er juillet 1969, jour de l'investiture du Prince Charles : trois d'entre eux, dont Dai Bonar Thomas, sont déclarés non coupables, et Julian Cayo Evans reçoit la peine la plus lourde puisqu'il est condamné à 15 mois d'emprisonnement. Le

[228] Julian Cayo Evans, cité par Roy Clews, *op. cit*., p. 39.

[229] *Ibid*, p. 40.

[230] *Ibid*., p. 49.

[231] Cité dans Roy Clews, *op. cit*., p. 41.

[232] Ce mouvement, créé en 1966, constitue le bras politique de la *FWA*.

procès coûte 130 000 livres sterling aux contribuables gallois. Saunders Lewis lui-même vient assurer la défense des prévenus.

Les actes terroristes visent essentiellement des constructions vides, faisant peu de victimes : deux personnes sont blessées par des explosifs que des groupes nationalistes extrémistes auraient installés, et deux sympathisants de *MAC*, Alwyn Jones et George Taylor, plaçant des charges à Abergele le matin même de l'investiture sont tués par leur propre bombe. Cependant, la montée de violence, associée par le public au nationalisme dans la mesure où les groupuscules revendiquent une telle étiquette, a des répercussions négatives sur l'image de *Plaid Cymru*, amalgamé malgré lui aux événements qui secouent la Principauté dans les années 1960. En dépit des condamnations répétées prononcées par Gwynfor Evans, la réputation et la crédibilité du parti sont sérieusement amoindries. Des voix s'élèvent même à l'intérieur de *Plaid Cymru* pour envisager l'hypothèse selon laquelle Londres serait à l'origine des attentats afin de le discréditer. Philip Allan Butt insiste sur les effets négatifs de ces comportements radicaux pour le parti nationaliste gallois :

> *There was, however, very little the* Blaid*'s advisers on publicity could do about the disastrous image that accrued to the party as a result of the series of bomb explosions which rocked Wales between 1966 and 1969*[233].

Plaid Cymru se trouve dans une position délicate : il est, d'une part, impuissant face au pouvoir central et incapable d'empêcher l'inondation de la vallée de Capel Celyn, mais ne peut pas, d'autre part, cautionner l'usage de la violence. Emrys Roberts, alors secrétaire général du parti, résume ce dilemme dans un article publié dans le *Western Mail* le 12 décembre 1963 :

> *Any widespread campaign of violent action in Wales today would be morally justifiable and politically foolish. It would alienate rather than win support. We in Plaid Cymru would have nothing to do with it. [...] Violent action cannot be justified if it is a case of a minority trying to force its views on the majority of Wales. But when, as in the case of Tryweryn, it is undertaken in an attempt to force the government to respect the wishes of the people of Wales, it has ample justification*[234].

Plaid Cymru a le choix entre soutenir les actions violentes pendant la construction du barrage, au risque de devenir plutôt impopulaire, ou ne rien faire, perdant ainsi la face[235].

---

[233] Philip Allan Butt, *op. cit*., p. 188.

[234] Emrys Roberts, *Western Mail*, 12-12-1963.

[235] Ce que souligne Philip Allan Butt : « The Tryweryn affair had placed Plaid Cymru in a quandary. The failure of the party's constitutional strategy was constantly exposed by the steady progress in building the reservoir in the Tryweryn valley. Welsh opinion and Welsh MPs had been disregarded, yet Plaid Cymru had been unable and unwilling to capitalize on this situation. In the period 1960-5 Plaid Cymru had to make the choice while the reservoir was being built of sponsoring direct action at the site (and risking great unpopularity) or of doing nothing (and losing face with its own supporters) », *op. cit*., p.93.

Par conséquent, Tryweryn provoque de nombreux événements et contribue à réveiller les consciences galloises, endormies par un combat plus pacifique, dont l'objectif principal était la défense de la culture et de la langue. La lutte prend alors une nouvelle dimension, transformant le nationalisme au pays de Galles.

3.3 Une nouvelle approche du nationalisme

3.3.1 La prise de conscience des richesses de la nation

C'est essentiellement grâce aux événements de Tryweryn que les Gallois prennent réellement conscience des richesses de leur nation, et surtout du fait que celles-ci sont depuis longtemps exploitées par le pouvoir central. Le pays de Galles ne représente, en 1967, que 4,9% de la population totale du Royaume-Uni, mais produit 11% du charbon, 27% des produits pétroliers, 32% de l'acier, 100% du fer-blanc et 11% des produits issus de la sylviculture. Gwynfor Evans, dans *Wales Can Win*, estime que la Principauté pourrait parfaitement être autonome :

> *It has abundant water supplies, which are increasingly important to industry, and is a producer of hydro-electric power and an exporter of electricity, [...] with its coalfields, nuclear power stations, ports – including a major oil port – and the promise of a wealth of oil in the Celtic Sea – this small country can guarantee an expanding supply of power*[236].

Elle bénéficie, en effet, de nombreuses ressources qui lui permettraient d'assurer l'approvisionnement en énergie de ses entreprises.

3.3.2 La métamorphose de *Plaid Cymru*

Après les événements de Tryweryn, le discours de *Plaid Cymru* trouve une oreille plus attentive auprès du public car il prend davantage en compte les richesses de la nation galloise et l'exploitation qui en a été faite jusqu'alors. Le parti nationaliste lance donc une campagne de résistance passive, seul recours possible pour les opposants pacifistes au projet, en participant à la marche organisée à Liverpool[237]. De même, lorsque le gouvernement de Londres décide de créer un autre réservoir, à Clywedog cette fois-ci, dans le Powys, *Plaid Cymru* fait l'acquisition d'un hectare de terres agricoles fractionné en 75 unités, subdivisées elles-mêmes en quatre parts et allouées à 300 adversaires du projet. Le parti gallois tente d'utiliser la machine judiciaire pour montrer sa résistance par ce geste

[236] Gwynfor Evans, *Wales Can Win*, *op. cit*., p. 127.

[237] Voir annexe 3, document 4, p. 505. Ces photographies montrent la marche de protestation organisée à Liverpool, à laquelle participent tous, sauf un, les habitants de Capel Celyn.

symbolique. C'est pourquoi le mouvement nationaliste devient bientôt synonyme de cette forme de contestation pacifique, une des caractéristiques de *Plaid Cymru* et de son chef de file, Gwynfor Evans, partisan de la désobéissance civile.

En outre, ce qui n'est alors considéré que comme un simple mouvement nationaliste se transforme en un véritable parti politique, mieux organisé, dans le but de se différencier des groupuscules nationalistes terroristes. Entre 1965 et 1967, *Plaid Cymru* opère un changement important, ce qu'explique Philip Allan Butt :

> *The party transformed itself, in the course of two years, from an isolated pressure group, whose strength was the strength of the individuals working independently within it, into an organized political movement with a momentum of its own*[238].

Le parti s'intéresse davantage à la situation économique du pays de Galles afin d'élaborer un véritable programme, si bien que, pour les élections de 1970, un manifeste unique est publié pour la première fois. Selon John Osmond, si l'incendie de Penyberth permet à *Plaid Cymru* de se faire connaître du grand public, les événements de Tryweryn le transforment profondément :

> *It may be said that the myth of 1936 secured a distinctive and separate ideology for Welsh politics. And, in turn, the myth of 1959 resulted in the creation of a political party – as opposed to a cultural and political pressure group – which could put the ideology into practice*[239].

Ainsi, le parti nationaliste se trouve dans une situation bien différente lors des élections partielles de 1966.

3.3.2.1 La victoire de 1966 : une date symbolique

Les militants nationalistes sont emplis d'espoir après les événements de Tryweryn. *Plaid Cymru* remporte sa première victoire en juillet 1966 à Carmarthen, Gwynfor Evans obtenant 39% des voix. Monica Charlot considère cette victoire comme un tournant dans l'histoire du nationalisme gallois : « En dépit de quelques succès aux élections locales, la présence des candidats nationalistes demeure symbolique jusqu'en 1966 »[240]. Ce succès électoral est hautement symbolique pour les Gallois, tant par le lieu que par la date. D'une part, la région est le premier *royal lordship* gallois d'Edouard I[er] après que Henry I[er] confisque Shrewsbury pour créer dans le Dyfed la « petite Angleterre au-delà du pays de

[238] Philip Allan Butt, *op. cit*., p. 178.

[239] John Osmond, *Creative Conflict*. *The Politics of Welsh Devolution*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1979, p. 109.

[240] Monica Charlot, *Encyclopédie de civilisation britannique*, Paris : Larousse, 1976, p. 447.

Galles »[241], en y installant, au XII[e] siècle, les colons flamands, avant de lancer une expédition en 1165 pour détruire les Gallois. D'autre part, Gwynfor Evans gagne ce siège le 14 juillet, jour de la prise de la Bastille en France, et date importante au pays de Galles. C'est en effet un 14 juillet qu'Owain Glyndwr signe un traité à Paris avec le roi de France qui reconnaît ainsi l'existence du pays de Galles, en 1404, et que Tom Ellis, membre de *Cymru Fydd*, est élu à Westminster.

Plusieurs raisons permettent d'expliquer le succès des nationalistes. Tout d'abord, celui-ci fait suite aux déceptions ressenties par les Gallois après le gouvernement travailliste de 1945-1951. En 1945, le parti fait nombre de promesses aux électeurs en cas de victoire : la création du poste de *Minister of Welsh Affairs*, d'une société de radiodiffusion galloise, ainsi que d'un organisme central spécifique chargé de développer l'économie galloise en crise. Lorsqu'il accède au pouvoir, le parti se contente de mettre en place, en mai 1949, le *Council for Wales and Monmouthshire*, ou Conseil gallois, sous la pression de James Griffiths et des Conservateurs. Ceux-ci, par opportunisme politique, affirment leur intention, en cas de retour à la direction des affaires, de nommer un secrétaire d'état. Déçue, la population doit alors faire face à 13 années de gouvernement conservateur, entre 1951 et 1964. En outre, le secrétaire d'état, qui fait son apparition en 1951 dans le gouvernement de Londres, se révèle rapidement impuissant, ou pire, sourd aux revendications des Gallois[242]. Henry Brooke, à ce poste lors des événements de Tryweryn, refuse d'écouter la population, ainsi que les élus et les propositions du *Welsh Council*, dont le président, Huw T. Edwards, démissionne en signe de protestation. En dernier lieu, il faut souligner que les élections se déroulent quelques mois seulement après l'inauguration du barrage de Tryweryn. Quant à *Plaid Cymru*, il adopte la « Welshness » comme argument électoral. Auparavant groupe de pression linguistique, il devient un parti politique à part entière dans la mesure où il s'implante enfin dans les zones industrielles plus anglophones, négligées par le passé. Il s'adapte à un public hétérogène, tout en adoptant une politique économique de terrain. Le parti nationaliste gallois se transforme donc et choisit une nouvelle approche, ce que souligne Kenneth O. Morgan :

> *Henceforth, Plaid Cymru became credible, an appealing alternative to an apparently ageing, timorous and entrenched Labour Party, which showed all the symptoms of too long a monopoly of power. [...] The potential of Plaid Cymru for appealing to working-class resentment of a stagnant economy, the closure of most of the local collieries, mounting unemployment, and the slow progress of the government's advice factory program was clearly shown. Neither Welsh self-government nor the status of the language seem to have played much part in the campaign[243].*

[241] Cette région était communément appelée : « little England-Beyond-Wales ».

[242] Ce poste est occupé successivement par David Maxwell-Fyfe, Gwilym Lloyd-George, seul gallois à assurer cette fonction, et Henry Brooke, qui n'est remplacé qu'en 1962.

[243] Kenneth O. Morgan, *Rebirth of a Nation*, *op. cit*., pp. 386-387.

La défense de la langue est reléguée au second plan, cèdant la place à d'autres considérations plus importantes aux yeux des Gallois, telles que l'économie et le désintérêt du pouvoir central pour la Principauté.

Les élections de 1966 marquent le rejet sans appel des Conservateurs. *Plaid Cymru* présente un candidat dans chaque circonscription. Lorsque les députés nouvellement élus se réunissent pour la première fois à Westminster, 11 députés gallois sur 36 prêtent serment en gallois, ainsi que la loi les autorise désormais à le faire.

3.3.2.2 Des conséquences à long terme

Les événements de Tryweryn, qui coïncident avec la *Parliament for Wales Campaign*, marquent le début d'un bouleversement politique dans la Principauté : ils ont des conséquences sur l'opinion publique qui se mobilise *a priori* de façon durable. Alors que le réservoir vient de fêter ses quarante ans, de nombreux journalistes et hommes politiques gallois estiment que Tryweryn permet de tourner une page dans l'histoire du pays de Galles, conduisant à la création de l'Assemblée galloise quatre décennies plus tard. C'est ce que pense le Professeur Hywel Teifi Edwards, appelant au financement d'un monument national commémorant la destruction de Capel Celyn. Cette campagne est inaugurée en avril 1999 à Bala. De même, Alfred Siôn publie un article intitulé « Watershed in our History » dans le numéro de juillet/août 1999 de *Cambria Magazine* dans lequel il écrit :

> *It goes without saying that the long and arduous process that has led to the establishment of a National Assembly for Wales had its beginnings in the wretched event that destroyed the community of Capel Celyn*[244]*!*

A l'occasion de l'anniversaire du réservoir, le *Western Mail* publie plusieurs articles montrant à quel point les événements éveillent la conscience politique galloise. Dans un article du 6 mai 2002, « Wales is at the heart of argument over water », Patrick Fletcher explique :

> *Tryweryn helped make Welsh language and culture a political issue. [...] Wales was powerless to have a say in its own destiny. The opening of the Tryweryn reservoir in October, 1965, sparked protests that eventually led to the creation of the Welsh Assembly*[245]*.*

Rhodri Clarke, autre journaliste du *Western Mail*, partage le même sentiment puisqu'il insiste sur l'incapacité des Gallois à régir leur propre destinée[246]. Dafydd Wigley lui-même, ancien président de

[244] Alfred Siôn, « Cofiwch Dryweryn », *Cambria*, juillet/août 1999, pp. 29-30.

[245] Patrick Fletcher, « Wales is at the heart of argument over water », *Western Mail*, 06-05-2002.

[246] Rhodri Clarke, « Call to pull the plug at last on the reservoir England no longer needs », *Western Mail*, 30-11-2002 : « The reservoir was forced on Wales despite almost unanimous opposition from the country's MPs and

Plaid Cymru, avoue que ce sont les événements de Tryweryn qui lui ont donné le désir de se lancer plus tard dans la politique afin de défendre les intérêts gallois : « In the interview, the former MP and AM for Caernarfon, tells how it was the drowning of the Tryweryn Valley in 1965 that made him want to represent Wales in the political field »[247]. De nombreux artistes gallois sont influencés par ces événements, à l'instar de Mike Jenkins qui publie dans *Empire of Smoke* un poème intitulé « Reflections in a Reservoir »[248], ou, dans un autre genre, le groupe *Manic Street Preachers* qui interprète, dans son album *This is my Truth Tell me Yours*, la chanson « Ready for Drowning »[249]. Il ne faut cependant pas exagérer la portée de ces événements même si leur mythification par les Gallois eux-mêmes est intéressante[250], ce que rappelle Anne Hellegouarc'h :

> *A défaut d'avoir initié le processus de dévolution, Tryweryn, comme Aberfan, a indiscutablement contribué à réveiller les consciences et donné beaucoup de poids aux arguments des nationalistes*[251].

Par conséquent, dans quelle mesure la création d'une réserve d'eau a-t-elle pu aboutir à la mise en place d'une assemblée élue dans la Principauté galloise ? L'émergence de la question de l'environnement aurait-elle permis aux nationalistes gallois de trouver une oreille plus attentive et intéressée auprès de la population ? Il semble donc intéressant d'étudier cette période, depuis l'inauguration du réservoir de Tryweryn en 1965 jusqu'aux troisièmes élections galloises en 2007. Les premiers mandats de l'Assemblée marquent un tournant dans l'histoire de la Principauté, écrite depuis 1999 par les Gallois eux-mêmes. De quelle façon ? Par le biais de l'Assemblée galloise.

---

councils, and is widely regarded as the political wake-up call which led to the creation of the National Assembly in 1999 ».

[247] « Wigley's grand coalition regret », *Western Mail*, 30-04-2004.

[248] Mike Jenkins, « Reflections in a Reservoir », *Empire of Smoke*, Bridgend : Poetry Wales Press, 1983, p. 19.

[249] *Manic Street Preachers*, « Ready for Drowning », chanson extraite de l'album *This is my Truth Tell me Yours*, sorti en 1998.

[250] Cet extrait de *Green Agenda* de Robert Minhinnick est intéressant à cet égard : « The prospect of more drowned valleys is also one of social and environmental conflict. The sound of chapel bells beneath the macadam-like surface of our reservoirs still haunts the Welsh psyche », Robert Minhinnick (ed.), *Green Agenda, essay on the environment of Wales*, Bridgend : Seren, 1994, p. 14.

[251] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 298.

Deuxième partie. L'idée de dévolution et l'environnement de Tryweryn à Tony Blair

Chapitre 1. De 1965 à 1979

1965 représente une date importante au pays de Galles, non seulement sur le plan politique, mais aussi écologique. C'est en effet le 21 octobre que le réservoir de Tryweryn est inauguré, quelques mois seulement après la mise en service, en février, de la première centrale nucléaire galloise, celle de Trawsfynydd. Ces deux événements provoquent de vives réactions dans la Principauté, et coïncident avec la montée du nationalisme, expression populaire du sentiment général d'opposition à l'industrialisation massive et la colonisation anglaise, ce que souligne David L. Adamson dans *Class, Ideology and the Nation* :

> *The resurgence of nationalism and ethnicity began in the opening years of the 1960s as concern mounted for the declining use of the language and the increasing threat to Welsh culture and life-style posed by industrialisation, English immigration into Welsh-speaking areas and the growing cultural imperialism of English-language media*[252].

À partir des années 1960, le paysage est à nouveau profondément remodelé, en particulier par la construction de deux centrales nucléaires et le développement d'aménagements portuaires. Cette transformation a des répercussions politiques, au moment où *Plaid Cymru* gagne du terrain, finissant même par obtenir la tenue d'un premier référendum sur la dévolution en mars 1979.

1.1 Les débats à propos de l'écologie

Lors des événements de Tryweryn, *Plaid Cymru* affirme clairement son souci pour le paysage, montrant à quel point protection de l'environnement et défense des communautés y habitant sont liées. Gwynfor Evans n'hésite pas à monter au créneau et à s'investir dans la campagne s'opposant au projet de barrage. Pourtant, le parti nationaliste subit de sévères divisions internes dans la mesure où plusieurs de ses membres, à l'instar de Robyn Lewis, vice-président de *Plaid* à l'époque, souhaitent

[252] David L. Adamson, *Class, Ideology and the Nation, op. cit.*, p. 170.

recentrer le débat autour d'un seul objectif, le bien-être du peuple gallois. Robyn Lewis déclare le 12 juin 1971 lors d'une conférence à Newton :

> *We hear a great deal about preservation these days – the "preservation of the countryside" – "the preservation of nature" – "the heritage of the coastline". 1970 was styled "European Conservation Year" (whatever that may mean). But despite the importance of, say, the mountains of Wales, her incomparable scenery, and the purity and splendour of her environment – and who can deny their importance? – that which is most important in our view is our people – the people of Wales. Their traditions, their heritage, their way of life*[253].

Robyn Lewis rappelle que *Plaid Cymru* n'est pas un parti écologiste, mais bien nationaliste. Le paysage peut, éventuellement, être considéré comme un élément de l'identité nationale, mais ce qui compte avant toute chose, c'est le peuple et sa langue, l'environnement n'étant qu'un cadre de vie. Il justifie les différents combats menés par le passé par *Plaid Cymru*, comme celui de Tryweryn ou son opposition au déplacement de la garnison de Shoeburyness à Pembrey, simplement par la volonté de défendre la langue galloise : « It is the Welsh language, and the fact of its existence, which is responsible for our stand on all these »[254]. Gwynfor Evans, quant à lui, est convaincu que la défense de la nation ne se limite pas au seul combat pour la préservation de la langue, mais doit aussi inclure la protection de l'environnement. Quelques extraits de son ouvrage, *A National Future for Wales*, publié en 1975, sont particulièrement intéressants :

> *Of the many impressive books, publications and statements which have appeared about what is generally recognized to be a global environmental crisis, none was saner than* Blueprint for Survival[255]*. This discusses ways of redressing environmental disruption by technical means; devising less injurious technologies – the 'intermediate technology' of which Schumacher has written so well, designed to conserve energy and materials. This technology is especially suited to fairly small and self-sufficient economic communities. Wales should be pioneering in this field*[256].

Gwynfor Evans accorde beaucoup d'intérêt à la pensée écologiste, et pense que le pays de Galles pourrait devenir un modèle dans ce domaine. Il se montre alors singulièrement avant-gardiste, préfigurant les objectifs de la future Assemblée. Il décrit les années 1970 de la façon suivante : « A

---

[253] Robyn Lewis, *Is this Plaid Cymru Today ?*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1971, p. 9.

[254] *Ibid*., p. 13.

[255] E.M. Schumacher, *Blueprint for Survival*, Londres : Penguin, Robert Allen & Edward Goldsmith (eds.), 1972, 1ère édition dans *The Ecologist*, vol. 2, n°1, janvier 1971. Cet ouvrage est considéré comme l'un des documents clés de la pensée écologiste, à l'origine d'une des premières définitions du développement durable : « The principle defect of the industrial way of life with its ethos of expansion is that it is not sustainable. Its termination within the lifetime of someone born today is inevitable », p. 15.

[256] Gwynfor Evans, *A National Future for Wales*, *op. cit*., pp. 98-99.

time when the need so obviously is to reduce the impact of our activities on our natural environment, redesign our economy so that it consumes fewer resources, generates less pollution and has a less disruptive effect on the social system »[257]. Il reprend ici les trois aspects, environnemental, économique et social, du développement durable. Gwynfor Evans estime par conséquent qu'il incombe à *Plaid Cymru* de défendre l'environnement puisque, dans les années 1950 et 1960, les autres partis, plutôt tournés vers Londres, ne s'en sont guère préoccupés :

> *In those pre-green days when the English parties gave no thought to the environment the main burden of the defence fell on Plaid Cymru's shoulders though in this matter it had the full support of the Council for the Preservation of Rural Wales*[258].

Il reconnaît malgré tout le rôle joué par le *Council for the Preservation of Rural Wales* (*CPRW*). L'initiative, lancée en 1928 dans le but de protéger la campagne d'un développement massif et inapproprié, remplit la fonction suivante : « To secure the protection and improvement of the landscape and environment of the countryside of Wales, recognizing the importance of its communities and indigenous cultures »[259]. Constituée aujourd'hui de 17 branches, le *CPRW* souhaite recréer les liens entre, d'une part, les paysages et les valeurs associées à la vie rurale au pays de Galles, et, d'autre part, la population. *Plaid Cymru* doit, en effet, reconsidérer sa position à partir de la fin des années 1950, au moment où ont lieu les débats au sujet de la construction de deux centrales nucléaires au pays de Galles, Trawsfynydd et Wylfa. Quelle position le parti nationaliste gallois va-t-il adopter : la vision de Gwynfor Evans, à la tête du parti jusqu'en 1981, ou celle de Robyn Lewis ? Va-t-il faire le choix d'intervenir dans ces débats au sujet de la protection du paysage ?

1.1.1 Trawsfynydd

Dans son ouvrage, *Une Aventure galloise*, Jean-Yves Le Disez décrit la centrale de Trawsfynydd de la façon suivante, reflétant ainsi les sentiments actuels des Gallois à son sujet :

> *Alors que nous approchons de Trawsfynydd, un immense château fort surgit soudain au loin, calme bloc ici bas chu d'un désastre obscur, posé là à l'extrémité du lac, simple parallélépipède qui ne fait que mieux mettre en valeur la beauté inouïe, erratique du chaos des collines à l'arrière-plan. Bientôt la triste réalité sera révélée : il s'agit en réalité d'une centrale nucléaire, aujourd'hui fort heureusement hors d'état de nuire. […]*
>
> *La laideur de ce bloc de béton vu de près devrait suffire à mettre la puce à l'oreille. Quel bien peut*

[257] *Ibid.*, p. 99.

[258] Gwynfor Evans, *Fighting for Wales*, *op. cit*., p. 73.

[259] *Council for the Protection of Rural Wales, Annual Review 2003*, Cardiff : *CPRW*, 2003, p. 2. Sur son site Internet, cette association se définit elle-même en ces termes : « The Charity which values the distinctiveness of all Welsh landscapes and the identity of its rural communities », www.cprw.org.uk, page consultée en mai 2008.

naître d'une telle froideur, d'une rationalité en réalité parfaitement irrationnelle ? Combien préférables les éoliennes, en effet[260] *!*

Aujourd'hui, une enquête publique est nécessaire pour savoir que faire de la centrale de Trawsfynydd, située au cœur du parc national de Snowdonia. Ne fonctionnant plus depuis de nombreuses années, elle va devoir être démantelée. Mais il est tout d'abord important de s'intéresser aux réactions des Gallois à l'annonce du projet à la fin des années 1950. Comment le parti nationaliste, engagé dans la bataille pour sauver la vallée de Capel Celyn, réagit-il ?

1.1.1.1 Présentation du projet

Comme pour tout nouveau projet de ce type, une procédure administrative très officielle doit être respectée afin de décider de l'emplacement de nouvelles centrales nucléaires. Tout d'abord, selon l'article 2 du *Electricity Lighting Act* de 1909, la *Central Electricity Authority* (*CEA*), doit obtenir, dans un premier temps, l'autorisation du Ministre de l'énergie, le Parlement n'étant pas consulté, puis, dans le cadre de l'article 35 du *Town and Country Planning Act* de 1847, un permis de construire. C'est en 1957 que débutent les démarches en vue de la construction d'une centrale nucléaire dans le Nord du pays de Galles, ce qui provoque de vives réactions. Pour quelles raisons le gouvernement britannique décide-t-il d'opter pour l'énergie nucléaire ? Celui-ci, tout comme son homologue américain, redoute d'importantes difficultés d'approvisionnement en pétrole après la crise de Suez survenue en 1956. Le Congès américain vote alors un amendement, *National Security Amendment*, au *1955 Trade Act*, accordant ainsi au président le droit de limiter les importations de pétrole pour des raisons de sécurité nationale ou de défense des intérêts économiques. Quant au Premier ministre britannique, il décide de lancer un vaste programme de construction de centrales nucléaires, ce que souligne Martin Chick, universitaire, dans *Electricity and Energy Policy in Britain, France and the United States* :

> *The crisis was interpreted by his [Anthony Eden] successor Harold Macmillan as highlighting the insecurity of an increasing use of oil imports. Infamously, one of Macmillan's responses to the crisis was to sanction in 1957 a trebling of the essentially militarily designed civil nuclear programme of 1955 which had provided for the installation of between 1,500 and 2,000 MW of nuclear capacity by 1965*[261]*.*

[260] Jean-Yves Le Disez, *op. cit.*, p. 186.

[261] Martin Chick, *Electricity and Energy Policy in Britain, France and the United States since 1945*, Cheltenham : E. Elgar, 2007, pp. 22-23. Le programme nucléaire britannique venait d'être présenté dans un livre blanc intitulé *A Programme of Nuclear Power*, Cmd 9389, Londres : HMSO, 1955.

Le coût de l'énergie nucléaire est balayé par le poids politique et stratégique de la dépendance envers les pays exportateurs de pétrole. En outre, le charbon ne suffira pas, selon le gouvernement, à couvrir les besoins croissants en électricité. Enfin, l'industrie minière nécessite une main d'œuvre trop importante. Celui-ci va donc suivre les recommandations d'Aubrey Jones, Ministre de l'énergie, formulées dans une lettre adressée au Chancelier de l'Échiquier, Maurice Harold Macmillan, le 7 décembre 1956 :

> *I would seek your authority to declare that in the Government's view the country's fuel situation requires the maximum possible expansion of nuclear power, that a trebling of the programme as a minimum is now technically feasible, and that the Government is prepared to make the necessary investment resources available*[262].

Que le gouvernement soit prêt à investir les sommes nécessaires dans le nucléaire reste à prouver dans la mesure où, dans le même courrier, le ministre rappelle que les budgets pouvant être alloués à ce poste sont limités. C'est par conséquent dans ce contexte que la décision est prise à Londres de construire une centrale nucléaire au pays de Galles.

La population galloise s'indigne contre l'impuissance du Parlement. Lord Lawson déclare au cours de débats à la Chambre des Lords le 30 janvier 1957 :

> *These matters were decided by people who were little known to the country, and without any consultation with Parliament – work which was practically directing the course of a new industrial revolution*[263].

Il reproche ainsi le même déficit démocratique que les Gallois eux-mêmes pour le projet de Tryweryn. Il demande également au gouvernement quels critères ce dernier utilise pour décider de la localisation des nouvelles centrales. Lord Mills, alors Ministre de l'énergie, apporte une réponse très claire : il exigera toutes les enquêtes nécessaires afin de prendre les meilleures décisions possibles[264]. C'est pourquoi, dès février, une étude est entreprise pour envisager les sites d'implantation potentiels sur la côte ouest du pays de Galles, et des sondages sont également réalisés dans les sous-sols. Les députés gallois expriment alors leur volonté d'être consultés, et rencontrent les responsables de la *CEA*. De façon plutôt étonnante, les autorités britanniques, dès le mois de mars, estiment avoir remporté la bataille du nucléaire puisque, lors d'un débat à la Chambre des Lords, Lord Mills répond à Lord Hall : « The battle to secure a nuclear power station for Wales seems already to have been won »[265]. Lord

---

[262] Courrier d'Aubrey Jones au Chancelier de l'Échiquier du 07-12-1956, *The National Archives, T 234/605, Aubrey Jones to Chancellor of Exchequer*, Londres, 07-12-1956.

[263] Lord Lawson, cité dans « Sites for atomic power stations », *House of Lords*, *Times*, 30-01-1957.

[264] Lord Mills, *loc. cit.*

[265] Lord Mills, cité dans « Atomic research in Wales », *House of Lords*, *Times*, 14-03-1957, p. 40.

Hall explique en effet que les Gallois eux-mêmes réclament la construction de centrales dans leur région. Leurs motivations seront étudiées plus tard.

Le site de Trawsfynydd, parallèlement à un autre à Edern, est finalement officiellement proposé le 15 août 1957 par la *CEA* pour accueillir sa quatrième centrale, d'une capacité de 400 000 à 500 000 kw. Opérationnelle en 1962, elle serait raccordée par une ligne haute tension à la centrale hydraulique en construction de Blaenau Ffestiniog, située à 8 km au nord de Trawsfynydd. La *CEA* va donc faire toutes les demandes d'autorisation nécessaires. Le quotidien britannique *The Times* publie le communiqué de la *CEA* dans un article intitulé « Nuclear plant proposed for Wales, Artificial lake as site » :

> *The Trawsfynydd site is on the northern shore of the artificial lake of that name which was created some 300 years ago to serve as the storage reservoir for the Maentwrog hydro-electric power station. This lake is large enough to provide cooling water for a nuclear power station of up to 500,000 kW capacity. The land which is owned by the authority, is rocky and broken and of no agricultural value. Reactors can be founded directly on rock*[266].

Cette déclaration, plutôt sommaire et relativement technique, n'est qu'une justification de l'emplacement, sans tenir compte des arguments développés par les partisans ou les détracteurs du projet. Le ton est neutre, et la *CEA* insiste sur le fait qu'elle compte tirer parti des avantages du site, comme le lac artificiel qui pourrait permettre de refroidir les réacteurs. Géologiquement, le lieu semble être parfait, d'autant qu'il ne comporte pas de terres agricoles riches. Cette remarque, *a priori* anodine, est intéressante car le projet de Trawsfynydd est concomitant de celui de Tryweryn devant entraîner, lui, la perte d'hectares de terrains fertiles. Comparons ce texte avec un article publié le même jour dans le *Western Mail*, quotidien gallois cette fois-ci, et plutôt conservateur. Le ton employé est beaucoup plus positif puisque le journaliste, David G. Rosser, présente l'annonce comme une victoire pour la région du Merioneth :

> *It is now certain that Merioneth will win the race for the station. The choice lies between Trawsfynydd, a large tract of flat land on the northern side of the Merioneth Lake, and Edern, on the Lleyn Peninsula*[267].

Rosser donne plus de détails que le *Times* dans la mesure où il reprend, en les résumant, les arguments des deux camps. Il ajoute que Trawsfynydd a plus de chances qu'Edern simplement parce que la zone est moins belle et plus proche de Blaenau Ffestiniog.

---

[266] « Nuclear plant proposed for Wales, Artificial lake as site », *Times*, 15-08-1957, p. 8.

[267] David G. Rosser, « Trawsfynydd to get A-plant », *Western Mail*, 14-08-1957, p. 1.

Une enquête publique, demandée par les défenseurs du paysage, a lieu du 12 au 15 février 1958, en présence des Ministres de l'énergie et du logement, qui visitent ensuite le site envisagé. Elle reçoit une large couverture médiatique puisque le *Times* et le *Western Mail* lui consacrent des articles de façon quotidienne. Un expert est dépêché sur place par la *Atomic Energy Authority* (*AEA*). Celui-ci prend plus de six heures pour expliquer le fonctionnement de la future centrale aux habitants, et répondre à leurs questions. Il déclare, par exemple, qu'il est possible qu'elle n'ait une durée de fonctionnement que d'une vingtaine d'années, mais qu'il ne pourra apporter une réponse précise à une telle question avant plusieurs années d'utilisation. Il rassure aussi les agriculteurs locaux, inquiets du risque que représente la radioactivité pour leurs bêtes et leurs terres. Ces producteurs sont représentés par Philip Davies, à la tête de la *Farmers' Union of Wales* (*FUW*), qui réclame qu'ils soient consultés avant le début des travaux. Des interrogations sont également soulevées au sujet de la salubrité de l'eau, et la réponse suivante est apportée :

> *You will be able to drink it all day, every day, without ill effects but if the worst came to the worst radioactive water could be diverted other than into the lake*[268].

De telles inquiétudes ne sont guère étonnantes, l'enquête étant réalisée quelques mois seulement après l'incident majeur survenu le 10 octobre 1957 à la centrale de Windscale, en Cumbria[269]. Cet incident, qui met en lumière de nombreuses défaillances techniques, se révèle par la suite être un désastre de même proportion que l'accident de Tchernobyl trente ans plus tard[270]. Des arguments ridicules sont enfin avancés, et réfutés, lors de l'enquête qui, semble-t-il, remplit parfaitement sa fonction pédagogique. Un article publié le 15 février dans le *Western Mail*, « County's five-year honeymoon », reflète tout à fait les débats animés, et parfois risibles, qui se déroulent à cette occasion. Goronwy Powell, son auteur, donne des exemples des objections avancées par le *North Wales Hydroelectricity Protection Committee*, dirigé par le Colonel G.G. Haythornthwaite, originaire, précise-t-il, de Sheffield, et inscrites dans un tract distribué par le comité afin de récolter des fonds pour financer sa campagne d'opposition : 130 km de routes devraient être modifiés, et non pas 8 km comme annoncé,

---

[268] Goronwy Powell, « Atom station life limit, It could be derelict in twenty years », *Western Mail*, 14-02-1958, p. 9.

[269] Au matin du 9 octobre 1957, un incendie se déclare dans l'un des réacteurs de la centrale de Windscale. Le personnel pense pouvoir le contenir, et ne révèle l'information que le lendemain. La population n'est pas tenue informée de l'évolution de la crise qui sera finalement résolue en noyant le cœur du réacteur.

[270] Les conséquences de l'incident de Windscale sont longtemps sous-évaluées, voire dissimulées, comme la contamination du lait produit dans les fermes de Cumberland entre octobre et novembre 1957. Un rapport alarmant, rédigé par Sir William Penney, est publié, à propos duquel Harold Macmillan, alors Premier ministre, affirme : « It would be explained why it was improbable that such an accident could happen at Calder Hall or any reactors to be erected under the programme for the production of nuclear energy », cité dans *Cabinet Conclusions*, 06-11-1957, CAB 128/31, pt. II. Le réacteur de Calder Hall est mis en service en 1957, et cinq centrales de type Magnow sont également prévues à Dungerness, Sizewell, Trawsfynydd, Oldbury et Hinkley Point.

le futur bâtiment ferait cinq fois la taille de la Cathédrale Saint Paul de Londres, et les pylônes, hauts de plus de 40 mètres, seraient visibles à une centaine de kilomètres. Goronwy Powell donne un autre exemple, à propos des conséquences sur la température de l'eau du lac :

> *Mr Stanley Price, for North Wales Hydroelectricity Protection Committee, pictured how the 10 degrees increased temperature of water from the reactors expelled into the lake in time might produce winter growth of tropical vegetation*[271].

Une telle hausse de la température aurait également des effets sur la faune, ce que montre la suite de la description : « […] natives pursuing the Welsh way of life in thick fog, pursued by radioactive crocodiles »[272]. Le journaliste n'hésite pas à ridiculiser les arguments utilisés par le comité contre les centrales nucléaires.

A la suite de l'enquête publique, le gouvernement britannique tarde à annoncer sa décision, ce qui ne manque pas de provoquer l'inquiétude des Gallois. Le sujet est régulièrement abordé au Parlement, ainsi en mars, puis en mai 1958, quand M. Dance, député conservateur de Bromsgrove, demande, lors de la séance des questions, s'il y aura une déclaration sur les résultats de l'enquête. Le gouvernement répond qu'il continue d'étudier d'autres sites que celui de Trawsfynydd[273]. En juin, le *Times* se fait l'écho des appréhensions de la population galloise dans un article intitulé « Village grows anxious: delay in decision on power station »[274]. Les habitants craignent, en effet, que le gouvernement ne se range du côté des défenseurs du paysage. Celui-ci annonce finalement sa décision le 31 juillet 1958 : une centrale sera bel et bien construite à Trawsfynydd, ce qui provoque la joie des Gallois, et met fin à de longs mois de conflits entre partisans et opposants du projet.

1.1.1.2 Des réactions ambivalentes

Défenseurs et détracteurs s'affrontent de façon virulente, et leurs arguments se résument à une opposition entre la protection du paysage et la nécessité économique. Le Docteur Mervyn Haigh, ancien évêque de Winchester, qui s'exprime en tant que représentant du *CPRW* en février 1958, au moment de l'enquête publique à Trawsfynydd, utilise alors une expression évocatrice : « 'the bread or beauty' conflict of the £50m power station »[275]. Après avoir été sifflé par l'auditoire pour son titre, il est applaudi lorsqu'il concède que les considérations économiques ne peuvent être ignorées :

---

[271] Goronwy Powell, « County's five-year honeymoon », *Western Mail*, 15-02-1958, p. 7.

[272] *Loc. cit.*

[273] « Snowdonia power station », House of Commons, *Times*, 20-05-1958, p. 4.

[274] « Village grows anxious: delay in decision on power station », *Times*, 06-06-1958, p. 7.

[275] « Atom men of Harlech cheer an ex-Bishop », *Western Mail*, 15-02-1958, p. 1.

> *We feel a certain repugnance against an industry of this magnitude being introduced into the Welsh countryside, but it may yet be right to let it come. We cannot consciously oppose this proposal. [...] We think that the objectors are looking just a shade too much on one side of the functions of the National Parks Act and too little at the other*[276].

Le Dr Mervyn Haigh rappelle ainsi que les parcs nationaux répondent à un double objectif : ils doivent certes permettre de conserver et promouvoir la beauté naturelle, la vie sauvage et l'héritage culturel, mais ils ont aussi le devoir de favoriser le bien-être social et économique des communautés vivant sur place. Le choix des habitants, dans le cas de Trawsfynydd, est clair, ce que souligne un journaliste du *Times* évoquant, en juin 1958, l'enquête publique : « The local people showed their eagerness to attract the project – and came perilously near upsetting the dignity of the proceedings – with such slogans as "Bread before beauty" »[277]. La conjoncture économique étant difficile au pays de Galles, ils choisissent de sacrifier le paysage au nom de l'emploi.

1.1.1.2.1 Les défenseurs du paysage

Dès les premiers débats au Parlement, les défenseurs du paysage font entendre leur voix, à l'instar de Lord Lucas, qui déclare à la Chambre des Lords le 30 janvier 1957 : « There was widespread disquiet not only about the location of nuclear power stations, but about the action of the CEA 'in their present murdering of the countryside' »[278]. De nombreuses associations se mobilisent, énumérées dans un article du *Western Mail*, publié en février 1958 :

> *The main objection to this CEA's nuclear power station project promising regular work for up to 400 local men will come from the North Wales (hydroelectricity) Protection Committee, a predominantly English body representing others such as the Standing Committee of National Parks, of the CPRE and CPRW, the British Mountaineering Council, the Ramblers' Association and the Youth Hostels Association*[279].

Précisons, pour commencer, que le projet, tout comme celui d'Edern précédemment cité, se situe au cœur du parc national de Snowdonia récemment créé. Le Parlement adopte en effet, en 1949, le *National Parks and Access to the Countryside Act*, loi grâce à laquelle trois parcs nationaux sont mis en place au pays de Galles : Snowdonia en 1951, Pembrokeshire l'année suivante et les Brecon Beacons en 1957. Le Ministre de la planification et de l'aménagement déclare à cette occasion :

---

[276] *Loc. cit.*

[277] « Village grows anxious: delay in decision on power station », *op. cit.*

[278] « Sites for atomic power stations », House of Lords, *Times*, 30-01-1957, p. 6.

[279] Goronwy Powell, « Atom will split village hall today », *Western Mail*, 12-02-1958, p. 6.

This is not just a Bill. It is a people's charter. It's a charter for the open air, for the hikers and ramblers, for everyone who lives to get out into the open air and enjoy the countryside. Without it they are fettered, deprived of their powers of access and the facilities they need to make holidays enjoyable. With it the countryside is theirs to preserve, to cherish, to enjoy and to make their own[280].

Il insiste largement sur le rôle de chacun dans les parcs nationaux, créés pour rendre la nature accessible à tous.

De nombreuses associations, à l'instar de la *Royal Society for the Protection of Birds* (*RSPB*) fondée en 1891, du *National Trust* établi quatre ans plus tard, ou de la *Society for the Promotion of Nature Reserves* en 1912, réclamaient depuis longtemps la mise en place de zones protégées. William Wordsworth lui-même, dans les dernières pages de son *Guide through the District of the Lakes in the North of England*, considérait que la région des lacs devait devenir propriété nationale :

Persons of pure taste throughout the whole island, who, by their visits (often repeated) to the Lakes in the North of England, testify that they deem the district a sort of national property, in which every man has an interest who has an eye to perceive and a heart to enjoy[281].

L'idée de créer des parcs nationaux en Grande-Bretagne est abordée au Parlement pour la première fois en 1929. Le député Macpherson pose alors à ses condisciples une question attirant leur attention sur l'idée de protéger des zones naturelles[282]. Il s'agit de désigner des lieux accessibles au public dans lesquels les différentes espèces, tant végétales qu'animales, seront protégées. La crise économique subie dans les années 1930 détourne l'attention des députés des considérations esthétiques. Néanmoins, après la Seconde Guerre mondiale, le Parlement prend conscience de la nécessité de reconstruire la nation, et surtout de l'interdépendance entre la ville et la campagne. Un rapport, reprenant les revendications des diverses associations précédemment citées, est publié, dès 1945, par John Dower, employé au *Civil Service* et secrétaire du *Standing Committee on National Parks*. Celui-ci donne une première définition d'un parc national :

A National Park may be defined, in application to Great Britain, as an extensive area of beautiful and relatively wild country in which, for the nation's benefit and by appropriate national decision and action, a *the characteristic landscape beauty is strictly preserved,* b *access and facilities for public open-air*

---

[280] Cité dans « National Parks for All », brochure éditée à l'occasion du cinquantième anniversaire de leur création, Londres : *Council for National Parks*, 1999, p. 1.

[281] William Wordsworth, *A Guide through the District of the Lakes in the North of England*, Londres : Longman, 1846, 1ère édition en 1810, p. 170.

[282] « [...] securing for the nation in perpetuity some area in the Cairngorm range or elsewhere in Scotland for the free and unfettered use of the public and as a sanctuary for birds and animals », le député Macpherson, cité dans Mervyn Bell, *in* Mervyn Bell (ed.), *Britain's National Parks*, Londres : David & Charles, 1975, p. 7.

enjoyment are amply provided, c *wildlife and buildings and places of architectural and historic interest are suitably protected while* d *established farming use is effectively maintained*[283].

Cette définition est par la suite reprise par la Commission Hobhouse, nommée par Lewis Silkin, Ministre de la ville et de la planification et présidée par Arthur Hobhouse, dans son rapport de 1947, à l'origine de la loi de 1949. Celle-ci recommande la création de 12 parcs nationaux, de 52 *Conservation Areas* et de *Areas of Outstanding Natural Beauty* (*AONBs*). La *National Parks Commission* met en place, entre 1950 et 1955, 10 parcs sur les 12 proposés. Le *Standing Committee on National Parks* (*SCNP*), fondé en 1957, s'oppose fermement au projet de centrale nucléaire à Trawsfynydd, et réclame une enquête publique, qu'il finit par obtenir. Le gouvernement nomme, en 1971, le *National Parks Policies Review Committee* sous l'égide de Lord Sandford, afin d'étudier dans quelle mesure les parcs nationaux remplissent les objectifs définis dans la loi de 1949, et de proposer des recommandations permettant de tenir compte des changements survenus depuis leur mise en place. La commission publie trois ans plus tard son rapport, bien accueilli par les associations. Elle insiste sur le fait que l'accès au public doit être conditionné par le respect et la sauvegarde des lieux : « Enjoyment shall be in such manner and by such means as will leave their natural beauty unimpaired by the enjoyment of this and future generations »[284]. Le *SCNP* adopte alors le Principe Sandford, du nom de Lord Sandford :

This recommends that where irreconcilable conflict arises between the two National Park purposes, that of conserving and enhancing the natural beauty, wildlife and cultural heritage should prevail over the second purpose of promoting public understanding and enjoyment of the Parks[285].

La préservation du paysage naturel doit prévaloir sur l'accès aux parcs, ainsi que sur le développement économique. C'est la raison pour laquelle le *SCNP* n'a de cesse de s'opposer aux différents projets de centrales.

Très rapidement apparaît une question, largement reprise : pourquoi construire une centrale nucléaire dans une zone déserte et désertée, loin des régions industrielles, où les usines ont d'importants besoins en électricité ? Elle est posée par Lord Chorley, secrétaire honoraire du *Council for the Protection of Rural England* (*CPRE*), à la Chambre des Lords : « There was no reason why the nuclear power stations should not be built in the areas where industrial expansion had taken place, and where the electricity was needed »[286]. S'ajoute alors une deuxième question : les parcs nationaux n'ont-ils aucune

[283] *Ibid*., p. 8.

[284] *Ibid*., p. 148.

[285] Cité dans « National Parks for All », *op. cit.*, p. 14.

[286] *Times*, House of Lords, 14-03-1957, p. 40.

valeur ? A quoi bon les avoir créés ? C'est ce que Lord Lawson demande, au cours d'un débat à la Chambre des Lords :

> *It had been decided to site certain stations in the more remote areas, some of them conflicting with the National Parks Act, and not in built up industrial areas. […] The government should say whether in principle the national parks and areas of outstanding beauty would be avoided and that the electricity authority would consult the National Parks Commission in the earliest stages of their exploration for sites in view of the duty laid on the commission to protect the countryside generally*[287].

Il reçoit une bien étrange réponse de la part du Ministre de l'énergie, Lord Mills, celui-ci lui expliquant qu'il est préférable de ne pas installer de centrales dans des régions peuplées en raison du risque toxique : « It was because they [the stations] did contain highly toxic materials and represented a new development which had not stood the test of operation on a large scale »[288]. Il reconnaît donc que la présence d'une centrale nucléaire constitue un risque pour les riverains. Cette question est d'autant plus d'actualité que le troisième parc, celui des Brecon Beacons, vient d'être inauguré au pays de Galles, et que le gouvernement souhaite développer l'activité portuaire de Milford Haven, en autorisant la construction d'une raffinerie de pétrole et d'un terminal. Cette proposition suscite de vives réactions, comme en témoigne le courrier d'un lecteur adressé au *Western Mail* le 17 août 1957, dans lequel il explique que, dans le cadre de son travail, il sait ce que de telles installations signifient : « In the course of my travels around the world in command of oil-carrying ships, I have visited many refineries, and I can, therefore, speak with experience of what the people of this part of Pembrokeshire will have to suffer. [...] The natural advantages of Milford Haven as a port are obvious, but why were we told about a year ago that the whole Pembrokeshire coast has been scheduled as a National Park? Does such a designation mean anything? »[289]. Les Gallois peuvent en douter. Face à la recrudescence de projets de ce genre, la Commission des parcs nationaux demande, dans son huitième rapport, qu'ils soient mis en œuvre uniquement en cas de nécessité nationale :

---

[287] *Loc. cit*.

[288] *Loc. cit*.

[289] E.L.W. Evans, cité dans *Western Mail*, 17-08-1957, p. 4. Il est vrai qu'au moment de la création du parc national du Pembrokeshire, la côte de Milford Haven est encore relativement sauvage, ce que souligne John Barrett dans un article « Pembrokeshire Coast », publié dans *Britain's National Parks* : « When the Pembrokeshire Coast National Park was designated in 1952 the 168 miles of cliffs, sandy bays, deeply indented valleys and the great harbour of Milford Haven were almost unmarked by the greedy hand of man », John Barrett, « Pembrokeshire Coast », *in* Mervyn Bell (ed.), *Britain's National Parks*, *op. cit*., p. 56. Lorsqu'il écrit son article aux débuts des années 1970, la situation a bien changé : « Oil refineries straddle the park boundary; despite expensive earth movement and contour shaping, the visual impact is widespread and corrosive », *ibid*., p. 63.

We hold that the siting of large scale industry in national parks should be sanctioned only on overriding and inescapable national necessity, and after alternative sites, outside national parks areas have zealously been sought. Unless there is such proved national need, there is in our opinion no justification for sacrifice of the essential character of unspoilt country, which is itself a real, if intangible, national asset[290].

Dans quelle mesure la construction d'une centrale nucléaire constitue-t-elle une nécessité nationale ? Et, surtout, pour qui ? Qu'en est-il à Tryweryn ? Peut-on réellement considérer que le barrage répond à un besoin pour la nation galloise ? Ces questions montrent combien, dans le cas du pays de Galles, nationalisme et défense du paysage sont liés.

La direction des parcs nationaux est rejointe dans son opposition au projet de centrale à Trawsfynydd par la *Ramblers' Association* en avril 1957. A l'occasion de son congrès annuel, son président accuse le gouvernement de ne pas attribuer des fonds suffisamment importants pour la gestion des parcs, ceux-ci n'ayant reçu qu'environ 200 000 livres sterling depuis leur création neuf ans plus tôt[291]. Il réclame la mise en place d'une commission royale sur le programme :

As self-declared guardians of the unspoiled parts of Britain the Ramblers' Association know the immensity of their task, but the national council of the association acted boldly at their annual meeting here today in deciding to urge the government to appoint a Royal Commission – or some other body – to consider the whole programme for nuclear power stations. The terms of reference would include the preservation of natural beauty as a major consideration[292].

Cette association souhaite donc préserver la beauté naturelle des parcs nationaux. De même, le *CPRE*, lors de son congrès annuel tenu à Londres le 13 juin de la même année, interpelle Lord Mills sur sa politique d'implantation des centrales. Celui-ci répond, dans un article du *Times* publié le lendemain, que, selon lui, la peur du public est exagérée :

Lord Mills answered he was prepared to agree with the council's opinion to the extent that "some people, though by no means everybody, have now seemingly gone to the extreme of discounting all

---

[290] *National Park Commission*, 8ème rapport, 21-01-1958, cité dans « Atomic power threat to National Parks », *Times*, 22-01-1958. Cette expression est par la suite reprise dans le rapport Sandford : « The presumption against development which would be out of accord with park purposes must be strong throughout the whole of the parks; in the most beautiful parts which remain unspoiled it should amount to a prohibition to be breached only in the case of a compelling national necessity », cité dans Mervyn Bell (ed.), *op. cit*., p. 150.

[291] L'augmentation du budget alloué aux parcs nationaux fait partie, en 1974, des recommandations de la Commission Sandford selon laquelle celui-ci devrait augmenter d'un million de livres sterling en 1971-1974 à quatre millions pour la période 1978-1979. Elle le compare aux 15 millions de livres sterling versés au *Arts Council* en 1973-1974.

[292] Cité dans « 'Atomic sites in the wilds', Ramblers press for Inquiry », *Times*, 08-04-1957, p. 4.

hazard". He believed that a policy of taking every precaution until more experience had been gained would find greater support from the public as a whole than one of disregarding the added safety factor that siting would bestow[293].

Le *CPRE* doit reconnaître la validité des arguments avancés par le ministre qui ne fait que mettre en pratique le principe de précaution. Au moment de l'enquête publique, le *Times* lui-même souligne la beauté du site :

The power station is (if the plan goes through) to be built on the shores of a beautiful (but, be it noted, artificial) lake, with a splendid mountain panorama in the background. One might say, at first glance, that no place is more ill-suited to industrial development, if the basic principle of national parks is to be respected – the principle that in such areas the preservation of the natural scene is the first consideration[294].

Le quotidien défend alors la raison d'être des parcs nationaux, tout en indiquant, entre parenthèses, que ce site magnifique est toutefois en partie artificiel, ce qui préfigure la suite de l'article, beaucoup moins catégorique. Le journaliste, qui n'est pas nommé, évoque en effet l'aspect social du projet. Contrairement à ce qui s'est passé à Tryweryn, la construction de la centrale nucléaire pourrait préserver la communauté galloisante dans la mesure où elle devrait permettre de créer de nombreux emplois, et donc d'enrayer l'exode :

[But] it is not the only consideration. The right of the local inhabitants to maintain themselves prosperously within a park has never been questioned. And in Snowdonia that right takes a special form. The area is one in which the chief industry, slate quarrying, has declined heavily and may decline further, so that many of the people are faced with the choice of finding new work locally or leaving their homes[295].

Il fait écho aux propos précédemment cités de l'ancien évêque de Winchester en insistant sur la dimension sociale du projet. La direction des parcs nationaux donne son accord en septembre 1957, et se range aux côtés des partisans de Trawsfynydd.

C'est à cette époque que le *CND* est créé, précisément en février 1958, par un groupe d'activistes et d'intellectuels, parmi lesquels le philosophe Bertrand Russell, l'historien A.J.P. Taylor, l'auteur J.B. Priestley, ou encore des membres du parti travailliste, comme Michael Foot, et des responsables syndicaux, à l'instar de Frank Cousins. Ils souhaitent s'opposer à la politique nucléaire militaire de la Grande-Bretagne, ainsi qu'aux essais qui se multiplient depuis 1952. L'incendie de Windscale,

[293] « Power station siting, Minister's reply to critics », *Times*, 14-06-1957, p. 7.

[294] « Trawsfynydd », *Times*, 17-02-1958, p. 9.

[295] *Loc. cit*.

survenu en octobre 1957, ne fait qu'attiser leurs craintes de l'énergie nucléaire. Leur mouvement de contestation débute par la publication par Taylor, en 1957, de *The Trouble Makers*[296], dans lequel il reproche à Hugh Gaitskell, à la tête du parti travailliste depuis décembre 1955, d'avoir abandonné la politique de désarmement[297]. La première réunion a lieu le 17 février à Westminster en présence de 5 000 personnes. J.B. Priestley rédige en novembre de la même année un article pour le *New Statesman* intitulé « Russia, the Atom and the West » dans lequel il critique sévèrement la décision d'Aneurin Bevan, devenu *Shadow Foreign Secretary*, de renoncer aussi à sa politique de désarmement unilatéral. Le *CND* obtient une véritable notoriété en mars 1958 lorsque 10 000 personnes participent à une marche couvrant les 80 km entre Trafalgar Square et les sites de recherche d'Aldermaston, dans le Berkshire, afin de protester contre la politique nucléaire britannique[298]. Cette marche, qui dure quatre jours, peut être considérée comme le point de départ du premier mouvement international contre le nucléaire. Michael Foot, qui allait devenir le dirigeant du parti travailliste, déclare devant les 4 000 personnes présentes à Trafalgar : « This can be the greatest march in modern history »[299]. Une deuxième marche est organisée l'année suivante. Elle attire encore plus de monde, dont des écologistes inquiets des risques afférents aux essais nucléaires, ainsi que des nationalistes, aussi bien gallois qu'écossais, opposés à une politique imposée par le gouvernement de Londres. Le mouvement est également soutenu par deux journaux en plein essor à cette époque, *The New Statesman* et *Tribune*. Il attaque beaucoup le parti travailliste, en particulier Aneurin Bevan :

> *Bevan himself had sharply rebuked the CND approach in a speech at party conference in October 1957 in which he attacked unilateralist arguments as 'an emotional spasm' and claimed that for Britain on her own to renounce nuclear weapons would send her 'naked into the conference chamber' and thus unable to exercise any major influence on behalf of peace and disarmament*[300].

Le *CND* rassemble donc les opposants à la direction du parti. La décision du gouvernement conservateur de Harold Macmillan, en 1960, d'utiliser des terres dans le Pembrokeshire pour

---

[296] A.J.P. Taylor, *The Trouble Makers*, conférences données à Oxford en 1956, publiées l'année suivante, Londres : Pimlico, 1957, réédité en 1993. Paul Addison, auteur de la préface pour l'édition de 1993, décrit Taylor en ces termes : « In 1958 he was one of the founder members of the Campaign for Nuclear Disarmament. He went on to become, in the age of Macmillan, Wilson and Heath, the anti-Establishment historian of twentieth-century England », *ibid*., p. 9.

[297] Jacques Leruez qualifie le *CND* de : « machine de guerre contre Gaitskell », Jacques Leruez, *Le Système politique britannique. De Winston Churchill à Tony Blair*, Paris : Dalloz, 2001, p. 314.

[298] Voir annexe 4, document 1, p. 507. Cette photographie, tirée du site Internet de *Keep Wales Nuclear Free*, www.keepwalesnuclearfree.org.uk, consulté en mars 2008, montre l'affluence de la foule à l'occasion de la marche d'Aldermaston.

[299] Michael Foot, cité dans Cole Moreton, « Walter Wolfgang: 'We saved the world' », *The Independent*, 10-02-2008.

[300] Kenneth O. Morgan, *Britain since 1945: The People's Peace*, *op. cit*., p. 182.

permettre aux unités allemandes *panzer* de s'entraîner provoque la colère des nationalistes gallois, soutenus par le mouvement anti-nucléaire. Lors du congrès du parti en octobre à Scarborough, les Travaillistes, influencés par la montée du *CND* parmi les jeunes membres du parti, se prononcent finalement en faveur d'une politique de défense unilatérale avec une majorité de moins de 7 000 voix[301], suivant ainsi la motion votée par Frank Cousins et la *Transport and General Workers' Union* (*TGWU*) en juin 1959. Dès le mois de juin, le *National Executive Committee* (*NEC*), comité de décision du parti, et le *TUC* publient une déclaration dans laquelle ils réaffirment leur soutien à l'OTAN, tout en recommandant que la Grande-Bretagne se concentre sur les armes conventionnelles. Cette prise de position entraîne des divisions internes au sein du parti puisque Hugh Gaitskell refuse cette décision adoptée lors du congrès, et obtient du *NEC*, en février 1961, une nouvelle déclaration de politique nucléaire multilatéraliste. Le *CND* s'essouffle pourtant au début des années 1960, avant de renaître vingt ans plus tard. Il bénéficie alors de la politique internationale de Margaret Thatcher, Premier ministre conservateur. 30 000 femmes se rassemblent en décembre 1982 à Greenham Common, après la mise en place d'un camp devant la future base de missiles américains *Cruise*, et 400 000 à Londres l'année suivante, parmi lesquelles le Docteur Kate Hudson, actuelle présidente du *CND*. 3 000 personnes ont célébré cette année le cinquantième anniversaire de la première marche d'Aldermaston, dont Walter Wolfgang, activiste du parti travailliste qui contribua à créer le mouvement en 1958. Âgé aujourd'hui de 84 ans, il se rappelle les débuts de ce mouvement :

> *The awkwardness of Walter Julius Wolfgang goes back a lot further than that, though – all the way back to bothering Hugh Gaitskell in the Fifties and being a founder member of the Campaign for Nuclear Disarmament, which held its first ever public event 50 years ago this week. A conference in London on Saturday will mark the occasion, with a reception for surviving originals. "We wanted the speedy removal of British nuclear weapons", recalls Mr Wolfgang. "It is taking a bit longer than we thought, eh?"*[302].

Ainsi, l'opposition au nucléaire prend une ampleur internationale, mais s'inscrit dans le contexte de la vie politique britannique.

1.1.1.2.2 La nécessité économique

C'est le principal argument des défenseurs du projet. La construction de la centrale doit en effet permettre la création de quelques 3 000 emplois en six ans. Dès le mois d'août 1957, le *Merioneth*

[301] Lors du congrès annuel de Scarborough, en 1960, L. Misledene, membre de la *Amalgamated Engineering Union* (*AEU*), présente la résolution suivante : « [...] the unilateral renunciation of the testing, manufacture, stock-piling and basing of all nuclear weapons in Great Britain ». Celle-ci est adoptée par 3 303 000 voix pour, contre 2 896 000 contre. Voir Monica Charlot, *The Wilson Years*, Paris : Didier Erudition, 1998, p. 17.

[302] Cole Moreton, *op. cit*.

County Council apporte son soutien à cette construction, à l'image de T.W. Jones, député pour le Merioneth, qui rencontre à plusieurs reprises Lord Mills et Henry Brooke, alors *Minister of Welsh Affairs*, tout comme la branche du Merioneth de la *TGWU*. Le 15 août, Goronwy Roberts, député gallois de Caernarfon, se réjouit de l'annonce officielle de deux projets supplémentaires envisagés au pays de Galles, dont un dans le Sud du Caernarvonshire : « Mr Roberts said the news would cause great delight in Caernarvonshire »[303]. Dans son article, David G. Rosser multiplie les témoignages de soutien, signes de l'euphorie générale, comme celui de A.J. Nicolas, président de la *Industrial Association of Wales and Monmouthshire*, ou A.E. Randall Edmunds, à la tête de la *South Wales Branch* de la *National Union of Manufacturers*. Le titre d'un article daté du jour suivant est on ne peut plus clair : « A-power and Wales, wealth, work, more trade forecast »[304]. Le journaliste, dont le nom n'est pas donné, est enthousiaste : « Full employment […] reprieve for a "condemned" railway […] a boost to the tourist trade. These, it was said yesterday, were the benefits Merioneth would derive from the Central Electricity Authority's plan to build a nuclear power station at Trawsfynydd »[305]. Il insiste donc sur les aspects positifs du projet, mais conclut cependant son article en précisant que le *CPRW*, tout en se réjouissant, réclame des garanties au sujet de l'emplacement, de l'architecture et du paysage, lesquels devraient recevoir l'approbation du *Snowdonia National Park Planning Committee*. Ces emplois ne seraient pourtant que des postes à durée déterminée puisqu'une fois la construction terminée, seules quelques dizaines d'employés qualifiés seraient nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la centrale. Cet argument est avancé par Roderick Bowen, avocat et porte-parole de la *National Parks Commission*, dans un article du *Western Mail* publié le 15 février 1958[306].

Lorsque le gouvernement annonce finalement sa décision de construire la centrale nucléaire à Trawsfynydd, Lord Mills insiste, dans son communiqué, sur le fait qu'il a tenu compte des considérations esthétiques, ce qui est repris dans les journaux. Un article du *Times* du 1er août 1958 reprend les déclarations du ministre : « It will not be possible to see the £50m nuclear power station to be built at Trawsfynydd, Merionethshire, from the greater part of the Snowdonia National Park, the Ministry of Power said last night »[307]. Le *Western Mail* insiste également, dans son édition du même jour, sur l'aspect esthétique car le sous-titre de l'article de David G. Rosser est explicite, « Trawsfynydd nuclear power station will not spoil Snowdonia » :

---

[303] David G. Rosser, « Now – two more atom plants? », *Western Mail*, 15-08-1957, p. 1.

[304] « A-power and Wales, wealth, work and trade forecast », *Western Mail*, 16-08-1957, p. 5.

[305] *Loc. cit.*

[306] Roderick Bowen, *QC*, porte-parole de la *National Parks Commission*, cité par Goronwy Powell, « County's five-year honeymoon », *op. cit.*, p. 7 : « It would be tragic if Merioneth people thought it would provide a permanent solution of their depopulation problem, for after a five-year honeymoon of high employment there would be a big drop in the number of jobs ».

[307] « Welsh nuclear scheme approved », *Times*, 01-08-1958, p. 5.

> *The CEA will now be obliged to site the towers where they will be least conspicuous and the selection of these sites will be made after consultation with the local planning authorities. [...] As regards the area in which it can be seen, it should be possible with good design and careful attention to the landscape, to construct the station without gravely impairing the natural beauty of the park*[308].

David G. Rosser rappelle que le projet sera source de nombreuses créations d'emplois dans une région fortement touchée par le chômage et l'exode rural. Il semble donc que les deux considérations, environnementale et économique, puissent être réconciliées, si bien que la population ne peut que se réjouir, à l'instar de T.W. Jones, habitant du Merioneth, qui déclare : « I cannot contain myself for joy over this wonderful announcement. It will give great joy to Trawsfynydd, Merioneth, and the whole of North Wales. This news is the greatest news we have had in North Wales for many a long year »[309]. Les années de vache maigre allaient-elles prendre fin pour la population locale ?

Il est possible de s'interroger à propos de la réaction de *Plaid Cymru* qui, au même moment, s'implique beaucoup dans la défense de la vallée de Capel Celyn, à Tryweryn. Il s'avère que le parti nationaliste est le seul à soulever la question du paysage. Les Travaillistes, comme nous l'avons vu, soutiennent en effet le projet pour des considérations économiques. Gwynfor Evans nourrit l'espoir que Trawsfynydd sera l'exemple d'un mariage réussi entre industrialisation et préservation de la culture galloise, ce qui a échoué à Tryweryn, où l'un va être sacrifié au nom de l'autre :

> *Is it too much to hope that from the beginning, a real effort will be made to marry the traditional life of Wales with this very modern industry? It could show it is possible to integrate a big industrial unit into a Welsh-speaking countryside without destroying its Welsh character*[310].

Même s'il essaie d'être optimiste, il tend malgré tout à limiter le débat à des considérations culturelles, réduisant de ce fait les conflits d'intérêts à une lutte de type colonial.

1.1.1.3 Un conflit colonial

Le projet de Trawsfynydd coïncide avec celui de Tryweryn, village situé à seulement quelques kilomètres de là, si bien qu'une partie de la population galloise réagit avec virulence. Elle a l'impression que le gouvernement britannique, lorsqu'il s'agit de servir les intérêts anglais, n'hésite pas à sacrifier ses terres. En revanche, pour créer des emplois dans une région sinistrée, les considérations écologiques sont importantes. C'est ce qu'indique très clairement cet extrait d'un article du *Times* publié le 17 février 1958 :

[308] David G. Rosser, « Go-ahead for Welsh A-plant », *Western Mail*, 01-08-1958, p. 1.

[309] *Loc. cit*.

[310] Gwynfor Evans, cité dans « A-power and Wales, wealth, work, more trade forecast », *op. cit*., p. 5.

Unhappily, this situation, coming on top of the deep resentments aroused in Wales by Liverpool's Tryweryn reservoir project, has aroused an emotional bitterness of which those who can read the Welsh language weekly papers can have no doubt. The argument is that the English think themselves free to dispossess Welsh farmers in order to build reservoirs for English needs, but that when there is a project which may give unemployed Welshmen some work innumerable societies (almost all of them English) arise to defend the beauty of the scene[311].

Il est vrai que la grande majorité des associations citées précédemment sont anglaises, et non galloises, et qu'aucune d'entre elles ne s'est mobilisée pour défendre la vallée de Capel Celyn. Les villes avoisinantes apportent, quant à elles, leur soutien à la construction de la centrale, synonyme de créations d'emplois pour la région entière. Le quotidien regrette qu'un tel projet, qui devrait susciter un débat de fond, ne soit finalement réduit qu'à une querelle de type colonialiste, « un conflit entre Gallois et Anglais »[312], mais inversé dans la mesure où il oppose cette fois-ci les associations anglaises, et non pas le gouvernement, aux Gallois. Goronwy Powell lui-même, journaliste au *Western Mail*, n'hésite pas, au détour d'une phrase, à accuser la ville de Trawsfynydd d'être restée plutôt silencieuse au moment du combat pour sauver Tryweryn :

Trawsfynydd again hit the headlines when Plaid Cymru physically opposed the postwar extension of that artillery camp, and now the remote village that was cannily silent over the Tryweryn issue only six miles down the valley, itself becomes the crucial nuclear energy test case for all Wales[313].

La remarque suivante, tirée du *Times*, fait écho à l'intervention d'un des participants lors de l'enquête publique organisée en février 1958, cité dans le *Western Mail* :

Emphasizing that Merioneth's branch of the Council for the Protection of Rural Wales had been wrongly accused of opposing the scheme, Mr D.W. Jones-Williams, county clerk said that members of the county planning authority did not feel that North Wales needed protecting by a North Wales Hydro Electricity Committee from an address in Sheffield[314].

Dans l'esprit d'une majorité de Gallois, ces associations ne sont en rien concernées par le projet de Trawsfynydd. De même, les propos tenus par Mme John Dower, vice-présidente de la *National Parks Commission*, sont vivement critiqués. Elle décrit en effet la future centrale de la façon suivante : « […] a huge, overmastering, monstrous imposition – a creature entirely out of scale with the surrounding

[311] « Trawsfynydd », *Times*, 17-02-1958, p. 9.

[312] « It is certainly most unfortunate that a problem, which affects both nations, and which needs very cool and careful consideration, should have become, in some degree at least, a fight between Welshmen and Englishmen », *loc. cit*.

[313] Goronwy Powell, « Atom will split village hall today », *Western Mail*, 12-02-1958, p. 6.

[314] Goronwy Powell, « Atom station life limit, It could be derelict in 20 years », *Western Mail*, 14-02-1958, p. 9.

landscape »[315]. La véracité de telles paroles, avec le recul, ne peut être contestée. Les Gallois estiment pourtant que sa présence est mal venue puisqu'elle n'est pas originaire du pays de Galles. Philip Davies, à la tête de la *FUW*, se fait leur porte-voix lorsqu'il remet en cause l'intérêt qu'elle porte au paysage gallois : « As a patriotic Welshman, I resent this lady coming to Wales to voice her opinion »[316]. Il se présente donc comme un patriote défendant les intérêts de sa nation contre l'étranger.

Enfin, lorsque le gouvernement tarde à annoncer sa décision, au cours de la première moitié de l'année 1958, la population attribue ce délai aux pressions exercées par les associations anglaises de défense du paysage, ce que souligne cet extrait d'un article du *Times* publié en juin :

> *The government are being charged here with "unwarranted tardiness" or worse – although the amenity interests, who are in the main English people concerned to save Welsh beauty, hold different views. The power station is probably the most frequent topic of conversation in this part of Wales. [...] There seems to be something in the idea that the government are witholding permission for the power station for a decent interval to placate the amenity interests*[317].

Le journaliste oppose ici les deux nations, les intérêts gallois et les considérations anglaises. En somme, que ce soit dans le cas de Tryweryn ou de Trawsfynydd, les Gallois, qu'ils soient pour ou contre les projets, demandent à être consultés par l'intermédiaire de leurs députés. Ils souhaitent pouvoir donner leur avis, et surtout être écoutés. C'est ainsi que, dès le début du projet, une délégation de députés gallois exige d'être reçue par la *CEA* afin que la population ait son mot à dire dans le futur programme de construction de centrales nucléaires[318]. En mars 1957, un groupe de six députés travaillistes, menés par Cledwyn Hughes, député pour Anglesey, rencontre Lord Salisbury, président du *CPRE*, pour demander la création d'un centre de recherches dépendant de la *Atomic Energy Authority* au pays de Galles, mais leur requête est rejetée. Il faut néanmoins souligner que les Gallois se montrent alors plutôt pragmatiques dans leur défense du paysage, ce qui préfigure les conflits à venir entre écologie et économie.

La Reine, accompagnée du Duc d'Edimbourgh, visite le site de Trawsfynydd le 12 août 1963. Ils sont accueillis par Richard Woop, nouveau Ministre de l'énergie, avant de se rendre à Tanygrisiau pour

---

[315] Mme John Dower, citée par Goronwy Powell, « County's five-year honeymoon », *Western Mail*, 15-02-1958, p. 7.

[316] *Loc. cit*.

[317] « Village grows anxious: delay in decision on power station », *op. cit.*, p. 7.

[318] Voir « Search in Wales for nuclear sites », *Times*, 01-02-1957, p. 4 : « A deputation of Welsh MPs met the deputy chairmen of the CEA, Sir Henry Self and Sir Josiah Eccles, and officers of the authority to London yesterday to urge the authority to consider the Claims of Wales in planning the future of nuclear power station programme ».

inaugurer officiellement la nouvelle centrale hydroélectrique de Ffestiniog. Ce n'est que le 22 février 1965 que la centrale de Trawsfynydd fournit de l'électricité au réseau, événement salué dans le *Times*[319]. A la suite de débats mouvementés, elle est enfin mise en service, quelques mois seulement après le début des travaux pour la construction d'une deuxième centrale nucléaire au pays de Galles, celle de Wylfa.

1.1.2 Wylfa

Dans la foulée du projet de Trawsfynydd, le gouvernement britannique décide d'étudier la construction d'une deuxième centrale au pays de Galles, celle de Wylfa, sur l'île d'Anglesey, située loin de toute zone protégée, contrairement à la première, et dans une région peu peuplée.

1.1.2.1 Présentation du projet

Début 1962, les négociations en vue de bâtir cette deuxième centrale nucléaire débutent entre le *Central Electricity Generating Board* (*CEGB*), et la *United Power Company*, qui construit déjà Trawsfynydd. Elles sont difficiles, et portent sur un contrat de 50 millions de livres sterling pour la construction de la première moitié de la centrale. Un accord est finalement signé en juin 1963, après 17 mois de vives discussions. Le début des travaux est enfin annoncé pour la fin de l'année, pour un budget prévisionnel de 100 millions de livres sterling. Ils doivent être confiés au *Atomic Power Group*, consortium de trois grandes entreprises britanniques, *English Electricity Company Ltd*, *Babcock and Wilcox Ltd* et *Taylor Woodrow Group of Building and Civil Engineering Companies*. La centrale de Trawsfynydd a, quant à elle, été construite par *Atomic Power Construction Ltd*, pour un coût de 60 millions de livres. Le projet de Wylfa est donc beaucoup plus important. Des signes d'impatience apparaissent déjà, notamment de la part des députés, inquiets du retard pris dans les négociations, à l'instar de Cledwyn Hughes, qui interroge à ce sujet le Ministre de l'énergie en juin 1963 à la Chambre des Communes. L'article du *Western Mail* annonçant le début des travaux insiste sur le nombre d'emplois créés par l'implantation de cette centrale, ainsi que ses intérêts économiques[320], dans la mesure où ces travaux doivent nécessiter, au mieux, 2 500 ouvriers. Seulement, beaucoup seraient en fait transférés de Trawsfynydd, dont la construction est bien avancée. Le gouvernement prévoit que la centrale de Wylfa sera opérationnelle en 1967, mais elle ne commencera à fonctionner que début 1971 du fait de nombreux événements qui viennent perturber l'avancement des travaux.

---

[319] « Trawsfynydd nuclear power station, Merionethshire, is now feeding electricity in the national grid », « Trawsfynydd feeding grid », *Times*, 22-02-1965, p. 6.

[320] « Start soon on Wylfa A-plant – the biggest in the world », *Western Mail*, 10-07-1963, p. 1.

1.1.2.2 De la fierté aux incidents

La lecture des articles rédigés au moment de l'annonce du projet de Wylfa montre que celui-ci représente une véritable fierté nationale. Celui publié en février 1964 dans le *Western Mail* pour signaler le feu vert des autorités insiste sur le fait que ce sera la centrale la plus puissante au monde, capable de produire 1,18 million de kilowatts. Le titre est évocateur : « Green light for biggest A-station in the world »[321]. Elle sera également à la pointe de la technologie puisqu'entièrement informatisée, ce qu'indique un article du *Times* du 7 mai 1965 intitulé « Computer plan for nuclear plant » :

> *A fully comprehensive computer system is being planned to take over – to an extent never before attempted – the automatic control of the £100m nuclear power station being built at Wylfa for the CEGB*[322].

Cette centrale pionnière doit multiplier les records. Les journalistes décrivant le projet utilisent une surenchère de termes, comme dans un article publié dans le *Times* le 12 novembre 1969 : « Britain is expected to achieve a further nuclear power record next year when the Wylfa, Anglesey, station comes on power. The Central Electricity Generating Board believes that this will then be the largest nuclear station in the world »[323]. Être le fleuron de l'industrie britannique procure alors une grande fierté : il faut aller toujours plus loin, construire toujours plus grand et être toujours plus fort. Il en est de même lorsqu'il s'agit de bâtir des ports capables de recevoir des pétroliers de plus en plus gigantesques. N'oublions pas le contexte : c'est l'époque de la course à la technologie, de la conquête spatiale et des premiers pas sur la Lune. D'autre part, la notion de modernité est l'un des thèmes défendus par les Travaillistes, soucieux de rompre avec le passéisme longtemps associé aux Conservateurs[324]. Harold Wilson, à la tête du parti depuis février 1963, souhaite en effet copier le modèle américain, celui de la « Nouvelle Frontière » défendue par J.F. Kennedy[325]. Fils de chimiste, président du *Science and Industry Subcommittee* du *NEC*, Wilson est convaincu que le socialisme moderne, tel qu'il l'entend, et la science sont étroitement liés. Il prononce, en 1963, le célèbre discours de Scarborough publié par le

---

[321] « Green light for biggest A-station in the world », *Western Mail*, 25-02-1964, p. 1.

[322] « Computer plan for nuclear plant », *Times*, 07-05-1965, p. 9.

[323] « New nuclear station may set record », *Times*, 12-11-1969, p. 23.

[324] Selon Matthew Graves, universitaire : « The party propagandists' aim was, […], to use the rhetoric of renewal to establish a close association in the electorate's mind between the dynamism of science and the putative modernism of the party and its leader », Matthew Graves, « Brave New Britain: Wilson and the Rhetoric of Renewal », *in* Danièle Frison (dir.), *Les Années Wilson. 1964-1970*, Paris : Ellipses, 1998, p. 30.

[325] Wilson rencontre le président Kennedy en 1963 à la Maison Blanche, où il est reçu en tant que possible Premier ministre.

NEC sous le titre *Labour and the Scientific Revolution*[326]. Cette thématique de la modernité et du renouveau est également largement utilisée dans le manifeste du parti, *Let's Go with Labour for the New Britain*[327], publié en 1964 à l'occasion des élections législatives. Seule la modernité pourra apporter des solutions au déclin latent de l'économie, ce que souligne Tom Wilkie, dans *British Science and Politics since 1945* : « In Britain around 1960, science and technology seemed the talisman that would, through modernization, solve the problems of relatively slow economic growth and relative economic decline »[328]. Si la Grande-Bretagne représente à elle seule 25% des exportations mondiales de biens manufacturés en 1950, cette proportion est tombée à 16,5% en 1960, et 10,8% dix ans plus tard. Par conséquent, la construction de la centrale de Wylfa représente l'opportunité, pour le gouvernement Wilson, d'afficher le savoir faire britannique, même si la décision de cette construction a été prise par le gouvernement conservateur qui l'a précédé. Celle-ci pourrait également être l'occasion de promouvoir le pays de Galles, mais la plupart des coupures de presse ne mentionnent pas le fait qu'elle se situe dans cette région. A la lecture des journaux de l'époque, nous constatons que les articles de ce genre sont très nombreux, mais que la grande majorité d'entre eux sont tirés du *Times*, quotidien britannique. Quel est leur objectif ? S'agit-il de convaincre la population de l'intérêt du projet ?

En effet, l'euphorie des débuts cède rapidement le pas aux tensions et aux difficultés. Le ton dans la presse change au fur et à mesure de la multiplication des incidents sur le chantier. Si la construction de Trawsfynydd ne suscite que peu d'intérêt, les débats au sujet du parc national étant restés lettre morte, surtout une fois l'emplacement officiellement décidé, celle de Wylfa, en revanche, devient un véritable roman feuilleton. Elle fait régulièrement la une des journaux (au moins 11 fois entre 1964 et 1971) non plus dans des articles dithyrambiques, mais dans ceux relatant des sabotages et autres actes de vandalisme, événements que les autorités tentent de justifier de façon parfois rocambolesque, avant de finalement admettre que la construction est difficile et semée d'embûches. Les journalistes finissent par évoquer l'idée d'une série noire. Tous ces incidents retardent de plusieurs années l'ouverture de la centrale. Dès le mois de mai 1964, soit quelques mois seulement après le début des travaux, le chantier est arrêté par une grève de 36 grutiers et conducteurs d'engins, réclamant des primes sur leur salaire, événement *a priori* anodin, mais qui constitue le premier d'une longue suite de perturbations. Le 20 juillet 1968, un incendie se déclare à Wylfa, dans des bâtiments provisoires près de la sphère de béton qui doit accueillir le deuxième réacteur. Celui-ci n'est pas endommagé. Les autorités, par

[326] « The Britain that is going to be forged in the white heat of this revolution will be no place for restrictive practices or for outdated methods on either side of industry », Harold Wilson, *Labour Party Annual Conference Report*, 1963, p. 140, cité dans Monica Charlot, *op. cit.*, p. 16.

[327] *Let's Go with Labour for the New Britain*, *op. cit*.

[328] Tom Wilkie, *British Science and Politics since 1945*, Oxford : Blackwell, 1991, p. 19.

l'intermédiaire de représentants de l'entreprise *Nuclear Design and Construction Ltd* chargée d'enquêter sur l'incident, s'empressent d'annoncer, deux jours plus tard, que l'incendie n'était pas d'origine criminelle. L'article du *Times* présentant les conclusions de l'enquête, publié le 22 juillet 1968 et intitulé « No sabotage in reactor fire »[329], précise que la centrale sera opérationnelle au printemps 1969, alors qu'elle ne commencera à produire de l'électricité que deux ans plus tard. En mai 1970, des actes de vandalisme sont perpétrés sur le chantier : des manomètres et des cadrans sont cassés, et des câbles électriques tranchés et volés. Ces événements surviennent deux semaines seulement après d'autres incidents passés sous silence. Dans un article du *Times* publié le lendemain, le journaliste précise que, selon Richard Elliott, responsable du site pour le *CEGB*, ce sont des actes de vandalisme, et non de sabotage. Il nie qu'un boulon a été trouvé dans une turbine, et que des bottes en caoutchouc ont été jetées dans le système haute pression. Une telle multiplication d'incidents ne peut être qu'étrange. Il déclare pourtant : « My impression is that it could be the odd disgruntled worker who is responsible, certainly not a planned mass attack on the station »[330]. Il rejette donc l'éventualité d'une attaque en règle contre la centrale.

Cette série de problèmes est tout de même surprenante, d'autant que quelques mois plus tard, en octobre de la même année, la centrale doit être évacuée d'urgence au cours d'essais réalisés avant l'ouverture officielle. Un instrument de contrôle sur l'un des réacteurs a mal été réglé par un technicien, ce qui provoque une accélération non prévue de la fission nucléaire. La température augmente alors rapidement dans le réacteur, et un système de surveillance automatique le coupe, déclenchant l'alarme. Fort heureusement, personne n'est blessé, mais la presse souligne que les incidents se multiplient depuis quelques années, à l'instar de Pearce Wright dans le *Times* du 20 octobre 1970, dans « Nuclear station emergency » : « This is the latest in a chain of troubles to plague the Wylfa station, which should come into operation early next year »[331]. Enfin, de l'uranium est volé en avril 1971, pour un montant d'environ 1 000 livres sterling. Il ne représente aucun danger pour la population, mais la série noire se poursuit, ce que souligne le correspondant du *Times* à cette occasion :

> *Their loss is also another in a series of incidents to have plagued the building of a station now many months behind schedule. Successive damage has been caused to new installations throughout the building over more than three years. Equipment such as switchgear and control instruments have been damaged, and the cause never adequately explained*[332].

[329] « No sabotage in reactor fire », *Times*, 22-07-1968, p. 2.

[330] Richard Elliott, cité dans « Vandalism at nuclear station », *Times*, 11-05-1970, p. 2.

[331] Pearce Wright, « Nuclear station emergency », *Times*, 20-10-1970, p. 1.

[332] « Five atomic fuel elements stolen », *Times*, 01-04-1971, p. 1.

Les problèmes continuent même après l'ouverture de la centrale. En août 1972, soit plus d'un an après l'entrée en service de Wylfa, elle doit être arrêtée du fait de problèmes techniques touchant les générateurs. La cause exacte de ces problèmes reste inconnue, mais la succession d'incidents est plutôt ironique dans la mesure où Wylfa devait, à l'origine, être la centrale la plus puissante et la plus moderne du Royaume-Uni. Or, en 1972, elle fonctionne toujours en sous régime : « The Wylfa station has been operating at well below its designed capacity rating because of corrosion problems associated with mild steel parts within earlier Magnox reactors, and the turbine problems »[333]. Non seulement commence-t-elle à produire de l'électricité beaucoup plus tard que prévu, mais aussi en quantités moindres que celles espérées initialement.

Comment expliquer tous ces incidents, en particulier les actes de vandalisme et de sabotage ? Il semble que, contrairement à ce que le ton euphorique des premiers articles de presse laisse à penser, la population locale n'est guère enthousiaste à l'idée d'avoir une centrale nucléaire sur son île. Ce sentiment se renforce lorsque les habitants d'Anglesey prennent conscience qu'elle ne créera pas autant de nouveaux emplois de longue durée qu'ils l'ont envisagé au départ. Des leçons ont été tirées de Trawsfynydd. En effet, le matériel et la main d'œuvre qualifiée nécessaires au bon fonctionnement de la centrale seront en grande partie importés. Enfin, des voix commencent à se faire entendre au sujet des risques sanitaires de l'énergie nucléaire : plusieurs scientifiques dénoncent les risques de cancer et de maladies génétiques pour les populations vivant à proximité des centrales. Sir Brian Flowers, par exemple, alors à la tête du *Science Research Council*, souhaite que des taux maximaux de radiation soient établis à l'échelle internationale :

> *To achieve a harmless output, we should have not only to ban nuclear power stations but also to take steps to protect populations from the natural background radiations of the Earth, atmosphere and outer space*[334].

Cela contribue à effrayer une population déjà peu enthousiasmée par ce projet. Un ouvrage publié en 1973 par deux scientifiques américains, John Gofman et Arthur Tramplin, et intitulé *Poisoned Power: The Case Against Nuclear Power Plants*[335], attise la crainte des Britanniques puisque les auteurs, dans ce livre assez technique, insistent sur les risques de cancer associés à l'énergie nucléaire.

D'autre part, la question du coût de la construction de Wylfa est récurrente. Les travaux coûteront en effet beaucoup plus que la somme initialement prévue, 12 millions de livres sterling d'augmentation pour un budget de 100 millions, ce qui représente une hausse de plus de 10%[336]. Le *CEGB* justifie

[333] « Technical snags halt Wylfa nuclear station », *Times*, 14-08-1972, p. 15.

[334] « Nuclear stations should not be near cities », *Times*, 26-10-1971, p. 3.

[335] John W. Gofman & Arthur R. Tramplin, *Poisoned Power: The Case Against Nuclear Power*, Londres : Chatto & Windus, 1973.

[336] Voir Anthony Rowley, « Wylfa cost rises by nearly £12m », *Times*, 21-11-1969, p. 21.

celle-ci par l'inflation. Seulement cela concourt à alimenter les critiques et donne davantage de poids aux arguments des défenseurs du charbon et du pétrole, qui n'hésitent pas à comparer le prix de revient du kilowatt d'électricité produit par la centrale nucléaire de Wylfa – 110 livres – à celui de la dernière centrale de 2 000 Mw alimentée au pétrole construite à Pembroke – 47 livres. Des voix s'élèvent alors pour dénoncer le coût de l'énergie nucléaire, à l'instar du Professeur Douglas Elliott, ancien membre du groupe d'évaluation nucléaire du *CEGB*, qui déclare :

> *In real terms of cost to the country as a whole nuclear power will not increase our living standards for many years hence, and the research and development effort might well have been employed in other fields*[337].

Nous verrons que de tels arguments sont toujours utilisés aujourd'hui contre l'énergie nucléaire par les partisans des énergies renouvelables.

1.1.2.3 Une nouvelle vague de projets

La construction de la centrale de Wylfa s'inscrit dans le cadre d'une nouvelle vague de projets annoncés par le gouvernement britannique afin de répondre à une demande croissante en énergie. Le processus s'accélère encore après le choc pétrolier, qui lui fait prendre conscience de la nécessité de diversifier ses sources d'énergie afin de réduire la dépendance du pays. L'approvisionnement en pétrole peut devenir irrégulier, voire chaotique, et les prix fortement augmenter. Londres suit en outre le modèle américain, puisque les États-Unis lance, en 1964, la construction de leur première centrale nucléaire, dont l'entrée en service est prévue pour 1967. Celle-ci sera réalisée pour la modique somme de 39 livres sterling le kilowatt, ce qui, selon Duncan Burn, s'exprimant dans un communiqué de presse du Trésor, fait pâlir d'envie les Britanniques : « The lowest cost for any American nuclear station under construction was £63 per kW; in Britain it was about £100 »[338]. La Grande-Bretagne doit donc suivre l'exemple américain. Le ministère de l'énergie affirme, dès 1966, sa volonté de multiplier les projets de centrales de toutes sortes afin de faire face aux pics de consommation, et de rassurer ainsi les masses laborieuses. Le Ministre, M. Lee, craint en effet de ne pouvoir répondre à la demande, particulièrement en hiver :

[337] *Loc. cit.*

[338] Duncan Burn, « America's Lead in Nuclear Power », *Treasury press cutting*, Londres : The *National Archives, T 230/744,* , 27-07-1965.

A margin of only 7% reserve electricity generating plant is the narrow safeguard from a breakdown of the electricity system involving voltage reductions or complete disconnexions on an average day this winter[339].

Les annonces se succèdent alors, le gouvernement ayant recours, non seulement à l'énergie nucléaire, mais aussi au charbon et au gaz naturel. H.R. Johnson, directeur de *Marchwood Engineering Laboratories*, déclare en 1968 : « The ideal solution would be nuclear energy for base-load, natural gas burnt in gas turbines for intermediate extra demand and oil for peak load »[340]. En avance sur son temps, il préconise une diversification des sources d'électricité. Le gouvernement, quant à lui, semble privilégier alors l'énergie nucléaire pour des raisons économiques, ce que souligne le journaliste Ronald Kershaw, dans un article publié en novembre 1968 :

The CEGB is giving precedence to nuclear power in its plans for power station building in the future. [...] It is clear that economic factors are the prime consideration in the drift towards nuclear. The fuel policy White Paper made it clear that everything must pivot on economic considerations in choosing a fuel[341].

Seules les considérations économiques sont prises en compte dans ce choix. A aucun moment les effets sur l'environnement, ni l'épineuse question du traitement des déchets, ne sont évoqués. Quels sont les projets annoncés ?

L'idée de construire une centrale thermique alimentée au charbon à Aberthaw est émise en 1963. Ce sera donc une centrale de type B, contrairement à Trawsfynydd et Wylfa qui sont nucléaires et donc de type A, capable de produire 1,5 million de kilowatts, comparé aux six millions de Wylfa, pour un coût de 40 millions de livres sterling. Moindre puissance certes, mais moindre coût également. Comme précédemment, l'un des arguments en faveur de ce type de construction est la création d'emplois[342]. Quel que soit donc le type de centrale, les arguments utilisés pour convaincre la population de l'intérêt du projet sont les mêmes. Quelques années plus tard, en septembre 1969, le gouvernement donne son accord à la construction de deux, voire trois, nouvelles centrales en Grande-Bretagne pour l'année suivante, et jusqu'à trois supplémentaires pour 1971. Cette annonce est officiellement confirmée le mois suivant. Dans un article publié dans le *Times* le 30 octobre 1969, Tony Aldous écrit que le gouvernement a approuvé un programme de construction de plusieurs centrales pour le début des

[339] M. Lee, cité dans « Power supply margin still too low », *Times*, 12-01-1966, p. 10.

[340] H.R. Johnson, cité dans « Gas as atom fuel rival », *Times*, 23-04-1968, p. 24.

[341] Voir Ronald Kershaw, « CEGB precedence for nuclear power », *Times*, 07-11-1968, p. 27.

[342] « Scores of jobs are likely to be provided for local workmen on site preparations which will begin shortly for the new £40m, coal-fired Abertaw "B" power station », « Start soon on £40m power plant », *Western Mail*, 20-07-1963, p. 2.

années 1970, pour un budget de plus de 400 millions de livres sterling[343]. Ce programme comprend deux centrales nucléaires et une centrale thermique au pétrole réclamée par le *CEGB*, ainsi qu'une deuxième centrale au charbon à Drax, dans le Yorkshire. Quelques jours plus tard, ce même gouvernement annonce qu'il envisage de construire une cinquième centrale au début des années 1970, en plus des quatre initialement prévues par le ministère de la technologie. Ce sera certainement une centrale nucléaire, mais elle ne sera pas *a priori* située au pays de Galles. Il s'agit donc d'un vaste projet de construction, mais cela ne suffit pas puisque, en juin de l'année suivante, le *CEGB* annonce qu'il souhaite lancer une étude de trois à six mois pour l'été, afin d'envisager la possibilité d'utiliser les montagnes et les lacs autour du Snowdon comme source majeure d'électricité. Trois sites en particulier retiennent son attention : ceux de Llyn Bowydd et de Cwm Croesor, près de la seule station de pompage du *CEGB* à Blaenau Ffestiniog, et un troisième situé à quelques kilomètres au nord de Snowdon, près de Llanberis. Afin de couper court à toute protestation de la part des défenseurs du paysage, le *CEGB* précise que cette centrale sera en grande partie souterraine :

> *In an effort to preserve the amenity of the area the board plans to build the hydro-station and lay the interconnecting conduits underground. It also emphasizes that all three sites are close to national grid lines[344].*

Les leçons ont été tirées de Trawsfynydd. C'est le dernier site qui est finalement choisi en mai 1972 pour la construction de cette centrale hydroélectrique dans le parc national de Snowdonia. Deux années de sondages et d'études montrent qu'elle peut être construite dans n'importe lequel des trois sites envisagés. Le choix s'est en fait porté sur celui qui comporte le plus d'avantages économiques, et engendre le moins de conséquences pour l'environnement. En grande partie souterraine, sous une ancienne carrière d'ardoise, elle devrait produire 1 400 Mw, et sa construction nécessiterait l'agrandissement d'un réservoir et d'un lac existants, ceux de Llyn Peris. Elle ressemblerait à celle de Blaenau Ffestiniog, mais constituerait la plus grande d'Europe, permettant la création d'un millier d'emplois :

> *About a thousand men, most of them local, would be employed at the peak of its construction, and this is likely to sway local public opinion against preservationists' protests[345].*

De façon plutôt ironique, cet article se trouve dans la rubrique « environnement » du *Times*. La centrale sera reliée au réseau par 10 km de lignes électriques sur des pylônes de 50 mètres de haut. Ne manque que l'accord du Parlement puisque le *Caernarvonshire County Council* et deux conseils locaux concernés ont déjà été consultés, ainsi que les *Eryri Water Board* et *Gwynedd River Authority*.

[343] Tony Aldous, « Government agree to £400m power stations programme », *Times*, 30-10-1969, p. 21.

[344] « North Wales power site study », *Times*, 17-06-1970, p. 23.

[345] Tony Aldous, « £75m hydroelectric power station plan for Snowdonia », *Times*, 25-05-1972, p. 5.

Selon Kenneth O. Morgan, la Grande-Bretagne, au début des années 1970, semble avoir assuré son avenir sur le plan énergétique :

> *With a growing number of nuclear power stations (the old Magnox reactors such as Calder Hall in Cumbria or Wylfa and Trawsfynydd in North Wales being supplemented by stations such as Sellafield, despite the opposition of environmentalists and the anti-nuclear lobbies); with hydroelectric power in the Scottish Highlands and North Wales; and a still important, if aged, coal industry, together with another huge energy bonus in the shape of North Sea gas, Britain's energy position seemed remarkably secure*[346].

Les projets de centrales de toutes sortes se multiplient donc à cette époque, alors que des voix s'élèvent déjà pour promouvoir le tourisme au pays de Galles.

Le secteur touristique commence en effet à se développer, au moment où l'industrie du charbon bat de l'aile. Le Docteur Huw T. Edwards, alors président du *Wales Tourist and Holidays Board*, tient des propos prophétiques lorsqu'il déclare, au cours d'une visite à Trawsfynydd le 18 février 1964, que ce secteur va devenir la première industrie au pays de Galles d'ici 10 ans. Il souhaite calmer les tensions entre défenseurs du paysage et partisans du programme nucléaire. Il pense qu'il est possible de réconcilier les aspects économique et esthétique : « I say there is a first-class marriage possible and that the boards are first-class registrars! »[347]. J.L. Ashworth, directeur régional du *North Western*, affirme à la même occasion :

> *The view that the Central Electricity Generating Board was spoiling the scenery of the country with power stations and overhead transmission lines was a short-sighted one. The board are amenity conscious and realise the impact of large power station buildings on the landscape. In order to secure the least impact, we go to the leading landscape consultants and architects*[348].

Il s'agit donc de défendre le paysage, certes, mais au nom du tourisme, c'est-à-dire tirer parti des ressources naturelles galloises. Cledwyn Hughes, député pour Anglesey, partisan de la construction de Wylfa, déclare pourtant à propos du tourisme lors d'un débat du *Welsh Grand Committee*[349] le 18 juillet 1963 : « Our chief aim as MPs is the vital importance of this industry to the economy of Wales »[350]. Il s'insurge contre le fait que le pays de Galles ne reçoive que 9 250 livres sterling pour promouvoir son image à l'étranger, contre 38 301 pour l'Écosse. Or, les touristes ne se rendant pas

---

[346] Kenneth O. Morgan, *op. cit*., p. 402.

[347] Dr Huw T. Edwards, cité dans « Tourism 'top industry in 10 years' », *Western Mail*, 19-02-1964, p. 7.

[348] *Loc. cit.*

[349] Créé en 1960 par le gouvernement Macmillan, le *Welsh Grand Committee* est chargé de réfléchir aux questions galloises.

[350] Cledwyn Hughes, cité dans « Money – the problem of tourism », *Western Mail*, 18-07-1963, p. 10.

dans la Principauté pour voir les centrales, mais bien les paysages naturels, le pays de Galles semble déjà se diviser en deux, entre les zones touristiques et industrielles, ce que montrent ces quelques lignes d'Evan Davies, conseiller auprès du comté de Radnor, publiées dans le *Western Mail* :

> *The upland border county of Radnor is probably the least known of the Welsh counties, yet it possesses certain features which make it unique. It is a county of narrow river valleys and undulating hills, where the visitor can enjoy pure air, changing scenery, and extensive views over central Wales. It is unique in the absence of industries, in the unspoilt character of the countryside*[351].

Souhaitant promouvoir son comté, Davies insiste sur la beauté du lieu, dénué de toute présence industrielle. De la même façon, les parcs nationaux cherchent à attirer les touristes, en multipliant les initiatives. C'est l'objectif du projet de construction d'un centre touristique dans les montagnes des Brecon Beacons, le premier du genre en Angleterre ou au pays de Galles, avec le soutien du *Carnegie UK Trust*. P.R.H. Holbourn, agent en urbanisme dans le Breconshire, décrit l'idée de la façon suivante : « The idea is to provide an amenity in the National Park, which can be used by all members of the family »[352]. Cela montre la volonté des dirigeants des parcs nationaux de concilier paysage et économie en faisant en sorte que ceux-ci deviennent des sources de revenus.

Par conséquent, les difficultés rencontrées au moment de la construction des centrales nucléaires au pays de Galles illustrent parfaitement le conflit récurrent entre préservation et conservation : est-il en effet plus important de conserver les paysages tels qu'ils sont au risque d'annihiler toute vie, ou de permettre à la population d'y habiter tout en profitant d'un cadre de vie de qualité ? C'est une des questions que devra se poser quelques décennies plus tard l'Assemblée, résumée dans cette phrase de D.W. Jones-Williams, travaillant pour le comté de Snowdonia :

> *The out and out preservationists should rid themselves of the idea that nothing should ever change in the National Parks. Stagnation of the kind happening here eventually kills life if no change is to be approved*[353].

Un compromis devra être trouvé entre économie et défense de l'environnement : ce sera le fondement du principe de développement durable. Or, 1972 est l'année du premier sommet de la terre. Organisé à Stockholm, il établit le droit des hommes à vivre dans un environnement protégé, mais ne démontre pas l'existence d'une réelle volonté politique. Ce premier sommet représente cependant une date symbolique, ce que souligne Pascal Acot, dans *Histoire de l'écologie* : « Stockholm jetait les bases d'une législation internationale en matière d'environnement, mettait en rapport la nécessaire abolition

[351] Evan Davies, « Rugged country where the soil is rich », *Western Mail*, *Agricultural Review*, 23-07-1963, p. 3.

[352] P.R.H.Holbourn, cité dans « £40,000 tourist centre planned in Beacons », *Western Mail*, 31-08-1964.

[353] D.W. Jones-Williams, cité dans Goronwy Powell, « Atom station life limit, It could be derelict in twenty years », *op. cit.*, p. 9.

de l'armement atomique avec les problèmes écologiques planétaires »[354]. Stockholm marque le début d'une véritable diplomatie internationale, s'opposant au droit souverain des états d'exploiter leurs ressources naturelles. C'est à cette occasion qu'est créé au sein de l'ONU un organisme spécifique en charge des questions d'environnement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). C'est également en 1972 que Dennis L. Meadows publie, avec d'autres, *The Limits to Growth*, communément appelé rapport Meadows[355]. Les auteurs ont recours à des méthodes de calculs simplistes pour annoncer une prophétie catastrophique pour l'année 1992. Par conséquent, les rapports étroits entre économie et environnement sont de plus en plus évidents, non seulement aux yeux des gouvernements, mais aussi à ceux des syndicats, qui devront résoudre le conflit latent entre ces deux champs d'action.

1.2 Les syndicats, la question nationale et l'environnement

Les syndicats gallois jouent un rôle important dans le débat sur la dévolution dans les années 1970, particulièrement le *Wales Trades Union Congress* (*TUC*), premier syndicat véritablement gallois.

1.2.1 La naissance d'une voix syndicale galloise

Dans les années 1960, les syndicats sont puissants au Royaume-Uni, et les principaux œuvrant au pays de Galles sont ceux des transports, la *Transport and General Workers' Union* (*TGWU*), et des mineurs, la *National Union of Miners* (*NUM*). Le *TUC* y est présent par l'intermédiaire de deux conseils régionaux, *Regional Advisory Councils*, un pour le Nord et un pour le Sud, et une cinquantaine de conseils locaux, les *trade councils*, organisés en quatre fédérations. Quoique fortement représentés dans la Principauté, ils sont dirigés depuis Londres par des responsables anglais. Or, depuis plusieurs décennies, les demandes pour la création d'un syndicat essentiellement gallois se multiplient, principalement du fait de conflits entre la base syndicale et la direction des comités régionaux des *TUC* britanniques. Ainsi, dès le milieu des années 1940, *Plaid Cymru* réclame, dans un tract, la création d'un *TUC* gallois. Quant au parti communiste, il rédige entre 1938 et 1949 une vingtaine de documents dans le même sens. La mise en place, en 1960, d'un *South Wales Liaison Committee* accélère le mouvement et, en janvier 1966, les mineurs du Sud gallois, réunis en congrès, approuvent une proposition visant à fonder un *Wales TUC*, mais les organisations du Nord s'opposent au projet. En juillet 1968 est organisée à Belfast une conférence de la *TGWU* visant à revoir les règles du syndicat, *the Rules Revision Conference* : une nouvelle région unique est alors créée au pays de

[354] Pascal Acot, *op. cit.,* p. 118.

[355] Dennis L. Meadows *et al*., *The Limits to Growth*, Paris : Fayard, 1972.

Galles pour ce syndicat, dirigée par Tom Jones. Il est remplacé le 22 juillet 1972 par George Wright, anglais de 36 ans. C'est en octobre de la même année que la *TGWU* et la *NUM*, respectivement représentées par Tom Jones et Dai Francis, établissent de façon unilatérale un *Welsh TUC*, qui voit donc le jour dans la confrontation. Face au refus des instances dirigeantes de Londres de prendre leurs demandes répétées en considération, les syndicalistes gallois préfèrent agir. Une rencontre est organisée le 10 novembre 1972 entre, d'une part, les comités régionaux de la *TGWU*, ses dirigeants au pays de Galles, deux représentants gallois au comité exécutif de la *TGWU*, et, d'autre part, les conseils exécutifs des régions Nord et Sud de la *NUM*, et Peter Jones de la *Constructional Engineering Union*, pour créer une union de syndicats gallois sur le modèle écossais et irlandais[356]. Ils fixent tous ensemble la date d'un congrès inaugural fédérateur à Llandridod Wells. Celui-ci a lieu le 10 février 1973, malgré l'opposition des responsables du *British TUC*. Sont présents 35 syndicats, 250 délégués et observateurs, 49 conseils locaux sur 53, des représentants des quatre fédérations, mais aucun député travailliste gallois. Bien que d'origine anglaise, George Wright se réjouit de la création de cette union galloise, qu'il a appuyée, conscient de la spécificité des problèmes de la Principauté :

> *I recognize, as an Englishman, that Wales is geographically separated. It has a separate culture, a separate people and a separate language, and it has special problems. We intend to defend Wales against the economic and social neglect of the last fifty years*[357].

L'unification de la *TGWU* sur une base entièrement galloise est donc un facteur important dans la création du *Wales TUC*. Un deuxième congrès a lieu à Aberystwyth le 12 mai 1973 au cours duquel les participants expriment leur volonté de conserver des liens étroits, notamment financiers, avec le *British TUC*, tout en affirmant leur droit de prendre leurs propres décisions pour tout ce qui concerne le pays de Galles. Un véritable congrès inaugural est organisé en avril 1974 à Aberystwyth : Dai Francis est élu président du *Wales TUC* et George Wright secrétaire à temps partiel.

La création d'une union syndicale entièrement galloise est importante dans la mesure où, pour la première fois, les ouvriers du pays de Galles peuvent penser à leurs propres besoins et à leurs propres difficultés qui ne sont pas toujours forcément les mêmes que ceux des ouvriers anglais. En outre, il est intéressant de constater que les syndicats à l'origine du *Wales TUC* sont ceux des transports et des mineurs, c'est-à-dire deux professions particulièrement concernées par les relations entre centre et périphérie. Les mineurs ont alors déjà conscience de travailler pour des propriétaires lointains. Ainsi, ils pourront dorénavant se mobiliser au nom du pays de Galles, et non plus suivre les volontés des

[356] « [...] to form a Democratic Trades Union Congress for Wales, Similar to the Scottish TUC and the Irish TUC », lettre de George Wright à John Ellis, secrétaire de la branche nord galloise de la *NUM*, 19-10-1972, *Wales TUC Papers*, NLW Box 1, A1.

[357] George Wright, cité dans le *Morning Star*, 12-02-1973, et repris dans John Osmond, *Creative Conflict*, *op. cit.*, p. 119.

instances dirigeantes installées à Londres, ce que souligne John Osmond dans son ouvrage *Creative Conflict* : « For the first time in history, Welsh aspirations were to be institutionalized on the broad base of the productive capacity of the people of Wales »[358]. Ces syndicats réclament donc, non pas l'indépendance, mais plutôt un degré d'autonomie, tout comme les nationalistes, reflétant ainsi leur combat pour une assemblée galloise élue. Dès sa création, le *Wales TUC* choisit de placer le pays de Galles au cœur de son action.

1.2.2 Le pays de Galles au cœur de l'action du *Wales TUC*

L'un des objectifs des fondateurs de cette organisation syndicale est de pouvoir réfléchir à des actions particulières pour le pays de Galles, en prenant leur distance avec Londres. Ils choisissent donc de s'attaquer à deux sujets principaux : l'économie galloise et la dévolution. C'est pourquoi le *Wales TUC* vote dès mai 1973, soit avant même le congrès inaugural et l'élection du président, une résolution en faveur d'une assemblée galloise qui aurait le pouvoir de légiférer. Ses dirigeants sont en effet convaincus que la Principauté a une économie spécifique, et que les actions menées par le gouvernement de Londres ne lui conviennent pas toujours. En outre, ils souhaitent montrer que politique et économie sont étroitement liées, ce que remarque Hervé Abalain :

> *Les implications de cette prise de position du* Wales TUC *sont intéressantes dans la mesure où elles montrent que ce n'est pas seulement un problème politique qui est en jeu, mais qu'il s'agit aussi de maîtriser l'avenir (économique) du pays de Galles. Ainsi est reconnue l'existence d'une économie galloise distincte du reste de l'économie britannique, avec ses propres besoins*[359].

Cette prise de position des syndicats gallois en faveur de la dévolution permet d'élargir le débat : obtenir une assemblée pour le pays de Galles signifie qu'il pourra enfin prendre ses propres décisions en matière d'économie et d'environnement, les deux fonctionnant d'ores et déjà en corrélation.

Ayant choisi de concentrer son action sur le pays de Galles, le *Wales TUC* travaille dans la mesure du possible en partenariat avec le *Secretary of State for Wales*, au grand dam des instances de Londres qui l'accusent de pactiser avec l'ennemi. Cependant, cette collaboration lui permet d'asseoir davantage sa crédibilité dans la Principauté. Lors du congrès annuel de l'union en 1975, John Morris, alors *Secretary of State* dans le gouvernement travailliste de Harold Wilson, décrit les relations qu'il compte entretenir avec le *Wales TUC* de la façon suivante : « We will discuss, we will argue, we will agree and we will differ, but at least we will all be working for Wales »[360]. Tous souhaitent *a priori* travailler

---

[358] John Osmond, *Creative Conflict*, *op. cit*., p. 116.

[359] Hervé Abalain, « Vers une assemblée galloise », *in* Gaïd Girard & Matthew Graves, *Europe unie, le royaume désuni : enjeux politiques, constitutionnels et identitaires de la dévolution*, Actes du colloque international organisé à Brest les 4 et 5 février 2000, Brest : CRBC, p. 198.

[360] John Morris, cité dans *Wales TUC, Second Annual Report*, 1975, 110-7.

dans l'intérêt du pays de Galles. Le *Wales TUC* se penche ainsi sur les sujets suivants : le développement de l'aéroport de Rhoose, les services de santé, le logement, l'Europe ou encore la nécessaire construction du réservoir de Graig Goch. Au milieu des années 1970, le *Wales TUC* continue de jouer un rôle primordial dans le combat pour la dévolution. Son action est ainsi importante lors de la campagne de 1978-1979 en faveur du « Oui » pour le premier référendum sur la dévolution, campagne dans laquelle George Wright et d'autres responsables syndicaux s'investissent beaucoup.

1.3 Le référendum de 1979

Etudier ce référendum au pays de Galles revient à évoquer la chronique d'une mort annoncée, celle du premier projet de dévolution. Malgré la montée du nationalisme depuis le début des années 1960, les Gallois choisissent de rejeter massivement la proposition d'assemblée qui leur est faite. Après avoir rappelé le contexte précédant le référendum, nous tenterons d'en expliquer les résultats.

1.3.1 Le contexte

C'est dès 1968 que Harold Wilson met en place une commission d'enquête à propos de la constitution, chargée d'étudier les tenants et aboutissants d'une éventuelle dévolution, *The Royal Commission on the Constitution*[361]. Les institutions non gouvernementales galloises, premiers signes d'une décentralisation à venir, se sont multipliées depuis la fin des années 1950, à l'instar du ministère aux Affaires galloises créé en 1957, du *Welsh Grand Committee* en 1960, et bien entendu du *Welsh Office* en 1964. La commission remet son rapport au gouvernement conservateur qui succède aux Travaillistes en octobre 1973. Elle préconise dans celui-ci quatre options, ce qui reflète les très sérieuses divergences d'opinion entre ses membres : la mise en place d'assemblées législatives en Écosse et au pays de Galles, celle d'une assemblée similaire en Écosse, mais seulement d'un conseil consultatif au pays de Galles, celle de conseils consultatifs dans les deux régions ou la mise en œuvre d'une dévolution exécutive, non seulement en Écosse et au pays de Galles, mais aussi dans toutes les régions anglaises. Le parti travailliste revient au pouvoir en février 1974, mais il est minoritaire et a donc besoin du soutien de petits partis, notamment nationalistes (*Plaid Cymru* et le *Scottish National Party*) et libéral. Il décide alors de s'engager sur la voie de la dévolution, et publie, en septembre de la même année, un premier livre blanc sur la question intitulé *Democracy and Devolution. Proposals for Scotland and Wales*[362]. Ce document recommande la mise en place d'assemblées en Écosse et au pays de Galles, toutes deux dépourvues de pouvoirs en matière fiscale, mais en précisant que si l'assemblée

[361] La *Royal Commission on the Constitution* est dirigée par Geoffrey Crowther, journaliste économique. A la suite de son décès, Lord Kilbrandon lui succède en 1972. Elle enquête de 1968 à 1973 et ses conclusions sont publiées dans le *Report and Memoranda of the Royal Commission on the Constitution*, Londres : HMSO, Cmnd 5460, 1973-1974.

écossaise bénéficierait de pouvoirs législatifs, celle du pays de Galles n'aurait qu'un pouvoir exécutif. Le nombre de députés de chaque région à Westminster resterait inchangé et les *Secretaries of State* seraient maintenus dans leurs fonctions.

Un second livre blanc, plus détaillé, est publié en novembre 1975. *Our Changing Democracy: Devolution to Scotland and Wales*[363] inspire le projet de loi sur la dévolution, la *Scotland and Wales Bill*. Il est donc intéressant de l'étudier un peu plus en détail. Le ton même de ce document officiel est révélateur de la position du gouvernement. Il est en effet plutôt négatif, et insiste sur le respect de l'unité et de l'intégrité du Royaume-Uni : il s'agit effectivement de donner davantage de pouvoirs à la périphérie, mais tout en préservant le centre. Le vocabulaire de l'union revient comme un leitmotiv dans le texte avec des termes comme « unity », « unified », « consistent and coherent pattern of government », « the United Kingdom as a whole ». La dernière partie de ce document, intitulée « What Scottish and Welsh devolution will mean for the United Kingdom », met l'accent sur la garantie du maintien de l'unité britannique, et rassure une partie de la population sur le fait que l'Écosse et le pays de Galles ne bénéficieront pas d'avantages injustes :

> *The unity and coherence of British society will not be destroyed. Changes in our democratic machinery will not harm the deep sense of allegiance to the United Kingdom as a whole felt by our peoples. […] The United Kingdom will still be a single state*[364].

De même, certains passages semblent ironiques, tel le paragraphe développant l'idée d'un long partenariat avec les régions périphériques : « But the Government see no reason to fear that the longstanding spirit of partnership within the United Kingdom will be lost », et plus loin l'expression « the harmonious co-operation between all the people of the United Kingdom »[365]. Ce sentiment prévaut peut-être en Angleterre, mais certainement pas au pays de Galles. Vingt-cinq ans plus tard, l'Assemblée réclame toujours une relation égalitaire et harmonieuse avec le gouvernement de Londres.

Enfin, le livre blanc contient une partie importante sur la gestion de l'eau au pays de Galles, sujet controversé comme nous l'avons vu précédemment[366]. Il stipule que, la géologie ne respectant pas les frontières, il sera nécessaire d'établir des relations entre les organisations anglaises et galloises :

---

[362] *Democracy and Devolution. Proposals for Scotland and Wales*, Londres : HMSO, Cmnd 25608, septembre 1974.

[363] *Our Changing Democracy: Devolution to Scotland and Wales*, Londres : HMSO, Cmnd 6348, novembre 1975.

[364] *Ibid*., § 296, p. 59.

[365] *Ibid*., § 25 & 27, p. 7.

[366] Voir pp. 99-111.

Decisions taken about water services in Wales can radically affect water supplies in extensive and heavily populated areas of England. In order to match river basins the area of the Welsh National Water Development Authority has to include parts of England and that of the Severn-Trent Regional Water Authority to include parts of Wales[367].

Le livre blanc prévoit alors de conserver les deux autorités et de diviser les responsabilités, en respectant la géographie, entre l'Assemblée et le gouvernement de Londres. En outre, il garantit que tout changement de politique pour la gestion de l'eau relèvera de l'autorité de la future assemblée : « Substantial water development and policy changes anywhere in Wales will be subject to the Assembly's agreement »[368]. Cette phrase apparemment anodine fait largement écho aux événements de Tryweryn, qui ont marqué les esprits, non seulement au pays de Galles, mais aussi en Angleterre. Le gouvernement propose de lancer une étude sur l'industrie de l'eau en Angleterre et au pays de Galles. Il a donc conscience de l'importance de la thématique de la gestion de l'eau, thème de prédilection des nationalistes dans les années 1960 et 1970. Il se veut conciliant envers les Gallois, afin qu'ils ne se sentent pas spoliés de leurs ressources naturelles, d'autant que les années 1970 ont vu l'ouverture des deux centrales nucléaires.

Toutefois, après de nombreux aléas, le projet de loi est rejeté le 22 février 1977 par une majorité de 29 voix, alors que le gouvernement travailliste, dirigé par James Callaghan, a concédé le référendum. Un deuxième projet de loi est élaboré par la coalition établie au Parlement entre les Travaillistes et les Libéraux Démocrates, mais le gouvernement choisit cette fois-ci de différencier Écosse et pays de Galles en proposant deux projets distincts. Ceux-ci subissent de nombreux amendements, aux objectifs divers, les deux principaux étant ceux de Lord Ferrers, pair à la Chambre des Lords, et de George Cunnigham, député travailliste. Le premier obtient que l'Écosse pourra parfois être exclue des débats de la Chambre des Communes. Quant au second, il dépose un amendement qui s'avérera fatal aux projets de loi : 40% de l'électorat, et non des votants, devra se prononcer en faveur du projet pour que celui-ci puisse être adopté. Le *Scotland Act* et le *Wales Act* sont votés au Parlement en février 1978, et reçoivent l'assentiment royal[369] le 31 juillet. Le référendum a lieu le 1er mars 1979 et, face à la majorité de « Non », elles sont abrogées le 26 juillet 1979.

La loi de 1978, *Wales Act*, proposait la mise en place d'une assemblée de 80 députés élus pour quatre ans par le système électoral en vigueur en Grande-Bretagne, « the first past the post ». Plusieurs fonctions seraient dévolues et les questions seraient abordées dans des commissions, les *Subject committees*, dont les présidents seraient réunis au sein d'un comité exécutif, *Executive Committee*.

[367] *Ibid*., § 255, p. 50.

[368] *Loc. cit*.

[369] C'est la dernière étape du processus législatif en Grande-Bretagne.

Toutefois, les fonctions dévolues restaient quelque peu floues, ce qu'illustrent deux exemples : la pollution et l'eau. Tout d'abord, de nombreux pouvoirs définis dans la loi sur la pollution de 1974, *Control of Pollution Act*, devaient être transférés, comme le contrôle de la pollution sonore et atmosphérique. En revanche, les fonctions ministérielles relatives à la maîtrise de la pollution provoquée par les véhicules à moteur et les avions feraient partie des domaines réservés. Elles concernent, en effet, le commerce international et la sécurité, et affectent des conventions internationales. Au sujet de la gestion de l'eau, la loi de 1973, *Water Act*, a réorganisé la distribution cette ressource en créant neuf administrations régionales, *Regional Water Authorities*, auxquelles il faut en ajouter une spécifiquement galloise, *Welsh Water Authority*, mise en place dans le but de reconnaître la spécificité du pays de Galles. Seulement, le découpage des zones est géographique, et surtout géologique, absolument pas politique, si bien qu'une partie du pays de Galles dépend de la *Severn-Trent Authority*, et que des régions en Angleterre sont rattachées à la *Welsh Authority*. Or la gestion de l'eau serait une fonction dévolue, sous certaines conditions, ce que souligne David Foulkes dans « An Analysis of the Welsh Act 1978 » :

> *As Wales is an important source of water for England, decisions there could affect a policy for England and Wales. The overall effectiveness of a national water policy was therefore sought to be safeguarded by an amendment to the Act which required the Assembly to promote a water policy for Wales in harmony with the national policy for England and Wales*[370].

Ainsi, malgré la mise en place d'une assemblée au pays de Galles, les Gallois ne seraient toujours pas maîtres de leurs ressources en eau, et devraient s'accorder avec l'Angleterre, en d'autres termes se soumettre à la volonté du gouvernement central, pour toute décision relative à la gestion d'un bien aussi précieux.

Le passage de la loi est donc un véritable combat, initié dès les années 1960 et qui durera plusieurs années. En effet, le gouvernement travailliste est convaincu que la question de la dévolution est liée à la réforme du gouvernement local. Cependant, les Conservateurs, une fois au pouvoir, décident de refondre les autorités locales sans aborder le sujet de la dévolution. Ils mettent en place, grâce au *Local Government Act* de 1972, un système à deux strates pour le pays de Galles doté de sept, puis plus tard huit, *county councils* et 36 *district councils*. Se rajoute, deux ans plus tard, une commission pour l'administration locale, *Commission for Local Administration*, spécifique à la Principauté. Ils reconnaissent donc, malgré tout, un degré de spécificité au pays de Galles, tout en maintenant des liens étroits entre Cardiff et Londres. Ce sont les Travaillistes qui jouent un rôle important dans l'avancée

[370] David Foulkes, « An Analysis of the Welsh Act 1978 », *in* David Foulkes, James Barry Jones & R.A. Wilford, *The Welsh Veto. The Welsh Act 1978 and the Referendum*, Cardiff : University of Wales Press, 1983, p. 81.

du débat sur la dévolution, façon pour eux de contrer les nationalismes montants qui les effraient. En 1966, le parti obtient 32 sièges sur les 36 que compte le pays de Galles, si bien que le débat a lieu à l'intérieur même du parti travailliste gallois. Cledwyn Hughes, socialiste galloisant et *Secretary of State* de 1966 à 1968, est favorable à la dévolution, contrairement à Willie Ross, son homologue écossais. Après la mise en place de la commission sur la constitution en 1968, le parti travailliste gallois, sous l'impulsion de Cledwyn Hughes, rédige un projet de proposition en faveur d'un système quasi fédéral où tous les comtés, alors en passe d'être remaniés, pourraient être représentés, soit un sénat de 72 sièges doté de pouvoirs législatifs. Cependant, il est remplacé à ce poste par George Thomas, attaché à la défense des intérêts de la majorité anglophone, et donc opposé à la dévolution législative. La réponse du parti travailliste lors de la commission est minimale, puisque celui-ci choisit d'affirmer son rejet d'une assemblée dotée d'un pouvoir législatif et du fédéralisme. Les Libéraux gallois, quant à eux, se positionnent pour une structure fédéraliste, et *Plaid Cymru* pour un état autonome. Les Conservateurs ne participent pas à la commission. En outre, l'élément pro-dévolution s'amoindrit au sein du parti travailliste, en raison des défaites électorales de plusieurs députés centraux, et du départ à la retraite de James Griffiths, fervent défenseur d'une assemblée galloise[371]. Enfin, comme nous le verrons, le parti lui-même est profondément divisé sur cette question puisque beaucoup de députés sans fonction autre que leur mandat, ou « backbenchers », y sont opposés.

1.3.2 Les résultats

Le référendum sur la dévolution est organisé par le gouvernement travailliste le 1er mars 1979. La participation est de 58,3%, et 20,3% des votants votent en faveur du « Oui » contre une écrasante de majorité de 79,7% pour le « Non », soit respectivement 11,9% et 46,9% des inscrits. Dans le Gwent, comté de Neil Kinnock et Leo Abse, les deux meneurs de l'opposition travailliste au projet, seuls 6,7% des électeurs s'expriment en faveur de la dévolution, soit une majorité pour le « Non » de huit contre un. Dans la circonscription de Blaenau Gwent, la participation est de 56%, contre 53,2% à Newport, 46% dans celle d'Alyn and Deeside et 45% à Wrexham Maelor. Dans le bastion de *Plaid Cymru* dans le Nord, dans la région de Meirionydd, elle est de plus de 70% grâce au travail de députés nationalistes enthousiastes, et aux traces laissées par les événements de Tryweryn. De tels résultats, particulièrement décevants pour les partisans d'une assemblée, sont liés au sentiment d'identité nationale. Une étude de ces résultats en 1979 indique que les Gallois se sentent davantage gallois, pour 58%, et plutôt britanniques pour 34%. 62,8% de ceux qui votent contre la dévolution se définissent

[371] James Barry Jones, dans un article intitulé « The Development of the Devolution Debate » le décrit ainsi : « [...] the most prestigious devolutionist within the Labour Party », *in* David Foulkes, James Barry Jones & R.A. Wilford, *op. cit*., p. 26.

avant tout comme britanniques, contre seulement 9,5% de ceux qui votent pour[372]. Cette étude révèle que le sentiment d'appartenance à un peuple distinct est un facteur important dans le vote des Gallois. Par ailleurs, les résultats du référendum reflètent le soutien aux nationalistes, puisque c'est dans les zones plutôt rurales et galloisantes que le « Oui » obtient ses meilleurs résultats, même s'il reste toujours minoritaire, comme dans le comté de Gwynedd, touché par le déclin de ses industries et le phénomène de dépopulation. Pourtant, le résultat des votes de ceux se définissant avant tout comme gallois est surprenant : ils sont moins nombreux à voter « Oui » (21,7%) qu'à voter « Non » (42%) ou encore à s'abstenir (36,3%). Ces chiffres sont donc révélateurs d'un véritable malaise identitaire : face à leurs difficultés à définir une nation galloise, les Gallois ne peuvent se prononcer sur la création d'une assemblée. John Osmond, analyste politique, estime que ces résultats s'expliquent en partie par l'absence au pays de Galles d'institutions suffisamment anciennes, contrairement à l'Écosse, et donc d'un véritable sentiment de citoyenneté :

> *[W]hile the people of Wales have as great a sense of nationality as the people of Scotland (all the surveys that have been done confirm this), their sense of Welsh citizenship is nowhere near as developed. […] It was the relatively undeveloped sense of Welsh citizenship in Wales that caused the resistance to the populist and reactionary forces so suddenly unleashed in the campaign to be weaker than in Scotland*[373].

Il différencie les sentiments nationalistes ethniques et civiques. Les réactions au pays de Galles sont diverses, mais les partisans de la dévolution s'accordent à dire que ce n'est qu'une certaine idée de la dévolution qui a été rejetée, non pas la dévolution elle-même, à l'instar du *Western Mail*, dans son éditorial du 5 mars :

> *We have to accept that* this *concept of a Welsh Assembly is now dead and buried. However, devolution will not die with this particular* Welsh Act*. The rejection of the Assembly does not mean that the* status quo *has been fully endorsed*[374].

Le quotidien gallois, qui a soutenu le projet de dévolution, reste convaincu que le sujet reviendra sur le devant de la scène. Comment expliquer un rejet aussi massif de la dévolution ?

---

[372] Source : *Table 5.2, Changing patterns of identity in Wales, 1979 and 1997*, Goeffrey Evans & Dafydd Trystan, « Why Was 1997 Different? A comparative analysis of voting behaviour in the 1979 and 1997 Welsh referendums », *in* Bridget Taylor & Katarina Thompson, *Scotland and Wales: Nations Again?*, pp. 100-101. Les données commentées sont extraites du *Welsh Referendum Study* réalisé par le *Centre of Research into Election and Social Trends* (CREST, centre de recherche commun au *Social Community Planning Research*, Londres et à *Nuffield College*, Oxford).

[373] John Osmond, « Mr Morris and the Elephant », *Planet 48*, mai 1979, p. 4. Le titre de cet article fait écho à la déclaration du *Secretary of State*, John Morris, après l'annonce des résultats : « When you see an elephant on your doorstep, you know it's there ».

[374] *Western Mail*, éditorial du 05-03-1979.

1.3.3 Tentatives d'explication

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'échec du référendum : la mauvaise préparation du dossier, l'impopularité du gouvernement de Callaghan, une campagne divisée et mal menée[375] et des facteurs psychologiques.

Tout d'abord, le gouvernement, dans sa précipitation, prépare mal le dossier qui doit suivre un parcours difficile, avant que la loi ne soit adoptée au Parlement. Il souhaite surtout obtenir le soutien des partis nationalistes à Westminster, mais, ce faisant, il s'aliène une partie de ses propres députés. La campagne, plutôt ambiguë, reflète les divisions au sein du parti. En effet, sur les 23 députés travaillistes que compte le pays de Galles, 12 se déclarent en faveur d'une assemblée. Or, seulement six d'entre eux décident de soutenir activement la *Wales for the Assembly Campaign* (*WAC*) réunissant les partisans des différents partis politiques. Les divisions au sein du parti travailliste sèment le trouble auprès des électeurs et jettent le discrédit sur un projet de loi tout de même inscrit dans le manifeste de 1974, ce que souligne David Steel, alors chef de file du parti libéral :

> *The basic fault throughout was putting Labour Party considerations first and effective devolution second. [...] The Labour Party proved to be the undoing of devolution and the handling of devolution proved to be the undoing of the Labour Party*[376].

Comment expliquer une telle prise de position ? Les Travaillistes ne souhaitent pas être associés à *Plaid Cymru* qui décide de ne pas faire campagne en tant que parti, mais affiche clairement son soutien à la *WAC*. Celle-ci est pourtant nettement identifiée aux nationalistes. Les Travaillistes se trouvent tiraillés entre les nationalismes britannique et gallois. D'autre part, six députés gallois, le « Gang des Six »[377], mené par Neil Kinnock et Leo Abse, deux députés du Gwent, décident de mener campagne pour le « Non ». Neil Kinnock prône l'unité de la classe ouvrière, considérant le centralisme comme pierre angulaire du socialisme. Quant à Leo Abse, il brandit le spectre d'une domination des galloisants du Gwynedd, et affirme que le pays de Galles sera dirigé de Cardiff par une élite bureaucratique galloisante :

> *Are the English speaking Welshmen and Welshwomen of Newport, Pontypool and Gwent to become second-class citizens in their own land? Is Newport to be governed from Cardiff by a huge Welsh speaking civil service*[378]*?*

---

[375] Voir annexe 5, p. 510. Ce sont des affiches pour et contre la dévolution en 1979.

[376] David Steel, *A House Divided: the Lib-Lab pact and the future of British politics*, Londres : Weidenfeld & Nicolson, 1980, p. 101.

[377] Le « Gang des Six » compte également parmi ses membres Donald Anderson (Swansea East), Ifor Davies (Gower), Fred Evans (Caerphilly) et Ioan Evans (Aberdare).

[378] Leo Abse, député travailliste pour Pontypool, dans le *Newport Argus*, 27-02-1979.

Gwynfor Evans dénonce avec virulence l'attitude de Neil Kinnock qui devait plus tard devenir président du parti travailliste. Il l'accuse notamment d'opportunisme politique. Evans ne comprend pas qu'un député gallois puisse s'opposer à la création d'une assemblée pour le pays de Galles. Neil Kinnock et Leo Abse touchent une corde sensible chez une population à 80% monoglote en anglais et effrayée, selon Moya Jones, par « l'arrivée en masse de galloisants, introvertis, introspectifs et sans ambition pour la Principauté »[379]. Gwen Mostyn Lewis, à la tête de la *Clwyd "No" Campaign*, résume ce sentiment dans un article du *Western Mail* :

> *People in South Wales are very charming but as a crowd, they are loud and coarse. We do not want to be governed by Cardiff. The Assembly will be permanently dominated by Labour. It will be a dictatorship*[380].

Le débat se réduit donc à des argument sommaires tels que la désintégration du Royaume-Uni, le coût de la mise en place et du fonctionnement des nouvelles institutions qui ne seront qu'une strate administrative supplémentaire et pas forcément utile, la crainte d'une domination de l'assemblée par une minorité galloisante ou par les Travaillistes, enfin la peur de l'autonomie. De tels arguments sont largement développés par les opposants à la dévolution regroupés autour du « Gang des Six », ou de la « *No-Assembly Campaign* » (*NAC*). Ils ont plusieurs cordes à leur arc, la principale étant bien entendu le risque d'un mouvement nationaliste séparatiste, le fameux « slippery rope argument », tout comme la *Labour No Assembly Campaign* qui affirme dans une de ses déclarations :

> *The proposals are for a system of Home Rule in Wales and Scotland – two new "semi-states" within one state. That is disunity not diversity; it is fracture not flexibility*[381].

En outre, les détracteurs de la dévolution en exagèrent les coûts sociaux, politiques et économiques. La *Labour NAC*, dans un document de campagne intitulé *Facts to Beat Fantasies*, insiste sur les répercussions financières du projet :

> *When democracy is not going to be advanced and the money spent is desperately needed elsewhere, we can think of much better things to spend £20 million on in Wales*[382].

---

[379] Moya Jones, *op. cit*., p. 25.

[380] Gwen Mostyn Lewis, dans le *Western Mail* du 23 mars 1979, citée dans David Foulkes, J. Barry Jones & R.A. Wilford, *op. cit*., p. 125. De façon assez ironique, ses propos font écho à ceux que devait tenir Glyn Davies près de trente ans plus tard en évoquant l'Assemblée : « As it stands the assembly is simply not doing the job and does not justify the massive cost involved in running it. […] Whenever there is a really important issue at stake Rhodri Morgan behaves like a Third World dictator, totally bypasses the assembly, treating it with total contempt », cité dans « Assembly must connect with the people of Wales », 22-05-2006, article édité sur le site Internet du parti conservateur gallois, www.conservative.party.org.uk, consulté en juin 2006.

[381] Cité dans David Foulkes, J.B. Jones & R.A. Wilford, *op. cit*., p. 116.

[382] *Facts to Beat Fantasies, The detailed reasons for voting NO in the March 1st Referendum and answers to the claims of the Yesmen and Guessmen*, document de campagne du Labour « No Assembly Campaign », Cardiff :

L'une d'elles sera, selon eux, la diminution des crédits, et surtout des responsabilités, accordés aux autorités locales qui se verront alors contraintes à augmenter les impôts. L'argument est efficace puisque, quelques jours avant le référendum, la plupart des notables locaux se sont ralliés au camp du « Non ». Lors de la campagne qui débute officiellement le 8 février 1979, les deux organisations, la *NAC* et la *Labour NAC*, se révèlent complémentaires et sont particulièrement efficaces, prenant les initiatives, et dictant le style et le rythme de la campagne. A l'inverse, la *WAC*, mise en place dès janvier 1977, se contente de répondre. Un sondage réalisé conjointement par le *Western Mail* et *HTV* le 24 février 1979 indique que 22% des personnes interrogées sont favorables à la dévolution. Les opposants donnent plusieurs types d'arguments : 61% estiment que l'assemblée sera trop coûteuse, pour 43% elle ne sera qu'une nouvelle strate de bureaucratie, et, pour 40%, elle deviendra l'instrument utilisé par les nationalistes pour rompre avec le Royaume-Uni.

Si les opposants à la dévolution s'avèrent très convaincants, la campagne de la *WAC* est trop généraliste, et ne permet pas de réellement informer la population à propos du projet. Elle n'apporte aucune réponse à des questions précises. Elle publie le 13 janvier 1977 une publicité dans le *Western Mail* dans laquelle elle fait une déclaration insistant sur quatre points : les dispositions alors en vigueur au pays de Galles pour la responsabilité des députés ne sont pas satisfaisantes ; le Parlement britannique n'a pas beaucoup de temps à accorder aux affaires galloises, encore moins depuis l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE ; la *WAC* souhaite une démocratie accrue, ainsi qu'une assemblée galloise élue directement par les Gallois et obligée de leur rendre des comptes ; enfin, certains problèmes économiques et sociaux concernent spécifiquement la Principauté. Une brochure publiée en mai 1978, « This is what Devolution is all about », ne dit mot du projet de loi adopté trois mois plus tôt. Lors d'une conférence que la *WAC* organise à Newton le 24 juin de la même année, « *All Wales Conference* », et qui rassemble des hommes politiques de différents bords, les discours restent très généralistes[383]. De même, un document de campagne de la *WAC* intitulé « *Vote Yes on March 1st* » décrit la future assemblée en ces termes : « The Assembly will be responsible for housing, education, health, roads, water and the environment », ce qui reste assez vague. Ces discours auraient dû être plus percutants sur nombre de sujets ayant mobilisé les Gallois au cours des années précédentes, comme l'eau et la protection du paysage, aussi chers à leurs yeux que la culture.

En outre, la campagne est considérée comme trop nationaliste. Les slogans utilisés par le parti travailliste et par la *WAC* sont légèrement différents, mais la nuance est de taille. En effet, si les Travaillistes insistent en premier lieu sur la démocratie, sans oublier la Grande-Bretagne, toutes deux

Labour NAC, 15-02-1979, p. 21.

[383] Sont présents à cette conférence, entre autres, Michael Foot et John Morris, deux membres du parti travailliste, Archie Kirkwood du *Welsh TUC*, Dafydd Elis Thomas, membre de *Plaid Cymru* et Geraint Howells, du parti libéral.

gagnantes – « Vote yes for democracy, for Wales, for Britain » – la *WAC* ne pense qu'au pays de Galles – « Vote yes for Wales on March 1st ». Ce slogan empreint de nationalisme fait écho aux propos tenus par le Docteur David Owen, député travailliste, lors d'une conférence de la *WAC* organisée à Llandridod Wells le 6 janvier 1979 :

> *Devolution is not a mere mechanical legalistic or constitutional issue, it represents a great political cause lying at the core of democratic politics. It has its roots in the noble objective of self-government. In Wales it stems from the final military consequence of the overthrow of Prince Llewellyn the last in 1282*[384]*!*

Dans la mesure où la *NAC* fonde sa campagne essentiellement sur un tel argument, celle de la *WAC* contribue à attiser les angoisses de nombreux Gallois, au lieu d'insister sur les aspects positifs de la dévolution, à savoir que, tout en gardant des liens étroits avec Londres, ils auront enfin leur mot à dire dans une partie des décisions affectant la Principauté. Denis Balsom considère que la campagne ne reçoit finalement le soutien que des Gallois sensibles aux arguments de *Plaid Cymru* :

> *Thus having identified the interests of the nationalists with devolution, the Welsh electorate would appear to have accorded the issue the same derisory level of support as that which the nationalists manage to secure at most elections*[385]*.*

C'est ainsi que Denis Balsom explique la faible participation des Gallois au référendum. Pour finir, la *WAC* rassemble en son sein des éléments aux motivations et aux intérêts très divers. Si, pour *Plaid Cymru*, la dévolution ne constitue qu'une première étape sur la route de l'autonomie, le *Welsh Labour Party* estime qu'elle est une fin en soi, le moyen de mettre en place une démocratie participative. C'est pourquoi le seul point commun est la démocratie, ce que la *WAC* reconnaît dans son manifeste pour le référendum publié le 7 février 1979 :

> *Although there are numerous differences within our ranks as to the extent and pace of the policy of devolution, we are united in the recognition that the Welsh Act represents an historic step in the process of democratic decentralization*[386]*.*

C'est cependant un argument bien faible face aux diatribes des opposants à la dévolution. Les Travaillistes favorables au projet tentent d'axer leur campagne sur l'aspect économique de ce projet, notamment le fait qu'une assemblée apportera à la Principauté le rayonnement nécessaire pour attirer

---

[384] Propos tenus par le Docteur David Owen, lors d'une conférence de la *WAC* organisée à Llandridod Wells le 6 janvier 1979.

[385] Denis Balsom, « Public Opinion and Welsh Devolution », *in* David Foulkes, J. Barry Jones & R. A. Wilford, *op. cit*., p. 213.

[386] Manifeste de la *WAC* pour le référendum, publié le 7 février 1979, cité dans R.A. Wilford, « The Character of the Lobbies: Some Theoretical Considerations », *in* David Foulkes, J.B. Jones & R.A. Wilford, *op. cit*., p. 113.

de nouveaux investisseurs et des subventions plus importantes, indispensables au développement de l'emploi dans une région fortement touchée par la crise. Mais cet argument comporte plusieurs inconvénients : il remet implicitement en cause les performances du gouvernement travailliste dans le domaine économique, ce qui place les partisans de la dévolution dans une position délicate ; en outre, il suscite beaucoup moins d'émotion que les arguments des opposants au projet ; il n'est enfin utilisé que tardivement dans la campagne.

La population est d'autant moins informée que la dévolution ne bénéficie pas d'une couverture médiatique favorable, notamment dans la presse galloise en langue anglaise. Il est vrai que le camp du « Non » utilise des arguments frappants et simples, alors que celui du « Oui » doit donner une définition complexe de la dévolution, plus difficile à communiquer. Seuls le *Western Mail*, qui apporte dès le début son soutien au projet, et le *Liverpool Daily Post* remplissent leur fonction d'information auprès des Gallois. Pendant deux semaines au cours du mois de février, le premier publie une série de 10 enquêtes intitulée « Devolution Countdown » permettant d'étudier, avec des arguments aussi bien positifs que négatifs, le coût de la dévolution, le problème de la langue, la notion de séparatisme ou le conflit entre bureaucratie et démocratie. Quant au *Liverpool Daily Post*, il publie du 12 au 19 février une série d'articles écrits par des hommes politiques des deux camps[387]. Les journaux sont en général plutôt hostiles à la dévolution, contrairement à la presse en langue galloise évidemment favorable mais qui, de façon étonnante, insiste davantage sur l'aspect administratif, sans vraiment aborder la question de la langue. C'est paradoxalement elle qui utilise le moins les arguments nationalistes[388]. La télévision, quant à elle, est principalement tournée vers l'Angleterre, beaucoup de Gallois recevant les programmes transmis par des émetteurs situés en Angleterre, et n'accorde donc que peu d'intérêt au projet d'assemblée galloise, encore moins qu'à l'Écosse. *BBC Wales* diffuse une série de cinq documents agrémentés de dessins et de graphiques dans son magazine d'information du soir, *Wales Today*. *HTV Wales* apporte quelques explications dans ses programmes courts *Y Dydd* et *Report Wales*. En outre, la couverture est presque inexistante au Parlement et dans la presse britanniques, davantage intéressés par la dévolution écossaise, et ce d'autant plus quand le gouvernement différencie les projets. Les Gallois ont donc l'impression d'être oubliés, et ne se sentent que peu concernés par un projet présenté comme limité par rapport à celui proposé pour l'Écosse. Le premier paragraphe du projet de loi pour le pays de Galles est à cet égard très clair : « The following provisions of this Act

[387] Ecrivent par exemple en faveur du « Non » Sir Anthony Meyer et Wyn Roberts, députés conservateurs de West Flint et de Conwy, et bien entendu Neil Kinnock, député travailliste de Bedwellty. Les partisans du « Oui » sont, entre autres, Tom Ellis, député travailliste de Wrexham, Emlyn Hooson, député libéral de Montgomery et Dafydd Williams, secrétaire général de *Plaid Cymru*.

[388] Pour une étude détaillée de la couverture de la presse galloise, voir les articles de John Osmond, « The Referendum and the English Language Press », et de Harri Pritchard Jones, « The Referendum and the Welsh Language Press », *in* David Foulkes, J. Barry Jones & R. A. Wilford, *op. cit*., pp. 142-180.

make changes in the government of Wales as part of the UK. […] They do not affect the unity of the UK, […], or the supreme authority of Parliament to make laws for the UK [...] or any part of it »[389]. Londres continuera donc de prendre les décisions pour les Gallois.

La campagne du référendum est d'autant plus difficile à mener que l'impopularité du gouvernement travailliste de James Callaghan est grandissante. A partir du milieu des années 1970, le pays de Galles connaît la pire crise économique depuis les années 1930, et les conflits sociaux se multiplient jusqu'au fameux hiver 1978-1979, surnommé « hiver du mécontentement », durant lequel les grèves des syndicats paralysent le pays à tel point que, par endroits, les morts ne peuvent plus être enterrés, en raison d'une grève des fossoyeurs. Les Gallois ont donc d'autres motifs de préoccupation, beaucoup plus triviaux que l'idée de dévolution, ce que la presse reflète en mettant à la une des sujets sur les conflits sociaux et la météo, comme le souligne Charles Quant, journaliste au *Liverpool Daily Post* le 22 janvier 1979 : « Do Mr and Mrs Jones of Wales really rate the Welsh (for or against the) Assembly as an issue to bear comparison with strikes, pickets and pay? »[390]. Il est rejoint en ce sens par Gwynfor Evans lui-même, qui écrit dans son ouvrage *Fighting For Wales* : « A Welsh elected assembly seemed an irritating irrelevance »[391]. Pourtant, les partisans de la dévolution estiment qu'assemblée permettrait aux Gallois de se défendre et de se faire entendre.

Enfin, les Gallois ne parviennent pas à surmonter leur sentiment d'infériorité et se sentent, pour beaucoup, incapables de se prendre en charge. C'est un argument non négligeable car il poursuit longtemps la population, ce qu'indique le Professeur R.M. Jones :

> *The legal or objective inferiority conferred on the Welsh language in the 16th century produced a subjective sense of inferiority in the Welshman regarding his own identity and character: feelings of shame or even guilt evolved, […], and these gradually settled down into a chronic inferiority complex regarding this one thing, his Welshness*[392].

Par conséquent, c'est un ensemble de facteurs qui sonne le glas du projet de dévolution avant même que le référendum n'ait lieu. La campagne est fort maladroite et ne parvient guère à intéresser une population confrontée à une crise économique majeure. Dans les mois qui suivent le scrutin, les grands partis se désintéressent des questions galloises, laissant ainsi la population toujours sans défense. Saunders Lewis, dans une lettre prophétique publiée dans le *Western Mail* quelques jours avant le référendum, écrit :

---

[389] *Wales Act*, Londres : HMSO, 1978, p. 2.

[390] Charles Quant, *Liverpool Daily Post*, 22-01-1979.

[391] Gwynfor Evans, *Fighting For Wales*, *op. cit*., p. 203.

[392] R.M. Jones, cité dans Gwynfor Evans, *op. cit*., p. 186.

> *The implied question is, Are you a nation or not? May I point out the probable consequences of a No majority? There will follow a general election. There may be a change of government. The first task of a new Westminster Parliament will be to reduce and master inflation. In Wales there are coal mines that work at a loss; there are steel works that are judged superfluous; there are valleys convenient for submersion. And there will be no Welsh defence*[393].

Les événements lui donnent raison. Le parti travailliste, qui a initié le projet de dévolution avant de se diviser sur le sujet, perd les élections qui suivent le référendum au profit des Conservateurs, même s'ils restent majoritaires dans la Principauté. Ils devront attendre 18 ans avant de revenir au pouvoir. Avec l'arrivée de Margaret Thatcher à la tête du Royaume-Uni, les intérêts tant nationalistes qu'écologiques sont sérieusement mis à mal.

Chapitre 2. De 1979 à 1997

Le début des années 1980 est le théâtre d'une prise de conscience de la crise environnementale, à laquelle une double réponse est donnée : populaire et politique. Populaire tout d'abord grâce au développement des associations environnementales, communément appelées de nos jours les ONGE, et politique avec le *Green Party* et l'évolution des partis ancrés dans l'histoire qui vont se rendre compte de la nécessité d'intégrer les thématiques environnementales dans leur programme. Ce sera pourtant difficile pour eux, ce que souligne Margaret Minhinnick, activiste, en 1994 dans *Green Agenda* :

> *None of the political parties in Wales have understood or been able to harness the massive surge in political energy which has been released by environmental campaigning. Bewildered by the specificity, the difficulty and at times the sheer size of the issues tackled by pressure groups, action networks and committed individuals, the four main Welsh parties have simply had no idea of how to work with the new environmentalism, or ensure themselves of its vote*[394].

Peut-on être entièrement d'accord avec son sentiment ? N'y a-t-il réellement aucune réponse politique à la montée du sentiment environnemental au pays de Galles ? Nous allons donc étudier, dans un premier temps, la réponse populaire à la crise environnementale, par le biais du développement des ONGE, puis la réponse politique.

---

[393] Saunders Lewis, dans une lettre publiée dans le *Western Mail* du 26 février 1979, p. 8.

[394] Margaret Minhinnick, « Winning the battle, losing the war ? The future for the environmental movement in Wales », *in* Robert Minhinnick (ed.), *op. cit.*, p. 67.

2.1 Le rôle des associations

Dans les années 1970, les organisations environnementales se développent à l'échelle internationale, en particulier après la conférence sur l'environnement organisée par les Nations Unies à Stockholm en 1972, rassemblant les gouvernements de nombreux pays. *Friends of the Earth International* (*FoEI*) est ainsi fondé en 1971 par quatre organisations situées en France, en Suède, en Angleterre et aux Etats-Unis. Ce mouvement est construit comme une confédération de groupes, chaque pays ayant sa propre organisation autonome, généralement mise en place avant de s'affilier au réseau international. *FoEI* établit, en 1985, un organisme de coordination régionale, doté de bureaux à Bruxelles. John Hontelez, qui en est le second directeur, la décrit en ces termes en 1992 :

> *FoEI is a campaigning organisation. Our strength is in our ability to motivate people. We call upon the public to change not only their minds, but also their habits and activities. We ask them to put pressure on decision-makers to provide the necessary measures to protect the environment. We do not avoid contentious issues, and we do not seek to avoid conflicts*[395].

Elle décide, dans les années 1970, de s'opposer à l'énergie nucléaire à l'échelle internationale, et milite aussi de nos jours contre le réchauffement climatique et les OGM, ainsi que pour la sauvegarde des forêts. Cette ONGE, présente dans plus de 200 communautés en Angleterre, au pays de Galles et en Irlande du Nord, compte aujourd'hui près de 70 groupes et plus d'un million de membres et partisans. C'est la plus influente au Royaume-Uni. C'est à la même époque que sont fondés *Greenpeace*[396] et *WWF*[397].

Dans le sillage de ce développement international, des branches locales apparaissent si bien que les associations se multiplient à partir des années 1980. Leurs champs d'action sont variés : des questions énergétiques, comme la pollution radioactive et les projets de construction de nouvelles centrales nucléaires, l'expansion des mines de charbon à ciel ouvert et le développement de l'énergie éolienne, jusqu'aux problèmes de pollution de l'air, des déchets, de l'aménagement du territoire et de la gestion

---

[395] John Hontelez, cité dans www.foei.org, 1992, page consultée en février 2008.

[396] En 1971, un groupe de pacifistes décident de s'opposer aux essais nucléaires pratiqués par les États-Unis en Alaska. Ils rebaptisent un bateau *Greenpeace* et finissent par obtenir satisfaction. L'organisation est née. Six ans plus tard, *Greenpeace UK* est créée par quatre membres. Voir www.greenpeace.org.uk, site consulté en février 2008.

[397] Le *World Wild Fund* est lancé en 1961 par Julian Huxley, célèbre biologiste, et Peter Scott, peintre naturaliste qui dessine par la suite le célèbre logo de l'organisation, le panda. Le Duc d'Edimbourg devient le premier président de la branche britannique. Aujourd'hui présente dans plus de 90 pays, et soutenue par cinq millions de personnes, elle se définit elle-même ainsi : « WWF is the world's largest and most experienced independent conservation organisation », voir www.wwf.org.uk, page consultée en février 2008. *WWF Cymru*, la branche galloise, est dirigée par Morgan Parry.

du paysage. Elles prennent de plus en plus d'importance au pays de Galles, à l'instar de *Friends of the Earth Cymru*, à tel point que Margaret Minhinnick, fondatrice de ce mouvement en 1984, écrit :

> *In the decade since the miners' strike ended in 1985, and with the temporary exception of the Poll Tax protests, it might be said that the most prominent form of political action to take place in Wales has been motivated by environmental concern*[398].

Le nombre de membres est en effet en constante augmentation. Si *FoE* en compte un millier en Angleterre, Écosse et pays de Galles en 1971, ce chiffre passe à 18 000 en 1981 seulement pour l'Angleterre et le pays de Galles, et 112 000 en 1991. Si l'on considère uniquement la Principauté, la progression est tout aussi spectaculaire : de 600 personnes environ en 1984, date de la création de *FoE Cymru*, à 3 000 dix ans plus tard. Quant à l'association *CPRW*, elle dénombre à peu près 3 500 membres en 1994, plus ou moins autant qu'au début des années 1980, car elle renvoie l'image d'une organisation plutôt vieux jeu et surannée. En outre, la lecture de la presse publiée entre 1985 et 1995 montre que celle-ci accorde une couverture médiatique large et répétée à des sujets tels que les pluies acides, la pollution marine et le recyclage des déchets. La population galloise est donc mieux informée sur les thématiques environnementales que dix ans auparavant.

Pourtant, dans un premier temps, toutes ces associations n'ont pas de véritables liens entre elles, chacune se spécialisant dans un champ particulier, ce qu'indique Margaret Minhinnick : « Most campaigners insist on looking only at their own backyards and are unwilling or unable to link issues, or network meaningfully with other groups »[399]. Elles sont beaucoup trop compartimentées pour obtenir des résultats concrets et n'ont pas de vision globale, alors que la population a d'autres sujets de préoccupation, notamment économiques. *Keep Wales Tidy*[400], par exemple, association créée en 1972 grâce au financement du *Welsh Office*, milite pour la gestion raisonnée des déchets, alors que *Keep Wales Nuclear Free* lutte contre le développement de l'énergie nucléaire au pays de Galles. Quant à *Wales Against Opencast*, elle s'oppose à l'exploitation des mines à ciel ouvert, et devient le plus important groupe de pression défendant une seule thématique. Elle constitue aussi un bon exemple d'union entre les communautés anglaise et galloisante. Toutes utilisent le terme de « environmentalism », communément traduit par science de l'environnement, mais dont la signification exacte reste assez vague[401]. Ces associations ne remportent que des victoires sans

[398] Margaret Minhinnick, *op. cit*., p. 66.

[399] *Ibid*., p. 69.

[400] Le slogan de cette ONGE est le suivant : « A Clean, Safe and Tidy Wales ». Depuis la création de l'Assemblée galloise, elle a pris son autonomie et s'est séparée du *Tidy Britain Group*. Elle définit elle-même sa mission ainsi : « To create effective action by our targeted groups to achieve a sustained improvement in local environmental quality ». Voir son site Internet www.keepwalestidy.org, consulté en février 2008.

[401] Margaret Minhinnick estime qu'il s'agit d'un terme fourre-tout : « 'Environmentalism' […] has come to serve as a catch-all definition, somewhat to its detriment, for a huge ragbag of subjects », *op. cit*., p. 66.

importance, qui ne font en fait que repousser des échéances alors inéluctables, par exemple à propos de la lutte contre les mines de charbon à ciel ouvert[402] ou certains axes routiers. La fermeture de la centrale nucléaire de Trawsfynydd n'est ainsi pas à porter au crédit des activistes, mais s'explique simplement comme le résultat de sa fin de vie et d'exploitation. En outre, dotés de budgets limités, ces organismes prennent des décisions davantage dictées par le pragmatisme que par une politique concertée. Enfin, l'appartenance à certaines associations, à l'image de *The Ramblers* ou *The National Trust*, est surtout perçue comme un passe-temps plutôt que comme un véritable engagement politique.

D'autre part, la nature même des membres pose parfois problème dans la mesure où une grande majorité d'entre eux vient d'Angleterre et a créé ces associations sur le modèle anglais, celles-ci n'étant même, dans quelques cas, que la branche galloise d'organisations anglaises. Le comité national de *FoE Cymru* compte ainsi 10 membres en 1995, parmi lesquels sept sont nés en dehors du pays de Galles, alors qu'il s'agit d'une ONGE supposée galloise. *Greenpeace* n'a même pas de composante galloise. Il est certes possible de se demander si un tel constat est problématique : faut-il être né au pays de Galles pour en défendre les intérêts du point de vue environnemental ? Il semble que le contexte soit particulier ici, compte tenu des tensions entre l'Angleterre et le pays de Galles.

Le mouvement écologiste évolue cependant dans les années 1990 au pays de Galles car les différentes associations se mettent à collaborer, tout d'abord sous l'impulsion d'une initiative financée par le gouvernement britannique, *Environment Wales*[403]. Il s'agit d'un partenariat dans le secteur associatif créé en 1992, dont l'objectif est de promouvoir le développement durable en soutenant et encourageant la protection et l'amélioration de l'environnement. *Environment Wales* comprend aujourd'hui huit partenaires : *BTCV*[404], *CYMAD*[405], *Cylch*[406], *Groundwork Wales*, *Keep Wales Tidy*, *RSPB Cymru*, *The National Trust* et *The Wildlife Trusts Wales*. Une coalition, *Wales Countryside and Wildlife Link* voit aussi le jour en 1989, après la création, en 1980, de *Wildlife Link* par Lord Peter Melchett. Sa position au sein de la Chambre des Lords l'a en effet convaincu de la nécessité d'une meilleure coordination entre les différentes organisations aux objectifs souvent proches[407]. *Wildlife*

[402] Le pays de Galles compte deux sites importants d'extraction du charbon à ciel ouvert : celui de Clwyd au nord, et au sud une zone de 2 000 km^2 s'étendant du Gwent au Dyfed.

[403] Cette organisation est aujourd'hui financée par le *WAG*. Voir son site Internet : www.environment-wales.org, consulté en février 2008.

[404] *BTCV* est le *British Trust for Conservation Volunteers*.

[405] *CYMAD*, dont le nom vient du gallois *Amgylchedd Cymru* signifiant *Environment Wales*, a pour objectif d'encourager, de développer et de soutenir des projets communautaires appliquant le principe de développement durable, particulièrement au plan local.

[406] *Cylch* est le *Wales Community Recycling Network*, qui souhaite promouvoir une gestion durable des ressources, et le recyclage des déchets par le biais de l'éducation et d'actions pratiques.

[407] A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de *Wildlife and Countryside Link* en 2005 est publié *Making the Link, 25 Years of Wildlife and Countryside Link*. Dans cet ouvrage, Tony Juniper, président de *FoE*, écrit :

and Countryside Link compte aujourd'hui 40 membres et emploie 9 600 personnes. Les branches extrémistes du mouvement, comme *FoE*, et conservatrices, à l'instar du *CPRW*, se rapprochent. Elles se rendent compte qu'elles doivent élargir leurs préoccupations puisque le simple attachement au paysage ne suffit plus à séduire la population, ce qu'indique Margaret Minhinnick :

> *What is vital for Wales is that landscape campaigners – those who seek to protect hillsides from wind farms and woodlands from quarries, and to whom the topography is precious, even sacred – broaden their aims*[408].

Elles doivent absolument ajouter un volet économique et social à leurs revendications afin de défendre l'environnement certes, mais au sens large du terme, en affirmant que la qualité de vie dépend également d'aspects sociaux, ce que souligne Joe Weston, alors membre important de *Foe UK* :

> *By changing the way we environmentalists understand and use the term 'the environment', we can at last become a radical movement for change – a movement which will address the issues of the social environment, a movement which will, however, be more red than green*[409].

De ce fait, elles suivent une évolution semblable au *Green Party*. En ce qui concerne par exemple la lutte contre l'exode rural, les opposants à l'extraction minière et aux carrières doivent aussi réfléchir aux moyens de fournir des emplois aux chômeurs. De la même façon, elles doivent faire le lien entre paysage et culture, en d'autres termes, élargir le sens même du terme « environnement » afin de collaborer avec les associations défendant la langue et la culture galloises :

> *Perhaps an even greater imperative for the environmental movement is that it now seeks to display far better understanding and keener sympathies towards the existing cultures of Wales. This means working jointly with others to maintain linguistic and community values*[410].

Margaret Minhinnick insiste ici sur le fait que, comme nous l'avons vu précédemment, nationalisme et défense de l'environnement doivent aller de pair.

En outre, les ONGE décident, pour la plupart, de modifier leur discours en insistant davantage sur les bienfaits de la révolution verte, ce que souligne Cynog Dafies dans un discours prononcé en 2005, dans lequel il revient sur ses années de député élu sous une double étiquette, à la fois nationaliste et écologique :

« Link has catalysed common action that has helped transform how we regard nature. Challenges remain but the stage is set for a brighter greener future », www.wcl.org.uk, site consulté en février 2008.

[408] Margaret Minhinnick, *op. cit*., p. 73.

[409] Joe Weston (ed.), *Red and Green. A New Politics of the Environment*., Londres : Pluto Press, 1986, p. 29.

[410] Margaret Minhinnick, *op. cit*., p. 74.

> *What became evident around the mid-1990s was an endeavour by the green organisations to move away from apocalyptic warnings and the notion that there must be sacrifices in order to meet the challenge, towards an emphasis on the positive benefits of the green transformation. Increasingly, I'd hear the phrase 'win-win', even 'win-win-win' being used*[411].

La protection de l'environnement peut ainsi permettre de créer un grand nombre d'emplois. Margaret Minhinnick considère qu'une nouvelle génération d'organisations est née, plus dynamique et professionnelle, sur le modèle de *Earth First!*, créée en 1979 aux Etats-Unis en réponse à l'apathie de la communauté environnementale. Cette association, se présentant comme un mouvement, et non pas une organisation, prône la désobéissance civile. Elle se compose de « Earth First!ers » appartenant à une grande famille[412], et se décrit elle-même de la façon suivante :

> *The general principles behind Earth First! are non hierarchical organisation and the use of direct action to confront, stop and eventually reverse the forces that are responsible for the destruction of the Earth and its inhabitants. EF! is not a cohesive group or campaign, but a convenient banner for people who share similar philosophies to work under*[413].

Une branche est mise en place en 1991 au Royaume-Uni. Les autorités se méfient malgré tout des dangers que peuvent représenter des activistes en colère, ayant accès aux ressources informatiques et aux données environnementales.

L'ONGE certainement la plus connue au pays de Galles est *Friends of the Earth Cymru* (*FoE Cymru*). Elle compte 25 antennes locales en 1995, et devient rapidement l'association la plus visible du mouvement écologiste gallois, avec pour slogan : « Making life better for people by inspiring solutions to environmental problems »[414]. Son succès s'explique en partie par le fait qu'elle a un champ d'action plutôt large, ce que montre le manifeste en cinq points qu'elle publie en avril 2003 pour les deuxièmes élections des membres de l'Assemblée galloise : « The five-point manifesto challenges the Assembly to deliver: a GM-free Wales, a zero-waste Wales, transport for all, an energy efficient and renewable future, planning justice for Wales »[415]. La simple publication de ce manifeste est un signe de la politisation grandissante des défenseurs de l'environnement. Ceux-ci peuvent-ils réellement se faire entendre sur la scène politique dans les années 1990 ? Quel(s) parti(s) peu(ven)t les représenter ? Le *Green Party* est-il adapté à l'activisme écologiste ?

---

[411] Cynog Dafies, « Plaid Cymru and the Greens: Flash in the pan lessons for the future? », discours prononcé à la *National Library* le 4 novembre 2005, transmis gentiment par John Osmond, p. 16.

[412] « EF! is as much an extended family as an environmental movement, developing the integrity and skills for a new/old way of living with the land », site Internet www.earthfirst.org, page consultée en février 2008.

[413] *Loc. cit.*

[414] Voir le site Internet de l'association, www.foecymru.co.uk, consulté en décembre 2007.

[415] *Welsh Assembly Elections 2003: The Green Challenge*, Cardiff : *FoE Cymru*, avril 2003, p. 1.

2.2 Les partis politiques et l'environnement

Durant les deux décennies qui suivent le référendum de 1979, les partis politiques s'intéressent de plus en plus à l'environnement. Cependant, ils se contentent, dans un premier temps, de proposer des mesures très générales, laissant le soin aux groupes de pression qui se sont développés dans les années 1970 d'assumer des combats plus ponctuels. Néanmoins, au début des années 1990, deux partis, *Plaid Cymru* et le *Wales Green Party*, se rapprochent.

2.2.1 Une scène politique fragmentée

Force est de constater que, comme le soulignait précédemment Margaret Minhinnick, les partis ancrés dans l'histoire, les Travaillistes et les Conservateurs, ont abandonné les sujets écologistes aux groupes de pression et au *Green Party*, donnant ainsi l'impression d'un cloisonnement des thématiques : le volet social est défendu par le parti travailliste pendant que les Verts se préoccupent des sujets environnementaux. Les Conservateurs, quant à eux, sont fort occupés à mettre en place et à appliquer la politique rigoriste de Margaret Thatcher. En effet, au début des années 1980, la situation économique de la Grande-Bretagne, et plus particulièrement du pays de Galles, est préoccupante à tel point que la population est davantage soucieuse de son quotidien que de la protection de l'environnement. Pourtant, les Travaillistes tentent d'intégrer dans leur programme un peu de « vert » afin de profiter de la vague écologiste européenne, ce que souligne Joe Weston, cité plus haut :

> *Almost, it appears, without questioning why, the left in Britain is attempting to climb aboard the green bandwagon, thus joining the SDP and the Tories in the race for 'green credibility'*[416].

Un rapprochement des deux idéologies ne peut être que bénéfique pour l'homme. Rudolf Bahro, philosophe écologiste allemand, insiste sur ce point en janvier 1980 dans le *New Statesman* :

> *I am convinced that discussions between socialists and ecologists, if conducted frankly, and in public, will not lead to division but will bring together all those elements that have an eye to history, and above all to the future*[417].

Des dirigeants du parti encouragent même un rapprochement avec les écologistes, à l'instar de Robin Cook en 1984 : « There are strong areas of congruence between socialist and ecological theorists in their rejection of the capitalist organization of production »[418]. Les Travaillistes et les Verts partagent en effet nombre d'idées telles que la redistribution des richesses ou le rejet de la propriété individuelle

[416] Joe Weston, *op. cit.*, p.1.

[417] Rudolf Bahro, « Unite or Destroy the Earth », *The New Statesman*, 18-01-1980.

[418] Robin Cook, « Towards an Alternative Economical Strategy », *New Ground 2*, 1984, pp. 11-14.

de la terre. Dans son manifeste de 1983, le parti travailliste fait d'importantes promesses dans des domaines chers aux Verts, comme l'énergie renouvelable, la conservation du paysage et l'amélioration des services dans le monde rural, le contrôle de la pollution ou le recyclage. Deux ans plus tard, il publie sa Charte pour l'environnement, *Charter for the Environment*, dans laquelle il s'attaque à la pollution. La même année, le congrès du parti appelle à mettre un terme au programme de centrales nucléaires, et à prévoir le démantèlement des centrales existantes. David Pepper, membre du parti travailliste, estime cependant, dans un article inclus dans l'ouvrage de Joe Weston et intitulé « Radical Environmentalism and the Labour Movement », que les Travaillistes se concentrent sur des cibles faciles, telles que la pollution, au lieu de dénoncer les effets du capitalisme. Il compare même le manifeste de 1985 à une liste de courses. Il ajoute que le parti adopte une démarche clientéliste afin de satisfaire les groupes de pression environnementaux, tout en adhérant aux bienfaits de la croissance économique[419]. Les syndicats réclament en effet des emplois, fournis en partie par les centrales nucléaires. Ils se trouvent dans une position difficile, ce que rappelle Kim Howells, travailliste lui-même, dans son article « Mixing It: Energy, the Environment and the Unions », publié dans le même ouvrage :

> *They find it no easy task to present employment alternatives to nuclear establishments which are located predominantly in rural areas of high unemployment. [...] In the present political and economic climate it seems hardly feasible to imagine a Trade Union leader being dispatched to somewhere like Trawsfynydd or Thurso to persuade nuclear personnel that they should relinquish their jobs for the sake of 'the environment'*[420].

Il n'y a alors aucune alternative à l'énergie nucléaire en matière d'emplois dans la mesure où les énergies renouvelables n'en sont qu'à leurs débuts. C'est pourtant dès 1985 que la conférence de la *TGWU* vote une résolution en faveur de la fermeture de toutes les centrales nucléaires, suivant ainsi l'exemple d'autres syndicats tels que, entre autres, la *NUM*[421], *NUPE*[422], *NUJ*[423] ou *UCATT*[424], et exerçant des pressions sur le parti travailliste pour qu'il s'oppose au nucléaire. A l'exception de ce dernier, les partis historiques sont plutôt discrets dans le domaine écologiste, laissant ainsi le champ libre au *Green Party*.

---

[419] David Pepper, « Radical Environmentalism and the Labour Movement », *in* Joe Weston (ed.), *op. cit*., pp. 115-139.

[420] Kim Howells, « Mixing It: Energy, the Environment and the Unions », p. 148, *in* Joe Weston (ed.), *op. cit*., pp. 140-151.

[421] *National Union of Mineworkers*.

[422] *National Union of Public Employees*, syndicat du secteur public créé en 1992.

[423] *National Union of Journalists.*

[424] *Union of Construction, Allied Trades and Technicians*, syndicat regroupant des ouvriers du bâtiment fondé en 1971.

Le *Ecology Party*, devenu *Green Party* en 1985, est néanmoins incapable, jusqu'au début des années 1990, d'asseoir son influence dans les comtés. En effet, sa base électorale est particulière. Robert Minhinnick, dans *Green Agenda. Essays on the Environment of Wales*, décompose le mouvement écologiste gallois en trois branches : tout d'abord, les membres d'organisations soucieuses de protéger l'environnement et la faune, et du *National Trust*, soit des individus d'âge moyen, issus des classes moyennes et plutôt conservateurs ; puis, les Anglais idéalistes à la recherche d'un paradis perdu venus s'installer au pays de Galles et qui constituent les piliers des mouvements écologistes des années 1970 et 1980[425] ; enfin, les chercheurs et scientifiques, à l'instar du *CCW*, qui n'ont que peu de liens avec le public[426]. Si les résultats du *Green Party* sont relativement bons sur la scène européenne, ce n'est pas le cas au Royaume-Uni où il ne connaît que peu de succès électoraux[427], et ses manifestes restent assez vagues et peu élaborés. C'est le cas de celui de 1983, *Politics for Life* :

> *The slow destruction of the Earth cries out for radical changes in our society, in our politics, in our very souls. Until we learn to respect the rights of the Earth, there'll be no guaranteeing the rights of its people[428].*

Joe Weston, dans l'ouvrage cité plus haut, regrette que le mouvement écologiste se soit limité à la protection de la nature, ne suscitant alors que peu d'intérêt auprès d'une population préoccupée de son sort quotidien. Il aurait dû, selon lui, adopter une définition beaucoup plus large de l'environnement, prenant en compte, non seulement la dimension naturelle, mais aussi sociale, par le biais de sujets tels que l'emploi ou l'éducation :

---

[425] Jean-Yves Le Disez, dans son ouvrage *Une Aventure galloise. Portrait d'une petite nation solidaire*, *op. cit*., décrit ses pérégrinations à travers le pays de Galles pendant l'été 2006. Il a l'occasion de rencontrer cette catégorie d'écologistes, comme Steve et Janet. Il décrit leur rencontre dans le chapitre 6 de son ouvrage, « Au pays de Merlin l'Enchanteur ». Ils se sont installés au pays de Galles pour mener une vie plus proche de la nature : « Nous étions des back-to-the-landers, tu sais, pour le retour à la terre. La vie à Londres était devenue infernale », p. 90. Robert Minhinnick estime que ceux-ci ont une vision stéréotypée du pays de Galles, ce qui lui a longtemps été dommageable : « Wales remains seriously damaged, at least in our world of instant opinion and flash-card philosophy, by a primitive stereotyping of the environment. Thus the north consists of pristine mountain ranges and breathtaking scenery. The canolbarth, in the eyes of English immigrants and moss-green idealists, offers one of the last 'wilderness' areas in the UK. The south is a region of slag, stilled pit wheels and high-tech Japanese factories employing low-skilled Welsh workers », Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 7.

[426] Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 8. Il ajoute à propos de la première catégorie : « Their interests are in protecting the countryside and its most interesting habitats and features ».

[427] Le *Green Party* remporte 15% des suffrages aux élections européennes de 1989, 11% au pays de Galles. Selon Margaret Minhinnick, « the party was not able to turn its ideals into practical policy alternatives, its energies into achievements, its enthusiasms into ideas that ordinary people can understand », « Winning the battle, losing the war? The future for the environmental movement in Wales », *op. cit*., p. 78. Lors de ces élections, 30 députés verts originaires de sept pays européens entrent au Parlement de Strasbourg. Ils manifestent immédiatement leur mécontentement de voir leurs amis britanniques absents malgré leurs bons résultats, en raison du système électoral en vigueur. Ils décident alors de mettre des sièges sur les tables et de porter un tee-shirt sur lequel est inscrit : « Ces sièges représentent ceux qu'on a volés aux Anglais ! ».

[428] *Politics for Life*, manifeste du *Ecology (Green) Party*, Londres : *Ecology Party*, 1983, p. 4.

The prime concern of greens is indeed ecology and 'nature'; which means that other, far more immediate environmental problems are neglected. [...] For me the environment is much more than 'nature', it is the social, political, economic and physical world in which we live. This means that environmentalists should be concerned with both the physical and the social world[429].

Le parti écologiste est donc longtemps associé aux groupes de pression.

En outre, il est souvent mis sur le même plan au pays de Galles que le mouvement hippie, ce que rappelle John Davies dans *The Green and the Red. Nationalism and Ideology in 20th Century Wales* : « The ecological message is associated in Wales with the hippy invasion and therefore appears repugnant to those bred upon a respect for the protestant work ethic »[430]. Si l'opinion publique s'est jusqu'alors peu intéressée à l'intégrité des parcs nationaux ou au développement des éoliennes, cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne soucie pas de l'environnement. Divers sondages révèlent, en effet, qu'elle craint que celui-ci ne continue à se dégrader, et qu'elle est prête à faire des sacrifices d'ordre financier pour remédier à cet état de faits. Un rapport de *Survey Research Associates* publié en 1994 indique que 81% des sondés sont inquiets, et 51% très ou sérieusement inquiets, pour l'environnement. Le pays de Galles, de surcroît, compte tenu de ses richesses naturelles, est, aux yeux des Verts gallois, le lieu idéal pour mettre en place une politique écologique et écologiste, comme l'indique le manifeste du parti pour les élections législatives de 1992 : « For a variety of reasons conditions in Wales are more favourable for Green policies than in many other places. [...] Wales is one of the world's richest countries in renewable energy resources »[431]. Ken Jones, membre du *Green Party*, dans un article publié dans *Nationalism in Wales, Essays by Members of Wales Green Party*, considère qu'une grande opportunité s'offre à eux :

Wales is gifted with considerable potential for moving in the direction outlined in this paper. We have impressive per capita renewable energy resources, a tradition of small-scale enterprises, nationalism, spirituality and pacifism. [...] Above all, we have an opportunity to make a fresh start[432].

De tels propos ne sont pas sans rappeler ceux de Gwynfor Evans, chef de file du parti nationaliste gallois, défenseur des mêmes valeurs. *Plaid Cymru* a alors déjà pris conscience du lien entre écologisme et nationalisme, et de la nécessité de réconcilier défenseurs de la langue et protecteurs du

---

[429] Joe Weston, *op. cit*., p. 2.

[430] John Davies, *The Green and the Red. Nationalism and Ideology in 20th Century Wales*, Aberystwyth : *Plaid Cymry (Y Lolfa)*, version plus détaillée d'une conférence donnée à Carmarthen le 2 août 1980 lors de l'université d'été de *Plaid Cymru*, p. 33.

[431] *A Green Policy for Wales*, Cardiff : *Wales Green Party*, 1992, p. 9 et p. 16.

[432] Ken Jones, « Making the Connections: the Environment, Nationality and Social Justice », *in* Molly Scott (ed.), *Nationalism in Wales, Essays by Members of Wales Green Party*, Aberystwyth : *The Green Party*, 1995, p. 27.

paysage. Dafydd Iwan, qui dirige *Plaid* à partir de 2003, définit dès 1971 le terme « conservation » de la façon suivante :

> *Just as our physical environment is being eroded, so also is our cultural environment, and of the two, the latter is of more fundamental and lasting importance. So, if we're talking of conservation, let us put first things first. [...] Instead, therefore, of talking merely about conserving the countryside, let us conserve and revitalise the indigenous communities of that same countryside*[433].

Il insiste sur le fait qu'il est important de régénérer la communauté, objectif repris plus tard par l'Assemblée. C'est pourquoi *Plaid Cymru* semble alors être le seul parti capable de concilier socialisme et écologisme, tout en étant d'un abord plus rassurant pour les électeurs gallois. Un tel rapprochement entre les deux idéologies a lieu concrètement au début des années 1990.

2.2.2 « The Green and the Red »[434]

Au cours des années 1980, les politiques de *Plaid Cymry* et du *Green Party* évoluent si bien qu'apparaissent des points de convergence entre les deux, tels que l'importance de la communauté, l'idée de décentralisation ou l'opportunité que représente le développement européen pour le pays de Galles. Comme le souligne Sir Edmund Hillary dans *Ecology 2000*, les questions environnementales sont inévitablement aussi sociales : « Environmental problems are really social problems anyway. They begin with people as the cause, and end with people as victims »[435]. Seulement, pour les Gallois, responsables et victimes ne sont pas identiques. *Plaid Cymru* devient plus vert[436] en défendant des causes écologistes, et le *Green Party* plus rouge, c'est-à-dire à la fois plus socialiste et plus nationaliste.

Plaid Cymru, tout d'abord, affirme de plus en plus son écologisme en élargissant son champ d'action. Fondé dans les années 1920 comme un groupe de pression linguistique, il se transforme au fil du temps en un véritable parti politique doté d'un solide programme économique pour le pays de Galles, avant d'embrasser des causes écologistes par le biais de ses différents combats, ce que souligne John Davies :

> *Nevertheless, in recent years, certain aspects of the ideology of Plaid Cymru have assumed a new meaning. Much of what was advocated in the 1920s and 1930s seems pertinent in an energy*

[433] Dafydd Iwan, « What I understand by conservation », *Planet 1*, 1971.

[434] Du titre de la conférence de John Davies, *op. cit*.

[435] Sir Edmund Hillary, *in* Sir Edmund Hillary (ed.), *Ecology 2000: the changing face of earth*, Londres : Michael Joseph, 1984, p. 15.

[436] Cynog Davies, membre de *Plaid Cymru*, utilise cette expression, « Greening Plaid Cymru », pour décrire l'évolution de son parti, *op. cit*., p. 13.

shortages and of limits to growth and, in consequence, there have been attempts in the recent past to make Plaid Cymru an explicitly ecology party[437].

Plusieurs revendications des nationalistes ne sont pas sans rappeler celles des Verts : l'insistance de Saunders Lewis sur la primauté de l'agriculture, et son enthousiasme pour les petites entreprises familiales, ou le discours de D.J. Davies, à l'origine du programme économique du parti, qui s'oppose aux grands groupes d'envergure internationale et porte un intérêt particulier au développement des énergies renouvelables. Le paysage étant un élément de l'identité nationale défendu par les nationalistes à plusieurs reprises, comme à Tryweryn ou à Wylfa, il n'est pas surprenant que *Plaid Cymru* prenne des allures de parti écologiste. Il s'agit bien souvent de défendre l'environnement certes, mais surtout l'environnement gallois. Dans *Making Wales Work for Europe* publié en 1994, le parti présente sa politique en matière d'énergie. Celui-ci prône le développement des énergies propres et durables tout en rejetant l'expansion du nucléaire :

The root cause of many of our environmental problems is the ever growing demand for energy. While an energy-efficiency drive will hopefully dampen demand, one thing is certain there can be no safe way of meeting future energy requirements through a massive expansion of nuclear power. The only safe and permanent solution is to switch to using alternative, non-polluting renewable sources of energy such as hydroelectricity and wind, wave and tidal power[438].

A la lecture de ce document, nous pourrions penser qu'il a été rédigé en partenariat avec le *Green Party*.

De la même façon, le *Green Party* se fait de plus en plus rouge, en défendant des idées très proches de celles que cherchent à promouvoir les nationalistes. En 1991, un groupe de travail du parti, le *Green Party Nationalism Working Group* (*NWG*), étudie un document publié par les Verts, *Manifesto for a Sustainable Society*, et aboutit à la conclusion que trois domaines du programme du *Green Party* peuvent servir de points de départ à une politique écologiste nationaliste : la politique sur la nationalité, l'importance de la communauté et la politique étrangère. Ces trois thèmes sont effectivement des points de convergence entre nationalistes et écologistes. Etudions tout d'abord la politique de la nationalité. Il faut souligner que si *Plaid Cymru* est le plus fervent défenseur du nationalisme, le *Green Party* a toujours prôné le régionalisme. Même si les termes utilisés sont différents, le but recherché est bien identique dans les deux cas : obtenir plus de pouvoirs pour le pays de Galles, qu'il soit considéré comme une région ou une nation. Les divergences entre les deux partis ne se réduisent-elles donc pas à une simple nuance sémantique ? Alun Williams, membre du *Wales Green Party*, considère qu'il ne s'agit que d'une querelle de mots en –isme : « similar ideas emanating

[437] John Davies, *op. cit.*, pp. 32-33.

[438] *Making Europe Work for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru, the Party of Wales in Europe*, 1994, p. 24.

from slightly different cultures »[439]. Il ajoute que le régionalisme des Verts est d'autant plus proche du nationalisme de *Plaid Cymru* que celui-ci, n'étant pas colonisateur, se distingue du nationalisme anglais. Il ne s'agit pas d'affirmer la supériorité du peuple gallois, mais simplement de montrer un amour pour sa terre sans aucune volonté d'écraser les autres : « Many users of the word [nationalism] in Wales and Scotland are fellow decentralists who would create a world very similar to our own visions »[440]. Cela les conduit, à l'instar de Molly Scott, membre du *Wales Green Party*, à une nouvelle définition de la nationalité, reposant non pas sur le sang, mais plutôt sur le droit du sol :

> *It is my belief that nationality should be based on residence and participation alone. Unless Wales has a culture which is welcoming and accepting of all people as human beings, then its future political system will fail, because it will not have learnt the full meaning of diversity*[441].

Cette définition fait écho à celle donnée dans le manifeste de *Plaid Cymru* pour les élections législatives deux ans plus tard, le parti étant désireux de s'ouvrir à une plus large partie de la population :

> *Our self-governing Wales will be an open, democratic, just and equal society, drawing upon our radical and socialist traditions. The citizenship of such a nation will be open, extended to all either born or living in Wales. Plaid Cymru will therefore always be in the vanguard of the fight against racism, oppression, injustice and discrimination wherever it may occur*[442].

Après avoir été longtemps accusé de ne promouvoir que les intérêts de la communauté galloisante, représentant moins de 25% de la population, *Plaid Cymru* souhaite élargir sa base électorale, devenant même le parti du pays de Galles, « Plaid Cymru, the Party of Wales ». L'adjectif « Welsh » est par ailleurs très peu utilisé dans ce manifeste, *Plaid* préférant parler du pays de Galles dans son ensemble.

C'est pourquoi les deux partis sont de fervents défenseurs d'une forme de décentralisation, afin de redonner le pouvoir à la communauté, très importante au pays de Galles. Joe Weston considère qu'une partie des Verts s'inscrit ainsi dans la tradition du socialisme : « Greens tend to talk of the creation of small-scale communities which are organized both cooperatively and democratically. [...] Equality and full participatory democracy are essential elements of green politics, as is the greens' deep commitment to social justice »[443]. De telles paroles ne sont pas sans rappeler le manifeste du parti pour les élections de 1992 :

---

[439] Alun Williams, « Nationalism: A Rational Green Approach », *in* Molly Scott (ed.), *op. cit*., p. 14.

[440] *Ibid.*, p. 15.

[441] Molly Scott, « Outside the Museum », *in* Molly Scott (ed.), *op. cit*., p. 40.

[442] *Best for Wales, Plaid Cymru's Programme for the New Millenium*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1997, p. 8.

[443] Joe Weston, *op. cit*., p. 24.

> *'Small is Beautiful' is one of the most fundamental Green principles. The Green Party stands for a society of producer cooperatives, modest-sized businesses and community enterprises linked by networks and associations – the kind of economy that is already beginning to take shape in some parts of Wales*[444].

Le *Green Party* souhaite donc promouvoir un degré de décentralisation, afin de rapprocher la prise de décisions de la base électorale. Tout comme *Plaid Cymru*, il est porté par une vision internationaliste, et place de grands espoirs dans l'opportunité que représente l'Europe. C'est en effet sur la scène européenne qu'il connaît ses meilleurs résultats, bénéficiant de l'engouement international pour les thématiques environnementales. De la même façon, *Plaid Cymru* souhaite se tourner vers l'Europe afin de faire reconnaître l'identité et la singularité galloises, et de profiter du principe de subsidiarité. Nous verrons qu'une telle volonté d'ouverture préfigure l'action de l'Assemblée aujourd'hui. Le parti nationaliste estime que le développement durable doit devenir une priorité européenne, influencé en cela, tout comme le *Green Party*, par le sommet de la terre organisé à Rio de Janeiro en 1992. Il publie dès 1994 un document intitulé *Making Europe Work for Wales*, précédemment cité, dans lequel il insiste sur l'opportunité que symbolise l'Europe pour le pays de Galles, et réclame la décentralisation de nombre de pouvoirs à l'échelle locale :

> *We live in an environment on the edge of a multiple crisis: global warming, acid rain, ozone depletion and the diminution of biodiversity. [...] For this reason, policies to preserve the environment must be given the highest priority at local level as well as Westminster and in the European Parliament*[445].

Plaid Cymru, dans ce même document, considère la Grande-Bretagne comme « l'homme sale de l'Europe »[446], ce qui n'est guère surprenant compte tenu de l'industrialisation massive qu'elle connaît aux XIX^e^ et XX^e^ siècles, et de ses effets au pays de Galles. Ainsi, une collaboration entre les défenseurs de la langue, d'une part, et les protecteurs du paysage, d'autre part, est forcément enrichissante, d'autant que, comme le rappelle Robert Minhinnick dans *Green Agenda*, la langue n'est qu'un élément du paysage : « Proponents of green culture must recognize that the health of *yr hen iaith*, which is spoken by almost 20% of our 2.9m population, is an essential environmental issue »[447]. Il regrette l'hostilité des défenseurs de la langue tels que la *Welsh Language Society* à l'égard des causes environnementales. C'est pourquoi *Plaid Cymru* et le *Green Party* décident de se rapprocher en 1992.

---

[444] *A Green Policy for Wales*, *op. cit*., p. 3.

[445] *Making Europe Work for Wales*, *op. cit*., p. 23, dans une partie intitulée « An ecological Europe ».

[446] « The dirty man of Europe », *loc. cit*.

[447] Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 10.

2.2.3 Une coopération réussie

C'est en 1992 que les deux partis gallois, *Plaid Cymru* et le *Wales Green Party*, décident de s'allier pour les élections législatives en présentant un candidat unique, Cynog Dafies, qui défend un programme commun, *Towards a Green Welsh Future*, dans la circonscription de Ceredigion et Pembroke North. Ce document, publié après les élections sur papier recyclé, reprend les thématiques les plus fréquemment évoquées lors de la campagne, et constitue une base de travail pour le nouveau député. Cynog Dafies, qui auparavant ne terminait que quatrième dans cette circonscription pour *Plaid Cymru*, remporte en effet le siège avec 3 000 voix d'avance. Il obtient 16 020 voix, soit 31,3% des suffrages, contre 12 827 pour Geraint Howells, candidat du parti libéral démocrate arrivé en seconde position. John Davies, représentant les Travaillistes dans la circonscription, ne réussit à rassembler que 9 637 voix, soit 18,8% des suffrages. Dafies est le seul député élu sous une étiquette à moitié écologiste. Son succès montre à quel point il est nécessaire, au pays de Galles, d'allier les deux causes, nationaliste et verte, ce qu'il souligne dans l'avant-propos du document précédemment cité :

> *The opening piece, "Towards a Green Welsh Future", came out of a series of meetings and was put together (in its original form) by Tim Foster on the basis scripts by myself and Ken Jones. It seeks to convey a third element in the campaign documents – the attempt to create a dynamic fusion between Green and Welsh national politics*[448].

Les trois adjectifs qui viennent clore cette citation, vert, gallois et national, résument parfaitement les aspirations des Gallois et concrétisent le rapprochement entre les deux forces politiques. Les deux partis gallois souhaitent travailler en collaboration, sur un pied d'égalité. Dès le mois de juin 1989, quelques jours seulement avant les élections européennes, le comité exécutif de *Plaid Cymru* adresse un courrier à Alun Williams, invitant le *Wales Green Party* (*WGP*) à son congrès annuel organisé en septembre à Denbigh. C'est là que les deux partis décident de mettre en place un groupe de travail commun, conjointement dirigé par Phil Williams pour *Plaid* et Ken Jones pour le *WGP*. Lors de la conférence de Cardiff, un an plus tard, Phil Williams présente ses conclusions. Il considère que l'objectif de son parti est le suivant :

> *To create a sustainable economy not reliant on the exhaustion of non-renewable resources [...] nor the production of pollution that cannot be assimilated naturally; along with a stable population enjoying economic and social justice*[449].

Cet extrait fait largement écho aux diverses définitions du développement durable. La campagne est officiellement lancée dans la circonscription le 10 avril 1991, en présence de Dafydd Elis Thomas,

---

[448] *Towards a Green Welsh Future*, Talybont : Y Lolfa, décembre 1992, p. 1.

[449] Cité par Cynog Dafies, *op. cit*., p. 2.

nationaliste, et Alun Williams. La décision est prise de placer la conférence sur la terre, prévue pour le mois de juin de l'année suivante à Rio de Janeiro, au centre de la profession de foi du candidat Cynog Dafies. Il paraît donc intéressant d'étudier plus en détails *Towards a Green Welsh Future*, afin de mieux comprendre le succès de Dafies.

Tout d'abord, c'est un document particulièrement pédagogique et facile à comprendre. Il se compose de plusieurs parties, correspondant chacune à une thématique précise : « Making a Future for Small Business in West Wales », « Farm Forestry and West Wales », « Energy and the Future », ou encore « The Young Farmers' Predicament ». La lecture de ces titres montre à quel point les préoccupations des auteurs sont concrètes. De la même façon, chacune d'entre elles suit un découpage clair et précis. Les idées au sujet de la politique énergétique sont par exemple simplement organisées : « Energy today – the present position », puis « Energy in Wales – the Plaid-Green Campaign », enfin « Energy tomorrow – policies for the future ». La dernière partie à propos des jeunes agriculteurs est, quant à elle, subdivisée comme suit : « The nature of the problem », « Solving the problem: Europe – France », et « Solving the problem – Wales ». En outre, chaque partie contient des résumés des idées principales, souvent en gras, afin de marquer les esprits des lecteurs et de faire passer le message. Enfin, le langage est simple, parfois même mathématique, au point de relever du slogan, telle la formulation suivante : « Renewable energy + agro-forestry = the basis for a thriving rural industry »[450]. Un peu plus loin, pour démontrer la viabilité des projets d'énergies renouvelables, Brian John, auteur de cette partie, a recours à de simples additions pour aboutir au nombre total de kilowatts heure produit par l'énergie solaire, la marée, l'hydroélectricité et l'éolien. Quelles sont à présent les idées principales de ce texte commun ?

Les deux partis défendent un véritable projet de société, reposant sur une économie durable, et défini dès la première partie :

> *Plaid Cymru and the Green Party are unique in the fundamental importance which they attach to small, community based private and cooperative business. They stand out in their single-minded emphasis on the development of a self-reliant, ecologically sustainable West Wales, to be secured by decentralising power to a Welsh legislative assembly and by strengthening local government*[451].

Ces quelques lignes résument parfaitement les points de convergence entre nationalistes et écologistes, qui souhaitent mettre en place une économie s'appuyant sur de petites entreprises et une nouvelle forme de tourisme pas encore qualifié de vert, mais déjà de « doux » :

---

[450] *Ibid*., p. 7.

[451] *Ibid*., p. 6. Cette nouvelle société devrait permettre d'améliorer la qualité de vie de chacun : « There is plenty of work that needs to be done to lay the foundations for a Green steady-state society which offers a higher quality of life than the present runaway consumerism », *ibid*., p. 8. Or les deux partis rappellent que tout citoyen a droit à un niveau minimum de qualité de vie.

In West Wales there is a large, underdeveloped market for soft tourism. This is extensive, low key, small business tourism which keeps money in the local community, does not disrupt local life, and can be used to enhance the environment[452].

Il est bien évident que, à leurs yeux, le seul moyen de parvenir à appliquer la politique qu'ils prônent, c'est par le biais d'une assemblée galloise, qui sera à la croisée des plans local, national et européen. Les auteurs insistent en effet sur les implications locales de leur programme, qui s'intéresse essentiellement à la circonscription de Ceredigion. Ce document rappelle largement le manifeste publié par le *Wales Green Party* pour les mêmes élections mais celui-ci reste beaucoup plus vague, et ne propose aucune mesure concrète[453]. Le candidat arrivé second, Geraint Howells, appartient au parti libéral démocrate, dont le manifeste, *Changing Wales for Good*, aborde des thématiques similaires, mais de façon bien plus générale. Moins d'une page est par exemple consacrée à l'énergie, avec des formules plutôt banales : « The land of Wales has been for centuries the provider of energy. Abundant coal, water power and, in recent years, nuclear energy, all have made a significant contribution to the needs of the whole United Kingdom. Now we count the cost »[454]. *Plaid Cymru* et le *Wales Green Party* ancrent leur programme dans un contexte local. Ils élargissent néanmoins leur réflexion à la dimension nationale dans la mesure où ils définissent de nouvelles relations entre Cardiff et Londres fondées sur la coopération. Ils insistent sur le contraste entre les relations existantes, « the paternalistic top-down state of the Labour and Communist movements has had its day », et celles qu'ils souhaitent mettre en place : « Far from being parochial, our bottom-up approach in both politics and economics is the only one which has any hope of changing 'the system', right up to global level »[455]. De la même façon, ils positionnent le pays de Galles sur le plan européen, rappelant que celui-ci doit obtenir la place qui lui est due au sein de l'Europe des Régions :

We see the future of Wales not as merely another nation-state, but as fighting for, and part of, a Europe of the Regions as the only alternative to a Europe of the transnationals and the bureaucrats[456].

Le pays de Galles doit donc se faire entendre sur la scène européenne, établir des relations entre Cardiff et Strasbourg et se présenter comme un modèle à suivre. Il peut, par exemple, échanger son expérience avec les autres membres de la Communauté en travaillant en coopération avec eux : « We have a golden opportunity to set an example here in West Wales. [...] Brief reference is made to the European context and in particular to the French system which, it is argued, offers a model that is

[452] *Ibid*., p. 8.

[453] *A Green Policy for Wales*, *op. cit*.

[454] *Changing Wales for Good*, Cardiff : *Wales Liberal Democrat Party*, 1992, p. 19.

[455] *Towards a Green Welsh Future*, *op. cit*., p. 3 et p. 5.

[456] *Ibid*., p. 3.

relevant to the Welsh situation »[457]. Ils ont bien l'intention de mettre en place un véritable partenariat[458] avec d'autres régions ou nations, au sein, par exemple, d'un nouveau parlement européen composé de deux chambres, dont une représenterait ces régions et petites nations.

En outre, la thématique énergétique occupe une place centrale dans ce projet de société. Elle devra non seulement réaliser de substantielles économies d'énergie, mais également investir massivement dans les énergies renouvelables. Il est indispensable, en effet, de tenir compte du coût social de chaque forme d'énergie. Les auteurs demandent que soit calculé, pour tout nouveau projet de centrale, son coût total, de la construction jusqu'au démantèlement, afin de pouvoir comparer les différentes sources énergétiques :

> *Taking the whole process from building and commissioning through to waste disposal shows that fossil fuel and nuclear plants are very wasteful indeed. It would take between five and ten years for them to start 'paying their way' – a wind turbine generator takes only six months*[459].

C'est la raison pour laquelle ils s'opposent clairement à la construction de nouvelles centrales nucléaires au pays de Galles : « Phasing out of nuclear power over the next decade; no new nuclear stations »[460]. Le message ne peut être plus clair. Ils insistent sur les risques liés à cette forme d'énergie, faisant une allusion indirecte à l'accident de Tchernobyl survenu quelques années auparavant, et s'interrogent sur l'avenir des déchets radioactifs. La région du Dyfed, en choisissant de développer les énergies renouvelables, pourrait alors se placer à l'avant-garde britannique en matière écologiste : « Dyfed could, with suitable incentives and policy provisions, become a green leader in the British Isles »[461]. Le pays de Galles souhaite devenir un modèle à suivre.

Ainsi, *Plaid Cymru* et le *Wales Green Party* définissent trois principes qui devront être les axes de leur politique : la nécessité de vivre en harmonie avec l'environnement naturel, la souveraineté galloise par le biais d'un parlement et la mise en place d'un nouvel ordre social tenant compte de la qualité de vie. Nous verrons par la suite que ces principes font écho aux fondements du projet gouvernemental de la future assemblée, au carrefour des aspirations nationalistes et écologistes. La plupart des idées que nous venons de développer se retrouveront dans ses textes clés, ce que pressent déjà John Osmond en 1995 :

---

[457] *Ibid*., p. 8 et p. 27.

[458] Le vocabulaire de la coopération est récurrent dans ce document : « Wales, directly represented in the European Community, could be amongst the leaders, working in cooperation with continental partners for long-term, coherent policies throughout the community », *ibid*., p. 13.

[459] *Ibid*., p. 14.

[460] *Ibid*., p. 15.

[461] *Ibid.*, p. 15.

> *In the intervening years [1992-1995] an important democratic movement in Welsh politics was initiated, forging a creative alliance between democracy and the environment that promises to have a long-lasting impact*[462].

Si Cynog Dafies progresse de façon aussi spectaculaire dans sa circonscription, c'est certainement parce qu'il symbolise le consensus et la collaboration indispensables à n'importe quelle avancée, notamment institutionnelle. Les Gallois sont toujours effrayés par toute forme de radicalisme. Le programme proposé ici est un compromis entre les aspirations nationalistes et les demandes écologistes, ce qui est plus rassurant pour eux. Ron Davies lui-même, alors *Shadow Secretary of State for Wales*, convaincu de la nécessité d'une telle coopération, réclame une convention constitutionnelle multipartite sur le modèle de l'Écosse. Il doit se contenter de la Commission mise en place en 1992 par le parti travailliste, en marge de la Campagne pour une Assemblée Galloise, ce qui lui fait dire dans un entretien accordé à Stephen Prosser :

> *I started working with the Commission and it became clearer that what I had in mind about devolution was not what the Labour Party had in mind. [...] So what do I do? It was really about trying to do some nation building, identifying the strengths of Wales, building up its own identity and that meant dealing with issues like the language, for example, like the culture, like having the strength to say that we wanted to develop our own tourism, our own industry, that we would have to look at it from a Welsh perspective. That was all for me part of nation building. [...] The other signpost was: what are going to be the views of the other parties? The other parties, for me, were the critical issue*[463].

Alors que le parti travailliste décide de rester à part, les nationalistes et les écologistes choisissent de travailler ensemble, dans l'intérêt du pays de Galles. Ce sera la clé de leur succès. Une fois élu, Cynog Dafies est nommé vice-président du *Parliamentary Environment Group*. Il devient ensuite président du *Parliamentary Renewable and Sustainable Energy Group* (*PRASEG*). Peu après son arrivée à Westminster, il soutient avec ferveur un projet de loi sur l'énergie, *Energy Conservation Bill*, au cœur du programme du *Green Party*. Il travaille alors en collaboration avec des organisations comme *FoE* ou la *Association for the Conservation of Energy*, représentant les entreprises du secteur de l'énergie. Il introduit lui-même le projet de loi à la Chambre des Communes en février 1993. Après plusieurs reports, la *Home Energy and Conservation Action* (*HECA*) est promulguée en mars 1995. C'est le résultat de la coopération entre nationalistes et écologistes, qui bénéficient également du soutien des Libéraux Démocrates. Dans son article publié dans *Green Agenda*, Margaret Minhinnick conclut ainsi :

---

[462] John Osmond, *Welsh Europeans*, *op. cit*., p. 172.

[463] Ron Davies, cité par Michael Connolly, Stephen Prosser *et al*., « Making it Happen », *in Public Service: Devolution in Wales as a Case Study*, Exeter : Imprint Academic, 2006, pp. 151-152.

> *The new orthodoxy is that we must be patient until (early in the next century?) a new generation of politicians has taken over in the parishes, Cardiff and Westminster, a generation brought up in an age when the last residual resentment for the continued exuberance of the Welsh language has vanished, together with the remaining hostility towards "environmentalism"*[464].

Ses propos sont intéressants mais il semble que les conditions décrites dans ces quelques lignes sont réunies plus tôt qu'elle ne le pensait, dès 1997.

2.3 Le succès mitigé du référendum de 1997

Pour faire avancer la cause de la dévolution au pays de Galles, et surtout ne pas répéter les erreurs commises en 1979, il semble indispensable qu'une coalition se mette en place entre les différents groupes de pression que nous venons d'étudier et les organes politiques. Robert Minhinnick est en effet convaincu que se trouve là la clé de la réussite pour les Gallois :

> *Managed carefully, a coalition of language activists, green campaigners and those who acknowledge the inevitability of Wales assuming democratic political responsibility for its own affairs, could have a major stake in how our present quangoland is run*[465].

Une telle collaboration s'est avérée être à l'origine du succès de Cynog Dafies quelques années plus tôt. Le référendum sur la dévolution a-t-il respecté cette condition ?

2.3.1 La campagne

La *Campaign for a Welsh Assembly* (*CWA*), est lancée dès 1987 dans la circonscription de Cardiff Central où tous les candidats de l'opposition sont en faveur de la dévolution. Jan Owen Jones, candidate travailliste, en devient la présidente, et John Osmond le secrétaire. L'historien Gwyn Williams participe activement aux conférences organisées dans le cadre de la campagne. L'objectif est d'unifier les différents partis autour d'un projet commun de dévolution. La *CWA* publie des articles dans des journaux comme le *Western Mail* ou le *Daily Post*. Elle compte en 1994 plus de 2 000 membres issus de tous les grands partis, ainsi que des autorités locales, des syndicats et de l'église. Le *Welsh Labour Party* inscrit la dévolution au programme de ses congrès à partir de 1992. Il met également en place sa propre commission pour étudier un projet plus en détail. Celle-ci publie, l'année suivante, un document intitulé *The Welsh Assembly: The Way Forward*, dans lequel elle se prononce en faveur d'une assemblée galloise. Ron Davies, *Shadow Secretary of State for Wales* depuis 1992,

[464] Margaret Minhinnick, *op. cit*., p. 78.

[465] Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 21.

prépare à l'automne 1994, après l'arrivée de Tony Blair à la tête du parti, un texte dans lequel il propose une assemblée composée de 100 membres élus à la proportionnelle et dotée de pouvoirs législatifs primaires et financiers. Confronté aux réactions au sein de son parti, Ron Davies décide, en mai 1995, de soutenir un projet moins ambitieux : une assemblée de 80 membres aux pouvoirs législatifs secondaires. Ce projet est décrit dans *Shaping the Vision. A Report on the Powers and Structure of the Welsh Assembly*[466], publié le 12 décembre 1994, et finalement accepté par la direction du *Wales Labour Party* en janvier 1997. Lors de la consultation organisée au pays de Galles avant la publication de ce document, la *CWA* édite *Empowering the People, Response to the Wales Labour Party's Consultation Paper 'Shaping the Vision', The powers and structures of the Welsh Assembly*[467]. Après la victoire des Travaillistes aux élections législatives de mai 1997, Ron Davies devient *Secretary of State for Wales*, et participe activement à la campagne en faveur d'une assemblée galloise. C'est lui qui obtient de Tony Blair l'élection d'une partie de ses membres au scrutin proportionnel, ou *Additional Member System* (*AMS*), et qui parvient à rassembler les trois grands partis gallois, le *Wales Labour Party*, *Plaid Cymru* et les Libéraux Démocrates, autour du même projet. La *CWA* devient alors la *Parliament for Wales Campaign* (*PFW*).

La *Referendum (Scotland and Wales) Bill* est présentée au Parlement le 15 mai 1997, soit quelques jours seulement après les élections. Un livre blanc sur la dévolution, *A Voice for Wales*[468], est publié le 22 juillet. Il présente la structure, le fonctionnement et les pouvoirs de l'assemblée proposée. Ron Davies et Dafydd Wigley travaillent main dans la main. Les trois grands partis en faveur de la dévolution, le parti travailliste, les Libéraux Démocrates et *Plaid Cymru*[469], s'impliquent de façon très active dans la campagne pour le « Oui ». Celle-ci démarre dès février 1997 sous la bannière « Yes for Wales »[470] et porte essentiellement sur les aspects généraux de la dévolution dans la mesure où ses membres ne sont pas sûrs de l'emporter. D'autre part, elle résulte davantage de la somme de campagnes locales que d'un véritable mouvement national unitaire. Le *Wales TUC*, cependant, s'implique beaucoup moins dans les débats que dans les années 1970. Lorsque le parti travailliste publie, en décembre 1994, *Shaping the Vision*, dans lequel il présente son projet de dévolution, le *Wales TUC* le commente ainsi :

---

[466] *Shaping the Vision. The Powers and Structure of the Welsh Assembly*, Cardiff : *Wales Labour Party*, 1994.

[467] *Empowering the People, Response to the Wales Labour Party's Consultation Paper, 'Shaping the Vision', The powers and structures of the Welsh Assembly*, Cardiff : *Parliament for Wales Campaign*, 01-10-1994.

[468] *A Voice for Wales*, Londres : HMSO, Cm 3718, 1997.

[469] *Plaid* ne s'implique réellement dans la campagne multipartite pour le « Oui » qu'à partir de juillet 1997, une fois convaincu par le projet des Travaillistes. Le parti nationaliste demande en effet, jusqu'à cette date, un référendum composé de plusieurs options de réponse, dont l'indépendance.

[470] Voir annexe 6, document 2, p. 511. Ce dessin représente le logo de la campagne « Yes for Wales ».

Wales represents a small region within the UK in terms of population. It represents a peripheral region both within the UK and the European Union. As such Wales will need to continue to be a net recipient of regional transfers through the operation of regional policy and the tax and benefit system. As a net beneficiary of internal UK transfers, the Wales TUC does not think it appropriate for a Welsh Assembly to exercise powers over taxation or welfare benefits[471].

Il pense que le pays de Galles, dans des domaines essentiels tels que les impôts ou les aides sociales, a beaucoup trop besoin de Londres pour pouvoir se permettre une forme d'autonomie. George Thomas, *Secretary of State* de 1968 à 1970, devenu Lord Tonypandy, mène la campagne pour le « Non », appelée « Just Say No Campaign »[472] et officiellement ouverte le 21 juillet 1997, un jour avant la parution du livre blanc. Elle a en fait commencé avant les élections législatives. Elle se réduit presque entièrement au parti conservateur, qui vient d'être laminé aux élections et fait profil bas. La stratégie de la campagne pour le « Non » consiste à jouer sur les divisions linguistiques et géographiques galloises, ainsi que sur les inquiétudes traditionnelles des non galloisants et des habitants des villes du Sud vis-à-vis de la dévolution. Lors des débats à la Chambre des Communes, en décembre 1997, Dafydd Wigley rappelle que tous les députés gallois sans exception sont en faveur de la dévolution, réaffirmant donc l'absence de députés conservateurs au pays de Galles :

We recognise that the Government have a mandate for the Bill as a result of both the general election and the Welsh referendum. In May this year, every Member of Parliament in Wales was elected on the basis of a party programme that supported at least this degree of national democracy for Wales. The only party that stood against any such development was the Tory party, which failed to win one seat in the general election[473].

La campagne s'arrête brutalement le 30 août 1997, après le décès accidentel de la Princesse de Galles. Les partisans de la dévolution craignent l'impact d'un tel événement sur les consciences galloises, à l'instar de Kevin Morgan, à la tête de la campagne pour le « Oui » :

At that time, my sense was that this [would] be a profoundly important event for the No Campaign, that suddenly Britishness would take precedence over Welshness. At worst, Welshness, a vote for the Yes-vote, could even be construed by some people as almost a form of disloyalty[474].

La campagne reprend le 8 septembre, soit quelques jours seulement avant le référendum, fixé au 18 septembre.

---

[471] *Wales TUC*, cité dans John Osmond, *Welsh Europeans*, *op. cit*., p. 24.

[472] Voir annexe 6, document 2, p. 511. Il s'agit du logo de la « Just Say No Campaign ».

[473] Commons Hansard Debates, *Government of Wales Bill*, Second Reading, 08-12-1997, columns 702-703.

[474] Kevin Morgan, cité dans Leighton Andrews, *Wales Says Yes, The Inside Story of the Yes for Wales Referendum Campaign*, Bridgend : Seren, 1999, p. 154.

2.3.2 Les résultats

Le référendum a lieu au pays de Galles une semaine après celui organisé en Écosse, Tony Blair espérant que la victoire écossaise donnerait des idées aux Gallois. Le succès est mitigé puisque le « Oui » l'emporte avec une majorité de seulement 7 000 voix, 50,3% pour le « Oui » contre 49,7% pour le « Non ». Il faut même attendre les résultats de la dernière circonscription, celle de Carmarthen, pour confirmer que le pays de Galles a bel et bien voté en majorité pour une assemblée. La participation est cependant décevante, seulement 50,1%, et des disparités apparaissent dans les résultats. Ainsi, Cardiff, capitale galloise et siège de la future Assemblée, se prononce en majorité, à 55,4%, contre le projet de dévolution. Après la publication des résultats, le pays de Galles se divise à nouveau, cette fois-ci entre les « yes-counties » et les « no-counties ». Les médias évoquent une division est ouest, ce qui n'est pas tout à fait juste compte tenu des différences importantes à l'intérieur même de chaque circonscription. Les régions les plus pauvres s'expriment en faveur de la dévolution. Ce sont elles, en effet, qui pourront tirer le meilleur profit de la future assemblée. Vernon Bogdanor, figure de référence dans le domaine de la recherche sur la dévolution, dans son ouvrage intitulé *Devolution*, commente le succès ainsi :

> *It seemed, by comparison with the 1979 results to show that Welsh identity was becoming less divisive and that a sense of Welshness was growing irrespective of language. [...] Thus, though narrow, the majority in Wales did reflect a real consciousness of Welshness, a consciousness which, no doubt, the Welsh National Assembly will strenghthen and identify*[475].

Il considère que l'évolution de la position des Gallois est essentiellement due à la montée d'une identité galloise. Nous allons donc tenter d'expliquer ces résultats en les comparant avec ceux de 1979.

2.3.3 Tentatives d'explication

Comment expliquer un tel revirement d'opinion entre 1979 et 1997 ? Même si la majorité en faveur du projet d'assemblée est faible, il ne faut pas oublier que, moins de vingt ans plus tôt, 80% des électeurs se sont prononcés contre la dévolution. Geoffrey Evans et Dafydd Trystan, deux universitaires[476], dans un article intitulé « Why was 1997 different? », considèrent que ce changement ne peut s'expliquer par les modifications subies par les structures sociales du pays de Galles, à savoir les progrès dans le domaine de l'éducation, ou la mobilité sociale, mais plutôt par l'évolution de la perception que les Gallois ont de leur propre nationalité et de la dévolution. Le développement et l'importance grandissante d'institutions galloises, telles que le *Welsh Office*, le *Welsh European Center* ou la *Welsh*

[475] Vernon Bogdanor, *op. cit.*, p. 200.

[476] Geoffrey Evans est membre de *Nuffield College* à Oxford, et Dafydd Trystan fait partie du département de Sciences politiques internationales à l'Université d'Aberystwyth.

Development Agency, ont eu un impact considérable sur l'opinion publique[477]. C'est certainement l'existence d'institutions historiques en Écosse qui a permis d'expliquer, en partie, le soutien de la population pour la dévolution en 1979. En outre, si la langue galloise occupe une place importante dans les débats en 1979, ce n'est plus le cas en 1997. Une nouvelle génération est en âge de voter : celle-ci n'a pas connu les vibrants plaidoyers de Saunders Lewis, a appris le gallois à l'école et se sent à la fois britannique et galloise. L'identité galloise se définit à présent davantage de façon civique[478], ce que souligne dès 1989 Gwyn Williams dans une brochure publiée dans le cadre de la *CWA* :

> *We as a people have been around for 2,000 years. Isn't it time we got the key to our own front door? [...] I don't care what language they [people] speak – what colour their faces are, where they come from. If they live in Wales and commit themselves to Wales, they are Welsh people. And it is the elementary democratic right of that Welsh people to take possession of their own country, to elect in full democracy an Assembly*[479].

C'est cette définition très large de la citoyenneté que *Plaid Cymru* avait reprise dans l'introduction de son manifeste, *Best for Wales*, publié en avril 1997 pour les élections générales, précédemment cité. Le parti choisit de ne pas mentionner la langue dans cette définition, tout comme dans l'introduction de son manifeste, prenant bien soin d'éviter d'utiliser l'adjectif « Welsh », lui préférant le terme « Wales ». Selon Vernon Bogdanor, c'est cette nouvelle vision de l'identité galloise, reposant non plus sur la langue, mais sur d'autres facteurs, que nous présenterons plus tard, qui apparaît à l'occasion du référendum de 1997. Les Gallois ont ainsi l'occasion de définir une identité moderne. Force est de constater que les Gallois de moins de 45 ans ont voté en majorité en faveur de la dévolution, pour près de 60% d'entre eux. Selon John Osmond, le référendum de 1997 illustre un clivage générationnel[480] : les jeunes aujourd'hui se positionnent non seulement au sein du Royaume-Uni, mais aussi de l'Europe.

L'évolution dans les résultats s'explique également par le fait que les partis en faveur de la dévolution, *Plaid Cymru* et le parti travailliste gallois, sont de plus en plus populaires au pays de Galles, d'autant plus qu'ils sont dirigés par deux personnalités charismatiques, Dafydd Wigley et Ron Davies, tombant littéralement dans les bras l'un de l'autre à l'annonce des résultats[481]. Ils montrent ainsi que

[477] Geoffrey Evans & Dafydd Trystan, « Why was 1997 different? », *in* Bridget Taylor & Katarina Thomson, *Scotland and Wales: Nations Again?*, *op. cit*., pp. 98-99.

[478] John Osmond se réjouit de cette nouvelle forme de nationalisme : « Civic nationalism […] is a more positive expression of the human need for cooperation within an interdependent shared society. It is outward looking, inclusive and a mobilising force for democracy », John Osmond, *New Politics in Wales*, Londres : Charter 88, 1998, p. 4.

[479] Gwyn Williams, *Agreeing an Assembly for the 1990s*, Cardiff : *CAW*, août 1989.

[480] « A generation divide », John Osmond, *op. cit*., p. 5.

[481] John Osmond, dans *New Politics in Wales*, commente cette réaction ainsi : « In this demonstration of unity there was hope for a future that would transform the way Welsh people think about their country and the way it is projected in the world », John Osmond, *op. cit*., p. 4.

nationalistes et Travaillistes gallois ont des intérêts communs. En 1997, tout comme en 1979, la moitié de l'électorat vote travailliste. Cependant, la population a l'impression, en 1997, que l'ensemble du parti travailliste, qui a subi une véritable révolution en son sein avec l'arrivée de nouveaux membres plus jeunes, soutient le projet de dévolution. Il est important de souligner que Neil Kinnock lui-même, un des membres du fameux « Gang des Six » en 1979, s'est converti à la cause en 1993 avant de devenir Commissaire européen. Le changement est ainsi particulièrement marqué parmi les militants travaillistes, 16,7% d'entre eux ont voté pour la dévolution en 1979 contre 34,4% en 1997, alors que le pourcentage passe de 75,5% à 70,8% chez les partisans de *Plaid Cymru* et reste plus ou moins stable, entre 7 et 8%, chez les Conservateurs[482]. D'autre part, de nombreux opposants à la dévolution choisissent de ne pas voter en 1997, persuadés que le projet sera largement adopté.

Enfin, les Gallois, au cours des 18 années de gouvernement conservateur, ont parfaitement compris les implications du déficit démocratique : ils votent en majorité pour le parti travailliste, mais doivent subir la politique libérale de Margaret Thatcher, par l'intermédiaire de *Secretaries of State*, non seulement conservateurs, mais bien souvent d'origine anglaise[483]. Après les élections de 1987 qui marquent la troisième victoire consécutive des Conservateurs, apparaissent sur les murs des slogans comme : « We voted Labour – we got Thatcher ». Le *Western Mail* n'hésite pas à écrire que le seul lien entre John Redwood, *Secretary of State* de 1993 à 1995 sous John Major, et le pays de Galles est la M4, l'autoroute reliant l'Angleterre à Cardiff. Lorsque William Hague le remplace à ce poste en 1995[484], l'une de ses premières décisions consiste à autoriser l'extraction à ciel ouvert d'ardoise à Rhosydd, en plein cœur du parc national de Snowdonia. Ron Davies, en signe de protestation contre la nomination de William Hague, organise un boycott des questions galloises à la Chambre des Communes fin 1995. Enfin, au moment du référendum, en 1997, le parti travailliste jouit encore d'une côte de popularité sans précédent[485].

---

[482] G. Evans & D. Trystan, *op. cit*., p. 106.

[483] Dans un article publié dans le *Western Mail* le 16 mai 2004, Karen Price les décrit ainsi : « […] a succession of bitterly resented English Conservative Secretaries of State », « Decade shaped the nation for devolution », *Western Mail*, 16-05-2005.

[484] Eleri Carrog, à la tête de *Siarter Cymru*, la branche galloise du groupe de réforme constitutionnelle *Charter 88*, commente, dans le *Western Mail*, la nomination de William Hague de la façon suivante : « This is the fourth successive appointment of an English MP with no Welsh background to run Wales. The very basis of democracy is the idea of being represented, and there is no way that William Hague represents the Welsh people », Eleri Carrog, *Western Mail*, 07-12-1995.

[485] Selon Geoffrey Evans et Dafydd Trystan, le référendum de 1997, contrairement à celui de 1979, est organisé au bon moment : « The timing of the Welsh referendum of 1997 could not have been better in terms of securing a 'yes' vote. The new Labour government was still enjoying its honeymoon period, little opportunity had existed for left-wing discontent to grow, and the Scots had already a week earlier voted resoundingly for the establishment of a parliament in Edinburgh », *op. cit*., p. 113.

La future assemblée, soutenue par une infime majorité, devra toutefois, selon Geoffrey Evans et Dafydd Trystan, asseoir sa légitimité :

> *Even with the significant changes between 1979 and 1997 the Welsh assembly could be argued to lack legitimacy. [...] Having said this one cannot and should not underestimate the large scale transformation that has occurred in Welsh views on devolution*[486].

Seulement la moitié des électeurs se sont rendus aux urnes, et, parmi eux, 50,3% se sont prononcés en faveur d'une assemblée pour le pays de Galles, ce qui signifie qu'une faible majorité, 0,3% de l'électorat, soutient une telle forme de dévolution. Cela reste cependant un jour important pour la nation galloise, le début certainement d'une nouvelle page de son histoire. Reste à définir précisément les contours de l'Assemblée. Quels seront ses pouvoirs ? Comment va-t-elle fonctionner ? Quelles priorités va-t-elle choisir de retenir ?

Chapitre 3. La création de l'Assemblée nationale pour le pays de Galles

Le gouvernement Blair, fraîchement élu avec une écrasante majorité, présente le projet de loi à propos d'un référendum sur la question de la dévolution, *Referendum (Scotland and Wales) Bill*, dès le 15 mai 1997, profitant par conséquent de sa vague de popularité. Il choisit donc d'adopter une démarche inverse à celle de 1979 : le référendum aura lieu avant le débat à Westminster, afin de faciliter l'adoption de la loi. Les électeurs devront se prononcer sur un principe général et choisir entre deux propositions : « (i) I agree that there should be a Welsh Assembly; or (ii) I do not agree that there should be a Welsh Assembly ». Le livre blanc *A Voice for Wales*[487], décrivant la structure, les pouvoirs et les fonctions de l'assemblée proposée, est publié le 22 juin, et les Gallois se rendent aux bureaux de vote le 18 septembre. Le gouvernement présente la *Government of Wales Bill* à la Chambre des Communes en novembre de la même année. Dès lors, une question se pose : dans quelle ville la future assemblée sera-t-elle située ? Cardiff et Swansea sont très vite en compétition, mais c'est la première, capitale depuis 1955, qui l'emporte le 13 mars 1998. Après un parcours sans difficulté majeure, le *Government of Wales Act 1998* reçoit l'assentiment royal le 31 juillet 1998 : le pays de Galles est donc officiellement doté d'une assemblée.

La création de l'Assemblée galloise en 1998 représente la concrétisation des aspirations nationalistes et écologistes au pays de Galles. Le nom même de cette Assemblée n'est pas anodin, mais le fruit

[486] Geoffrey Evans & Dafydd Trystan, *ibid*., pp. 113-114.

[487] *A Voice for Wales*, *op. cit*.

d'une longue réflexion, et il subit divers changements. Dans *A Voice for Wales*, cité plus haut, les termes utilisés pour faire référence à cet organe élu font l'objet d'une subtile métamorphose, passant d'Assemblée galloise à Assemblée nationale, « National Assembly for Wales », expression utilisée par la suite dans le *Government of Wales Act 1998*. L'adjectif « national » véhicule des connotations plus cosmopolites et européennes que l'adjectif « gallois ». Dans un communiqué de presse du 27 novembre 1997, Ron Davies, *Secretary of State for Wales* depuis les élections de mai, justifie le choix du nom de la future Assemblée ainsi :

> *I have decided on the name – National Assembly for Wales – to stress that it will be for everyone in Wales – English and Welsh speakers, North, South, East and West and all political parties*[488].

Il insiste sur l'universalité de l'Assemblée, créée pour représenter tous les Gallois. Nous allons tout d'abord étudier le texte de loi qui en est à l'origine, avant de considérer le fonctionnement de cette nouvelle Assemblée, dont les premiers représentants sont élus en mai 1999.

3.1 Le Government of Wales Act 1998

Le *GOWA 1998* définit les grands axes de la politique que la future Assemblée devra appliquer. Il est composé de sept parties. La première, simplement intitulée « The National Assembly for Wales », établit de façon claire la nouvelle Assemblée pour le pays de Galles, dès l'article 1 : « There shall be an Assembly for Wales to be known as the National Assembly for Wales or Cynulliad Genedlaethol Cymru »[489]. Cette simple phrase souligne d'ores et déjà plusieurs grands principes au cœur du projet de l'Assemblée. Celle-ci sera un organe ouvert et enclin au partenariat puisque le *GOWA 1998* instaure une Assemblée non pas galloise, mais pour le pays de Galles. En outre, désignée immédiatement en anglais et en gallois, elle placera les deux langues sur un pied d'égalité. Les modalités de scrutin pour l'élection de ses membres, les *Assembly Members* (*AMs*), sont également décrites dans cette première partie. La deuxième partie, « Assembly Functions », dresse la liste des fonctions de l'Assemblée, prenant soin de différencier celles qui lui sont imposées de celles transférées. Parmi elles, plusieurs s'avéreront par la suite essentielles à la mise en place du projet gouvernemental de l'Assemblée, ainsi le rôle qu'elle devra jouer dans la conservation du patrimoine[490] ou le droit dont elle jouira d'organiser des consultations publiques[491].

---

[488] Ron Davies, *Welsh Office Press Release*, « Ron Davies welcomes the Government of Wales Bill », 27-11-1997, *in* John Osmond (ed.), *The National Assembly Agenda. A Handbook for the First Four Years*, Cardiff : *Institute of Welsh Affairs*, 1998, p. 4.

[489] *GOWA 1998*, Londres : HMSO, c. 38, 1998, Part 1, section 1.

[490] *Ibid*., Part 1, section 32.

La troisième partie, « Assembly Procedures », décrit plus précisément le fonctionnement de l'Assemblée[492], en réaffirmant l'égalité entre l'anglais et le gallois, ainsi que l'égalité des chances. Elle devra par conséquent appliquer les principes qu'elle préconise dans son propre fonctionnement :

> *The Assembly shall make appropriate arrangements with a view to securing that its business is conducted with due regard to the principle that there should be equality of opportunity for all people*[493].

De la même façon, ce texte insiste sur le fait que les débats seront publics et les comptes-rendus publiés[494]. Les fonctions de *First Secretary* et de *Presiding Officer*, ainsi que le rôle des commissions, sont détaillés. Plusieurs types de commissions seront en effet mis en place, l'une d'entre elles, composée du *First Secretary* et des autres secrétaires, étant nommée *Executive Committee*. C'est donc elle qui détiendra le pouvoir exécutif. D'autres seront créées, comme les *Subject*, *Scrutiny* ou *Audit Committees*. La composition de ces commissions devra refléter l'équilibre des partis au sein de l'Assemblée entière[495]. Le *GOWA 1998* redéfinit enfin le rôle du *Secretary of State for Wales*. Celui-ci aura le droit d'assister aux débats de l'Assemblée, mais il ne pourra pas participer aux votes, ni assister aux séances de travail des commissions[496]. La quatrième partie de ce texte aborde le financement de la nouvelle strate de décision galloise, contrainte à présenter un budget annuel.

La cinquième partie, intitulée « Other Provisions about the Assembly », rappelle les différentes obligations de l'Assemblée, assujettie au droit européen, au respect des droits de l'homme et aux conventions internationales. Le *GOWA 1998* insiste sur le fait que l'Assemblée devra travailler en partenariat avec, non seulement les autorités locales, mais aussi le monde associatif et celui des affaires. En outre, il définit les trois piliers du projet gouvernemental qu'elle va mettre en place. Elle devra promouvoir l'inclusion sociale, l'égalité des chances dans l'article 120[497], et le développement durable dans le 121 : « The Assembly shall make a scheme setting out how it proposes, in the exercise of its function, to promote sustainable development »[498]. Ce texte de loi établit une double obligation

[491] « The Assembly may cause an inquiry to be held into any matter relevant to the exercise of any of its functions », *ibid.,* Part 2, section 35.

[492] Voir annexe 7, p. 512. Ce schéma, tiré du *Western Mail Assembly Handbook 1999*, montre le fonctionnement de l'Assemblée, et les relations entre les différents partenaires, Cardiff : *The Stationery Office*, 1999, p. 15.

[493] *GOWA 1998*, *op. cit*., Part 3, section 48.

[494] *Ibid*., section 70.

[495] « The members of any committee established by the Assembly [...] (a) shall be elected by the Assembly from the Assembly members and (b) shall, unless the committee exists solely to provide advice, be elected so as to secure that, as far as is practicable, the balance of the parties in the Assembly is reflected in the membership of the committee », *ibid*., section 54.

[496] *Ibid.*, Part 3, section 76.

[497] « The Assembly shall make appropriate arrangements with a view to securing that its functions are exercised with due regard to the principle that there should be equality of opportunity for all people », *ibid.*, Part 5, section 120.

[498] *Ibid.*, Part 5, section 121.

pour l'Assemblée : elle devra publier un rapport annuel sur les actions menées au cours de l'année écoulée et la mise en application de ses propositions, ainsi qu'un bilan financier, d'une part, et réviser son projet de développement durable tous les quatre ans, après chaque élection, d'autre part. *Plaid Cymru* et le *Wales Green Party* jouent de leur influence pour faire inscrire cette clause dans le *GOWA 1998*, et c'est sans aucun doute le résultat de leur rapprochement au cours des années 1990, ce que rappelle Cynog Dafies :

> *It is fair to note here that Plaid Cymru's parliamentary group played quite a significant role in the process of incorporating this clause in the Act. Furthermore, my feeling is that the prominence given to the concept of a Green Wales throughout the 90s, partly through the efforts of the Ceredigion and Pembroke North pact, was influential in the same end*[499].

Il est indéniable que la montée en puissance des organisations environnementales, tout comme celle de *Plaid Cymru*, a façonné le *GOWA 1998*.

La sixième partie, « Reform of Welsh Public Bodies », explique les modifications subies par les organismes existants, par exemple le *Development Board for Rural Wales* (*DBRW*) et la *Land Authority for Wales* appelés à disparaître. La septième et dernière partie, intitulée « Supplementary », est composée d'annexes, telle la liste des domaines dévolus[500]. Force est de constater que de nombreux domaines sont en étroite relation avec le développement durable et l'environnement. Le *GOWA 1998* ne donne pas beaucoup de détails sur les pouvoirs effectivement dévolus puisque seule une liste assez brève est fournie, et le texte précise que les pouvoirs précédemment détenus par le *Welsh Office* seront automatiquement transférés à l'Assemblée. Or, selon Ieuan Wyn Jones, actuel président de *Plaid Cymru*, les attributions de cet organisme n'étaient pas toujours très claires :

> *The National Assembly adopted the powers and responsibilities of the Welsh Office under the GOWA 1998. It was certainly a step forward in the process of making government more open and accountable. But one weakness in such an arrangement [...] was that there was so much ambiguity about the Welsh Office's powers to begin with*[501].

---

[499] Cynog Dafies, *op. cit*., p. 18.

[500] Voir annexe 8, p. 513. C'est l'annexe 2 du *GOWA 1998*, présentant la liste des domaines dévolus à l'Assemblée.

[501] Ieuan Wyn Jones, « From Assembly to Parliament », discours prononcé en 2001 lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, Aberystwyth : *Institute of Welsh Politics*, 2001, p. 8. Cet avis est partagé par Lord Elis-Thomas, premier *Presiding Officer* de l'Assemblée, qui déclare en décembre 2002 à la Commission Richard, chargée d'étudier les pouvoirs de l'Assemblée : « The powers to make secondary legislation which the Assembly inherited from the Secretary of State for Wales were an almost haphazard accretion of a half century with little or no coherence of principle underlying them. Little or nothing has been done to introduce coherence in legislation enacted since the Transfer of Functions Order », Lord Elis-Thomas, *Evidence to the Richard Commission*, Cardiff : *National Assembly for Wales***,** décembre 2002, paragraphe 21.

Le *Welsh Office* a en effet élargi ses prérogatives depuis sa création en 1964, mais souvent de façon pragmatique, sans véritable modification de la loi ou trace écrite. Le *Scotland Act*, adopté en même temps, est en revanche beaucoup plus simple puisqu'il dresse uniquement la liste des pouvoirs réservés, ce qui laisse une grande liberté au Parlement écossais : « One of the strengths of the 1998 Scotland Act – in complete contrast to the Wales Act – is its simplicity. Scotland has complete control over all devolved policy matter »[502]. L'annexe 3, quant à elle, est très importante dans le contexte gallois car elle concerne la gestion de l'eau : le *Secretary of State* aura parfaitement le droit d'intervenir si les ressources en eau ou l'approvisionnement, tout comme la qualité, sont en jeu. Londres semble ici vouloir garder la main mise sur cette richesse galloise.

Le *GOWA 1998* permet par conséquent la mise en place d'une assemblée, c'est-à-dire d'un organe exécutif élu, sans pouvoir de légiférer si ce n'est par voie de règlements, donc pour appliquer et faire appliquer une loi votée à Westminster. L'Assemblée n'est dotée que d'un pouvoir législatif secondaire, contrairement à l'Écosse, où le *Scotland Act* instaure un parlement, organisme élu pourvu d'un pouvoir législatif primaire. Cela signifie que l'Écosse peut prendre l'initiative de ses propres lois dans les domaines dévolus. C'est une différence de taille entre les deux nations, particulièrement visible au cours du premier mandat des organes élus. Entre 1999 et 2003, le Parlement écossais adopte 45 lois, alors que l'Assemblée galloise ne parvient à obtenir de Westminster que deux textes 100% gallois. En 2001, 45% des *Standing Orders* votés par celle-ci dans les domaines des transports, de la planification et de l'environnement possèdent un contenu spécifiquement gallois, mais cette proportion n'est que de 14% pour l'agriculture, la pêche et la sylviculture, la moyenne étant de 31%[503]. L'Assemblée est en effet confrontée à divers problèmes : un calendrier parlementaire chargé à Westminster, la mise en concurrence des propositions galloises avec les projets présentés par le gouvernement britannique et la difficulté de faire coïncider les calendriers à Westminster et Cardiff.

Cette dévolution asymétrique, signe *a priori* d'une rupture, n'est en fait que le respect d'une continuité des spécificités galloise et écossaise, ce que souligne Hervé Abalain lors d'un colloque organisé à Brest en février 2000 :

> *L'importance symbolique de cette décision ne saurait être sous-estimée. En accordant un Parlement à l'Écosse et une Assemblée élue au pays de Galles, le gouvernement britannique leur reconnaît* ipso facto *leur spécificité, et leur identité en matière institutionnelle et culturelle notamment*[504].

[502] *Ibid.*, p. 12.

[503] Voir David Miers, « Law Making », *table 4: General statutory instruments made by the National Assembly for Wales 2001: Welsh and English equivalents and non-equivalents*, *in* John Osmond et James Barry Jones (eds.), *Birth of Welsh Democracy. The First Term of the National Assembly for Wales*, *op. cit*., p. 45.

[504] Hervé Abalain, « Vers une Assemblée galloise », *in Europe unie, le royaume désunie : les enjeux de la dévolution*, *op. cit*., p. 205.

Il est vrai que les revendications galloises ont toujours été moindres que celles des Ecossais. C'est certainement en partie grâce au travail de l'Écosse dans le domaine de la dévolution que le pays de Galles obtient, en 1998, une assemblée.

3.2 Présentation et fonctionnement

L'Assemblée galloise compte 60 membres élus pour quatre ans. Les deux tiers des *Assembly Members* sont choisis selon le mode de scrutin à un tour en vigueur dans tout le Royaume-Uni, « the First Past the Post system », dans les circonscriptions existantes, celles des élections des députés du Parlement britannique, et le tiers restant est élu au scrutin proportionnel, ou *AMS*, dans cinq subdivisions correspondant aux circonscriptions utilisées pour les élections des députés européens. Chaque électeur vote donc deux fois, la première pour un candidat individuel, la seconde pour un parti dans son ensemble. 40 députés sont maintenus à Westminster pour représenter le pays de Galles. L'Assemblée est dotée d'un budget de sept milliards de livres sterling, soit 30 fois plus que la région Bretagne en France. Il ne faut pas, en effet, considérer que celle-ci fonctionne comme une assemblée locale :

> *While its [NAW] powers have yet to be tested in the heat of the battle, the structure of the Assembly – the layout of its committees and executive organs – is already set out in black and white in the Government of Wales Act, and this structure is markedly different from those of a local council*[505].

Il existe plusieurs sortes de comités, tous décrits avec précision dans le *GOWA 1998*. Le cabinet, dirigé par le *First Secretary*, choisi par l'ensemble des membres de l'Assemblée, est décrit comme le cerveau[506], ou la tête pensante, de l'Assemblée. C'est donc lui qui prendra les décisions. Les *AMs* délèguent, de ce fait, leurs pouvoirs exécutifs au *First Secretary*, chargé de prendre les décisions et de faire appliquer les lois. Celui-ci s'entourera de huit *Assembly Secretaries*, ayant chacun la responsabilité d'un portefeuille. La liste est la suivante en 1999 : l'agriculture et l'économie rurale, l'éducation et la formation supérieures, l'éducation avant 16 ans, la santé et les services sociaux, l'environnement, le développement économique, les finances et les affaires[507]. Cette liste peut cependant évoluer, ce qui sera le cas par la suite.

Les *Subject Committees*, mentionnés plus haut, sont composés d'*AMs* et supposés refléter la composition politique de l'Assemblée afin de respecter l'équilibre des pouvoirs. Chacun d'entre eux comptera entre sept et onze membres, dont l'un sera le président de la commission, et un second le

[505] *Western Mail Assembly Handbook 1999, op. cit.*, p. 52.

[506] « the brain », *ibid*., p. 52.

[507] « Agriculture and Rural Economy, Post 16 Education and Training, Education up to 16, Health and Social Services, Environment, Economic Development, Finance, Business », *ibid*., p. 53.

ministre en charge du sujet. Ces commissions pourront nommer des experts pour les aider dans leur tâche, inviter des personnes extérieures à assister aux séances de travail, témoigner en séance plénière de l'Assemblée, produire des documents et organiser des réunions conjointes avec d'autres. Les *Subject Committees* seront chargés de réfléchir à la politique de l'Assemblée dans un domaine particulier, tout en surveillant l'action de celle-ci dans ce domaine. Le *Western Mail Assembly Handbook 1999*, sorte de mode d'emploi de l'Assemblée, les décrit ainsi :

> *Responsibilities of the subject committees, which meet fortnightly, include contributing to the development of Assembly policy within their particular field, keeping under review the expenditure and administration connected with policy implementation, and advising on proposed legislation affecting Wales*[508].

Les *Subject Committees* sont au nombre de six en 1999, et travaillent sur les sujets suivants : le développement économique, l'agriculture, l'éducation avant 16 ans, l'éducation après 16 ans, la santé et les services sociaux, et enfin l'environnement. Cette dernière commission, présidée par Sue Essex, compte alors neuf membres, quatre issus du parti travailliste, trois nationalistes, un *AM* libéral démocrate et un conservateur. L'Assemblée instaure également les *Legislation Committees*, et le *Committee on European Affairs*, étudiant les relations entre l'Assemblée et les institutions européennes, signant des accords avec *UKRep*[509] et les ministères britanniques dans les domaines concernés, maintenant le contact avec les députés européens chargés de représenter le pays de Galles, ainsi qu'avec les représentants gallois au sein du Comité des Régions. Dans la pratique s'opère très rapidement une séparation entre le *WAG*, *Welsh Assembly Government* dirigé par le *First Minister*[510] entouré d'un Cabinet composé de moins de dix membres, et la *NAW*, *National Assembly for Wales*, par le *Presiding Officer*, qui remplit la même fonction que le *Speaker* de la Chambre des Communes. Les institutions galloises opèrent donc une division entre les organes exécutif et législatif. La fonction de *Secretary of State for Wales* est également redéfinie puisque celui-ci doit céder une grande partie de ses prérogatives à l'Assemblée. Il devient un véritable lien entre Londres et Cardiff : c'est lui qui transfère le budget alloué par Westminster à la Principauté, il peut participer aux débats de l'Assemblée mais ne peut prendre part aux votes, n'étant pas élu. Il est surtout chargé, en fait, de défendre les intérêts gallois au Parlement britannique. Le *Welsh Office* est remplacé en 1999 par le *Wales Office*.

---

[508] *Ibid*., p. 53.

[509] *UKRep*, ou *UK Permanent Representation to the EU*, est chargé de représenter les intérêts britanniques auprès des instances européennes. Ce sont donc des membres du *Civil Service* travaillant en collaboration avec les 26 autres membres de l'Union européenne, la Commission et le Parlement. Pour plus d'informations, voir www.ukrep.be, site consulté en avril 2008.

[510] L'expression *First Minister* remplace *First Secretary* après quelques mois d'existence.

3.3 Les premières élections

Les premières élections ont lieu le 6 mai 1999[511]. Il faut avant tout souligner qu'elles se distinguent par un taux de participation décevant puisque seulement 46% des électeurs se déplacent. Comment expliquer une si faible mobilisation des Gallois qui, pourtant, ont enfin, et ce pour la première fois, l'opportunité de choisir ceux qui vont prendre des décisions les concernant directement ? Plusieurs éléments permettent de mieux comprendre ce phénomène. Tout d'abord, l'Assemblée est largement décriée par les Conservateurs qui insistent sur l'absence de pouvoirs réels de cette nouvelle strate décisionnelle, coûteuse et inutile, de gouvernement. D'autre part, la campagne est ennuyeuse, rendue confuse par la mauvaise qualité de l'information londonienne transmise par la BBC. L'électorat, perdu par la complexité du système électoral, reste apathique. Il a par ailleurs déjà élu ses représentants au Parlement britannique deux ans plus tôt, et doit donc faire l'apprentissage de ce nouveau mode de scrutin, afin de bien faire la différence entre *AM* et *MP*, ce que remarque Denis Balsom, dans un article intitulé « The First Elections » : « There will inevitably be confusion as to which representative provides the appropriate channel through which an elector should raise issues »[512]. Les électeurs ne savent pas toujours à qui s'adresser.

Richard Wyn Jones, universitaire et membre du *Institute of Welsh Politics*, et Roger Scully, dans un article publié dans *Birth of Welsh Democracy. The First Term of the National Assembly for Wales* et intitulé « Public Engagement », considèrent que trois facteurs permettent d'expliquer ce faible taux de participation[513]. Il serait le reflet d'une apathie générale, voire généralisée, de l'électorat, ce qui semble être le cas dans tout le Royaume-Uni compte tenu du taux record de faible participation aux élections législatives de 2001. En outre, cette mobilisation peu importante de la part des Gallois serait le résultat des dispositions constitutionnelles du *GOWA 1998*, et des pouvoirs limités dont dispose l'Assemblée : les électeurs choisissent de ne pas se déplacer puisque si peu de choses sont en jeu. Or, différents sondages montrent qu'une majorité de Gallois est rapidement en faveur d'un parlement pour la Principauté, parce qu'ils pensent soit que l'Assemblée est un succès et qu'ils souhaitent donc aller plus loin, soit qu'elle n'a guère changé leur quotidien et qu'un parlement serait plus efficace. Un sondage organisé en 1997 par la *Welsh Referendum Survey* (*WRS*) montre que 40% des personnes interrogées sont opposées à toute forme d'organe élu, contre 28% pour une assemblée et 19% pour un parlement. En 1999, la *Welsh Assembly Election Survey* (*WAES*) révèle qu'ils ne sont plus que 26% à s'opposer à

[511] Voir annexe 9, p. 514. Ce sont des exemples de couvertures de manifestes publiés par les principaux partis à l'occasion des élections de mai 1999.

[512] Denis Balsom, « The First Elections », *in* John Osmond (ed.), *The National Assembly Agenda. A Handbook for the First Four Years*, *op. cit*., p. 18.

[513] Richard Wyn Jones & Roger Scully, « Public engagement », *in* John Osmond & James Barry Jones (eds), *Birth of Welsh Democracy, The First Term of the National Assembly for Wales*, *op. cit*., pp. 259-273.

toute dévolution, alors que 34% soutiennent l'Assemblée et 29% un parlement. Deux ans plus tard, selon la *Welsh Life and Times Survey* (*WELT*), 26% se prononcent pour l'Assemblée et 39% pour un parlement. Enfin, la faible mobilisation des Gallois pourrait être le reflet d'une hostilité fondamentale à la dévolution, ce qui, pour les deux auteurs de l'article, ne semble pas être le cas. Il n'y a pas, selon eux, de corrélation entre la légitimité et la participation aux élections, celles-ci n'étant pas une sanction à l'encontre de la nouvelle institution[514]. Toutefois, les sondages précédemment cités demandaient aux personnes interrogées de se prononcer sur un autre point : « L'Assemblée donnera / a donné au pays de Galles davantage de voix au sein du Royaume-Uni ». Si, en 1997, 50% d'entre elles pensent que le pays de Galles se fait davantage entendre, contre 33% pour lesquels l'Assemblée n'a rien changé, elles sont respectivement 49% et 46% en 2001. Ainsi, l'indifférence semble être grandissante.

Enfin, les clivages politiques au sein du parti travailliste lui-même contribuent à déstabiliser un électorat déjà sceptique. La démission de Ron Davies, à la suite d'un véritable scandale, et l'intrusion des états majors londoniens dans la désignation des candidats sont particulièrement mal vécues au pays de Galles où la population considère cet homme comme le premier véritable *Secretary of State* qu'elle a eu depuis fort longtemps. Le « Rongate »[515] secoue profondément le pays de Galles dans la mesure où Ron Davies est alors pressenti pour devenir le premier *First Secretary* de la nouvelle Assemblée. Se promenant en voiture sur Clapham Common, il est abordé par plusieurs inconnus qui l'invitent à dîner. Il accepte l'invitation, qui lui vaut de se faire voler son véhicule sous la menace d'une arme. Les journaux transforment cet incident, survenu après une campagne harassante contre Rhodri Morgan pour la tête du *Welsh Labour Party*, en véritable affaire d'état. Ron Davies, soutenu par une grande partie de l'opinion publique galloise, remet immédiatement sa démission de son poste de *Secretary of State for Wales* à Tony Blair, expliquant son geste par sa volonté de protéger son intégrité, ainsi que le processus de dévolution. Une question se pose rapidement : peut-il malgré tout rester chef de file des Travaillistes gallois ? Selon Patrick Hannan, journaliste gallois, cela paraît difficile :

> *Opponents would sneer that someone who wasn't good enough for the Cabinet was nevertheless considered good enough by the Labour Party to be its most senior politician in Wales. In the long campaigning months between October and May it would form the most important single item on the political agenda*[516]*.*

[514] *Ibid*., pp. 262-263.

[515] Expression utilisée par Jane Aaron et Chris Williams dans la préface de l'ouvrage qu'ils éditent, *Postcolonial Wales*, Cardiff : University of Wales Press, 2005, p. XIV. Elle fait référence au Watergate, scandale affectant le président Nixon aux États-Unis pendant les années 1970.

[516] Patrick Hannan, *Wales Off Message. From Clapham Common to Cardiff Bay*, Bridgend : Seren, 2000, p. 20.

Ron Davies, face à la pression médiatique et politique, démissionne de la direction de la branche galloise du parti, contrainte, de ce fait, d'organiser de nouvelles élections internes. Celles-ci vont monopoliser l'attention de la presse et de la classe politique au détriment des débats de fond sur la future Assemblée. Elles opposent Rhodri Morgan et Alun Michael, candidat surprise imposé par Londres et peu apprécié au pays de Galles, ce qu'indique Gerald Taylor dans *Birth of Welsh Democracy, The First Term of the National Assembly for Wales* : « Michael's victory led to a widespread perception that he had been imposed by the Labour Party machine and backed by the London government against the wishes of Welsh Labour activists »[517]. Au cours des premiers mois d'existence de l'Assemblée, ce sentiment de trahison n'est sans incidence[518] dans la mesure où les Travaillistes gallois donnent l'impression d'un parti désorganisé, doté d'un chef sans réelle légitimité, souvent raillé, comme en témoignent ces propos acerbes repris par Patrick Hannan : « Sceptics said that, just as Ron Davies had "sorry" written on his hand when he gave his first post-Clapham Common interviews, so Alun had "Wales" written on his, to remind him of what he was supposed to be doing »[519]. Alun Michael est certes élu, mais essentiellement grâce aux syndicats, qui votent de façon globale, et non différenciée. Ainsi, la campagne pour les premières élections de l'Assemblée est plutôt chaotique, particulièrement pour les Travaillistes.

Les quatre partis principaux au pays de Galles publient des manifestes. Le parti conservateur, tout d'abord, le seul ayant fait ouvertement campagne contre la dévolution deux ans plus tôt, se trouve dans une position difficile puisqu'il est clairement marqué, dans l'esprit des électeurs, comme anti-gallois. Dans son manifeste de 14 pages, *Fair Play For All: Your Voice in the National Assembly*[520], celui-ci aborde le scrutin comme une élection législative britannique à échelle réduite, faisant peu de concessions à la dimension galloise. Il donne l'impression de se lancer dans un débat avec un interlocuteur unique, le parti travailliste, les autres factions n'étant mentionnées qu'une seule fois :

> *New Labour, the Liberal-Democrats and the Nationalists have raised expectations of the Assembly beyond all reason. We are told that the Assembly will solve all of Wales' problems overnight. It will not. Promises of a Welsh Utopia are as cruel as they are unfair*[521].

---

[517] Gerald Taylor, « Labour », *in* John Osmond & James Barry Jones (eds.), *op. cit*., p. 166.

[518] *Plaid Cymru*, dans son manifeste rédigé pour les premières élections des membres de l'Assemblée, revient sur ces faits, près de deux ans après : « Among Labour's traditional supporters in Wales, there is a growing sense of betrayal and alienation. Such feelings have been intensified by the way in which 10 Downing Street has sought to control political decisions in Wales, for example in the Welsh Labour leadership contest », *Plaid Cymru*, *Working for the New Wales. The Manifesto of Plaid Cymru, The Party of Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1999, p. 4.

[519] Patrick Hannan, *op. cit*., p. 53.

[520] *Fair Play for All: Your Voice in the National Assembly*, Cardiff : *Wales Conservative Party*, 1999.

[521] *Ibid.*, p. 2.

Ce document reste très généraliste, et dépourvu de propositions concrètes. Après avoir abordé la question du financement de l'Assemblée, reprenant ainsi un thème central de la campagne pour le « Non » deux ans auparavant, il mentionne la thématique environnementale, principe transversal selon les Conservateurs : « If the Assembly is to succeed in key policy areas such as health, education, tourism, leisure, and attracting new investment, it must address the problems of the environment »[522]. Pourtant, une seule page, caractérisée par des propositions assez peu précises, lui est consacrée. Ceux-ci se prononcent, par exemple, contre les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), pour le recyclage des déchets et la prévention du risque d'inondation, sans réellement réfléchir davantage.

Plaid Cymru, quant à lui, se trouve en position de force car, contrairement aux élections de Westminster, il est présent dans toutes les circonscriptions, et espère obtenir de bons résultats. Il se présente, tout au long de son manifeste *Working for the New Wales. The Manifesto of Plaid Cymru, The Party of Wales*, document de 38 pages, comme l'unique alternative au parti travailliste et le seul véritable parti du pays de Galles :

> *New Wales demands a new party in government. Only one party in this election has its policy created in Wales, by the people of Wales, to answer the needs of Wales. [...] Plaid Cymru, the Party of Wales, is that party*[523].

Plaid, dans ce document, insiste sur le fait qu'il représente le lien irremplaçable entre les Gallois et leur Assemblée. Il décrit, dans la deuxième partie intitulée « The National Assembly and You », les bénéfices que ceux-ci pourront en tirer dans les domaines de l'éducation, des aides sociales et du logement. Le parti nationaliste, dans la sixième partie « The National Assembly's National Tasks », se réjouit des différentes obligations imposées à l'Assemblée, notamment celle inscrite dans l'article 121 et consistant à tenir compte du principe de développement durable dans toutes les décisions que celle-ci prendra. C'est déjà ce que fait *Plaid Cymru* dans le programme économique qu'il propose :

> *Taken together, the different parts of our economic development plan are all predicated on the principles of sustainable development. Plaid Cymru welcomes the statutory requirement for the National Assembly to promote sustainable development*[524].

Il cite, à titre d'exemples, les domaines de l'énergie et de l'eau. *Plaid* souhaite, tout d'abord, promouvoir les énergies renouvelables, et réaffirme son opposition à l'exploitation des mines à ciel ouvert et aux centrales nucléaires. En ce qui concerne la gestion de l'eau, les nationalistes montrent qu'ils n'ont pas oublié le passé en évoquant à demi mots les événements de Tryweryn : « Policy

[522] *Ibid*., p. 3.

[523] *Working for the New Wales. The Manifesto of Plaid Cymru, The Party of Wales*, *op. cit*., p. 3.

[524] *Ibid*., p. 27.

priorities will be preventing further transfers of water out of Wales and "adding value" to it within our country »[525]. Ils jouent ainsi sur les sentiments des Gallois qui, eux non plus, n'ont pas oublié.

Une partie entière, enfin, est consacrée à l'Europe, et à la place que le pays de Galles devra tenir sur la scène européenne. *Plaid Cymru* rappelle qu'il a déjà adopté une position identique dix ans plus tôt, utilisant alors l'expression « Wales in Europe » :

> *It was our vision of Wales participating fully in shaping the new European Union and playing an active role within it. We saw our country's future as a modern, self-governing nation within the Europe of the 21st century*[526].

Sa vision n'a pas changé. Il conclut son manifeste en affirmant son souhait de voir le pays de Galles obtenir un parlement sur le modèle de celui établi en Écosse, ainsi que la place qui lui est due en Europe. Il s'oppose nettement aux Conservateurs qui, quant à eux, préfèrent rappeler sa position au sein de la Grande-Bretagne : « We want a confident, forward looking Wales proud of its heritage, proud of its unique identity and proud of its place in the free British family of nations »[527]. Par cette phrase, les Conservateurs rappellent leur attachement à l'union. Par conséquent, *Plaid Cymru*, contrairement à ceux-ci, reprend les termes du *GOWA 1998*, prenant soin de rappeler les diverses obligations de l'Assemblée et d'en tenir compte dans les nombreuses propositions concrètes présentes dans son manifeste. Ce dernier fait largement écho à celui publié par le *Wales Green Party*, document assez court appelant les électeurs à voter pour le parti au moment du second vote. Il a conscience que ses chances de succès sont limitées, *Plaid* partageant la plupart de ses positions[528].

Les premières élections donnent les résultats suivants : les Travaillistes obtiennent 28 sièges, *Plaid Cymru* 17, les Conservateurs neuf, un seul sur le premier vote et huit sur le second, et le parti libéral démocrate six. De façon assez ironique, la dévolution permet aux Conservateurs, pourtant fermement opposés, d'être de retour dans la Principauté. Les voix qu'ils rassemblent sont certainement celles des opposants à la dévolution. Cependant, contrairement aux attentes, le parti de Tony Blair ne parvient pas à obtenir la majorité au sein de l'Assemblée et doit donc, en octobre 2000, former une coalition avec les Libéraux Démocrates. Les deux partis, représentés par Rhodri Morgan et Mike German, publient alors *Putting Wales First: A Partnership for the People of Wales*, dans lequel ils insistent sur leur future collaboration :

---

[525] *Loc. cit.*

[526] *Ibid*., p. 35.

[527] *Fair Play for All*, *op. cit*., p. 14.

[528] « By using your second vote for the Green Party and electing Greens to the new Assembly, you give us the power to pu tour vision and common sense into practice », *Wales Green Party Manifesto, Welsh Assembly Election 1999*, Cardiff : *Wales Green Party*, 1999, p. 1.

> *It [This partnership agreement] represents the beginning of a new administration in which two different and distinct political parties commit to work together to create a distinctly Welsh programme of government, designed to meet the particular needs of 21st century Wales – That, after all, is what devolution is all about. It is not a re-launch of the existing administration. It is a new Government; a partnership Government which exists for the benefit of the people of Wales*[529].

Dans ce document, les deux partis reprennent les trois piliers du *GOWA 1998*[530], faisant des propositions concrètes. Pour chaque thème abordé, une liste de principes généraux est suivie d'initiatives précises.

Alun Michael est élu *AM* de justesse. Il est le seul élu travailliste au second vote. Pourtant, comment imaginer que le président du parti travailliste gallois pourrait ne pas être élu ? Il réussit ce test essentiellement parce qu'il est inscrit sur les listes du second vote, et non comme représentant d'une circonscription, et que le parti travailliste n'obtient pas de bons résultats sur le premier vote. Patrick Hannan considère que son élection difficile mine sa légitimité :

> *Defeat for Labour meant victory for Alun. [...] He was only in the Assembly because the party he'd led had done badly. In other words he'd had somehow been rewarded for failure, which was a further reason for some people to question the legitimacy of his position*[531].

Cette position inconfortable va le poursuivre pendant plusieurs mois.

Quant à *Plaid Cymru*, il obtient des résultats satisfaisants : il réussit à rassembler 28,4% des suffrages au premier vote, et 30,6% au second, multipliant ainsi par trois les chiffres de 1997, alors que le parti travailliste enregistre une baisse de 17,2% de la proportion de suffrages recueillis. L'analyse des résultats par circonscription laisse apparaître une corrélation entre le taux de participation et les bonnes performances du parti nationaliste. C'est en effet dans les circonscriptions de Caernarfon, où se situe la centrale de Wylfa, et de Meirionnydd Nant Conwy, où se trouvent celle de Trawsfynydd et le réservoir de Tryweryn, que la participation est parmi les plus élevées, respectivement 60,3% et 57,3%, et *Plaid* obtient 65,8% et 63,8% des voix[532]. De façon intéressante, son manifeste est davantage régionaliste que nationaliste, ce qui fait dire à Jacques Leruez, dans *Le Système politique britannique. De Winston Churchill à Tony Blair* :

---

[529] *Putting Wales First: A Partnership for the People of Wales*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, 06-10-2000, pp. 1-2.

[530] Ils rappellent l'obligation de développement durable : « We want to safeguard Wales' beautiful natural environment. But we recognise that the Assembly's unique constitutional commitment to sustainable development requires more than just that. In fact it cuts across all of the Assembly's activities, playing a central role in the formation and implementation of policy and spending in every area of Welsh life », *ibid*., p. 9.

[531] Patrick Hannan, *op. cit*., p.62.

[532] Voir *Welsh Assembly Elections: 6 May 1999*, Research Paper 99/51, Londres : HMSO, 12-05-1999.

[Ainsi] convient-il mieux à l'humeur de la majorité des Gallois qui se satisferaient de voir leur pays devenir une grande région de l'Union européenne plutôt qu'un Etat indépendant, qui reste l'idéal du SNP pour l'Écosse.

Il se bat aussi pour protéger le pays de Galles de toutes les « pollutions » venant d'Angleterre, aussi se veut-il écologiste et environnementaliste[533].

D'où ses bons résultats. Dafydd Elis Thomas est élu *Presiding Officer* le 12 mai, et l'Assemblée est officiellement déclarée ouverte le 26 mai par la Reine Elizabeth II. Cet événement majeur est salué par Hervé Abalain :

Une ère nouvelle s'est ouverte au pays de Galles. Les décisions contestables prises jadis par Westminster en matière de distribution d'eau aux villes anglaises de Liverpool et Birmingham' par exemple, ne se reproduiront plus sans l'aval des élus gallois qui sont désormais responsables – ils ne sont pas les seuls toutefois – de leur propre destin[534].

Le pays de Galles a ainsi toutes les cartes en mains pour se faire entendre. Il ne lui reste qu'à renvoyer une image positive. Dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture de l'Assemblée, Ron Davies déclare : « The eyes of Wales are upon us; the eyes of the world are waiting to see what Wales has to offer to the community of nations ». Une nouvelle nation galloise vient de naître, ce que soulignent Jane Aaron et Chris Williams, en évoquant l'ouverture officielle de l'Assemblée dans la préface de leur ouvrage *Postcolonial Wales* :

At the same time its creation has, seemingly, boosted Welsh confidence, particularly in cultural matters. The official transmission of authority to the Assembly in May 1999 was popularly celebrated as if it marked the coming into being of a liberated nation[535].

Les symboles se multiplient à cette occasion, ainsi le dragon rouge en feu au-dessus de Cardiff Bay, ou habillant Shirley Bassey, pour donner l'image d'une nation renaissante, engagée sur la voie d'une plus grande autonomie dans des domaines plus vastes que la simple politique. L'Assemblée peut enfin se mettre au travail et prendre en considération les différentes obligations qui lui sont imposées :

The National Assembly for Wales will be meeting for the first time as the environment reaches the top of the international agenda. So now is the time to ensure that "sustainable development" is also at the top of the Assembly's agenda, so that it becomes a key theme in building our future Wales. This will be

[533] Jacques Leruez, *op. cit*., p. 297.

[534] Hervé Abalain, *op. cit*., p. 207.

[535] Jane Aaron & Chris Williams (eds.), *op. cit.*, p. XV.

a matter of both substance and image. If we get the former right, the latter could become a potent instrument in energising our own people and in projecting Wales on the European and global stage[536].

L'Assemblée nationale pour le pays de Galles va devoir mettre en place un projet en adéquation, non seulement en matière d'idées, mais aussi de présentation, avec les différentes contraintes clairement établies dans son texte fondateur. Elle devra ainsi tenir compte du principe de développement durable dans toutes ses décisions. Le projet défini depuis 1999 par l'Assemblée correspond-il à ces critères ? A-t-elle respecté ses devoirs ?

[536] Victor Anderson & Cynog Dafies, *A Sustainable Future for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1998.

Troisième partie. Les premiers pas de l'Assemblée galloise

1997 marque un tournant pour la Principauté à tel point que cette année est considérée comme la date de naissance d'un nouveau pays de Galles, ou plutôt la renaissance d'une nation longtemps oubliée ou ignorée. Le *Western Mail* décide, en 2003, de changer sa présentation et de moderniser sa mise en page, afin d'être en adéquation avec l'évolution du pays de Galles, ce que souligne Alan Edmunds, éditeur du journal : « It's very exciting to be leading the *Western Mail* into a new era as it evolves to serve its readers and modernizes to reflect the vibrancy of new Wales »[537]. Cette expression, les « nouvelles Galles », évoque l'idée d'un nouveau monde, enfin libéré de la nation mère et désireux de prendre en main sa destinée. De la même façon, Catherine Frumerman, dans un article publié dans le magazine *Cambria* à l'occasion de la semaine galloise, organisée du 4 au 11 mars 2006, et intitulé « Made in Wales: New York catches a glimpse of Wales », utilise le terme même de naissance :

> *Modern Wales is eight years old, going on nine. The new nation was born in 1997 when a referendum was won, by a small margin, in the favor of devolution*[538].

Evoquant l'exposition organisée à New York sur la culture et les arts gallois, elle ajoute : « At best, visitors caught a glimpse of the new Wales, the one that is working to be known as modern and sleek »[539]. Il s'agit donc bien, pour le pays de Galles, de prendre un nouveau départ, et ce, grâce à l'Assemblée.

En quoi la mise en place d'une Assemblée représente-t-elle une nouvelle naissance ? Il semble que, pour la première fois, la Principauté soit investie d'un pouvoir de décision, même si celui-ci reste limité, dans des secteurs importants tels que l'éducation, la santé, les transports et surtout l'environnement, par exemple la gestion des ressources. Les débuts de l'Assemblée sont difficiles, ce que souligne Patrick Hannan en 2000 :

> *Sixty men and women were being employed as full-time, professional politicians but they didn't have the faintest idea of what they might do or how they might do it*[540].

---

[537] Alan Edmunds, *Western Mail*, site Internet du journal, *icwales.co.uk*, consulté en avril 2004.

[538] Catherine Frumerman, « Made in Wales: New York catches a glimpse of Wales », *Cambria*, mars 2006.

[539] *Loc. cit.*

[540] Patrick Hannan, *op. cit.*, p. 68. Il utilise également l'image d'enfants qui auraient reçu un cadeau de Noël sans notice d'utilisation.

Les membres de l'Assemblée doivent en effet définir un projet gouvernemental leur permettant d'utiliser pleinement les pouvoirs qui leur ont été conférés par le *GOWA 1998*, c'est-à-dire un véritable programme concret dans le but d'asseoir la crédibilité de cet organe élu. Alun Michael prononce, le 15 juin 1999, son premier discours en tant que *First Secretary*, appelé « State of the Nation » : il choisit d'insister sur les priorités de l'Assemblée, à savoir le chômage et les services de santé, et fait le vœu pieux d'un consensus entre les différents partis présents, ainsi que d'un partenariat étroit avec les autorités locales. Cependant, son propos reste plutôt vague et ne présente pas les grandes lignes d'une politique, ce qu'indique alors Mike German, chef de file des Libéraux Démocrates :

> *It does not present the state of the nation, it does not even present the state of the assembly. What are the challenges we want to see in the state of the nation? We need a clear programme of action with specific targets*[541].

C'est pourquoi la tâche initiale de l'Assemblée est d'établir son plan d'action. C'est ce qu'elle fait au cours de ses premiers mois d'existence, par le biais de nombreux documents l'aidant à établir les axes prioritaires de sa politique. Elle doit mettre en pratique des principes imposés par le *GOWA 1998*, qui restent plutôt flous pour beaucoup, et, selon Gareth Wyn Jones, membre du *Institute of Welsh Affairs*, se poser deux questions :

> *What is new and meaningful about the statutory requirement for the National Assembly to address 'sustainable development' and in what ways should it influence its agenda?*
>
> *Secondly what does a commitment to sustainable development mean in reality? After all, would anyone advocate unsustainable development? In all of this there is an ever present danger of vacuous posturing, woolly thinking and, in the final analysis, inaction*[542].

Différents ouvrages sont publiés entre 1998 et 1999 pour apporter un début de réponse, comme, en avril 1998, *A Sustainable Future for Wales*, écrit par Cynog Dafies et Victor Anderson, chercheur au service du *Wales Green Party*, dans le but d'apporter des pistes de réflexion à la future Assemblée[543]. Nous allons donc tenter de répondre à ces questions en étudiant plus en détails son projet, et surtout la mise en application de celui-ci.

---

[541] Mike German, *in* « First Secretary addresses state of the nation », *BBC News*, 15-06-1999. L'expression utilisée pour qualifier le discours d'Alun Michael évoque le célèbre « State of the Union » des présidents américains.

[542] Gareth Wyn Jones, « Sustainable Development Special I: Integrating conflicting demands », *Agenda, the Journal of the Institute of Welsh Affairs*, Cardiff : *IWA*, été 1999, p. 43.

[543] Cynog Dafies lui-même résume cet ouvrage ainsi : « The document highlighted the importance of leading the way in areas such as energy efficiency and renewable energy, public transport, information technology, environmental industries, environmental farming and green tourism, and high standards in pollution control », *op. cit*., p. 19.

Chapitre 1. La définition d'un projet gouvernemental

La première tâche qui attend les membres de l'Assemblée galloise, les *AMs*, est de définir un projet gouvernemental, avec comme point de départ les textes laissés en héritage par le *Welsh Office* et le *GOWA 1998*. Certes ils ne sont pas confrontés à une page blanche, contrairement à ce qu'affirme Andrew Puddephat[544], directeur de *Charter 88*. Ils doivent malgré tout mettre en place un programme novateur, et surtout original. Les Gallois souhaitent se démarquer du gouvernement britannique, donc du modèle qu'il représente.

1.1 Les textes clés de voûte

La toute nouvelle Assemblée galloise, élue en 1999, se met très vite au travail : elle publie de nombreux documents officiels afin de délimiter les contours de sa politique. Tous rappellent régulièrement les trois piliers de la constitution présentés dans le *GOWA 1998*, c'est-à-dire le développement durable, l'inclusion sociale et l'égalité des chances, ainsi page 19 de *Wales, A Better Country* :

> *Sustainable development: meeting the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own, Tackling social disadvantage: the development of an inclusive society where everyone has the chance to fulfil their potential, Equal opportunities: the promotion of a culture in which diversity is valued and equality of opportunity is a reality*[545].

Néanmoins, dans le *Wales Spatial Plan*, l'Assemblée elle-même considère trois textes comme majeurs : *Wales, A Better Country*, aussi nommé www.betterwales.com et publié en avril 2000, le *Wales Spatial Plan*, dont la version finale est éditée en novembre 2004, et, enfin, *The Sustainable Development Scheme*, ou *Learning to Live Differently*, adopté par l'Assemblée en novembre 2000

[544] « Wales has an enviable opportunity: a blank sheet of paper to devise a new Assembly fit for the 21st century », Andrew Puddephat, cité dans John Osmond, *New Politics in Wales*, *op. cit.*, p. 2.

[545] *Wales, A Better Country*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, avril 2000, p. 19. L'Assemblée rappelle presque toujours, au début des documents qu'elle publie, les trois piliers de son projet, ainsi dans le *Wales Spatial Plan* : « The commitment of the Welsh Assembly Government to develop and implement an integrated Spatial Plan for Wales reflects our desire to prepare for the future based on the key principles of social justice, equality and sustainabilty », *Wales Spatial Plan*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, novembre 2004, p. 3.

après consultation publique[546]. Par conséquent, la lecture de ces textes permet de mieux comprendre la politique mise en place par les députés gallois pour leur nation, et les priorités qu'ils établissent.

1.1.1 *Wales, A Better Country*

Lorsque Morgan Parry, à la tête de *WWF Cymru*, demande aux *AMs* quel est, selon eux, le document le plus important pour définir le projet de développement durable de l'Assemblée, il est surpris par leur réponse. Ceux-ci estiment, en effet, que c'est *Wales, A Better Country*, et non pas *The Sustainable Development Scheme*, qui n'a suscité qu'un faible intérêt[547]. *Wales, A Better Country* est publié en avril 2000, après consultation publique des partenaires de l'Assemblée : les autorités locales, les entreprises et le secteur associatif. Elle le présente comme sa vision du pays de Galles et de son action pour la décennie à venir. Dans son avant-propos, Rhodri Morgan, *First Minister*, le décrit en ces termes :

> *This is the first strategic plan of the National Assembly for Wales. It sets our plan to create fresh 'Made in Wales' policies for this new millenium and to get the maximum value for the people of Wales out of the money spent on your behalf*[548].

Ce document comporte cinq parties : la présentation de ce texte, un état des lieux de la situation actuelle du pays de Galles, la vision pour 2010, les priorités de l'Assemblée et le rôle des Gallois. Dès l'introduction, elle énumère 20 actions réparties sous plusieurs rubriques et nécessaires pour promouvoir son programme : encourager l'esprit d'équipe et le sens de la possession, créer de la richesse et des emplois de qualité, s'attaquer aux inégalités sociales, investir pour l'avenir dans la santé et l'éducation, instaurer une nouvelle vision de l'avenir, mettre en place de nouveaux services améliorés, et insister sur une meilleure utilisation du budget[549]. Il semble nécessaire de se demander si une cohérence existe entre ces différents thèmes, ou s'ils ne constituent qu'un simple catalogue. La logique interne n'est pas évidente.

---

[546] Elle définit en effet ce projet de la façon suivante : « The Spatial Plan forms one of the high-level strategic guidance 'building blocks' of the Welsh Assembly Government, alongside *Wales: A Better Country* and the Sustainable Development Scheme and Action Plan », *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 4.

[547] Morgan Parry décrit *Wales, A Better Country* en ces termes : « [...] a strategy for increasing economic prosperity in Wales while combating social exclusion and promoting equal opportunities and environmental protection », « Creating a new political ecosystem », *Agenda,* Cardiff : *IWA*, été 2000, p. 30. Il reprend ainsi les trois piliers du *GOWA 1998*.

[548] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 2.

[549] « Creating team spirit and ownership, creating wealth and good quality jobs, tackling social disadvantage, investing for our future, creating a new vision of the future, new and better services, better value for money », *ibid*., pp. 4-6.

Il apparaît, à la lecture de ce texte, que, comme le souligne Rhodri Morgan, c'est un document clé du projet de l'Assemblée puisqu'il le résume parfaitement. Un seul paragraphe, dans la première partie intitulée « A fresh programme for Wales », en reprend les grands principes :

> *Our draft sustainable development scheme emphasizes the need to learn to live differently. We must seize the opportunity offered by the Assembly to work in new ways: to deliver a distinctly Welsh approach; to make a reality of joint action; to work across party differences; to keep government simple; to focus on what can make a real difference; to emphasize the need for results not just plans or activity; to value actions more than words; to forge the links between different areas of our work*[550].

Elle souhaite mettre en place une politique innovante et originale, fondée sur le partenariat et la transdisciplinarité, afin d'affirmer la singularité galloise. La première phrase reprend le titre du *Sustainable Development Scheme*, et illustre ainsi la volonté d'intégrer le principe de développement durable dans toutes les décisions de l'Assemblée. Cette partie lui permet également de définir cinq champs d'action, repris par la suite en détail dans la troisième intitulée « 2010 What success would look like » : l'éducation, l'économie, la santé, la qualité de vie et le gouvernement, chacun d'entre eux précédé du comparatif « better », son but étant bien entendu d'améliorer le quotidien des Gallois.

En outre, *Wales, A Better Country* est particulièrement intéressant dans la mesure où c'est un des rares documents qui dresse un bilan général de la situation galloise, sous la forme d'un état des lieux dans la deuxième partie, « State of Wales ». Il est nécessaire de remarquer le jeu de mots sur « state » qui évoque l'idée d'état nation, ce que le pays de Galles n'est, certes, encore pas, mais qui reflète les aspirations des nationalistes. L'Assemblée énumère les forces de la Principauté : sa population, sa campagne et son paysage[551], ses institutions, son économie et ses moyens de communication. Mais aussi ses faiblesses : son économie, son agriculture et son économie rurale, son système de santé, ses inégalités sociales, son environnement, ses communautés ainsi que ses services publics[552].

Enfin, c'est certainement l'un des documents les plus didactiques publiés par l'Assemblée. Il est très bien structuré, et présenté de manière efficace pour être compris du plus grand nombre. Les formulations sont simples, par exemple : « We can be certain that our priorities – the "what" – will stand the test of time, but we will not hesitate to revise our actions – the "how" – if necessary »[553] ou « To help us to achieve our aims it seeks to build on what we are good at and change what we do

---

[550] *Ibid*., p. 11.

[551] L'Assemblée utilise ici le terme « country » qui a plusieurs sens en français : à la fois pays, nation et campagne ou paysage. Lorsqu'elle le développe, il apparaît que la signification retenue est ambivalente. C'est à la fois la campagne et le paysage car elle évoque, non seulement les parcs nationaux et les sites protégés, mais aussi l'agriculture et l'industrie forestière.

[552] *Ibid*., p. 15.

[553] *Ibid.*, p. 14.

badly »[554]. Les éléments importants sont imprimés en gras. Les priorités pour la décennie à venir sont indiquées sous forme de tableaux, deux pour chaque champ d'action. Le premier indique les résultats à obtenir d'ici la fin de la première législature en mars 2003, et le second établit les liens avec les trois piliers du *GOWA 1998*.

1.1.2 *The Sustainable Development Scheme* ou *Learning to Live Differently*

Le *Sustainable Development Scheme* intitulé *Learning to Live Differently* est le projet de développement durable adopté par l'Assemblée le 16 novembre 2000 pour quatre ans, soit une législature, après consultation publique. Il est révisé en mars 2004 dans *The Sustainable Development Scheme: Starting to Live Differently*. C'est une première étape car elle a choisi de rédiger deux documents complémentaires, l'un présentant son projet, « The Scheme », et l'autre la mise en œuvre de celui-ci, «The Action Plan », publié en mars 2001. Elle semble donc vouloir séparer théorie et application. D'autre part, ce texte s'inscrit dans un ensemble puisqu'il fait suite au *GOWA 1998*, plus particulièrement l'article 121 qui établit une double obligation pour la future Assemblée : tout d'abord la mise en place d'un projet global d'une durée de quatre ans, puis la publication annuelle d'un rapport pour évaluer le travail accompli[555]. Il reprend aussi le premier rapport de l'Assemblée rendu public en 2000 et intitulé *Deciding to Live Differently*. Le jeu sur les titres montre qu'après le temps des décisions vient celui de l'action.

Ce document se compose de quatre parties, ou « sections » : le devoir, rappelant la double obligation imposée à l'Assemblée dans son texte fondateur ; la définition, dans laquelle elle propose une interprétation du développement durable inspirée des différents textes internationaux ; la vision d'un pays de Galles meilleur, résumant ainsi son principal objectif ; et, enfin, dans la section la plus longue, la façon dont l'Assemblée va promouvoir le développement durable en utilisant ses fonctions[556]. Cette dernière partie est elle-même divisée en plusieurs sous-parties : la prise de décisions, la stratégie politique qui contribue au développement durable, le travail avec les autres, les actions spécifiques, l'auto application, l'utilisation d'indicateurs et de cibles, et l'évaluation. Le titre même de ce projet, qui en reflète les idées clés, fera par la suite l'objet d'une étude plus détaillée.

1.1.3 *Wales Spatial Plan*

Le *Wales Spatial Plan*, dont le nom complet est *People, Places and Futures, The Wales Spatial Plan*, est publié en novembre 2004. Les termes utilisés ici sont particulièrement intéressants : le choix de

[554] *Ibid.*, p. 15.

[555] Voir la présentation du *GOWA 1998*, pp. 206-210.

[556] Ces parties portent dans la version anglaise les titres suivants : « the duty », « the definition », « the vision of a better Wales » et « how ».

placer « People » en premier montre que la population, régulièrement consultée, devra jouer un rôle central dans l'aménagement du territoire. L'utilisation du pluriel pour « Places » indique que l'Assemblée reconnaît la pluralité des régions au pays de Galles, et la nécessité d'appliquer une politique diversifiée. Enfin, le substantif « Futures », lui aussi au pluriel, renforce cette idée de multiplicité. Ce document présente le projet de l'Assemblée, qui devra être fréquemment mis à jour, pour les deux décennies à venir dans le domaine de l'aménagement du territoire, notion parfois mal maîtrisée, qu'elle commence par définir de la façon suivante :

> *Spatial planning is the consideration of what can and should happen where. It investigates the interaction of different policies and practice across regional space, and sets the role of places in a wider context. It goes well beyond 'traditional' land-use planning and sets out a strategic framework to guide future development and policy interventions, whether or not these relate to formal land use planning control*[557].

L'aménagement du territoire consiste donc en une politique globale et interdisciplinaire, recouvrant des champs d'application plus larges que les conceptions traditionnelles. L'Assemblée définit des objectifs clairs et précis :

> *In essence, it [the role of the Wales Spatial Plan] means :*
> *Making sure that decisions are taken with regard to their impact beyond the immediate sectoral or administrative boundaries; that there is co-ordination of investment and services through understanding the roles of and interactions between places; and that we place the core values of sustainable development in everything we do*[558].

Elle identifie donc trois axes de politique : la transdisciplinarité, la coopération et coordination, enfin le développement durable.

Le *Wales Spatial Plan* s'organise en quatre parties intitulées « Purpose », « The national framework », « Areas of Wales » et « Implementation and monitoring ». La deuxième partie est elle-même structurée autour de cinq thèmes : « Building sustainable communities », « Promoting a sustainable economy », « Valuing our environment », « Achieving sustainable accessibility » et « Respecting distinctiveness ». Le terme « sustainable » est repris plusieurs fois pour insister sur le principe central défendu par l'Assemblée. Ces thématiques sont toutes présentées de la même façon puisqu'elles détaillent une liste d'objectifs qui seront mis en place par des actions concrètes, également décrites. Le titre de la troisième partie rappelle celui du document entier dans la mesure où le pays de Galles est découpé en six régions. Pour chacune d'entre elles, la présentation est identique, ce qui rend le texte

[557] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., pp. 3-4.

[558] *Ibid*., p. 4.

particulièrement clair et facile à comprendre : l'Assemblée donne sa vision de la région, puis sa stratégie en ce qui la concerne, suivie de propositions concrètes et, enfin, d'une liste d'actions. Ce projet représente en effet une vision générale qui devra être adaptée aux particularismes locaux, ce qui est parfois souligné : « Each area of Wales will need its own distinctive response to delivering the national vision »[559]. De même, la répétition du terme « local » illustre la volonté de l'Assemblée de respecter l'identité et la spécificité de chaque région galloise :

> *We do not intend to be prescriptive over local structures to take this work forward where these can be agreed by local consensus. Different solutions will be appropriate according to local circumstances*[560]*.*

La priorité, on l'aura compris, sera donnée aux initiatives locales. Par conséquent, le *Wales Spatial Plan*, bien organisé, présente les mêmes qualités pédagogiques que les deux textes précédemment étudiés.

Si l'Assemblée elle-même définit ces trois documents comme éléments fondateurs de son projet gouvernemental, il faut néanmoins souligner que, au cours de ses premières années d'existence, elle multiplie les publications officielles, diluant ainsi son message, ce qu'indique l'éditorial d'un numéro de la revue *Agenda*, publiée par le *Institute of Welsh Affairs* et intitulé « Finding the Big Picture » :

> *There is a widespread demand for a clearer 'big picture'. [...] Given that the National Assembly has not been slow to issue policy documents since it was established, one might wonder why this big picture has not emerged. Is it because there have been too many documents*[561]*?*

L'éditorialiste énumère alors les documents publiés par l'Assemblée sur l'économie, à l'instar de *Pathways to Prosperity*, assez général, *A Better Wales*, qui définit des objectifs, et *The National Economic Development Strategy*, établissant des priorités budgétaires. A trop communiquer sur sa politique, l'Assemblée risque de lasser et perdre son auditoire, incapable d'établir une hiérarchie entre ces différents supports de travail. Pourtant, une thématique centrale se dessine à la lecture des divers écrits qu'elle rédige, celle de l'environnement, au cœur de son projet.

---

[559] *Ibid*., p. 38.

[560] *Ibid*., p. 60.

[561] Anon, « Finding the Big Picture », *Agenda, the Journal of the Institute of Welsh Affairs*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 1.

1.2 L'environnement au cœur du projet de l'Assemblée

L'Assemblée, afin de respecter les prérogatives du *GOWA 1998*, a choisi de placer l'environnement au centre de son projet. De ce fait, il semble important, avant toute réflexion, de définir ce que ce terme englobe, à ses yeux, pour mieux étudier, ensuite, sa politique.

1.2.1 Le pays de Galles ou un « dragon à deux têtes »

Au pays de Galles, les habitants sont de longue date attachés à la nature. En effet, la société est rurale et pastorale, tout du moins jusqu'au XIX[e] siècle, si bien que les Gallois prêtent toujours une grande attention à leur cadre de vie, à leur paysage, dans la contemplation duquel se mêlent sentiments esthétiques et personnels. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment, le paysage gallois est transformé, dévasté par différentes phases d'industrialisation, particulièrement l'extraction minière, et il porte aujourd'hui encore les cicatrices du développement de la Principauté[562]. Anne Cauquelin, dans son ouvrage intitulé *Le Site et le paysage*, souligne que le paysage moderne est souvent à la fois détruit et préservé, devenant ainsi ambivalent :

> *Les traits qui servaient hier encore à attribuer au paysage un caractère contemplatif, ingénument teinté du sentiment de la nature, disparaissent peu à peu sous le souci causé par sa dégradation. De ce côté, il n'est plus question que de préservation, de défense d'un patrimoine attaché autant aux produits de la nature qu'à ceux de la culture*[563].

Cette remarque peut parfaitement s'appliquer au pays de Galles qui, surtout depuis la tragédie d'Aberfan, se sent concerné par la préservation du paysage, voire sa reconstruction. Il est donc devenu une ressource à préserver, à tel point qu'il peut de nos jours être qualifié de composite, juxtaposant des zones fortement industrialisées et des espaces naturels presque désertés, confrontant ainsi les mondes rural et urbain. C'est aussi le cas de la France, certes, mais dans une moindre mesure car, au pays de Galles, cette confrontation est plus marquée et sur une superficie beaucoup plus limitée. Les géographes ont longtemps évoqué une division nord sud, mais cette dichotomie se retrouve également à l'échelle locale[564]. Le territoire serait un dragon, non seulement à « deux langues », d'après le titre de

---

[562] Voir la première partie, pp. 85-91. Le champ sémantique de la blessure est fréquemment utilisé pour décrire les traces laissées par le développement industriel sur le paysage, ainsi dans *Wales, A Better Country* : « Areas scarred by our industrial past are being repaired and restored to their former glory », p. 15, ou « We are continuing to remove the scars of our industrial past but some remain, in the Valleys particularly », *op. cit.*, p. 17.

[563] Anne Cauquelin, *Le Site et le paysage*, Paris : Quadrige, Presses Universitaires de France, 2002, p. 9.

[564] Henry M. Drucker et Gordon Brown rappellent que les divisions entre le nord et le sud sont telles que l'*Eisteddfod* a lieu par roulement dans l'une ou l'autre de ces régions : « In Wales, which has 2,500,000 people,

l'ouvrage de Glyn Jones, *The Dragon Has Two Tongues*[565], mais aussi un dragon à deux têtes ou à deux visages. L'ambivalence du paysage est renforcée par l'absence de réels moyens de communication entre le Nord et le Sud. Toutes les infrastructures existantes traversent la Principauté d'est en ouest afin de relier les zones portuaires et l'Angleterre. Par conséquent, les régions centrales sont plutôt enclavées. Il n'est pas rare de qualifier le pays de Galles de nation schizophrène à bien des égards. Dans son *Wales Spatial Plan*, l'Assemblée, en utilisant le terme de « mosaïque » pour décrire la Principauté, montre qu'elle en a parfaitement conscience :

> *The current mosaic and scale of towns needs to be reinforced, enhancing their attractiveness as places in which to live and work creatively, whilst improving links with surrounding rural communities, building a network of community regions and local centres.*[566]

Son rôle consistera alors à établir des liens entre les deux parties d'une même nation, entre les paysages dévastés et les zones préservées. Le paysage gallois étant devenu une richesse à défendre, les zones protégées se sont multipliées. Le pays de Galles compte, tout d'abord, trois parcs nationaux qui occupent aujourd'hui 20% du territoire, contre 10% pour l'Angleterre et le pays de Galles réunis : celui de Snowdonia, le tout premier, créé en 1951, celui de Pembrokeshire Coast l'année suivante et les Brecon Beacons en 1957. Ils sont mis en place dans les années 1950 afin de répondre à deux objectifs : conserver et promouvoir la beauté des sites naturels, la biodiversité et l'héritage culturel, ainsi que permettre au public de comprendre leurs qualités et d'en profiter[567]. En outre existent de nombreuses zones protégées, ainsi 40% du littoral est sauvegardé, et plusieurs sortes de réserves, comme les *Special Protection Areas* (*SPAs*) ; les *Special Areas of Conservation* (*SACs*) ; les sites RAMSAR, des sites d'importance internationale[568] ; les *SSSIs* ou *Sites of Special Scientific Interest* au nombre de 870 en 1994 et couvrant 10% du territoire ; et une *Biosphere Reserve* de 3 000 hectares[569].

---

the difference between the urban industrial mining valleys in the South and the rural farming areas is equally marked. 70% of Welshmen live in only three of the country's eight counties. So great, indeed, are the differences between the industrialised south and the rural north that the national Eisteddfod, the symbol of Welsh nationhood, has to vary its annual meeting place between North and South Wales », Henry M. Drucker & Gordon Brown, *The Politics of Nationalism and Devolution*, Londres et New York : Longman, 1980, p. 3.

[565] Glyn Jones, *The Dragon Has Two Tongues: Essays on Anglo-Welsh Writers and Writing*, Londres : University of Wales Press, 1968. Par ce titre, l'auteur évoque la coexistence au pays de Galles de deux langues.

[566] *Wales Spatial Plan*, *op. cit.* , p. 46.

[567] Une brochure publiée en 1999 par le *Council for National Parks* pour célébrer le cinquantième anniversaire de la loi à l'origine de leur mise en place rappelle ce double objectif : « To conserve and enhance the natural beauty, wildlife and cultural heritage », et « To promote opportunities for the understanding and enjoyment of the special qualities of the Parks by the public », *National Parks For All*, *op. cit*., p. 3. Voir l'historique des parcs nationaux, pp. 133-134.

[568] Les sites RAMSAR sont mis en place en février 1971 et désignent des zones humides d'importance internationale.

[569] Les *Biosphere Reserves* sont une catégorie créée à partir de 1974 dans le cadre du programme *Man and Biosphere* (*MAB*), initié en 1971 par l'UNESCO, afin de conserver au moins une aire représentative de chaque

En outre, le *Agriculture Act* adopté en 1986 met en place les *Environmentally Sensitive Areas* (*ESAs*), dans lesquelles les autorités tentent d'encourager les agriculteurs, en leur accordant primes et subventions, à exploiter leurs terres d'une manière moins nocive pour l'environnement. Se rajoutent enfin les *AONBs*, au nombre de cinq au pays de Galles : Lln, Anglesey, Clwydian Range au nord, Wye Valley au sud et le Gower, *AONB* qui a célébré son cinquantième anniversaire en 2006. Cette commémoration est saluée dans un article du *Western Mail* intitulé « Gower inspiration and dreams » :

> *Gower was selected for its classic coastline and an outstanding natural environment that was considered the last outpost of unspoilt beauty in industrial south Wales*[570].

Différents événements sont organisés : un festival de marche en juin 2006, une exposition de trois mois au *Swansea Museum*, des conférences dans les écoles et la tenue à Swansea du congrès annuel de la *National Association of AONBs*. Ces zones sont donc créées essentiellement pour protéger des paysages exceptionnels, c'est-à-dire pour des considérations purement esthétiques, et non pas scientifiques[571].

L'ambivalence du paysage gallois se reflète dans l'œuvre de nombreux poètes, à l'instar d'Idris Davies. Deux de ses poèmes, notamment, sont intéressants : tout d'abord, celui publié en mai 1930 et intitulé « Brecknock Beacons » :

> *O, ye majestic Beacons,*
> *That tower to the sky,*
> *How oft I pause on the Rhymney's ridge*
> *Your summits to espy!*[572]

Puis un extrait de *Gwalia Deserta*, section XXIII, recueil édité en 1938 :

> *In Gwalia, in my Gwalia,*
> *The vandals out of Hell*
> *Ransacked and marred for ever*
> *The wooded hill and dell*[573].

Tout en faisant le panégyrique de la nature et des perspectives telles les Brecons, Idris Davies dénonce les ravages de l'industrialisation. Il suffit de voyager à travers le pays de Galles pour prendre la

---

type d'écosystème majeur existant dans le monde.

[570] Anon, *Western Mail*, « Gower inspiration and dreams », 09-05-2006.

[571] Voir annexe 10, p. 515. Cette carte, « Valuing our Environment », tirée du *Wales Spatial Plan*, représente les différents espaces sauvegardés, *op. cit*., p. 24. Elle montre que la quasi-totalité du territoire gallois se trouve dans une zone protégée.

[572] Idries Davies, « Brecknock Beacons », 10 mai 1930, *The Complete Poems*, *op. cit*., p. 103.

[573] Idries Davies, *Gwalia Deserta*, section XXIII, 1938, *ibid*., p. 13.

mesure de l'ambivalence du paysage. Plusieurs exemples sont particulièrement frappants, dont un donné dans le *Wales Spatial Plan* : celui du Pembrokeshire. En effet, cette région est à la fois un site naturel, le *Pembrokeshire Coast National Park*, reconnu comme exceptionnel pour la richesse de ses paysages, et un lieu célèbre pour ses zones industrielles et portuaires, concentrées à Milford Haven et Fishguard, le plus grand complexe européen. L'endroit est décrit en ces termes :

> *It [South Pembrokeshire] is set within an exceptional coastal environment where the need to balance pressures for development and the environment come to the fore, and where the Pembrokeshire Coast National Park is a local exemplar of sustainability. Milford Haven and Fishguard are amongst the key gateways to Wales*[574].

Un autre exemple vient à l'esprit à qui s'est promené au pays de Galles, celui de Swansea : si le visiteur vient de l'est, la première image qu'il aura de la ville sera l'alignement d'usines, atmosphère plutôt morne et lugubre. En revanche, arriver par l'ouest lui permettra de découvrir tout d'abord Mumbles, charmant petit village de pêcheurs[575]. Rappelons aussi le paradoxe de l'emplacement de la centrale de Trawsfynydd, construite en plein cœur d'un parc national, celui de Snowdonia[576]. Ainsi, le pays de Galles semble avoir au moins deux visages. De ce fait, l'Assemblée, dans les textes qu'elle publie, utilise une définition ambivalente de l'environnement.

1.2.2 Une définition ambivalente de l'environnement

L'Assemblée a choisi d'adopter une définition large de l'environnement, s'attachant à protéger cet environnement, non seulement naturel, mais aussi historique et construit[577]. Elle se positionne ainsi entre passé et avenir. En effet, il n'existe plus, selon elle, de paysage naturel au sens propre du terme, la main de l'homme ayant modelé tout son cadre de vie : « Practically everything in today's rural and urban landscape is the result of centuries of human activities »[578]. Il y a donc, d'un côté, le paysage, et, de l'autre, le patrimoine, ou l'environnement urbain, dégradé par plusieurs siècles d'industrialisation massive. La thématique de la régénération est omniprésente tout au long du *Wales Spatial Plan*, avec

[574] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 57.

[575] La Baie de Swansea est décrite ainsi dans le *Wales Spatial Plan* : « The area has a world famous coastline which is both environmentally sensitive and a major attraction in its own right. It also has areas that have been environmentally degraded through previous use which can be revitalised », *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 54. Je me permets ici d'évoquer mon expérience personnelle. En effet, lors de mon premier voyage au pays de Galles en 1996, je fus particulièrement frappée par l'alignement sans fin d'usines en arrivant à Swansea. Fort heureusement, j'eus l'occasion de découvrir l'autre aspect bien plus accueillant de la ville dès les premiers jours de mon séjour.

[576] Voir annexe 11, p. 516. Cette photographie montre combien la centrale de Trawsfynydd semble être sortie de nulle part et défigure le panorama. La deuxième représente les installations portuaires de Milford Haven.

[577] L'Assemblée le décrit fréquemment en ces termes : « the natural and built environment », désignant à la fois les environnement naturel et artificiel, construit par l'homme.

[578] *Wales Spatial Plan, op. cit*, p. 21.

des termes comme « revitalised », « regeneration » ou « restructuring ». L'Assemblée reconnaît ainsi les dommages occasionnés aux sites naturels : « It also has areas that have been environmentally degraded through previous use which can be revitalised. [...] the remediation of contaminated land and pollution associated with industrial legacy »[579]. La politique qu'elle défend peut donc donner une deuxième jeunesse, voire une deuxième vie, aux sites industriels, longtemps considérés comme une verrue sur le paysage. Dans un article publié dans la revue *Agenda*, Iwan Huws, directeur du *National Trust for Wales*, souligne la collaboration naissante entre son association et l'Assemblée à propos de l'héritage construit et culturel du pays de Galles, notamment à l'occasion d'une conférence organisée conjointement par le *National Trust Wales* et *Cadw*[580] en juillet 2002 et intitulée « An Asset for the Future ». Huws salue également la décision de l'Assemblée de rédiger un document consultatif sur l'environnement historique :

> *It provides the most significant opportunity to date to establish a coherent and meaningful strategy across government departments, local government and the voluntary sector*[581].

Ce document, publié en mars 2003, est une véritable étude sur l'environnement à la fois naturel et historique, et sur ses avantages sociaux et économiques. Iwan Huws estime, en effet, que le *WAG* doit définir une politique claire en matière d'environnement historique. Il s'avère que le budget alloué à *Cadw* est inclus dans celui de l'environnement.

L'Assemblée opte, par conséquent, pour une définition large de l'environnement, ce qui la conduit à définir une politique environnementale globale de développement durable. Elle décrit dans le *Wales Spatial Plan* l'action qu'elle doit mener :

> *Making sure that decisions are taken with regard to their impact beyond the immediate sectoral or administrative boundaries; that there is co-ordination of investment and services through understanding the roles of and interactions between places; and that we place the core values of sustainable development in everything we do*[582].

Des termes comme « coordination » et « interactions » montrent combien elle souhaite appliquer le principe de développement durable à l'intégralité de sa politique.

---

[579] *Ibid*., pp.54-55.

[580] *Cadw* est un organisme créé en 1984 et chargé de la préservation des monuments historiques gallois tout en valorisant de manière optimale le patrimoine historique.

[581] Iwan Huws, « A sleeping giant », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, p. 71.

[582] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 4.

1.2.3 Le choix d'une politique environnementale globale

L'Assemblée galloise a choisi d'adopter le développement durable comme fil conducteur de sa politique : c'est un principe général qui doit être pris en compte dans chacune de ses décisions, ce qu'elle rappelle dans son *Sustainable Development Scheme* :

> *We must not put proposals in solely economic, solely environmental or solely social compartments. We need to plan actions 'in the round' not in isolation – such as maximising short-term economic growth or improving some elements of the environment – without regard to other consequences*[583].

Les définitions communes du développement durable s'accompagnent souvent d'un schéma constitué de trois cercles, le développement durable se trouvant à l'intersection de ces cercles, pour montrer qu'il ne s'agit pas d'un domaine isolé ou cloisonné. Phil Williams lui-même, *AM* jusqu'en 2003 pour *Plaid Cymru*, résume, dans une conférence qu'il donne en juin 2002 en Allemagne, les différentes interprétations de ce principe qu'il a pu trouver au fil de ses lectures. Il les regroupe sous quatre rubriques : le domaine économique, il cite l'exemple des subventions européennes accordées une seule fois ; puis social, c'est-à-dire préserver les communautés ; le volet environnemental et, en dernier lieu, le point de vue d'un fonctionnaire donnant la définition suivante : « […] economic growth at an accelerating rate », le contraire de l'idée même de développement durable. Phil Williams écarte très vite la quatrième rubrique pour ne retenir que les trois premières qui, selon lui, constituent les fondations du travail de l'Assemblée[584]. Le développement durable, c'est aussi du développement fiable ayant vocation à s'inscrire dans la durée. C'est alors du développement tout court.

Ce principe doit également être pris en compte par les Gallois eux-mêmes, et devenir une ligne de conduite pour chacun. Le titre du projet de développement durable de l'Assemblée, *Learning to Live Differently*, est à cet égard révélateur de sa volonté de sensibiliser la population. Le terme « learning » souligne la nécessité d'un apprentissage, donc d'un processus plutôt long, exigeant un investissement personnel. Quel est le sujet de ce verbe ? Il est évident que c'est implicitement le peuple gallois lui-même, par l'intermédiaire de l'Assemblée. En outre, l'utilisation du gérondif « ing » montre que ce sujet est actif, et donc impliqué dans un processus. Mais lequel ? Celui qu'indiquent les derniers mots du titre : « to live differently », l'adverbe insistant sur le changement. Ce document marque le début d'une nouvelle ère : la population galloise va devoir changer jusqu'à son mode de vie. Il ne s'agit pas simplement de quelques vagues principes de politique générale, mais bien d'une nouvelle façon de vivre et de concevoir la politique et la gestion d'une nation. Fin 2006 est ainsi lancé un site Internet ouvert à tous ceux qui s'intéressent au développement durable au pays de Galles,

[583] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 10.

[584] Phil Williams, « A Green Wales », présentation donnée lors d'un colloque sur « Regionalism and Sustainable Development » organisé à Bad Urach, Allemagne, en juin 2002 et reproduite dans *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, pp. 2-5.

www.sustainwales.com. C'est une base de données interactive regroupant les projets, produits et événements en relation avec ce principe, dont l'objectif est le suivant : « […] for everyone across Wales to find out what, in terms of sustainability, is happening in their local area »[585]. Tous les Gallois et Galloises sont donc concernés, même à une petite échelle.

De la même façon, dans la dernière partie de *Wales, A Better Country* intitulée « How you can help », l'Assemblée s'adresse directement aux Gallois afin de les impliquer dans son projet gouvernemental. Tous ont un rôle à jouer, ce sur quoi elle insiste tout particulièrement :

> *Individuals, communities and the many organisations and businesses – large and small – that make up modern Wales have a critical part to play in helping us as a nation to be one of the success stories of the new millenium*[586].

Elle définit ensuite, pour chaque champ d'action établi dans ce document, la liste des personnes concernées, et il semble difficile d'y échapper : parents, particuliers, employeurs, communautés, enfants, écoles et électeurs. Pour chaque type d'interlocuteurs, elle donne la liste des sites Internet à contacter, en utilisant l'impératif, « Contact », ainsi que le « you » de la deuxième personne. Cette volonté d'établir un dialogue avec les Gallois est présente tout au long du document, publié après une large consultation réalisée grâce à un site Internet, www.betterwales.com, qui reçoit alors environ 17 000 visites, et permet de rendre la vision qu'a l'Assemblée du pays de Galles futur accessible au plus grand nombre. C'est donc une relation interactive qu'elle cherche à mettre en place avec la population :

> *The Assembly has drawn on the many ideas received and listened carefully to what people have had to say on priorities to make better informed judgements about the way ahead. [...] It [Good government] means listening to people, including the users of our public services, and building and simplifying services by working back from their needs, wishes and aspirations*[587].

Par le passé, les Gallois n'étaient guère entendus du gouvernement central à Londres. Aujourd'hui, la situation est différente : ils peuvent s'exprimer et les autorités galloises les écoutent. Les rôles sont inversés dans la mesure où ils sont invités à devenir des citoyens actifs[588], qui devront prendre très à

---

[585] *In Globally SusDCymru*, août/septembre 2006. *Globally SusDCymru* est une lettre d'information bimensuelle publiée par le *WAG* pour faciliter l'échange d'informations sur le développement durable au pays de Galles et dans le reste du globe. Elle contient donc des pages sur l'actualité du développement durable au pays de Galles, puis dans le monde, ce qui montre la volonté d'ouverture à l'international de la Principauté.

[586] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 40.

[587] *Ibid*., p. 10 et p. 26.

[588] « Active citizenship », « active communities » sont des expressions récurrentes de *Wales, A Better Country*. C'est même l'un des repères pour 2010.

cœur les devoirs découlant de cette nouvelle citoyenneté, comme le vote : « **Remember to register and vote** – many don't »[589].

Pour mettre en place cette politique générale, l'Assemblée insiste sur la nécessaire transdisciplinarité, liée au principe de coopération et de partenariat, dont le but est : « […] to combat the tendency to compartimentalise decisions, […] realising the linkages between our varied responsibilities and delivering on the promise of better governments for Wales »[590]. Ce leitmotiv rythme les documents de l'Assemblée qui oppose fréquemment la fragmentation ou l'isolation caractérisant la politique passée à la collaboration qu'elle préconise désormais, comme dans *Wales, A Better Country* :

> *There has been little attempt to co-ordinate central initiatives in ways which would maximise their impact or foster effective joint working at all levels. They have generally been of short duration and the way in which separate programmes are constructed often makes it more difficult than it should be for local communities to see quickly […] how they can be brought together in ways which will have most impact locally*[591].

La collaboration sera absolument indispensable pour pouvoir mettre en place une politique générale de développement durable.

Ce souci d'intégrer le développement durable dans le projet gouvernemental de l'Assemblée rappelle le chapitre 8 de la *Déclaration de Rio*, qui s'intitule « Intégration du processus de prise de décisions sur l'environnement et le développement », la première partie étant « Intégration de l'environnement et du développement aux niveaux de l'élaboration des politiques, de la planification et de la gestion », dans le but de « veiller à l'intégration progressive des questions d'environnement et de développement dans les politiques, stratégies et plans économiques, sectoriels et environnementaux établis à l'échelle nationale »[592]. La Déclaration encourage donc l'adoption de « méthodes d'analyse d'ensemble » et de « méthodes intégrées de développement durable à l'échelon régional »[593]. L'Assemblée se positionne ainsi dans la droite ligne des recommandations des Nations Unies, tout en adoptant une voie nouvelle pour le pays de Galles.

---

[589] *Ibid*., p. 43, en gras dans le texte.

[590] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 22.

[591] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 11.

[592] *Déclaration de Rio, Action 21*, New York : *United Nations Department of Public Information*, 1992, p. 52.

[593] *Loc. cit.*

1.3 Une voie nouvelle pour le pays de Galles

1.3.1 Le changement dans la continuité

Tout d'abord, la thématique du changement est prédominante dans les documents que l'Assemblée publie, notamment dans le *Sustainable Development Scheme* ou *Learning to Live Differently*, et ce, dès le titre, par l'utilisation de l'adverbe qui marque une rupture. Le vocabulaire de la différence est récurrent tout au long de ces pages. Ainsi, lorsqu'elle préconise que son personnel lui-même applique les principes du développement durable, l'Assemblée insiste sur le fait qu'il faut adopter un nouveau mode de vie : « […] the relevance of sustainability in their work and lifestyles so that they actively want to do things differently ». Les qualités requises pour accomplir ce changement sont les suivantes : « flexibility, adaptability and willingness to implement change »[594]. Elle souhaite changer le quotidien des Gallois : « [...] making a real difference to the lives of Welsh people, through early impact on some of our current problems and sustained effort on all ». Pour cela, les Gallois doivent se préparer à faire évoluer leur façon de penser et d'agir : « Sustainable development is not just about making choices. It also involves being prepared to think in different ways and to find new ways to do things »[595]. Elle a cependant conscience des difficultés qui l'attendent, puisqu'il sera difficile de changer les mentalités et les attitudes. Un glissement s'opère également dans le vocabulaire utilisé dans ce document : ce changement s'avère être une amélioration dans la mesure où les termes « sustainable » et « better » semblent interchangeables. Par exemple, dans la troisième section intitulée « The vision of a better Wales », les deux sont utilisés presque comme des synonymes : on peut lire, au début, « the vision of a better Wales », et, un peu plus loin « this vision of a sustainable Wales ». Il en découle que mettre en pratique le principe de développement durable va permettre au pays de Galles d'améliorer sa situation. Cette thématique fait écho à celle de la nouveauté. *Wales, A Better Country* est ainsi présenté comme : « A fresh programme for Wales »[596]. Cet adjectif est fréquemment utilisé, en opposition avec l'expression « old-fashioned »[597]. Pourquoi choisir « fresh » et non pas « new » ? Le dictionnaire Collins en donne la définition suivante : « Newly made, acquired. Novel, original. Youthful or inexperienced »[598]. L'Assemblée souhaite en effet s'appuyer sur la jeunesse, sur

[594] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 10.

[595] *Ibid*., p. 12.

[596] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 10.

[597] « This plan is not an old-fashioned blueprint. », *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 13.

[598] *Collins Paperback English Dictionary*, Glascow : HarperCollins Publishers, 1990, p. 333.

les nouvelles générations, tout en affirmant l'originalité de son programme, projet gallois pour les Gallois[599], qui devraient donc pouvoir prendre leur destin en mains, ce qui est tout à fait novateur[600].

Cependant, le changement que préconise l'Assemblée galloise doit se faire dans la continuité. Le pays de Galles est une nation très ancienne dotée d'un passé qu'elle ne peut ni renier, ni oublier. C'est la raison pour laquelle il doit s'appuyer sur son histoire pour progresser. Les documents publiés mettent l'accent sur l'héritage du passé, dont le champ sémantique est omniprésent : « legacy », « inherited », « a longer-term but equally important task will be to tackle the legacy of policies and programmes the Assembly has inherited »[601]. De nombreux Gallois sont effrayés par les modifications que peut apporter l'Assemblée. Celle-ci cherche ainsi à les rassurer en s'engageant à poursuivre, au cours des cinq prochaines années, les politiques entreprises précédemment. En outre, une des sous-parties de la section 4 du *Sustainable Developmment Scheme* s'intitule « Reviewing what we already do », et traite de la façon d'évaluer les actions déjà en cours. Il semble que le bilan que dresse l'Assemblée soit plutôt négatif, en particulier à propos de l'environnement :

> *We have a large legacy still of land in need of reclamation; our natural environment remains under pressure and some key wildlife species are in steep decline[602].*

Dès l'introduction, ce texte rappelle que le pays de Galles, sur le plan local, est concerné par les questions de développement durable, plus souvent abordées dans un contexte international. La Principauté est confrontée aux mêmes problèmes que les autres pays, comme les changements climatiques ou les émissions de gaz à effet de serre qui ne s'arrêtent pas aux frontières. D'autre part, la négligence dont ont fait preuve les autorités au cours des décennies précédentes est clairement dénoncée[603]. Par conséquent, l'Assemblée ne souhaite pas faire *tabula rasa* du passé, mais plutôt s'en inspirer pour mettre en place une politique à long terme.

1.3.2 Une politique à long terme

Il est évident que le choix d'un projet de développement durable ne peut se faire qu'à long terme car il implique de véritables changements dans la politique et la vie de chacun. Les définitions qui en sont mondialement données insistent toutes sur la nécessité de réfléchir à l'avenir de nos enfants. L'Assemblée a choisi de rappeler, dans la section 2 du *Sustainable Development Scheme*, la définition Brundtland qui apparaît dans le rapport éponyme publié en 1987 par la Commission mondiale sur

[599] « A Made in Wales Agenda », *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 4.

[600] « The immediate task is to demonstrate that the Assembly can deliver Welsh policies and programmes for the people of Wales », *loc. cit.*

[601] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit.*, p. 14.

[602] .*Ibid.*, pp. 2-3.

[603] « In Wales we [...] are all too familiar with the effects of past unconcern for the environment and our communities », *ibid*., p.1.

l'environnement et le développement : « Development which meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs, […] treating the Earth as though we intend to stay »[604]. Il faut donc agir aujourd'hui pour préserver la survie des générations futures. De même, le rapport publié à l'issue du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992 explique qu'à la fin du XX^{e} siècle :

> *Humanity has reached a turning point. We can continue with present policies which are deepening economic divisions within and between countries – which increase poverty, hunger, sickness and illiteracy and cause the continuing deterioration of the ecosystem on which life on Earth depends. Or we can change course. We can act to improve the living standards of those who are in need. We can better manage and protect the ecosystem and bring about a more prosperous future for us all*[605].

Ces définitions sont celles que l'Assemblée galloise décide de retenir pour la rédaction de son projet sur le développement durable, acceptant de ce fait de s'investir dans une politique à long terme. Il ne s'agit pas simplement de protéger l'environnement, mais d'adopter un programme plus ambitieux et plus vaste, comportant un volet environnemental certes, mais aussi économique et social. Force est de reconnaître que faire le choix d'une politique durable n'est pas chose aisée pour les hommes politiques qui dépendent d'échéances électorales, et sont, par conséquent, soucieux de ne pas froisser leurs électeurs. Il leur faut faire preuve de courage politique. En reconnaissant la validité des définitions mondiales du développement durable, l'Assemblée accepte de s'engager sur une voie longue et difficile : « These and other definitions imply that decision-makers should pay attention to the long-term as well as the short »[606]. Les décideurs devront donc privilégier l'intérêt de la nation, parfois aux dépends de leur propre carrière.

C'est pourquoi les publications de l'Assemblée peuvent être considérés comme un appel à la patience lancé à la population galloise. La récurrence de la thématique du long terme est une façon de lui faire comprendre qu'elle va devoir s'armer de courage avant de voir, peut-être, les résultats produits par la politique de l'Assemblée : celle-ci va mettre en place, aujourd'hui, un programme qui ne portera ses fruits que demain, ou pire encore, elle va demander maintenant des sacrifices dont les effets ne se feront sentir que plus tard : « Choices will need to be made about relative priorities and sometimes those choices will be difficult – perhaps having to opt for long term benefits rather than short term savings. […] This is merely the start of a long process. Sustainability is an evolving process. We will

[604] *Loc. cit.*

[605] *Déclaration de Rio*, citée dans *Sustainable Development Scheme*, *op. cit.*, p. 1.

[606] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit.*, p. 6.

not turn things around overnight »[607]. Alun Michael, premier *First Secretary* de l'Assemblée, rappelle en 2000 que celle-ci défend un projet ambitieux, qui ne pourra être instauré en quelques semaines :

> *Building a new Wales is our big idea. But you can't do that overnight. You can't turn round the health service, rebuild the Welsh economy, offer a brighter future for young people, in six months. [...] But people want to see change happening instantly. They want to see the Assembly making a difference now[608].*

Ainsi, le pays de Galles, par l'intermédiaire de l'Assemblée, choisit de s'engager sur une voie nouvelle, mais difficile et longue, qui va lui permettre d'affirmer sa singularité.

Chapitre 2. Un projet ambitieux

A la lecture des différents textes publiés par l'Assemblée, il apparaît que celle-ci a choisi d'entreprendre la mise en œuvre d'un projet ambitieux : la création d'une nouvelle société, caractérisée par la néo-ruralité et fondée sur une économie moderne, reposant essentiellement sur le tourisme et les technologies nouvelles, afin d'affirmer la singularité galloise. Elle adopte ainsi le développement durable comme véritable projet de société.

2.1 Le phénomène de la néo-ruralité

Le pays de Galles attire depuis longtemps des immigrants désireux de trouver calme et verdure. Un rapport, publié par Mintel en novembre 1992 et intitulé « Regional Lifestyles 1992 », montre qu'au moins 13 millions de personnes souhaiteraient quitter les villes britanniques plutôt délabrées. Parmi elles, quatre millions ont l'intention de le faire dans les cinq ans qui suivent. Le pays de Galles rural est l'une des destinations de prédilection de ces candidats à l'exode[609]. Le comté de Radnor, par exemple, a vu, ces dernières années, la composition de sa population changer : 39% de ses habitants sont nés en Angleterre en 1981, contre 46% dix ans plus tard. De tels mouvements de population ont des conséquences sociales et environnementales : les mondes urbain et rural doivent être redéfinis. Ce phénomène correspond à ce que des spécialistes de l'aménagement du territoire appellent la néo-ruralité. Lors d'une interview réalisée par Katja Dünnebacke pour la chaîne Arte en juillet 2005, Werner Baetzing, professeur de géographie, explique :

---

[607] *Ibid*., pp. 12 et 40.

[608] Alun Michael, « Dynamic devolution », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 26.

[609] Ces résultats sont donnés par Margaret Keenan dans un article du *Western Mail* publié le 02-11-1992, « Millions dream of moving to the country ».

> *Nous observons assez fréquemment un phénomène inédit : le citadin qui se met au vert et veut adopter un mode de vie nouveau. Les Français appellent ça la « néoruralité »*[610].

Selon lui, ville et campagne ont évolué à un point tel qu'il devient parfois difficile de les opposer, comme par le passé. Il ajoute : « Certaines thèses, un peu provocatrices, affirment même qu'il n'y a plus de villes et de campagnes, seulement une « ville intermédiaire » »[611]. Il semble donc intéressant d'étudier, non seulement le monde urbain au pays de Galles, mais aussi rural, dans la mesure où tous deux semblent confrontés aux mêmes problèmes, ce que précisent le Professeur Gareth Wyn Jones et le Docteur Einir Young, deux universitaires :

> *Instead of emphasizing the rather artificial differences between 'rural' and 'urban', which have little basis in Welsh social and industrial history, there is need to develop a comprehensive 'economic and social development strategy' which caters for all parts of Wales. [...] In this sense there is little to separate rural and urban problems. We are dealing with a need for sustainable development for the whole country*[612].

L'Assemblée doit certes mettre en place un projet de développement durable pour l'ensemble du territoire ; il ne faut pas perdre de vue, néanmoins, que les problèmes, très souvent, ne sont pas tout à fait les mêmes dans les villes et dans les campagnes. De ce fait, les préoccupations et les champs d'action des écologistes diffèrent, ainsi que les acteurs politiques impliqués.

2.1.1 Urbanisation et écologie

Robert Minhinnick, dans son ouvrage *Green Agenda*, considère que la majorité de la population galloise habite un pays de Galles urbain, bien que 20% du territoire soit occupé par les parcs nationaux, les quelques 900 *SSSIs* et autres zones protégées étudiées précédemment[613] :

> *Urban Wales, created by iron 200 years ago, developed by the winning and trading of coal, slate, then by tin-plate, steel, chemicals, and the capital's foundries of bureaucracy, is the environment of the majority*[614].

---

[610] Werner Baetzing, interviewé par Katja Dünnebacke pour la chaîne Arte en juillet 2005, site Internet d'Arte, www.arte.fr, consulté en avril 2008.

[611] *Loc. cit.*

[612] Gareth Wyn Jones & Einir Young, « Rural survival strategy », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, p. 41.

[613] Voir pp. 237-238.

[614] Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 135.

Le monde urbain a toutefois évolué et les conditions de vie se sont améliorées[615]. Celui-ci génère un écologisme des villes, différent de celui des campagnes. La ville peut, en effet, être considérée comme un écosystème, même s'il est artificiel puisque le milieu naturel a été façonné par la main de l'homme. Cet écologisme urbain est de ce fait défendu par des écologistes citadins, qui ne sont pas animés des mêmes préoccupations que les ruraux. Ils s'opposent, par exemple, à l'agrandissement d'une mine à ciel ouvert située près d'habitations, ou militent en faveur d'une usine de traitement des déchets, comme à Newport. La gestion des déchets est une de leurs préoccupations importantes dans la mesure où, à la fin du XX^{e} siècle, les décharges représentent une source grandissante d'inquiétude au pays de Galles, qui dépend de ces sites pour se débarrasser de ses détritus. Les chiffres sont éloquents : en 1995-1996, près de 93% des déchets municipaux gallois, soit environ 1,5 million de tonnes, sont enfouis (contre 83% en Angleterre), ainsi que 70% des déchets dits contrôlés, comprenant des déchets municipaux, industriels ou des gravats[616]. Comment expliquer une telle différence ? L'Angleterre a davantage recours à l'incinération, contrairement au pays de Galles qui, traditionnellement, préfère l'enfouissement. Par conséquent, il compte, en 1999, plus de 500 décharges en fonctionnement ou fermées. Même si cette façon de se débarrasser des déchets semble, *a priori*, la solution la moins chère, le coût à venir de la réhabilitation des sites concernés doit être pris en compte. A titre d'exemple, plus d'un million de livres sterling sont nécessaires en 1998 pour réhabiliter celui de Nant y Gwddon, à Rhondda Cynon Taff.

Le gouvernement britannique publie, dès 1995, un livre blanc, *Making Waste Work*[617], dans lequel il définit deux objectifs principaux, réaffirmés en 1998 dans un document consultatif *Less Waste More Value*[618]. C'est la première fois que ce gouvernement réfléchit à une politique nationale de gestion des déchets. Il souhaite, tout d'abord, réduire la proportion des déchets contrôlés, évacués en décharges, de 70 à 60%, puis recycler 40% d'entre eux, d'ici 2005. Ces objectifs sont dictés par des directives européennes puisque l'Union européenne prépare alors la *European Commission Landfill Directive*[619], obligeant les états membres à réduire de 25%, d'ici 2006, la quantité de déchets biodégradables dans

---

[615] Il ajoute un peu plus loin : « Yet despite the ex-miners racked by pneumoconiosis, the estimated twelve thousand contaminated land sites, the millions of tons of slate and coal waste that lie on our hillsides, the unhealable wound of Aberfan – that blind revenge of the environment for our stupidity and abuse – urban Wales, at least in health and opportunity of its people, is a better place to live than ever before », *ibid*., p. 150.

[616] Source : *Department of the Environment, Transport and the Regions (DETR)*, cité dans Nigel Blewitt, « Work from Waste », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 1999, p. 38.

[617] *Making Waste Work – A Strategy for Sustainable Waste Management in England and Wales*, Londres : HMSO, 1995.

[618] *Less Waste More Value, consultation paper on the waste strategy for England and Wales*, Londres : *DETR*, 1998.

[619] Elle est finalement adoptée par la Commission européenne en juillet 1999, celle-ci accordant aux états membres un délai de deux ans pour se mettre en conformité.

les décharges par rapport à 1995, et de 50% d'ici 2009. Les spécialistes estiment, en effet, que la moitié des déchets ménagers sont recyclables. Le pays de Galles, où, en 1999, seulement 7% le sont effectivement, est particulièrement concerné par cette directive. Celle-ci introduit également une classification des décharges en trois catégories, selon la nature des déchets entreposés, ou encore le traitement des détritus avant l'évacuation en décharges. Le gouvernement britannique, s'inspirant des documents précédemment cités, publie, en mai 2000, sa *National Waste Strategy*, dans lequel il prévoit des mesures afin de contrôler davantage les déchets.

Par conséquent, ceux-ci vont devoir être considérés comme une ressource pouvant être recyclée et réutilisée, ce qui permettra ainsi de développer un secteur d'activité créateur d'emplois. C'est ce que souligne Nigel Blewitt dans « Work from Waste » : « More and more, waste should be thought of as an important and valuable resource and not 'rubbish' to be simply buried or burnt »[620]. Le *IWA* met alors en place, en partenariat avec l'Assemblée, un groupe de travail chargé d'étudier les moyens d'améliorer les infrastructures permettant le recyclage des déchets, ainsi que les opportunités de créations d'emplois dans ce nouveau secteur d'activité. Dirigé par David Waterstone, ancien responsable de la *WDA*, il est composé de représentants du *Welsh Office*, de la *Welsh Development Agency*, de la *Environment Agency Wales* et du monde industriel et agricole, ainsi que d'experts. Il publie, en février 2000, un rapport intitulé *Waste in Wales: A National Resource, Generating Prosperity Through Recycling*[621], dans lequel il liste plus de 30 recommandations. Ce groupe préconise, par exemple, la création d'un *Public Sector Green Procurement Programme*, visant à encourager l'utilisation de matériaux recyclés dans de nombreux domaines d'activité. Il suggère également d'imposer des obligations environnementales aux entreprises subventionnées par des organismes gallois.

La gestion des déchets peut donc devenir un élément clé de l'économie durable que l'Assemblée souhaite instaurer. Selon Nigel Blewitt, elle va devoir s'y consacrer pleinement pour respecter l'article 121 du *GOWA 1998* :

> *The National Assembly will have wide-ranging powers in the areas of economic development and environmental protection and will therefore be ideally placed to formulate policies aimed at promoting recycling and sustainable waste management practicies within Wales*[622].

Ce secteur, permettant de concilier développement économique et respect de l'environnement, représente également une part importante de l'empreinte écologique[623] du pays de Galles. Le tableau

[620] Nigel Blewitt, *op. cit*., p. 34.

[621] *Waste in Wales: A National Resource, Generating Prosperity Through Recycling*, Cardiff : *IWA*, février 2000.

[622] Nigel Blewitt, *op. cit.*

[623] L'Assemblée donne, dans *Deciding to Live Differently, the First Sustainable Development Report of the National Assembly for Wales*, une définition de l'empreinte écologique : « An ecological footprint is a measure

publié dans *The Footprint of Wales*, rapport rédigé par le *WWF* pour l'Assemblée[624], indique que les deux composantes principales de l'empreinte écologique galloise sont l'alimentation et les déchets, représentant respectivement 33,9% et 44,2%. Kevin Bishop, à la tête du département Environnement et Régénération de la *Welsh Local Government Association*, et John Farrar, directeur du *Institute of Environmental Science* à Bangor, en déduisent que l'Assemblée doit absolument prendre des mesures pour améliorer ces chiffres :

> *We gain an indication of how important it is going to be for the Assembly Government, local authorities, the waste management industry and ourselves to seriously tackle waste if Wales is to move to a more sustainable trajectory*[625].

Quelle est sa politique dans ce domaine ? Quelles propositions fait-elle ?

Dans *Wales, A Better Country*, publié en avril 2000, l'Assemblée définit plusieurs objectifs : « Households in Wales should recycle at least 25% of their waste compared to 3% today »[626]. Elle va donc développer le recyclage des déchets. Un peu plus loin, elle explique ce qu'elle a l'intention de faire d'ici mars 2003 : « [...] to develop a strategy for achieving the sustainable management of waste in 2000 and implementation of the Landfill Directive, with a Welsh strategy to be produced, following consultation, in 2001-2002 »[627]. Enfin, insistant, comme toujours, sur le rôle de chacun, elle encourage les Gallois à participer à des campagnes de nettoyage[628], en contactant *Keep Wales Tidy Campaign*[629] ou *Going for Green*[630], deux associations qui luttent contre les déchets. Elle tient ses engagements dans la mesure où elle lance, dès 2001, une vaste consultation publique sur le sujet, intitulée *Managing Waste Sustainably* et saluée par *FoE Cymru*. Réagissant à cette consultation, l'association environnementale écrit :

> Managing Wales Sustainably *is a welcome start to the debate about waste management and, hopefully, waste elimination in Wales over the next twenty-five years. If the Government of Wales*

---

of the productive land (and sea) area we need to support the way we live », Cardiff : *NAW*, 2001, p. 4.

[624] Source : « Main components of Wales' ecological footprint », *in The Footprint of Wales, a report to National Assembly by WWF*, cité dans Kevin Bishop & John Farrar, « Making Development Sustainable », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, p. 62. Voir annexe 12, document 1, p. 517 : « Les principales composantes de l'empreinte écologique galloise ».

[625] Kevin Bishop & John Farrar, *op. cit*., p. 62.

[626] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 22.

[627] *Ibid*., p. 34.

[628] « Clean Up Campaigns », *ibid*., p. 42.

[629] Voir p. 179.

[630] *Going for Green* est une initiative lancée par le gouvernement britannique en février 1995, dans le but de faire prendre conscience au public de son rôle dans la promotion du développement durable. Elle répond à trois objectifs : limiter l'utilisation des ressources non renouvelables, réduire la pollution, enfin protéger et améliorer les environnements locaux.

leads the way then the people of Wales will follow. [...] If the Assembly is prepared to lead the way – to take bold and innovative action then the people of Wales can reap the social, environmental and economic benefits of a low waste, and eventually zero-waste, society. That would truly be in line with the principles of sustainable development[631].

L'ONGE insiste ici sur le fait que la gestion des déchets fait partie intégrante du développement durable, et peut apporter des bénéfices sur les plans économique, écologique et social. L'Assemblée dévoile son projet l'année suivante dans *National Waste Strategy for Wales*, ou *Wise about Waste*, dans lequel elle dresse les contours d'une politique de gestion des détritus, et définit les cibles suivantes : la réduction de la quantité des déchets, l'amélioration du tri chez les particuliers et le développement du recyclage, en fixant des objectifs minimaux pour les autorités locales. Le *WAG* finance également, depuis 2002, le programme *Waste Awareness Wales*, initiative destinée à fournir des informations officielles au public et dotée d'un site Internet, www.wasteawarenesswales.co.uk. L'Assemblée a-t-elle obtenu des résultats ?

Mark Hilton et Nigel Hewitt, deux universitaires, dressent, fin 2000, un premier bilan plutôt mitigé de l'action de l'Assemblée : « While there has been much support for increased recycling in Wales, actual performance has been amongst the worst in the developed world »[632]. Les efforts consentis par celle-ci ne semblent pas porter leurs fruits. Pourtant, une analyse des chiffres entre 1996 et 2004 montre clairement un progrès en matière de recyclage des déchets[633]. Certes la quantité de déchets, tant ménagers que municipaux, augmente régulièrement, mais à un rythme de moins en moins soutenu. Entre 1996 et 2000, le volume de la première catégorie passe de 1,277 à 1,41 million de tonnes, soit une progression de 10%, alors qu'il ne croît que de 8,4% pour les quatre années suivantes, de 1,404 à 1,522 million de tonnes, ce qui est déjà encourageant. En outre, le taux de recyclage s'améliore considérablement : la proportion de déchets ménagers recyclés est multipliée par quatre, et celle des déchets municipaux presque par cinq. Enfin, la quantité de déchets municipaux reste stable depuis 2004. Il en découle que l'Assemblée obtient, malgré tout, des résultats, et qu'elle doit poursuivre son travail dans cette direction.

2.1.2 Un nouveau monde rural

L'arrivée de nombreux arrivants dans le pays de Galles rural a bouleversé sa physionomie, à tel point que les habitants originels se sentent désorientés. Jean-Yves Le Disez, lors de son voyage décrit dans *Une Aventure galloise*, fait la rencontre des Dubé, qu'il présente en ces termes : « Ils se sont installés

[631] *FoE Cymru*, *Response to National Assembly for Wales Consultation Managing Waste Sustainably*, Cardiff : *FoE Cymru*, octobre 2001, p. 4.

[632] Mark Hilton & Nigel Blewitt, « Waste from Wales », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 15.

[633] Voir annexe 12, document 2, p. 518 : « Les déchets et le recyclage ».

au pays de Galles il y a plus de trente ans. Ce sont donc des incomers (comme on les appelle souvent), des néo-Gallois, de la première vague, pas celle qui achète actuellement les maisons à la campagne en raison des prix les plus bas »[634]. Janet est assistante de direction dans une association caritative, et Steve responsable de la rubrique « Agriculture et vie rurale » du *Western Mail*. Jean-Yves Le Disez résume en quelques lignes les thèmes de ses articles : « […] tension entre productivité (nécessité de produire pour vendre et exporter) et environnement, entre production et préservation du paysage, entre sensibilité citadine (ennemie de toute cruauté envers les animaux) et intérêts et traditions du monde agricole, rôle moteur des femmes, souci permanent de la collectivité »[635]. Ces sujets expriment les difficultés auxquelles sont confrontés les agriculteurs d'aujourd'hui.

Dans cette nouvelle vision du monde rural, il est indispensable que ces travailleurs ruraux trouvent leur place, ou plutôt retrouvent celle qui était la leur par le passé. Ils doivent jouer les rôles principaux de la politique rurale de l'Assemblée, ce que souligne Sarah Dickens, correspondante économique pour la BBC, dans un article publié dans *Agenda* :

> *Rural Wales is searching for a voice – one that will soar over the hills and strike a resonant chord with Wales' urban population. [...] Rural people are facing a full-scale assault on almost every aspect of their lives. So much is being challenged. Farmers who used to be the backbone of communities, are seeing their livelihood threatened.[...] Lose all these elements of a community and what are you left with? Picturesque places for tourists to stay and enjoy but certainly not the proud, vibrant and diverse communities we should aim for*[636].

Le titre du Ministre de l'agriculture change en 2003 pour refléter l'évolution du monde rural : celui-ci devient Ministre des affaires rurales. Selon le Professeur Gareth Wyn Jones et le Docteur Einir Young, cette expression soulève la question de la barrière artificielle entre ville et campagne : « While the change in Mike German's title shows that the shift from agriculture to wider rural development is being recognized, it also highlights the political and administrative problems »[637]. L'Assemblée doit donc adopter une stratégie non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour l'ensemble du monde rural[638], ce qu'elle indique dès les premières pages de *Farming for the Future*, document rendu public en novembre 2001 :

---

[634] Jean-Yves Le Disez, *op. cit*., p. 90.

[635] *Ibid.*, p. 92.

[636] Sarah Dickens, « Rural revolutions », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 18.

[637] Gareth Wyn Jones & Einir Young, *op. cit*., p. 41.

[638] C'est également l'argument développé par Terry Marsden dans « Farming and the Rural Economy » : « Rather than agriculture being viewed as a distinct and separately regulated sector, it needs to be re-integrated into the rural economy and stressed as such », *in* John Osmond (ed.), *The National Assembly Agenda. A Handbook for the First Four Years*, *op. cit*., p. 199.

> *Farming is, […], responsible for shaping the quality of the rural environment, and by maintaining the countryside makes a crucial indirect contribution to tourism. Beyond that, the family farm is integral to the character of rural Wales and to the social fabric of rural communities*[639].

Ce secteur d'activité couvre en effet, aujourd'hui encore, 81% du territoire, et représente plus de 10% des emplois équivalents temps plein dans beaucoup de régions du pays de Galles rural. L'Assemblée doit, par conséquent, absolument adapter son projet gouvernemental au monde rural. Il paraît alors difficile d'étudier la néo-ruralité sans aborder la question de son projet agricole.

Dès octobre 2000 se met en place un groupe de travail hétéroclite, *Futures Farming Group*, composé de membres du monde universitaire, de professionnels et de représentants syndicaux, issus par exemple de *NFU Cymru Wales* et de la *FUW*. Carwyn Jones, nouveau Ministre des affaires rurales, le décrit ainsi :

> *The Futures Farming Group […] is a high-level advisory group bringing together academics and experts from Welsh farming, food and the countryside. The aim is to set out the steps the National Assembly and other key players can take to develop a long-term direction for the future of Welsh agriculture. [...] This process is an open one, aimed at constructive dialogue with all parties concerned*[640].

Il insiste sur les notions d'ouverture et de partenariat, deux principes chers à l'Assemblée. En font par exemple partie le Professeur Peter Midmore, appartenant au *Welsh Institute of Rural Affairs*, rattaché à l'Université d'Aberystwyth, Rachel Rowlands, propriétaire d'une exploitation biologique et Margot Bateman, élue agricultrice galloise de l'année 2001. Le groupe se met rapidement au travail et, après consultation publique, *Farming for the Future* est publié. L'Assemblée doit bien évidemment appliquer le principe de développement durable dans sa politique agricole, ce qu'elle souligne ici : « The objective should be to promote agriculture which is sustainable economically, environmentally and socially in all areas »[641]. Elle compte atteindre son objectif grâce, par exemple, à la production de produits sûrs et sains, dans un souci constant de l'environnement et du bien-être animal, ou la promotion d'une image positive pour le pays de Galles. C'est la raison pour laquelle elle est persuadée que la seule option possible pour les agriculteurs est de préférer la qualité à la quantité, en collaboration avec l'industrie agro-alimentaire et les supermarchés[642], et contrairement aux objectifs longtemps définis dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC). L'Assemblée choisit donc

[639] *Farming for the Future*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, novembre 2001, p. 6.

[640] Carwyn Jones, cité dans « Assembly making a difference to agriculture in Wales », *NAW press release*, 29-11-2000.

[641] *Farming for the Future*, *op. cit*., p. 12.

[642] « This means developing high quality, value-added, branded products, which are aimed, where possible, at more specialist markets and niche markets », *ibid*., p. 13.

de lancer un programme d'accords agro-environnementaux, *Tir Gofal*, et de promouvoir l'agriculture biologique.

2.1.2.1 *Tir Gofal*

Tir Gofal signifie *Land Care* en gallois. C'est le nom du projet initié à partir de 1999 par l'Assemblée, sous l'égide du *CCW*, pour encourager les agriculteurs à protéger à la fois l'héritage archéologique et l'environnement naturel, ce qui est novateur. C'est le premier au pays de Galles, voire en Europe, à lier agriculture et conservation. D'autres avaient été mis en place auparavant, comme *Tir Cymen* ou les *ESAs* en 1987, mais aucun d'entre eux n'était accessible de façon aussi large, et beaucoup d'agriculteurs en étaient exclus :

> *Since 1999, much has changed in terms of agri-environment policy. Whole-farm schemes that are available across the entire country have largely replaced the original mixture of part-farm and whole-farm agreements*[643].

Tir Gofal a quatre objectifs principaux : la conservation de l'habitat, en encourageant la biodiversité ; la gestion du paysage, en préservant le caractère rural et local ; la préservation des traits historiques et archéologiques, en protégeant les sites et les bâtiments traditionnels ; et l'accès au public[644]. C'est un accord signé pour une durée de 10 ans, qui peut être annulé à mi-parcours. Le *Clwyd-Powys Archaeological Trust*, ou *CPAT*, association archéologique galloise, le décrit ainsi :

> *Such schemes have been developed to provide support to the farming community as custodians of the diverse historical, cultural and wildlife heritage of Wales, helping them maintain the fabric of the countryside, and reflect public aspirations for environmental benefits and greater opportunities for enjoyment of the countryside*[645].

Le *CPAT* insiste ici sur le rôle joué par les agriculteurs dans la préservation du tissu rural, mais aussi dans l'application des principes de développement durable au plan local. Le premier accord est signé

---

[643] *CCW*, www.ccw.gov.uk, site consulté en mars 2008.

[644] Ces quatre objectifs sont présentés dans le second *Sustainable Development Report* publié par l'Assemblée : « The Tir Gofal scheme aims to protect and improve wildlife habitats on farmland by promoting the positive management of existing habitats, and encouraging the restoration and recreation of new habitats; to protect rural landscapes and the historic environment, and to encourage farming practices compatible with their conservation and enhancement, and provide opportunities for access to the countryside », *How we are learning to live differently, the second sustainable Development report of the National Assembly for Wales*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, 2002, p. 7.

[645] *CPAT*, www.cpat.org.uk, site consulté en mars 2008. Le *CPAT*, fondé en 1975, mène des fouilles archéologiques dans la région de Clwyd et Powys, et étudie les sites existants. Il est également engagé dans la conservation des ressources.

le 14 mars 2000 entre Christine Gwyther, Ministre du *WAG*, et M. Dyfrig Davies, propriétaire d'une exploitation, Bedlwyncoch Farm, à Crai, près de Sennybridge. L'Assemblée publie à cette occasion un communiqué de presse qui reprend les objectifs de *Tir Gofal* :

> *The signing of the first Tir Gofal agreement today is a landmark in the National Assembly's drive to promote a new sustainable model of farming in Wales. [...] The agreement has been designed to work in harmony with the farm business while ensuring the adoption of farming methods that will protect and conserve the countryside and its wildlife habitats and help to restore and create new ones. The agreement will also establish new public access on the farm within the Brecon Beacons National Park so that local people and visitors can find peaceful areas in which they can enjoy the countryside*[646].

Elle insiste également sur le fait que *Tir Gofal* est reconnu par la Commission européenne comme un modèle en Europe.

Depuis la mise en place du programme, l'Assemblée augmente régulièrement le budget qui lui est alloué afin de répondre au nombre croissant de candidatures : entre 2000 et 2001, il double presque, passant de 4 à 7,5 millions de livres sterling, et il est de 10,9 millions en 2002. Plus de 3 000 accords ont, à ce jour, été signés entre des agriculteurs et le *CCW*, ce qui représente une superficie de 330 000 hectares. Face au succès de *Tir Gofal*, le *WAG* décide d'introduire, en 2003, *Tir Cynnal*, autre programme obligeant aussi les participants à protéger l'environnement historique sur leur exploitation, mais en leur accordant davantage de souplesse. Il répond à quatre objectifs : lutter contre l'appauvrissement de la biodiversité en protégeant les habitats naturels, préserver les caractéristiques du paysage sur les exploitations, sauvegarder les sites archéologiques et historiques, et améliorer la qualité de l'air, de l'eau et des sols[647]. Ce second programme concerne actuellement 3 700 agriculteurs, sur 200 000 hectares. Ainsi *Tir Gofal* et *Tir Cynnal* couvrent ensemble plus de 30% des terres agricoles au pays de Galles[648]. C'est donc un véritable succès pour l'Assemblée qui place les agriculteurs au cœur de son action dans le monde rural en les nommant « gardiens du paysage »[649].

---

[646] Christine Gwyther, citée dans « Tir Gofal signing is a landmark for Welsh agriculture », *NAW press release*, 13-03-2000.

[647] Voir la page « Farming and countryside » sur le site Internet de l'Assemblée, www.new.wales.gov.uk/topics/environmentcountryside/farmingandcountryside, consultée en avril 2008.

[648] *Tir Gofal* et *Tir Cynnal* constituent, avec *Tir Mynydd*, le programme *Tir Cymru*. *Tir Mynydd*, mis en place en 2001 dans le cadre du *Rural Development Plan*, vise à aider au maintien de l'élevage du bétail dans les *Less Favoured Areas* (*LFAs*), afin de lutter contre l'abandon des terres et l'exode rural. En 2008, 80% des 1,6 million d'hectares de terres agricoles se trouvent dans les *LFAs*. Ce programme prend fin le 31 décembre 2006, date d'expiration du *Rural Development Plan for Wales*. Le *WAG* a lancé une consultation pour établir des solutions alternatives.

[649] Cette expression est utilisée par Sylvie Deraime dans *Economie et environnement* : « Au nord, on redécouvre ainsi que l'agriculteur est un agent actif de leur création [des paysages ruraux] et on songe, dans un contexte d'excédents, à faire reconnaître par la collectivité cette essentielle fonction de « gardien du paysage » », Sylvie Deraime, *Economie et environnement*, Paris : Marabout, 1993, p. 139.

2.1.2.2 L'agriculture biologique

Ce type d'agriculture suscite depuis plusieurs années un engouement de la part des Européens, désireux de retrouver une alimentation saine et de qualité. Différentes affaires, telles que la vache folle ou la fièvre aphteuse, ont alimenté leur méfiance à l'égard des méthodes actuelles. Une centaine d'exploitations au pays de Galles se sont déjà converties en 1995, soit 1% seulement des terres agricoles, mais l'intérêt des agriculteurs gallois est croissant. Les résultats d'une enquête réalisée en Europe par le biais d'un questionnaire adressé par courrier sont intéressants. Les agriculteurs interrogés doivent dire s'ils pourraient envisager de se convertir à l'agriculture biologique : 38% répondent par l'affirmative pour tout le Royaume-Uni, alors qu'ils sont 45%, seulement pour le pays de Galles[650]. Des chiffres plus récents illustrent l'avancée de l'agriculture biologique dans la Principauté : la superficie de terres concernées est multipliée par 12 entre 1998 et 2006, passant de 5 331 à 78 973 hectares[651], contre huit fois pour l'ensemble du Royaume-Uni où elle évolue de 78 833 à 619 783 hectares[652]. L'augmentation est la plus élevée au pays de Galles entre 1998 et 2000, de 5 331 à 40 063 hectares, particulièrement pour les terres en cours de conversion, dont la superficie est multipliée par 12, contre 2,5 pour les terrains déjà convertis. En décembre 2006, 78 973 hectares de terres sont cultivés de façon biologique par 710 agriculteurs[653]. Qu'entend-on exactement par agriculture biologique ? Quelles motivations incitent des agriculteurs à se convertir à cette forme de culture ?

Les universitaires Peter Midmore et Nic Lampkin, dans un article intitulé « A Future for Welsh Agriculture », en donnent la définition suivante :

> *Organic producers seek to create integrated, sustainable agricultural systems by relying primarily on farm-derived, renewable resources as well as ecological interactions and biological processes for crop, livestock and human nutrition and protection from pets and diseases*[654].

Il s'agit de revenir à une forme d'agriculture plus naturelle, sans insecticides et autres produits toxiques, dans le respect des rythmes de la terre. Ce type d'activités permet donc de se plier au

---

[650] Enquête réalisée par *NatWest* en 1992.

[651] Voir annexe 13, document 1, p. 519 : « Evolution de la superficie des terrains cultivés de façon biologique, de fin 1998 à fin 2006 ».

[652] Voir annexe 13, document 2, p. 520 : « Terres gérées de façon biologique au pays de Galles et au Royaume-Uni, de fin 1998 à fin 2006 ». Ces chiffres sont donnés en hectares.

[653] *In Key Welsh organic statistics 2006*, www.organic.aber.ac.uk/statistics/wales, site du *Wales Organic Centre* consulté en avril 2008. Voir annexe 13, document 3, p. 521 : « Nombre de producteurs biologiques, en conversion ou déjà convertis, entre 2002 et 2006 ».

[654] Peter Midmore & Nic Lampkin, « A Future for Welsh Agriculture », *in* Robert Minhinnick (ed.), *op.cit.*, p. 126.

principe de développement durable, donc de satisfaire aux exigences de l'article 121 du *GOWA 1998*. Elle occupe une place importante dans *Farming for the Future* : « The principles of sustainable development, in all its aspects, are therefore, at the heart of this strategy. Organic farming is one way of farming sustainably and has a great deal to offer Wales »[655]. Avec *Tir Gofal*, c'est l'illustration parfaite de la nouvelle stratégie de l'Assemblée en matière d'agriculture. Elle se fixe un objectif précis : faire en sorte que, d'ici 2003, 25% des terres agricoles tombent sous la coupe d'un accord agro-environnemental, ou soient certifiées comme biologiques ou en cours de conversion. C'est pourquoi elle choisit de promouvoir l'agriculture biologique :

> *To become prosperous, Welsh farming must be competitive, forward-looking, sustainable, and environmentally-friendly. Organic farming can make a major contribution to the achievements of all these objectives*[656]*.*

Carwyn Jones rappelle que le contexte est favorable : l'épidémie de fièvre aphteuse, qui a sévèrement frappé le pays de Galles et décimé des troupeaux entiers, peut permettre aux agriculteurs de se convertir. Ils doivent, en effet, souvent repartir de zéro, et sont donc en mesure de modifier totalement leurs méthodes de travail.

L'Assemblée lance, dès 1999, le *Organic Farming Scheme*, ou *Organic Aid Scheme*, programme de subventions accordées aux agriculteurs souhaitant se convertir à l'agriculture biologique. Il est ouvert à tous ceux qui ne veulent pas adhérer à *Tir Gofal*, ou dont les terres ne correspondent pas aux critères. Un million de livres sterling est immédiatement débloqué pour le financer. C'est Christine Gwyther, alors Ministre de l'agriculture et du développement rural, qui se charge de le présenter officiellement le 19 juin 1999, après avoir obtenu l'aval de la Commission européenne[657]. Il entre en application le 1er octobre suivant. L'objectif est clair : les produits issus de l'agriculture biologique doivent représenter 10% de la production galloise d'ici 2005. La ministre annonce également, le 12 avril 2000, la création d'un *Centre for Organic Excellence*, rapidement appelé *Welsh Organic Centre* ou *Organic Centre Wales* (*OCW*). Un contrat de 600 000 livres sterling est accordé à un consortium composé du *Welsh Institute of Rural Studies*, du *Agricultural Development and Advisory Service* (*ADAS*), du *Institute of*

---

[655] *Farming for the Future*, *op. cit*., p. 17.

[656] Carwyn Jones, « Organic production will help to sustain Welsh agriculture », discours prononcé le 17 janvier 2001, *NAW press release*, 17-01-2001.

[657] L'Assemblée doit absolument collaborer avec l'Union européenne dans le domaine agricole, notamment pour pouvoir aider, par le biais de subventions, le monde rural. C'est pourquoi des programmes tels que *Tir Gofal* ou le *Organic Aid Scheme* doivent être approuvés par la Commission avant d'entrer en application, ce que rappelle Christine Gwyther dans un discours prononcé le 2 février 1999 devant l'Assemblée : « It is vital that those who speak for and support Welsh agriculture realise the importance of keeping to our strategic goals and planning ahead how to achieve them in the European context », « The following statement was made today to a plenary meeting of the National Assembly for Wales by the agriculture and rural development secretary Christine Gwyther », *NAW press release*, 02-11-1999.

Grassland and Environment Research (*IGER*), du *Elm Farm Research Centre* (*EFRC*) et de la *Soil Association*. Ce consortium est chargé de mettre en place le centre qui devra proposer des formations sur tous les aspects de l'agriculture biologique, fournir informations et conseils aux personnes intéressées et organiser des journées portes ouvertes. Gareth Rowlands, alors à la tête du *Organic Sector Strategy Group*, se réjouit de la création de ce centre :

> *This is a major step forward in the development of organic farming in Wales. The creation of a centre of excellence was one of the key recommendations of the Organic Action Plan*[658].

Le *OCW* élargit son champ d'action en 2003 en s'adressant à un public plus vaste. La mise en place de ce centre est, dès 1998, l'une des recommandations du *Organic Action Plan for Wales 1998-2003*, publié par le *Organic Sector Strategy Group*. Dans ce document, ce groupe préconise la multiplication par 10 de la production biologique au pays de Galles d'ici 2003. Il encourage également de nombreux projets, comme les visites d'exploitations biologiques par des écoles. Soutenu par le *WAG*, la *WDA* et le *OCW*, il édite un nouveau rapport en novembre 2004, *Second Organic Action Plan for Wales 2005-2010*, peu après l'adoption en juin 2004 par la Commission européenne du *Organic Action Plan*. Gareth Rowlands, dans l'introduction, souligne que le nombre d'exploitations biologiques a plus que quintuplé entre 1998 et 2003, progressant de 120 à 610[659]. Le *OCW*, dans sa revue mensuelle, compare ce plan au texte européen[660] : le projet gallois comporte 64 points couvrant 10 champs d'action alors que son pendant européen n'en comprend que 21, répartis en trois thèmes[661]. Le pays de Galles semble donc vouloir aller au-delà des recommandations de la Commission, tout en cherchant véritablement à mettre en application le cadre théorique défini à l'échelle européenne.

L'un des produits phares de l'agriculture biologique est le lait, vendu par une coopérative du Pembrokeshire, *Calon Wen*, fondée par quatre fermiers gallois. Ils s'étaient rendus compte que les intermédiaires qui leur achetaient leur production ne souhaitaient pas réellement le transformer au pays de Galles. Cette coopérative compte aujourd'hui 20 membres, et c'est elle qui fournit *Rachel's Organic*, producteurs biologiques très connus du Ceredigion. *Rachel's Organic* est l'héritière de *Rachel's Dairy*, laiterie fondée sur la *Bronllys Farm* à Penybont, près d'Aberystwyth, par Gareth et Rachel Rowlands en 1982. Cette année-là, leur lait n'est pas collecté pendant 10 jours en raison de la neige. Pour limiter les pertes, ils décident de fabriquer des pots de crème en utilisant le matériel de la

---

[658] Gareth Rowlands, *Organic Sector Strategy Group*. C'est l'une des quatre branches du *Wales Agri-Food Partnership*.

[659] Gareth Rowlands, *Second Organic Action Plan for Wales 2005-2010*, Cardiff : *OCW*, by *Agri-Food Partnership Organic Strategy Group*, novembre 2004, p. 1.

[660] *Organic Wales Bulletin n°35*, 23-07-2004, www.organic.aber.ac.uk, site consulté en mars 2008.

[661] Ces thèmes sont : « organic food market, public policy and standards of inspection policy safeguarding integrity », *in Organic Wales Bulletin*, publié par *Organic Centre Wales*, *ibid.*

grand-mère de Rachel, Elizabeth Jones. Celle-ci s'était consacrée, à partir de 1924, au travail de la terre pour survivre après le décès prématuré de son mari, professeur d'agriculture à Aberystwyth. Elle choisit d'adopter l'agriculture biologique et transmit ses convictions à sa fille, Dinah Williams. L'exploitation de Bronllys est la première ferme biologique certifiée au Royaume-Uni en 1952. Reprise en 1966 par les Rowlands, elle devient pionnière dans le domaine de la production. *Rachel's Organic* est aussi à l'origine de la *National Organic Dairy Week*, organisée chaque année dans le but suivant :

> *With the aim of helping to educate consumers in the benefits of eating organic dairy products, and to highlight the positive impact organic production has on the environment and animal welfare*[662].

Les Rowlands sont reconnus comme des experts dans leur domaine puisque Rachel Rowlands fait partie du *Futures Farming Group*, et son époux est à la tête du *Organic Sector Strategy Group*. Les produits laitiers constituent une part importante de la production biologique au pays de Galles où 81% des terres dédiées à l'agriculture biologique sont recouvertes de prairies[663]. Le nombre de fermes laitières biologiques augmente, entre 1998 et 2003, de 30 à 140. Pour la période 2000-2001, 10 millions de litres de lait sont produits, contre 36 millions pour 2002-2003. Les yaourts représentent aujourd'hui 40% des ventes de produits laitiers biologiques, et le fromage 13%. La demande en lait biologique est en constante augmentation depuis 2000, ce que montre le graphique intitulé « Evolution de l'offre et de la demande en lait biologique de 2000/2001 à 2008/2009 »[664], alors que le pays de Galles connaît, entre 2001 et 2005, une période de surproduction, incitant les éleveurs à faire preuve de prudence et freinant les candidats à la conversion. Depuis 2006, l'offre s'est adaptée à la demande, en forte hausse du fait de la consommation importante de pays comme la Chine. La Principauté compte, en 2007, 86 producteurs de lait biologique, confrontés, comme l'ensemble des agriculteurs, à la montée des OGM.

2.1.2.3 La culture des Organismes Génétiquement Modifiés

Le pendant du soutien de l'Assemblée à l'agriculture biologique est son opposition à la culture des OGM. Soutenue par le *Organic Sector Strategy Group*, elle affirme très clairement sa position dans *Farming for the Future* :

---

[662] Steve Dubé, « More milk producers go green », *Western Mail*, 09-05-2006.

[663] Voir annexe 13, document 4, p. 521 : « Répartition des terres biologiques galloises par types d'exploitation, décembre 2006 ». Ces pâturages sont également destinés à l'élevage de boeufs et de moutons.

[664] Voir annexe 13, document 5, p. 522 : « Evolution de l'offre et de la demande en lait biologique de 2000/2001 à 2008/2009 ».

Action 52 : The National Assembly Government will continue to operate the most restrictive policy possible in respect of Genetically-Modified Organisms, within the framework of European legislation[665].

Elle redoute en effet les interactions entre les parcelles OGM et les cultures traditionnelles, par exemple le risque de pollinisation entre deux champs. Pourtant, Christine Gwyther, alors Ministre de l'agriculture, doit autoriser, début 2000, l'ajout du ChardonLL, graine de maïs transgénique, sur la liste nationale de graines du Royaume-Uni, pour des raisons purement légales. L'Assemblée pourrait devoir verser des dommages à l'entreprise la produisant[666], tant qu'elle n'avance pas d'arguments juridiques lui permettant d'interdire cette production :

I have concluded that the only reasonable, legal way forward is for the application to be approved. The next stage is for the proposed decision to be published in the Plant Variety and Seeds Gazette. Anyone who feels they will be affected by the decision will then have a chance to make representations, before a final decision is taken[667].

Elle n'a d'autres choix que de laisser la population elle-même réagir, et s'opposer, par tous les moyens à sa disposition, à l'utilisation de cette graine. Les Gallois ont, par exemple, la possibilité de déposer un recours devant le *Plant Varieties and Seeds Tribunal*, mis en place en 1964. Un débat est organisé à l'Assemblée le 24 mai de la même année. Les arguments utilisés par les opposants aux OGM sont plutôt habituels : les risques encourus par les consommateurs, ceux pour l'environnement, le pouvoir excessif placé entre les mains de grandes multinationales ou l'aspect contre-nature de ce type de cultures. De tels arguments sont balayés par Deri Tomos, professeur de biochimie à l'Université de Bangor, dans un article publié dans *Agenda*[668]. Il dénonce l'influence exercée par des ONGE comme *Friends of the Earth* sur l'Assemblée, ainsi que les campagnes de lobbying qu'elles mènent. Mais une majorité de Gallois se prononcent contre les cultures transgéniques, et cette prise de position se retrouve dans la décision des différents partis, réunis par l'Assemblée le 28 juin aux côtés de représentants de *FoE*, de s'opposer à ces cultures. Ils reconnaissent malgré tout qu'il sera impossible d'imposer une interdiction générale sur les OGM.

Les agriculteurs, surtout ceux qui se sont convertis à l'agriculture biologique, sont particulièrement inquiets des interactions possibles entre les différentes parcelles. Cependant, l'Assemblée doit rester

---

[665] *Farming for the Future*, *op. cit*., p. 36.

[666] C'est ce qu'indique également Carwyn Jones un an plus tard : « The risk of legal challenge in the courts were I to act to prohibit the trials in the absence of a legal justification for doing so is assessed as high and could result in an award of very high damages against the Assembly », cité dans « Carwyn Jones acts to safeguard integrity of Organic Farming », *NAW press release*, 01-05-2001.

[667] Christine Gwyther, citée dans « Christine Gwyther says 'yes' to GM seeds application », *NAW press release*, 29-03-2000.

[668] Deri Tomos, « Placing a GM-free Wales in a time warp », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2000, pp. 35-37.

dans la légalité, et respecter les pouvoirs qui lui ont été attribués. Elle ne peut donc pas interdire, en mai 2001, les expérimentations en plein champ sur trois sites au pays de Galles, décidées par le gouvernement britannique. Le groupe de pression *GM Free Cymru*[669] insiste sur l'opposition à ce sujet entre Cardiff et Londres : « In 2000, the National Assembly for Wales voted to resist the planting of GM crops in Wales, but this did not stop UK government trials from going ahead here »[670]. Il lui est en revanche tout à fait possible, grâce au *Environmental Protection Act 1990*, d'imposer des distances de sécurité entre les sites concernés et les parcelles avoisinantes, ce qu'indique Carwyn Jones, Ministre des affaires rurales :

> *The Assembly government does not have the power to prohibit the planting of GM crops but can safeguard the integrity of non-GM crops by, for the first time, placing separation distances on a statutory basis*[671].

Elle doit alors notifier sa décision à la Commission européenne dans le cadre de l'article 16 de la Directive européenne 90/220 : elle impose une distance réglementaire de 650 mètres entre les champs d'expérimentation et l'exploitation biologique la plus proche. Carwyn Jones et Sue Essex, Ministre de l'environnement, se réjouissent de cette prise de position et déclarent conjointement le 15 mai :

> *The Assembly has taken a strong and principled stance against GM crops. The risk to organic production is a particular concern. In issuing prohibition notices to place separation distances between GM and other crops on a statutory basis, I welcome the opportunity, which the notification procedure affords, to take the Assembly's concerns directly to Europe*[672].

Cette notification s'adresse à l'entreprise Aventis, qui souhaite réaliser les expérimentations. Elle permet à l'Assemblée, qui rejoint en même temps le partenariat européen *European GM Free Regions*, de faire entendre sa voix en Europe.

La lutte contre les OGM est également médiatisée grâce à des initiatives individuelles. Gerald Miles, agriculteur biologique membre de *GM Free Cymru*, devient l'une des grandes figures de ce combat. Il effectue, en octobre 2003, un pèlerinage en tracteur, particulièrement suivi dans les médias, de son

---

[669] Voir annexe 14, document 1, p. 523. Cette image représente le logo de l'association *GM Free Cymru*.

[670] *GM Free Cymru*, « What is the situation in Wales? », page du site de l'association, www.gmfreecymru.org, consulté en avril 2008. Celle-ci fait campagne contre les OGM au pays de Galles.

[671] Carwyn Jones, Ministre des affaires rurales, cité dans « Carwyn Jones acts to safeguard integrity of Organic Farming », *op. cit*. *GM Free Cymru* se félicite de cette stratégie : « The device used by Environment Minister Carwyn Jones was an order creating a statutory "exclusion zone" around organic plantings of related crops; this was quite legal, and imposed an additional burden on any farmers or GM corporations who might have been thinking of new plantings in Wales », *GM Free Cymru*, « What is the situation in Wales? », *op. cit*.

[672] Carwyn Jones et Sue Essex, cités dans « Carwyn Jones acts to safeguard Organic Farming », *NAW press release*, 15-05-2001.

exploitation, située à Saint Davids, dans le Pembrokeshire, jusqu'à Londres[673]. Il atteint sa destination en huit jours, après une halte, le troisième jour, à Cardiff Bay, où il est accueilli par des *AMs* de tous les partis politiques, des membres de *FoE Cymru*, de *GM Free Cymru* et d'autres groupes. Il leur déclare : « If the government does go ahead with the commercialisation of GM crops, it […] will be another nail in the farming coffin »[674]. Il rallie Londres le 13 octobre, et mène à travers la ville un cortège composé de cinq tracteurs, 200 caddies et un millier de personnes pour protester contre la commercialisation des cultures OGM. Ce mouvement de protestation prend de l'ampleur et les groupes anti-OGM obtiennent une victoire décisive le 31 mars 2004, lorsque l'entreprise *Bayer Crop Science* annonce sa décision de renoncer à faire pousser du maïs transgénique au Royaume-Uni. Dès le mois de mars de l'année précédente, *FoE Cymru* a fait parvenir à l'Assemblée un avis juridique s'opposant à l'ajout sur la liste nationale des graines, ou *UK National Seed List*, d'une variété de maïs, le ChardonLL, autour duquel se cristallise la lutte. L'association argue du fait que toutes les précautions n'ont pas été prises pour protéger la santé et l'environnement[675]. Elle envoie aux *AMs* un nouvel avis en mars 2004 dans lequel elle conclut que l'Assemblée peut légalement refuser d'ajouter cette variété de maïs à la liste :

> *FoE Cymru considers that a decision to add ChardonLL to the List at this stage will seriously hamper the Assembly's started policy in relation to GM and will undermine Wales' positive approach to sustainability as built into the Government of Wales Act*[676]*.*

Compte tenu de son engagement sur la voie du développement durable, l'Assemblée ne peut accepter les cultures OGM dans la Principauté. Le gouvernement britannique, quant à lui, annonce le 9 mars 2004 qu'il autorise la commercialisation de cette variété sur son territoire. Il rappelle cependant que, l'agriculture étant un domaine dévolu, elle est soumise au consentement de l'Assemblée pour le pays de Galles. Carwyn Jones, alors Ministre de l'environnement, promet aux *AMs* qu'aucune décision ne sera prise en ce sens sans que des mesures plus strictes ne soient adoptées pour protéger les cultures biologiques et conventionnelles.

Un nouveau débat a lieu à l'Assemblée le 24 mars 2004 : aucun *AM* ne s'exprime en faveur de la commercialisation des cultures transgéniques. Au contraire, les représentants des Gallois, à l'instar de Helen Mary Jones, *AM* pour *Plaid Cymru*, reçoivent de nombreux courriers d'opposants : « I made a

---

[673] Voir annexe 14, document 2, p. 523. C'est une photographie de Gerald Miles, au cours de son périple.

[674] Gerald Miles, « Pembrokeshire to London, Gerald's GM pilgrimage », *FoE Cymru press release*, octobre 2003.

[675] *In the matter of the powers of the National Assembly for Wales to refuse to enter ChardonLL on the UK National List*, Cardiff : *FoE Cymru*, mars 2003.

[676] *Proposed decision to add ChardonLL to the UK National List of Varieties*, Cardiff : *FoE Cymru*, mars 2004, p. 13.

list of the amount of correspondance that I had received on this in the last few days – it was running into the hundreds, and I am sure that is the case for every Assembly Member »[677]. Un rapport, publié le 8 juillet par le *Environment, Food and Rural Affairs Select Committee* sur les plantations d'OGM, indique que le *WAG* ne doit pas les autoriser tant que des séparations ne sont pas mises en place avec les cultures traditionnelles. Une marche, organisée par des personnes brandissant des épouvantails en signe de protestation contre les OGM, a lieu quelques mois plus tard, en février 2005. Ces manifestants dénoncent les consultations menées par les gouvernements britannique et gallois sur les risques d'interactions entre les différents types de cultures, et qui pourraient, selon eux, ouvrir la voie à la culture des OGM. Tel est le contenu d'un communiqué largement diffusé par *FoE Cymru* : « Anti-GM scarecrows left their fields to support local actions across the country and help protect local food and farming from GM contamination »[678]. Les activistes de l'association sont rejoints par des membres de la *FUW*, de *The Women's Institute*[679] et des *AMs*, formant tous ensemble la *GM Free Wales Alliance*. Ils réclament une surveillance étroite des régulations sur les OGM :

> *Unfortunately, the UK government is planning to allow widespread GM pollution of our food crops. This is totally unacceptable. We are challenging the Assembly to pass tougher legislation in Wales and we hope they will do everything they can to prevent the government threatening our right to choose GM free food*[680].

Une nouvelle mobilisation a lieu le 8 avril 2006, cette fois dans le cadre de la Journée internationale d'opposition collective aux OGM (*JIGMOD*). Elle fait suite à la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'autoriser la libre importation des OGM en Europe. C'est dans ce contexte qu'une centaine d'organisations, présentes dans plus de 40 pays, organisent cette journée. *GM Free Wales*, *FoE UK*, *FoE Europe* et *Organic Farming Community* en font partie.

Ainsi l'Assemblée affirme très clairement son soutien à l'agriculture biologique, et, en parallèle, son opposition aux OGM dans le cadre de sa politique agricole. Elle souhaite transformer le monde rural afin de rendre l'agriculture durable. L'une des façons de prendre en considération l'aspect environnemental est de miser sur la carte du tourisme, dans l'objectif de promouvoir l'agro-tourisme : les agriculteurs gallois, par le biais de programmes comme *Tir Gofal*, vont devoir contribuer à rendre le paysage visuellement attractif et riche sur le plan de la biodiversité, de l'archéologie, de l'histoire et

---

[677] Helen Mary Jones, citée sur le site de *FoE Cymru*, www.foecymru.co.uk, consulté en mars 2008.

[678] « Scarecrows across Wales demand GM-free fields », Cardiff : *FoE Cymru*, mars 2005, www.foecymru.co.uk, site consulté en mars 2008.

[679] La *National Federation of Women's Institute* est la plus importante association de femmes en Grande-Bretagne. Créée en 1915, elle compte aujourd'hui 205 000 membres en Angleterre et au pays de Galles.

[680] Julian Rosser, directeur de *FoE Cymru*, cité dans « Scarecrows across Wales demand GM-free fields », *op. cit*.

de la culture. Ce sera non seulement dans leur propre intérêt, mais aussi dans celui des nombreux touristes :

> *The agricultural industry is largely responsible for producing the landscape of rural Wales and ensuring its continued contribution in terms of biodiversity, historic value and enjoyment by the general public. [...] As a result, there is a strong case for continued public support of an agricultural structure that incorporates a diversity of sectors operating across the full extent of the Welsh countryside*[681].

Agriculture et tourisme sont donc, aux yeux de l'Assemblée, étroitement liés et doivent aller de pair : « The aim must be to help the industry to […] make environmental considerations an integral part of farming practice, not only for their own sake, but also to underpin the basis for marketing food products, and develop the synergy between farming and tourism »[682]. Une nouvelle économie, s'appuyant sur l'environnement, doit se mettre en place dans le monde rural.

2.2 Une nouvelle économie

L'environnement est considéré aujourd'hui comme un marché porteur qui pourrait devenir le premier secteur de l'économie galloise. Selon une étude réalisée par « Valuing our Environment », en partenariat avec *National Trust Wales*, la gestion de l'environnement au pays de Galles représente, en 2003, environ 1,8 milliard de livres sterling en salaires et un emploi sur six, et 1,6 milliard de livres sterling du Produit Intérieur Brut (PIB) gallois dépend directement de l'environnement[683]. C'est une véritable ressource à exploiter, ce que souligne l'Assemblée dans le *Wales Spatial Plan*, en fixant l'objectif suivant : « Enhance the natural and built environment, which is an economic asset, both as a source of direct activity in tourism and leisure and as part of wider quality of life »[684]. L'environnement doit occuper une place centrale dans l'économie galloise, et pas uniquement pour des considérations esthétiques, mais aussi afin de construire une économie durable, respectueuse de la nature. Une partie du *Wales Spatial Plan* s'intitule « Valuing our environment » et cette expression véhicule une double signification : il s'agit, pour l'Assemblée, non seulement d'évaluer le potentiel environnemental du pays de Galles, mais également de le mettre en valeur afin de tirer profit d'une telle richesse, en l'utilisant de manière positive et active, et pas simplement contemplative, grâce à l'industrie touristique.

---

[681] *Farming for the Future*, *op. cit*., p. 50.

[682] *Ibid*., p. 15.

[683] Ces chiffres sont donnés par Iwan Huws, directeur du *National Trust Wales*, *in* « A sleeping giant », p. 69, *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, pp. 69-71.

[684] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 21.

2.2.1 Le rôle du tourisme

Les Gallois ont pris conscience de l'importance de leur paysage, ainsi que de l'attrait qu'il pouvait représenter. Il devient alors une ressource, particulièrement depuis l'investiture du Prince Charles, en juillet 1969, qui attire de nombreux touristes. Selon Anne Hellegouarc'h, dans *Le Pays de Galles au XX^e siècle : naissance d'une nouvelle identité* : « Les Gallois ont récemment pris conscience de l'atout touristique que constitue en fait le paysage »[685]. Le tourisme est aujourd'hui un élément clé de l'économie galloise, faisant vivre près de 95 000 personnes, et les services représentent le secteur le plus développé. Le pays de Galles attire cinq millions de visiteurs venus d'outre-mer en 1969, et trois fois plus en 1985. C'est pourquoi améliorer l'environnement ne peut que profiter au développement du tourisme, et surtout à l'écotourisme, nouvelle forme de tourisme vert de plus en plus à la mode, c'est-à-dire respectueux de l'environnement et fondé sur le paysage. La *Déclaration de Rio*, publiée en mars 1993, aborde ce sujet à plusieurs reprises en remarquant qu'il faut :

> *Promouvoir la formulation de programmes touristiques écologiquement rationnels en tenant compte des particularités culturelles comme stratégies de développement durable des établissements urbains et ruraux et comme moyen de décentraliser le développement urbain et de réduire les écarts entre régions*[686].

Le développement du tourisme doit donc s'appuyer sur les particularités locales, c'est-à-dire sur le paysage gallois qui, comme il a été évoqué précédemment, est composite, à la fois industriel et naturel[687]. De ce fait, le pays de Galles choisit de développer deux formes de tourisme, l'écotourisme et le tourisme historique, ce qui est souligné dans le *Wales Spatial Plan* : « Heritage, landscape and activity tourism and leisure use should be sustainably developed, particularly in areas in need of regeneration »[688].

Tout d'abord, l'Assemblée insiste, dans ses textes, sur l'atout que représentent les paysages gallois, et souhaite les utiliser comme une ressource économique en développant l'écotourisme, c'est-à-dire un style de tourisme non pas passif et contemplatif, mais actif et dynamique, voire sportif, avec l'essor des randonnées, circuits en VTT, équitation ou trek. Il respectera la nature et la biodiversité, tout en tirant profit de ces attraits. L'Assemblée, dans le *Wales Spatial Plan*, définit l'écotourisme en ces termes :

> *The quality of the environment is a unique asset, recognized in Snowdonia and Lleyn and the Anglesey coastal areas through the National Park and AONB designations. The focus on higher-value*

[685] Anne Hellegouarc'h, *op. cit*., p. 224.

[686] *Déclaration de Rio*, *op. cit*., p. 42.

[687] Voir pp. 236-240.

[688] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 55.

added production from the land-based economy, and higher-value tourism, goes hand in hand with action to protect the environment and ecology[689].

Une telle forme de tourisme est parfaitement en accord avec la politique de développement durable de l'Assemblée. Le pays de Galles possède de nombreuses zones protégées qu'il peut exploiter, ce que souligne John Taylor, responsable stratégique au sein du *CCW* : « We recognize that our protected landscapes are not only of value for their scenic beauty but also for their contribution to maintaining the health, well-being and economy of the nation »[690]. Il considère que les *AONBs*, au cœur du principe de développement durable, contribuent au développement économique de la Principauté puisqu'elles permettent de concilier les volets environnemental et économique. Le tourisme participe, en effet, au maintien de la population rurale dans les campagnes en lui apportant de nouveaux revenus. Celle-ci doit alors participer activement à la politique touristique de l'Assemblée, ce qu'elle rappelle dans *Farming for the Future* :

Action 49 : The [Wales Tourist] Board and the CCW will work with local authorities, National Parks and others to develop exemplar integrated countryside and tourism development projects. [...] In-depth involvement of local people must be the keynote if projects are to be successful[691].

C'est une façon de dynamiser le monde rural. Robyn Llewelyn, écrivain et chef d'entreprise, partage cet avis :

Je crois que nous sommes des pionniers en matière de tourisme durable. Nous essayons de montrer par l'exemple que développement peut rimer avec environnement et que le tourisme peut et doit soutenir l'économie locale et fournir des emplois tout au long de l'année à la population locale[692].

Celui-ci estime que les Gallois doivent tirer parti de la richesse que représente le paysage.

D'autre part, le développement du tourisme doit s'appuyer sur l'environnement historique et construit. Si le pays de Galles est plutôt connu pour ses nombreux châteaux, il possède également des sites industriels qui, depuis quelques années, sont devenus des lieux touristiques, faisant partie du patrimoine gallois. La population commence à accepter son passé industriel et minier, et les autorités locales ne cherchent plus à effacer les traces de ce passé, mais à intégrer les reliques de l'industrie dans un nouveau pays de Galles touristique. Le *Welsh Tourist Board* a pris conscience du potentiel de cet héritage parfois romancé, ce qu'indique l'historien Gareth Elwyn Jones dans *Modern Wales, A Concise History* :

---

[689] *Ibid*., p. 39.

[690] John Taylor, cité dans « Gower inspiration and dreams », *Western Mail*, 09-05-2006.

[691] *Farming for the Future*, *op. cit*., p. 36.

[692] Robyn Llewelyn, cité dans Jean-Yves Le Disez, *op. cit*., pp. 194-195.

> *More recently, the inheritance of an industrial past which, for half the 19th century, placed Wales near the centre of the world's economy, has allowed areas once synonymous with pollution and exploitation to be converted into tourist attractions. [...] It is not only the Celtic mists, mountains and lakes beloved of 18th century travellers which can now be marketed, but the industrial depravations which later romantics so deplored*[693].

De nombreux sites ont ainsi été réhabilités. Les hauts fourneaux de Merthyr et les mines de la Rhondda et de Blaenavon, fleurons du patrimoine industriel, récemment classées au patrimoine mondial de l'Unesco, sont devenus des monuments historiques suscitant autant d'enthousiasme, voire plus, que les abbayes ou les châteaux normands. Le *Big Pit Museum*, par exemple, reçoit plus de 100 000 visiteurs par an, c'est-à-dire un peu plus que Tintern Abbey, et que beaucoup de châteaux, exception faite de Caernarvon, qui reste l'un des lieux les plus visités du pays de Galles. Au milieu des années 1990, le musée est l'une des 15 attractions les plus populaires de la Principauté. De façon intéressante, le tourisme industriel croise parfois le chemin des nouvelles technologies puisqu'un projet de visite virtuelle des mines de Blaenavon, avec une démonstration du travail sidérurgique, est en préparation. Phil Williams, décédé en 2003, estimait que le site, appartenant au patrimoine gallois, devait être accessible au plus grand nombre :

> *It is the spot where the industrial revolution grew up and where the Thomas Process was developed that led directly to the industrialisation of Germany. The houses, the landscape and the ruins of the 18th century are uniquely evocative*[694].

Il appellait cette nouvelle forme de tourisme « heritage tourism ». De nombreux autres exemples peuvent être cités, à l'instar du *Rhondda Heritage Park*, qui attire près de 75 000 visiteurs chaque année, et dont la fréquentation a doublé entre 1991 et 1997.

De nouveaux projets sont à l'étude afin de permettre aux touristes de visiter des sites en activité. Ainsi, le *Neath Port Talbot Council* vient de demander à Atkins, cabinet de consultants, d'évaluer les possibilités de stratégie touristique dans la région, notamment un projet de tourisme industriel aux aciéries de Port Talbot. Les autorités locales considèrent qu'elles possèdent un réel potentiel d'attraction, rappelant l'univers parfois fantasmagorique des films de science fiction :

---

[693] Gareth Elwyn Jones, *Modern Wales, A Concise History*, Cambridge : Cambridge University Press, 1994, p. 310.

[694] Phil Williams, *op. cit*., p. 4.

> *The three-mile long collection of flaming, smoking stacks, pipework, huge blast furnaces and steel clad buildings, which has fascinated passing M4 motorists for decades, could pull thousands as part of a new industrial heritage package*[695].

Les aciéries auraient même inspiré le réalisateur britannique Ridley Scott pour la cité futuriste qu'il décrit dans son film *Blade Runner*, sorti en 1982[696]. *Corus*, l'entreprise les exploitant, rappelle que le lieu est déjà ouvert au public dans le cadre de visites pédagogiques. S'il devait accueillir des touristes, des aménagements seraient nécessaires afin de respecter les normes d'hygiène et de sécurité. Le cabinet Atkins reconnaît, dans son rapport, tout l'intérêt du tourisme industriel : « This would focus on the package of traditional heritage attractions as well as longer-term launching of 'new industrial heritage' based around industries in Baglan and Port Talbot »[697]. Il estime, cependant, que les autorités locales devraient, dans un premier temps, promouvoir les nombreuses richesses touristiques traditionnelles de la région, véritable atout pour la communauté, telles que Margam Park, le Vale of Neath ou les sentiers de randonnée et de VTT fréquentés par 43 000 visiteurs en 2004. Elles pourraient également développer le tourisme équestre, et profiter de la création du centre national de la photographie à Margam. En somme, le cabinet favorise le développement de l'écotourisme, en tout cas d'une forme de tourisme plus dynamique.

Le pays de Galles court, en effet, le risque de devenir une nation figée, sorte de parc national au sens premier du terme, c'est-à-dire un immense musée où les Gallois eux-mêmes feraient partie du paysage à admirer, et ne seraient qu'un élément du folklore. Henry Francis, dans un article intitulé *« A Nation of Museum Attendants »* et publié dans le magazine *Arcade*, imagine même un pays de Galles qui ne serait plus qu'une nation de gardiens de musée :

> *Is Wales becoming nothing more than a nation of museum attendants? My Orwellian nightmare is a big black sign appearing at the Severn Bridge: 'You are now entering a protected industrial relic. Pay £5 to view the disappearing society'*[698].

Le pays de Galles ne doit pas devenir une œuvre d'art sans vie, reflétant ainsi les créations artistiques du XVIII[e] et XIX[e] siècles dans lesquelles les paysages, vidés de toute présence humaine, sont omniprésents, comme si la région était inhabitée. C'est cette image que reprend Mike Jenkins dans son poème « Individual Museum » :

---

[695] Robin Turner, « A vision of tourism amid the industrial flames and smoke », *Western Mail*, 05-05-2006.

[696] Le journaliste poursuit : « The huge plant with its flames, crisscrossing lights and eerie glow at night was cited by movie director Ridley Scott as the inspiration for his spectacular future city in the 1982 cult sci-fi hit *Blade Runner* », *loc. cit*.

[697] *Loc. cit.*

[698] Henry Francis, « A Nation of Museum Attendants », *Arcade*, 16-01-1981.

Hello and welcome to our industrial museum.
On your right there's a slagheap reclaimed...
A hill... another slag-heap...
That one shaped as a landing-pad
For bird-like hang-gliders.

Notice the pit-wheels perfectly preserved
Where you can buy mementoes
Of the Big Strike and eat authentic cawl
At an austere soup kitchen.

These mummified miners cough and spit
At the press of a button
And you can try their lungs on
To a tape-recording of Idris Davies' poems.

See how quaint the wax models
Of women are, as they bow in homage
To polished doorsteps, the stuffed sheep
At the roadside give off a genuine odour[699].

Les Gallois sont donc comparés à des statues que des visiteurs viennent contempler dans un musée. La Principauté a longtemps été résolument tournée vers le passé, mais elle souhaite aujourd'hui renvoyer l'image d'une nation moderne et innovante. Par conséquent, la multiplication des sites touristiques et des *Heritage Centres* pourrait être dangereuse. Dans le *Wales Spatial Plan*, l'Assemblée rappelle que le développement du tourisme ne doit pas empêcher les Gallois de vivre et de travailler :

> *We need to maintain and support the distinctive character of the Welsh historic environment, without compromising society's present and future needs.*
> *The challenge is to retain and enhance a sense of place while embracing the change necessary to sustain those places as living, working areas[700].*

[699] Mike Jenkins, « Industrial Museum », *Invisible Times*, Bridgend : Poetry of Wales Press, 1986, p. 26.

[700] *Wales Spatial Plan*, *op. cit.*, p. 31. De la même façon, Cynog Dafies estime que les zones protégées doivent également être des lieux où les Gallois vivent et travaillent. Dans un article publié dans *Agenda*, il décrit un obstacle au développement du pays de Galles : « I refer to the image of Wales as an unspoilt, picturesque romantic, peaceful paradise, appropriate to visit and to retire to, the place to escape from the rat race. While I agree that 20 per cent of Wales' landscape should be designated as National Park there is a tendency to adhere to the perceptions of the 18th Century English gentry or 19th Century Welsh Romantic poetry to regard Wales as a land of mountains and stunning landscapes – a place to love but not a place to make a living, much less to be a

Par conséquent, les deux formes de tourisme préconisées par l'Assemblée semblent être parfois en conflit, tout comme l'environnement et l'économie. Comment concilier respect de la nature et tourisme intensif, source de recettes ? C'est le dilemme auquel sont confrontés de nombreux responsables de zones protégées qui doivent gérer un afflux de touristes au détriment du cadre naturel. Le parc de Snowdonia, par exemple, le plus grand et le plus ancien parc national gallois, reçoit chaque année l'équivalent de 11 millions de visites quotidiennes[701], rapportant 385 millions de livres sterling à l'économie locale. Seulement, 10% de l'empreinte écologique du Gwynedd provient du tourisme vert, ce qui fait dire à Dan James, responsable des opérations de la *Snowdonia Society* : « We're in danger of losing the special qualities that make Snowdonia so special »[702]. Il propose donc de mettre en place un site Internet détaillant les avantages à adopter les notions de développement durable dans le tourisme, et donnant des conseils aux visiteurs et aux fournisseurs, pour respecter le site et adopter un comportement écologique[703]. Des difficultés similaires sont rencontrées par les trois parcs nationaux gallois, qui se voient confier, dès leur mise en place, deux rôles *a priori* contradictoires : préserver et promouvoir la beauté naturelle de la campagne, mais aussi permettre la détente et les loisirs des Gallois tout en garantissant des revenus agricoles et forestiers. Ann et Malcolm MacEwen, dans *National Parks: Conservation or Cosmetics*[704], soulignent que personne n'est satisfait. Les « Conservationnistes » et les associations de loisirs considèrent que les parcs nationaux ne protègent pas de façon adéquate la nature et le paysage[705]. Quant aux habitants et aux autorités locales, ils estiment que ces espaces protégés ne répondent pas à leurs besoins socio-économiques. Dans un article intitulé « Cosmetics versus Conservation », Eilidh Johnston, universitaire, se réjouit de la décision du *WAG* de lancer en mars 2003 une étude sur les parcs nationaux, sur le modèle de celle qui vient de s'achever en Angleterre. Elle insiste pourtant sur le fait qu'il faut mettre en relation leurs objectifs environnementaux et socio-économiques :

> *National Park Authorities will undoubtedly have a greater socio-economic role in future, a shift that will be welcomed by many local people. At the same time, other interests will wish to see evidence that*

---

powerhouse of ideas for innovative development », Cynog Dafies, « A working countryside », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2001, p. 11.

[701] Pour aboutir à ce chiffre, les autorités du parc comptent non pas le nombre de visiteurs, mais l'équivalent en journée de visites dans l'année.

[702] Dan James, « Greening Snowdonia », *Globally SusDCymru*, août/septembre 2006.

[703] « [...] to green up their act », *loc. cit.*

[704] Ann & Malcolm MacEwen, *National Parks: Conservation or Cosmetics*, Londres : Allen & Unwin, 1982.

[705] Philippe Pelletier, dans son ouvrage *L'Imposture écologiste*, dénonce la dérive écoconservatiste qui rend tout projet dans les zones protégées impossible à réaliser : « Le principe de l'homéostasie écologique conduit naturellement – c'est le cas de le dire – au conservatisme, au protectionnisme systématique : il faut sauvegarder des écosystèmes jugés éternels, fixes, à tout prix », *op. cit*., p. 81.

this new role can be carried out without undermining the environmental status of their areas. Successful work on this difficult balancing act would underline the Assembly Government's commitment to sustainability[706].

Les parcs nationaux pourraient devenir une vitrine de la politique environnementale de l'Assemblée, le lieu où le pays de Galles ferait le lien entre écologie et économie. Il n'est pas forcément nécessaire de choisir entre les deux, ce que souligne Pierre Donadieu, dans *La Mouvance. Du jardin au territoire, cinquante mots pour le paysage* :

Il n'y a pas de raisons de choisir entre la mémoire et la modernité. Il est préférable de recomposer le rapport territorialisé de l'homme au monde – son identité *– en reliant d'une part le passé et l'avenir, d'autre part la culture, l'écologie et l'économie*[707].

C'est ce que devra faire la Principauté. Elle court toutefois le risque de remplacer une dépendance par une autre. En effet, si son économie repose essentiellement, au XIX[e] siècle, sur l'industrie minière, elle est aujourd'hui dominée par le tourisme qui, malheureusement, est assujetti à de nombreux facteurs extérieurs, comme les transports, la sécurité nationale ou la croissance économique. C'est pourquoi l'Assemblée souhaite également promouvoir les technologies nouvelles.

2.2.2 Les technologies nouvelles

Ce type de technologie est omniprésent dans les documents de l'Assemblée, qui, dans *Wales, A Better Country*, fait la promotion de la modernité économique du pays de Galles : « We want Wales to be at the forefront of the new economy and for e-commerce to be the norm within the shortest possible time »[708]. Elle souhaite également encourager les formations aux technologies de l'information et de la communication (*ICT*). Ron Davies, dans un article publié fin 2000, considère que l'Assemblée doit tenir compte de l'évolution de la société à l'ère du numérique :

Can we spearhead Britain's latest economic revolution by forging an integrated strategy between all those in the public and private sectors alike who want to build the new Information Communication Technology based 'Learning Society'[709]*?*

C'est l'un des défis que celle-ci doit relever si elle souhaite réellement donner l'image d'une nation innovante et avant-gardiste.

---

[706] Eilidh Johnston, « Cosmetics versus Conservation », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, p. 68.

[707] Pierre Donadieu, *in* Augustin Berque, Michel Conan, Pierre Donadieu *et al*., *La Mouvance. Du jardin au territoire, cinquante mots pour le paysage*, Paris : Editions de la Villette, 1999, p. 52.

[708] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 24.

[709] Ron Davies, « We Need a Coalition of Ideas », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 31.

Une telle volonté se reflète dans la modernité technologique du bâtiment de l'Assemblée, le *Senedd*. Le lieu est à la pointe de la « démocratie numérique » dans la mesure où les *AMs* et le personnel de l'Assemblée ont accès à un réseau intranet mettant à leur disposition des données internes, Internet et un système de visioconférences entre l'Assemblée et d'autres sites, aussi bien au pays de Galles qu'à l'étranger. Sur leur pupitre, ils peuvent utiliser un écran tactile leur permettant d'envoyer, et de recevoir, des messages, ainsi que de faire des recherches. Le *Senedd* symbolise donc le désir du pays de Galles d'offrir au monde l'image d'une nation moderne. C'est ce qu'indique Angela Gidden, membre du comité de sélection du projet architectural :

> *We are all of the same opinion that we want it to symbolise the 21st century with a modern element. It's important that there is a Welsh input and we all agree that whoever the architect is there has got to be an overall understanding of Wales*[710].

Si le nouveau bâtiment du Parlement écossais fait le lien avec le passé, celui de l'Assemblée galloise est résolument tournée vers l'avenir et symbolise indéniablement la modernité. Le premier, construit sur le site de Holyrood, à Edinburgh, relie passé et présent. Il est au cœur de la vieille ville, dans un quartier classé au patrimoine mondial de l'Unesco, et permet d'assurer la continuité dans l'histoire de la nation écossaise. Lors de l'inauguration par la Reine du nouveau siège du Parlement écossais en octobre 2004, George Reid, *Presiding Officer*, déclare :

> *We meet at Holyrood, in a world heritage site – where a thousand years of our history in the Royal Mile fuses with our land [...] This building – designed like the leaves of a plant whose green stems stretch out to the hills – is both rooted in our land and intertwined with Scotland's history*[711].

L'Assemblée galloise, quant à elle, est à la pointe de la modernité. Les deux lieux ne sont donc pas porteurs des mêmes symboles.

L'Assemblée, dans le but de participer à cette révolution numérique, lance l'initiative *Cymru Ar-lein*, signifiant « online Wales », qui doit permettre à tous les Gallois, où qu'ils soient, d'avoir accès à Internet, ainsi qu'à tous les documents officiels produits non seulement par le gouvernement, mais aussi par tous les organismes travaillant en partenariat avec lui.

---

[710] Angela Gidden, citée dans *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit*., p. 37.

[711] Discours de George Reid, lors de l'inauguration par la Reine du nouveau siège du Parlement écossais à Holyrood, 09-10-2004.

2.3 L'affirmation de la singularité galloise

2.3.1 Une politique innovante

Le pays de Galles se présente aujourd'hui comme une nation moderne et avant-gardiste. Il doit absolument s'adapter à une évolution globale[712], d'autant que les nouvelles technologies lui permettront de désenclaver certaines régions jusque-là isolées. Le nombre de foyers connectés au réseau Internet, au cœur de la révolution numérique, progresse de 90% par an. Tous les Gallois doivent avoir accès à ces ressources, et, de ce fait, à la connaissance et à l'éducation, par le biais d'une université virtuelle. Beaucoup sont encore sous-qualifiés. Afin de donner l'exemple, l'Assemblée utilise énormément la toile. En outre, c'est une façon de toucher les jeunes, et de les sensibiliser à sa politique de développement durable, sorte d'investissement pour l'avenir, car ce sont eux les citoyens gallois de demain. C'est pourquoi elle désire intégrer cette thématique dans l'éducation, en favorisant le développement des *ICT*, ce qu'elle souligne dans *Wales, A Better Country* : « Improve the awareness of environmental and sustainability issues amongst the new generation through a rounded and flexible curriculum »[713]. Qui se promène sur le site Internet du *WAG* peut jouer à « Climate Challenge », petit jeu interactif permettant de naviguer dans une maison pour identifier les moyens d'économiser l'énergie[714]. Le gouvernement tente donc d'être plutôt pédagogue pour sensibiliser, de manière ludique, les jeunes aux questions de développement durable.

En outre, le pays de Galles, grâce à sa politique de développement durable, souhaite renvoyer l'image d'une nation moderne, ouverte sur l'extérieur, et non pas repliée sur elle-même. C'est pourquoi l'Assemblée, dans ses documents, cherche à moderniser l'image de la Principauté, nation avant-gardiste sur le plan écologique. L'expression « the first » est ainsi utilisée à de nombreuses reprises pour rappeler qu'elle est la première à faire figurer le principe de développement durable dans le texte fondateur de son assemblée, ce que rappelle le *Sustainable Development Plan* :

---

[712] Cette évolution est décrite dans *Wales, A Better Country* : « Wales is in a period of exceptional change and unprecedented, but exciting, challenge. Global competition and ever faster technological changes are reshaping our economy, altering the nature of work and having a powerful effect on our lives », *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 10.

[713] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 27.

[714] « Explore the house to find out how you can save energy to help fight climate change ». Pour jouer, voir www.new.wales.gov.uk/topics/environmentcountryside/climate_change/ClimateChallenge, site Internet du *WAG*, consulté en avril 2007.

> *[…] the only government in Europe to have such a constitutional duty. [...] Adopting this approach means that Wales can move towards a more sustainable way of living, be amongst the first countries in the world to embrace sustainable development fully*[715].

Le vocabulaire utilisé pour évoquer le développement durable est souvent emprunté au langage économique, ainsi « reap the rewards of being among the first into new and emerging markets »[716]. Ces références économiques donnent l'impression que le pays de Galles a trouvé une niche, un marché novateur et porteur, dépourvu de concurrence, ce qui est en partie le cas. Pour la première fois depuis longtemps, la Principauté a la possibilité de montrer la voie. D'autre part, le choix de ce vocabulaire n'est pas anodin dans la mesure où elle est souvent considérée comme une nation scindée en deux, comme nous l'avons vu précédemment, avec, d'un côté, les zones côtières particulièrement industrialisées, mais dotées d'industries vieillissantes, et, de l'autre, un pays de Galles rural, plutôt désertique, caractérisé par ses châteaux et son folklore. Le projet que propose l'Assemblée donne l'image d'une nation unie et moderne, tournée vers l'avenir, ce qu'elle indique dans le *Sustainable Development Scheme* :

> *We need to help businesses to look ahead and take advantage of these opportunities, and we will seek ways in which we can place Wales ahead of other countries*[717].

La répétition du terme « ahead » souligne la volonté de l'administration galloise de se projeter dans le futur. Néanmoins, présenter le principe de développement durable sous un aspect purement économique peut paraître ambigu. L'Assemblée pourrait donner l'impression de ne poursuivre, grâce à cette politique, qu'un intérêt économique.

La Principauté se présente comme un modèle à suivre, non seulement pour les autres pays, mais également à l'intérieur même de la nation, puisque l'Assemblée préconise de prendre exemple sur des régions qui ont réussi de ce point de vue là :

> *The WAG to commission a study with others on how the expertise in North West Wales and Mid Wales in earth, marine, environment and land sciences can translate into business opportunities, creating high quality jobs and strenghtening Wales' reputation as an environmental leader*[718].

Le pays de Galles met donc en avant sa conversion réussie de compétences en succès économique pour promouvoir sa singularité.

---

[715] *Sustainable Development Plan*, *op. cit*., p. 3.

[716] *Loc. cit*.

[717] *Ibid*., p. 20.

[718] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 40.

2.3.2 La singularité galloise

Il est difficile de délimiter la nation galloise. Il en est de même pour l'identité. Comment peut-on la définir ? Existe-il un élément commun à tous les Gallois, permettant de rassembler et d'unifier la population ? Qui sont les étrangers dans cette région où les habitants sont nommés « Welsh », issu du terme « wealhas », signifiant étranger ? La notion de paysage est fédératrice au pays de Galles, et synonyme de communauté, puisque, au fil des années, les Gallois ont cherché à se réapproprier le paysage. Cette quête s'illustre par des événements qui ont marqué les consciences. Le choix par l'Assemblée d'une politique innovante permet à la Principauté de se présenter comme un modèle à suivre et d'affirmer sa différence. De ce fait, le paysage est devenu un élément à part entière de l'identité nationale galloise, ce que ressent Glyn Davies, membre du parti conservateur gallois :

> *A second important value that my favourite landscapes have for me is that they help me define who I am and where I come from. They give me a sense of identity*[719].

Les paysages qui lui sont chers font partie de son identité. Ils permettent même de définir les caractéristiques de certaines régions. Ainsi, dans le *Wales Spatial Plan*, le Nord du pays de Galles est décrit de la façon suivante : « North West Wales has a very strong sense of identity, linked to the Welsh language, an outstanding landscape and coastline »[720]. Cette région se distingue des autres par deux éléments : la langue et le paysage. L'un des bastions du nationalisme est aussi un haut lieu de la protection du paysage.

Il suffit de se rendre au *Senedd*[721], le bâtiment où siège maintenant l'Assemblée, véritable lieu métonymique de cette nouvelle identité, pour le percevoir. Dès les premiers mois de l'Assemblée, il devient évident que celle-ci doit occuper un nouvel édifice, symbole de la renaissance du pays de Galles :

> *Although many voices continued to call for City Hall to be reinstated, others argued that it would be incongruous to base a new institution, founded on the cusp of the 21st century, in a 19th century building. A new building, they said, would symbolise a new Wales*[722].

Une fois la décision prise, un concours est organisé, auquel 55 architectes répondent, parmi lesquels neuf gallois et 38 originaires du reste de la Grande-Bretagne. Lord Callaghan, ancien Premier ministre à la tête du comité de sélection, se réjouit du nombre de candidats, signe de l'intérêt international porté

---

[719] Glyn Davies, « Landscapes; a way of defining who we are », *Rural Wales*, Cardiff : *CPRW*, printemps 2006, p. 16.

[720] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 38.

[721] Voir annexe 15, p. 524. Ces deux photos du *Senedd* montrent à quel point la volonté d'ouverture et de transparence des pères de l'Assemblée se reflète dans l'architecture du bâtiment.

[722] *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit*., p. 36.

au projet : « The architectural world has demonstrated the importance that is attached to the design of the New Assembly »[723]. Richard Rogers[724], l'architecte qui remporte le concours, souhaite que le bâtiment soit le reflet de la démocratie naissante au pays de Galles, et un espace ouvert qui invitera le public à prendre part au processus démocratique, ce que souligne Michèle Champenois, dans un article consacré au *Senedd* et publié à l'occasion d'une rétrospective complète des projets et réalisations de l'équipe Rogers organisée au Centre Pompidou. Cette journaliste au *Monde* considère que le nouveau bâtiment de l'Assemblée est le symbole d'une préoccupation majeure de l'architecte, à savoir la démocratie participative :

> *« Il fallait absolument rapprocher le pouvoir des citoyens. La Grande-Bretagne est encore plus centralisée que la France. Cette réforme régionale est l'une des bonnes initiatives de Tony Blair. Dans notre bâtiment, les électeurs sont placés au-dessus des élus : cela devrait toujours être ainsi ! », ajoute cet architecte dont les réalisations témoignent d'une préoccupation constante : accueillir le public, donner au citoyen un espace d'expression*[725].

Inauguré en mars 2006, l'édifice illustre en effet tous les axes de la politique galloise, c'est-à-dire la volonté de transparence et d'accessibilité pour tous[726], l'application de la politique de développement durable et l'ouverture sur l'Europe. Le *Senedd* se trouve sur la marina, à Cardiff, et il est orienté vers la mer, regardant en direction de l'Europe. L'architecte a choisi de construire un parvis et quelques marches faisant le lien entre l'Assemblée et la population. Cet agencement semble réussi aux yeux d'Angela Gidden, décoratrice de Cardiff et membre du comité de sélection :

> *One of the important thing that we felt came through in this building was its openness. We are looking for an open democracy. It's a fantastic public space and the architects have designed it so that anybody coming to that area will feel free and unrestricted to walk in*[727].

C'est effectivement le cas puisque les visiteurs, après avoir franchi un poste de sécurité discret, ont accès à l'ensemble, ou presque, de l'édifice. D'autre part, beaucoup de panneaux sont en verre pour montrer la transparence du lieu, au sens propre comme au figuré. Deux niveaux sur trois sont ouverts au public qui a la possibilité d'assister aux débats, une centaine de places étant disponibles dans l'hémicycle.

---

[723] Lord Callaghan, cité dans *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *loc. cit*.

[724] Architecte de renommée internationale, Lord Richard Rogers a également conçu le Centre Pompidou à Paris et le *Millenium Dome* à Greenwich.

[725] Michèle Champenois, « A Cardiff, la démocratie en toute clarté », *Le Monde 2*, 24-11-2007, pp. 55-56.

[726] Michèle Champenois cite également Ivan Harbour, l'architecte partenaire de l'agence Rogers qui a conduit le projet pour Cardiff : « C'est un bâtiment qui dit : je vous en prie, entrez ! Please, come in ! ». *ibid*., p. 57.

[727] Angela Gidden, citée dans *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit*., p. 37.

Enfin, l'Assemblée, dans la construction même de ce bâtiment, a mis en application les principes qu'elle préconise dans ses textes : celui-ci répond à toutes les normes environnementales en vigueur, ayant même reçu un certificat d'excellence selon les critères de la *Building Research Establishment Environmental Assessment Method* (*BREEAM*). Il a été, autant que possible, construit à l'aide de matériaux gallois, essentiellement du bois, mais aussi de l'ardoise, afin d'éviter la pollution due au transport, et est à l'avant-garde des technologies en matière de ventilation et de chauffage. L'une des curiosités du lieu est le capuchon de cheminée, situé sur le sommet du toit et tournant avec le vent pour ventiler la chambre en dessous, la *Siambr*[728]. A en croire le site Internet de l'Assemblée, qui lui consacre plusieurs pages et insiste sur ses qualités environnementales, ce bâtiment est : « […] fit for purpose, […], outward looking, with a strong National identity »[729]. Après l'inauguration, plus de 100 000 personnes le visitent en quatre mois. Dans un rapport publié en juillet 2006, Rhodri Morgan, *First Minister*, le décrit en ces termes : « Our new Assembly Building is at the cutting edge of sustainable design and construction using renewable energy systems to reduce running costs by up to half[730] ». Il a tout de même coûté 66 millions de livres sterling, au lieu des 10 millions initialement prévus[731].

D'autre part, le paysage est devenu une vitrine pour la Principauté, ce que l'Assemblée souligne dans son *Sustainable Development Scheme* : « Our sustainable development duty gives us an unprecedented opportunity to develop an international model of excellence, which can help set Wales apart on the world scene »[732]. Ainsi, les textes officiels de l'Assemblée montrent qu'elle choisit d'adopter le développement durable comme ligne directrice de sa politique afin d'affirmer la singularité du pays de Galles, ce que souligne Phil Williams dans la présentation qu'il donne en 2002 :

> *In a small forgotten country like Wales we do have an inferiority complex and we often boast without foundation that our role is to lead the world. A poet friend of mine thinks it all springs from the memory of Magnus Maximus who set out from Wales and ended up as Roman Emperor north of the Alps.*

---

[728] Voir annexe 16, p. 525. Au centre de cette photographie, on aperçoit l'œuvre, une sculpture en verre, d'Alexander Beleschenko, résidant à Swansea, dont le nom est « The 'Heart of Wales' ». Il s'est inspiré pour ce nom du thème imposé par l'Assemblée : « the Assembly at the heart of Wales ». Voir une brochure disponible au *Senedd* et intitulée « Art in the Senedd ».

[729] Voir www.assemblywales.org/sen-home/sen-about-senedd.htm, site Internet de l'Assemblée, consulté en novembre 2006.

[730] Rhodri Morgan, *First Minister's Report 2006*, juillet 2006, p. 6.

[731] C'est ce qu'indique une plaquette éditée par l'Assemblée et distribuée aux visiteurs. Intitulé *Key Facts and Figures*, ce document leur apprend également que plus de 14 millions de livres sterling ont été investis dans des matériaux et la main d'œuvre locaux, ou encore que le bâtiment couvre une superficie de 5 000 m^2, et que sa construction a nécessité plus de 1 000 tonnes d'ardoise galloise pour une surface de 10 000 m^2. Voir annexe 17, p. 526.

[732] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 40.

But who knows: if we have any chance of making our mark as a small nation it must be as a Green nation and as a nation that takes its commitment to sustainable development very seriously[733].

Les Gallois qui, grâce à la loi de 1998, ont enfin acquis un pouvoir de décision souhaitent prouver leur différence, eux dont l'existence a longtemps été ignorée, même annihilée. Dès lors, la Principauté veut être présente, présentée et représentée en se positionnant au carrefour du local, national et international. C'est pourquoi les textes de l'Assemblée sont ancrés dans un triple contexte.

Chapitre 3. Le pays de Galles entre local et mondial

Dans son ouvrage intitulé *Les États-Unis entre local et mondial*, Cynthia Ghorra-Gobin étudie les relations entre le gouvernement central et les collectivités locales, ainsi que les divisions politiques et administratives. Elle rappelle que toute politique doit être mise en œuvre dans un cadre[734]. Si elle s'intéresse en particulier aux États-Unis, son titre s'adapte également à la situation galloise. Il est en effet nécessaire de remettre en contexte les différents textes publiés par l'Assemblée, afin d'en saisir davantage la portée. Dès les premières lignes de son projet de développement durable, celle-ci l'ancre dans un triple contexte : à la fois local et national, l'avenir de la Principauté ; supranational, dans ses relations avec le pouvoir central de Londres ; et international, en replaçant sa politique dans un cadre plus large. C'est justement le plan international qu'elle mentionne tout d'abord en évoquant l'intérêt et l'inquiétude grandissants pour les questions d'environnement, et en redonnant la définition la plus connue du développement durable, celle de la commission Brundtland. Puis elle insiste sur le contexte national, c'est-à-dire la position du Royaume-Uni en ce qui concerne cette thématique : le gouvernement de Londres publie dès 1994 sa première stratégie, *Sustainable Development Strategy*, avant de la mettre à jour en mai 2000, soit quelques mois seulement avant la publication de la politique galloise. Enfin, elle rappelle que le pays de Galles est confronté aux mêmes problèmes que les autres pays développés, même si c'est dans une moindre mesure. De surcroît, la Principauté a trop longtemps négligé son environnement.

A la lecture des textes de l'Assemblée, on ne peut que constater la récurrence de plusieurs contextes, comme ici dans la description de Cardiff : « […] a city-region on a scale to realize its international

[733] Phil Williams, *op. cit*., p.5.

[734] Cynthia Ghorra-Gobin, *Les États-Unis entre local et mondial*, Paris : Presses Sciences Po, 2000. Elle présente son travail en ces termes : « La présente étude a pris pour objet l'impact à l'échelon local de la mondialisation. Elle met en évidence les coûts sociaux de l'étalement urbain ainsi que les risques susceptibles de conduire à la fragmentation spatiale de la métropole », p. 8.

potential and its national role »[735]. De même, le premier schéma du *Wales Spatial Plan* intitulé « How the Spatial Plan relates to other Plans, Strategies and Programmes » illustre parfaitement la triple stratégie de l'Assemblée[736]. Il comporte en effet trois colonnes : « national », « regional » et « local », et cinq lignes : « strategy », « spatial », « departmental », « delivery » et « monitoring ». De façon intéressante, les deux premières lignes mentionnent les trois textes piliers du projet de l'Assemblée, c'est-à-dire le *Sustainable Development*, *Wales, A Better Country* et le *Wales Spatial Plan*, tous trois ayant pour objectif de promouvoir l'égalité. Quant à la dernière thématique, « Monitoring », elle reflète la volonté de l'Assemblée d'être transparente et crédible, en permettant que ses politiques soient évaluées. Ce schéma montre à quel point une collaboration entre les différentes strates sera nécessaire, ainsi qu'avec ses partenaires, qu'ils soient publics ou privés. Sir John Gray et John Osmond, dans *Wales in Europe: The Opportunity Presented by a Welsh Assembly*, décrivent parfaitement le triple contexte dans lequel la future Assemblée devra travailler :

> *If devolution is to have a positive effect on the relationship between Wales and the institutions of the European Union, then flexibility and a conscious attempt to understand the interests and concerns of others will be needed at various levels: within Wales, between Wales and the rest of the UK, as well as between Wales and the rest of the European Union[737].*

C'est la raison pour laquelle il paraît intéressant d'étudier de quelles façons le pays de Galles, par le biais de son Assemblée, cherche à s'affirmer sur les plans local ou national, supranational et européen.

3.1 L'affirmation au plan local et national

Tout en reprenant à son compte des thèses internationales, l'Assemblée intervient dans un contexte local : le pays de Galles est une région de taille moyenne, 20 763 km^2, découpée en communautés. L'institution doit s'acquitter de certains devoirs envers la population : transparence, clarté et crédibilité, afin de gagner sa confiance, ce que reconnaît Rhodri Morgan, *First Minister*, dans l'avant-propos de *Wales, A Better Country* : « I know only too well that the Assembly is a new institution which needs to win the confidence of the people of Wales »[738]. Les Gallois, plutôt sceptiques au

[735] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 51.

[736] Voir annexe 18, p. 527 : « How the Spatial Plan relates to other Plans, Strategies and Programmes », figure tirée du *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 5.

[737] Sir John Gray & John Osmond, *Wales in Europe: The Opportunity Presented by a Welsh Assembly*, Cardiff : *IWA*, juin 1997, p. 28.

[738] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 2.

moment de la mise en place de l'Assemblée, doivent sentir que celle-ci s'intéresse à leur sort et améliore leur quotidien.

3.1.1 Le retour aux racines

Dans les textes qu'elle publie, l'Assemblée place la communauté au centre de la réflexion. Il ne faut pas oublier qu'elle a toujours joué un rôle central, se substituant parfois à la notion de nation. Le pays de Galles est une région plutôt rurale, les industries étant traditionnellement concentrées sur le littoral, et fortement attachée à sa langue. Cependant, quel sens accorder de nos jours à ce terme « community », en gallois « cymuned » ? Comment le traduire sans trahir sa signification pour les Gallois ? A l'heure de la globalisation, existe-elle encore ? Jean-Yves Le Disez, dans son ouvrage *Une Aventure galloise*, tente de répondre à cette question. Il s'interroge, au fil de ses pérégrinations et de ses rencontres avec des Gallois, sur le sens à donner à ce mot dans le pays de Galles du début du XXI^{e} siècle. Il en ressort plusieurs définitions. La communauté représenterait tout d'abord l'idée d'identité partagée, c'est-à-dire un espace d'échanges en langue galloise, comme en témoigne cette phrase de Guy, éducateur à Cardiff : « C'est le fait de partager une identité, pas nécessairement des intérêts communs, mais une identité »[739]. Mais elle semble être aussi le symbole d'une identité choisie, et de valeurs communes telles que la solidarité et la sécurité, l'égalité, l'authenticité et la réciprocité, ce que fait remarquer Ned Thomas, auteur de *The Welsh Extremist* :

> *La communauté est constamment à recréer, en faisant appel à ce que les gens peuvent partager (y compris des aspirations communes) et non à leur intérêt personnel d'individus de plus en plus atomisés. […] Ce qui compte, c'est le vivre ensemble*[740].

Jean-Yves Le Disez considère finalement que la communauté semble être quelque chose de désirable pour une majorité de Gallois. Il évoque sa rencontre avec Jane Davidson, alors Ministre de l'éducation, qui utilise le terme « commonality » pour décrire ce qu'elle a ressenti tout au long de ses prises de contact avec la population. Issu du moyen anglais, ce terme signifie le commun, le peuple, le fait de posséder des traits ou des attributs communs[741]. Ainsi, le sentiment d'appartenance à un seul groupe existe bel et bien, encore de nos jours, au pays de Galles[742].

Le terme « community » apparaît dès l'introduction du projet de développement durable, lorsque l'Assemblée rappelle les effets du passé sur l'environnement : « In Wales […] we are all too familiar

---

[739] Jean-Yves Le Disez, *op. cit*., p. 53.

[740] Ned Thomas, cité dans Jean-Yves Le Disez, *op. cit.*, p. 119.

[741] Jean-Yves Le Disez, *op. cit*., p. 56.

[742] Cette réflexion sur la notion de « community » est plus tard reprise par Jean-Yves Le Disez dans une communication intitulée « Vous avez dit *community* ? » qu'il présente lors du colloque « Pays de Galles : quelle(s) image(s)? » organisé à Brest par le CRBC les 25 et 26 janvier 2007.

with the effects of the past unconcern for the environment and the community »[743]. Elle affiche ici clairement sa volonté d'associer environnement et communauté. Ce terme réapparaît ensuite tout au long de son projet dont l'un des objectifs est de faire prospérer les communautés de la Principauté : « We need to ensure we understand, and take into account the full costs and benefits to people and their communities of the goods and services that we produce and buy »[744]. Elle publie, dès avril 2001, *Communities First*, plan d'aide aux 200 zones déshéritées du pays dans lequel celles-ci sont classées des plus défavorisées aux moins défavorisées, décrit en ces termes dans *Wales, A Better Country* :

> *The plan emphasizes our deep commitment to developing better communities: places where people want to live, work and play; where people have access to economic opportunities, a pleasant and safe environment and active and inclusive networks*[745].

Cette description rappelle les trois piliers, environnemental, économique et social, du *GOWA 1998*. La communauté est donc considérée comme l'unité de base du projet de l'Assemblée qui s'adresse davantage à plusieurs communautés qu'à une seule nation.

Il faut, en outre, souligner que John Osmond envisage la communauté comme un élément unificateur au pays de Galles, et, surtout, comme le moteur de la mobilisation en faveur de la dévolution :

> *At heart, the politics of devolution are a mobilisation of the community against the onslaught of a powerful corporatist state system. They are a drama of the community in conflict with the state. The title of this book is* Creative Conflict *because it is written in the belief that the community will win*[746].

Il estime que la demande de dévolution n'est qu'une quête pour retrouver la communauté. Il affirme, en conclusion, que les Gallois ont besoin d'elle pour clamer leur identité[747]. Il semble que les documents publiés par l'Assemblée lui donne raison, compte tenu de la position centrale que cette communauté occupe dans l'application de sa politique, et surtout de sa volonté de lui donner le pouvoir afin de réaffirmer son importance pour l'avenir de la Principauté. Ceci n'est pas sans rappeler le principe européen de subsidiarité, selon lequel les décisions doivent être prises par la sphère de pouvoir la plus adaptée et la plus proche possible des citoyens. Pour ce faire, il est nécessaire de respecter les particularismes locaux, ce que l'Assemblée souligne dans le *Wales Spatial Plan* :

---

[743] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 1.

[744] *Ibid*., p. 9.

[745] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 11.

[746] John Osmond, *Creative Conflict. The Politics of Devolution*, *op. cit*., p. 20.

[747] Il ajoute en effet : « Neither can the uniqueness of individuals be taken apart from the uniqueness of the nations and communities within which they have developed and apart from which they lack integrity and significance. Man needs an anchor in a particular community. It is the source of that moral power that enables him to resist the monolithic state », *ibid*., p. 251.

« Different solutions will be appropriate according to local circumstances »[748]. Elle souhaite adapter une politique nationale à la spécificité galloise, contrairement à Londres qui a toujours cherché à imposer une politique anglaise au pays de Galles :

> *Devolution has given us the opportunity to shape distinctively Welsh answers to Welsh questions, with more power to guide action, both directly and indirectly. [...] We recognize that 'one size' solutions do not fit all parts of Wales*[749].

La référence au gouvernement central est certes implicite, mais bien présente. L'Assemblée poursuit donc un double objectif : promouvoir les différences entre régions tout en réduisant les disparités, reconnaissant ainsi une forme de multiculturalisme. Elle veut donner la parole à tous, dans le but de travailler dans la complémentarité. La diversité est une richesse, ce qu'elle défend dans le *Wales Spatial Plan* :

> *A strong sense of place is evident throughout Welsh communities. [...] Distinctiveness, sense of identity and pride in place are important elements of successful communities and countries*[750].

La clé du succès à venir du pays de Galles se trouve dans la, ou plutôt les communautés, qui le composent[751], et dans sa capacité à les protéger contre les arrivées extérieures d'immigrants. Un des enjeux de l'immigration est, en effet, de préserver les spécificités des cultures locales.

Or, les nationalistes dénoncent fréquemment le nombre croissant de retraités, essentiellement anglais, faisant l'acquisition de résidences secondaires dans la Principauté. Cette forme d'immigration a des conséquences ambivalentes sur le tissu local : elle permet, d'une part, de préserver des zones rurales souvent dépeuplées ainsi que le patrimoine culturel qui s'y trouve, mais elle contribue, d'autre part, à la flambée des prix de l'immobilier, et à la disparition de communautés galloisantes. C'est un cercle vicieux, touchant, par exemple, la région de Cefn Gwlad où les habitations secondaires sont surreprésentées. De même, la population de plusieurs régions est vieillissante, du fait de l'exode des jeunes Gallois en quête de travail et de l'arrivée de retraités. L'Assemblée, dans le *Wales Spatial Plan*, donne une pyramide des âges montrant ce phénomène, qui ne peut s'expliquer uniquement par le vieillissement général de la population des pays développés. Le graphique compare l'évolution de la répartition de la population dans les différentes tranches d'âge entre 1983 et 2003. La tranche 0-19 ans, qui compte environ 800 000 Gallois en 1983, connaît une baisse de 6,25% puisqu'il n'y a plus

---

[748] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 60.

[749] *Ibid*., p. 3.

[750] *Ibid.*, p. 31.

[751] L'Assemblée reconnaît ainsi le caractère pluri-dimensionnelle de la nation galloise, ainsi dans *Wales, A Better Country* : « The only way in which we can achieve enduring success as a nation is for life-long learning – in the literal sense – to be embedded in the cultures of the diverse communities and organisations that make up modern Wales », *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 24.

que 750 000 jeunes en 2003. C'est la catégorie des 20-29 ans qui est la plus durement frappée, avec une diminution de près de 13%, de 390 000 à 340 000 personnes. En revanche, les plus de 50 ans progressent de plus de 14%, de 850 000 à 970 000 personnes, avec une hausse de plus de 55% uniquement pour les plus de 80 ans. Les autres catégories sont, quant à elles, relativement stables[752]. Le pays de Galles voudrait donc maîtriser cette forme d'immigration en obligeant, par exemple, les nouveaux arrivants à apprendre le gallois pour qu'ils s'intègrent mieux aux communautés qu'ils rejoignent[753].

C'est pourquoi l'Assemblée souhaite développer de nombreux partenariats avec les Gallois, et avec les communautés qui constituent le pays de Galles, afin de les rendre actifs, de mettre en place ce que d'autres appelleront la démocratie participative[754] : les habitants de la Principauté devront être acteurs de la politique de leur Assemblée, et pas seulement spectateurs. Cette volonté d'établir des partenariats est un leitmotiv des textes, une partie de son projet de développement durable s'intitulant « Working with others » :

> *This leads on to the third way in which the Assembly will promote sustainability – by working with others. It is through this route that innovative solutions to problems can best be developed and shared*[755].

L'Assemblée définit trois types de partenariat, qu'elle compare à trois cercles d'amis, et consacre une partie à chaque catégorie : un partenariat avec le monde des affaires, avec les autorités locales et avec le secteur associatif. Il ne faut cependant pas oublier tout un chacun : « Individuals, through their aims and aspirations and the lives they lead, can make or break the whole process »[756]. Le *GOWA 1998* rend obligatoire une consultation de tous les partenaires avant une quelconque rédaction de texte, cette phase étant primordiale.

L'Assemblée travaille tout d'abord en collaboration avec le monde du travail, notamment avec les syndicats, toujours puissants au pays de Galles. Ainsi, le *Wales TUC* répond par écrit à environ 20 documents consultatifs par an, et rencontre le *First Minister* et des membres du Cabinet au moins deux

---

[752] Voir annexe 19, p. 528 : « Pyramides des âges au pays de Galles en 1983 et 2003 », graphique tiré du *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 10.

[753] Jean-Yves Le Disez, au cours de ses pérégrinations, rencontre Robyn LLewelyn, écrivain et chef d'entreprise, qui considère que les Anglais peuvent parfaitement s'intégrer au pays de Galles, tant qu'ils s'investissent culturellement : « Les Anglais peuvent faire partie de la communauté, aucun problème, mais à condition d'inscrire leurs enfants à l'école du coin, d'apprendre le gallois, bref de jouer le jeu », *op. cit*., pp. 196-197.

[754] *Forum for the Future*, dans son évaluation du *Wales Spatial Plan*, encourage également une plus grande participation des Gallois qui doivent être maîtres de leur avenir : « […] to enable people to have a greater say in building their future », *Sustainability Appraisal of "People, Places, Futures: the Wales Spatial Plan*, mars 2004, www.forumforthefuture.org.uk, site Internet consulté en mai 2005.

[755] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 16.

[756] *Ibid*., p. 18.

fois par an, quatre en général. Des réunions sont régulièrement organisées entre des membres du *Wales TUC* et des ministres du *WAG*, entre 10 et 20 chaque année. Le *WAG* et le *Wales TUC* signent le 5 février 2003 à Transport House, siège de l'organisation syndicale à Cardiff, un *Memorandum of Understanding* établissant cinq priorités : le développement économique du pays de Galles, l'amélioration de l'éducation et de la formation, la modernisation du service public, la promotion de l'égalité des chances et le partenariat social. Ce texte reprend donc les priorités de l'Assemblée. De même, pour promouvoir les partenariats entre Gallois, l'Assemblée soutient un projet, le *Wales Co-operative Centre*, lancé en avril 1983 grâce à des fonds de la Communauté économique européenne, de la *WDA*, du *Welsh Office*, du *DBRW* et des *County Councils*. Ce centre devient opérationnel après une étude de faisabilité menée par le *Wales TUC*, sur le modèle de la ville basque de Mondragon. Il est le précurseur de l'esprit d'entreprenariat favorisé par l'Assemblée. Le pays de Galles compte, en 1987, 95 coopératives, soit 643 emplois équivalents temps plein. C'est aujourd'hui la plus importante agence de développement coopératif de tout le Royaume-Uni, et des projets tels que le rachat d'usines ou de mines par les employés, comme à Tower Colliery, se multiplient. D'autre part, il faut souligner que le *Wales TUC* devra jouer un rôle dans la désindustrialisation héritée des années 1980 et 1990 et qui a transformé les Vallées du Sud en l'une des régions les plus pauvres de l'Union européenne. Un rapport récent de la *Bevan Foundation*[757] montre que les Vallées sont touchées de plein fouet par les inégalités, les problèmes dans les transports, le chômage, la dégradation de l'environnement, les bas salaires et les faibles qualifications, ce qu'indique déjà le *Wales Spatial Plan*. Compte tenu de la nature des problèmes, de la proportion de la population galloise touchée et de la résonance émotionnelle du mal des Vallées[758], le *Wales TUC* devra intervenir, même s'il lui est difficile de faire campagne au nom d'une région particulière, ce que souligne Joe England : « These are communities that have a strong sense of Welsh identity and where a campaigning trade unionism would be welcomed »[759]. Elles ne doivent pas être abandonnées à leur triste sort.

L'Assemblée a également mis en place des partenariats avec les autorités locales afin d'établir, à partir de la mosaïque existante, un véritable réseau de coopération. En avril 2006, le pays de Galles devient le premier pays au monde où toutes les autorités locales acceptent de signer un engagement à lutter contre les effets du réchauffement climatique : « Action not Words: the new Welsh Local Government Association guidance on dealing with climate change »[760]. Elles indiquent, de ce fait, qu'elles ont parfaitement conscience de la nécessité d'adopter une politique de développement durable à l'échelon

[757] La *Bevan Foundation*, lancée en 2001, est chargée de réfléchir aux sujets auxquels les Gallois sont confrontés aujourd'hui. Elle organise des conférences et des débats, publie des articles et des rapports, dans le but de favoriser la réflexion au pays de Galles, ainsi que dans l'ensemble du Royaume-Uni. Pour plus d'informations, voir www.bevanfoundation.org, site Internet consulté en avril 2008.

[758] Ce qu'il est coutume d'appeler le « Valley problem ».

[759] Joe England, *op. cit*., p. 117.

local. Elles organisent en parallèle de nombreuses conférences pour expliquer au public les documents de l'Assemblée, par exemple à l'occasion de la publication du *Wales Spatial Plan*. Les autorités locales servent ainsi de relais au message de l'Assemblée et fonctionnent comme des intermédiaires entre celle-ci et la population. Elle compte aussi s'appuyer sur les *Assembly Sponsored Public Bodies* (*ASPBs*), organismes qui ont remplacé les *Quangos* longtemps décriés. Ceux-ci étaient devenus le symbole du déficit démocratique dont a longtemps souffert le pays de Galles. Pourtant, le *WAG* a récemment décidé de supprimer un certain nombre d'*ASPBs* sans aucune consultation préalable.

L'Assemblée souhaite mettre en place de nouvelles communautés afin de tirer parti des qualités d'entraide caractérisant la Principauté. *Farming Connect*, officiellement mis en place en septembre 2001, illustre l'ouverture et la coopération que l'administration galloise veut promouvoir. C'est un partenariat entre les secteurs public et privé qui propose aux agriculteurs des formations, des conseils, et instaure le transfert de nouvelles technologies et des aides à la maîtrise de la pollution. Ce service est accessible à tous, par téléphone ou Internet. Carwyn Jones, alors Ministre, décrit *Farming Connect* lors du lancement régional officiel près de Carmarthen le 17 septembre 2001, en ces termes :

> *The fundamental objectives of* Farming Connect *are to give farming families practical information, advice and support towards maximising their income and to foster an entrepreneurial culture.* Farming Connect *will also help them farm in ways which are sustainable environmentally*[761].

Pour décrire ce réseau d'entraide et de coopération, il utilise l'expression « 'Team Wales' Approach ». Trois semaines plus tard, au moment de l'inauguration de ce service à *Usk College*, il ajoute : « Environmental services have been developed as an integral part of *Farming Connect* with the aim of encouraging energy conservation and reducing pollution and encouraging the adoption of environmentally friendly production »[762]. La lutte contre la pollution et le développement de méthodes de production soucieuses de l'environnement sont ici encore au centre des préoccupations.

De même, l'Assemblée travaille en partenariat avec l'organisation *Sustainable Wales*, créée en 1997 sous l'égide de Margaret Minhinnick, fondatrice de *FoE Cymru*, et Jonathon Porritt, ancien directeur de *FoE UK* et actuel responsable de *Forum for the Future*. Fonctionnant comme un bureau de conseils, elle compte parmi ses clients le *WAG*, des autorités locales, des entreprises et des particuliers. Sue Essex, ancienne ministre du *WAG*, la décrit de la façon suivante : « Sustainable Wales is an environmentally friendly business clued into the duties and demands of 21st century living, working at

---

[760] Voir *GloballySusDCymru*, juin/juillet 2006, disponible sur www.sustainwales.com, site consulté en septembre 2006.

[761] Carwyn Jones, cité dans « Farming Connect an opportunity for farming families to create a better future », *NAW press release*, 17-09-2001.

[762] Carwyn Jones, cité dans « Sustainability and the environment are fundamental elements of Farming Connect says Carwyn Jones », *NAW press release*, 11-10-2001.

the interfaces of business, community and government »[763]. Cet organisme permet donc de faire le lien entre les associations sociales, environnementales et culturelles, c'est-à-dire les différents cercles de relations de l'Assemblée. Margaret Minhinnick, convaincue que l'avenir du mouvement écologiste dépend de cette transdisciplinarité, adopte une définition large de l'environnement :

> *Sustainable Wales aims to demonstrate that the social and cultural environments – the environment that is carried around internally by any one of us – cannot be separated from the topographical environment*[764].

Cette triple approche de l'environnement n'est pas sans rappeler le principe de développement durable.

Pour que ces partenariats soient efficaces, il faudra lutter contre le cloisonnement, fléau courant dans toute administration, et favoriser l'interdisciplinarité, non seulement entre les régions, mais aussi entre les services, car la politique de développement durable est vaste et générale. La volonté, de la part de l'Assemblée, de mettre un terme à cette structure compartimentée se reflète dans le vocabulaire qu'elle utilise dans ses textes, dans la mesure où des formules comme « cross-boundary », « interdisciplinary », « across », « shared » ou « working together » abondent, ainsi que des expressions montrant que les Gallois doivent regarder au-delà de leurs frontières : « wider geographical area », « broader landscape scale », « co-ordinated », « to manage land as a whole », ou encore « need for coherent broadscale management »[765]. C'est pourquoi le pays de Galles devra s'ouvrir vers l'extérieur, en premier lieu vers ses voisins les plus proches que sont l'Angleterre et l'Irlande. A l'heure de la mondialisation, la frontière n'est qu'une notion artificielle, ce qu'indique le *Wales Spatial Plan* :

> *What is happening in the neighbouring English regions and Ireland impacts on Wales in many ways. Our lives and social networks, environmental assets and transport infrastructure do not stop at the Welsh border. [...] For housing and labour markets the border is entirely irrelevant*[766].

La Principauté est devenue un lieu de passage obligé pour les Irlandais sur la route de l'Europe. Une telle attitude pourrait sembler en contradiction avec la volonté du pays de Galles d'affirmer son identité et sa singularité, mais il ne pourra travailler en collaboration avec le reste de l'Europe qu'après s'être imposé sur la scène européenne en tant que nation. Un exemple du nécessaire partenariat avec ses voisins proches est le domaine de la gestion de l'eau. Le système actuel n'est guère satisfaisant

---

[763] Sue Essex, citée sur le site Internet de *Sustainable Wales*, www.sustainablewales.org.uk, consulté en février 2008.

[764] Margaret Minhinnick, « Sustainable Wales », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 1998, p. 35.

[765] Expressions tirées du *Wales Spatial Plan*, *op. cit.*, p. 23, 24, 39.

[766] *Ibid*, p. 36.

puisqu'il ne tient pas compte des contraintes géographiques naturelles. L'Assemblée souhaite dorénavant gérer la chaîne de l'eau d'un bout à l'autre, en tenant compte de tous les facteurs et en collaborant avec les régions anglaises. C'est ce qu'elle indique dans le *Wales Spatial Plan* : « The Water Framework Directive requires us to manage water as a whole, including all the diffuse sources of pollution – especially from agriculture with its effects on water quality »[767]. Le pays de Galles doit donc s'appuyer sur le plan local, sans pour autant se replier sur lui-même.

3.1.2 Le développement durable au plan local

De telles références au local ne sont pas sans rappeler l'Action 21 de la *Déclaration de Rio*, adoptée en 1992. Pour que la politique de développement durable puisse porter ses fruits, des accords internationaux doivent être signés entre les différents pays, afin, ensuite, d'être appliqués localement. Il s'agit en effet « d'intégrer le souci de l'environnement aux décisions et de progresser vers des régimes démocratiques permettant la pleine participation de toutes les parties concernées »[768]. La *Déclaration* insiste sur le rôle que devront jouer les communautés dans la promotion du développement durable :

> *Les activités qui contribueront à promouvoir de façon intégrée l'obtention de moyens d'existence durables et la protection de l'environnement [...] sont essentielles à tous les niveaux, en particulier aux échelons communautaire et local, pour appuyer une démarche d'inspiration locale et à la mesure de chaque pays*[769].

Il est vrai que chacun doit être actif dans l'application du principe de développement durable. De ce fait, l'Assemblée soutient les initiatives personnelles et individuelles, particulièrement dans le domaine de l'énergie. Une turbine hydro-électrique est, par exemple, inaugurée à Talybont, sur la rivière Usk, par Rhodri Morgan en avril 2006. L'idée d'un tel projet est lancée, tout d'abord, par Barbara Anglezarke, employée du parc national des Brecon Beacons, habitant près de Talybont. Elle décide d'organiser une rencontre publique pour expliquer aux habitants son projet, plutôt bien accueilli. Les 90 000 livres sterling nécessaires à sa réalisation sont financées par le *Brecon Beacons Sustainable Development Fund*, *Clearskies* et des subventions Objective 2 accordées par le *WAG*, par l'intermédiaire de la *Mid-Wales Energy Agency*. L'énergie produite est en partie revendue au *National Grid*[770], produisant ainsi près de 17 000 livres sterling de bénéfices annuels. Lors de l'inauguration,

---

[767] *Ibid*., p. 23.

[768] *Déclaration de Rio*, *op. cit*., p. 10.

[769] *Ibid.*, p. 17.

[770] Le *National Grid* est l'entreprise qui gère le réseau électrique en Grande-Bretagne. Elle prend ce nom en 2005, et possède aussi *Transco*, spécialisée dans le gaz, depuis une fusion réalisée en 2000. Voir le site Internet du *National Grid*, www.nationalgrid.com, consulté en mai 2008.

Rhodri Morgan salue l'initiative locale en faveur des énergies renouvelables : « This is an example of how the communities of Wales can come up with all kinds of bright ideas for improving their local environment and the global environment as well »[771]. Cet exemple illustre de quelle façon les Gallois peuvent devenir acteurs de la politique de l'Assemblée, et surtout à quel point leur participation est absolument nécessaire à son succès. Il peut également servir de modèle, ce que souligne Mike Bugler, directeur de la *Mid-Wales Energy Agency* :

> *The money from the turbine has started to come in, and we are looking at a range of future energy projects in the area which have the potential to make Talybont-on-Usk into a model demonstration area showing how renewable energy can make a difference to small communities*[772].

Toutes les initiatives individuelles reçoivent une grande publicité afin de montrer la voie et de donner des idées aux autres citoyens.

Le *Western Mail*, par exemple, choisit de tester le comportement écologique de quatre personnes, dont Ryan Jones, star du rugby, pendant une semaine, en leur demandant d'utiliser des produits écologiques tels que des aliments ou des cosmétiques biologiques. Darren Devine, journaliste, s'interroge : « Would their week-long alliance with environmentalism turn into a more permanent lifestyle change? ». Après avoir retranscrit leur témoignage, il insiste sur le fait que chacun doit se sentir concerné et adopter un mode de vie éthique et durable : « Is it possible to live ethically? And what can each and every one of us do to protect the environment and generally make the world a better place? »[773]. L'article se transforme alors en un appel au comportement environnemental responsable, le journaliste donnant même une liste de 10 conseils, suggérés par l'ONGE *Friends of the Earth Cymru*, pour bien agir, comme pratiquer le covoiturage, utiliser des ampoules à économie d'énergie, acheter des produits locaux ou encore recycler les canettes et les boîtes de conserve. Il semble donc, à première vue, qu'un partenariat se soit mis en place entre l'Assemblée et les Gallois : le rêve de Ron Davies serait-il devenu réalité ?

3.1.3 Le rêve de Ron Davies

Lorsqu'il évoque en septembre 1997 la future assemblée, Ron Davies, alors *Secretary of State for Wales*, en a une vision très précise :

[771] Rhodri Morgan, *First Minister*, cité dans « Rhodri pushes for village energy », *Western Mail*, 18-04-2006.

[772] *Loc. cit.*

[773] Darren Devine, « Living the good life », *Western Mail*, 13-05-2006.

A new institution that will both herald a new style of more inclusive politics that better fits the needs and character of Wales and open to public scrutiny and accountability the machinery of government in Wales[774].

Il lance, l'année suivante, une consultation publique sur son fonctionnement par le biais du *National Assembly Advisory Group*[775] (*NAAG*), chargé de préparer la mise en place de l'Assemblée. Cette consultation aboutit à la publication d'un document très didactique, *National Assembly for Wales, Have your say in how it will work*[776], la présentant. Le chapitre 7, « Modern ways of working », reprend les idées clés de Ron Davies : « [...] openness, encouraging public participation, broadcasting, working with other organisations, complaints, building equality in, bilingualism »[777]. Cette conception d'une nouvelle forme de culture politique comporte les caractéristiques majeures de l'Assemblée qui se veut responsable, crédible et transparente. Elle est, en effet, la seule institution qui peut mettre en place une politique familière, par les Gallois et pour les Gallois, centrée sur le paysage et le développement durable, afin de palier au déficit démocratique, fléau qui a longtemps sévi au pays de Galles. C'est, dans les années 1990, l'un des arguments en faveur de la création d'une telle assemblée qui serait un organe réellement représentatif, contrairement aux *Secretaries of State*, nommés par le gouvernement de Londres, donc longtemps conservateurs, alors que les Travaillistes étaient majoritaires dans la Principauté. D'autre part, les *Quangos*, organismes quasi publics, se sont à cette époque multipliés si bien que la Principauté est surnommée « Quangoland ». Ils détiennent le pouvoir alors même que leurs membres ne sont pas élus, mais nommés par le *Welsh Office*. C'est pourquoi l'Assemblée, telle que Ron Davies la voit, serait animée d'un souci de transparence, de clarté et de crédibilité. De quelle façon ?

L'architecture même du nouveau bâtiment inauguré en 2006 reflète cette volonté dans la mesure où la *Siambr* est en forme de fer à cheval, et le public peut assister aux débats des *AMs* à travers des vitres. Elle est donc transparente au sens propre du terme. Depuis sa création, elle cherche à être proche des Gallois et ouverte puisque tous les textes officiels se veulent accessibles à tous, avec des formulations et un vocabulaire simples, ce qu'elle souligne dans le *Sustainable Development Scheme* :

---

[774] Ron Davies, cité dans Dafydd Wigley, *Maen i'r Wal*, 2001.

[775] Ce groupe, mis en place par Ron Davies et constitué de 14 membres issus non seulement des partis politiques mais aussi de la société civile, est chargé de réfléchir aux modalités de la future Assemblée. Il publie un rapport, *National Assembly for Wales, Have your say in how it will work*, après consultation, en 1998.

[776] *National Assembly for Wales, Have your say in how it will work*, *A Consultation Paper*, Londres : *National Assembly Advisory Group*, 1998.

[777] *Loc. cit.*

Reports will need to be accessible to and for the people of Wales, and the Assembly needs to be imaginative in the way that it reports on its achievements to the people[778].

L'Assemblée devra appliquer, autant que possible, le principe de pédagogie différenciée pour se faire comprendre du plus grand nombre. Tous les documents sont consultables sur Internet, y compris les discussions du Cabinet, le public pouvant même donner son avis par le biais de consultations publiques qui rentrent dans le cadre du partenariat que l'Assemblée souhaite promouvoir. Elle publie aussi chaque année, en collaboration avec des journaux, un guide d'utilisation de l'Assemblée, comme s'il s'agissait d'une nouvelle technologie ; ainsi paraissent *Western Mail Assembly Handbook 1999. The Essential Guide to the National Assembly for Wales*[779] en 1999, et, l'année suivante, *The National Assembly for Wales, The Essential Guide 2000*[780], rédigé en partie par une entreprise consultante spécialisée en relations publiques. Ce guide dresse le portrait des *AMs*, donne diverses informations à propos de l'Assemblée et présente ses relations avec Westminster et Bruxelles. Lord Dafydd Elis-Thomas, *Presiding Officer* au sein de l'Assemblée, précise, dans l'introduction, la responsabilité qu'il doit assumer pour rendre le travail des élus accessible au public :

The need to create a culture of openness where participation is the key, places a specific duty upon the Office of the Presiding Officer to ensure that the Assembly is accessible to all the people of Wales. [...] This book is a significant contribution to the open door policy we have pursued and should serve to encourage all the people of Wales to contribute to our new process of government[781].

Durant les premiers mois d'existence de l'Assemblée, le *Presiding Officer* remplit plus ou moins la même fonction que le *Speaker* de la Chambre des Communes. Mais, depuis, ses prérogatives ont évolué à un point tel qu'il joue aujourd'hui un rôle primordial dans sa politique d'ouverture, ce que souligne le Professeur Richard Rawlings lors d'une conférence donnée en 2002 :

It [the Office of the Presiding Officer] has for example become ever more heavily engaged in the ongoing struggle of the Assembly to win the hearts and minds of the Welsh people. An original

---

[778] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 39.

[779] Dans ce document, présenté comme une véritable notice d'utilisation de l'Assemblée, les auteurs, Neil Fowler, éditeur du *Western Mail*, et Noreen Bray Obe, directrice de *Bell Pottinger Good Relations*, encouragent fortement les Gallois à lire et à utiliser ce guide : « […] it is essential that all those with the interests of Wales in their hearts and minds read this book. Please use it and please enjoy our new Wales », *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit*., p. 7.

[780] *The National Assembly for Wales, The Essential Guide 2000*, Cardiff : Good Relations, 2000.

[781] Lord Dafydd Elis-Thomas, cité dans *The National Assembly for Wales, The Essential Guide 2000*, *op. cit*., p. 7.

objective, "to make the Assembly accessible by providing information to the public", is today a more proactive one[782].

Présenté dans ce document qui se veut clair et pédagogique, le bureau du *Presiding Officer* possède, par exemple, un service communication. L'une des parties du guide publié en 2000 s'intitule ainsi « Frequently asked questions », l'une d'elles étant la suivante : « What is the relationship between Wales and Europe since devolution? »[783]. En 2001 sort le *Assembly Handbook 2001*. Le *Welsh Office* édite également ses propres guides, ainsi *Making the Difference in Wales, a guide to the powers of the National Assembly for Wales* en février 1999[784]. C'est donc bien un « e-gouvernement » qui est mis en place. Carwyn Jones, Ministre de l'environnement de 2003 à 2007, est aussi, depuis juin 2002, Ministre pour un gouvernement ouvert[785].

En se modernisant ainsi, l'Assemblée veut toucher un large public, notamment les jeunes, et les sensibiliser à la nécessité pour eux de s'investir dans son projet. Elle a ouvert, à leur attention, le *Welsh Youth Forum on Sustainable Development* (*WYFSD*), qui organise en 2006 sa première réunion à Bangor dans le but d'établir un projet sur le réchauffement climatique. Son objectif est le suivant : « [...] to educate all attendees about the potential effects of climate change and inspire them to change their lifestyles and become involved in WYFSD's campaign »[786]. Par cette tactique, elle souhaite promouvoir l'image d'une Assemblée moderne, en opposition à celle véhiculée par Westminster. C'est un organe différent qui a été mis en place, proche des citoyens. L'Assemblée n'hésite pas, en effet, à se comparer de façon implicite au gouvernement de Londres, ainsi dans *Wales, A Better Country* :

Government, whether local, national or international, earns respect only if it demonstrates that it is working well for the people it serves – that it adds value. It must accept responsibility for delivering results and its conduct must be beyond reproach[787].

Elle donne la description d'un gouvernement exemplaire, au service des citoyens et à la conduite irréprochable, ce qui laisse penser que celui de Londres était bien différent. Elle souhaite donc se mettre au service des Gallois, auxquels elle devra rendre des comptes. Les valeurs qu'elle adopte font écho à la description de Ron Davies évoquée précédemment[788] : « Our values demonstrate our

---

[782] Professeur Richard Rawlings, *Towards Parliament – Three Faces of the National Assembly for Wales,* conférence donnée au Taliesin Arts Theatre le 18 février 2002, Swansea : University of Wales, mars 2002, p. 17.

[783] *The National Assembly for Wales, The Essential Guide 2000*., *op. cit.,* p. 31.

[784] *Making the Difference in Wales, a guide to the powers of the National Assembly for Wales*, *Devolution Unit*, Cardiff : *Welsh Office*, février 1999.

[785] « Minister for Open Government ». Cette expression fait partie de son titre officiel.

[786] Anon, « The Welsh Youth Forum on Sustainable Development », *Globally SusDCymru*, juin/juillet 2006.

[787] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 26.

[788] Voir p. 297.

determination to become the model of modern, effective, open and enabling government »[789]. Il faut souligner que l'Assemblée a également ouvert ses rangs aux femmes en instaurant un calendrier leur permettant de concilier vies politique et familiale. Contrairement à ce qui se passe à Westminster, les séances ont lieu dans la journée, et les vacances parlementaires sont en général calquées sur les congés scolaires. Le premier Cabinet de Rhodri Morgan compte deux femmes parmi ses cinq membres, Rosemary Butler en charge de l'éducation et des enfants, et Sue Essex, responsable de l'environnement, du transport et de la planification. L'Assemblée de 2003 assure la parité hommes femmes[790]. Une telle implication des femmes dans l'organe exécutif du pays de Galles reflète leur engagement depuis plusieurs décennies dans différents combats, comme celui mené contre le nucléaire ou aux côtés des mineurs.

En outre, l'Assemblée souhaite rendre ses activités et son travail parfaitement transparents. Elle a, par conséquent, mis en place des processus d'évaluation de sa politique. Par exemple, le *Sustainable Development Scheme* doit être régulièrement évalué. De la même manière, son *Wales Spatial Plan* est étudié, au moment de sa parution, par *Forum for The Future*, organisme indépendant créé en 1996 par des écologistes, Jonathon Porritt, Sara Parkin et Paul Ekins, afin de proposer des solutions pour désamorcer la crise environnementale mondiale et construire une société plus durable[791]. Ce forum travaille en collaboration avec plus de 150 entreprises, des autorités locales, des organismes régionaux et universitaires, dans le but de les aider à surmonter les obstacles qui jalonnent la voie d'une pratique plus durable. *Forum for the Future* est donc chargé par l'Assemblée d'évaluer son projet d'aménagement du territoire. L'organisation publie, en mars 2004, son rapport intitulé *Sustainability Appraisal of 'People, Places, Futures: the Wales Spatial Plan', Strategic Partnership for the Welsh Assembly Government*. Le titre de ce rapport est révélateur de la mission qui lui a été confiée. L'organisme doit considérer si le projet de l'Assemblée respecte ses engagements envers le développement durable, ce qui semble *a priori* être le cas puisqu'il insiste sur le point suivant : « […] its potential to make a significant positive contribution to the wider vision for the spatial development

[789] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 26.

[790] Pour plus d'informations sur la place des minorités au sein de l'Assemblée, consulter les travaux de Véronique Molinari.

[791] *Forum for the Future* est une organisation caritative britannique créée en 1996 par Jonathon Porritt, Sara Parkin et Paul Ekins, des écologistes désireux de promouvoir les objectifs suivants : « to promote sustainable development, […], to educate different groups in sustainable development in order to accelerate the building of a sustainable way of life, taking a positive solution-oriented approach », site Internet de l'organisation, consulté en mars 2006. Ils étaient persuadés qu'il était possible de désamorcer la crise environnementale et de construire une société durable. *Forum for the Future* collabore aujourd'hui avec plus de 150 entreprises, des autorités locales, des organismes régionaux et universitaires afin de les aider à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent sur la route d'une pratique durable, par le biais par exemple du *Natural Step Framework* (*TNS*), organisation caritative internationale créée sous sa licence et dirigée par Jonathon Porritt.

of Wales »[792]. Seulement, si l'Assemblée a pu mettre en place une politique de proximité, c'est grâce au gouvernement de Londres qui a pris la décision d'accorder au pays de Galles davantage d'autonomie. C'est pourquoi celui-ci doit également se positionner sur le plan national ou supranational. Comme le souligne Richard Wyn Jones, universitaire, dans un article publié dans *Postcolonial Wales*, la Principauté ne peut définir son identité que par contraste avec l'Angleterre :

> *It remains a fact that very little in Welsh society (past or present) can be understood without reference to the close, often uneasy, and always unequal relationship that Wales has enjoyed with its dominant English neighbour. What gives Wales its distinctiveness is, in many ways, the distinctiveness of England*[793].

Il paraît donc indispensable d'étudier les relations entre Cardiff et Londres.

3.2 Cardiff et Londres, ou la volonté d'exister

L'Assemblée est mise en place par le gouvernement de Tony Blair, qui, en théorie, peut la dissoudre à tout moment[794]. Elle définit un projet en rupture, ou en continuité, avec la politique du pouvoir central. De ce fait, ses textes sont à lire à la lumière du contexte supranational, c'est-à-dire des relations entre Cardiff et Londres. Il semble nécessaire, avant tout, de rappeler le lourd passé qui existe entre les deux régions.

3.2.1 Un passé lourd

Depuis l'Acte d'Annexion de 1536, l'Angleterre n'a de cesse de vouloir assimiler le pays de Galles. La nation galloise est annihilée et sa langue éradiquée. Gwynfor Evans doit par exemple menacer de faire une grève de la faim pour que le gouvernement Thatcher accepte, en 1982, de mettre en place une chaîne de télévision en gallois. En outre, c'est la seule nation du Royaume-Uni qui n'est pas représentée sur le drapeau britannique, ce que souligne David Parry-Jones, auteur et homme de télévision, dans un article « The Invisible 'Last Colony' », publié en 2000 :

---

[792] Voir www.forumforthefuture.org.uk, site consulté en mai 2005.

[793] Richard Wyn Jones, « In the Shadow of the First-born: The Colonial Legacy in Welsh Politics », *in* Jane Aaron & Chris Williams, *op. cit*., p. 24.

[794] Ce que n'hésite pas à rappeler la Chambre des Communes : « Devolution can be defined as the transferring of political decision-making from the center to sub-national units. This is a process which is reversible in constitutional theory, since the United Kingdom is not a federal state. The sovereignty of the UK Parliament remains unaffected by the devolution settlements so that it retains full legislative power even over matters devolved to Scotland and Wales. It could even repeal the 1998 Acts, but in practice convention will restrict the exercise of legislative powers to areas reserved to Westminster », House of Commons, *Devolution and Concordats*, *Research Paper 99184*, p. 7.

England, that is, prefers that Wales shall not have an identity which can be readily discerned by the wider world. [...] The primary and most obvious manifestation of this alleged English attitude is the "Union Jack". It bears no evidence of any Welsh involvement in this particular "union", and is in truth a fussy, uneasy blend of red, white and blue[795].

Le drapeau britannique est le résultat de l'addition des croix anglaise, écossaise et irlandaise, mais le pays de Galles en est absent. Cette non représentation pèse aujourd'hui de plus en plus dans la Principauté, qui souhaite affirmer son identité. Giles Smith, journaliste du *Times*, s'interroge en novembre 2007 sur les moyens de régler ce problème : « How on earth can Wales still not be represented on the Union Jack? There must be a workable solution »[796]. Margaret Hodge, Ministre de la culture, des médias et des sports au sein du gouvernement de Gordon Brown, a en effet promis aux députés gallois de réfléchir à la question[797]. Il est difficile, selon Giles Smith, de suivre la logique actuelle en faisant apparaître la croix de Saint David sur le drapeau. Cela le rendrait trop compliqué. Il suggère alors une idée qui prête à sourire : « What about going with an inflatable dragon, and attaching it to the top of the flag or having it peep around the side? It would certainly scream "Wales" »[798]. C'est une façon de montrer qu'il vaut mieux laisser les professionnels résoudre ce problème, sans provoquer de réactions de la part des Ecossais ou des Irlandais[799]. Mais la question de la représentation galloise n'est pas réglée.

De la même façon, la culture galloise est dénigrée. Elle est devenue tellement cosmopolite que son existence même est parfois remise en question. Ainsi, il n'y a pas de spécificité architecturale galloise, mis à part les nombreux châteaux, mais qui sont d'origine normande. Peu de peintres ou de sculpteurs originaires du pays de Galles sont mondialement reconnus. Quant à la littérature, seuls les auteurs écrivant en anglais, le public oubliant alors parfois leurs origines, peuvent espérer atteindre une forme de notoriété, même si les critiques évoquent depuis peu l'existence d'une littérature anglo-galloise. Son ambassadeur principal est Dylan Thomas, certainement le poète gallois le plus connu à l'étranger, mais celui-ci écrit en anglais. Des critiques d'art, à l'instar de Peter Lord qui a recensé la culture galloise, considèrent cependant qu'existe bel et bien au pays de Galles une culture en kaléidoscope. Cette culture est certes divisée, ce que soulignent Geraint Talfan Davies et John Osmond[800], mais particulièrement riche dans la mesure où une telle division peut, et doit, refléter le caractère

[795] David Parry-Jones, « The Invisible 'Last Colony' », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 59.

[796] Giles Smith, « Try the Inflatable Dragon », *Times*, 29-11-2007.

[797] Margaret Hodge : « The issue of the design of the Union Flag will be considered. [...] [We are ready to] think of a new design that would meet everyone's aspirations », citée dans Giles Smith, *loc. cit*.

[798] *Loc. cit.*

[799] Giles Smith ajoute : « Then again, if Wales gets its dragon, Scotland is going to want its thistle, and Ireland is going to want its harp and England is going to want its high-visibility tabard, or whatever the national emblem of England is at the moment. I don't know, then. Leave it to the professionals, maybe », *loc. cit*.

pluridimensionnel de l'identité galloise. Le pays de Galles connaît, depuis quelques années, un renouveau culturel, symbolisé par l'ouverture du *Millenium Centre* à Cardiff[801]. Ce bâtiment, devenu un haut lieu de la culture galloise et construit à côté de l'Assemblée sur Cardiff Bay, est recouvert d'une plaque en cuivre ciselée d'inscriptions en verre : « Creu Gwir fel Gwydr o Ffwrnais Awen », signifiant « Creating truth like glass from inspiration's furnace ». Ces vers, de la main de la femme poète galloise Gwyneth Lewis, illustrent l'ambition culturelle du centre, et évoquent le passé industriel de la Principauté. Ils sont aussi le reflet de l'architecture du lieu et rappellent le chaudron dans lequel le poète Taliesin aurait puisé son inspiration. Le *Wales Millenium Centre* apparaît comme l'emblème de l'identité galloise qui s'affirme.

3.2.2 La quête d'égalité

Pour lutter contre la volonté d'assimilation de Londres, les nationalistes gallois réclament longtemps, non pas l'indépendance pour la Principauté, mais l'égalité avec l'Angleterre, ce que rappelle Rhodri Glyn Thomas, *AM* pour Carmarthen East et Dinefwr, candidat après les élections de 2003 à la présidence du groupe nationaliste au sein de l'Assemblée :

> *Every leader in the history of this party has set their minds against the notion of independence. Who can forget Dafydd Wigley's famous declaration at the 1999 elections. From Dafydd Elis Thomas' Europe of the Nations and Regions to Gwynfor Evans' Britannic Confederation the party has always rejected separatism – while seeking to find a wider context within which Wales can chart its own course and find its own voice*[802].

Il évoque l'appel de Saunders Lewis qui ne souhaitait pas l'indépendance pour le pays de Galles, mais plutôt l'harmonie avec l'Angleterre[803]. C'est aussi ce que recherche l'Assemblée, désireuse de rompre avec le sentiment d'infériorité prévalant dans la Principauté. Idéalement, les relations entre l'Angleterre et le pays de Galles devraient être bilatérales. La nouvelle position du *Secretary of State* montre l'évolution de leurs relations, celui-ci n'étant plus seulement le représentant du pouvoir central dans la périphérie, mais aussi le lien, ou le trait d'union, entre Cardiff et Londres, chargé de

---

[800] Reprenant le modèle décrit par Denis Balsom (voir p. 52), ils lui ajoutent une division culturelle, qui ne se superpose pas à ce modèle, entre le pays de Galles rural, les vallées industrielles du Sud et le littoral au sud est : « Although this model [Balsom's] was based largely on language and strength of Welsh identification, there is another cultural divide that does not coincide with the Balsom map: the split between i) rural Wales, ii) the industrial valleys of the south and iii) the coastal strip of the south east », Geraint Talfan Davies & John Osmond, « Culture and identity », *in* John Osmond (ed.), *Birth of Welsh Democracy*, *op. cit*., p. 253.

[801] Voir annexe 20, p. 529. C'est une photographie du *Millenium Centre*, prise en 2007.

[802] Rhodri Glyn Thomas, « Sovereignty without separation », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, p. 40.

[803] Saunders Lewis : « Let us not ask for independence. Not because it isn't practical, but because it isn't worth having », cité dans Rhodri Glyn Thomas, *loc. cit.*

promouvoir les intérêts gallois au sein du gouvernement central, et non plus d'imposer les volontés du pouvoir central dans la périphérie.

Les velléités d'indépendance du parti travailliste gallois, depuis l'arrivée de Rhodri Morgan au poste de *First Minister*, auparavant appelé *First Secretary*, reflètent cette quête d'égalité de toute la Principauté. Ron Davies déjà, en 1999, insiste sur la spécificité des Travaillistes gallois lorsqu'il évoque la terminologie associée à Tony Blair :

> *From 1994 a new vocabulary had crept into Labour's lexicon. Party members were now supposed to be, at least in the eyes of the media, either New Labour or Old Labour although truth to tell many of us were neither. [...] There was, I always thought, a third strand. Not New Labour or Old Labour but Welsh Labour*[804].

Selon lui, cette catégorie de Travaillistes réclame une nouvelle approche pluraliste et patriotique de la politique galloise. Il pousse la réflexion plus loin, estimant que la dévolution doit aussi s'appliquer au sein de son parti : « Just as we've devolved power to the Assembly, so we must devolve party political power to Cardiff. In all matters relating to devolved functions, therefore, the decision making authority should rest with the Party in Wales »[805], avis que partage Jacques Leruez, écrivant au sujet des élections de 1999 :

> *Les difficultés galloises montraient que, pour les populations concernées, la logique de la dévolution s'applique aussi aux partis locaux qui, dans le choix des candidatures comme des programmes, doivent pouvoir disposer d'une réelle autonomie*[806].

Les partis gallois doivent pouvoir s'affranchir des instances dirigeantes anglaises et obtenir davantage d'autonomie pour être crédibles aux yeux des électeurs gallois. C'est pourquoi le parti travailliste cherche à prendre ses distances avec les organes de Londres afin d'affirmer son propre programme, et surtout, sa spécificité, tout d'abord en mettant en place des institutions différentes de Westminster.

De ce fait, Rhodri Morgan souhaite créer une assemblée particulière et adaptée au pays de Galles :

> *Although Westminster is the mother of parliaments, it doesn't mean that it's the last word on parliaments. It doesn't mean that the perfections of the unwritten British Constitution are so hugely admired that we must fall into the Westminster model. We need to develop our own political culture and processes*[807].

---

[804] Ron Davies, *Devolution A Process and Not an Event*, *Gregynog Papers*, Vol. 2, n°2, Cardiff : *IWA*, 1999, p. 6.

[805] *Ibid.*, p. 12.

[806] Jacques Leruez, *op. cit.*, p. 204.

[807] Rhodri Morgan, « Check Against Delivery », discours prononcé en 2000 lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, et reproduit en 2001, Aberystwyth : *Institute of Welsh Politics*, 2001, p. 7.

A-t-il réussi ? La question mérite d'être posée dans la mesure où le fonctionnement de l'Assemblée a considérablement évolué depuis ses débuts, et qu'elle semble tendre de plus en plus vers ce modèle écarté dans un premier temps par Rhodri Morgan. La séparation entre l'Assemblée, la *NAW*, et le gouvernement, le *WAG*, en est un exemple frappant. Depuis février 2002, les fonctions législative et exécutive sont clairement distinctes, le *Presiding Officer* étant à la tête du pouvoir législatif, et le *First Minister* de l'exécutif[808]. Chaque entité décide de se doter de son propre logo[809], et la page d'accueil du site Internet dédié aux institutions galloises est scindée en deux. Le sigle *WAG* désigne dès lors le *Welsh Assembly Government*[810]. Une telle division ne devient officiellement effective qu'en 2006, après le passage du *Government of Wales Act 2006*, qui entre en vigueur à la suite des élections de mai 2007[811]. D'autre part, personne au pays de Galles n'a oublié les premiers mois difficiles d'Alun Michael, premier *First Secretary* de l'Assemblée, imposé par Tony Blair, contre Rhodri Morgan, événement sur lequel nous reviendrons.

Dès 1997, Gareth Hughes, alors à la tête du groupe *Welsh Labour Action*, affirme que le parti travailliste gallois doit se montrer encore plus gallois :

> *The advent of a Welsh Assembly will pose a challenge to the Labour Party in Wales. It will need to re-orientate itself from an organisation that focuses itself almost exclusively on Westminster politics and become instead a Welsh Labour Party. [...] It can no longer complacently follow on the shirt trails of policies designed for the people of England*[812].

---

[808] Cette décision est prise par l'Assemblée lors d'un débat au sujet de la révision des procédures, ou « Review of Procedure ». Les *AMs* approuvent à l'unanimité une motion demandant : « [...] the clearest possible separation between the government and the Assembly which is achievable under current legislation ». Les Ministres adoptent le terme *WAG* en mars 2002. Suite à la Commission Richard, en octobre 2004, l'Assemblée adopte une résolution demandant à Westminster de voter une nouvelle loi officialisant la séparation des pouvoirs. Cette commission, nommée en juillet 2002 pour étudier les institutions mises en place au pays de Galles, publie le 31 mars 2004 son rapport, *Report of the Richard Commission on the Powers and Electoral Arrangements of the National Assembly for Wales*. L'Assemblée devrait, selon elle, obtenir un pouvoir législatif primaire, comme le Parlement écossais, d'ici 2011, et le nombre d'*AMs* passerait alors de 60 à 80. Elle recommande également la création de deux entités distinctes : le Gouvernement et l'Assemblée.

[809] Voir annexe 21, p. 529. Ce sont les logos des deux entités.

[810] Lord Elis-Thomas, *Presiding Officer*, regrette le choix de l'expression *Welsh Assembly Government*, lui préférant *Government of Wales* : « He is also critical of the term Welsh Assembly Government to describe First Minister Rhodri Morgan and his ministers. Lord Elis-Thomas argues that calling it the "Government of Wales" as set out in the original act setting up the assembly, would "provide greater democratic clarity" », « 'Insult' claim on assembly plans », *BBC News*, 27-05-2005.

[811] A l'origine de cette loi se trouve un livre blanc intitulé *Better Governance for Wales*, publié en juin 2005 par Peter Hain, *Secretary of State*, et dans lequel il propose de formaliser la division de fait des pouvoirs législatif et exécutif au pays de Galles. Il y aurait d'un côté le *WAG*, dirigé par le *First Minister* nommé par la Reine et exerçant ses fonctions au nom de l'Assemblée, et, de l'autre, la *NAW*, *Better Governance for Wales*, Cardiff : *Wales Office*, Cm 6582, juin 2005.

[812] Gareth Hughes, « Empowering the party », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 1997, p. 18.

Il doit préparer les campagnes à venir en se concentrant sur le pays de Galles, afin de pouvoir concurrencer *Plaid Cymru*, qui, pour les élections générales de 1997, se présente comme le seul parti de la Principauté[813]. Gareth Hughes illustre son article avec la couverture du rapport annuel du *Wales Labour Party* de 1996, qui montre une vision plutôt stéréotypée du pays de Galles, notamment celle de jeunes filles en costume. Les Travaillistes gallois choisissent la thématique environnementale pour se détacher de Londres, et affirmer, ainsi, leur singularité. Ils décident de changer le nom du parti, de *Labour Party Wales* à *Welsh Labour Party*, c'est-à-dire d'une indication géographique à une indication nationale. Le discours de Rhodri Morgan, actuel *First Minister* du *WAG*, prononcé en novembre 2002 à l'Université de Swansea, et surnommé « The Clear Red Water Speech »[814], est à cet égard révélateur. Celui-ci insiste sur la différence entre Cardiff Bay et Downing Street, sur la division politique entre le *Welsh Labour Party* à Cardiff et le *New Labour* de Londres[815].

Le *WAG* a l'occasion de se démarquer en affirmant son opposition à la construction de nouvelles centrales nucléaires. En 2005, une rumeur, selon laquelle le gouvernement de Tony Blair envisage de donner son feu vert à ces constructions, grandit au pays de Galles. Le *WAG* y est fermement opposé, tout comme plusieurs députés gallois, à l'instar de Sian James, Nia Griffith, Martin Caton et Paul Flynn. Un bras de fer s'engage entre les gouvernements gallois et anglais. La question se pose alors pour la Principauté : qui décidera ? Les Gallois eux-mêmes par l'intermédiaire de l'Assemblée ? Le gouvernement de Londres ? Celui-ci pourra-t-il imposer à la population la construction d'une nouvelle centrale, comme il a décidé, de façon unilatérale, d'inonder dans les années 1960 la vallée de Capel Celyn à Tryweryn ? Le pouvoir de décision de l'Assemblée est limité, si bien que la population a l'impression que, finalement, la situation n'a guère changé. Malgré tout, les Travaillistes gallois semblent vouloir affirmer leur différence avec Londres. Par conséquent, plusieurs membres de *Plaid Cymru* estiment qu'une coalition de gauche entre les Travaillistes et les nationalistes pourrait être envisagée, afin d'affronter en bloc Tony Blair et les Travaillistes anglais. Adam Price, député nationaliste, écrit :

---

[813] « The appalling lack of regard given to Welsh needs in that system, and the failure in particular of the British Labour Party in Wales to formulate policies to address those needs, has meant that Plaid Cymru has become the foremost campaigning party in Wales », *Best for Wales, Plaid Cymru's Programme for the New Millenium*, *op. cit*., p. 8. *Plaid* se présente dans ce document comme le parti du pays de Galles : « Plaid Cymru – the party of Wales », *ibid.*, p.1, voir p. 189.

[814] Rhodri Morgan, « Clear Red Water », discours prononcé en décembre 2002 au *National Centre for Public Policy*, à l'Université de Swansea.

[815] Les propos de Rhodri Morgan font écho à ceux tenus par Ron Davies, ancien *Secretary of State for Wales*, le 19 janvier 2000 lors d'une conférence donnée au *Institute of Welsh Governance* : « Labour must make it clear that we view the Assembly as the Cardiff headquarters of Welsh government and not the Cardiff branch office of London headquarters », repris dans Ron Davies, « We need a coalition of ideas », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 28.

> *First Minister Rhodri Morgan's speech ditching New Labour and declaring henceforth that there would be 'clear red water' between Cardiff Bay and Downing Street is massively significant. Not just for Welsh politics, but for all of us who believe in restoring democratic socialism as the animating principle of the Left*[816].

Il affirme toutefois que l'attitude de Rhodri Morgan est parfois ambiguë, comme lorsqu'il s'oppose au fait d'accorder un pouvoir législatif primaire à l'Assemblée. En 2006, le parti travailliste gallois opère un véritable retour en arrière en décidant de ne pas garder le nom *Welsh Labour*, donc en supprimant cette entité légale, apparemment pour des considérations purement techniques de comptabilité. Néanmoins le parti écossais porte toujours, quant à lui, le nom de *Scottish Labour*, ce qui fait dire à Martin Shipton, journaliste au *Western Mail* : « There remains a lingering suspicion that Labour is more reluctant to let the Welsh party go its own way than the Scottish »[817]. Les Travaillistes gallois obtiennent, lors des élections à l'Assemblée de mai 2007, leurs plus mauvais résultats, ce qui pourrait être inquiétant pour les prochaines élections législatives à Westminster. Il ne faut pas oublier que le parti de Gordon Brown a toujours eu besoin de l'Écosse et du pays de Galles pour obtenir une majorité au Parlement britannique.

3.2.3 L'Assemblée, intermédiaire et représentative

La quête d'harmonie menée par le pays de Galles se retrouve dans les textes de l'Assemblée, soucieuse d'établir une relation d'échange et d'égalité, et non plus de domination. Les termes qu'elle utilise sont éloquents, ainsi dans le *Sustainable Development Scheme* :

> *The Assembly's proposed role in these partnerships is to: [...] feed up to the UK level the contribution that Wales can make to global sustainability, and feed down from the UK level the contribution made by UK-wide initiatives to sustainability in Wales*[818].

Le jeu sur les prépositions évoquent les deux façons d'envisager le gouvernement définies par Ioan Bowen Rees dans son ouvrage *Government by Community* : la vision classique, d'une part, caractérisée par la concentration de l'autorité de l'état au centre, et par la délégation, par le gouvernement central, d'une partie de ses pouvoirs aux autorités locales ; la vision romantique, d'autre part, selon laquelle l'état est un conglomérat de localités, chacune d'elle déléguant une partie de son autorité au centre[819]. Si le pouvoir central a plutôt recours à la vision classique pour définir ses

---

[816] Adam Price, « Red green progressive politics », *Agenda: Making Development Sustainable*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, p. 15. Une telle coalition sera mise en place à la suite des élections de mai 2007.

[817] Martin Shipton, « A regrettable step to scratch 'Welsh Labour' », *Western Mail*, 27-03-2006.

[818] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 16.

[819] Ioan Bowen Rees, *Government by Community*, Londres : C. Knight, 1971, p. 2.

relations avec Cardiff, les Gallois, selon Jo Grimond, ancien chef de file du parti libéral, sont plus romantiques :

> *Devolution suggests that power is centred at the top, that is in Westminster, and some of it has to be handed down. But in the view of myself and many other people, power inheres in the people themselves and their basic communities*[820].

Il est donc partisan d'une approche orientée de bas en haut[821]. L'Assemblée doit alors servir d'intermédiaire entre la population galloise et le pouvoir central. De surcroît, les Gallois estiment aujourd'hui qu'ils peuvent apporter quelque chose à l'Angleterre, que la Principauté peut servir de modèle et rétablir un équilibre dans leurs relations. De façon anecdotique, l'Assemblée souhaite augmenter la proportion de Gallois au sein des panels populaires utilisés pour de nombreuses études[822].

Enfin, le contexte supranational n'est pas à négliger dans la mesure où le gouvernement de Tony Blair a cherché à mettre en place une politique environnementale pouvant servir de point de départ à la nouvelle Assemblée. Des éléments sont à prendre en considération, comme les indicateurs créés pour évaluer les résultats de la politique de développement durable, mais en les adaptant à la spécificité galloise. C'est ce que l'Assemblée indique dans son *Sustainable Development Scheme*, demandant même l'avis des Gallois sur ce point :

> *The Assembly also supports the objectives of the UK Sustainable Development Strategy: social progress which recognizes the needs of everyone, effective protection of the environment, prudent use of natural resources, maintenance of high and stable levels of economic growth. [...] What are your views on the Assembly formally adopting objectives from the UK Sustainable Development Strategy? Please tell us whether you think they are relevant to Wales. Do they reflect the priorities for Wales*[823]*?*

Les quatre objectifs définis par le gouvernement britannique dans le cadre de sa politique environnementale ne sont pas sans rappeler le projet de l'Assemblée. Celle-ci, toutefois, a choisi de prendre en compte le développement durable dans toutes ses décisions, et pas seulement la protection de l'environnement, concept plus réducteur. Seulement, elle souhaite partager l'expérience d'autres gouvernements, à commencer par celui de Londres, mais aussi ceux de pays européens. En effet, l'idée de « glocalisation », terme formé à partir des mots « global » et « local », est aujourd'hui à la

---

[820] Jo Grimond, « Devolution could do Scotland more harm than good », *The Times*, 09-02-1976.

[821] Communément appelée « bottom-up approach ».

[822] « Over the next 12 months, we will explore the benefits of strengthening Welsh representation on the UK-wide People's Panel and making this a resource for the public sector as a whole », *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 14.

[823] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., pp. 7-8.

mode[824]. Les décisions se prennent à présent à Cardiff et à Bruxelles, ce que souligne Ted Rowlands, député travailliste, déclarant à la Chambre des Communes lors de la troisième lecture du *GOWA 1998* :

> *I have been wondering what I should recommend to my sons or daughter should they want to pursue the privilege of being an elected representative. Where should they go? I have reluctantly come to the conclusion that I would tell them to go either to the Welsh Assembly or, sadly, to the European Parliament[825].*

Le centre décisionnel s'est déplacé de Westminster et Whitehall en direction de Bruxelles, Strasbourg et Cardiff Bay, au grand dam des Eurosceptiques et des anti-dévolutionnistes. L'Assemblée va, par conséquent, devoir travailler, non seulement avec le gouvernement britannique, mais aussi avec l'Union européenne pour tirer, de ce travail commun, un maximum de bénéfices.

3.3 Le pays de Galles et son rayonnement international

Le pays de Galles opte pour une politique de développement durable afin d'affirmer sa singularité et de se faire connaître, et reconnaître, sur la scène internationale. Ce pays souffre, en effet, d'un déficit d'image : il est peu ou mal connu en Europe. Dans *Wales, A Better Country*, l'Assemblée dresse la liste de ses objectifs pour la décennie à venir, l'un d'entre eux étant une meilleure intégration des Gallois dans le monde : « a *Wales and the World* programme, with a stronger presence in Europe, an awareness programme, new links with the Welsh diaspora, and Welsh opportunities for both business and our young people to engage with the wider world »[826]. La Principauté a toujours été davantage tournée vers l'Europe que le reste de la Grande-Bretagne. Lors du référendum de 1975 sur l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté européenne, les Gallois votent à une forte majorité pour le « Oui », 64,8% des voix, avec un taux de participation de 66,7%. En 1994, la campagne pour un parlement, *Parliament for Wales Campaign*, insiste sur l'importance de l'Europe pour le pays de Galles, qui ne pourra véritablement participer à la vie européenne que par l'intermédiaire d'un parlement : « If the people of Wales want to be fully engaged in the Europe of tomorrow we need a democratic parliament to provide the means for that participation »[827]. L'une des façons pour la nation galloise d'être connue et reconnue, c'est par le biais de son projet environnemental, tout à fait novateur

[824] Cynthia Ghorra-Gobin, dans *Les États-Unis entre local et mondial*, définit la « glocalisation » de la façon suivante : « […] terme issu des mots « global » et « local » pour signifier la spécificité d'un processus mettant le local en prise directe avec les flux transnationaux », *op. cit*., p. 259.

[825] Ted Rowlands, cité dans *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit*., p. 47.

[826] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 6.

et important en Europe, dans la mesure où le développement durable est devenu aujourd'hui une thématique mondiale.

3.3.1 Une dynamique mondiale

Depuis une vingtaine d'années est apparu un intérêt général pour le développement durable, dû à une prise de conscience internationale de la nécessité pour l'homme de changer son mode de vie afin de préserver la planète. Cette évolution découle d'une préoccupation constante pour l'environnement pendant plusieurs décennies : les gouvernements comprennent enfin que préserver l'environnement par le biais d'actions ciblées et spécifiques n'est pas suffisant. C'est pourquoi ils organisent plusieurs sommets mondiaux, comme à Stockholm, en 1972[828], ou à Rio, vingt ans plus tard, à l'issue duquel les représentants officiels de 178 états adoptent une déclaration de 27 principes en faveur du développement durable, la *Charte de la Terre*, proclamant le droit de l'homme à un développement durable et un environnement viable[829]. Assistent en effet au sommet de Rio en juin 1992 plus de 1 000 délégués venus de tous les pays, et environ 700 ONG. *Agenda 21*, texte de près de 300 pages fixant les objectifs d'un développement durable propre à assurer le salut écologique de la planète à l'aube du XXI^{e} siècle, est également publié. La mobilisation est sans précédent. Le sommet de Rio a lieu quelques années après la publication du rapport Brundtland, *Notre Avenir à tous*. L'Assemblée générale des Nations Unies met en place en 1983 une Commission mondiale pour l'environnement et le développement (Cmed), composée des membres du personnel politique des différents états membres et présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, personnalité politique qui fut Ministre de l'environnement et plusieurs fois Premier ministre en Norvège. La Cmed est dotée d'un triple mandat : établir un diagnostic en matière de problèmes d'environnement et de développement, et faire des propositions pour une action novatrice, concrète et réaliste ; envisager de nouvelles modalités de coopération internationale susceptibles de renforcer celle-ci et de provoquer les changements souhaités ; enfin viser à la prise de conscience et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés. Elle publie son rapport en 1987 sous le titre *Notre Avenir à tous*[830], document qui se compose de trois parties : les préoccupations communes, les problèmes communs et les efforts communs. Ce rapport définit le développement durable, ainsi que ses trois piliers, la durée du développement, l'équité sociale et le respect des systèmes naturels. Il associe l'idée d'un

---

[827] *Empowering the People, Response to the Welsh Labour Party's Consultation Paper "Shaping the Vision", The Powers and Structures of the Welsh Assembly*, Cardiff : *Parliament for Wales Campaign*, 01-10-1994, p. 25.

[828] Voir p. 156.

[829] Le premier principe de la *Charte de la Terre* est le suivant : « Les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature », *Charte de la Terre*, p. 1, www.chartedelaterre.org, consultée en mai 2008.

[830] Cmed, *Notre Avenir à tous*, *op. cit*.

développement économique mondial écologiquement soutenable aux problèmes politiques cruciaux de notre temps, tels que la réduction des inégalités ou la remise des dettes des pays les moins développés. Le pays de Galles, par l'intermédiaire du *WAG*, participe au dernier sommet, celui de Johannesburg, en août 2002.

Dès avril 2002, les associations *Oxfam Cymru* et *WWF Cymru* organisent à Cardiff une conférence intitulée « Wales and the World conference », dans le but de préparer cette prochaine rencontre, et surtout de montrer son importance. Tony Blair est l'un des premiers dirigeants mondiaux à annoncer son intention d'y assister. La participation de Rhodri Morgan est essentielle pour promouvoir l'engagement de l'Assemblée en faveur du développement durable, ce que souligne Haf Roberts, responsable au sein de *WWF Cymru*, dans un article intitulé « Connecting the local with the global » :

> *We hope the conference will pave the way for the Assembly Government's inclusion in the UK delegation. It has already endorsed a call for the First Minister to represent Wales, but ultimately the decision will be one for Tony Blair. His inclusion would be an opportunity to showcase the National Assembly's unique commitment, written into the Wales Act, to sustainable development*[831].

De nombreux participants déplorent cependant la faiblesse des résultats obtenus à Johannesburg, ainsi que l'absence de nouveaux engagements chiffrés de la part des gouvernements en matière de protection de l'environnement. Ils se réjouissent toutefois de la signature de plus de 200 initiatives de type II, c'est-à-dire de partenariats entre les gouvernements et les acteurs privés, qu'il s'agisse d'entreprises, d'ONG ou de syndicats. La plupart de ces sommets sont organisés par les Nations Unies. C'est par ailleurs en février 2005 que le protocole de Kyoto entre officiellement en vigueur. De nombreuses ONGE se mobilisent, à l'instar de *WWF*, *Greenpeace*, ou *Friends of the Earth*. Chaque pays est concerné. En adoptant une politique générale de développement durable, l'Assemblée souhaite se positionner au sein de l'Europe, afin de court-circuiter Londres, et de se faire connaître. Dans *Wales, A Better Country*, elle définit l'un de ses engagements en des termes qui font écho à la définition Brundtland :

> *Of course, we must improve the quality of life of everyone living in Wales today. But we must also ensure that our actions over the coming years bequeath to future generations an inheritance they will value and build on to achieve further and lasting improvements*[832].

L'Assemblée montre ainsi qu'elle désire s'intégrer dans une dynamique mondiale.

---

[831] Haf Roberts, « Connecting the local with the global », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2002, p. 59.

[832] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 25.

3.3.2 Le paysage, projet d'insertion en Europe

Dans le livre blanc publié en novembre 1975, *Our Changing Democracy*, le gouvernement de Harold Wilson rappelle que la future assemblée dépendra de Londres pour ses relations internationales, celles-ci restant un domaine réservé :

> *The Government must remain responsible for all international relations, including those concerned with our membership of the European Community. There can therefore be no question of seeking for the Welsh Assembly any right of formal access to Community or other international bodies*[833].

Le premier et unique interlocuteur de l'Assemblée sera le gouvernement de Londres. De même, dans le guide d'utilisation publié en 2000, et étudié précédemment, les relations entre Cardiff et Bruxelles sont clairement définies. La question est la suivante : quelles sont les relations qu'entretiennent le pays de Galles et l'Europe depuis la dévolution ? Voici des éléments de réponse : les *AMs* pourront se joindre à la délégation britannique lors du Conseil des ministres qui a lieu deux fois par an, avec l'accord du Ministre britannique concerné. L'Assemblée pourra également se mettre en relation, mais de façon informelle, avec des institutions européennes, et d'autres gouvernements nationaux et régionaux.

La position du gouvernement britannique demeure donc inchangée lors du second projet de dévolution. Le *Welsh Office* publie, en février 1999, un guide intitulé *Making the Difference in Wales, a guide to the powers of the National Assembly for Wales*, dans lequel il présente le fonctionnement de la future Assemblée. Il rappelle la suprématie de Londres pour les questions européennes, n'abordant toutefois ce thème que dans un petit paragraphe « A note on Europe ». S'il reconnaît l'influence de l'Union européenne dans des domaines de politique intérieure importants pour l'Assemblée, le *Welsh Office* insiste sur le fait que l'état membre est le Royaume-Uni, et non le pays de Galles :

> *The United Kingdom, and not Wales (or Scotland) is, of course, a member state of the European Union, and the UK Government must therefore retain overall control of European policy and the UK line in European negotiations*[834].

Le ton s'adoucit toutefois un peu dans les lignes suivantes :

> *However, the Government recognizes that the Assembly will have a close interest in many matters which are decided at the European level, and Assembly representatives will be able to participate in negotiations about these with the UK Government's agreement*[835].

---

[833] *Our Changing Democracy: Devolution to Scotland and Wales*, §219, Londres : HMSO, Cmnd 6348, novembre 1975, p. 43.

[834] *Making the difference in Wales, a guide to the powers of the National Assembly for Wales*, *op. cit*., p. 22.

[835] *Loc. cit.*

Le *Welsh Office* reconnaît l'intérêt que l'Assemblée doit porter à la politique européenne, tout en précisant qu'elle devra le faire avec l'assentiment de Londres. Elle pourra décider des modalités d'application des directives européennes dans les domaines dévolus. Les *AMs* pourront également devenir membres du Comité des Régions, et les ministres du *WAG* faire partie de la délégation britannique, mais le pays de Galles n'obtiendra pas de voix au Conseil des Ministres, malgré les demandes de *Plaid Cymru*. Il n'aura donc qu'un accès limité à l'Union européenne, ce que souligne le *Western Mail Assembly Handbook 1999*, dans le chapitre « Devolved power in an evolving Europe » : « [So] the question is not whether Wales's voice will be heard; rather it is whether Wales's voice will be listened to and acted upon »[836]. L'Assemblée devra faire entendre sa voix à Londres pour que ses intérêts soient défendus à Bruxelles, ce que souligne aussi Ron Davies :

> *The Assembly should not disregard the fact that the UK Government will always be the main formal vehicle for Wales's representation within the EU institutions. It is critical therefore that the National Assembly establishes efficient channels to ensure that Wales's voice is heard within the UK prior to UK representations to EU institutions*[837].

Dans le rapport publié par le *NAAG* en 1998, il dresse une liste de recommandations pour favoriser les relations entre le pays de Galles et l'Union européenne. Il propose, par exemple, que le *First Secretary* soit membre de la délégation britannique au Conseil des Ministres quand des sujets relevant des domaines dévolus sont à l'ordre du jour, reprenant ainsi une idée du *Welsh Office*. Il encourage également la mise en place d'un *Programme Committee*, et non d'un *Subject Committee*, sur l'Europe, c'est-à-dire une commission transversale et transdisciplinaire, en contact avec chaque *Subject Committee*, ceux-ci comptant parmi leurs membres un *European coordinator*. Cette commission permettrait l'élaboration d'une politique européenne plus cohérente. En outre, Ron Davies préconise la nomination d'un Gallois au sein de *UKRep*[838], et encourage le *Wales European Centre* (*WEC*) à prendre de l'importance.

Les propositions faites par le *NAAG* s'inspirent largement du document publié par Sir John Gray et John Osmond en juin 1997, *Wales in Europe: The Opportunity Presented by a Welsh Assembly*[839], en vue de préparer le sommet européen organisé à Cardiff en juin 1998[840]. Ces deux auteurs sont, en effet,

---

[836] *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit.*, p. 48.

[837] Ron Davies, cité dans *National Assembly for Wales, Have your say in how it will work*, *op. cit.*, document cité dans *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *ibid.*, pp. 48-49.

[838] Voir p. 212.

[839] Sir John Gray & John Osmond, *op. cit.*

[840] Dans « Putting Wales at the heart of Europe », publié dans *Agenda*, Hywel Ceri Jones présente rétrospectivement le sommet européen de Cardiff en ces termes : « The last European Summit held in Cardiff last June provided an important opportunity to project Wales on the European and world stage », Hywel Ceri Jones, « Putting Wales at the heart of Europe », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 1999, p. 8.

convaincus que le pays de Galles doit renforcer sa présence au sein de *UKRep*, de la Commission européenne et du Comité des Régions, dans lequel deux *AMs* devront siéger. Ils recommandent, à l'instar de Ron Davies, la création d'une commission chargée des affaires européennes au sein de l'Assemblée. Cette commission apporterait cohérence et coordination au travail du *WEC*, parfois victime des intérêts divergents de ses différents sponsors : la polyphonie du passé devra céder la place à une symphonie, jouée par l'Assemblée. Sir John Gray et John Osmond insistent, par conséquent, sur la nécessité pour le pays de Galles de se faire entendre, dans un premier temps, à Londres, tout en affirmant sa présence sur le plan européen :

> *Access to and influence upon Whitehall will continue to be of paramount importance to Wales, and means must be found to improve the performance in that area. At the same time, Welsh institutions will have to initiate and develop ways of making Welsh views heard in Brussels to a greater extent than at present*[841].

L'Assemblée devra ainsi être active sur les deux fronts, à la fois supranational et européen.

C'est pourquoi, dès avril 2000, l'Assemblée précise dans *Wales, A Better Country* que l'une de ses priorités sera la suivante : « Raise the international profile and influence of Wales and establish it as a first class place to live, study, visit and do business »[842]. Elle insiste, plus précisément, sur la nécessité pour le pays de Galles de s'affirmer sur la scène européenne :

> *Greater influence in Europe through an effective Assembly representation office in Brussels, membership of the Wales European Centre and twice as many secondments of Assembly staff to UKRep and European institutions as in 1999*[843].

L'Assemblée sait donc exactement comment améliorer sa représentation sur le plan européen. De la même façon, la dimension européenne de l'aménagement du territoire apparaît dès les premières lignes du *Wales Spatial Plan* :

> *Spatial planning is an important tool and activity for reconciling these different policy and activity strands which impact upon our various geographic areas. It has been adopted progressively across the European Union, with Wales one of the leading protagonists in the British Isles*[844].

Dans ce texte, l'Assemblée souhaite positionner le pays de Galles dans une instance plus vaste, l'Union européenne, tout en insistant sur son rôle de figure de proue. Celui-ci ne pourra pas mettre en

---

[841] *Ibid*., p. 13.

[842] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 30.

[843] *Loc. cit.*

[844] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 3.

place une politique isolée, mais devra tenir compte des directives européennes et de l'aspect international des questions environnementales. A-t-il réussi ?

En utilisant le paysage et sa politique de développement durable, l'Assemblée introduit le pays de Galles à Bruxelles en lui donnant une voix au sein de l'Union européenne. Dès février 2000, elle nomme Des Clifford pour représenter ses intérêts dans les instances européennes. C'est le premier diplomate gallois employé par une institution galloise. Il partage les bureaux du *Wales European Centre*, créé en 1992 par un consortium d'autorités publiques, régionales et locales, dans le but d'obtenir un maximum de fonds grâce à leur action de lobbying. Il compte parmi ses membres la *WDA*, *University of Wales*, la *Welsh Local Government Association* et le *Wales TUC*. En septembre de la même année, Neil Kinnock inaugure le bureau de l'Assemblée à Bruxelles, événement salué par Rhodri Morgan :

> *The Assembly has not only given democratic legitimacy to government within Wales, it has also given us a seat at the European table along with other European Regional Governments*[845].

Ce bureau, partie intégrante de la représentation permanente de *UKRep*, coordonne les divers intérêts de l'Assemblée sur le plan européen. Il permet de renforcer l'action du *WEC*. Le gouvernement gallois a aussi mis en place une commission, *European Affairs Committee*, dirigée par le *First Minister*, chargée de travailler sur les questions européennes, de suivre l'agenda politique européen et d'en étudier la stratégie. Depuis avril 2002, le *WAG* cherche à accroître sa représentation directe à Bruxelles. Il nomme en 2003 six responsables de politique responsables des sujets européens dans leur domaine de compétence. L'un d'eux est responsable de l'agriculture, et un autre de l'environnement.

En outre, dès 1998, le pays de Galles se mobilise pour obtenir des fonds européens, conscient, déjà, de l'importance d'être présent sur la scène européenne. Un *European Strategy Group* est, en effet, mis en place par Ron Davies en juin afin de définir le champ d'action, ainsi que ses limites, du mandat européen de l'Assemblée, et d'établir les instances nécessaires au développement de la position de Cardiff sur la scène européenne. Dirigé par Hywel Ceri Jones, il rend ses conclusions en décembre de la même année dans un document intitulé *The National Assembly for Wales and the European Union*[846]. Un rapport, *The Other Wales, the Case for Objective One Funding Post 1999*[847], est aussi publié par le *Institute of Welsh Affairs* en juillet afin de justifier l'attribution de fonds à la Principauté. Il est rédigé par deux intellectuels originaires des régions concernées : Kevin Morgan, professeur de développement régional européen à l'Université de Cardiff à la tête de la campagne en faveur du

[845] Rhodri Morgan, *GOW Press Release*, 20-09-2000.

[846] *The National Assembly for Wales and the European Union*, préparé par un *European Strategy Group*, dirigé par Hywel Ceri Jones, Cardiff : *Welsh Office*, décembre 1998.

[847] Kevin Morgan & Adam Price, *The Other Wales, the Case for Objective One Funding Post 1999*, Cardiff : *Institute of Welsh Affairs*, juillet 1998.

« Oui » pour le référendum de 1997, et Adam Price, membre de *Plaid Cymru*. Le pays de Galles bénéficie, depuis 2000, de fonds européens *Objective One* pour l'Ouest et les Vallées, perçus directement, sans passer par l'intermédiaire de Londres[848]. Pour la période 2000-2006, il doit bénéficier d'une aide de 1,4 milliard de livres sterling. Or, l'Assemblée a précisé, dans *Wales, A Better Country*, qu'elle tiendra compte de l'impact écologique des projets financés par ces fonds : « Take account of the likely impact on the environment of new companies and projects when making grants and agreeing schemes under Objective 1 »[849]. L'Europe et le développement durable sont liés.

Il faut néanmoins préciser que la politique européenne du pays de Galles s'est considérablement renforcée depuis l'arrivée de Rhodri Morgan au poste de *First Minister*. Son prédécesseur, Alun Michael, souvent considéré comme un pantin entre les mains de Tony Blair, réaffirme, quant à lui, les liens entre Cardiff et Londres. Ainsi, dans un discours prononcé le 22 novembre 1999 lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, il déclare :

> *I want to challenge the use of that outmoded term "the London Government". It's our Government too. [...] For some nationalists, the way through their dilemma has been to talk of being "Welsh and European" – well, I'm happy to be a European too, but it's a narrower concept than that of our Labour tradition. [...] A strong Wales in a strong United Kingdom – that is what devolution is all about*[850].

L'année suivante, Rhodri Morgan, nouveau *First Minister*, est à son tour invité à prononcer un discours devant le même public. Force est de constater que le ton a changé :

> *I believe that the main thing to do over the next four years is to try and ensure that the Assembly Ministers learn the European game – attend councils of ministers, delegations, etc*[851].

---

[848] Dans *Wales, A Better Country*, elle décrit ce programme d'aide européen en quelques lignes : « From now and until 2006, Wales will receive up to £1.4 billion from the European Union to fund a variety of programmes. These include Objective 1 for the west of Wales and the Valleys and Objectives 2 and 3 in East Wales. This money will be allocated in line with plans which we shall agree with the European Commission shortly. They will be aimed at developing a stronger, more sustainable economy, better infrastructure, a more highly-skilled workforce, and securing the regeneration of our urban and rural communities », *Wales, A Better Country*, *op. cit.*, p. 39. Cette description est intéressante dans la mesure où elle insiste sur la coopération entre le pays de Galles et l'Europe, tout en mettant en avant l'importance du développement durable dans l'économie galloise. Enfin, les fonds européens lui permettront de rénover les communautés, toujours au centre de sa politique.

[849] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 31.

[850] Alun Michael, « The Dragon on our Doorstep: New Politics for a New Millenium in Wales », discours prononcé le 22 novembre 1999 lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, reproduit en 1999, p. 15. Dans ce titre, Alun Michael renvoie à la célèbre phrase de John Morris, *Secretary of State for Wales* dans le gouvernement Callaghan, prononcée au lendemain du référendum de 1979 : « When you see an elephant on your doostep, you know that it's there ». Il évoque, dans l'extrait étudié, le titre de l'ouvrage de John Osmond, *Welsh Europeans*, *op. cit*.

[851] Rhodri Morgan, « Check Against Delivery », *op. cit*.., p.7.

C'est Jane Davidson qui, en tant que nouvelle Ministre de l'éducation, prend pour la première fois la tête d'une délégation britannique envoyée au *Education and Youth Council*.

Comme cela a déjà été mentionné, une des idées clés des textes de l'Assemblée est l'ouverture aux autres et à l'extérieur, ce qui comprend aussi une ouverture sur l'étranger. Elle a parfaitement compris les avantages qu'elle peut tirer du développement des régions au sein de l'Union européenne. L'Association des régions européennes (ARE) est en effet mise en place dès 1987 dans le but, selon Jean Labasse, « d'organiser le dialogue et l'action communes des régions appartenant aux pays membres de la Communauté et du Conseil de l'Europe »[852]. Plusieurs régions du pays de Galles en font partie : Clwyd, Dyfed, Gwent, Gwynedd, Mid Glamorgan, Powys, South Glamorgan et West Glamorgan. En outre, Romano Prodi, alors président de la Commission européenne, déclare, en novembre 2000, qu'il souhaite donner plus de poids aux régions :

> *I have long been arguing for a decentralised, networked form of policy-making and decision-making in the European Union. My idea of Europe is one in which everyone has a say and plays a part – the European institutions and national governments, of course – but also every town hall, every parish council, every citizen's association[853].*

Ses propos sont repris dans la Déclaration de Nice, adoptée le mois suivant, montrant que les chefs de gouvernement ont reconnu l'incontournable : « [...] the need to improve and monitor the democratic legitimacy and transparency of the Union and its institutions, to bring them closer to the citizens of the member states »[854]. Il est désormais indispensable de rapprocher chaque citoyen des organes institutionnels européens afin d'en améliorer le fonctionnement démocratique. Le Traité de Maastricht, ratifié en 1992, met en place le Comité des régions. L'Assemblée aimerait donc développer des relations avec d'autres nations et régions, au sein de l'Europe, ainsi qu'avec les autres administrations dévolues, pour tirer les enseignements de leur expérience[855].

Cet objectif est clairement affiché dans le *Sustainable Development Scheme* : « We will also be looking to learn from the experiences and best practice of other countries who are pursuing or

---

[852] Jean Labasse, *Quelles Régions pour l'Europe*, Paris : Flammarion, 1994, p. 269.

[853] Romano Prodi, cité dans Joseph Gallacher, « Devolving Europe », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2000, p. 27.

[854] *Ibid*., p. 28. Les états membres, au sommet de Nice prennent plusieurs décisions importantes : la réforme du système de vote, ainsi que de la répartition des voix au sein du Conseil des ministres et de la taille de la Commission européenne.

[855] C'est aussi ce que souligne le *NAAG* dans son rapport en évoquant la question des fonds européens : « Wales must form a united front with those other countries and regions in the UK with whom we have common interests. We must not allow our case for match funding to be presented as a special plea from Wales for money from 'English taxpayers' », cité dans *Western Mail Assembly Handbook 1999*, *op. cit*., p. 50.

formulating sustainable development policies »[856]. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée participe, depuis 2004, au *Sustainable European Region Network* (*SERN*), réseau de coopération européen entre des régions impliquées dans le développement durable, créé sous l'égide de la Commission européenne. Le *SERN* souhaite rassembler les expertises sur une plateforme commune, afin de discuter des meilleures pratiques de développement durable, et d'en développer de nouvelles. En mars 2006, il participe à l'élaboration de la nouvelle stratégie de développement durable de l'Union européenne, ou *European Union Sustainable Development Strategy*. D'autre part, l'Assemblée, dans ses textes, prend en compte des documents publiés par Bruxelles, comme la *European Spatial Development Perspective* (*ESDP*), adoptée en 1999 pour donner un cadre à l'aménagement du territoire dans les états membres. Ce document est repris par le pays de Galles dans le *Wales Spatial Plan* dont une partie s'intitule « Wales in the European context ». L'Assemblée, dans ce document, souhaite placer la planification dans un contexte plus large que ce qui a été fait précédemment, en insistant sur la complémentarité et l'ouverture, ainsi que sur la nécessaire collaboration entre les partenaires. Une telle approche reflète la définition du développement durable, concept plus vaste que l'écologie, et les mêmes principes sont appliqués à l'aménagement du territoire. Certaines villes, par exemple, doivent être considérées comme des plaques tournantes, des carrefours importants dans les réseaux de transport européens. Il est donc indispensable d'acquérir une vision plus large de ces problématiques, sur le plan européen, voire international, et pas seulement local.

De surcroît, la Principauté participe activement à plusieurs réseaux internationaux, comme *Network of Regional Governments for Sustainable Development* (*nrg4SD*) créé au sommet de Johannesburg par un groupe de régions engagées dans une politique de développement durable, et réuni pour la quatrième fois à Cardiff en mars 2004. Ses statuts, qui le présentent comme une association internationale à but non lucratif, sont officiellement déposés en Belgique en 2004. Le réseau souhaite promouvoir une plus grande compréhension, davantage de collaboration et des partenariats en faveur du développement durable à l'échelle internationale, tout en cherchant à faire reconnaître le rôle déterminant joué par les régions qui sont ainsi représentées. Elle compte aussi parmi ses membres des régions espagnoles et la Bretagne. Le pays de Galles fait partie du comité décisionnel, le *Steering Committee*, et est également, pour trois ans, le représentant continental de *nrg4SD* pour l'Europe, par l'intermédiaire de Megan Jones[857]. *Nrg4SD* adopte, le 12 mars 2003, sa stratégie pour les six ans à venir à Lake Toba, présentant les éléments indispensables pour permettre l'engagement des régions en

[856] *Sustainable Development Scheme*, *op. cit*., p. 27.

[857] Voir annexe 22, p. 530 : l'organigramme de *Nrg4SD* montre que son correspondant européen est le pays de Galles. Pour davantage de renseignements sur l'association, voir son site Internet, www.nrg4sd.net, consulté en novembre 2005.

faveur du développement durable. Celles-ci constituent, en effet, une entité essentielle puisqu'elles ont la bonne taille :

> *Regions are considered from the point of view of proximity, efficiency and spatial efficiency, to be strategically located as a necessary and crucial sphere of government for the development of policy for and implementation of sustainable development*[858].

Elles doivent donc absolument devenir une strate décisionnelle majeure pour l'application d'une politique environnementale. *Nrg4SD* présente, dans ce document, sa mission, c'est-à-dire sa vision, et le défi qu'elle s'est lancé : positionner les régions sur le plan international. Elle définit également ses priorités, ainsi que les moyens à sa disposition. Elle insiste enfin sur sa contribution aux discussions mondiales sur le développement durable.

Pour finir, le pays de Galles souhaite s'impliquer davantage en Afrique, notamment dans la lutte contre la pauvreté. Le *WAG* lance en juillet 2005 le projet *Wales for Africa – A Framework for WAG Action on International Sustainable Development*, afin de participer au développement du continent africain. Cette initiative lui permettra d'identifier de quelle façon il peut contribuer aux objectifs fixés par les Nations Unies dans le but de réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015, les *Millenium Development Goals* (*MDGs*)[859]. Le *WAG* s'est ainsi engagé à encourager les investissements publics qui contribuent aux *MDGs* ; à renforcer les moyens des petites ONG galloises œuvrant au développement international, ainsi que leur coordination ; à encourager l'engagement personnel des Gallois, et des employés du secteur public, pour le développement durable ; à travailler en collaboration avec différents partenaires, dans le but de faciliter le travail des communautés galloises à l'étranger, et, surtout, leur impact sur l'application des *MDGs* dans leur pays d'adoption ; à poursuivre son soutien à la campagne pour faire du pays de Galles la première nation du commerce équitable ; à promouvoir celui-ci, tout comme des pratiques éthiques, au sein des services publics et à faire de la Principauté un modèle dans ce domaine en Europe. Cet engagement reflète, selon Rhodri Morgan, l'identité galloise :

> *There is a demand within Wales for there to be an identifiable Welsh response to contributing to intern development and addressing emergencies. This reflects Wales' source of duty as an international*

---

[858] *Nrg4SD*, *Strategy 2005-2011*, 12-03-2005, www.nrg4sd.net, p. 6.

[859] Ces objectifs, approuvés par les états membres des Nations Unies en 1999, visent à diminuer de façon significative la pauvreté d'ici 2015. Ils sont au nombre de huit : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, permettre l'accès à l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes, réduire la mortalité infantile des 2/3 pour les enfants de moins de cinq ans, améliorer la santé des mères, lutter contre le sida, la malaria et d'autres maladies, garantir la pérennité de l'environnement et favoriser un partenariat mondial en faveur du développement.

citizen and our legal duty as a government in Wales to promote sustainable development in the exercise of all our functions[860].

Le *First Minister* élargit ainsi l'expression inventée par John Osmond : les Gallois sont, non seulement des citoyens européens, mais aussi internationaux.

L'Assemblée, grâce au paysage, cherche par conséquent à faire connaître, et surtout reconnaître, l'identité galloise sur la scène européenne, à promouvoir l'image du pays de Galles, voire recomposer une nouvelle identité pluridimensionnelle, pour que les Gallois deviennent, selon l'expression de John Osmond, des « Welsh Europeans » : « In the past we have been Welsh British subjects. In the future we can become Welsh European citizens »[861]. Les termes qu'il utilise sont révélateurs : les Gallois ne sont plus de simples sujets, passifs et impuissants, mais bien des citoyens, actifs et maîtres de leur destinée. Une telle description n'est pas sans rappeler les propos d'Edgar Morin qui, dans son ouvrage *Penser l'Europe*, émet l'idée d'une « polyidentité » :

L'identité européenne, comme toute identité, ne peut être qu'une composante dans une polyidentité. Nous vivons dans l'illusion que l'identité est une et indivisible, alors que c'est toujours un unitas multiplex*. Nous sommes tous des êtres poly-identitaires dans le sens où nous unissons en nous une identité familiale, une identité locale, une identité régionale, une identité nationale, une identité transnationale (slave, germanique, latine), et, éventuellement une identité confessionnelle ou doctrinale*[862].

Les Gallois peuvent donc parfaitement rassembler une identité galloise, britannique éventuellement, et européenne.

Le pays de Galles doit, certes, promouvoir son image, s'ouvrir au monde, mais sans pour autant devenir victime du phénomène de globalisation, responsable d'une forme d'uniformisation, et sans perdre la singularité qui fait sa force. Tout en affirmant les bienfaits de l'intégration européenne pour le pays de Galles, l'historien Gareth Elwyn Jones, dans *Modern Wales, A Concise History*, insiste, dès 1994, sur les dangers encourus par les communautés galloises :

Wales remains in the shadow of the political, economic and linguistic dominance of England. The closer integration of Europe may paradoxically provide an unprecedented opportunity for the Welsh to

---

[860] Rhodri Morgan, cité dans *Wales for Africa, A Framework for the Welsh Assembly Government Action on International Sustainable Development*, Cardiff : *WAG*, septembre 2006, p. 1. Pour plus d'informations, voir www.wales.gov.uk/topics/sustainabledevelopment/intdevelopment/walesforafrica, page consultée en janvier 2008.

[861] John Osmond, *Welsh Europeans*, *op. cit*., p. 7.

[862] Edgar Morin, *Penser l'Europe*, Paris : Gallimard, 1990, pp. 231-232.

carve out a more secure political identity but multinational control has its dangers for small Welsh communities[863].

Ce sera donc à l'Assemblée de s'assurer que, dans sa quête de reconnaissance européenne, le pays de Galles ne perde pas son identité. Elle devra atteindre un équilibre entre ses intérêts locaux et européens. A cet effet, une partie du *Wales Spatial Plan* s'intitule « Respecting distinctiveness » :

A cohesive identity which sustains and celebrates what is distinctive about Wales, in an open and outward-looking way, is central to promoting Wales to the world, as well as to our future economic competitiveness and social and environmental well-being[864].

Pour exister et se faire connaître, le pays de Galles doit affirmer sa différence : « With quality of life a major factor for long term prospects, Wales needs to stand out not to become bland »[865]. Il devra alors trouver un compromis, ce qu'indique le titre de l'ouvrage de John Osmond, *Welsh Europeans*, compromis que résume la description suivante de sa capitale : « […] an innovative skilled area offering a high quality of life – international yet distinctively Welsh »[866]. Le pays de Galles devra se positionner au carrefour du local et de l'international[867]. Lorsqu'elle énumère les valeurs au cœur de sa politique dans *Wales, A Better Country*, l'Assemblée insiste sur les deux plans : « Build on Welsh values, including the importance of the community. Develop the profile and influence of Wales in Europe and internationally »[868]. Cela correspond ainsi à la définition que donnent Patrick le Galès et Christian Lequesne, dans l'ouvrage qu'ils dirigent *Les Paradoxes des régions en Europe*, de la gouvernance régionale :

La gouvernance régionale est la capacité à intégrer, à donner forme aux intérêts locaux, aux organisations, groupes sociaux, d'une part, et, d'autre part, en termes de capacité à les représenter à l'extérieur, à développer des stratégies plus ou moins unifiées en relation avec les acteurs privés, l'Etat, les autres villes et autres niveaux de gouvernement[869].

Ils se demandent, en effet, si les régions peuvent se constituer en acteurs politiques. C'est ce que semble avoir fait le pays de Galles, même s'il faut parler alors de gouvernance nationale.

---

[863] Gareth Elwyn Jones, *op. cit*., p. 319.

[864] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 31.

[865] *Loc. cit*.

[866] *Ibid*., p. 49.

[867] C'est exactement ce que Kenneth O. Morgan écrit à propos de la Grande-Bretagne dans son ouvrage *Britain since 1945* : « Within a Europe of Nations and a globalized economy which challenged traditional ideas of the nation-state, Britain might be stumbling towards a revamped partnership of the national and local, more appropriate for the modern age », *op. cit*., p. 552. C'est ce que souhaite mettre en place l'Assemblée galloise.

[868] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 8.

[869] Patrick le Galès et Christain Lequesne (dirs.), *Les Paradoxes des régions en Europe*, Paris : Editions La Découverte, 1997, p. 250.

Par conséquent, au fil de ses premières années d'existence, l'Assemblée a défini son projet gouvernemental, autour de la thématique du développement durable, afin de créer une nouvelle société qui serait un modèle en Europe. A-t-elle réussi ? Quel bilan peut-on tirer de ses premiers mandats ?

Quatrième partie. L'Assemblée galloise à l'épreuve des faits

John Humphrys, dans un documentaire en cinq parties diffusé sur *BBC Wales* et intitulé « Wales in our time », revient sur les dernières décennies qui ont modelé le pays de Galles et évoque les années 1990 de la façon suivante :

> *Ron Davies wasn't the only one overcome by emotion that historic day back in 1997. A lot of people who heard him utter that line about 'a very good morning for Wales', here at the College of Music and Drama in Cardiff, shared his belief that having some form of government of its own could make Wales a better place in all kinds of ways. Has that belief been borne out by events? Well, yes and no...*[870]

Même s'il est peut-être un peu tôt pour dresser un bilan de l'action de l'Assemblée, nous devons malgré tout nous demander si elle a réellement permis de changer le quotidien des Gallois. Elle a dépensé, en 2006, près de 5 000 livres sterling pour chaque Gallois et Galloise, de tout âge. Quels sont donc les effets de la politique de l'Assemblée ? A-t-elle réussi à mettre en place une meilleure société ? À garantir une meilleure qualité de vie ? Un conseil de recherche économique et sociale, *Economic and Social Research Council* (*ESRC*), a mené pendant cinq années une étude sur l'impact de la dévolution, afin de connaître le sentiment des Gallois au sujet de leur Assemblée. Quelques résultats sont publiés dans un article du *Western Mail* en mars 2006[871]. La première constatation est la suivante : les jeunes Gallois se considèrent davantage gallois que britanniques. 21% des personnes interrogées se sentiraient galloises, contre 17% en 1997, et 27% plus galloises que britanniques, 29% tout autant galloises que britanniques contre 34% en 1997, 8% se sentant plutôt britanniques et 9% que britanniques. Il semble donc que le sentiment d'identité nationale se soit renforcé depuis la création de l'Assemblée. Ces résultats doivent néanmoins être nuancés dans la mesure où ils ne sont peut-être pas réellement le résultat de la dévolution, mais plutôt celui de l'évolution de la société britannique, et du fait que les générations passées se rassemblaient autour de leur expérience commune de la guerre et de l'empire britannique. Cette étude révèle tout de même plusieurs éléments intéressants : le soutien à la

[870] John Humphrys, « Wales in our Time », *BBC Wales*, part 5, « The 1990s: A Design for Life ». Journaliste né à Splott, Cardiff, il choisit de décrire chaque décennie depuis la Seconde Guerre mondiale afin de montrer comment le pays de Galles est devenu ce qu'il est aujourd'hui, au début du XXI[e] siècle : « I left Wales back in 1966 and have lived all over the world since then. It makes you feel horribly disconnected. This was a marvellous opportunity to restore the link with Wales – and to remind myself what's been happening during the missing years ».

[871] Martin Shipton, « Proof of the strength of our patriotism », *Western Mail*, 01-03-2006.

dévolution reste fort, même en Angleterre ; l'Assemblée ne serait pas, pour la population, aussi innovante dans les services publics que Westminster ; les bénéfices économiques de la dévolution ne sont pas encore évidents pour beaucoup ; le pays de Galles resterait lourdement influencé par ce qui se passe en Angleterre ; enfin, il y aura forcément des heurts entre l'Assemblée et Westminster, ce qui ne sera peut-être pas une mauvaise chose.

Pourtant, cette Assemblée ne semble pas avoir suscité l'intérêt escompté à en juger par le faible taux de participation aux différentes élections. Seulement 45,9% des électeurs gallois se sont déplacés pour élire leurs députés pour la première fois en mai 1999, encore moins que pour le référendum de 1997 pour lequel 50,3% avaient voté, chiffre encore en baisse pour les élections suivantes, en 2003, avec une participation tristement record de 38,2%. La mobilisation est encore moins importante que pour les élections des députés de Westminster alors qu'on pourrait s'attendre à un élan nationaliste. Ces chiffres sont d'autant plus ironiques que, dans une sous-partie intitulée « Learning and active citizenship » de *Wales, A Better Country*, l'Assemblée exhorte les citoyens gallois à voter : « More people should be actively participating in voluntary and community action. Turnout at local and Assembly elections should typically exceed 50% »[872]. Ce pourcentage est loin d'être atteint. Comment expliquer un tel manque d'intérêt ? Serait-il dû à une apathie générale des électeurs, qui touche aussi d'autres pays comme la France, jusqu'aux élections présidentielles de 2007 ? Ou serait-ce la preuve que l'Assemblée est éloignée du public, qui ne se reconnaît pas dans la politique qu'elle mène ? Sir Eric Howells, ancien membre du *Wales Conservative Party*[873], demande même, dans un courrier adressé au *Western Mail* en juillet 2007, que la nouvelle administration galloise soit purement et simplement supprimée :

> *For many years leading up to the creation of the Welsh Assembly, the Conservative Party was active and unanimous in its effort opposing its creation. [...] Since its creation it has proved very expensive with little or no benefit in improving the standard of living of the people of Wales. A talking shop in Cardiff (when they meet) will prove nothing except that we are over-governed. In the interests of the people of Wales, we need to see the demise of the Welsh Assembly. If a vote was taken now, the result would be entirely different to eight years ago*[874].

Howells accuse les Conservateurs de ne soutenir l'Assemblée que pour protéger leur position. Même si une vision aussi extrémiste de l'action entreprise depuis sa création doit être nuancée, plusieurs questions se posent : l'Assemblée galloise est-elle réellement représentative ? Embrasse-t-elle les

[872] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 20.

[873] Sir Eric Howells est exclu du parti conservateur en mai 2007 pour avoir menacé de soutenir un candidat indépendant aux élections de l'Assemblée.

[874] Sir Eric Howells, cité dans Martin Shipton, « Stop leaning left, Tories told », *Western Mail*, 16-07-2007, p. 4.

causes défendues par de nombreux Gallois ? Y aurait-il rupture entre le projet gouvernemental, défini précédemment, et l'action de l'Assemblée sur le terrain ?

Chapitre 1. De la théorie à la pratique

Le projet gouvernemental de l'Assemblée présente bien sur le papier, il est pavé de bonnes intentions et d'objectifs louables. Cependant, le mettre en œuvre s'avère plus difficile, et elle prend peu à peu conscience des limites de son action, de ce qui sépare un projet des effets induits par sa réalisation. C'est ce que souligne Rhodri Morgan dans un discours prononcé en 2001 : « The formalities of the GOWA are one thing but actually finding a way of making this Act useful for solving Wales' problems is quite a different thing »[875]. Théorie et pratique sont bien différentes. L'administration galloise court donc le risque de perdre de vue les objectifs définis dans son projet gouvernemental initial. Réside là toute la difficulté d'articuler des intentions méritoires et les effets des politiques publiques. Cette difficulté ne se limite pas au pays de Galles. D'autres pays avant lui ont rencontré les mêmes problèmes, tous ceux qui, selon Robert Minhinnick, multiplient les belles paroles lors des sommets mondiaux, comme à celui de Rio organisé en 1992, pour ensuite les oublier très vite :

> *The 'Earth Summit' with its shopping list of global good intentions has been put into perspective by our Government's White Paper on Energy of 1993. Here was a real opportunity to lay the foundations of a long-term, coherent energy policy that emphasised efficiency, defined sustainable generation and encouraged clean production of indigenous reserves. The chance was not only missed, but cynically avoided*[876].

Le sommet de Rio, à ses yeux, n'aurait servi à rien. Le pays de Galles n'est pas la seule nation à être confrontée à de tels défis. Jean-Yves Martin, conseiller général, rappelle la situation française dans un article intitulé « La France et le développement durable ». Le gouvernement décide de mettre en place, en 2002, un Ministère de l'écologie et du développement durable, ainsi qu'un Secrétariat d'état au développement durable. La France adopte, trois ans plus tard, une Charte de l'environnement, représentant une avancée symbolique et politique considérable. Pourtant, Jean-Yves Martin insiste sur le fait que la politique réellement appliquée sur le terrain est décevante :

> *Depuis une trentaine d'années, les initiatives françaises en matière d'environnement et de développement durable montrent que, dans ce domaine, la mise en place d'une politique publique*

[875] Rhodri Morgan, « Check Against Delivery », *op. cit*., p. 3.

[876] Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 16.

intégrée reste inaboutie. Les décalages sont flagrants entre les intentions affichées et l'empirisme fluctuant de décisions qui sont souvent hexagonales[877].

Appliquer une politique publique n'est pas chose aisée. Le même constat concerne aussi l'Assemblée, qui transmet un message ambigu, pas toujours bien compris par les Gallois, parfois désorientés.

1.1 Ambiguïté du message

Il a déjà été évoqué que le projet de l'Assemblée était rendu peu clair par la multiplication des documents officiels contribuant à diluer son message et à en obscurcir l'aspect général. Elle semble souffrir d'un excès de théorie. En outre, afin de réconcilier les différents contextes, local, national et européen, qui se tiraillent, elle opère plusieurs glissements dans ses textes : du texte au contexte tout d'abord, de la protection de l'environnement au développement durable ensuite.

1.1.1 Du texte au contexte

Il semble tout d'abord que l'Assemblée opère un glissement du texte, qui s'associe à un texte de loi, c'est-à-dire un document prescriptif ou normatif, au contexte, défini comme les circonstances, la situation globale où se situe un événement. Ce contexte ne serait donc qu'un cadre pour l'action, ce qui laisserait ainsi une plus grande liberté aux autorités chargées d'appliquer sa politique, mais générerait aussi un plus grand flou. Le Professeur Richard Rawlings décrit le *GOWA 1998* ainsi :

> *The Government of Wales Act 1998 should be seen – like so many constitutional documents – as both limiting and liberating ; a cautious measure that nonetheless has provided a framework within which the Assembly can develop organically*[878].

Une telle remarque s'applique également aux documents publiés ensuite par l'Assemblée. La discussion y est, en effet, omniprésente, et ils se caractérisent par un excès d'intellectualisme et une absence de réelle mise en pratique. Le vocabulaire utilisé à cet égard est révélateur : des termes comme « address », « consult », « consultation », « schemes », « discuss » ou « study » sont utilisés dans seulement deux pages du *Wales Spatial Plan*[879]. *Forum for the Future*, organisation caritative travaillant en partenariat avec l'Assemblée et chargée d'évaluer sa politique environnementale, estime que ses documents manquent d'exemples concrets, et, surtout, de propositions positives. Elle ne donne

---

[877] Jean-Yves Martin, « La France et le développement durable », *in* Catherine Aubertin & Franck-Dominique Vivien (eds.), *Le Développement durable, enjeux politiques, économiques et sociaux*, Paris : La Documentation française, 2006, p. 90.

[878] Professeur Richard Rawlings, « Towards a Parliament – Three Faces of the National Assembly for Wales », *op. cit*., p. 4.

[879] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., pp. 26-27.

aucune précision sur le comment, sur la mise en pratique de cette politique. Dans le domaine de la santé, par exemple, une de ses priorités et volet important de la lutte pour l'égalité sociale, elle ne suggère que très peu d'actions réelles, ce qui est surprenant. Elle se contente parfois de reprendre, avec maladresse, quelques clichés passéistes, notamment dans le domaine de la culture, faisant alors écho au négativisme chronique des Gallois. La mise en valeur de l'environnement est l'un des objectifs clés de la politique de l'Assemblée. Pourtant, elle adopte une approche plutôt négative, insistant sur l'impact des politiques passées sur le paysage gallois et sur la conservation du patrimoine. Elle aurait pu apporter une contribution plus positive, en valorisant le potentiel environnemental de la Principauté, et en proposant des solutions aux effets du changement climatique tels que les inondations et la gestion de l'eau.

D'autre part, les textes manquent de détails et définissent un plan trop général. Ils devraient apporter davantage de précisions à propos de l'impact de la stratégie de l'Assemblée, et de l'adaptabilité de sa politique, éléments indispensables pour donner confiance à la population et rallier son soutien. Le *Wales Spatial Plan*, par exemple, est trop vague. Il aurait dû comporter des détails sur les responsabilités de chaque strate décisionnelle, ou sur la définition des objectifs et des indicateurs utilisés pour évaluer les progrès pour toutes les zones géographiques définies. Lorsqu'elle aborde la question des transports, l'Assemblée insiste, certes, sur la nécessité de promouvoir des modes de transport plus efficaces et respectueux de l'environnement. Mais elle ne semble s'intéresser qu'au transport routier, et à une partie seulement du pays de Galles, au lieu d'adopter une vision plus poussée et intégrée de la thématique. Ses documents servent donc de contexte, les autorités locales étant chargées d'adapter une politique très, voire trop, générale. *Forum for the Future* estime que l'Assemblée devrait remettre ses propositions en contexte, au lieu de les utiliser simplement comme un cadre : « The appraisal also examined the national objective for Wales and the rest of the document associated with context, delivery and monitoring »[880]. L'association donne quelques exemples, comme le développement du commerce équitable, la coopération sur le plan technologique ou la réduction des émissions de CO_2. De même, Morgan Parry, à la tête de *WWF Cymru*, considère que *Wales, A Better Country* ne présente aucune originalité, et il se demande dans quelle mesure ce document est spécifiquement gallois, si ce n'est par le titre :

> *It challenges no institutional structures, it offers no vision which sets Wales apart from any other small nation. It addresses a relatively short time-scale and is parochial in outlook*[881].

[880] *Forum for the Future*, *Sustainability Appraisal of 'People, Places, Futures: the Wales Spatial Plan', Strategic Partnership Work for the Welsh Assembly Government*, *op. cit*.

[881] Morgan Parry, « Creating a new political ecosystem », *op. cit*., p. 30.

Morgan Parry ajoute que l'Assemblée utilise, dans ce texte, une très mauvaise définition du développement durable : « […] the creation of wealth whilst promoting enduring, balanced and beneficial change »[882]. La seule création de richesses ne peut être son principal objectif. Il regrette, en dernier lieu, que la dimension internationale soit peu mentionnée, surtout dans *The Sustainable Development Scheme*, notamment l'empreinte écologique :

> *If it takes full account of this dimension, the Assembly's Scheme will become an international model of excellence. If it does not, it will perpetuate the "out of sight, out of mind" attitude that has insulated us from the consequences of our actions for so long*[883].

Comment expliquer de telles remarques ? Il apparaît que l'Assemblée ne met pas toujours en pratique les principes de partenariat et transdisciplinarité qu'elle préconise dans ses textes. Deux documents majeurs qu'elle publie, *The Sustainable Development Scheme* et *Wales, A Better Country*, sont rédigés par deux équipes différentes de fonctionnaires, et sont lancés sans qu'aucun lien ne soit établi entre eux, comme s'ils s'adressaient à des publics distincts.

Nous devons malgré tout signaler les efforts réalisés dans la rédaction, et surtout la présentation, de *Wales, A Better Country*. En effet, dans l'introduction, l'Assemblée présente les thèmes et les valeurs centraux de son projet sous forme de tableaux à deux colonnes[884] : à gauche les valeurs et à droite les tests, c'est-à-dire d'un côté la théorie, par le biais des textes qu'elle publie et de ses engagements, et, de l'autre, la pratique ou le contexte, par les moyens de les tester en situation. Mais cela reste malheureusement assez vague, et elle s'empresse de définir des repères à long terme, qui constitueront le cadre de sa politique : « They [benchmarks] form the long term context for our short term action »[885]. L'action sur le terrain est sans cesse mise en relation avec la théorie qui l'encadre et la limite.

Les textes deviennent donc des contextes. Le projet de développement durable est défini de la façon suivante : « […] a framework for development of policies and actions across the Assembly », et le *Wales Spatial Plan* est présenté ainsi : « a context for decisions, […], a bridge between local aspirations and the strategic goals of the Welsh Assembly Government »[886]. C'est par ailleurs un plan défini pour les vingt ans à venir. En outre, il comporte une partie dans laquelle la Principauté est découpée en plusieurs zones géographiques afin de respecter les identités locales. Ce découpage est toutefois artificiel puisque les actions préconisées sont répétées d'une zone à l'autre dans des

[882] *Loc. cit*.

[883] *Ibid*., p. 32.

[884] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., pp. 7-9.

[885] *Ibid*., p. 19.

[886] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 59.

paragraphes intitulés « National actions particularly relevant to the area ». Jusqu'à quel point ces actions sont-elles particulièrement adaptées ? S'agit-il d'accorder une plus grande liberté et autonomie aux autorités locales, ou est-ce révélateur de l'incapacité de l'Assemblée à mettre en place une politique concrète réconciliant les différents axes, le local, le national et l'européen ? A la lecture de l'extrait suivant du *Wales Spatial Plan*, la question mérite d'être posée :

> *The different parts of Wales can establish their own distinctive approaches to meet the objectives set in the strategic plan* Wales : A Better Country *and the Assembly's* Sustainable Development Scheme[887].

L'Assemblée semble admettre son incapacité à passer de la théorie à la pratique, et se décharger de certaines responsabilités, comme la santé ou l'environnement, sur les autorités locales. Cynog Dafies dresse, en novembre 2005, un premier bilan de l'action de l'Assemblée, et constate à quel point il lui est difficile d'appliquer l'obligation de développement durable imposée par le *GOWA 1998* :

> *The first was the danger that it would be nothing more than words. I am not in a position to evaluate what the Government of Wales has actually accomplished since 1999 in terms of bringing Wales to the forefront in this field. And it is only fair to underline that the Assembly has none of the taxation nor legislative powers pivotal in propelling things towards sustainability. But the impression I get is that a great deal has been done in terms of process – documents, conferences, etc – but little in terms of achievement*[888].

L'Assemblée multiplie les textes, mais donne parfois l'impression de ne pas réellement changer le quotidien des Gallois sur le plan environnemental.

1.1.2 De la protection de l'environnement au développement durable

De la même façon, l'Assemblée opère un glissement de la protection de l'environnement vers le développement durable, particulièrement frappant dans *Wales, A Better Country* où les termes changent au fil des lignes : « There are other important elements of the quality of life, though in some areas, including the environment, not all the levers are in our hands », et deux paragraphes plus loin, « This is at the very heart of our drive to promote equality, sustainable development and tackling social disadvantage »[889]. La protection de l'environnement, souci s'apparentant à l'écologie, est une préoccupation importante des Gallois, attachés à leur paysage. En effet, le pays de Galles se caractérise par une tradition pastorale depuis des siècles et les communautés ont toujours vécu en

[887] *Ibid*., p. 4.

[888] Cynog Dafies, *op. cit*., p. 19.

[889] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 25.

harmonie avec leur environnement. Les événements de Tryweryn, dans les années 1960, ont montré que la population était capable de se mobiliser pour sauver une de ses vallées, celle de Capel Celyn, et les habitants vivant là.

Pourtant, les textes de l'Assemblée abordent un thème plus général, celui du développement durable. Les définitions mêmes qui en sont données montrent qu'il s'agit d'un principe global, ainsi la définition Brundtland, précédemment citée[890]. C'est une thématique certainement plus éloignée des préoccupations des Gallois que la protection d'un environnement qu'ils ont à cœur de préserver et de sauvegarder. A la suite des élections de mai 2007, Jane Davidson, auparavant Ministre de l'éducation, est devenue : « Minister for Sustainability and Rural Development ». La liste de ses prérogatives est la suivante : la lutte contre le réchauffement, le développement durable, l'agriculture, l'énergie et la planification. Nous sommes bien loin du précédent ministère de l'environnement, et les termes choisis reflètent la politique de l'Assemblée. Il faut souligner que, pour de nombreux Gallois, le concept reste assez vague, ce que rappelle Jonathon Porritt, écologiste et directeur du *National Step Framework UK*, organisation dépendant de *Forum for the Future* : « Sustainable development is one of those ideas that everybody supports, but noone really knows what it means in practice! »[891]. Il donne la définition suivante : « If something is sustainable, it means we can go on doing it indefinitely. If it isn't, we can't »[892]. Une confusion semblable entre les deux problématiques se retrouve dans l'esprit des Gallois, persuadés que leur Assemblée s'est engagée à protéger leur environnement, c'est-à-dire leur paysage. Dans un article de l'ouvrage publié par le *Institute of Welsh Affairs* avant la mise en place effective de l'Assemblée, *The National Assembly Agenda: A Handbook for the First Four Years*, Gareth Wyn Jones rappelle la définition du développement durable :

> *It [Sustainable Development] involves the positive management of our cultural heritage, as well as respect for our cultural inheritance, for the benefit of this and future generations. It requires appropriate social and economic initiatives to maximise human welfare without damaging the environment. Sustainable Development is not a synonym for environmental conservation although a realistic appraisal of environmental constraints and a concern for environmental quality is central to it*[893].

Il insiste sur la distinction essentielle entre développement durable et protection de l'environnement, ce que la population semble avoir oublié. Il ajoute, un peu plus loin, à propos du rôle de la future assemblée : « The National Assembly should adopt transparent practices to encourage public

[890] Voir p. 22, 251, 319 et 320.

[891] Jonathon Porritt, site Internet de *Forum for the Future*, *op. cit*.

[892] *Loc. cit*.

[893] Gareth Wyn Jones, « Sustainable development », *in* John Osmond (ed.), *The National Assembly Agenda: A Handbook for the First Four Years*, *op. cit*., p. 132.

participation in the proceedings and should de-mystify the process of Sustainable Development »[894]. Il est absolument nécessaire qu'elle rende le concept, pour l'instant vague et lointain, de développement durable plus proche de la population, afin que celle-ci puisse s'impliquer dans la politique que l'Assemblée souhaite mener. Le débat actuel au pays de Galles au sujet de l'installation d'un parc d'éoliennes, que nous étudierons par la suite, est révélateur des tensions entre partisans des énergies renouvelables et défenseurs du paysage. Cynog Dafies lui-même dénonce le conflit entre protection du paysage et développement durable, responsable de l'arrêt de nombreux projets : « Unless there is a fundamental change in attitudes, with public policy leading that change, the vision of Wales becoming an exemple of sustainable development will never be realised and rural Wales will sink ever more deeply into the doldrums of economic decline »[895]. Cynog Dafies incrimine, notamment, l'action du *CCW*, qu'il explique par ses origines mêmes. Cet organisme est créé par le *1993 Environmental Protection Act* dans le but suivant : « The key functions set out in the Act are the conservation and enhancement of natural beauty and amenities, particularly in the countryside and the provision of facilities for open-air recreation »[896]. La conservation de la faune et de la flore, donc de la biodiversité, reste cependant secondaire dans ce texte de loi. La fonction du *CCW* peut néanmoins évoluer à l'avenir sous l'impulsion de l'Assemblée, celle-ci pouvant l'obliger à réinterpréter ses fonctions en tenant davantage compte du développement durable.

D'autres tensions apparaissent également entre le développement durable et les intérêts économiques, entre le projet de l'Assemblée et les pressions exercées par le milieu industriel, ce que prévoyait déjà Robert Minhinnick en 1994 :

> *Even devolution of power in Wales poses environmental threats. It is interesting to speculate how a Welsh* senedd *with its inevitable core of party yes-men and stalwart councillors nominated for seats as testimonials to loyalty, would cope with the blandishments of big business wishing to exploit oil and gas around our coasts; water, coal and other minerals ashore; or further develop Wales as a tourist destination*[897]*.*

Cette pression exercée sur les dirigeants s'illustre dans le problème de l'érosion des plages dans le Gower. Il est tout d'abord nécessaire de rappeler que la péninsule du Gower est une *AONB* depuis plusieurs décennies. C'est un site magnifique, connu pour ses plages, que Peter Venables, dans un article publié dans la revue *Agenda*, décrit en ces termes : « One of the jewels in its crown is its sandy

[894] *Ibid*, p. 139.

[895] Cynog Dafies, « A working countryside », *op. cit*., p. 12.

[896] Cité par Cynog Dafies, *ibid*.

[897] Robert Minhinnick, *op. cit*., p. 21.

beaches »[898]. Pourtant, depuis le milieu des années 1990, l'inquiétude provoquée par l'érosion des plages à de nombreux endroits grandit. Il se demande donc si un tel phénomène est le résultat des changements climatiques à l'échelle mondiale ou s'il est en partie dû aux opérations de dragage réalisées sur les plages de Nash et Helwick. Deux fois par an, des consultants nommés par les entreprises exploitant les plages mènent des études sur ce sujet, mais ils considèrent qu'il n'y a aucune érosion notable, ce que conteste fermement Peter Venables, photos à l'appui :

> *The discrepancy between surveys taken by dredging company consultants and the perceptions and photographic evidence of locals and visitors is a real riddle. If anyone has the answer, I for one would be more grateful to be told*[899].

Une association, *Gower SOS*, *Save Our Sands*, a donc été créée pour sauver les plages du Gower. Elle dénonce les licences d'exploitation accordées par l'Assemblée qui a pourtant déclaré qu'elle ne pourrait plus en délivrer, après 2015, à *Helwick Sand Bank Gower*. Mais pourquoi attendre ? Elle reçoit en effet, en novembre 2004, une nouvelle demande pour draguer 4,5 millions de tonnes de sable. *Gower SOS* réclame un moratoire sur l'exploitation des plages :

> *We would like to request that NAW turns down any further applications and call a halt sooner than later to commercial dredging at Helwick, before potential further damage is done to our spectacular Gower coastline*[900].

L'Assemblée, en théorie, affirme donc qu'elle souhaite protéger le paysage gallois et ses richesses afin de favoriser le tourisme, et continue pourtant, en pratique, d'autoriser une exploitation lourde de conséquences pour le Gower.

D'où le paradoxe suivant : l'Assemblée galloise insiste sur le contexte local de ses textes tout en adoptant un principe vague et complexe, celui du développement durable. Est-elle donc réellement représentative ? A-t-elle véritablement contribué à transformer la société galloise ?

1.2 La transformation de la société galloise

1.2.1 Une mascarade de démocratie participative ?

L'Assemblée n'a eu de cesse d'affirmer sa transparence et sa volonté de mettre en place une nouvelle forme de démocratie participative pour pallier au déficit dont avait souffert le pays de Galles pendant

[898] Peter Venables, « Riddle of the Sands », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, automne 2001, p. 37.

[899] *Ibid.*, p. 37.

[900] *Gower SOS*, voir son site Internet, www.gower-sos.com, consulté en octobre 2007. Voir annexe 23, p. 531 : le logo de l'association représente un sablier dans lequel le sable finit de s'écouler.

longtemps. Pourtant, la consultation, si elle est fréquemment utilisée, reste superficielle et difficile : il faut du temps, des ressources et beaucoup d'énergie au public pour participer à la vie de l'Assemblée. Les comptes-rendus des réunions du *WAG* sont certes publiés, mais après six semaines de délai, et ils s'avèrent être courts, généraux et parfois durs à comprendre. *Forum for the Future* considère par ailleurs que la langue utilisée dans le *Wales Spatial Plan* n'est pas suffisamment simple et percutante pour être comprise par le public visé, à savoir les organismes nationaux et locaux. Ce texte aurait dû inclure, en annexe, un résumé au format A4 des objectifs fixés pour chaque zone, ainsi que des actions préconisées, afin d'être plus facilement utilisable. Les documents de l'Assemblée ne sont pas toujours suffisamment pédagogiques et simplifiés, malgré ses efforts. L'organisation préconise, par conséquent, la mise en place d'ateliers locaux de consultation sur différents sujets, comme l'environnement offshore ou la reconnaissance des tensions entre les énergies renouvelables, le paysage et le tourisme, dans le but d'éviter des conflits avec la population.

En outre, l'Assemblée a évolué depuis sa création vers un modèle de style parlementaire, du fait, tout d'abord, de la séparation officielle, depuis début 2002, du *WAG* et de l'Assemblée proprement dite, chacun doté aujourd'hui de son propre site Internet[901], puis de la montée en puissance du Cabinet autour du *First Minister*. Une telle évolution est en contradiction avec la volonté d'ouverture des architectes de la dévolution, à l'instar de Ron Davies, et ne peut être qu'une source de tensions, ce que souligne le Professeur Richard Rawlings, mentionnant : « […] the evident tension between a strong centralised form of decision-making and the more open and participatory process that people were led to expect in the White Paper *A Voice for Wales* »[902]. Les *AMs* dépourvus de responsabilités au sein du gouvernement gallois ont ainsi plus de difficultés à faire entendre leur voix.

Enfin, si le bâtiment de l'Assemblée illustre la politique de développement durable qu'elle souhaite mettre en place, ses membres délibèrent dans un sous-sol, c'est-à-dire dans un environnement plutôt fermé. En outre, le *Senedd* se trouve en bord de mer, dans un quartier entièrement réaménagé, et non au cœur de la ville, contrairement au *Millenium Stadium*, construit à la place de l'ancien stade, le *Cardiff's Arms Park*. Ian Hargreaves, dans un article publié dans le *Western Mail*, estime que c'est le nouveau stade, et non l'Assemblée, qui symbolise le plus l'identité moderne du pays de Galles :

> *This [the Millenium Stadium] is the visible symbol of […] the new Wales. Unlike its invisible sibling, the National Assembly, lost somewhere down in Cardiff Bay, the stadium slams you in the face as you leave the railway station*[903].

[901] Voir p. 212 et 306.

[902] Professeur Richard Rawlings, *op. cit*., p.11.

[903] Ian Hargreaves, « Time for the English to grow up », *Western Mail*, 02-02-2001.

Si la remarque de Ian Hargreaves est à propos, il limite cependant cette nouvelle identité au simple stéréotype, ce qui est particulièrement réducteur. Les membres du *WAG*, guère renouvelés, changent de portefeuille au gré des élections successives si bien que nous pouvons nous interroger sur leur véritable expertise. Ce ne serait donc qu'une mascarade de démocratie participative. Les résultats d'un sondage de *WELT*, *Wales Life and Times Survey*, publié en 2001, sont éloquents : 61% des sondés sont d'accord ou tout à fait d'accord avec l'affirmation suivante au sujet des membres de l'Assemblée : « MPs / AMs lose touch with their electors », contre 77% pour les députés de Westminster. Ces résultats sont néanmoins plus inquiétants pour l'Assemblée, organe local, normalement plus proche des citoyens, et surtout censé être à leur service.

1.2.2 Des intérêts contradictoires

Dans l'exercice de ses fonctions, l'Assemblée galloise s'est rapidement confrontée à la difficulté de concilier des intérêts souvent contradictoires. *Forum for the Future*, dans son évaluation du *Wales Spatial Plan*, rappelle que développement économique et protection de l'environnement peuvent aller de pair, puisque celui-ci est défini en ces termes : « […] a valuable asset and not just a constraint on development »[904]. Il semble pourtant difficile de trouver un compromis entre agriculture, économie et tourisme à l'heure où le pays de Galles mise sa réussite sur ce secteur-ci, entre la production d'énergie nécessaire au développement économique et la protection de l'environnement, ce qu'indique déjà le scientifique T.L. Shaw en 1980 à propos du Barrage sur la Severn :

> *It has long been recognized that energy production and preservation of the natural environment are often in conflict, a situation not reserved exclusively for power stations*[905].

Les intérêts touristiques prévalent fréquemment sur le quotidien des habitants locaux et sur la nature. Nous avons vu précédemment à quel point il est parfois compliqué pour les parcs nationaux de trouver un équilibre entre l'affluence de visiteurs et la préservation des sites. De la même façon, les Gallois peuvent souffrir de l'attitude de touristes davantage intéressés par des sites qui sont supposés être immuables, presque des natures mortes dénuées d'habitants locaux, que par des zones résidentielles et commerciales. Gwyn Williams réagit contre une telle attitude dès 1977 dans *The Land Remembers* :

> *Many holidaymakers believe that these National Parks belong to the nation, their nation, and that the farmers and slate-quarrymen are there on sufferance. But most of the land in these designated areas is privately owned and farmed, and the farming and stock-rearing can be terribly disturbed by the*

[904] *Forum for the Future*, *Sustainability Appraisal of "People, Places, Futures: the Wales Spatial Plan"*, *op. cit*.

[905] T.L. Shaw (ed.), *An Environmental Appraisal of Tidal Power Stations, with particular reference to the Severn Barrage*, Londres : Pitman Advanced Publishing Programme, 1980, p. III.

thoughtless and often arrogant behaviour of walkers and motorists. These so-called National Parks are places where people have always lived and worked[906].

Ainsi, les touristes, nombreux dans les zones protégées, doivent garder à l'esprit que ces lieux sont habités tout au long de l'année. Il semble également que les autorités ont une conception particulière de ce qui constitue authentique une atmosphère galloise, ce qui génère parfois des conflits entre les populations des zones naturelles protégées et les visiteurs et organismes chargés de gérer ces zones. De ce fait, l'intérêt et le confort des touristes visitant le parc national de Snowdonia prévalent sur l'économie et la culture des locaux. Les habitants de Beddgelert ont, à titre d'exemple, été menacés de poursuites par la direction du parc s'ils refusaient de remplacer leurs cadres de fenêtre en PVC par des cadres en bois. La cohabitation entre touristes et habitants est donc délicate.

En outre, l'Assemblée souhaite développer une nouvelle forme d'agriculture, ce qu'elle indique dans *Wales, A Better Country* : « […] promote a sustainable future for agriculture and forestry within a modern rural economy, […] encourage sustainable farming through an increased emphasis on agri-environment measures and organic production »[907]. Elle adopte des programmes afin d'encourager les agriculteurs à préserver l'environnement et de mettre en place une agriculture durable, comme *Tir Gofal* et *Tir Cynnal*[908]. Elle aimerait que les producteurs et les éleveurs travaillent main dans la main avec les écologistes, ce qu'elle souligne dans le *Wales Spatial Plan* : « […] the emphasis on closer synergy between farming, care for the environment and tourism »[909]. Il est alors nécessaire de réformer le secteur primaire en adoptant une politique plus générale. Il s'agit de trouver des solutions avantageuses pour tous et de prendre en compte l'impact des pratiques sur le paysage, grâce à l'empreinte écologique. Seulement, est-ce réellement possible ? Peut-on concilier agriculture et écologie ? Agriculture et tourisme ? Elle reconnaît que des difficultés devront être surmontées : « Areas of potential conflict between environmental issues and development aspirations need to be identified with the aim to develop win-win solutions »[910]. Quel prix devront payer les agriculteurs gallois ? Ceux-ci font des efforts en adoptant des pratiques moins nocives pour l'environnement, une partie d'entre eux se convertissant même à l'agriculture biologique, mais ces efforts ne sont pas toujours récompensés, surtout lorsque l'Assemblée décide subitement de supprimer les programmes précédemment cités.

Le même constat peut être fait dans le domaine de la pêche. Les Gallois, tout comme les Français, ont conscience que les ressources maritimes sont limitées, voire, pour plusieurs espèces, en danger. Mais

[906] Gwyn Williams, *The Land Remembers*, *op. cit*., p. 230.

[907] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., pp. 30-31.

[908] Voir p. 257.

[909] *Wales Spatial Plan*, *op. cit*., p. 46.

[910] *Ibid.*, p. 42.

les pêcheurs ont besoin de subsister. Dans le *Wales Spatial Plan*, l'Assemblée insiste sur la richesse que représente le littoral du point de vue touristique :

> *We will support the development of integrated spatial strategies for our marine and inland water assets, including an Integrated Coastal Management Plan to provide a cohesive framework for Wales' coast and sea area. Action will be taken by the WTB, WDA, Local Authorities and CCW to develop a Welsh coastal tourism strategy, allied to protect the coastal environment*[911].

Elle mise donc sur le développement du tourisme, qui devra respecter l'environnement, sans toutefois préciser comment le concilier avec l'économie locale et la protection de celui-ci. Cynog Dafies, évoquant l'article 121 du *GOWA 1998*, considère que l'obligation de l'Assemblée de promouvoir le développement durable peut aller à l'encontre du développement économique du pays de Galles :

> *The second danger was that the duty might be used in such a way as to impede development in a country where the economy is weak, incomes are low and where a catastrophically high level of educated and ambitious young people are leaving*[912].

Il donne plusieurs exemples illustrant parfaitement le conflit entre protection de l'environnement et développement économique : « I once heard an official from the Welsh Countryside Council outlining the factors which should, in her opinion, curb the development of offshore wind energy – e.g. whether there was a well-known painting of some particular view »[913]. Les arguments utilisés par les opposants aux différents projets ne sont pas toujours, selon lui, convaincants. Dans un territoire en grande partie protégé, il est évident que souplesse et flexibilité doivent s'appliquer. Pour éviter cet écueil, l'Assemblée doit montrer que le développement durable n'est pas un obstacle à surmonter, mais représente bel et bien une opportunité pour le pays de Galles, qui souffre toujours, cependant, d'un manque de visibilité.

1.2.3 Le manque de visibilité

Le pays de Galles, malgré tous ses efforts pour se faire connaître et reconnaître sur la scène européenne, est encore victime d'un manque sérieux de visibilité. Les premiers pas de l'Assemblée ont été particulièrement suivis dans la presse, mais ils se sont malheureusement avérés peu glorieux. L'administration galloise a, en effet, défrayé la chronique à plusieurs reprises, ainsi lors de la démission de Ron Davies, affaire surnommée le « Rongate »[914] ou au moment des déboires d'Alun

[911] *Ibid*., p. 27.

[912] Cynog Dafies, *op. cit*., p. 19.

[913] *Ibid*., pp. 19-20.

[914] Voir p. 214.

Michael, premier *First Secretary*. Le journaliste Patrick Hannan évoque le côté burlesque des Gallois, largement exprimé dans le théâtre de l'Assemblée :

> *There is in Wales a capacity for comedy that reveals itself in unexpected ways. […] Who could have forecast, for example, the cheap fun the national assembly would provide in such abundance?*[915]

Dans son ouvrage *Wales Off Message*, il revient sur les différents scandales qui ont secoué le gouvernement gallois à ses débuts, avec des titres dignes de la comédie: « Ron Looks for Some Space » (ch 1), « Rhodri Tidies his Sock Drawer » (ch 2) ou « Alun Is Returned to Sender » (ch 4). Le « Rongate » ébranle profondément le pays de Galles dans la mesure où Ron Davies est alors pressenti pour devenir le premier *First Secretary* de la nouvelle Assemblée. Quant à Alun Michael, déjà affaibli par les circonstances de son arrivée à la tête du *Wales Labour Party*, et de l'Assemblée[916], il doit affronter plusieurs crises.

La première affaire concerne Christine Gwyther, choisie en 1999 par Alun Michael comme Ministre de l'agriculture au sein de son Cabinet. Sa nomination à ce poste fait grand bruit lorsque la presse divulgue l'information suivante : la Ministre de l'agriculture est végétarienne. Selon Bob Parry, président de la *FUW*, elle ne peut conserver son poste : « Somebody who does not eat meat cannot support the agricultural industry »[917]. Patrick Hannan relève l'ironie de cette information somme toute personnelle :

> *This was a time when agriculture was in turmoil, in Wales as much as anywhere else in the UK, and more than anything in the sectors which produced meat, something Christine, as a matter of principle, refused to eat. You didn't have to have a degree in marketing to recognize she was not the ideal ambassador for the lamb chop*[918]*.*

Le pays de Galles est alors confronté à plusieurs crises sérieuses, telles celles de la vache folle et de la fièvre aphteuse. La situation de Christine Gwyther ne s'améliore pas dans les semaines qui suivent, puisque celle-ci fait l'objet d'un vote de confiance dès le mois de novembre 1999, en raison de sa gestion de la crise de la vache folle, avant même d'avoir eu l'opportunité de présenter son projet aux *AMs*. Elle en subit un deuxième lorsqu'elle propose le déblocage d'une subvention de 750 000 livres sterling pour indemniser les éleveurs frappés par la crise[919]. En effet, comme le rappelle alors Franz Fischler, commissaire européen en charge de l'agriculture, une telle aide est formellement interdite par l'Union européenne. La Ministre conserve malgré tout son poste, avant d'être finalement congédiée en

[915] Patrick Hannan, *op. cit*., p. 9.

[916] Voir p. 215.

[917] Bob Parry, cité dans Geoffrey Gibbs, « Minister refuses to quit », *The Guardian*, 25-05-1999.

[918] *Ibid*., p. 66.

[919] Ces derniers devaient recevoir 20 livres sterling par tête de bétail non vendue.

juillet 2000 par Rhodri Morgan, alors devenu *First Minister*. Cette affaire contribue à fragiliser davantage Alun Michael.

Le premier *First Secretary* n'est guère apprécié au sein de l'Assemblée. Cherchant à s'occuper de tous les sujets et à tout contrôler, il donne finalement l'impression de se disperser et de ne rien faire[920]. C'est le dossier des fonds structurels européens qui s'avère fatal pour lui. Le pays de Galles doit recevoir, pour la période 2000-2006, 1,4 milliard de livres sterling en fonds européens *Objective One* pour l'Ouest et les Vallées[921]. Mais, pour en profiter, le gouvernement britannique doit débloquer l'équivalent des sommes allouées par l'Union européenne, processus communément appelé *match funding*. Les membres de l'opposition à Cardiff Bay estiment très rapidement qu'Alun Michael, compte tenu des appuis dont il bénéficie à Londres, doit être en mesure de convaincre le Chancelier de l'Échiquier de l'époque, Gordon Brown, de s'engager à fournir les sommes demandées. Les trois principaux partis d'opposition, *Plaid Cymru*, les Libéraux Démocrates et les Conservateurs, publient en novembre 1999 un ouvrage collectif intitulé *Explanatory Guide to European Structural Funds*[922], dans lequel ils abordent plusieurs questions, dont celle du *match funding*. Le parti nationaliste soulève par ailleurs ce point dès son manifeste publié pour les premières élections de 1999 :

> *Wales will probably benefit from far higher levels of funding for the seven years from 2000 through the achievement of Objective One status. However, these resources can only be used to best effect if matching funds are available. As the Assembly has no revenue-raising powers, only the UK government can ensure that the available European money is brought into Wales. [...] Plaid Cymru in the National Assembly will give first priority to the campaign for the essential matched funding from the UK government coffers*[923].

Il respecte cet engagement, faisant de cette question l'un de ses chevaux de bataille au cours des premiers mois d'existence de l'Assemblée. Il annonce très vite qu'il compte déposer une motion à l'encontre du *First Secretary* si les sommes en question ne sont pas prévues dans le prochain budget. Or, seuls 75 millions de livres sterling ont déjà été débloqués. Une telle prise de position est hautement stratégique pour *Plaid Cymru* : si le gouvernement cède, cela apportera la preuve du pouvoir de pression exercé par les nationalistes à Cardiff ; dans le cas contraire, ceux-ci pourront s'attaquer directement à Alun Michael, et, à travers lui, au parti travailliste. Soucieux d'éviter la sanction du vote, Michael choisit de démissionner, dans l'espoir de pouvoir se représenter au poste de *First*

[920] Un tel comportement lui vaut d'être qualifié d'« outil multifonctions » par Patrick Hannan : « During his period in office he was in many ways the Labour Party's version of a multi-purpose gadget », *op. cit*., p. 72.

[921] Voir p. 318.

[922] *Explanatory Guide to European Structural Funds*, Cardiff : *Plaid Cymru*, *Wales Liberal Democrats* & *Wales Conservative Party*, novembre 1999.

[923] *Working for the New Wales : The Manifesto of Plaid Cymru*, *op. cit*., pp. 7-8.

Secretary. Cependant, Lord Elis-Thomas, *Presiding Officer*, autorise le vote, dont l'issue s'avère défavorable à Alun Michael. Il est remplacé temporairement par Rhodri Morgan, confirmé à son poste par un autre vote, tenu la semaine suivante.

Ces événements ont des répercussions ambivalentes. S'ils génèrent une mauvaise publicité pour l'Assemblée, ils sont aussi l'expression de ses velléités d'indépendance. Elle semble, en effet, vouloir voler de ses propres ailes, ce qui n'est pas du goût de Londres, ni de Tony Blair qui avait imposé Alun Michael. Patrick Hannan compare le Premier ministre britannique à un ennemi vaincu qui finit par plier et s'agenouiller en signe de reconnaissance de l'autorité[924]. Par ce vote hautement symbolique, l'Assemblée affirme sa volonté d'indépendance, ce que souligne Patrick Hannan :

> *The most significant move open to it was getting rid of Alun Michael. It had done so and clearly felt the better for it. It was a first symbolic assertion, a message to Westminster, of the consequences of devolution*[925].

La multiplication d'incidents contribue cependant à renvoyer une image négative des nouvelles institutions galloises, qui ne semblent pas parvenir à mieux faire connaître le pays de Galles à l'étranger. Lors d'un colloque organisé à Brest en janvier 2007, Anne Hellegouarc'h illustre à quel point l'existence du pays de Galles est ignorée en montrant un numéro de l'annuaire d'*Eurostat*, publié en 2004. La couverture de ce document représente une carte de l'Europe sur laquelle la Principauté est tout simplement absente, ce qui fait dire à un journaliste : « Where's Wales? Well it used to be between England and Ireland »[926]. Cet oubli est d'autant plus ironique que le pays de Galles est certainement la composante du Royaume-Uni la plus favorable à l'Europe. D'autre part, cet exemple semble indiquer que ses efforts pour se faire connaître soient restés vains, alors même qu'il a gagné, depuis 1999, une nouvelle visibilité politique.

Néanmoins, force est de constater que le pays de Galles n'a peut-être pas mis toutes les chances de son côté pour promouvoir son image et la politique de son Assemblée en Europe. Il n'y a pas, en effet, de ministre chargé des affaires étrangères, ou des questions européennes, au sein du *WAG*. C'est le *First Minister* qui s'occupe de ce domaine puisque l'une des responsabilités de Rhodri Morgan est définie de la sorte : « He will lead on strategy, science, Europe and Wales in the world »[927]. Cependant, en dépit de son rôle important sur la scène européenne, celui-ci ne peut se consacrer pleinement à cette

[924] « Even Tony Blair, the arch foe who, from the safety of his Westminster fortress, had fomented opposition to Rhodri, eventually came to bend the knee in a kind of homage », Patrick Hannan, *op. cit*., p. 83.

[925] *Ibid*., p. 82.

[926] Anne Hellegouarc'h, « Le pays de Galles aujourd'hui : ni vu ni connu ? », communication donnée lors du colloque international et pluridisciplinaire *Pays de Galles : quelle(s) image(s) ?*, organisé à Brest les 25 et 26 janvier 2007 par le Centre de Recherche Bretonne et Celtique avec la participation de l'association « Pays de Galles en France ».

[927] Voir le site Internet du *WAG*, www.wales.gov.uk, consulté en avril 2007.

fonction. Hywel Ceri Jones, membre du parti travailliste ayant occupé de nombreuses positions au sein de la Commission européenne pendant 25 ans, insiste, dans un article publié dans *Agenda*, sur la charge de travail du premier représentant des Gallois :

> *For purely practical reasons, I would argue that it is doubtful [nevertheless] whether the First Minister would be able to give the necessary time and effort to following all EU-related questions and to ensuring the coordination and presentation of Welsh policy positions within the UK's overall negotiations with the EU*[928].

Même si la politique internationale est un domaine réservé, rien n'empêchait la Principauté d'attribuer à un membre de son gouvernement de telles fonctions afin qu'il puisse parler en son nom sur la scène européenne, ce que préconise Hywel Ceri Jones. Celui-ci ajoute ainsi : « For this reason, I am in favour of the clear assignment of responsibility for Europe to one of the secretaries »[929]. Il existe malgré tout une commission chargée des affaires européennes, le *European Affairs Committee*[930]. Mais celle-ci ne semble pas avoir répondu aux attentes des *AMs*, notamment celles des Conservateurs, ce que soulignent John Osmond et James Barry Jones, les citant dans leur article « Conservatives » :

> *Against expectations the European Affairs Committee has not turned out to be a high profile committee. Though much attention has focused on the way in which Wales could enhance its relationship with the European Union post-devolution, the European Committee has been relatively low-key. This reflects more the infrequency of its meetings and the selection of agenda items than on the quality of its membership*[931].

Même si les propos tenus par le groupe conservateur au sein de l'Assemblée, longtemps plutôt anti-européen, doivent être nuancés, ils révèlent un sentiment général d'insatisfaction et de frustration par rapport au travail fourni par cette commission.

D'autre part, les outils utilisés pour promouvoir son image ne font parfois que relayer de vieux stéréotypes. C'est le cas de *Wales, A Better Country*, dans lequel l'Assemblée décrit le rayonnement gallois de la façon suivante :

> *There have always been people from Wales who have made a major contribution in all walks of life, in the UK and internationally – in politics, business, the arts, the media and the professions. We have a passion for music and sport. [...] Our Millenium Stadium is the best of its kind in the world*[932].

---

[928] Hywel Ceri Jones, « Putting Wales at the heart of Europe », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 1999, p. 10.

[929] *Loc. cit.*

[930] Voir p. 318.

[931] John Osmond & James Barry Jones, « Conservatives », *in* John Osmond & James Barry Jones (eds.), *Birth of Welsh Democracy, The First Term of the National Assembly for Wales*, *op. cit*., p. 202.

[932] *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 15.

Une fois encore, elle met en avant des images du passé, telles que les chorales ou le rugby, même si, grâce à lui, le pays de Galles a pu bénéficier d'une certaine notoriété en 2005 et 2007 en remportant le Tournoi des Six Nations. Le même problème se pose lorsque nous naviguons sur le site créé pour promouvoir son image, *Wales World Nation*, dont le but est clairement affiché : « […] to communicate Wales to the world »[933]. La page d'accueil du site est constituée de six rubriques : patrimoine, gouvernement, culture, économie, géographie, arts et médias, et, pour chacune d'entre elles, l'internaute peut consulter une bibliographie d'image. Image au singulier car il n'y a malheureusement qu'une seule photographie par rubrique. A titre d'exemples, le patrimoine est représenté par une photographie de deux châteaux, ce qui est assez réducteur, et la culture par le *Millenium Stadium* et *Ddraig Gogh*, le dragon rouge. Ces éléments sont bien trop familiers pour permettre de casser les stéréotypes, ne faisant au contraire que les renforcer, comme si le pays de Galles était incapable de se présenter autrement que par eux. Il est évident qu'il ne peut se construire une nouvelle image en reniant le passé, mais il doit être en mesure de montrer que ses richesses passées et présentes peuvent devenir ses atouts de demain.

Néanmoins, le pays de Galles possède un véritable ambassadeur en la personne du Prince Charles, le Prince de Galles, fervent défenseur, depuis longtemps, de l'écologie et du développement durable. Ses débuts comme représentant de la Principauté sont certes peu glorieux, et plutôt ridiculisés au pays de Galles. Son investiture le 1er juillet 1969, jour du verdict dans le procès des membres de la *FWA*, au château de Caernarfon, tout comme son ancêtre Edouard VII en 1911, est ressentie par une partie de la population comme l'expression de la volonté de la part du gouvernement de Londres de donner une exposition maximale à la Famille Royale au pays de Galles, au moment où *Plaid Cymru* gagne du terrain. Le jeune prince doit alors passer un semestre au *University College of Wales*, à Aberystwyth. Pourtant, il devient par la suite l'un des précurseurs du développement durable en Grande-Bretagne, véritable gardien du paysage[934], et, selon J.F.O. McAllister, ses excentricités peuvent désormais être considérées comme des présciences : il était simplement en avance sur son temps[935]. Il décide, dès 1985, de pratiquer une agriculture biologique dans son domaine du Gloucestershire, ce qui est alors risqué. Les ventes de sa marque « Duchy Originals » rapportent, en 2004, 70 millions de livres sterling. Poundbury est un village modèle dont il a supervisé la construction, réalisée à l'aide de

[933] Site Internet de *Wales World Nation*, www.walesworldnation.com, consulté en mars 2005.

[934] Cette expression est utilisée par François-Charles Mougel pour qualifier les élites britanniques montantes : « D'une manière de plus en plus affirmée, à l'instar du Prince Charles, les élites se présentent en gardiens du paysage, du patrimoine et en vecteurs de la nouvelle philosophie du ruralisme écologique au service de la communauté nationale : sans doute faut-il voir là l'amorce d'une nouvelle légitimité élitaire », *Les Elites britanniques de la Glorieuse Révolution à Tony Blair (1688-2005)*, Paris : Ellipses, 2005, p. 147. Elle rappelle celle de Sylvie Deraime, voir p. 259.

[935] J.F.O. McAllister, « A right royal makeover », *Time*, 07-11-2005, pp. 36-37.

matériaux traditionnels. C'est un exemple de développement durable dans la mesure où mixité sociale, développement de l'agriculture biologique et réformes de l'urbanisme pour améliorer les conditions de vie des communautés sont de rigueur. Le Prince Charles déclare en 1993 : « How can any realistic person not take the threat of global warming seriously? », et, dans un essai rédigé en 2002 :

> *I've come to realize that my entire life so far has been motivated by a desire to heal – to heal the dismembered landscape and the poisoned soil; the cruelly shattered townscape, where harmony has been replaced by cacophony*[936].

Il semble donc qu'il a finalement mérité son titre de Prince de Galles, et J.F.O. McAllister conclut son article de la façon suivante :

> *It is also fair to say that within the cocoon of royalty, […], he has created a role for himself of such scope that if he were a commoner, you would call it a remarkable and successful career. Over time he has figured out how to use the powers of his position to give practical outlet to a wide range of passionate convictions about how to improve the world*[937].

C'est pourquoi, malgré l'avis de Patrick Hannan selon lequel le Prince de Galles n'a plus aucune utilité[938], celui-ci paraît plus que jamais représenter le pays de Galles qui lui a concédé son titre.

Ainsi, si la mise en place de l'Assemblée a signifié un grand progrès pour le pays de Galles, il semble que son premier bilan est plutôt mitigé et qu'elle n'a pas réellement atteint les objectifs qu'elle s'était fixés. Nous allons maintenant étudier les différents glissements opérés par l'Assemblée dans ses textes par le biais d'une étude de l'énergie et du développement durable.

Chapitre 2. L'énergie et le développement durable

L'énergie est devenue, au début du XXI[e] siècle, un secteur primordial : en maîtriser les sources est synonyme de puissance. Les pays ont pris conscience du défi qui les attend dans les années à venir. Ils devront, en effet, réduire les émissions de gaz à effet de serre afin de contrôler le réchauffement climatique, et utiliser des sources d'énergie de plus en plus difficiles à obtenir. Nombre de pays exportateurs connaissent une instabilité politique, et l'approvisionnement en ressources énergétiques est maintenant une véritable arme, ce qu'ont montré les tensions entre la Russie et l'Ukraine pendant

[936] Le Prince Charles, cité par J.F.O. McAllister, *loc. cit*.

[937] *Loc. cit*.

[938] « […] since titles and ceremonials are out of tune with these more democratic times, is there any particular need for a prince to pop in from time to time to dish out a bit of praise and encouragement? In other words, what is a Prince of Wales for? », Patrick Hannan, *op. cit*., p. 129.

l'hiver 2005-2006. Les pays demandeurs de gaz et de pétrole sont devenus vulnérables et dépendants de ceux qui les exportent. Par conséquent, tous les partis politiques sont concernés par le débat sur l'avenir énergétique, ce que souligne Huw Irranca-Davies, député travailliste gallois :

> *It is a positive sign of the times that all political parties in the UK have placed energy and environmental issues as a top priority and politicians of all persuasions are eager to demonstrate their green credentials*[939].

Deux décisions s'imposent : réaliser des économies d'énergie tout d'abord, puis diversifier les sources tout en promouvant les énergies renouvelables. Les pays développés sont donc à un croisement énergétique et doivent choisir quel chemin prendre.

Le pays de Galles est riche en ressources énergétiques : il possède plusieurs barrages hydro-électriques, deux centrales nucléaires, des gisements de charbon longtemps exploités. L'énergie est un sujet délicat pour l'Assemblée. La gestion de telles ressources a toujours été une pomme de discorde entre les Gallois et le gouvernement de Londres. D'autre part, ce sujet se trouve au cœur des considérations de développement durable[940] et c'est l'un des objectifs de son programme d'action, défini dans *Wales, A Better Country*[941] : quelle(s) source(s) d'énergie l'Assemblée doit-elle par conséquent encourager et valoriser ? Celle-ci est confrontée à un choix politique, il lui est difficile de s'aliéner une partie de l'électorat dont elle dépend. Mais il s'agit aussi d'un choix de politique : le *GOWA 1998* stipule qu'elle doit prendre en compte le principe de développement durable dans chacune de ses décisions, dans chaque point de son programme. Toutefois, la gestion des sources d'énergie n'est pas une fonction dévolue à l'Assemblée, ce qui peut paraître paradoxal puisqu'elle a choisi de placer le souci de l'environnement au centre de sa politique. Ses pouvoirs sont, de ce fait, plutôt limités. C'est bel et bien Londres, et non Cardiff, qui déciderait, ou décidera, de construire une nouvelle centrale nucléaire au pays de Galles. Par conséquent, c'est un sujet délicat et source de controverses, ce qu'indique Hugh Richards, membre de la *Welsh Anti-Nuclear Alliance*, dans un article du *Western Mail* :

> *In the end it [the government] has got to do what it believes to be right in the long-term interests of the country. About energy security and supply, that will mean issues that are bound to be extremely controversial*[942].

---

[939] Huw Irranca-Davies, « Our energy challenge », *Western Mail*, 08-04-2006.

[940] L'énergie est rattachée, depuis mai 2007, au ministère du développement durable et rural, dirigé par Jane Davidson.

[941] « Develop a strategic framework for energy matters in Wales », *Wales, A Better Country*, *op. cit*., p. 31.

[942] Hugh Richards, cité par Martin Shipton, « Secret plan for nuclear power plant », *Western Mail*, 30-12-2005.

Sa réaction est révélatrice des tensions et des rapports de force existant entre la population galloise et l'Assemblée, d'une part, et entre le gouvernement de l'Assemblée et celui de Londres, d'autre part. Les débats sont virulents quant au choix des sources d'énergie, entre les sources traditionnelles, le nucléaire et les énergies renouvelables, ainsi que la localisation des sites. Les ONGE se mobilisent, tout comme les défenseurs du paysage, parfois surnommés les « conservationnistes ». Rien que dans la région de Bridgend, les discussions se multiplient à propos des éoliennes, des mines de charbon à ciel ouvert et d'une centrale biomasse. Après avoir étudié les énergies anciennes au pays de Galles, nous nous intéresserons aux énergies renouvelables.

2.1 Les énergies anciennes

2.1.1 Le charbon

Le pays de Galles est riche en énergies anciennes, en particulier les énergies fossiles tel le charbon. Cependant, ces énergies connaissent une crise, surtout depuis les années 1980, décennie au cours de laquelle de nombreuses mines ferment, une seule étant encore en activité en 2006, celle de *Tower Colliery*. Si le pays de Galles compte 200 000 mineurs en 1984-1985, au moment des grandes grèves, ils ne sont plus que 20 000 en 1993, et moins de 10 000 cinq ans plus tard. Le charbon, dépassé par le gaz, ne représente en 1998 que 30% de l'électricité produite en Angleterre et au pays de Galles. L'économie galloise, grandement dépendante de l'extraction minière, est touchée de plein fouet, et des villes telles que Merthyr Tydfil font face à des taux de chômage supérieurs à 60%. En outre, c'est l'exploitation de ces ressources énergétiques qui dégrade le paysage et l'environnement gallois, et impose des conditions de travail, mais aussi de vie, particulièrement difficiles à la population. Une association, *Wales Against Opencast*, se mobilise contre l'exploitation des mines à ciel ouvert. C'est un des groupes de pression défendant une seule cause les plus importants au pays de Galles, et il constitue un bel exemple d'une alliance réussie entre les communautés galloisante et anglophone. Utilisant au départ des arguments de type NIMBY[943], il exploite rapidement des informations plus sophistiquées sur la réduction des gaz à effet de serre, fournies par les autorités locales. Dans les années 1980, les salaires sont très bas, et les mineurs se mobilisent pendant plusieurs mois, encouragés et encadrés par Arthur Scargill. Leur combat se solde par un échec, le pays s'étant rendu compte qu'il pouvait se passer du charbon, mais il est trop tard pour le paysage. La première *AONB*, couvrant environ 190 km^2, est établie le 9 mai 1956 dans le Gower afin de préserver un environnement encore épargné par l'industrialisation : « Gower was selected for its classic coastline and an outstanding

[943] NIMBY signifie « Not In My Backyard ». Cette expression désigne une attitude consistant à soutenir les projets écologistes, mais loin de chez soi.

natural environment that was considered the last outpost of unspoilt beauty in industrial south Wales »[944]. La population elle-même est frappée. Personne n'a oublié la catastrophe d'Aberfan en octobre 1966 : le nom même de cette petite ville est aujourd'hui devenu synonyme de tragédie au pays de Galles[945]. De même, la marée noire qui frappe les côtes de Milford Haven, suite au naufrage du *Sea Empress* en février 1996, marque les esprits. Pour en célébrer le premier anniversaire, *Cardigan Bay Earth First*, association rattachée à *Earth First!*, lance sur Internet un appel à la mobilisation, en soulignant que le pays de Galles n'a nul besoin de l'industrie du pétrole :

> *Wales has no need for the oil industry and must stop extracting fossil fuels. The only way to stop another Sea Empress disaster is to shut down Milford Haven[946].*

Cela pose la question de la possible présence d'activités industrielles lourdes dans des zones naturelles protégées, ou de la difficile gestion de l'ambivalence du paysage gallois, ce que soulignent Neil Caldwell et Clive Morgan dans un document publié par le *IWA* et intitulé *Lessons from the Sea Empress* :

> *Does the Sea Empress disaster illustrate once and for all that it is impossible for an area of heavy industry and a major port to coexist in harmony within an internationally valued coastal area? [...] Need economic development and the needs of the environment necessarily be in conflict?[947]*

Selon eux, il est tout à fait possible de concilier le souci pour l'environnement et la poursuite de l'industrie du pétrole à Milford Haven. Ils proposent donc un plan en quatre points : une complète transparence dans le cadre de toutes les décisions mettant l'environnement en danger, la mesure et la prise en compte de l'impact environnemental de toute proposition de développement, une étude menée par les organismes publics sur les obligations environnementales des instances décisionnaires ainsi que les procédures qu'elles doivent appliquer, et l'évaluation régulière des dernières technologies afin d'améliorer la sécurité. Les opposants à l'activité portuaire à Milford Haven demandent, quant à eux, que l'estuaire de Cleddau devienne une *SAC*. Il faut néanmoins rappeler que ces industries fournissent de nombreux emplois dans une région fortement touchée par le chômage, et doivent coexister avec le

---

[944] John Taylor, responsable de la politique du *Countryside Council for Wales*, écrivant pour le *Western Mail*, « Gower inspirations and dreams », 09-05-2006.

[945] John Humprys, dans son documentaire « Wales in our time », évoque Aberfan ainsi : « It wasn't a key event; it was the key event. I think it made its mark on everyone who was even remotely involved with it. For those of us who were there on that terrible day the mark is indelible. To have watched those men digging in the muck that crushed the school in a desperate, and mostly futile effort to save their own children was to witness human suffering on a different scale. I have seen many terrible disasters since then – too many – but nothing begins to compare with Aberfan », *op. cit*.

[946] *Cardigan Bay Earth First*, citée par James Stewart « Mixing oil with ecology », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 1997, p. 35.

[947] Neil Caldwell & Clive Morgan, *Lessons from the Sea Empress*, *IWA's Gregynog Papers*, Vol. 1, n°3, Cardiff : *IWA*, mars 1997.

tourisme qui génère 40% des revenus du Gwynedd. Ainsi, ces énergies traditionnelles évoquent pour beaucoup la pollution, la dégradation de l'environnement et le réchauffement climatique.

Cependant, le charbon pourrait aujourd'hui redorer son blason, grâce à la technologie dite du charbon propre : celui-ci est chauffé pour être transformé en hydrogène. Dès 1991, un rapport de l'Agence internationale de l'énergie préconise ce procédé[948]. Les dirigeants de la *Tower Colliery*, dernière mine en activité au pays de Galles, située à Hirwaun et possédée depuis 1994 par les ouvriers eux-mêmes[949], ont lancé une véritable campagne de réhabilitation du charbon, jusqu'alors considéré comme une énergie sale et dégradante. Ainsi Tyrone O'Sullivan, son PDG, souligne, dans un article du *Western Mail*, que des pays comme l'Inde, la Chine et les États-Unis ont récemment augmenté leur production. Il insiste sur le fait que le charbon pourrait représenter l'avenir du pays de Galles en matière d'énergie :

> *The question is, are you going to go nuclear? Green [energy] is not going to get us there, so let's not bull any more, it's coal or nuclear. [...] I would say the future of coal mining in Wales, if the will is there, would be very powerful. It could be booming*[950].

Il conseille donc au gouvernement de renforcer la production galloise afin de ne pas dépendre, dans un avenir proche, des importations. Face à l'envolée du prix du pétrole, le *WAG* envisagerait la réouverture de plusieurs mines.

Tyrone O'Sullivan est rejoint en ce sens par Mark Jaccard, expert international en énergie durable, qui publie, en 2006, un ouvrage intitulé *Sustainable Fossil Fuels* dans lequel il explique que les énergies fossiles, longtemps décriées, constituent la meilleure source d'énergie pour la planète. Il avait affirmé pendant vingt ans qu'elles étaient sales, mais il est aujourd'hui convaincu que charbon, gaz et pétrole, en abondance, ne sont pas nécessairement des énergies polluantes. Les gouvernements, au lieu de se tourner vers des technologies renouvelables incertaines et coûteuses comme le vent, la marée, les énergies solaire ou nucléaire, devraient, selon lui, investir pour rendre les énergies fossiles propres[951]. Nous pouvons nous demander dans quelle mesure le pétrole se trouve encore en grande quantité sur

---

[948] *Power Station Refurbishment: Opportunities for Coal, IEA Coal Research*, Londres : International Energy Agency, 1991 : « The major attraction of coal gasification, however, arises from the low emission levels attainable by pre-combustion gas cleaning. The existence, in some areas, of stringent emission control regulations which require that the best available control technology be used may weigh heavily in favour of coal gasification processes in the future », p. 54.

[949] La mine représente aujourd'hui un exemple de réussite du modèle gallois, et a même inspiré un opéra intitulé *Tower*.

[950] Tyrone O'Sullivan, cité dans Tomos Livingstone, « The future of coal mining in Wales could be very powerful, it could be booming – if the will is there », *Western Mail*, 22-03-2006.

[951] Mark Jaccard, *Sustainable Fossil Fuels: the unusual suspect in the quest for clean and enduring energy*, Cambridge : Cambridge University Press, 2006.

notre planète. Le journaliste Ken Hopkins, partisan de cette technologie, le cite comme référence, et rappelle que le charbon est l'une des ressources principales du pays de Galles :

> *We must invest public money in clean, safe, modern, coal-powered stations, and so begin to make the best and most economic use of what is our obvious natural power source. [...] When the Government produces its energy policy, let us not foolishly ignore our own principal source. Certainly, in Wales, whatever England does, can we not now have Rhodri Morgan, our own First Minister and our own national Assembly, make better use of our own best Welsh coal*[952]*?*

Son discours, aux échos nationalistes, reflète aussi un sentiment de singularité : le pays de Galles peut, et doit, se différencier de l'Angleterre dans sa politique énergétique, en tirant profit de ses propres ressources. Les Gallois n'ont en effet pas oublié combien l'Angleterre a exploité les ressources de la Principauté lors de la Révolution Industrielle, notamment le charbon. Or, dans un livre blanc sur l'énergie publié en 2003, *Our Energy Future – creating a low carbon economy*, le gouvernement britannique rappelle l'importance du charbon pour l'économie, et mentionne la technologie du charbon propre, dans un paragraphe intitulé « There may be opportunities for cleaner coal technologies »[953]. L'Assemblée elle-même, dans ses recommandations au gouvernement de Londres en prévision du rapport de 2006, encourage le développement de plusieurs types d'énergie, comme les énergies fossiles plus propres. Andrew Davies, alors Ministre gallois de l'énergie, souligne l'intérêt du charbon et du gaz naturel :

> *There is no doubt that clean coal and gas fired fuel power stations will play a major role in Welsh electricity production for the next twenty years and more, with Wales about to play an important UK gas supply role through the £2 billion Liquid Natural Gas developments underway at Milford Haven in West Wales*[954]*.*

Ses propos indiquent l'intention du *WAG* de soutenir cette nouvelle source d'électricité que représente le gaz naturel liquide.

2.1.2 Le gaz naturel liquide[955]

Le gouvernement gallois n'a de cesse de vouloir diversifier les moyens de produire de l'électricité. Depuis 2004, le *WAG* s'intéresse plus particulièrement au *LNG*, ressource que ne possède pas le pays de Galles, mais qu'il peut facilement importer. C'est la raison pour laquelle celui-ci souhaite en

[952] Ken Hopkins, « Let's use our own coal », écrit pour le *Western Mail*, 25-03-2006.

[953] *Our Energy Future – creating a low carbon economy*, Cmnd 5761, Londres : *HMSO*, 24 février 2003, p. 14.

[954] Andrew Davies, cité dans « Climate Change – The tide is turning », *NAW press release*, 17-02-2006.

[955] Nous utiliserons, dans un souci de clarté, le sigle *LNG*, tiré de « Liquid Natural Gas », pour désigner le gaz naturel liquide.

développer le commerce, en soutenant deux projets : tout d'abord, celui de construire des terminaux à Milford Haven, puis de relier ces terminaux à l'Angleterre par un gazoduc.

2.1.2.1 Milford Haven

Deux projets sont envisagés, en 2004, afin de faciliter l'importation du *LNG* au pays de Galles : la construction de deux terminaux à Milford Haven, dans le Pembrokeshire, d'une part, et la reconversion d'un ancien site Shell à Amlwch par une entreprise américaine, CanatXX Energy Ventures, d'autre part. Celle-ci projette d'importer le *LNG* à Amlwch par tanker, avant de l'acheminer jusqu'à Fleetwood, dans le Lancashire, par un gazoduc sous-marin. Elle a également l'intention de construire une centrale électrique de 1 200 mégawatts alimentée au gaz, et opérationnelle en 2010. Des négociations débutent en mai 2004 entre la *Welsh Development Agency*, représentée par Brian Barrows, responsable du secteur énergie, et plusieurs entreprises en vue de la réalisation de deux autres centrales, situées près des terminaux et prêtes à entrer en service aussi en 2010. Celles-ci nécessiteraient cinq ans de travaux. La construction des deux terminaux de Milford Haven, source de 700 emplois, commence à l'automne 2004. Le *LNG* sera importé du monde entier par *Petronas*, entreprise malaisienne, et les terminaux gérés par *Dragon LNG*, consortium réunissant *British Gas Group*, *Petronas* et *Petroplus*, entreprise néerlandaise. Ceux-ci signent dès le mois d'août 2004 un contrat, d'une valeur de quatre milliards de livres sterling, avec la compagnie de gaz britannique *Centrica*. Ce contrat, d'une durée de 15 ans, doit prendre effet entre octobre 2007 et février 2008. Début octobre 2004, les autorités locales accordent une licence d'exploitation au consortium.

Il semble, par conséquent, que la volonté du *Pembrokeshire Council* soit de faire de Milford Haven l'une des plaques tournantes du commerce de l'énergie, et donc l'un des ports les plus fréquentés de tout le Royaume-Uni, ce que souligne Andrew Davies en 2004 : « Today's announcement by Centrica is a further boost for the economy of West Wales, and positions Pembrokeshire as the energy capital for both fossil fuels and renewable energies »[956]. De quelles énergies renouvelables parle-t-il ? Milford Haven est, en effet, plutôt renommé pour ses nombreuses raffineries de pétrole. Son port pourrait, quoi qu'il en soit, progresser du cinquième au troisième rang dans le classement des ports britanniques en terme de fréquentation. Le trafic maritime pourrait augmenter de 7% grâce aux nouveaux terminaux, sachant que, selon la *Milford Haven Port Authority*, l'industrie maritime rapporte un milliard de livres sterling au comté chaque année. Ted Sangster, son directeur, insiste sur cet aspect du projet :

[956] Andrew Davies, cité dans « West Wales base for £4bn gas deal », *BBC News*, 11-08-2004.

It's a very welcome boost to our traffic and also a very welcome boost to the Pembrokeshire economy. Skilled, well-paid jobs, are hard to come by in Pembrokeshire and the spin-offs from this announcement would be significant[957].

Il considère que la présence des terminaux permettra de faire chuter le prix de l'électricité dans la région, qui doit pour l'instant en importer pour couvrir ses besoins, et donc d'attirer de nouvelles entreprises. Son point de vue est partagé par John Allen Mirehouse, à la tête depuis 1999 du *Pembrokeshire Council* :

It's not jobs at any price – these are good quality jobs, these are safe jobs. After the importation of LNG through Milford Haven, instead of being one of the most expensive places in the country for gas, we will suddenly become one of the cheapest[958].

Les défenseurs du projet avancent ainsi des arguments économiques pour justifier l'implantation de nouveaux terminaux à Milford Haven, région déjà sinistrée du point de vue environnemental. Ils doivent pourtant affronter les inquiétudes des riverains.

Les craintes des habitants du Pembrokeshire, soumis depuis les années 1960 aux effets de l'industrie pétrochimique, sont parfaitement résumées dans le courrier adressé au *Western Mail* par l'un de ses lecteurs, David Gwyn Watts, résident de Milford Haven :

Why all the fuss about LNG safety? When the oil companies came to Milford Haven fifty years ago, they assured us that oil spills would be very rare occurrences.

No doubt the LNG supporters will be just as careful as the oil companies have been in handling their dangerous cargoes. So we can expect a minor leak of LNG every month or two, a serious incident every couple of years, and a major disaster only every 10 to 15 years. Surely we can put up with these minor inconveniences?[959]

Cet habitant a peur que l'histoire ne se répète. Julian Rosser, président de *FoE Cymru*, ressent la même appréhension et s'inquiète des risques pour la population, certaines familles vivant à proximité des sites envisagés pour l'implantation des terminaux :

One concern is about safety and whether these sorts of terminals should be close to centres of population. They don't tend to site them close to populated areas in North America[960].

---

[957] Ted Sangster, cité dans « Gas deal boost for Pembrokeshire », *BBC News*, 11-08-2004. Cet article est rédigé à l'occasion de la signature du contrat entre *Centrica* et *Dragon LNG*.

[958] John Allen Mirehouse, cité dans « Protesters fail to halt gas plant », *BBC News*, 12-10-2004.

[959] David Gwyn Watts (Milford Haven, Pembrokeshire), courrier adressé au *Western Mail*, publié le 16-02-2006.

[960] Julian Rosser, cité dans « Gas deal boost for Pembrokeshire », *op. cit*.

Cette remarque fait écho à celle formulée quelques décennies auparavant au sujet des centrales nucléaires. *FoE Cymru* ajoute un second argument : l'ONGE estime que le *LNG* importé à Milford Haven a un mauvais rendement énergétique. Il serait 20 à 30% moins efficace que le gaz de la Mer du Nord car, pour pouvoir l'utiliser, il faut le refroidir. Une telle opération nécessite évidemment de l'énergie. Neil Crumpton, porte-parole de l'association pour ces questions, compare son rendement à celui des nouvelles centrales alimentées au charbon. Il conclut que cette source d'énergie est tout aussi polluante, et qu'elle ne permettra pas de réduire la dépendance du Royaume-Uni puisqu'elle sera importée : « At a time when we need to be reducing our dependence on fossil fuels from the Middle East it is a pity that old-fashioned, inefficient technologies such as this should be proposed for North Wales »[961]. Un groupe d'opposants, composé de résidents et d'hommes d'affaires locaux, est alors constitué. *Safe Haven* rédige une pétition qui parvient à rassembler plusieurs centaines de signatures. Il propose une solution alternative pour importer le *LNG* : pourquoi ne pas construire une plateforme offshore, sur le modèle américain ? Beaucoup de demandes d'implantation sont en effet rejetées aux États-Unis en raison de la trop grande proximité avec les habitations. *Safe Haven* ne peut, cependant, s'opposer au projet qui suit son cours.

2.1.2.2 Le gazoduc

Le *National Grid* annonce, fin 2004, son intention de construire un gazoduc à haute pression, long de 185 km et enterré à 1,2 m de profondeur, afin de relier Milford Haven à Tirley, dans le Gloucestershire. Cette construction sera réalisée en deux phases, la première permettant de rejoindre Aberdulais, près de Swansea, au printemps 2006, et la deuxième d'atteindre Tirley. Le tracé proposé par le *National Grid* traverse le parc national des Brecon Beacons, espace protégé depuis 1957. Une première consultation publique est organisée en février 2005, à laquelle assistent *Transco*, l'entreprise chargée de la construction du gazoduc, et les habitants. Plus de 500 propriétaires et agriculteurs, représentés par la *FUW* qui insiste sur l'impact du projet sur la communauté agricole, sont concernés. Ceux-ci expriment leurs préoccupations, notamment au sujet de la sécurité, non seulement au moment des travaux, mais aussi lors des opérations de maintenance. Ils évoquent également les risques de fuite ou d'attaques terroristes. Cette consultation fait l'objet d'un article sur le site Internet de *BBC News* le 2 février 2005[962], dans lequel, étrangement, les représentants de *Transco* refusent d'être cités. Ils préfèrent publier un communiqué de presse dans lequel ils insistent, de façon ironique, sur l'importance de la phase consultative : « Transco is undertaking a wide consultation process prior to

[961] Neil Crumpton, cité dans « Criticism of £800m gas plan », *BBC News*, 29-06-2004.

[962] « Farmers' fears over gas pipeline », *BBC News*, 02-02-2005.

construction and is committed to minimising the pipeline's impact to the landowners and tenants whose lands we will cross, local communities and to the environment »[963]. Les riverains ne sont guère écoutés.

Une deuxième consultation publique a lieu le 18 janvier 2006, au cours de laquelle les propriétaires reçoivent un document stipulant qu'ils ont six semaines pour accepter la proposition du *National Grid*, prêt à les dédommager pour le préjudice causé par l'implantation du gazoduc sur leur propriété. Les habitants ont ainsi le sentiment de subir des pressions, et ne se rendent pas toujours compte qu'ils peuvent parfaitement refuser cette proposition, ce que rappelle Gavin Hogg, propriétaire lui-même, gérant le *Green Man Mountain Boarding Centre* près de Beacon :

> *You have to read well into the document to get to a small paragraph saying that it's subject to consent. The documentation that appears on your desk makes it seem a fait accompli[964].*

Le *National Grid* doit également terminer une étude d'un an sur l'impact environnemental du projet pour pouvoir demander l'autorisation du *Department of Trade and Industry* (*DTI*), qu'il reçoit en mai 2006 pour la phase 1 des travaux.

Ce projet de construction de gazoduc entraîne la résurgence d'un vieux conflit, entre défenseurs du paysage et partisans de la nécessité économique. Les arguments auxquels les deux camps ont recours rappellent ceux utilisés à la fin des années 1950 pour Trawsfynydd. Les premiers sont très critiques au sujet du tracé envisagé par le *National Grid* puisque le gazoduc doit traverser des espaces sauvegardés. Le *CPRW*, par l'intermédiaire de Sioned Humphries, l'une de ses membres, considère que les parcs nationaux devraient bénéficier de privilèges particuliers en tant que paysages extrêmement importants : « We're worried about the fact it still runs through the national park and also through three rivers of European importance and a number of sites of scientific interest »[965]. Le débat suscité semble donc ne pas avoir changé : quelle est la véritable valeur de ces parcs nationaux ? Les objections du *CPRW* sont reprises par la *Brecon Beacons National Park Authority*, qui doit cependant avouer son incapacité à s'opposer au projet. Elle ne peut que tenter de minimiser son impact visuel, ce qu'elle déclare, en octobre 2005, dans un communiqué :

> *We cannot prevent the pipeline passing through the national park but we will do all we can to minimise how much of it comes into the park and work hard to ensure there is no lasting damage to the beauty, wildlife, cultural heritage and farming practices of this national treasure[966].*

---

[963] Communiqué de presse publié par *Transco*, cité dans « Farmers' fears over gas pipeline », *loc. cit.*

[964] Gavin Hogg, cité dans « Beacons gas pipe bonus criticized », *BBC News*, 11-01-2006.

[965] Sioned Humphries, citée dans « Countryside fear for gas pipeline », *BBC News*, 27-10-2005. Les trois rivières qu'elle mentionne sont la Wye, l'Usk et la Tywi.

Elle reconnaît son impuissance, malgré ses prérogatives, à protéger le paysage contre un projet encore une fois conçu pour approvisionner en partie l'Angleterre. Cela ne l'empêche pas, néanmoins, d'affirmer un mois plus tard, lors d'une réunion avec *Transco*, son intention de rejeter toute demande d'autorisation formulée par le *DTI* pour traverser les Brecon Beacons, comme l'indique Chris Gledhill, responsable du parc :

> *We have no objection to the original plans to build a pipeline between Milford Haven and Aberdulais – indeed this is what National Grid explained to us was the original concept. It is the route of this pipeline and the very need for the pipeline beyond Aberdulais that we are objecting to, and we do not believe that Transco has demonstrated an unequivocal case for either*[967].

Il souligne qu'il ne voit pas l'intérêt de prolonger le gazoduc jusque dans le Gloucerstershire, car cela se ferait au détriment des paysages gallois.

Les habitants décident de former une association nommée *Safe Haven Network*, issue de *Safe Haven*, qui n'a malgré tout pas pu empêcher la construction des deux terminaux de Milford Haven. Le but de cette association est d'aider les propriétaires à résister aux opérations de lobbying menées par le *National Grid*. Elle envisage, pour ce faire, d'intenter une action en justice pour protester contre l'expropriation des terrains, parfois nécessaires. Une deuxième association est mise en place par les habitants de Cilfrew, près de Neath, où le *National Grid* envisage de construire une centrale, afin de réduire la pression du gaz dans le gazoduc, dont le diamètre diminue lorsqu'il se divise en plusieurs tuyaux. Lors d'une consultation début 2006, les résidents s'opposent à la demande d'autorisation déposée auprès du *Neath Port Talbot Council*. Linda Ware, membre de cette association, s'inquiète de la proximité de la centrale : « We know the plant has to be built somewhere but with mile after mile of open inhabited countryside to the east and west of the proposed site why put our village at risk? »[968]. En outre, la population s'interroge à propos du silence de l'Assemblée sur ce dossier, attitude qu'elle regrette. Les habitants des régions concernées, à l'instar de Linda Ware[969], réclament son intervention et envoient, le 10 mai 2006, plus de 40 lettres écrites par des habitants de Cilfrew, de Swansea et du Pembrokeshire, ainsi qu'une pétition, aux membres du *Senedd*. Ils ne comprennent pas l'absence de réaction de l'Assemblée, qu'ils pensent être à la solde du *National Grid*. Ils sollicitent aussi

---

[966] Communiqué de la *Brecon Beacons National Park Authority*, cité dans « Countryside fear for gas pipeline », *loc. cit*.

[967] Chris Gledhill, cité dans « Park to oppose gas pipeline plan », *BBC News*, 29-11-2005.

[968] Linda Ware, citée dans « Villagers fight gas pipe station », *BBC News*, 20-01-2006.

[969] Celle-ci déclare : « We are worried about the safety of the plant which will be built just 270 metres from some people's homes. We also have concerns about the construction of the plant, which will involve large lorries using a single access road into the village. We will continue to fight it from every angle but want the Assembly to call it in and oversee the whole thing », Linda Ware, citée dans « Assembly plea to call in gas pipe », *BBC News*, 10-05-2006.

l'intervention du Prince Charles, dont le domaine, le Duché de Cornouailles, doit être traversé par le gazoduc[970].

Les *AMs* partagent peut-être l'argument principal avancé par le gouvernement britannique, celui de la nécessité nationale. Un porte-parole du *National Grid* décrit le projet de gazoduc en ces termes : « […] a very important project for Wales and for the United Kingdom which is in the national need »[971]. Quelle est, pour lui, la signification de l'adjectif « national » ? Parle-t-il du Royaume-Uni ? De l'Angleterre ? Certainement pas du pays de Galles, ce qu'indique Adam Price, député nationaliste de Carmarthen East et Dinefwr, dans une interview accordée à la BBC :

> *That's driven not by Wales' needs, it's driven by energy needs as they are perceived here down in London. It's London unfortunately trumping legitimate concerns in Wales once again*[972].

Il dénonce l'empressement excessif de Westminster et du gouvernement britannique à faire passer le projet. Cette expression fait écho à celle utilisée en janvier 1958 par la *National Parks Commission* au moment de la construction de Trawsfynydd, précédemment citée[973]. Caroline Davidson, porte-parole du *National Grid*, rappelle que toutes ces installations sont nécessaires dans la mesure où les ressources britanniques en gaz naturel s'amenuisent. Selon elle, le nord des Brecon Beacons représente un itinéraire favorable, ce que David Mercer, responsable du projet au sein du *National Grid*, confirme :

> *The preferred corridor provides the best balance between environmental impact, land use and construction requirements. As far as possible we avoid areas of population, taking into account environmental, geological, and archaeological features and constructions, health and safety considerations*[974].

Caroline Davidson s'engage à ce que le *National Grid* remette le paysage en état après les travaux, très classiques à mettre en oeuvre[975]. Par conséquent, les Gallois se sentent désarmés face à de tels projets, et ce malgré la création de leur Assemblée, absente des discussions. C'est cependant au sujet de l'énergie nucléaire que les débats sont certainement les plus virulents au pays de Galles.

---

[970] Voir « Prince urged to oppose pipeline », *BBC News*, 07-10-2005.

[971] Porte-parole du *National Grid*, cité dans « Protest against LNG land purchase », *BBC News*, 11-06-2006.

[972] Adam Price, cité dans « Protest against LNG land purchase », *loc. cit*.

[973] Voir p. 136.

[974] David Mercer, cité dans « Countryside fear for gas pipeline », *op. cit*.

[975] Nick Syred, professeur d'ingénierie mécanique à l'Université de Cardiff, considère que les seules difficultés consisteront à éviter les zones trop peuplées et les montagnes des Brecon Beacons. Selon lui, la construction du gazoduc devrait durer entre 18 et 24 mois. Voir « Gas pipeline is 'routine project' », *BBC News*, 27-10-2005.

2.2 Le développement de l'énergie nucléaire

C'est dans les années 1970 que les deux centrales nucléaires galloises, celles de Wylfa et Trawsfynydd, sont opérationnelles. La première, équipée de deux réacteurs, se trouve sur l'île d'Anglesey, en pleine *AONB*, et devrait fonctionner jusqu'en 2010. Au cours d'une journée normale, elle produit suffisamment d'électricité pour approvisionner en même temps deux villes comme Liverpool et Manchester. Quant à Trawsfynydd, située dans le parc national de Snowdonia, elle ne fonctionne plus depuis 1993, et doit être démantelée. Sachant que Wylfa fournit aujourd'hui 40% des besoins en électricité du pays de Galles, que faire après 2010 ? La Principauté est à un tournant : doit-elle poursuivre avec l'énergie nucléaire, ce qui implique de construire de nouvelles centrales, ou saisir l'opportunité qui s'offre à elle de changer de sources d'énergie, en privilégiant les énergies propres et renouvelables ? Cette question est largement posée dans une région traditionnellement opposée par principe au nucléaire, thème qui a toujours déclenché des passions[976]. L'Assemblée voudrait en outre atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que du protocole de Kyoto, par lequel les pays se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, en adoptant des énergies propres. Quelle est alors la place du nucléaire ? Peut-on réellement considérer qu'une source d'énergie qui produit des déchets hautement dangereux pour l'homme et la nature, et ce pour des centaines d'années, soit une énergie propre[977] ? Cependant, est-il possible, en l'état actuel des choses, de s'en passer ? Il faut citer à cet égard l'attitude des Verts allemands qui, après avoir annoncé de façon fracassante qu'ils souhaitaient la fermeture des centrales en Allemagne, ont dû revoir leurs prétentions à la baisse une fois au pouvoir. Dans son ouvrage *L'Imposture écologiste*, Philippe Pelletier explique un tel revirement par les contraintes du terrain, et la difficulté à appliquer un programme théorique :

> *Les Grünen ont déjà abandonné la revendication d'une suppression du nucléaire et lui préfèrent celles d'un simple moratoire : il ne s'agit pas seulement d'une manœuvre électorale destinée à récupérer les voix des hésitants, mais bien d'une prise de conscience des dures réalités gestionnaires parallèlement à leur avancée au sein de l'Etat*[978].

[976] Dès février 1982, le pays de Galles se déclare non nucléaire, ou « nuclear free ». C'est en effet à cette date que le *Clwyd Council* adopte une résolution anti-nucléaire : elle est la dernière autorité locale galloise à le faire.

[977] C'est l'avis de la *Nuclear Energy Agency*, selon laquelle : « The analysis of nuclear energy characteristics within a sustainable development framework shows that the approach adopted within the nuclear energy sector is generally consistent with the fundamental sustainable development goal of passing on a range of assets to future generations while minimising environmental impacts and burdens », site Internet de la *Nuclear Energy Agency*, www.nea.fr, consulté en mai 2004.

[978] Philippe Pelletier, *op. cit.*, p. 144.

Il est souvent difficile de concilier théorie et pratique. Qu'en est-il au pays de Galles ? Quel est l'avenir de l'énergie nucléaire dans la Principauté ?

2.2.1 La position du gouvernement britannique

L'Assemblée ne peut décider de construire, ou non, une nouvelle centrale que si celle-ci ne produit pas plus de 50 mégawatts. Elle dépend donc des décisions de Londres. Or, le gouvernement de Tony Blair publie, le 24 février 2003, le livre blanc sur l'énergie, *Our Energy Future – creating a low carbon economy*, dans lequel il définit deux objectifs principaux : réaliser des économies d'énergie et promouvoir les énergies renouvelables, afin de réduire, d'ici 2050, les émissions de gaz à effet de serre de 60%. Il s'engage à ne pas construire de nouvelles centrales nucléaires, préférant investir dans la recherche et le développement pour les énergies propres :

> *Although nuclear power produces no carbon dioxyde, its current economics make new nuclear build an unattractive option and there are important issues of nuclear waste to be resolved. Against the background, we conclude it is right to concentrate our efforts on energy efficiency and renewables. We do not, therefore, propose to support new nuclear build now. But we will keep the option open*[979].

Dans ce document, le gouvernement précise tout de même qu'il n'exclut pas la possibilité d'avoir recours au nucléaire s'il ne parvient pas à atteindre les objectifs fixés. Il ajoute, cependant, qu'aucune décision ne sera prise sans consultation préalable. Andrew Davies, alors Ministre gallois au développement économique, s'engage, dans un discours prononcé quelques jours après la publication du livre blanc : il n'y aura pas de nouvelles centrales nucléaires au pays de Galles pour les vingt années à venir. Londres n'est pas allé aussi loin. Ses propos sont repris dans un article du *Western Mail* :

> *We believe we have the right formula in this energy mix which will mean that we have secure, diverse and affordable energy whilst meeting environmental commitments without any new nuclear power generation in Wales in this time frame*[980].

La construction de nouvelles centrales est coûteuse. C'est pourquoi le gouvernement préfère investir dans les énergies renouvelables, comme le vent ou la marée. De telles conclusions satisfont bien évidemment les Verts britanniques, qui ne manquent pas de s'insurger, en août 2003, contre la décision du gouvernement, en accord avec l'Assemblée galloise, de créer un centre de stockage des déchets au Nord du pays de Galles, afin d'enfouir ceux de la centrale de Trawsfynydd. L'Assemblée s'appuie sur les conclusions d'une commission estimant que ce centre n'aura aucun effet sur l'environnement. Elle rappelle que les circonstances sont exceptionnelles : il est nécessaire de stocker

[979] *Our Energy Future – creating a low carbon economy*, *op. cit*., p. 44.

[980] « Nuclear plants for Wales ruled out », *Western Mail*, 27-02-2003.

les déchets issus de Trawsfynydd pour pouvoir la démanteler. Neil Crumpton, porte-parole de *FoE Cymru*, réagit vivement dans la presse, en insistant sur les risques engendrés par les déchets radioactifs :

> *There is radioactivity in the hardware of the reactors and there are all kinds of dangers because of the risk of fire or an earthquake. There is also the fact that this is going to be a visually intrusive feature far longer than it created energy for*[981].

Il soulève deux arguments différents : le risque lié à la radioactivité et la pollution visuelle, ce qui est plutôt ironique compte tenu du fait que l'association milite en faveur des éoliennes qui, selon les détracteurs de tels projets, nuisent à la beauté du paysage. Ceux-ci les considèrent ainsi comme des verrues dans le paysage gallois.

Depuis 2005, le discours du gouvernement britannique a évolué, et le ton adopté est plus neutre. L'énergie nucléaire est revenue sur le devant de la scène du fait des interrogations au sujet de l'avenir de Wylfa : faut-il prolonger sa durée d'exploitation ? Le livre blanc de 2003 n'aborde pas cette question. Les avis sont partagés au pays de Galles. Le *WAG* demande à Londres de continuer à exploiter la centrale de Wylfa au-delà de la date initialement prévue, pour des raisons essentiellement économiques. Cette centrale approvisionne en effet en électricité une fonderie d'aluminium, *Anglesey Aluminium*. Les élus locaux estiment que 1 500 emplois seront perdus si la centrale ferme. La population, quant à elle, est farouchement opposée au prolongement de sa durée de vie pour des raisons de santé et de sécurité. Elle s'inquiète des conditions d'évacuation de l'île en cas d'accident, Anglesey n'étant reliée à la terre ferme que par deux ponts. En outre, Phil Steel, trésorier de l'association *People Against Wylfa B*, souligne que la centrale a été fermée provisoirement à plusieurs reprises par le passé, parfois même pendant de longs mois, ce qui n'a pas empêché *Anglesey Aluminium* de poursuivre ses activités[982]. *CND Cymru*, également opposée au prolongement de la durée de vie de Wylfa, insiste sur le fait que considérations économiques et souci environnemental ne doivent pas être confondus, ce que souligne Jill Evans, député nationaliste au Parlement européen et responsable de l'association :

> *There's a difference between nuclear energy and the economy of Anglesey. Nuclear power stations do have a finite life and it's the responsibility of the Government of Wales to put into place plans that would recommend that in terms of jobs*[983].

Le *WAG* se place ainsi dans une situation difficile puisque, tout en demandant le prolongement de l'exploitation de Wylfa, il s'oppose à la construction de nouvelles centrales au pays de Galles.

---

[981] Neil Crumpton, « Greens condemn nuclear go-ahead », *Western Mail*, 05-08-2003.

[982] Phil Steel, cité dans Rhodri Clarke, « Residents object to Wylfa renewal », *Western Mail*, 04-02-2006.

[983] Jill Evans, citée dans Matt Withers, « Is Wales destined for a nuclear future? », *Wales on Sunday*, 21-05-2006.

Le gouvernement britannique ne souhaite plus écarter la possibilité d'avoir recours à l'énergie nucléaire pour approvisionner la Grande-Bretagne en électricité, à tel point qu'une rumeur grandissante envahit la presse début 2006 : le Premier ministre envisagerait de construire un nouveau réacteur à Wylfa, pour remplacer le réacteur existant, en fin de vie. Tony Blair demande en effet le 29 novembre 2005 à Malcolm Wicks, Ministre britannique de l'énergie, et à Alan Johnson, Ministre du *DTI*, de réaliser une nouvelle étude sur l'énergie afin de revoir les conclusions de celle de 2003, étude devant être publiée avant l'été 2006. La phase consultative, au cours de laquelle plus de 5 300 réponses sont recueillies et une série de séminaires organisée dans tout le Royaume-Uni, a lieu du 23 janvier au 14 avril 2006. Toutefois, pour de nombreux journalistes et écologistes, Tony Blair a déjà pris sa décision. Cet homme politique incarne l'évolution de la position de son parti sur la question du nucléaire. En effet, dans les années 1980, le parti travailliste s'engage officiellement en faveur du désarmement nucléaire, doutant des aspects positifs du nucléaire civil. Lorsque le pays de Galles déclare officiellement son opposition au nucléaire en 1982, c'est bien évidemment avec le soutien d'une majorité de Travaillistes, très implantés dans la Principauté. Ancien membre du *CND*, le Premier ministre britannique soutient en 2006 la construction de nouvelles centrales au Royaume-Uni. D'autres hommes illustrent l'évolution du parti, à l'instar d'Alan Donelly, autrefois à la tête du groupe travailliste au Parlement européen et devenu un fervent lobbyiste représentant l'entreprise américaine *Fluor*, important fournisseur en matière nucléaire, ou d'Andrew Brown, frère du nouveau Premier ministre Gordon Brown et responsable au Royaume-Uni des relations publiques pour EDF, qui gère une douzaine de centrales en France. Le fait même de demander une nouvelle étude est plutôt révélateur de l'état d'esprit de Tony Blair, ce qu'indique Julian Rosser, directeur de *FoE Cymru* :

> *It's been very clear that Tony Blair has made his mind up for quite a few years. [...] Setting up the review in the first place was a suspicious thing to do given the first review was very clearly saying nuclear power was uneconomic and not something to pursue*[984].

Il considère que le gouvernement britannique n'a pas vraiment engagé les moyens nécessaires au développement des énergies renouvelables, et surtout se montre trop impatient. Celui-ci, en lançant une phase consultative, respecte néanmoins, sur ce point précis, les recommandations faites en 2003.

L'ouverture d'une nouvelle centrale serait un élément inclus dans un projet global de renouveau du nucléaire, projet secret révélé le 30 décembre 2005 par Martin Shipton, journaliste au *Western Mail*, qui s'appuie sur une source haut placée au Ministère de l'énergie. Hugh Richards, membre de la *Welsh Anti-Nuclear Alliance*, lance, dans cet article, un avertissement au gouvernement britannique : « If the Government seeks to pursue this course, I have no doubt that the campaign would involve civil

[984] Julian Rosser, cité dans Matt Withers, « Is Wales destined for a nuclear future? », *Wales on Sunday*, 21-05-2006.

disobedience »[985]. Les réactions sont immédiates. Dès le lendemain, Jill Stannard, secrétaire nationale de *CND Cymru*, s'exprime dans un nouvel article du quotidien gallois sur le sujet :

> *Hugh [Hugh Richards] is right about civil disobedience. Someone told me the other day that "the mother, father, grandmother and grandfather of all direct actions" could be expected. Let's hope so, but best of all, wouldn't it be great if common sense could prevail and the government would stop listening to nuclear lobbyists? It would save a lot of money and time and we could put our expertise and energy into developing real solutions to global warming[986].*

Le gouvernement contre-attaque le 31 décembre 2005 par le biais d'une lettre du Ministre britannique de l'énergie, Malcolm Wicks, publiée dans le même journal, et dans laquelle il se dit favorable au développement de l'énergie nucléaire, au nom de l'environnement et du développement durable, dans le but de trouver des réponses aux changements climatiques et au réchauffement de la planète :

> *Contrary to the opinion of the* Western Mail*, I have not made up my mind on nuclear and there are no "secret plans" to build a nuclear power station in Wales.*
> *The facts are that the Prime Minister announced an Energy Review in November to make sure we are on track to meet our goals set out in the 2003 Energy White paper, and I'm feeding that up. I'm committed to engaging the views of the public on our options for future energy supplies, nuclear is one of the options we'll look at but I'm neutral on that. As part of that review we'll also consider the role or renewables, coal and gas in any future energy mix[987].*

Le gouvernement britannique ne souhaite pas écarter définitivement l'option de l'énergie nucléaire, tout en réaffirmant son engagement pour les énergies renouvelables. Seulement, compte tenu des lourds investissements financiers que nécessiterait la construction de nouvelles centrales, il semble peu probable que celui-ci puisse financer à la fois un programme nucléaire et les énergies renouvelables.

Lors d'un discours donné le 16 mai 2006 à Londres devant un groupe d'hommes d'affaires, Tony Blair se prononce sur la question :

> *Yesterday I received the first cut of the [energy] review. The facts are stark. By 2025, if current policy is unchanged there will be a dramatic gap on our targets to reduce CO_2 emissions, we will become heavily dependent on gas and at the same time move from being 80-90% self-reliant in gas to 80-90% dependent on foreign imports, mostly from the Middle East, and Africa and Russia. These facts put the*

[985] Martin Shipton, « Secret plan for nuclear power plant », *Western Mail*, 30-12-2005.

[986] Jill Stannard, citée dans Martin Shipton, « Civil disobedience », *Western Mail*, 31-12-2005.

[987] Malcolm Wicks, cité dans Martin Shipton, « Minister "neutral" about new nuclear stations », *Western Mail*, 31-12-2005.

replacement of nuclear power stations, a big push on renewables and a step change on energy efficiency, engaging both business and consumers, back on the agenda with a vengeance[988].

Une bataille semble donc s'engager entre le gouvernement de Londres et celui de Cardiff, qui refuse clairement la construction de nouvelles centrales au pays de Galles. Le *WAG* est résolument opposé au nucléaire, tout comme plusieurs députés travaillistes gallois, à l'instar de Siân James, Nia Griffith, Martin Caton et Paul Flynn, ainsi que les Libéraux Démocrates, *Plaid Cymru*, et les ONGE *FoE* et *Greenpeace*. La question se pose alors pour la Principauté : qui décidera ? Les Gallois eux-mêmes par l'intermédiaire de l'Assemblée ? Le gouvernement de Londres ? Pourra-t-il imposer à la population la construction d'une nouvelle centrale, comme il a décidé de façon unilatérale d'inonder la vallée de Capel Celyn à Tryweryn ? Le pouvoir de décision de l'Assemblée est, comme nous l'avons vu, limité, si bien que la population a l'impression que, finalement, la situation n'a guère changé. Glyn Davies[989], porte-parole des Conservateurs gallois pour l'environnement, donc plutôt unioniste, souligne cet état de fait. Craignant un nouveau Tryweryn, il insiste sur l'impuissance des Gallois et sollicite l'intervention de l'Assemblée :

To build a new nuclear power station in Wales without the support of the Welsh people would be the modern day equivalent of flooding Tryweryn. The UK Government must convince the majority of the Welsh people that a new nuclear power station at Wylfa would be safe, cost-effective and essential for the economy. Any secret plans in place to build new nuclear generation capacity in Wales would be an outrage. [...] There must be a role for the National Assembly in the debate[990].

Glyn Davies demande donc un véritable débat, une concertation avec la population dans lesquels l'Assemblée aura un vrai rôle à jouer. Une telle évocation des événements de Tryweryn, un des épisodes clés de la martyrologie galloise, est très efficace, et montre à quel point les Gallois y sont encore sensibles, quelques semaines seulement après que la ville de Liverpool a présenté des excuses publiques[991]. Le débat sur le nucléaire coïncide par ailleurs avec celui sur l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée, à la suite des recommandations formulées par la Commission Richard insistant sur la

---

[988] Tony Blair, discours prononcé à Londres le 16 mai 2006, cité dans Tomos Livingstone, « Nuclear battle with Wales looms as Tony Blair puts N-power plants back on the agenda », *Western Mail*, 17-05-2006.

[989] Glyn Davies, membre du *Wales Conservative Party*, est *AM* de 1999 à 2007. Il prend la tête du *Agricultural and Rural Development Committee* au cours de son premier mandat, puis du *Environment, Planning and Countryside Committee* du 1er janvier 2006 jusqu'en mai 2007.

[990] Glyn Davies, cité dans Martin Shipton, « Minister "neutral" about new nuclear stations », *Western Mail*, 31-12-2005.

[991] C'est en octobre 2005 qu'un texte d'excuses est voté par le *Liverpool Council* : « We realise the hurt of forty years ago when the Tryweryn Valley was transformed into a reservoir to help meet the water needs of Liverpool. For any insensitivity by our predecessor council at that time, we apologise and hope that the historic and sound relationship between Liverpool and Wales can be completely restored », cité dans « Official apology over Tryweryn », *BBC News*, 19-10-2005.

nécessité de lui accorder davantage de prérogatives afin d'améliorer son fonctionnement[992]. Néanmoins, même si Rhodri Morgan, *First Minister*, et Peter Hain, *Secretary of State for Wales* depuis 2002, sont tous deux opposés au nucléaire, ils ne pourront guère se dresser contre le gouvernement de Londres, dont l'Assemblée dépend financièrement. Celui-ci, par l'intermédiaire de Westminster, a théoriquement le pouvoir de la dissoudre, même s'il est bien évident que ce ne serait pas, dans la pratique, concevable. Matt Withers, dans un article intitulé « Is Wales destined for a nuclear future? », rappelle que Rhodri Morgan et Peter Hain, en dépit de leurs velléités d'indépendance, sont tout de même membres du parti travailliste, Peter Hain étant de surcroît membre du Cabinet de Tony Blair :

> *But, realistically, both Mr Hain and Rhodri Morgan have no say in the matter and the Assembly Government is unlikely to want to set itself on a collision course with Westminster[993].*

Le gouvernement gallois va-t-il s'opposer à Londres sur ce sujet ? Sera-t-il le premier conflit sérieux entre les deux instances gouvernementales ?

L'étude commandée par le Premier ministre est officiellement publiée le 11 juillet 2006[994]. Dès les premières pages de ce document intitulé *The Energy Challenge*, la position du gouvernement britannique est claire. Dans sa préface, Alistair Darling, alors Ministre du *DTI*, déclare que le gouvernement souhaite promouvoir le nucléaire afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et de limiter la dépendance du Royaume-Uni envers les pays exportateurs de gaz : « The government believes nuclear has a role to play in the UK not only in reducing emissions but also to maintain the diversity of our electricity generation mix »[995]. Le nucléaire permet de produire, en 2006, près de 20% de l'électricité britannique, mais, d'après les prévisions du rapport, ce chiffre devrait tomber à 6% en 2020, en raison de la fermeture programmée de plusieurs centrales. Ainsi, ce rapport préconise la construction de nouvelles centrales, dont le coût devrait être supporté par le secteur privé, tout en demandant la mise en place d'une stratégie plus efficace de traitement des déchets :

> *Nuclear power is a source of low carbon generation which contributes to the diversity of our energy supplies. Under likely scenarios for gas and carbon prices, new nuclear power stations would yield economic benefits in terms of carbon reduction and security of supply. Government believes that nuclear has a role to play in the future UK generating mix alongside other low carbon generating options[996].*

---

[992] Voir p. 306.

[993] Matt Withers, « Is Wales destined for a nuclear future? », *Wales on Sunday*, 21-05-2006.

[994] *The Energy Challenge, Energy Review Report 2006*, Cmnd 6887, Londres : *DTI*, 11 juillet 2006.

[995] *The Energy Challenge*, *op. cit*., p. 8.

[996] *Ibid*, p. 113.

S'il ne donne pas de détails à propos de l'emplacement des futures centrales, le rapport recommande tout de même de les implanter à proximité de celles existantes[997], ce qui aura bien entendu des conséquences pour le pays de Galles. Il y a de fortes chances pour qu'une nouvelle centrale soit construite à Wylfa. C'est pourquoi le débat sur les prérogatives de l'Assemblée se cristallise autour du nucléaire, illustration des pouvoirs réels des députés gallois, en contraste avec ceux des députés écossais qui, quant à eux, bénéficient d'une capacité de décision sur ce sujet. C'est ce que souligne, peut-être avec perfidie, le rapport sur l'énergie : « Planning is a devolved matter and powers to grant consent for the construction of large power stations in Scotland have been executively devolved, therefore it will be for Scottish Ministers to take such decisions »[998]. Une telle affirmation provoque une réaction virulente dans la presse galloise, en particulier celle du député nationaliste Adam Price :

> *The Government has said what is entirely inacceptable – that Scottish elected MSPs will have a veto on any new nuclear build, whereas our democracy in Wales is judged not to be mature enough to make the decision for ourselves.*
> *It is an affront to the Welsh people that a decision which will affect so many future generations is to be made on our behalf by a Scottish politician [Mr Darling] in a Whitehall Cabinet rather than our own government back home in Wales[999].*

Les nationalistes estiment qu'une telle différence de traitement entre le pays de Galles et l'Écosse est inacceptable. Pourtant, rejeter le nucléaire n'est certainement pas une option viable pour la Principauté qui devra se faire une raison si elle souhaite maintenir les conditions de vie actuelles des Gallois[1000].

2.2.2 Les réactions galloises

Les ONGE réaffirment leur ferme opposition au développement de l'énergie nucléaire. Ainsi, *FoE Cymru* publie plusieurs communiqués de presse virulents, comme celui du 16 janvier 2006, dans

---

[997] Dans une section du rapport intitulée « Where might new nuclear plant be built? », le *DTI* précise : « Any new nuclear stations would be proposed, constructed and operated by the private sector. Industry has indicated that the most viable sites for new nuclear build are likely to be adjacent to existing nuclear power plants », *ibid.*, p. 120.

[998] *Ibid*, p. 113.

[999] Adam Price, cité dans Tomos Livingstone, « Wales can't say no to N-stations », *Western Mail*, 12-07-2006.

[1000] Le *Western Mail* lui-même, qui relaie beaucoup de nombreux propos d'opposants au nucléaire, considère que le pays de Galles en aura besoin au XXI[e] siècle. Dans une annexe à un article de Tomos Livingstone, « Britain lays the ground for nuclear future », publié le 12 juillet 2006, le quotidien insiste sur la complexité du débat : « These are no easy arguments. There has to be a grown-up debate about the future of energy in the UK; we need to find ways of maintaining the standard of living we have become accustomed to, and that may mean some difficult trade-offs. We have the utmost respect for Wales' anti-nuclear campaigners, but the reality is that nuclear power will remain part of the industrial landscape », « *Western Mail* comment: 21st century Wales needs N-power ».

lequel Julian Rosser, son directeur, rejette le nucléaire au profit de l'énergie produite par les éoliennes :

> *The industry spin machine seems to have transformed nuclear power from dead duck to spring chicken almost overnight. However effective their lobbying has been, the fact remains that nuclear is not safe, secure, financially viable or reliable. There is massive untapped potential in Wales for saving energy and generating clean green renewable electricity. That would help tackle dangerous climate change and create far more jobs than nuclear power*[1001].

Son discours correspond presque mot pour mot à celui de Glyn Davies : tous deux considèrent que le nucléaire n'est pas une source d'énergie sûre et fiable. En outre, une campagne intitulée *Keep Wales Nuclear Free* est lancée en décembre 2005 par la branche de *FoE* du Pembrokeshire, dans le but de recueillir un maximum de signatures contre la construction de nouvelles centrales nucléaires au pays de Galles[1002]. L'organisation *Sundance Renewables* (Ammanford) est la première à s'associer à la campagne. Un site Internet, *www.keepwalesnuclearfree.org.uk*, est rapidement mis en place. En janvier 2006, *FoE Cymru* et le *Centre for Alternative Technology* (*CAT*), se rallient à la campagne soutenue par de nombreuses associations et organisations, à l'instar de *Canolfan Corris*, *NoNew Nukes*, *No 2 Nuclear Power* ou le *Swansea Environment Centre*. Alan Simpson, député travailliste pour Nottingham South, est le premier élu à soutenir la campagne. Il est rapidement suivi par Martin Caton, député travailliste pour le Gower, Paul Flynn, pour Newport West, et Nia Griffith, pour Llanelli. Jenny Willott, député pour Cardiff Central, et Mick Bates, *AM* libéral démocrate pour le Montgomeryshire, donnent une conférence de presse le 30 janvier 2006 devant l'Assemblée galloise pour demander aux politiques de tous les partis de soutenir la pétition, et attirer l'attention des médias. Cette pétition, regroupant 2 350 signatures, est remise le 18 avril 2006 au 10, Downing Street par des représentants de *FoE*, du *CAT* et du *Wales Green Party* aux côtés de Jenny Willott, Nia Griffith et Martin Caton. Plus de 1 000 signatures supplémentaires ne peuvent être remises en même temps pour des raisons matérielles, mais le sont plus tard. Jenny Willott, qui mène la campagne, estime que les Gallois sont opposés à la construction de nouvelles centrales :

> *Our message to the government is clear: nuclear power is not the answer to Wales' energy needs. [...] Wales has huge natural resources to provide alternatives, including tidal power, marine currents, solar and wind*[1003].

[1001] Julian Rosser, cité dans « Environmental organizations say no to new nuclear in Wales », communiqué de presse, *Friends of the Earth Cymru*, 16-01-2006.

[1002] Voir annexe 24, p. 531. Ce dessin représente le logo de la campagne *Keep Wales Nuclear Free*.

[1003] Jenny Willott, citée dans Mark Stead, « MP's power protest », *South Wales Echo*, 19-04-2006.

La pétition est remise presque 25 ans après la première déclaration en faveur d'un pays de Galles non nucléaire : en 1982, les huit *county councils* gallois adoptent une résolution s'opposant à la technologie nucléaire. Paul Flynn, signataire à l'époque de la déclaration en tant qu'élu local, considère que le gouvernement de Londres devra tenir compte de l'opinion publique galloise, tout comme par le passé :

> *Wales' voice was heard at that time and I think it should be heard strongly again, against this preposterous idea of new nuclear power stations. This is a blind alley*[1004].

La campagne reçoit le soutien de nombreuses associations et personnalités galloises, dont 11 députés travaillistes. Elle est appuyée par huit organisations : le *CAT*, *CND Cymru*, *FoE Cymru*, *Pembrokeshire FoE*, *Wales Alliance Against Nuclear Weapons*, *Wales Anti-Nuclear Alliance*, le *Wales Green Party* et les *Welsh Liberal Democrats*. Ses partisans sont favorables aux énergies renouvelables, plus respectueuses de l'environnement et plus propres, contrairement au nucléaire. Ce type d'énergie laisse en héritage des déchets dangereux, dont le gouvernement ne sait que faire à l'heure actuelle, et s'avère très coûteux. Depuis 1974, le gouvernement britannique a investi 11,5 milliards de livres sterling dans la recherche sur le nucléaire, c'est-à-dire 12 fois plus que dans les énergies renouvelables. En outre, le démantèlement des centrales existantes devrait coûter 56 milliards de livres sterling, presque 1 000 livres par habitant au Royaume-Uni, et le gouvernement devra forcément s'acquitter d'une partie de la facture pour construire de nouvelles centrales. Néanmoins, l'opinion reste profondément divisée quant il s'agit de réfléchir plus en détail aux énergies alternatives, et surtout à leur implantation géographique, ce que rappelle Jenny Willott :

> *People are still very firmly opposed to nuclear power in Wales. The consensus is less solid about what the alternatives are; there are lobby groups who are very opposed to windfarms for instance. It would be very dangerous if the argument becomes wind versus nuclear. We have a lot of potential in Wales for renewable enrgy, and that's where there is need to build a consensus*[1005].

C'est donc un débat qui divise les Gallois : pour quelle type d'énergie faut-il opter ? Selon Mark Williams, député du Ceredigion, il sera essentiel de choisir entre le nucléaire et un assemblage d'énergies renouvelables :

> *Building a new generation of nuclear power plants is the most costly, dangerous and wasteful energy option available to us. The renewable route will leave us cleaner, greener and more secure. All we*

[1004] Paul Flynn, cité dans Tomos Livingstone, « Nuclear-free Wales MPs take war to n°10 », *Western Mail*, 19-04-2006.

[1005] Jenny Willott, *op. cit*.

require is the political will and the resources to put into place a feasible energy jigsaw of energy efficiency, micro-generation and renewables. Nuclear energy must not be one of the pieces[1006].

Williams rejette l'option de l'énergie nucléaire, chère et polluante, lui préférant une savante combinaison d'énergies renouvelables. C'est le choix fait par l'Assemblée galloise.

2.3 Les énergies renouvelables

Les énergies renouvelables, considérées comme des énergies propres, représentent un aspect important du développement durable. Elles constituent une alternative aux énergies fossiles, responsables des émissions de gaz à effet de serre. Dans le livre blanc de 2003, *Our Energy Future*, elles sont définies de la façon suivante :

> *Renewable electricity can be generated from wind power, wave, tidal, solar photovoltaics (PV), hydrogeneration, geothermal and biomass (energy from forestry or crops). These forms of generation offer an enormous potential resource, particularly in the UK where our coastline provides extensive opportunities to use wind, wave and tidal power. They all produce no carbon at all or, in the case of biomass, produce only the carbon they have already absorbed from the atmosphere when growing*[1007].

Elles sont donc issues de sources particulièrement diversifiées, comme l'eau, le vent, le soleil, ou les arbres, ce qui signifie qu'elles sont *a priori* illimitées et naturelles.

Le pays de Galles, de par son relief et son climat, est une région particulièrement adaptée au développement des énergies utilisant le vent et la marée. En outre, il porte depuis longtemps un intérêt singulier aux énergies renouvelables, malgré son passé minier. Cardiff est déclarée, en 1985, première ville en matière d'action énergétique[1008], résultat de ses efforts pour promouvoir l'efficacité énergétique dans tous les secteurs d'activité, et ce dans toute la ville. Un *Welsh Energy Project* est élaboré en 1991 par un large éventail d'organisations des secteurs public et privé, ainsi que la Commission européenne, décidées à collaborer pour promouvoir le développement durable, par le biais d'une production et d'une utilisation raisonnées de l'énergie au pays de Galles. Deux ans plus tard, ce projet encourage les entreprises et les communautés à réduire leur consommation d'énergie, et à diminuer les émissions de gaz à effet de serre tout en préservant les sites naturels. De nombreux partenariats se mettent en place au cours des années suivantes, à l'instar du *ARENA Network*, établi pour aider les PME à améliorer leurs performances dans ce domaine, ou *ARIES Wales*, créé en 1995 grâce à un financement de la Commission européenne pour promouvoir le développement de projets

[1006] Mark Williams, « Nuclear power 'a waste of public money' », *Western Mail*, 01-02-2006.

[1007] *Our Energy Future – creating a low carbon economy*, *op. cit*., p. 45.

[1008] Cardiff reçoit le titre suivant : « Energy Action City ».

énergétiques correspondant aux besoins des communautés. Les énergies renouvelables ont, en effet, un fort potentiel économique, et permettent à la Principauté de devenir une vitrine du développement durable en Europe et dans le monde. C'est ce que remarque David Rowe-Beddoe, responsable de la *WDA* et du *DBRW*, à la conférence organisée à Cardiff dès avril 1997 par l'*IWA*, la *WDA*, le *DBRW*, *Business in the Community* et la *Midland Bank* : « Renewable energy, once perceived as a quirky fringe activity, is now in sight of developing into a thriving industry »[1009]. Cette conférence intitulée *Wales Renewable Energy 21*, dont le but est d'étudier des actions permettant aux générations galloises futures d'avoir accès, non seulement à une énergie fiable à un prix raisonnable, mais aussi à un bon environnement, rassemble plus d'une centaine de spécialistes de la question. C'est l'occasion de lancer une campagne pour promouvoir et financer le développement de l'industrie des énergies renouvelables au pays de Galles, secteur qui pourrait permettre la création de plus de 5 000 emplois d'ici 2020.

Ainsi, avant même la naissance de l'Assemblée, la Principauté a conscience que le développement durable lui permettra de se faire entendre sur la scène européenne. L'*IWA* partage cet espoir, voilà ce qu'il écrit à propos de la conférence de 1997 :

> *It is hoped that this will set out the Welsh renewable energy industry within the European context and be part of a series of events leading up to the Welsh European summit held in Cardiff in June 1998*[1010].

Il est absolument essentiel pour le pays de Galles de tirer parti du succès d'entreprises galloises telles que *Dulas*, installée à Machynlleth, *Solarpak* à Bridgend, premier exportateur de panneaux photovoltaïques au Royaume-Uni, ou *Cambrian Engineering* au nord, qui fabrique et exporte des éoliennes aux Pays-Bas. Il est possible de citer, à titre d'exemple de l'intérêt pour les énergies renouvelables, le projet d'éco-vallée à Dyfi, près de Machynlleth. Celle-ci est mise en place à l'initiative du *CAT*, créé dans les années 1970 dans le but de promouvoir la conservation de l'environnement et les énergies renouvelables. L'objectif de cette vallée est de concilier développement durable et activité économique, ce qu'explique John Osmond dans un article du *Institute of Welsh Affairs* sur le projet :

> *The Dyfi Valley is being promoted as Europe's first Eco-Valley where a range of organizations have come together to promote green energy and business development*[1011].

La première entreprise à s'y installer est *Dulas Ltd*, dont les activités vont de la production d'énergie solaire pour des hôpitaux en Afrique, exportant ainsi le savoir-faire gallois, à l'évaluation de l'impact

[1009] David Rowe-Beddoe, cité dans « Winds of change », *Agenda, the Journal of the IWA*, Cardiff : *IWA*, été 1997, p. 5.

[1010] « Winds of change », *op. cit*., p. 5.

[1011] John Osmond, « Pioneering a green energy economy: the Dyfi Eco-Valley project », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 1997, p. 36.

sur l'environnement des parcs d'éoliennes construits au centre du pays de Galles. Il s'agit de faire de cette vallée un modèle en matière de développement durable[1012] et de faire connaître le pays de Galles. Lors de la conférence de Cardiff en avril 1997, John Lloyd-Jones, alors secrétaire de la *Welsh National Farmers' Union*, insiste sur ce point précis : « But the main objective of the Dyfi Eco-Valley project is to put Wales on the world map in developing a localised green energy agenda »[1013]. Il était notamment prévu que l'ensemble de l'électricité nécessaire à Machynlleth serait produit par les énergies renouvelables, c'est-à-dire l'énergie hydro-électrique, le bois, l'énergie solaire pour les écoles et les bâtiments publics, ainsi que l'énergie produite par les éoliennes.

Par conséquent, le pays de Galles, avant même que l'Assemblée ne soit instaurée, a pris conscience de l'importance de la question énergétique dans le développement durable. De ce fait, la nouvelle administration n'a plus qu'à décider de ses futurs choix, comme l'indiquent Brian Morgan et Don Snow dans « Renewing Welsh Energy », publié en 1997 :

> *A great deal of useful work has already been done by central and local government, business and community groups to raise awareness and improve energy management. We now need to make practical choices about the development path that the energy market in Wales should take*[1014].

Sur quelle voie va-t-elle décider de s'engager ? Quels seront ses choix et sa politique en matière énergétique ?

Dès 1999, l'Assemblée décide de mettre en place un groupe de travail chargé de préparer un document sur les énergies renouvelables. Mais il faut attendre 2005 pour que soit finalement publié *Technical Advice Note 8: Planning for Renewable Energy*[1015]. Phil Williams, aujourd'hui disparu, s'investit beaucoup, entre 1999 et 2003, pour promouvoir sa vision des énergies renouvelables. Il était convaincu que le pays de Galles pouvait, et devait, ouvrir la voie dans ce domaine. Selon Cynog Dafies, *TAN 8* s'est pourtant révélé assez décevant : « The TAN 8 is a most disappointing document, for one thing because it kowtows to the Ministry of Defence and rules out wind energy development in low-flying areas »[1016]. Ceci nous amène donc à étudier les différents projets de l'Assemblée en matière d'énergie renouvelable.

[1012] « […] to make the Dyfi Valley an exemplary model for a green energy local economy », i*bid*, p. 37.

[1013] John Lloyd-Jones, cité par John Osmond, *loc. cit*.

[1014] Brian Morgan et Don Snow, « Renewing Welsh Energy », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 1996-1997, p. 28.

[1015] *Technical Advice Note 8: Planning for Renewable Energy*, Cardiff : *Welsh Assembly Government*, juillet 2005.

[1016] Cynog Dafies, *op. cit*., p. 19.

2.3.1 Les éoliennes

> *Le débat est important au pays de Galles à propos des éoliennes, qui divisent l'opinion, entre partisans des énergies propres et renouvelables et défenseurs du paysage, à tel point que le magazine* Cambria *décide de consacrer à ce sujet des pages spéciales, dans une rubrique intitulée « The Wind Power Debate », et publiée sur Internet dans le numéro 11. Il reçoit de nombreux courriers de lecteurs écrivant du monde entier, et l'éditeur doit sélectionner les plus représentatifs du sentiment général :*
>
> *To include all the letters you have written to us on this subject would fill the entire magazine – if not several. Given the importance of the issue for the future and well-being of our country, we have decided to publish a select few in a special, extended section on wind energy. All the letters received, apart from one e-mail from a reader in Canada, have been strongly opposed to on-shore windfarms in Wales*[1017]*.*

Ce débat suscite de nombreuses réactions illustrant le conflit entre les branches conservatrice et progressiste de mouvement écologiste, entre le développement durable et la protection du paysage, entre l'Assemblée, d'une part, et le public, d'autre part.

2.3.1.1 La multiplication des projets

L'Assemblée, depuis sa création, a donné son accord à plusieurs parcs d'éoliennes. Le gouvernement britannique en avait auparavant déjà construit quelques-uns, si bien que le pays de Galles compte, en 2000, 357 turbines, fournissant 148 mégawatts par an, soit 2,45% de la consommation énergétique galloise. Il souhaite accélérer fortement l'installation de nouveaux parcs, et les projets se multiplient. Ainsi, en juillet 2000, un projet est lancé à Cefn Croes, près d'Aberystwyth. Celui-ci comprend 39 turbines, produisant 1,5 mégawatt chacune, soit une production totale de 58,5 mégawatts, ce qui représente 1% de la consommation totale en énergie de la Principauté. Les éoliennes les plus élevées atteindraient près de 95 mètres de haut. La *Renewable Development Company Limited* dépose, le 24 juillet 2000, une demande d'autorisation pour son projet de Cefn Croes, approuvé en décembre 2001 par le Ministre britannique de l'énergie, Brian Wilson. L'Assemblée ne peut accéder à cette demande elle-même dans la mesure où ce parc produirait plus de 50 mégawatts. Un projet semblable, qui approvisionnerait 10 000 personnes en électricité, est initié en 2001 à Tir Mostyn et Foel Goch, dans le Denbighshire. Une enquête publique débute le 4 décembre, pour une durée de deux semaines. De même, c'est en octobre 2005 que l'Assemblée approuve le projet offshore de Scarweather Sands, près

[1017] « The Wind Power Debate », *Cambria*, n°11, site Internet du magazine, www.cambriamagazine.com, consulté en mars 2006.

de Porthcawl, comprenant 30 turbines de 145 mètres de haut sur plus de 5 km dans la baie de Swansea, pour une production totale de 108 mégawatts. En novembre, le compte-rendu de l'enquête publique montre l'opposition de la population. Dans son rapport, l'inspecteur en charge de l'enquête insiste sur l'impact visuel des turbines sur le site choisi :

> *The visual impact of a windfarm in the specific location of this proposal would be so prominent when viewed from Porthcawl and its immediate area that I consider that the harmful effects of this view are sufficient to outweigh the benefits of this particular proposal*[1018].

Il se rallie donc du côté des défenseurs du paysage pour lesquels les éoliennes défigurent l'environnement visuel. Ses conclusions sont cependant ignorées par l'Assemblée, soucieuse d'atteindre les objectifs qu'elle s'était elle-même fixés, ainsi que ceux établis par l'Union européenne. Dans un courrier adressé au Docteur John Etherington, ancien Professeur en écologie à l'Université du pays de Galles, et publié dans *Cambria* en mars 2006, Carwyn Jones, Ministre de l'environnement et des affaires rurales au sein du *WAG*, rappelle ces objectifs : « The fact remains that we have a target to reach by 2010 »[1019]. Quant à United Utilities, l'entreprise souhaitant développer le projet, elle nie le fait que le parc d'éoliennes sera source de pollution visuelle, et estime que le site, au lieu de repousser les touristes, les attirera. D'autre part, l'Assemblée, tout comme les ONGE, considère que la construction des éoliennes sera un bel exemple de développement durable, puisqu'elle permettra de créer des emplois tout en protégeant l'environnement. Le début des travaux est prévu pour fin 2006, et le projet devrait coûter 120 millions de livres sterling. Selon les promoteurs, ces installations pourraient produire suffisamment d'électricité pour répondre aux besoins moyens de 82 000 foyers, soit une ville de la taille de Swansea. Enfin, il faut citer le projet de Camddwr, dans les Cambrians : 165 turbines de 130 mètres de haut environ, facilement visibles depuis les Malverns. Et, très récemment, celui de parc éolien offshore à Gwynt y Mor, au large des côtes nord, près de Llandudno, vraisemblablement construit par Npower Renewables. L'entreprise dépose une demande en novembre 2005 pour la réalisation du huitième plus grand parc au monde. Rhodri Morgan, peu avant les élections de mai 2007, annonce la tenue prochaine d'une enquête publique. Un groupe d'opposants au projet, Save Our Seascape (SOS), est rapidement créé. Il sollicite l'aide du Prince Charles pour empêcher la réalisation de ce projet. John Rawson Reay, membre de SOS, décrit la suite probable des événements en mai 2005 de la sorte :

> *Npower Renewables will submit their application to the Department of Trade and Industry in a few months' time. Consent could be granted early next year and within two or three years these 200*

[1018] Cité dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1019] Carwyn Jones, cité dans *Cambria*, dans un courrier adressé au Professeur John Etherington, mars 2006.

turbines will become reality. It means the magnificent views from Anglesey to Prestatyn will be lost forever. It's tantamount to the murder of north Wales' biggest asset – its natural beauty[1020].

Peter Hain, Secretary of State for Wales depuis 2002, considère que la réaction des Gallois à propos des éoliennes constitue un test : elle permet d'évaluer leur engagement dans la lutte contre le réchauffement de la planète, afin de voir à quel point ils le prennent au sérieux.

2.3.1.2 Le soutien des ONGE

Ces différents projets suscitent des réactions diverses. Les ONGE, tout d'abord, apportent leur soutien aux éoliennes, et développent plusieurs types d'arguments. Elles brandissent, dans un premier temps, la menace du nucléaire, parfois considéré comme une énergie propre. Elles tirent parti, en cela, du discours peu clair de Londres jusqu'en 2006 au sujet de l'avenir du nucléaire au Royaume-Uni, et plus particulièrement au pays de Galles. L'argument est simple : si les Gallois refusent les éoliennes, ils devront se résoudre à accepter la construction de nouveaux réacteurs. C'est cet avertissement qu'adresse Neil Crumpton, membre de FoE Cymru :

We are concerned that if the UK wind energy programme is stalled by such criticisms, then a nuclear power programme could be back on the agenda next year following the Government's current Energy Review[1021].

L'argument est quelque peu spécieux car le gouvernement britannique semble désireux de promouvoir les deux types d'énergie. En outre, il ne répond guère aux préoccupations des Gallois à propos du nucléaire. Néanmoins, au moment où la communauté internationale commémore le triste anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986, les associations environnementales attisent la peur du nucléaire, d'autant que les conséquences de l'accident sont aujourd'hui présentes au pays de Galles, plus encore que dans le reste du Royaume-Uni. Vingt ans après, 355 fermes galloises sont toujours soumises aux restrictions sur les déplacements et la vente des moutons, contre neuf fermes en Angleterre, et 11 en Écosse, ce qui signifie que 176 000 bêtes sont concernées. Les dernières restrictions sont levées en Irlande du Nord en avril 2000. Ces chiffres ne manquent pas, selon Mark Williams, député libéral démocrate pour le Ceredigion, d'effrayer les Gallois :

[1020] John Rawson Reay, cité dans *BBC News*, 03-05-2005.

[1021] Neil Crumpton, cité dans « Another windfarm inquiry while nuclear waits for fast track planning », communiqué de presse, *FoE Cymru*, 03-12-2001. Voir annexe 25, p. 532 : cette photographie, prise le 1er septembre 2004, représente une lutte, organisée devant l'Assemblée par *FoE Cymru*, symbolisant celle qui oppose les énergies nucléaire et éolienne.

> *There can be no more potent warning of the huge risks associated with nuclear power than these figures. They demonstrate that Chernobyl's legacy in Wales is far more severe than elsewhere in the UK. [...] Nuclear power has never been economically sound or environmentally sustainable. There are better, cheaper, cleaner ways of maintaining our long-term energy supply*[1022].

Il est vrai qu'un sondage, commandé en 2003 par FoE Cymru à Market Research Wales pour étudier le sentiment des Gallois sur les éoliennes, apporte les résultats suivants : 71% des personnes interrogées sont d'accord pour multiplier par deux le nombre de turbines sur le territoire gallois, et 87% préfèreraient voir 600 turbines offshore plutôt qu'une centrale nucléaire.

Le second argument, plus convaincant, est écologique : l'énergie produite par le vent, contrairement au nucléaire, est sans danger, propre et renouvelable. A l'heure d'un alarmisme général sur l'épuisement des réserves mondiales de pétrole, il importe de diversifier les sources d'énergie. Selon FoE Cymru, le pays de Galles possède un climat tout à fait favorable à la construction d'éoliennes, notamment offshore :

> *There is enough wind energy offshore to generate three times the UK's electricity consumption at very reasonable prices considering the benefits in tackling global warming and secure major safe, clean and renewable energy supplies*[1023].

Cet argument est fréquemment avancé par les écologistes pour promouvoir les éoliennes, en les opposant de façon implicite au nucléaire. Enfin, ceux-ci ont recours à un argument économique : ce serait une industrie créatrice d'emplois. S'il est vrai qu'elle a besoin de main d'œuvre au moment de l'installation des parcs d'éoliennes, celles-ci fonctionnent ensuite en quasi-autonomie, nécessitant simplement des opérations de maintenance. Par conséquent, les besoins à long terme en main d'œuvre sont limités, plus que pour les centrales thermiques ou nucléaires, ce que les écologistes ne précisent pas vraiment.

Les ONGE sont soutenues dans leur action par le gouvernement britannique lui-même, puisque la promotion des éoliennes correspond aux directives du gouvernement Blair et du New Labour, attachés au développement durable, et qui publient, en 2000, un document intitulé Planning for Wind Energy. Ce document établit des objectifs pour 2010 : le pays de Galles devrait alors produire plus de 290 mégawatts par an grâce aux éoliennes, soit 7,2% de sa consommation énergétique, ce qui implique de progresser de 363 à plus ou moins 550 turbines. C'est pourquoi les groupes de pression se lancent dans une véritable opération de séduction du public, proche de la propagande, afin de convaincre la population de l'utilité des éoliennes, voire de leur beauté. Ainsi, la British Wind Energy Association

[1022] Mark Williams, cité dans Tomos Livingstone, « Chernobyl's farm blight 20 years on fuels nuclear reactionaries », *Western Mail*, 16-03-2006.

[1023] Neil Crumpton, cité dans un communiqué de presse de *FoE Cymru*, 03-12-2001.

(BWEA) organise en 2004 une campagne intitulée « Embrace the Revolution », comprenant une exposition au London Eye de photographies pour montrer, et surtout démontrer, leur valeur esthétique. De la même façon, FoE Cymru utilise fréquemment dans ses communiqués de presse un sondage organisé par Taff Ely selon lequel 29% des personnes interrogées considèrent que les éoliennes rendent le paysage plus intéressant, contre 19% qui estiment qu'elles le gâchent[1024]. Nous pouvons cependant nous interroger sur la validité de ce sondage dont la date n'est jamais mentionnée, pas plus que la source. Dans son courrier adressé au magazine Cambria, le Docteur Etherington cite un document d'Andrew Davies, Ministre gallois de l'énergie, balayant les conclusions d'une consultation menée en vue de la rédaction de TAN 8 : sur 1 700 réponses, environ 90% sont des objections. Pourtant, TAN 8 est adopté par le WAG malgré la désapprobation publique car, pour Andrew Davies, les statistiques ne reflètent pas réellement l'opinion des Gallois : « The consultation exercise statistics do not correlate with the public level of support for wind power »[1025]. Mais alors, à quoi bon mener une consultation publique si le WAG considère que les réponses n'ont guère d'intérêt ? De surcroît, une telle affirmation peut surprendre dans la mesure où il justifie ses choix par l'utilisation de sondages d'opinion vieux de 13 ans, c'est-à-dire, comme le souligne le Docteur Etherington, avant que les Gallois aient vu de leurs propres yeux la moindre turbine[1026].

2.3.1.3 Les opposants

Cependant, de nombreux groupes d'opposants aux éoliennes se sont constitués en réaction aux différents projets décrits précédemment. Ils apportent, eux aussi, des arguments pour justifier leur prise de position. Ils insistent, tout d'abord, sur l'inefficacité des éoliennes, soulignant que les bénéfices restent limités en comparaison avec les nuisances qu'elles occasionnent. Dans le magazine *Cambria*, un lecteur compare un projet d'éoliennes avec la production d'une centrale thermique fonctionnant au charbon, celle d'Aberthaw, près de Barry, capable de produire jusqu'à 1 455 mégawatts, soit l'équivalent de 8 053 turbines de 50 mètres de haut. En outre, la production, dans le cas des éoliennes, est irrégulière et instable si bien que le pays de Galles ne pourra jamais assurer ses besoins en électricité uniquement par ce mode de production, et restera donc dépendant d'autres sources d'énergie. De tels arguments sont bien évidemment rejetés par les ONGE, à l'instar de *FoE Cymru* : « FoE Cymru are fighting back against conservationists' claims that wind energy is

[1024] Les personnes interrogées peuvent choisir entre plusieurs propositions : « The wind turbines make the scenery more interesting », « They spoil the scenery », « They have no effect on the scenery ».

[1025] Andrew Davies, cité dans un courrier adressé par le Dr Etherington au magazine *Cambria*, publié dans « The Wind Power Debate », *op. cit*.

[1026] Dr Etherington : « Before most people had seen even a tiny wind turbine », *loc. cit*.

unreliable, ineffective and apparently always in the wrong place »[1027]. *FoE Cymru* rejette ici l'écologisme conservateur des opposants aux éoliennes, et sa remarque n'est pas sans évoquer le phénomène NIMBY. Plusieurs groupes d'opposants ne sont pas forcément contre l'installation d'éoliennes, qu'ils jugent fondamentalement positive, mais le plus loin possible de chez eux. Ils sont soucieux de protéger à la fois l'environnement global et leur environnement proche, c'est-à-dire le paysage qui les entoure. Ils préfèrent souvent les projets en haute mer, pour lesquels la pollution visuelle est moindre, à l'instar de Ken Jones, habitant près d'Aberystwyth, qui soulève ce point dans un courrier adressé à *Cambria* :

> *Like other Ceredigion Green Party members I have from the start been an enthusiastic supporter of wind power (and still am), but with the Cefn Croes scheme we have had enough of the increasingly large-scale on shore projects in this part of Wales. The UK government seems at last to be getting the message, with the announcement of a new emphasis on off-shore installations*[1028].

Ken Jones rappelle qu'il est favorable aux éoliennes, mais de préférence sur d'autres sites, si possible offshore. De même, John Appleby, à la tête de *People Against Corwen and Cerrigydrudion Turbines* (*PACT*), explique en juillet 2004 :

> *This is a beautiful rural area, to us they [wind turbines] are power plants. [...] We can support wind turbines where they are more efficient, we are essentially greens but we think onshore windfarms are a bit of a con*[1029].

Les associations d'opposants prennent l'exemple du Danemark et des États-Unis, notamment la Californie, qui ont longtemps investi dans les éoliennes. Après une longue période d'expérimentation, ces deux pays abandonneraient toutefois ce type d'énergie. La *US Energy Information Administration* (*EIA*), a publié des prévisions à propos de l'approvisionnement des États-Unis pour 2025 : elle estime que les éoliennes ne satisferont que 0,27% des besoins en matière d'énergie, contre 1% en 2002[1030]. Étrangement, le groupe de pression en faveur des éoliennes ne cite plus le Danemark dans sa propagande, alors qu'il a longtemps été montré en exemple pour le pays de Galles.

[1027] *FoE Cymru*, « Windfarm inquiry », communiqué de presse, 03-12-2001.

[1028] Ken Jones, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*. Ses propos rappellent ceux du *CPRW* à propos du projet de Scarweather Sands, dans le bilan annuel qu'il publie en 2003 : « 2003 also saw the first ever UK Public Inquiry into an offshore wind turbine proposal at Scarweather Sands. We hope that our view, and those of the coalition we formed, that this was a classic example of the right technology in the wrong place prevails and that others will also recognize that these turbines will mar a particularly attractive coastal area of Wales », *Council for the Protection of Rural Wales, Annual Review 2003*, *op. cit*., p. 9.

[1029] John Appleby, cité dans « Support for more wind farms », *BBC News*, 13-07-2004.

[1030] *EIA*, *Annual Energy Outlook 2005*, tables A2 & A17, voir son site Internet, www.eia.doe.gov, consulté en mars 2006.

Il est évident que l'argument principal avancé par les organisations d'opposants aux parcs d'éoliennes est celui de la pollution visuelle, ou de la protection du paysage. Les projets qui se multiplient provoquent en effet l'inquiétude parmi ceux que Cambria appelle les amoureux du paysage[1031]. Les Gallois sont très attachés à la nature et à leur paysage qui représentent, à leurs yeux, une ressource majeure, attirant des milliers de touristes. De nombreux sites sont protégés. Ken Jones, cité plus haut, rappelle l'importance de la terre pour les Gallois :

> *Land and language have traditionally been root sources of national identity. [...] There is still much wild and magnificent country in mid-Wales, which urgently needs to be protected*[1032].

Il préconise d'élargir encore les espaces protégés. Le paysage étant un élément constitutif de l'identité nationale, lui porter atteinte équivaut à s'attaquer à l'identité galloise. La nécessité de le protéger est un argument important, qui sensibilise de nombreux Gallois, à l'instar de David Bellamy, artiste qui l'a beaucoup dépeint dans ses œuvres. Fervent écologiste de longue date, il dénonce la dégradation du paysage par les éoliennes, et a choisi de s'opposer à de nombreux projets :

> *As a landscape artist, I am deeply troubled by the onslaught of windfarms across the Welsh countryside. Visually they are utterly appalling, bringing a sense of degradation and industrialization to landscapes of natural beauty. When stopped, from a distance they appear like a litter of broken-winged gulls. Sadly, myopic politicians and developers in their insatiable greed seem to think only in terms of cash, and now even* Friends of the Earth *cry out for the cheapest solution, presumably regardless of the disfigurement to the natural environment*[1033].

David Bellamy compare les éoliennes à des mouettes aux ailes cassées pour souligner la souffrance de la nature. Elle est défigurée, victime de l'action de l'homme. Cet argument touche d'autant plus les Gallois que ceux-ci considèrent que leur paysage a déjà payé un lourd tribut à l'industrialisation. Les mines ont, en effet, largement contribué à le dégrader, et la Principauté abrite deux centrales nucléaires, ce que rappelle aussi l'artiste dans la suite de son courrier :

> *No one can do much about industrial relics and nuclear power stations, except perhaps bury them – certainly Trawsfynydd is a dreadful eyesore and should never have been allowed. That, however, should not prevent us from opposing further despoilation of some of the most glorious landscape in Europe*[1034].

[1031] Le magazine *Cambria* les qualifie de la façon suivante : « lovers of the Welsh countryside », *Cambria*, « The Wind Power Debate », *op. cit*.

[1032] Ken Jones, *op. cit*.

[1033] David Bellamy, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1034] *Loc. cit*.

Il est malheureusement impossible de changer le passé, mais ce peintre gallois souhaite que les mêmes erreurs ne se reproduisent pas.

Il est vrai que le tourisme est la première industrie au pays de Galles, employant près de 100 000 personnes et générant deux milliards de livres sterling par an (selon les chiffres officiels donnés par l'Assemblée elle-même) pour l'économie galloise. C'est un secteur à forte valeur ajoutée, en particulier l'écotourisme et le tourisme vert. Par conséquent, les projets d'éoliennes risquent d'engendrer une baisse de la fréquentation touristique, malgré un premier phénomène de curiosité, comme c'est le cas en France avec le Viaduc de Millau, ouvrage d'art qui attire de nombreux visiteurs chaque année, et ce depuis la mise en route du chantier de construction. Mais les éoliennes sauront-elles fasciner autant de touristes qu'un ouvrage d'art impressionnant ? Ceux-ci viennent au pays de Galles pour admirer le paysage naturel, et non pas des éléments visibles de l'industrialisation, ce que confirme L.J. Jenkins, lecteur de *Cambria* habitant dans le Ceredigion :

> *Visitors don't come to Wales for the weather, but, for the beautiful, gloriously natural land and seascapes. They come to see rolling green pastures, wild moorland and breath-taking mountain scenery – to escape man's industrial imprint on the planet. They do not come to view gigantic, modernistic whirling monstrosities up to 400 feet high and visible from a radius of 25 miles*[1035]*!*

C'est pourquoi les associations protectrices du paysage, ainsi que de la faune et de la flore, se mobilisent, comme *Conservation of Upland Montgomeryshire* (*Culm*). L'agriculture, dans les *uplands* galloises, est en crise, et les agriculteurs tentent de diversifier leurs activités afin de subsister. Le tourisme, essentiellement vert, est un des moyens qu'ils ont trouvé. L'Assemblée a mis en place le programme *Tir Mynnyd,* supprimé début 2006, afin de les aider. Seulement, plusieurs projets visent à implanter des éoliennes dans ces régions, ce qui mettrait probablement un coup d'arrêt au tourisme ou, tout du moins, provoquerait une baisse certaine de la fréquentation. Alison Davies, présidente de *Culm*, rappelle que, contrairement au tourisme, l'énergie éolienne, industrie à faible valeur ajoutée, ne crée que peu d'emplois :

> *It is our view that people will not be attracted to Wales by the prospect of visiting more and more wind turbines any more than they would visit the Lake District to see more and more nuclear power stations, as at Sell-afield*[1036]*.*

[1035] L.J. Jenkins, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1036] Alison Davies, citée dans Clive Betts, « Windfarms 'would hit tourism' », *icwales*, 28-11-2001. Alison Davies insite sur l'aspect économique : « Do we use our best natural resource, our magnificent landscape, to increase our share of the world's single largest value-added industry, tourism? Or should we use it for wind turbines which, in terms of the local economy, represent yet another low-value primary product delivering relatively trivial amounts of electricity as measured against UK energy needs ».

Elle prend l'exemple d'un grand projet tel que celui de Cefn Croes qui, selon elle, n'emploierait pas plus de personnes qu'un petit hôtel. L'argument économique avancé par les ONGE ne serait donc pas valable dans le cas des éoliennes. Bien au contraire, elles engendreraient davantage de pertes d'emplois dans le secteur du tourisme.

En outre, il faudra certainement mettre en place une sorte de *no man's land* autour des sites occupés par les éoliennes, zone de protection rendue nécessaire par les dangers qu'elles représentent. Celles-ci seraient en effet dangereuses, non seulement pour les oiseaux, car elles se situent parfois dans les couloirs de migration et les travaux en vue de leur construction détruisent l'habitat des espèces locales, mais aussi pour l'homme. Au-delà des pollutions visuelles et sonores qui les accompagnent, quelques accidents sont répertoriés, provoqués, notamment, par des pales s'étant détachées, ou des débris de givre ou de glace tombant du sommet. Même si de tels accidents restent exceptionnels, il est certain qu'ils contribueront à susciter un sentiment d'insécurité chez les promeneurs, ce que confirme un courrier du Dr V.C. Mason, publié dans *Cambria* :

> *Unless safety regulations are more rigorously applied by our health and safety authorities, the actual and perceived dangers associated with such deployments will render many outstandingly beautiful and interesting regions of the country virtual "no-go" areas for walkers, horse-riders, wildlife enthusiasts and tourists alike*[1037].

Les amateurs de la nature risquent de délaisser les sites par peur de dangers existants ou supposés. Ainsi, le souci de préserver le paysage gallois est l'argument principal des opposants aux éoliennes. Cet argument est d'autant plus important que l'Assemblée galloise elle-même considère le paysage comme une ressource inestimable, véritable atout pour le pays de Galles, si bien que ses décisions peuvent sembler contradictoires : comment, d'une part, célébrer la beauté du paysage et le classer parmi les atouts de la Principauté, et, d'autre part, accepter des projets responsables d'une pollution visuelle non négligeable pour les opposants ? L'Assemblée s'est engagée à mettre en place une politique de développement durable. Or, utiliser des sources d'énergie propres et renouvelables est un des aspects principaux de cette politique. Par son action, elle souhaite se positionner comme une vitrine pour le monde en matière d'environnement, et briller sur la scène européenne[1038]. Selon Royston Jones, habitant du Gwynedd, elle le fait peut-être au détriment du paysage gallois :

[1037] Dr V.C. Mason, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1038] Dans un article du *Western Mail* intitulé « Nuclear plants for Wales ruled out », et publié le 27 février 2003, Andrew Davies, Ministre gallois au développement économique, insiste sur le fait que le pays de Galles devrait être un modèle en Europe : « […] a global showcase for sustainable clean energy production and energy efficiency ».

If those with most experience in the field are exposing the futility of wind energy, why is there still a vociferous minority in Wales and beyond stubbornly refusing to learn from them? The answer is, I suggest, a mixture of political chicanery, greed and embarrassment. Both the UK government and its puppet show in Cardiff wish to be seen to be green – and what is more visible than a wind turbine?[1039]

L'Assemblée, selon lui, n'hésite pas à utiliser le paysage gallois uniquement pour faire valoir sa politique de développement durable, et est donc engagée dans une véritable campagne de publicité. Il emploie des mots très durs à l'égard, non seulement du gouvernement de Londres, mais aussi de celui de Cardiff, qui serait impuissant face à l'autorité centrale, vulgaire marionnette entre les mains de Westminster, tout comme le pays de Galles par le passé. Rien n'aurait changé.

Pourtant, depuis la création de l'Assemblée, les Gallois ont l'impression que la prise de décisions, en tout cas dans le cadre des domaines dévolus, s'est déplacée du centre vers la périphérie. Le débat au sujet des éoliennes leur a rappelé que l'énergie ne fait justement pas complètement partie de ces domaines. Beaucoup estiment qu'ils devraient avoir leur mot à dire, étant les premiers concernés. Il est indispensable que la population locale soit impliquée dans chaque projet d'éoliennes, en ayant par exemple la possibilité d'en être partiellement propriétaire, ce que souligne John Lloyd-Jones en avril 1997 à Cardiff :

Generating wind power on a Welsh hillside for the benefit of remote shareholders is no better than digging coal or slate from a Welsh valley for the benefit of absentee owners[1040].

L'histoire semble se répéter : il s'agit à nouveau de détruire le paysage gallois au profit des Anglais. Le pays de Galles produit en effet plus d'électricité qu'il n'en a besoin, et exporte donc une part importante de sa production vers les Midlands. La Principauté représente 8% de la superficie totale du Royaume-Uni et 5% de sa population, mais accueille 37% des éoliennes. L'Angleterre, quant à elle, couvre 53% de sa superficie, abrite 85% de la population, mais seulement 30% des éoliennes. La densité au km^2 des éoliennes est sept fois plus élevée au pays de Galles, et le nombre de turbines par habitant 20 fois plus. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Il est certes impossible de nier que les conditions de relief et de climat se prêtent certainement davantage aux éoliennes au pays de Galles qu'en Angleterre, mais les écarts étant substantiels, l'argument est particulièrement efficace auprès des Gallois, à l'instar de L.J. Jenkins, précédemment cité :

Wales has become, in short, a dumping ground for these hideous, noisy monstrosities because Tony Blair would not dare desecrate England's countryside in this way – England has far too many marginal

[1039] Royston Jones, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1040] John Lloyd-Jones, cité par John Osmond, *op. cit*., p. 37.

seats! It is particularly ironic that the Welsh people now has to defend its country against its own idiotic politicians[1041].

Nous retrouvons ici les mêmes arguments de type colonial que lors de la construction des réservoirs, une partie de la population réagissant comme si elle était engagée dans une lutte opposant pouvoir dominant et région dominée. De tels propos suscitent bien évidemment des réactions de la part de lecteurs anglais du magazine. Alan Edwards, habitant dans le Kent, a choisi de répondre aux affirmations de L.J. Jenkins, dans un courrier adressé au même magazine :

Lyn Jenkins is right to attack the environmental and economic folly of the mid-Wales wind farm project. (Cambria, July-August). He is wrong, however, to continue to assert that such projects would not be allowed in the "unspoilt" (Lyn's words) South East England. Unspoilt[1042]*?*

Il poursuit en mentionnant, à titre d'exemples, l'autoroute, la voie rapide et les lignes ferroviaires à grande vitesse traversant le Kent, ainsi que le projet de construction de nombreuses maisons, annoncé par John Prescott, Ministre britannique, afin de répondre à la pression immobilière. De même, ce lecteur évoque l'inauguration du plus grand parc offshore au Royaume-Uni, situé au large des côtes du Kent, qui furent, en son temps, de véritables sources d'inspiration du peintre William Turner. Les Anglais du Kent sont donc confrontés aux mêmes problèmes que les Gallois. Alan Edwards est particulièrement critique à l'égard de L.J. Jenkins, et des Gallois de façon générale qui, selon lui, se sont toujours plaint des Anglais par plaisir : « Are Lyn's targets the wind farms or "the wicked English"? Grumbling about them has been Wales's true national sport since the days of Gildas »[1043]. Il poursuit en rappelant le coût financier que représente la dévolution pour les Saxons. Il estime que l'indépendance du pays de Galles pourrait être plus rapide que prévue : « When it does, the mid-Wales wind farms will come into their own, powering the needs of the thousands of Welsh incomers to England who will surely rush back along the English motorways to the old country »[1044]. L'ironie du ton montre à quel point Alan Edwards est excédé par les arguments purement nationalistes avancés par certains Gallois.

Un autre type d'éoliennes doit être mentionné : les éoliennes marines, encore au stade expérimental. Ce sont des turbines placées sous l'eau et fonctionnant avec la force des courants marins. *Swanturbines*, créée à l'initiative de l'Université de Swansea avec le soutien d'investisseurs privés, est une entreprise pionnière sur ce marché de haute technologie. Le projet, initié dans les années 1970, n'est réellement pris au sérieux qu'à partir de 1999. En 2006, l'entreprise annonce être prête à tester

[1041] L.J. Jenkins, *op. cit*.

[1042] Alan Edwards, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1043] *Loc. cit*.

[1044] *Loc. cit*.

un prototype, et considère que Wylfa Point, au large d'Anglesey, près de la centrale de Wylfa, est un site idéal, tout comme d'autres endroits sur la côte du Pembrokeshire. Selon James Orme, PDG de *Swanturbines*, ces turbines présentent beaucoup d'avantages, plus encore que les éoliennes :

> *It's predictable – we know what times the tides are. It's invisible, (Swanturbines are designed to work in relatively deep water and the tips of the blade remain a minimum of 7m below the water, even at low tide), and provides a base load*[1045].

Il estime qu'elles pourraient répondre à 3% des besoins en énergie, et constituent un secteur créateur d'emplois, avec un marché de 46 millions de livres sterling au Royaume-Uni, et 155 milliards dans le monde. L'électricité produite pourrait coûter entre 2 et 5,5 pence le kwh.

Ainsi, malgré la création de l'Assemblée, les Gallois ont toujours l'impression que leur avenir se trouve entre les mains du gouvernement de Londres. Les débats suscités par le choix des sources d'énergie pour l'avenir en sont un exemple parlant. La population de la Principauté reste soucieuse de protéger son paysage, et souhaiterait que son gouvernement adopte une politique respectueuse de l'environnement au sens où elle l'entend. Ivor R. Russell, lecteur de *Cambria*, joue sur les mots en écrivant : « Wales needs a more enlightened vision; a vision truly friendly to the 'Earth of our Country' »[1046]. Selon lui, l'ONGE *Friends of the Earth Cymru* a oublié le but premier de son existence, celui que son nom lui-même indique. En matière d'éoliennes, l'action de l'Assemblée reste controversée. Qu'en est-il d'autres ressources naturelles ?

2.3.2 La marée

L'idée d'utiliser la marée comme source d'énergie n'est pas nouvelle, mais elle est reprise au pays de Galles par le biais de plusieurs types de projets : tout d'abord une idée ambitieuse et pharaonique qui a défrayé la chronique, celle de construire un immense barrage sur la Severn, puis des projets à échelle plus humaine sous la forme de petites structures, les lagunes de marée[1047]. Ces deux types d'installations utilisent la force de la marée pour faire fonctionner des turbines qui produisent alors de l'électricité. Tous deux présentent des avantages et des inconvénients communs, détaillés par Robin Turner, dans un article du *Western Mail* intitulé « Plans to unleash tidal lagoon's power »[1048]. Selon lui, c'est une énergie produite gratuitement une fois la construction des sites terminée, n'émettant aucun gaz à effet de serre, ni déchets, sauf bien sûr pendant la construction, et n'ayant pas besoin d'énergie pour fonctionner. Elle n'engendre pas de pollution visuelle, l'un des arguments principaux

[1045] James Orme, cité dans Duncan Higgitt, « Is a Severn barrage Wales's best energy option », *Western Mail*, 22-04-2006.

[1046] Ivor R. Russell, dans un publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1047] « tidal lagoons ».

[1048] Robin Turner, « Plans to unleash tidal lagoons' power », *Western Mail*, 15-10-2004.

des opposants aux éoliennes, et les oiseaux ne sont pas mis en danger, ce qui reste à prouver dans le cas du barrage, comme nous le verrons. Enfin, la production est assurée 10 heures par jour, et la maintenance peu coûteuse. Cependant, la production d'énergie par la marée comporte aussi des inconvénients, principalement le fait que les turbines dépendent des heures de marée, et ne peuvent donc pas fonctionner sans interruption, mais seulement une dizaine d'heures par jour. En outre, leur impact environnemental ne doit pas être négligé dans la mesure où agir sur la marée peut en réduire l'amplitude et entraîner la formation de limon. Enfin, seuls quelques sites au Royaume-Uni pourraient accueillir une telle technologie. Il est néanmoins nécessaire de distinguer les deux types de projet et de faire la différence entre, d'une part, un barrage unique de très grande envergure sur un site bien précis, et, d'autre part, plusieurs constructions plus modestes susceptibles d'être reproduites sur plusieurs sites.

2.3.2.1 Le barrage sur la Severn

Le projet de barrage sur la Severn n'est pas nouveau. Il est évoqué pour la première fois dès 1911, avant d'être rapidement abandonné pour des raisons techniques. L'estuaire de la Severn est un site exceptionnel, connaissant la deuxième plus grande amplitude de marée au monde, jusqu'à 12 mètres par endroits. Un barrage pourrait produire entre 6 et 12% des besoins actuels en énergie du Royaume-Uni. Grâce aux progrès de la science, cette idée réapparaît, plus de 60 années plus tard, lorsqu'un séminaire est organisé, en septembre 1977, sur le sujet. L'aspect environnemental n'est cependant guère abordé à cette occasion, si ce n'est par Irene Coastes, membre de la *Conservation Society* :

> *When you have just been to Windscale you think that anything is better than that, so there is a sense of euphoria about coming here, and wanting to be positive about it. But one has to be careful. [...] We have asked, of course, for environmental impact statements and the environment to be taken into account from the earliest stages*[1049].

Elle répond en ces termes aux critiques selon lesquelles son association a certainement mieux à faire que d'assister à cette conférence. Une étude publiée à cette époque indique qu'il est particulièrement difficile de mesurer les répercussions d'un tel projet sur l'écosystème local, mais que celles-ci seront inévitables. Les auteurs de cette étude travaillent sur différents éléments, comme l'amplitude de la marée, les mouvements des sédiments ou les effets sur la biodiversité[1050]. T.L. Shaw, dans le premier

[1049] Irene Coastes, citée dans *Severn Barrage Seminar September 7 1977, Report of Proceedings, written contributions*, *Energy Paper 27*, *Department of Energy*, Londres : HMSO, 1978, p. 42.

[1050] T.L. Shaw (ed.), *op. cit*.

chapitre, cite un rapport de 1975 remis par le ministère de l'énergie à la Commission Royale sur la pollution environnementale :

> *It is impossible to predict the effect of a barrage on the ecology of the whole estuary but far reaching changes would undoubtedly occur and there is no reason to think that these would be beneficial*[1051].

Une autre étude est menée sur le site en 1989, mais le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher, confronté à une opposition acharnée des groupes environnementaux, met alors le projet de côté. Celui-ci renaît en février 2003, date à laquelle le *DTI* estime que le moment est venu de le reconsidérer, dans le cadre du livre blanc sur l'énergie commandé par Tony Blair. Le *DTI* demande alors au *Severn Tidal Power Group*, consortium regroupant six des plus grandes entreprises de construction britanniques, dont *Sir Robert McAlpine* et *Balfour Beatty*, de préparer un rapport sur le projet de barrage. Le consortium, dans ses conclusions, affirme que les considérations environnementales ont profondément évolué depuis les années 1980, en particulier du fait de l'engagement britannique dans le Protocole de Kyoto. En outre, le barrage permettrait de lutter contre les inondations, fréquentes dans cette zone. Opérationnel en 2014, il permettrait de réduire de 18 millions de tonnes par an les émissions de gaz à effet de serre. Le rapport préconise une étude de faisabilité, réalisable en un an pour un coût de 500 000 livres sterling. Selon Roger Hull, membre du consortium, le contexte est différent dans les années 1990 :

> *We think enough has changed since 1989 to make it worth the Government looking at this issue again. We are not arguing for the barrage instead of wind or wave energy – they need to work together*[1052].

Il est toutefois dommage que cette étude ait été réalisée par un groupe ayant des intérêts financiers dans le projet et parfaitement capable de construire le barrage. Dans quelle mesure est-elle réellement objective et indépendante ? C'est la question que pose Lorraine Barrett, *AM* travailliste pour Cardiff South et Penarth, qui peut voir le barrage de sa circonscription :

> *I am quite open to looking at all options. It is a balance between the environment and renewable energy concerns, but I would like to see an independent study into this rather than a report by an interested group*[1053].

Une telle collusion d'intérêts discrédite les conclusions du rapport aux yeux des Gallois, qui ne voient guère comment des entreprises intéressées financièrement dans le projet pourraient le dénigrer. Un porte-parole du *DTI* affirme qu'aucune décision n'a encore été prise au sujet de l'étude de faisabilité.

[1051] *Department of Energy evidence to Royal Commission on Environmental Pollution in connection with its study of Radiological Safety*, 1975, rapport cité dans T.L. Shaw (ed.), *op. cit*., p. 34.

[1052] Roger Hull, cité dans Kirsty Buchanan, « New Severn Barrage inquiry on the cards », *Western Mail*, 04-02-2003.

[1053] Lorraine Barrett, citée dans Kirsty Buchanan, *loc. cit.*

Le député Huw Irranca-Davies obtient, le 6 février 2003, l'organisation d'un débat à Westminster pour demander que la proposition de barrage soit incluse dans le livre blanc sur l'énergie publié le 24 février, *Our Energy Future*. C'est effectivement le cas, mais le projet est rejeté pour des raisons environnementales et financières : « It is clear that plans for a Severn Barrage would raise strong environmental concerns and we doubt it would be fruitful to pursue it at this stage »[1054]. L'idée semble donc abandonnée.

Le projet ressurgit pourtant début 2006, remis à l'ordre du jour par Rhodri Morgan et Peter Hain eux-mêmes. Celui-ci, dans un discours prononcé le 12 avril 2006, apporte officiellement son soutien à l'idée d'un barrage sur la Severn, qu'il renouvelle dans un courrier adressé à Malcolm Wicks, alors Ministre britannique de l'énergie. En quoi la situation est-elle différente en 2006 ? Comment expliquer la volte-face de Rhodri Morgan qui, en tant que député pour la circonscription de Cardiff West, s'est opposé en vain, quelques années auparavant, à la construction d'un barrage comprise dans le projet de rénovation de la baie de Cardiff ? Les circonstances ont changé. En effet, Tony Blair, fin 2005, commande une nouvelle étude sur l'énergie et, avant même sa publication, s'exprime, comme cela a déjà été mentionné, en faveur d'un renouveau du nucléaire, très impopulaire au pays de Galles. C'est pourquoi l'Assemblée galloise souhaite proposer des solutions alternatives, et le projet de barrage apporte un nouvel éclairage au débat sur le nucléaire. Le courrier d'un lecteur du *Western Mail* illustre le choix entre le barrage et de nouvelles centrales qui s'offre aux Gallois :

> *Anyone with an ounce of common sense will recognize it as the cleanest source of energy available. To think it can produce as much electricity as three nuclear power stations – and we all know the problems that arise from these*[1055]*.*

Le barrage apparaît alors comme un moindre mal. Andrew Davies lui-même, Ministre de l'énergie du *WAG*, souligne cet aspect important du projet : « The barrage would be equivalent to around two nuclear power stations operating continuously, lasting not 40 to 50 years with a problematic legacy, but operating for 150 years-plus »[1056]. Ces deux hommes réduisent les discussions à propos du barrage à une simple équation : à combien de centrales nucléaires celui-ci équivaut-il ? Le débat sur le renouveau du nucléaire influence donc l'opinion publique sur ce sujet. En mars 2006, le consortium *Severn Tidal Power Group* donne une présentation documentée devant les ministres du *WAG* afin de présenter son projet, mentionné dans le rapport sur l'énergie de 2006, *The Energy Challenge* :

> *It is clear that while attractive in terms of energy generation and associated benefits, plans for a Severn Barrage would raise strong environmental concern in view of the designations that apply to the*

[1054] *Our Energy Future – creating a low carbon economy*, *op. cit.*, p. 57.

[1055] A. Holloway, cité dans *Western Mail*, 22-04-2006.

[1056] Andrew Davies, cité dans Sion Barry, « Barrage could trigger powerhouse », *Western Mail*, 26-04-2006.

Severn Estuary.

We are however interested in improving our understanding of how to make best use of the potential tidal resource in UK waters. Together with the South Wales Regional Development Agency and other key interested parties to explore the issues arising on the tidal resource in the UK, including the Severn Estuary[1057].

L'idée reste d'actualité, mais il faut souligner que, selon le journaliste Tomos Livingstone, elle ne figurait pas dans la première version du rapport vue par les ministres en juin[1058]. Le gouvernement aurait cédé aux pressions de Rhodri Morgan et Peter Hain. Il demande donc à la Commission sur le développement durable de réaliser une étude de faisabilité sur le barrage. Cette décision satisfait les écologistes, soucieux d'étudier les avantages et les inconvénients du projet, et interprétant l'encart sur le barrage ajouté au rapport comme le signal qu'il pourrait être mené à son terme[1059].

Du fait du soutien des autorités britanniques et galloises au barrage, deux projets sont développés : celui de Gareth Woodham, homme d'affaires indépendant plutôt non-conformiste, et celui du *Severn Tidal Power Group*. Gareth Woodham, tout d'abord, crée sa société, *Combined Innovations Ltd*, en février 2003, et il la décrit lui-même en mai 2006 de la façon suivante :

It's done very little. It's basically involved in some of my ideas. I'm an innovator and inventor. I just want to be the hero. I'm not particularly interested in money[1060].

Propriétaire d'une ferme, il affirme alors qu'il construit un village vacances près de Neath. Il se propose de réaliser le barrage pour 650 millions de livres sterling, en installant 14 turbines, 12 « îles flottantes » rattachées au barrage, quatre marinas offshore et deux écluses pour le passage des bateaux. Le projet impliquerait la création d'une lagune dont il a déjà déposé le nom, « The Severn Lake ». Le problème est que son entreprise n'a aucun moyen financier : elle ne publie que 106 livres sterling de recettes en février 2005 et n'a que 46 livres en liquidités à la banque. Le personnage, tout comme son projet, ne sont guère pris au sérieux, mais il est malgré tout reçu par le *DTI* le 2 mai 2006. Celui-ci confirme la rencontre, mais ne fait aucun commentaire sur la proposition elle-même.

Le deuxième projet, plus sérieux et plus probable, est donc celui du consortium : un barrage de 15 milliards de livres sterling entre Lavernock Point, Cardiff, et Brean Down, dans le Somerset, mesurant 16 km de long sur un de large, et équipé sur le dessus d'une route à deux voies et d'une ligne ferroviaire légère. Dans un article du *South Wales Echo*, David James présente ce projet plus en détail,

[1057] *The Energy Challenge*, *op. cit*., p. 100.

[1058] Tomos Livingstone, « New Study planned for Severn barrage scheme », *Western Mail*, 12-07-2006.

[1059] Voir à ce sujet l'article de Gavin O'Connor, « £14bn Barrage project study welcomed », publié dans le *South Wales Echo* le 14 juillet 2006.

[1060] Gareth Woodham, cité dans Matt Withers, « My £650m Severn Barrage dream », *Wales on Sunday*, 07-05-2006.

en répondant aux questions éventuelles des Gallois : le projet du consortium s'inspire du barrage construit en France sur la Rance dans les années 1960. Il y aurait 176 écluses permettant au bassin situé derrière le barrage de se remplir à marée haute, bloquant ensuite l'eau avant de la relâcher à marée basse à travers 200 turbines. L'estuaire serait alors moins exposé aux risques d'inondation puisque l'amplitude de la marée serait affaiblie, et l'eau de mer serait plus calme et plus propre. Une telle construction nécessiterait 200 000 heures de travail, ce qui représente 35 000 emplois, pour une mise en service en 2019, suivie de près de 150 ans de production d'énergie propre[1061]. C'est un projet pharaonique, présenté par le journaliste Matt Withers dans un article du *Wales on Sunday*. La première phrase de l'article intitulé « Barrage project tide up in knots » est plutôt explicite : « It would be, in terms of size and ambition, incredible »[1062]. Julian Rosser, président de *FoE Cymru*, explique la renaissance du projet en partie par la volonté des dirigeants politiques de laisser un héritage, en guise de témoignage de leur passage au pouvoir :

> *I do think with politicians the legacy question comes into this. Politicians are drawn to these very big schemes that are very impressive, very exciting with a nice plaque with their name on it. I think that's one reason*[1063].

Il incrimine donc l'ego et la mégalomanie des hommes politiques. Nous ne pouvons nous empêcher de penser ici aux présidents de la République française, qui laissèrent de nombreux musées et bibliothèques, à l'instar du Centre Beaubourg et de la Bibliothèque Nationale de France, jusqu'à Jacques Chirac, qui inaugure en juin 2006 le Musée des arts premiers, Quai Branly. Le projet du *Severn Tidal Power Group* est celui qui retient le plus l'attention aujourd'hui.

Se profilent d'ores et déjà les différents arguments avancés par les partisans et les opposants du barrage. Le premier utilisé est écologique bien entendu. D'un point de vue positif, le barrage permettrait de produire une énergie propre, sûre et à long terme, contrairement au nucléaire et aux éoliennes pour lesquelles la pollution, tant visuelle que sonore, existe bien. C'est un thème fréquemment utilisé, parallèlement à l'intérêt que représente pour l'environnement la gestion des risques d'inondation. Andrew Davies insiste sur cet aspect :

> *Throughout its life the barrage would produce zero-carbon electricity on a totally predictable, low-cost and reliable basis, which could also have considerable long-term financial investment attractions*[1064].

Le contraste avec l'énergie nucléaire et les éoliennes est flagrant. Le gouvernement doit, en effet, avec les centrales nucléaires, gérer les déchets radioactifs. De même, les éoliennes constituent une énergie

[1061] David James, « Your barrage questions answered », *South Wales Echo*, 29-04-2006.

[1062] Matt Withers, « Barrage project tide up in knots », *Wales on Sunday*, 14-05-2006.

[1063] Julian Rosser, cité dans Matt Withers, *loc. cit*.

[1064] Andrew Davies, cité dans Sion Barry, « Barrage could trigger powerhouse », *op. cit*.

propre, certes, mais peu fiable puisqu'elles dépendent bien évidemment de la force du vent. Andrew Davies reprend ici les arguments donnés par le *Severn Tidal Power Group* dans son rapport de 2003, notamment par Roger Hull, l'un de ses membres :

> *No other source of renewable energy has the scale, reliability, predictability or proven technology of tidal power from the Severn Estuary, or could make the same contribution to security and diversity of supplies from a single project.*[1065]

Il insiste sur la suprématie de ce type d'énergie par rapport aux autres sources d'énergie renouvelables. Trois ans plus tard, balayant les arguments des associations environnementales, il se montre partisan d'un écologisme progressiste. L'environnement étant en constant changement, il est inutile de chercher à le conserver tel quel, d'autant que, dans une perspective de développement durable, le barrage permettrait au gouvernement britannique d'atteindre plus facilement son objectif de 20% de son électricité produite par les énergies renouvelables d'ici 2020[1066].

Cependant, les ONGE, opposées au projet, apportent une réponse à l'argument écologique en insistant sur l'impact environnemental du barrage. Sa construction entraînerait la destruction de l'environnement local, à savoir de l'habitat et des zones nourricières de dizaines de milliers d'oiseaux, environ 50 000 oiseaux d'eau, d'un des sites marécageux les plus importants d'Europe pour les oiseaux migrateurs venus d'Afrique et d'Europe de l'est car plusieurs zones seraient asséchées. Les associations environnementales réagissent donc vivement au projet, à l'instar de *FoE Cymru* et de *WWF Cymru*, dirigé par Morgan Parry. Celui-ci insiste sur les dégâts pour l'écosystème : « The environmental damage caused by constructing a ten-mile concrete energy dinosaur will cause irreversible damage to Wales and England's important estuaries »[1067]. Il est rejoint en ce sens par Tim Stowe, directeur de la *Royal Society for the Protection of Birds*, qui estime qu'un tel barrage va à l'encontre des obligations environnementales de l'Assemblée :

> *Risking irreplaceable wildlife sites for the sake of energy generation is not a sustainable option, and would contravene the WAG's duty to promote sustainable development. We believe that the Welsh Assembly could achieve greater savings in carbon dioxide emissions by investing in small scale renewable projects in Wales*[1068].

[1065] Roger Hull, cité dans Kirsty Buchanan, « New Severn Barrage inquiry on the cards », *op. cit*.

[1066] Roger Hull, cité dans Matt Withers, « Barrage project tide up in knots », *op. cit*. : « The environment is changing all the time. It's not a question of preserving a static environment, it's changing very fast ».

[1067] Morgan Parry, cité dans Tryst Williams, « Rhodri faces anger over Severn energy plan », *Western Mail*, 11-04-2006.

[1068] Tim Stowe, *loc. cit*.

L'argument a d'autant plus de validité que la zone est protégée, depuis 1994, par une directive européenne, *EU Habitats Directive*, sauvegardant les habitats naturels et encourageant la biodiversité. Cette directive classe l'estuaire de la Severn *SAC*, ce qui implique que tout développement ne peut être autorisé que s'il est démontré qu'il n'aura pas d'impact environnemental sur le site. Il est donc peu probable que l'Union européenne donne son feu vert à un projet non conforme à ses propres lois sur l'environnement. L'estuaire de la Tamise, lui aussi classé *SAC*, possède un barrage, mais il a été construit en 1984, soit 10 ans avant l'entrée en vigueur de la directive européenne. Eluned Morgan, député travailliste au Parlement européen, soulève ce problème :

> *Even if this requirement is over-ruled by the fact that the barrage is deemed to be in the public interest, the requirement for compensation is likely to be completely unachievable as it would be equal to creating a whole new estuary*[1069].

Le *WAG*, par l'intermédiaire de l'un de ses porte-parole, indique qu'il est parfaitement conscient de ces contraintes, et qu'il en a informé le gouvernement britannique lors de la consultation pour le livre blanc de 2003. Simplement, il estime que les considérations environnementales ont changé.

Le projet de barrage illustre bien le glissement, et l'opposition, entre protection de l'environnement et développement durable. En effet, l'Assemblée galloise et son gouvernement souhaitent réduire les émissions de gaz à effet de serre dans une perspective à long terme, alors que les défenseurs de l'environnement sont horrifiés par un projet qui bouleverserait l'écosystème local, ce qui est assez ironique lorsque l'on garde à l'esprit le soutien des ONGE aux éoliennes. L'administration galloise considère qu'il est absolument nécessaire de comparer le bénéfice environnemental et l'impact sur l'écosystème, dans une vision plus globale, ce que souligne Peter Hain :

> *I am aware of the concerns expressed by some lobby groups. But there are no easy answers to the challenge of climate change. If we are to reduce our CO_2 emissions significantly, we need to take tough choices and invest in renewables*[1070].

Rhodri Morgan, quant à lui, est conscient de l'impact sur la faune et la flore, mais ce serait, selon lui, un moindre mal en comparaison des dangers que représentent les gaz à effet de serre produits par les énergies fossiles[1071].

Après le point de vue écologique, c'est l'argument économique qui est avancé par les deux camps. D'un côté, les retombées seraient importantes grâce aux nombreuses créations d'emplois, non

---

[1069] Eluned Morgan, citée dans Martin Shipton, « Eurocrats could sink the Severn barrage », *Western Mail*, 29-04-2006.

[1070] Peter Hain, cité dans « Hain backs Severn barrage », *icwales*, 13-04-2006.

[1071] Rhodri Morgan, cité dans Tryst Williams, « Rhodri faces anger over Severn energy plan », *op. cit.* : « [...] the lesser of two evils ».

seulement pour la construction, jusqu'à 35 000 personnes, mais aussi pour l'exploitation qui nécessiterait plus ou moins 40 000 emplois permanents. D'autre part, le barrage, en réduisant le temps de trajet entre le Sud du pays de Galles et des comtés anglais comme le Dorset, le Devon ou la Cornouailles, et en stimulant l'activité de l'aéroport international de Cardiff, permettrait la création d'un pôle économique dynamique dans l'Ouest de la Grande-Bretagne[1072]. Enfin, selon le consortium, le projet pourrait être financé par des investissements privés. En revanche, les associations environnementales insistent sur l'impact économique négatif du projet, en insistant tout d'abord sur le coût de la construction du barrage. Elles émettent des doutes quant à la possibilité de la faire financer par des investisseurs privés, surtout après plusieurs expériences passées plutôt malheureuses tel le Tunnel sous la Manche. Elles soulèvent également le point de la difficulté à trouver des ouvriers qualifiés au moment où Londres se prépare à accueillir les Jeux Olympiques de 2012, et se lance donc dans une véritable politique de rénovation urbaine. En outre, les ONGE abordent la question de l'impact sur l'activité portuaire et le tourisme. La traversée du barrage par les écluses pourrait s'avérer longue et difficile, d'autant plus si un roulement est instauré, c'est-à-dire un sens par jour. *Associated British Ports*, l'association des ports britanniques, n'a pas encore réagi en 2006. Enfin, l'électricité produite pourrait coûter 7 pence le kwh, soit environ 30% de plus que l'électricité nucléaire, et deux fois plus que celle des éoliennes, certainement subventionnée.

Par conséquent, le projet de barrage sur la Severn est très controversé, provoquant des réactions diverses. Il est toutefois nécessaire de prendre le temps de la réflexion. Le sujet est, en effet, trop important pour que l'Assemblée puisse se permettre de balayer quelque proposition que ce soit d'un revers de la main, sans prendre le temps de l'étudier dans les moindres détails, et avoir conscience de ses implications. Un véritable débat doit avoir lieu, ce que souligne dès 2002 Helen Mary Jones, porte-parole de *Plaid Cymru* sur l'environnement : « We now know we have to radically change our energy use, and all schemes will have to be looked at on their merits »[1073]. Elle exprime son étonnement de voir que la question du barrage est soulevée à l'occasion de l'ouverture d'une grande étude de l'Assemblée sur la politique énergétique que le pays de Galles devrait adopter, mais refuse de rejeter directement l'idée sans réflexion approfondie. De même, le journaliste Tomos Livingstone résume, en avril 2006, le sentiment de nombreux Gallois :

> *It's likely, however, that most Welsh people will prefer the idea of a barrage to that of a new generation of nuclear power stations. [...]*

[1072] Le journaliste Sion Barry considère que le barrage stimulerait l'activité économique de la région, en créant une zone d'activité : « […] a "west of Britain" economic powerhouse », « Barrage could trigger powerhouse », *op. cit*.

[1073] Helen Mary Jones, citée dans « Campaigners criticise Severn Estuary barrage plan », *icwales*, 15-01-2002.

We all need more details of any firm proposal for a Severn barrage before we can pass judgements on its merits. But in an age where energy supply is one of the key political issues, dismissing the idea out of hand would be folly[1074].

Les Gallois doivent avoir toutes les cartes en main pour pouvoir décider de leur avenir en matière énergétique. Cependant, tous les acteurs du débat s'accordent à dire que le pays de Galles, tout comme l'Angleterre, aura besoin de diversité énergétique, afin de ne pas dépendre d'une seule ressource et d'être moins vulnérable, ce qu'indique le livre blanc sur l'énergie de 2003 : « Diversity is the best way of protecting ourselves against interruptions of supply, sudden price rises, terrorism or other threats to reliability of supply »[1075]. Diversifier les sources d'énergie est l'un des objectifs principaux de ce document préconisant, pour 2020, un système énergétique fondé sur la diversité, le local, la microgénération et l'économie. Cette idée est largement reprise par Andrew Davies, ainsi dans un article publié en avril 2006 : « While wind energy is currently the most commercially attractive source, bio-mass energy (including energy generated from waste), solar power and wave-powered energy, all have considerable potential in Wales »[1076]. Le pays de Galles ne doit pas concentrer tous ses efforts sur la même source d'énergie, mais bien élargir l'éventail des ressources à sa disposition.

De surcroît, le projet souligne les contradictions au sein de la politique galloise. Tout d'abord, il soulève les questions suivantes : l'Assemblée est-elle réellement représentative ? Et, surtout, dans quelle mesure les Gallois, par le biais de leur Assemblée, peuvent-ils décider de leur avenir en matière énergétique ? La population n'a guère été consultée, ce que regrette Anthony Ernest, conseiller conservateur local à Sully et membre du *Vale of Glamorgan Council*, très critique à l'égard de l'attitude de l'Assemblée :

I was amazed to read this morning that the Welsh Assembly Government are urging the UK Government to opt for a Severn Barrage. [...] What local consultations have been carried out? When was the Vale of Glamorgan Council asked to comment[1077]*?*

Elu local, il semble pourtant découvrir le projet par la presse, ce qui peut paraître surprenant dans la mesure où l'Assemblée se targue, depuis sa création, d'être ouverte et transparente. D'autre part, elle semble décidée à sacrifier un écosystème local au nom du développement durable, alors même que la protection de l'environnement est au cœur de son projet. Une telle attitude est d'autant plus étonnante

[1074] Tomos Livingstone, « It's time to consider a Severn barrage », *Western Mail*, 11-04-2006.

[1075] *Our Energy Future – creating a low-carbon economy*, *op. cit*., p. 16.

[1076] Andrew Davies, cité dans Sion Barry, « Barrage could trigger powerhouse », *op. cit*.

[1077] Anthony Ernest, cité dans David James, « What new barrage could mean to us », *South Wales Echo*, 29-04-2006.

que, à l'origine, c'est le *Welsh Office* lui-même qui a demandé le classement par l'Union européenne de l'estuaire de la Severn en *SAC*, ce que rappelle Morgan Parry, président de *WWF Cymru* :

> *The critical element there is that people think it's actually Europe trying to step in and stop the barrage being built with bureaucracy. But it was the Welsh Office that applied for this protection for the area in the first place. The Assembly is going against its own policies*[1078].

Le projet lui-même comporte une contradiction interne de taille : l'objectif du barrage est de lutter contre le réchauffement climatique, par la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pourtant, les deux propositions présentées en 2006 comportent une route à deux voies sur la crête du barrage. Cela semble particulièrement paradoxal de favoriser la circulation automobile, en partie responsable du réchauffement, ce qu'indique Julian Rosser, président de *FoE Cymru*, quand il tente d'expliquer la renaissance du projet :

> *Another one [reason] is the politics of it. You can't put a road over tidal lagoons. Currently a lot of the Assembly Government's economic development policy rests on them having more road transport. That's something we've got a big problem with. It's ironic a barrage supposedly tackling climate change will have a road over it contributing to carbon dioxyde emissions, but they like a bit of irony in the National Assembly*[1079].

Il est vrai que l'industrie est certainement le secteur le plus polluant, davantage que l'automobile. Mais cela reste tout de même un paradoxe surprenant. C'est pourquoi les ONGE sont plutôt favorables à des projets plus modestes et plus respectueux, selon eux, de l'environnement : les lagunes de marée qui, parallèlement aux parcs d'éoliennes, seraient une solution durable.

2.3.2.2 Les lagunes de marée

Les lagunes fonctionnent sur le même principe que le barrage, mais en miniature. Tryst Williams, dans un article du *Western Mail*, les décrit en quelques mots : « Tidal lagoons are large rock-walled enclosures that use trapped water to power water turbines »[1080]. Cette technique fait son apparition sur le devant de la scène en octobre 2004 lorsque *Tidal Electric* propose un projet de 79 millions de livres sterling pour la baie de Swansea, comme une alternative à celui de parc d'éoliennes de Scarweather Sands. Le projet, du nom de *Swansea Bay lagoon*, pourrait produire 60 mégawatts. C'est moins que les 108 prévus pour Scarweather Sands certes, mais ce chiffre implique un rendement maximum des

[1078] Morgan Parry, cité dans Matt Withers, « Barrage project tide up in knots », *op. cit*.

[1079] Julian Rosser, *loc. cit*.

[1080] Tryst Williams, « Environmentalists back 'tidal lagoons' », *Western Mail*, 28-01-2004.

éoliennes, ce qui semble impossible compte tenu des contraintes météorologiques. Il est plus probable que le parc produise en moyenne entre 35 et 40 mégawatts. En outre, l'électricité fournie par les lagunes devrait coûter environ 3,4 pence le kwh. Celles-ci présentent donc de nombreux avantages, notamment le fait qu'elles s'intègrent plutôt bien dans le paysage et ont un impact environnemental limité, comme l'indique Peter Ullman, PDG de *Tidal Electric* :

> *Tidal lagoons will have minimal effects on the marine environment. And they will naturally foster biodiversity by providing new habitats for fish and birds.*
> *The structures, situated a mile or more out to sea, will only have a low profile. It will look like a small island or rocky shoreline*[1081]*.*

Pourtant, le gouvernement britannique choisit de retenir le projet d'éoliennes, comme nous l'avons vu. Mais pour quelle raison ? C'est la question que se pose ce lecteur du *Western Mail*, Ioan Richard, opposé au projet d'éoliennes, et qui exprime son incompréhension :

> *If the technology has been approved independently, what are we waiting for? It is better than despoiling our ancient landscapes and seascapes with giant, steel structures which harm bird and cause visual scars*[1082]*.*

Les éoliennes restent à la mode, malgré les nombreux avantages que possèdent les lagunes de marée.

En outre, les lagunes représentent une alternative proposée par les ONGE au barrage sur l'estuaire de la Severn, pour des raisons économiques et, surtout, environnementales. Elles permettraient de profiter de la force de la marée, tout comme pour le barrage, sans bouleverser profondément l'écosystème local. *FoE Cymru* a demandé une étude dont les conclusions indiquent que des lagunes couvrant une superficie de 30 km^2 pourraient répondre à près de 6% de la demande en électricité du Royaume-Uni. Plusieurs experts britanniques considèrent que le projet de barrage pose des problèmes à la fois techniques et environnementaux, à l'instar de Paul Allen, directeur du développement au *CAT* de Machynlleth, et du Professeur David Infield, directeur du *Centre for Renewable Energy Systems Technology* à l'Université de Loughborough[1083]. Par conséquent, l'Assemblée, dans sa politique énergétique, tente d'appliquer le principe de développement durable, en préférant des sources d'énergie durables et propres. Elle se heurte pourtant fréquemment à l'opposition d'une partie de la population, qui lui reproche de ne pas tenir compte de l'environnement local.

[1081] Peter Ullman, cité dans Robin Turner, « Plans to unleash tidal lagoon's power », *Western Mail*, 15-10-2004.

[1082] Ioan Richard, dans un courrier adressé au *Western Mail*, 10-2004.

[1083] S'exprimant sur le sujet dans un article du *Western Mail* de Tomos Livingstone intitulé « New study planned for Severn barrage scheme » et publié le 12 juillet 2006, Paul Allen et le Professeur David Infield estiment que tout projet a un impact environnemental : « The reason why it has never moved forward – it would be a very large project – is that there would be significant environmental impact on changing the estuary flows. It doesn't matter what energy source you choose, there will be an impact ».

2.4 La position des partis politiques gallois

Après avoir étudié la position de l'Assemblée sur les questions énergétiques, il semble intéressant de se pencher sur celle des principaux partis gallois. En effet, *Plaid Cymru* et le *Wales Labour Party* défendent tous deux le développement durable, mais le parti nationaliste l'intègre *a priori* davantage dans sa politique générale.

2.4.1 *Plaid Cymru*

Plaid Cymru apporte son soutien aux énergies renouvelables, notamment aux éoliennes. Dans un article publié à l'automne 2002 dans la rubrique *Letters* de *Cambria*, Cynog Dafis, alors membre de l'Assemblée galloise, déclare qu'il faut minimiser l'impact environnemental et les taux de pollution associés à l'extraction et au transport des matériaux nécessaires pour la construction de grosses turbines. L'environnement et le développement durable sont depuis longtemps ses centres d'intérêts. Il est membre du *National Assembly Agricultural and Rural Development Committee* jusqu'en 2003 et s'exprime fréquemment sur ces sujets. Ces prises de position provoquent la colère d'une partie de l'électorat, à l'instar d'Ioan M. Richard, habitant d'Abertawe, qui écrit dans *Cambria* :

> *Are our politicians all mad in Wales? I would single out Plaid Cymru and Cynog Dafis bitterly for scathing criticism. Any vote for Plaid Cymru in the 2003 Assembly elections is a vote to destroy Wales*[1084].

La position du parti nationaliste gallois sur ce sujet pourrait lui coûter cher lors des élections. Les Gallois, quant à eux, adoptent pour beaucoup une attitude plutôt pragmatique : dans la mesure où les éoliennes constituent une source d'énergie peu fiable et surtout insuffisante, qui dépendra toujours de sources plus traditionnelles, elles ne représenteront jamais une forme d'énergie alternative aux énergies fossiles et au nucléaire, mais seulement complémentaire. Royston Jones, par exemple, insiste sur le fait qu'il est sensible aux questions environnementales, mais opposé aux éoliennes pour les raisons évoquées plus haut :

> *I am supportive of measures to reduce global warming, utilize local resources and am sympathetic to other environmental causes, yet Plaid Cymru and Friends of the Earth would portray me as a maniac intent on destroying our planet. Why? Because I am opposed to wind turbines*[1085].

[1084] Ioan M. Richard, dans un courrier publié dans « The Wind Power Debate », *Cambria*, *op. cit*.

[1085] Royston Jones, *op. cit*.

Il regrette la position fermement arrêtée de *Plaid Cymru*, et revendique une attitude plus pragmatique. Ken Jones, précédemment cité, partage cette idée, et aimerait que les organisations galloises soient davantage rassemblées autour de ce sujet :

> *If the on-shore wind extremists in Plaid Cymru and Friends of the Earth Cymru were to shift to a less divisive and more environmentally-friendly policy we would have a stronger and more united movement for an economically sustainable Wales – including the sustainability of our irreplaceable landscape heritage*[1086].

Oui au développement durable certes, mais sans dégrader le paysage, c'est-à-dire tout en adoptant une politique de développement durable pour préserver aussi ce même paysage.

Dans son manifeste publié en 2003, *Plaid Cymru* insiste sur les énergies durables. Dans la première partie intitulée « The Challenge Ahead », le parti nationaliste rappelle que le pays de Galles possède de nombreuses ressources en énergie renouvelable : « We suffer from no lack of natural resources particularly in the key area of sustainable energy »[1087]. Il reprend à son compte les trois principes centraux de l'Assemblée galloise : la justice sociale, le développement durable et l'égalité des chances. Un paragraphe entier de la deuxième partie est consacré aux énergies renouvelables. *Plaid* y réaffirme son soutien aux énergies produites par le vent et la marée, et va même plus loin que l'Assemblée puisqu'il se fixe l'objectif suivant : produire six térawatts heure en 2010 grâce aux énergies renouvelables contre quatre pour l'Assemblée :

> *In this key area for the future Wales has an enormous natural advantage and considerable expertise. [...] For the immediate future wind (both on-shore and off-shore), the tide, and energy crops offer most in terms of both quantity and cost, and have the potential to create large numbers of jobs*[1088].

Plaid prend ici la peine de rappeler qu'il soutient aussi bien les projets onshore qu'offshore, ce qui est important vu qu'une partie des opposants aux éoliennes ne rejettent que les parcs onshore.

2.4.2 Le *Welsh Labour Party*

Contrairement à *Plaid Cymru*, le *Welsh Labour Party* est beaucoup plus prudent et circonspect sur les questions environnementales dans son manifeste publié pour les élections de 2003, intitulé *Working Together for Wales*[1089]. Rhodri Morgan, dans son avant-propos, ne mentionne ni l'environnement, ni le développement durable, alors qu'il aborde les domaines de l'éducation, de la santé, des finances et de l'économie, ainsi que de la sécurité. L'objectif du parti est clairement résumé par la formule suivante :

[1086] Ken Jones, *op. cit*.

[1087] *Plaid Cymru, The Party of Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 2003, p. 3.

[1088] *Ibid*., p. 19.

[1089] *Welsh Labour Party*, *Working Together for Wales*, Cardiff : *Welsh Labour Party*, 2003.

« We are now clearly on track to create that healthier, wealthier and smarter Wales that we all want »[1090]. Ses priorités seront la santé, la création de richesses et l'éducation. Le *First Minister* en exercice évoque simplement la thématique énergétique en quelques mots : « […] expanding the Home Energy Efficiency Scheme for combating fuel poverty, these are all the hallmarks of a radical, reforming administration »[1091]. Il ne soulève pas l'épineuse question des sources d'énergie, mais uniquement celle des économies. Il en est de même pour l'introduction rédigée par Peter Hain. Tous deux se trouvent dans une position délicate vis-à-vis de Londres.

D'autre part, si le manifeste de *Plaid Cymru*, étudié précédemment, comporte une partie entière intitulée « Sustainable Development and the Economy »[1092], longue de 18 pages, celui du *Welsh Labour Party* se compose de cinq parties : « Wales is changing for the better », l'introduction de Peter Hain, « Better Health », « The Learning Country », « Stronger, Safer Communities » et « Jobs and Prosperity ». Ces thèmes reprennent les sujets mentionnés par Rhodri Morgan dans son avant-propos, dont le développement durable ne semble pas faire partie. Un tel silence peut étonner compte tenu de l'article 121 du *GOWA 1998*. Toutefois, il apparaît, à la lecture du document, que les Travaillistes gallois se penchent sur les questions environnementales de façon ponctuelle, ainsi page 12, dans une sous-partie « Making our communities cleaner and greener » : « In our second term Labour will extend our programmes to reduce pollution from emissions and to contribute to the management of climate change in Wales »[1093]. Ils évoquent rapidement des sujets comme la gestion des déchets, la pollution et les risques d'inondation. Il faut cependant attendre l'avant-dernière page du manifeste pour connaître la position du parti au sujet de l'énergie. Cette page comporte en effet deux photographies, l'une montrant des panneaux solaires, et l'autre des vagues, sur lesquelles un petit encart, intitulé « Harnessing Welsh strengths », indique en quelques lignes les propositions des Travaillistes à propos des énergies renouvelables :

> *Wales is sitting on a largely untapped energy resource – our windy hills, rugged coastlines and fast flowing tidal currents. Energy from renewable resources such as wind and tidal flows is set to become a huge market, as well as an environmental necessity, and Labour is ensuring Wales makes the most of it. By 2010 we aim to ensure that 10% of energy consumed in Wales will be from renewable sources. And we will look to create many new, high skilled jobs in this expanding international market*[1094].

[1090] *Ibid*., avant-propos.

[1091] *Loc. cit*.

[1092] *Plaid Cymru, The Party of Wales*, *op. cit*., pp. 17-35.

[1093] *Working Together for Wales*, *op. cit*., p. 12.

[1094] *Ibid*., p. 21.

Ils s'engagent à développer les énergies propres et renouvelables pour des raisons environnementales et économiques. Ils préfèrent, malgré tout, montrer des panneaux solaires, moins controversés que les éoliennes, pourtant indirectement mentionnées dans le texte. Ce manifeste se termine par la liste des 10 engagements[1095] du parti travailliste gallois pour le prochain mandat. Aucune mesure proposée ne concerne l'environnement.

Par conséquent, le *Welsh Labour Party* reste beaucoup plus vague que *Plaid Cymru*, préférant insister sur les aspects sociaux et économiques de sa politique. Quelle stratégie est la plus payante au moment des élections ? Globalement, *Plaid* perd cinq sièges, dont un au second vote, alors que les Travaillistes en gagnent un. Cynog Dafies, nationaliste et fervent défenseur des énergies renouvelables, choisit de ne pas se représenter. Les nationalistes échouent dans les circonscriptions de Conwy, d'Islwyn, de Llanelli et de Rhondda, à chaque fois au profit des Travaillistes. La plupart de ces circonscriptions sont concernées par des projets d'éoliennes. Le parti de Rhodri Morgan semble, de ce fait, avoir choisi la bonne tactique, puisqu'il obtient presque la majorité de sièges au sein de l'Assemblée.

A la suite des élections, le *Welsh Labour Party* lance, début 2004, une vaste consultation au sujet de la politique travailliste galloise, *Partnership in Power in Wales*, afin de préparer le manifeste pour l'échéance électorale de 2007. Cette consultation se divise en sept thématiques : la culture, le sport et la langue galloise ; l'éducation et l'apprentissage ; l'environnement, la planification et la campagne ; la santé et les affaires sociales ; le gouvernement local et les services publics ; finalement la justice sociale et la régénération. Le développement durable est omniprésent dans le document sur l'environnement, dès les premières lignes :

> *At the heart of Welsh Labour's policies for the countryside, the environment and planning is sustainable development. [...] This document reflects our belief in clean and sustainable environmental policies implemented across all areas of government*[1096]*.*

Une fois les élections passées, le parti travailliste gallois n'hésite plus à affirmer son engagement pour le développement durable. La question de l'énergie est abordée page 4. Il reconnaît les difficultés rencontrées, notamment au sujet des projets de parcs éoliens, explicitement mentionnés, cette fois-ci :

> *Renewable energy is central to a sustainable future. At present fossil fuels still supply 95% of Wales' energy – a totally unsustainable way of life. Labour has taken action on the development of different*

[1095] Ce sont les suivants : « Abolish all prescription charges. Create a £100 million crime fighting fund. Extend free bus travel for over 60s and disabled people. Rule out Top Up fees in Welsh universities. Provide for all primary school children to have free breakfasts in school. Set up a Knowledge Bank for entrepreneurs. Extend the 20mph zone and Safe Routes to Schools schemes. Enable free access to local authority swimming pools for older people. Scrap home care charges for disabled people. Invest £560 million to improve school buildings, invest £550 million modernising GP surgeries and hospitals », *ibid*., p. 22.

[1096] *Partnership in Power, Environment, Planning and Countryside*, Cardiff : *Welsh Labour Party*, 2004, p. 2.

sources of energy, such as wind farms, often in the face of opposition. We believe that alternatives to the traditional environmentally polluting methods of energy creation should be used wherever possible. But we also recognise that the development has to be sustainable and should not irreparably damage our naturally beautiful scenery[1097].

Le *Welsh Labour Party* insiste sur sa volonté de promouvoir des énergies durables, tout en respectant la beauté des sites. Un compromis doit être trouvé, afin de répondre aux demandes, non seulement des partisans des éoliennes, mais aussi des défenseurs du paysage. Il tente de réconcilier développement durable et protection de l'environnement, tenant compte de ce fait des objections de nombreux Gallois, sans perdre de vue les objectifs européens. Il est primordial, à ses yeux, de se positionner à l'avant-garde de l'Union européenne dans ce domaine : « The Assembly Government has imposed tough environmental targets. Our aim, however, is that these goals should be met year after year. We have secured a sustainable agenda at the cutting edge of Europe ». Il semble, malgré tout, que le pays de Galles a encore un long chemin à parcourir.

Ainsi, la politique énergétique de l'Assemblée illustre les difficultés auxquelles elle se trouve confrontée dans l'application de son projet gouvernemental. Elle prend conscience, au cours de ses deux premiers mandats, des conflits entre théorie et pratique, entre protection de l'environnement et développement durable.

[1097] *Ibid*., p. 4.

Conclusion

Qui se rend pour la première fois au pays de Galles est frappé par l'ambivalence du paysage, à la fois dévasté par plusieurs siècles d'industrialisation massive, et préservé grâce à la création de nombreux espaces protégés. Maintes voix s'élèvent pour défendre le territoire gallois et son intégrité, non seulement nationalistes, mais aussi écologistes. Les premiers, au cours d'événements comme l'inondation de la vallée de Capel Celyn, à Tryweryn, se rendent compte que le paysage est un élément clé de l'identité nationale. De ce fait, sauvegarder la culture ne suffit pas, ils doivent également se mobiliser pour les terres. Parallèlement, les écologistes comprennent rapidement, à la suite, par exemple, de la catastrophe d'Aberfan, que le pays de Galles doit bénéficier d'une plus grande autonomie pour pouvoir adopter une politique environnementale correspondant à leurs exigences. Les Gallois, dans les années 1960, ne peuvent empêcher les projets de barrage, qui se multiplient, ni ceux de centrales électriques de toutes sortes. Ces combats sont toujours menés comme des conflits coloniaux, opposant le colonisateur au colonisé, qui n'a d'autre choix que se plier aux décisions du premier. Par conséquent, les mouvements nationaliste et écologiste prennent conscience des avantages qu'ils peuvent tirer d'une éventuelle collaboration. C'est en unissant leurs forces que *Plaid Cymru* et le *Wales Green Party* remportent un siège en 1992, et envoient Cynog Dafies à Westminster, sous une double étiquette. Cette coopération atteint son paroxysme en 1998, lors de la création de l'Assemblée nationale pour le pays de Galles, première administration galloise élue par les Gallois, et première institution européenne adoptant le principe de développement durable comme axe central de sa politique. L'interrelation entre nationalisme et écologisme sert ainsi de fondement à la nouvelle strate décisionnaire galloise.

L'Assemblée se met très vite au travail, accumulant textes et rapports, afin de délimiter les contours de sa politique et de mettre en place les programmes lui permettant de l'appliquer. Elle se fixe un objectif clair : transformer la nation galloise en une société moderne et durable, dont l'économie s'appuie sur le tourisme et les nouvelles technologies. Elle souhaite, en outre, utiliser sa politique de développement durable comme une vitrine, pour que le pays de Galles, longtemps qualifié de canard boiteux du Royaume-Uni, devienne un modèle à suivre en Europe, renvoyant alors une nouvelle identité moderne. Pourtant, il s'avère, après huit années d'existence, que l'Assemblée n'a pas réellement atteint les objectifs qu'elle s'était fixés au départ, à tel point qu'un fossé semble s'être creusé entre les Gallois et leur institution. A leurs yeux, celle-ci n'a pas rempli sa mission, celle de protéger leur environnement. Elle a, en effet, opéré un glissement entre théorie et pratique, entre

protection de l'environnement et développement durable, particulièrement visible dans les débats autour de l'implantation de parcs éoliens. De ce fait, les Gallois ne se reconnaissent parfois plus dans l'image qu'elle donne sur la scène européenne.

Le premier bilan que l'on peut dresser à ce jour est certes mitigé. Il ne faut cependant pas sous-estimer le travail colossal effectué par l'Assemblée depuis 1999. Elle a fait preuve d'une volonté sincère de tenir compte du développement durable dans toutes ses décisions au sujet, non seulement de l'économie, mais aussi de l'agriculture, des transports et, bien sûr, de l'environnement, notamment par son programme énergétique. Elle a très souvent dû affronter des réactions vives d'opposants à ses idées. Le gouvernement gallois n'a pourtant pas hésité à affirmer sa singularité et à se différencier de Londres à plusieurs reprises, en rejetant, par exemple, la culture des OGM et la construction de nouvelles centrales nucléaires sur le territoire gallois. Comment expliquer alors le sentiment général ressenti par les Gallois ? Comment justifier le fait qu'ils se désintéressent, pour une majorité d'entre eux, de leur propre institution ? Doit-on se satisfaire de ce sentiment pour évaluer le travail accompli depuis huit ans par l'Assemblée ? Certainement pas. Ce travail de recherche révèle les difficultés rencontrées par celle-ci pour articuler ses intentions louables et la réalité du terrain, c'est-à-dire les conflits entre le quantitatif et le qualitatif, entre, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Jane Austen, célèbre romancière britannique du XIX^{e} siècle, la raison et le sentiment. L'impression globale des Gallois semble être en décalage avec l'évaluation scientifique et raisonnée des politiques mises en œuvre par la nouvelle institution. Il est donc indispensable de ne pas se contenter d'un jugement subjectif émis par les principaux destinataires de ces politiques, et de procéder à une évaluation objective.

G-M. Hellstern, scientifique, définit l'évaluation des politiques publiques de la façon suivante :

> *Evaluations, in their broader sense, are intended to apply social science theory, methods and techniques to judge responsiveness, effectiveness and accountability in governmental and non-governmental organizations to stimulate collective learning*[1098].

Il s'agit donc d'évaluer, de façon quantitative, l'efficacité et la transparence des programmes mis en place par l'Assemblée. Plusieurs questions se posent : qui, quoi et pourquoi ? En d'autres termes, qui décide de ce qui doit être évalué, et dans quelles perspectives et quels buts ? Il apparaît rapidement que les actions menées par l'Assemblée sont évaluées à plusieurs reprises. Elle a, en effet, régulièrement recours à des groupes d'intérêts, directement ou indirectement concernés par le programme évalué,

[1098] G-M. Hellstern, « Generating Knowledge and Refining Experience: The Task of Evaluation », *in* Franz-Xaver. Kaufman (ed.), The Public Sector: Challenge for Co-Ordination and Learning, New York : de Gruyter, 1991, p. 272.

comme ce fut le cas lors de l'élaboration du *Wales Spatial Plan*, étudié par *Forum for the Future*[1099]. Il s'avère néanmoins que la principale instance d'évaluation est l'Assemblée elle-même qui, selon les termes de l'article 121 du *GOWA 1998*, doit publier, chaque année, un rapport sur les progrès réalisés en matière de développement durable. Pour décider de ce qui doit être évalué, l'administration galloise instaure, dès sa mise en place, un groupe de travail, nommé *Sustainable Development Indicators Working Group* (*IWG*), chargé de réfléchir, non seulement aux domaines devant être étudiés plus précisément au cours de l'évaluation, mais aussi à un ensemble d'outils méthodologiques concrets, répondant ainsi aux questions « quoi » et, surtout, « comment ». Ces outils devront tenir compte des aspects culturel, social, économique et environnemental de sa politique. Afin de remplir la mission confiée par le gouvernement gallois, le *IWG* s'inspire de plusieurs documents abordant le sujet de l'évaluation, comme *Wales, A Better Country*, le *Wales Spatial Plan* ou le *Sustainable Development Action Plan 2004-2007*, dans lequel l'Assemblée dresse elle-même une liste des domaines à considérer :

> *We also need to be aware of how we are performing in these significant areas: global warming, potential threats to public health, poverty and social inclusion, the implications of an ageing population, loss of biodiversity in Europe, transport congestion and regional imbalances*[1100].

Le *IWG* reprend donc ces différents thèmes et retient les critères suivants : l'impact global de la consommation au pays de Galles, la biodiversité à l'intérieur du territoire, le taux de pauvreté, l'importance de l'activité économique et le progrès économique réel, et non la seule augmentation du PIB.

Dès son premier rapport annuel, l'Assemblée, suivant les conseils du groupe de travail, définit une série de 12 outils, appelés indicateurs du développement durable : l'emploi, par le taux d'activité de la population ; l'éducation ; les taux de criminalité ; le pourcentage d'habitations jugées insalubres ; le réchauffement climatique, par le biais de la quantité de gaz à effet de serre rejetée dans l'atmosphère : la qualité de l'air, en tenant compte du nombre de jours où la pollution est élevée dans différentes villes ; la qualité de l'eau de rivière ; la vie sauvage, en étudiant la proportion d'espèces d'oiseaux en augmentation ; la gestion des déchets, en observant la quantité de déchets produits chaque année par habitant et la proportion recyclée ; la langue galloise, avec la part de la population capable de la parler ; le pourcentage d'électricité produit grâce aux énergies renouvelables et l'empreinte écologique du pays de Galles[1101]. Si les neuf premiers indicateurs s'inspirent du modèle britannique, les trois

[1099] Voir p. 301.

[1100] *Sustainable Development Action Plan 2004-2007*, *op. cit*., p. 5.

[1101] *Deciding to Live Differently*, Cardiff : *NAW*, 2001, p. 4. Ce document, publié après consultation publique, rappelle, par son titre, *Learning to Live Differently*, premier programme de développement durable de l'Assemblée, rendu public en novembre 2000.

derniers sont spécifiquement gallois. Il faut souligner que le pays de Galles représente le premier pays européen à adopter l'empreinte écologique comme indicateur officiel.

Cette liste d'indicateurs apparaît dans chaque rapport annuel sur la politique de l'Assemblée en matière de développement durable. Pour évaluer celle-ci, il est intéressant d'étudier les trois premiers publiés par l'administration galloise. La lecture du deuxième, intitulé *How We Are Learning to Live Differently*[1102], révèle que les chiffres donnés pour chaque domaine sont exactement les mêmes que ceux figurant dans le premier, cité plus haut. Le tableau qui les présente n'a pas été mis à jour, contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser, « Most recent values of adopted indicators ». Plusieurs de ces indices ont déjà quelques années. Le troisième rapport, publié en 2003, comporte, quant à lui, des informations corrigées et comparées à celles de l'année précédente. D'importants progrès ont

été réalisés dans les domaines de l'éducation[1103] et de la criminalité[1104]. De surcroît, la qualité de l'air s'est améliorée, en particulier à Port Talbot, ville très polluée par les usines avoisinantes. En revanche, les émissions de gaz à effet de serre passent de 12,4 millions de tonnes équivalent carbone en 1998 à 14,5 millions deux ans plus tard, et la part de l'électricité produite par des énergies renouvelables diminue de 3,2% en 2000 à 2,5% l'année suivante, ce que l'Assemblée justifie par la sécheresse ayant frappé le pays de Galles, rendant ainsi difficile la production d'hydroélectricité. En ce qui concerne la gestion des déchets, le bilan est contrasté puisque la quantité produite en un an par un Gallois augmente de 479 kg en 1999-2000 à 496 kg en 2000-2001, alors que, dans le même temps, la proportion de déchets recyclés progresse de 5,9 à 6,2%[1105].

Par conséquent, l'action mise en œuvre par l'Assemblée commence à porter ses fruits, et son bilan est à nuancer. Il ne faut en outre pas perdre de vue que celle-ci a mis en place une politique à long terme, dont les effets immédiats sont difficiles à quantifier, ce qu'elle rappelle :

> *To measure progress in sustainable development, more than one form of measurement is needed. It is necessary to monitor outcomes so as to establish whether we are living and working sustainably or at*

[1102] *How We Are Learning to Live Differently, The Second Sustainable Development Report of the National Assembly for Wales under Section 121(6) of the GOWA 1998*, Cardiff : *NAW*, 2002.

[1103] Le pourcentage de personnes âgées de plus de 19 ans possédant au moins un rang de qualification correspondant au *National Vocational Qualification* (*NVQ*) 2, grille d'évaluation britannique des qualifications acquises par chaque individu, a progressé de 72% à 75% entre 2000 et 2001, *Sustainable Development 2003 Annual Report and Action Plan*, Cardiff : *NAW*, 2003, p. 4.

[1104] Le taux de criminalité, en ce qui concerne les vols et les crimes violents, a diminué de façon significative, de 1 486 à 1 448 vols et de 1 390 à 1 333 crimes violents pour 100 000 habitants, *loc. cit*.

[1105] *Loc. cit.*

least moving towards sustainability. However, it can take a long time for trends to turn, and even longer for changes to show in public statistics[1106].

L'administration galloise justifie de cette façon son bilan mitigé. Un constat s'impose : même si l'évaluation des politiques publiques est d'abord utilisée pour pallier au déficit démocratique, elle ne peut dépendre uniquement des acteurs directement concernés. Dans le cas du pays de Galles, la question est de savoir s'il vaut mieux appliquer une politique à long terme, difficile et parfois mal vécue, ou répondre aux attentes immédiates de la population. Que choisir : la raison ou le sentiment ? Peut-être faut-il tout simplement conserver à l'esprit cette phrase d'Albert Einstein : « Not everything that can be counted counts, and not everything that counts can be counted »[1107]. Quoi qu'il en soit, l'Assemblée dépend des Gallois, desquels elle reçoit son mandat. Il est donc indispensable qu'elle obtienne leur soutien afin que ceux-ci s'approprient leur nouvelle institution. A sa décharge, elle souffre du même péché de jeunesse que l'Union européenne à ses débuts. Celle-ci a dû, en effet, faire ses preuves et acquérir de l'expérience. La description qu'en donne Ivor Richard en 1981, lors d'une émission radiophonique, pourrait fort bien s'appliquer aujourd'hui à l'Assemblée :

The Community is a frail growth that has existed for a short period of time. [...] It is riddled with uncertainty and has a tremendous facility to make the simple complicated and the complicated incomprehensible[1108].

Celle-ci ne peut que progresser avec le temps, si le gouvernement de Londres lui donne les moyens d'appliquer sa politique.

L'un des obstacles majeurs rencontrés par les institutions galloises est le cadre limité de ses pouvoirs. Or, de nombreux sondages mentionnés précédemment indiquent que la population souhaiterait que son Assemblée devienne un parlement. Le *Government of Wales Act (GOWA) 2006*, entré en vigueur en 2007, a permis à celle-ci de s'engager sur cette voie. Ce texte élargit les pouvoirs législatifs de l'Assemblée, lui permettant de voter des *Assembly Measures*, approuvées par la suite par Westminster. Cela ne lui confère certes pas de pouvoirs législatifs primaires sur le modèle écossais[1109], mais lui donne la possibilité de prendre l'initiative dans le processus législatif. Il officialise, en outre, la séparation entre l'exécutif et le législatif, accordant des pouvoirs directs aux ministres. De ce fait, l'Assemblée devrait gagner en crédibilité aux yeux des Gallois, même si des voix s'élèvent d'ores et déjà pour critiquer ce système à nouveau bancal et compliqué. Les élections organisées en mai 2007

[1106] *The Sustainable Development Action Plan 2003-2007*, *op. cit*., p. 33.

[1107] Albert Einstein avait affiché cette phrase, dont il est l'auteur, dans son bureau de Princeton.

[1108] Ivor Richard, *Wales and Europe – A new perspective*, émission radiophonique diffusée sur *Radio Wales* et *Radio Cymru* le 24 novembre 1981, et publiée ensuite par la BBC, pp. 20-21. Ivor Richard, membre du parti travailliste, est alors Commissaire européen en charge de l'emploi et des affaires sociales.

[1109] Voir p. 209.

redonnent espoir dans la mesure où le taux de participation, de 43,7%, est en hausse : serait-ce le reflet d'un degré de maturité acquis par l'Assemblée ? L'accession de *Plaid Cymru* au pouvoir, à la suite de ses excellents résultats aux élections, devrait changer le visage de l'Assemblée, et surtout du *WAG*. Les nationalistes et les travaillistes signent, en juin 2007, un accord de coalition, le *One Wales Agreement*[1110], document très intéressant puisqu'il présente le projet gouvernemental de l'Assemblée pour le nouveau mandat. Les deux factions s'engagent à organiser, dès que possible, un nouveau référendum sur la question des pouvoirs législatifs primaires, créant ainsi un parlement gallois, doté des mêmes pouvoirs que celui de l'Écosse. Ils mettent alors en place une *All-Wales Convention*, convention dirigée par Sir Emyr Jones Parry, ancien ambassadeur britannique auprès des Nations Unies, et comptant Cynog Dafies parmi ses membres, dans le but d'évaluer l'opinion publique sur ce sujet. Elle estime que l'Assemblée doit posséder davantage de pouvoirs, ce qui lui permettrait de mettre en pratique sa théorie, son projet gouvernemental, par exemple celui de légiférer en matière environnementale. L'administration galloise est très souvent impuissante face à des projets imposés par Londres, ce qui est le cas pour l'implantation des centrales nucléaires. Ce dossier est toujours en cours puisque, début 2008, John Hutton, Ministre des affaires et de l'entreprise de Gordon Brown, nouveau Premier ministre britannique, annonce des projets de construction de nouveaux réacteurs. La position galloise sur ce sujet est difficile car, si elle n'a eu de cesse d'affirmer son opposition au développement de l'énergie nucléaire au pays de Galles, son champ d'action est malheureusement limité, ce que rappelle Tomos Livingstone, dans un article du *Western Mail* publié le 8 janvier 2008 :

> *The decision is likely to prove highly divisive in Wales, with the Assembly Government and several Labour MPs opposed to new nuclear build. [...] A Government-commissioned report released last year under the Freedom of Information Act suggested siting new sites in England to avoid clashes with the devolved administrations, even though the Assembly Government – unlike the Scottish Executive – has no power to block a nuclear power station*[1111].

Ainsi, même si elle est privée d'un quelconque pouvoir de décision dans ce domaine, il semble que l'Assemblée peut faire pression sur le gouvernement britannique.

En somme, c'est certainement la collaboration entre les intérêts nationalistes et écologistes gallois qui ont façonné l'Assemblée et sa politique. Ce sera peut-être elle encore qui lui permettra de renforcer sa position et d'obtenir le soutien de la population. Selon Cynog Dafies, qui évoque son expérience personnelle, une telle coopération est vitale pour l'avenir du pays de Galles :

[1110] *One-Wales: A Progressive Agenda for the Government of Wales*, Cardiff : *WAG*, 27-06-2007.

[1111] Tomos Livingstone, « Nuclear industry must pay to deal with waste », *Western Mail*, 08-01-2008.

> *On consideration, the kind of mutual understanding, the rapprochement, that I have attempted, albeit somewhat crudely, to define, is relevant not only to the two streams that came together in the early nineties but also to the task of building a nation in Wales from all the diverse elements that exist within its boundaries at the beginning of the twenty first century. Without such mutual understanding, we will get nowhere*[1112].

L'esprit d'entraide, qui a toujours été l'une des caractéristiques de la nation galloise, devra perdurer pour que le pays de Galles affirme son identité.

Nous terminerons avec cette phrase de Lewis Thorpe qui décrit, dans l'introduction de l'ouvrage de Gerald le Gallois cité au début de ce travail, l'objectif de son auteur ainsi :

> The Description of Wales *was written to describe the Welsh people and Wales itself, his own country, to reveal in full the secrets of his native land, to rescue from oblivion recent happenings which had not been fully recorded elsewhere*[1113].

Notre propos, par le biais de ce travail de recherche, aura été de tenter de sortir le pays de Galles de l'oubli dans lequel il est souvent plongé, afin d'éclairer, autant que faire se peut, le chemin qu'il a parcouru depuis la création de l'Assemblée à la fin du XX^{e} siècle.

Bibliographie

1 Concepts

1.1 Évaluation des politiques publiques

1.1.1 Ouvrages

CONSEIL SCIENTIFIQUE DE L'ÉVALUATION, *Petit Guide de l'évaluation des politiques publiques*, Paris : La Découverte, 1996, 123 p.

GHORRA-GOBIN, Cynthia, *Les États-Unis entre local et mondial*, Paris : Presses Universitaires de Sciences Po, 2000, 287 p.

KESSLER, Marie-Christine, LASCOUMES, Pierre, SETBON, Michel, *et al.* (dirs.), *Évaluation des politiques publiques*, Paris : L'Harmattan, 1998, 350 p, Actes d'un colloque organisé à l'ENS Cachan.

PERRET, Bernard, *L'Évaluation des politiques publiques*, Paris : La Découverte, 2001, 124 p.

[1112] Cynog Dafies, *op. cit*., p. 22.

[1113] Lewis Thorpe, introduction de *The Description of Wales*, *op. cit*., p. 46.

1.1.2 Articles

HELLSTERN, G.M., « Generating Knowledge and Refining Experience: The Task of Evaluation », *in* KAUFMAN, Franz-Xaver, *The Public Sector: Challenge for Co-Ordination and Learning*, New York : de Gruyter, 1991.

1.2 Nation, nationalisme et identité nationale

1.2.1 Ouvrages

ANDERSON, Benedict Richard O'Gorman, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, Londres : Verso, 1983, 160 p.

BORT, Eberhardt, & EVANS, Neil, (eds.), *Networking Europe, Essays on Regionalism and Social Democracy*, Liverpool : Liverpool University Press, 2000, 487 p.

CHABOT, Jean- Luc, *Le Nationalisme*, Paris : Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je, 1986, 127 p.

CORDELLIER, Serge, (ed.), *Nations et nationalismes*, Les dossiers de l'état du monde, Paris : La Découverte, 1995, 185 p.

DELANNOI, Gil & TAGUIEFF, Pierre-André (dirs.), *Théories du nationalisme. Nation, nationalisme, ethnicité*, Paris : Kimé, 1991, 324 p.

GELLNER, Ernest, *Nations et nationalisme*, Paris : Editions Payot, 1989, 208 p.

GIRARDET, Raoul, *Nationalismes et nation*, Paris : Editions Complexe, 1996, 168 p.

HARVIE, Christopher, *The Rise of Regional Europe*, Londres : Routledge, 1994, 92 p.

HOBSBAWM, Eric John, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge : Cambridge University Press, 1980, 191 p.

JENNINGS, Ivor, *The Approach to Self-Government*, Cambridge : Cambridge University Press, 1956, 204 p.

KOHR, Leopold, *The Breakdown of Nations*, Londres : Routledge&Kegan Paul, 1986, 1ère édition en 1957, 244 p.

RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?, et autres essais politiques*, Paris : Presses Pocket (Agora), préface et commentaires par Joël Roman, édition utilisée : 1992, 316 p.

SMITH, Anthony David, *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford : Blackwell, 1986, 312 p.

SMITH, Anthony David, *National Identity*, Reno : University of Nevada Press, 1991, 227 p.

SMITH, Anthony David, *Nations and Nationalisms in a Global Era*, Cambridge : Polity Press, 1995, 211 p.

SMITH, Anthony David, *Nationalism and Modernism: a Critical Survey of Recent Theories of Nations and Nationalism*, Londres : Routledge, 1998, 270 p.

SMITH, Anthony David, *Myths and Memories of the Nation*, Oxford : Oxford University Press, 1999, 288 p.

1.2.2 Articles

BOURDIEU, Pierre, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la recherche en sciences sociales*, novembre 1980, n°35, Paris, pp.63-72.

BURDEAU, Georges, « Nation », *in Encyclopaedia Universalis*, *Nation*, pp. 5-6 et *A) L'idée de nation*, 4°, Paris : *Encyclopaedia Universalis*, édition de 1989, vol. 16, pp. 8-9.

GIRARDET, Raoul, « Le Nationalisme », *in Encyclopaedia Universalis*, *Nation : D) Le Nationalisme*, Paris : *Encyclopaedia Universalis*, édition de 1989, corpus, vol. 16, pp. 17-19.

OSMOND, John, « Unitary Britain and Regional Europe » (1995) *in* BORT, Eberhard & EVANS, Neil (eds.), *Networking Europe, Essays on Regionalism and Social Democracy*, Liverpool : Liverpool University Press, 2000, 487 p.

1.3 Écologisme et développement durable

1.3.1 Ouvrages

ABELES, Marc (ed.), *Le Défi écologiste*, Paris : L'Harmattan, 1993, 192 p.

ACOT, Pascal, *Histoire de l'écologie*, Paris : Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je, 1994, 127 p.

AUBERTIN, Catherine & VIVIEN, Franck-Dominique (eds.), *Le Développement durable, enjeux politiques, économiques et sociaux*, Paris : La Documentation française, 2006, 142 p.

BEGUIN, François, *Le Paysage*, Paris : Dominos, Flammarion, 1995, 126 p.

BERQUE, Augustin, CONAN, Michel, DONADIEU, Pierre, *et al*., *Cinq Propositions pour une théorie du paysage*, Seyssel : Collection Pays/Paysages, Champ Vallon, 1994, 123 p.

BERQUE, Augustin, CONAN, Michel, DONADIEU, Pierre, *et al*., *La Mouvance. Du jardin au territoire, cinquante mots pour le paysage*, Paris : Editions de la Villette, 1999, 99 p.

BERQUE, Augustin, *Écoumène*, Paris : Belin, 2000, 271 p.

BERQUE, Augustin, *Médiance : de milieux en paysages*, Paris : Belin, 2000, 156 p.

BIGOT, François, *L'Urbanisme au défi de l'environnement*, Rennes : Editions Apogée, 1994, 158 p.

CARSON, Rachel Louise, *Silent Spring*, New York : Houghton Mifflin, 1962, 368 p.

CAUQUELIN, Anne, *L'Invention du paysage*, Paris : Plon, 1989, 181 p.

CAUQUELIN, Anne, *Le Site et le paysage*, Paris : Quadrige, Presses Universitaires de France, 2002, 191 p.

CONTI, Laura, *Qu'est-ce que l'écologie ? Capital, travail et environnement*, traduit de l'italien par Anne-Laure Gatti, Paris : François Maspero, 1978, 157 p.

DERAIME, Sylvie, *Économie et environnement*, Paris : Marabout, collection Le Monde poche, 1993, 180 p.

FAUCHEUX, Sylvie & NOEL, Jean-François, *Les Menaces globales sur l'environnement*, Paris : La Découverte, collection Repères, 1990, 123 p.

FERRY, Luc, *Le nouvel Ordre écologique : l'arbre, l'animal et l'homme*, Paris : Librairie générale française, Grasset, 1992, 222 p.

HAECKEL, Ernst, *Histoire de la création des êtres organisés*, traduit de l'allemand *Generelle morphologie der Organismen*, Paris : C. Reinwald, 1874, 680 p.

HILLARY, Edmund (ed.), *Ecology 2000: the changing face of earth*, Londres : Michael Joseph, 1984, 252 p.

LAMY, Michel, *Introduction à l'écologie humaine*, Paris : Ellipses, Collection Sciences de la vie et de la terre, 2001, 270 p.

PELLETIER, Philippe, *L'Imposture écologiste*, Montpellier : Reclus, 1993, 208 p.

RAMADE, François, *Les Catastrophes écologiques*, Auckland, Bogota, Paris : McGraw Hill, 1987, 317 p.

RAMADE, François, *Éléments d'écologie, écologie appliquée*, Paris : McGraw Hill, 1991, 4ème édition, 578 p.

ROBBINS, Paul, *Political Ecology: a Critical Introduction*, Malden (Mass.) : Blackwell, 2004, 242 p.

SAINTENY, Guillaume, *L'introuvable Ecologisme français*, Paris : Presses Universitaires de France, 2000, 538 p.

SIMONNET, Dominique, *L'Écologisme*, Paris : Presses Universitaires de France, Collection Que sais-je, 1991, 128 p.

1.4 Europe

1.4.1 Ouvrages

AMMON, Günther, *L'Europe des régions*, Paris : Editions Economica, 1996, 112 p.

BRAULT, Philippe, RENAUDINEAU, Guillaume & SICARD François, *Le Principe de subsidiarité*, Paris : La Documentation française, 2005, 111 p.

GUERIN-LAVIGNOTTE, Elodie & KERROUCHE, Eric, *Les Élus locaux en Europe, un statut en mutation*, Paris : La Documentation française, n°5230, 2006, 158 p.

LABASSE, Jean, *Quelles Régions pour l'Europe ?*, Paris : Flammarion, 1994, 126 p.

LABASSE, Jean, *L'Europe des régions*, Paris : Flammarion, 1991, 432 p.

Le GALES, Patrick & LEQUESNE, Christian, *Les Paradoxes des régions en Europe*, Paris : Editions La Découverte, 1997, 302 p.

MORIN, Edgar, *Penser l'Europe*, Paris : Gallimard, 1990, 221 p.

2 La Grande-Bretagne, ouvrages généraux

ASHTON, Thomas Southcliffe, *The Industrial Revolution 1760-1830*, Oxford : Oxford University Press, 1988, 135 p.

BUTLER, David & BUTLER, Gareth, *Twentieth Century British Political Facts. 1900-2000*, Londres : Macmillan Press, 2000, 8ème édition, 584 p.

BUTLER, David & WESTLAKE, Martin, *British Politics and European Elections 1999*, Londres : Macmillan, 2000, 271 p.

CHALINE, Claude, *Le Royaume-Uni, économie et régions*, Paris : Masson, 1991, 238 p.

CHARLOT, Monica, *Encyclopédie de civilisation britannique*, Paris : Larousse, 1976, 606 p.

CHARLOT, Monica, *The Wilson Years*, Paris : Didier Erudition, 1998, 202 p.

COOK, Chris & STEVENSON, John, *The Longman Handbook of Modern British History: 1714-2001*, Londres : Longman, 2001, 506 p.

FRANKENBERG, Ronald, *Communities in Britain*, Harmondsworth : Penguin, 1970, 313 p.

FRISON, Danièle, *Les Années Wilson. 1964-1970*, Paris : Ellipses, 1998, 240 p.

GARDINER, Vince & MATTHEWS, Hugh (eds.), *The Changing Geography of the UK*, Londres : Routledge, 2000, 3ème édition, 503 p.

JENNINGS, Paul, *The Living Village*, Harmondsworth : Penguin, 1972, 317 p.

LERUEZ, Jacques, *Gouvernement et politique en Grande-Bretagne*, Paris : Dalloz, 1989, 422 p.

LERUEZ, Jacques & SUREL Jeannine, *Le Royaume-Uni au XXe siècle*, Paris : Ellipses, 1997, 286 p.

LERUEZ, Jacques (ed.), *Les Institutions du Royaume-Uni*, Paris : La Documentation française, n°1.03, 1999, 51 p.

LERUEZ, Jacques, *Le Système politique britannique. De Winston Churchill à Tony Blair*, Paris : Dalloz, 2001, 331 p.

MABILEAU, Albert & MERLE, Marcel, *Les Partis politiques en Grande-Bretagne*, Paris : Presses Universitaires de France, Collection Que sais-Je, 1979, 128 p.

MOINDROT, Claude, *Grande-Bretagne et Irlande du Nord : Géographie économique*, Paris : Hachette, 1993, 207 p.

MOINDROT, Claude, *Les Régions britanniques*, Nancy : Armand Colin, 1971, 256 p.

MOINDROT, Claude, *Villes et campagnes britanniques*, Paris : Armand Colin, 1972, 320 p.

MOINDROT, Claude & ROUDAUT, Emmanuel (eds.), *Villes et campagnes britanniques : confrontation ou (con)fusion?*, sélection de communications prononcées lors du colloque « Villes et campagnes: confrontation ou (con)fusion ? », organisé en mars 2002 par Edwige Camp et Emmanuel Roudaut à l'Université de Valenciennes et du Hainait-Cambresis.

MORGAN, Kenneth O., *Britain since 1945: The People's Peace*, Oxford : Oxford University Press, 1990, 3ème édition en 2001, 623 p.

MOUGEL, François-Charles, *Les Années Blair*, Paris : La Documentation française, 2005, 158 p.

MOUGEL, François-Charles, *Les Élites britanniques de la Glorieuse Révolution à Tony Blair (1688-2005)*, Paris : Ellipses, collection les Essentiels de civilisation anglo-saxonne, 2005, 156 p.

OAKLAND, John, *Contemporary Britain: a Survey with Texts*, Londres : Routledge, 2001, 253 p.

PRINCE, John, *Les Années 60 en Grande-Bretagne*, Talence : Presses Universitaires de Bordeaux, 1998, 150 p.

SKED, Allan, & COOK, Chris, *Post-War Britain, A Political History 1945-1992*, Londres : Penguin, 1993, 4ème édition, 629 p.

THIRSK, Joan, *The Agrarian History of England and Wales, vol. IV, 1500-1640*, Cambridge : Cambridge University Press, 1967, 919 p.

WILKIE, Tom, *British Science and Politics since 1945*, Oxford : Blackwell, 1991, 142 p.

WORDSWORTH, William, *A Guide through the District of the Lake in the North of England*, Londres : Longman, 1846, 1ère édition en 1810, 180 p.

3 Le pays de Galles, ouvrages généraux

3.1. Ouvrages

AARON, Jane & WILLIAMS, Chris (eds.), *Postcolonial Wales*, Cardiff : University of Wales Press, 2005, 257 p.

ABALAIN, Hervé, *Le Pays de Galles, Identité, Modernité*, Crozon : Armeline, 2000, 300 p.

BINGLEY, William, *North Wales Delineated from Two Excursions Through all the Interesting Parts of That Highly Beautiful and Romantic Country and Intended as a Guide to Future Tourists*, Londres : Longman&Rees, 1804.

BORROW, George Henry, *Wild Wales: Its people, Language and Scenery*, Londres : Murray, 1865, 347 p., quelques extraits furent publiés dans la *Quaterly Review*, en janvier 1861.

COLE, David (ed.), *The New Wales*, Cardiff : University of Wales Press, 1990, 245 p.

MCLEAN, Thomas, *Views in North Wales*, Chester : T. Catherall, 1823, 29 p.

MORGAN, Kenneth O., *Wales in British Politics: 1868-1922*, Cardiff : University of Wales Press, 1963, 363 p.

MORRIS, Jan, *The Matter of Wales, Epic Views of a Small Country*, Londres : Penguin, 1986, 472 p.

PENNANT, Thomas, *A Tour in Wales*, Londres : Henry Hughes, 2 vol., 1778.

REES, William, *An Historical Atlas of Wales: From Early to Modern Times*, Londres : Faber&Faber, 1959, 71 p.

SAGER, Peter, *Wales*, Londres : Pallas Athene, 1991, 511 p.

SMITH, Dai, *Wales! Wales?*, Londres : George Allen&Unwin, 1984.

3.2. Thèses

HELLEGOUARC'H, Anne, *Le Pays de Galles au XX^{ème} siècle : naissance d'une nouvelle identité*, sous la dir. d'Hervé ABALAIN, Université de Bretagne Occidentale, 2002, 598 p.

4 Le pays de Galles, ouvrages spécialisés

4.1 Histoire et société

4.1.1 Textes officiels

GREAT BRITAIN, *An Acte for Lawes and Justice to be ministered in Wales in like fourme as it is in this Realm*, Londres : HMSO, 1536.

GREAT BRITAIN, *Report of the Tribunal appointed to inquire into the Disaster of Aberfan on October 21st 1966*, HL 316, HC 553, Londres : HMSO, 1967, 151 p.

GREAT BRITAIN, *Aspects of Britain: Wales*, Londres : HMSO, Central Office of Information,1993, 88 p.

4.1.2 Sources secondaires

4.1.2.1 Ouvrages

ABALAIN, Hervé, *Histoire du Pays de Galles*, Luçon : Editions Jean-Paul Gisserot, 1991, 158 p.

CENTRE DE RECHERCHE BRETONNE ET CELTIQUE (ed.), *Pays de Galles, Écosse, Irlande*, Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Cahiers de Bretagne Occidentale, n°7, 1986, 363 p., actes du congrès de la SAES organisé en mai 1986 à Brest.

CLEWS, Roy, *To Dream of Freedom. The Struggle of M.A.C. and the Free Wales Army*, Talybont : Y Lolfa, 1980, 223 p.

CLIFFE, Charles Frederick, *Book of South Wales, the Bristol Channel, Monmouthshire, and the Wye: a companion and guide*, Londres : Hamilton, 1847, 318 p.

DAVIES, John, *A History of Wales*, Londres : Allen Lane, 1993, 718 p.

DAVIES, John, *The Making of Wales*, Cardiff : *Cadw, Welsh Historic Monuments*, 1999, 160 p.

JONES, Gareth Elwyn, *Modern Wales, a Concise History*, Cambridge : Cambridge University Press, 1994, 381 p.

JONES, John, *The History of Wales, descriptive of the Government, Wars, Manners, Religion, Laws, Druids, bards, pedigrees, ...*, Londres : J. Williams, 1824, 351 p.

LE DISEZ, Jean-Yves (éd.), *Le Pays de Galles tel qu'en lui-même*, Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Collection Triade, n°6, 2000, 148 p.

LE DISEZ, Jean-Yves, *Une Aventure galloise. Portrait d'une petite nation solidaire*, Spézet : Coop Breizh, 2006, 238 p.

MCLEAN, Iain & JOHNES, Martin, *Aberfan: Government and Disasters*, Cardiff : Welsh Academic Press, 2000, 274 p.

MORGAN, Kenneth O., *The Rebirth of a Nation*, *Wales 1880-1980*, Cardiff : University of Wales Press, 1982, 463 p.

MORGAN, Kenneth O., *Modern Wales: Politics, Places and People*, Cardiff : University of Wales Press, 1995, 492 p.

REES, Sian, *A Guide to Ancient and Historic Wales*, Dyfed, Londres : HMSO, 1992, 241 p.

SELLIN, Bernard (ed.), *Parcours : Pays de Galles – Bretagne*, Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Collection Triade, n°1, 1995, 142 p.

SMITH, Dai, *Wales, A Question for History*, Bridgend : Seren, 1999, 216 p.

THOMAS, Brinley (ed.), *The Welsh Economy: Studies in Expansion*, Cardiff : University of Wales Press, 1962, 216 p.

WILLIAMS, A.H., *An Introduction to the History of Wales*, Oxford : Oxford University Press, 1969, 191 p.

WILLIAMS, David, *A History of Modern Wales*, Londres : John Murray, 1950, 308 p.

WILLIAMS, Gwyn A., *The Land Remembers: a view of Wales*, Londres : Faber&Faber Ltd, 1977, 252 p.

WILLIAMS, Gwyn A., *When Was Wales*, Londres : Penguin, 1985, 327 p.

4.1.2.2 Articles

MCLEAN, Iain & JOHNES, Martin, « On moles and the habits of birds: the unpolitics of Aberfan », *Twentieth Century Britain History 8*, 1997.

SIMPSON, Rin, « Should the Welsh celebrate the Magna Carta? », *Western Mail*, 30-05-2006.

4.1.2.3 Mémoires et thèses

MONSERAT, Isabelle, *Mumbles, Evolution of a Gower Village in Wales*, mémoire de maîtrise, sous la dir. d'Evelyne d'Auzac, Université Jean Moulin Lyon 3, 1997, 103 p.

4.1.2.4 Documents audiovisuels

« Wales in Our Time », série de cinq documentaires réalisée par John Humphrys et diffusée sur *BBC Wales*.

4.2 Politique, partis politiques, élections et dévolution

4.2.1 Sources primaires

4.2.1.1 Ouvrages

ANDREWS, Leighton, *Wales Says Yes, The Inside Story of the Yes for Wales Referendum Campaign*, Bridgend : Seren, 1999, 222 p.

ANON, *The Faith of a Nationalist. A Memorandum Addressed to Young Wales*, Caernarfon : The Welsh Publishing Co. Ltd., 1911, 103 p.

DAVIES, David James, *The Economics of Welsh Self-Government*, Caernarfon : Welsh Nationalist Party, 1931, 32 p.

DAVIES, David James & DAVIES, Noelle, *Can Wales Afford Self-Government?*, Caernarfon : *Welsh Nationalist Party*, 1939, 109 p.

EVANS, Gwynfor, *The Historical Basis of Welsh Nationalism*, *in* A. W. WADE-EVANS, *et al.*, Cardiff : *Welsh Nationalist Party*, 8 vol., 1950.

EVANS, Gwynfor, *Save Cwm Tryweryn for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1956, 23 p.

EVANS, Gwynfor, *et al.*, *Our Three Nations: Wales, Scotland, England*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1956, 79 p.

EVANS, Gwynfor, *Self-government for Wales and A Common Market for Britain*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1960, 28 p.

EVANS, Gwynfor, *Wales Can Win*, Llandybie : Christopher Davies, 1973,145 p.

EVANS, Gwynfor, *Land of My Fathers*, publié en 1971 en gallois sous le titre *Aros Mae*, Swansea : John Penry Press, 1974, 465 p.

EVANS, Gwynfor, *A National Future for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, John Penry Press, 1975, 117 p.

EVANS, Gwynfor, *Welsh Nation Builders*, Llandysul : Gomer Press, 1988, 356 p.

EVANS, Gwynfor, *Fighting For Wales*, Talybont : Y Lolfa, 1991, 221 p.

EVANS, Gwynfor, *For the sake of Wales: the Memoirs of Gwynfor Evans*, traduit du gallois par Meic Stephens, Cardiff : Welsh Academic Press, 2001, 1ère édition en 1996, 281 p.

GRIFFITHS, James, *Pages From Memory*, Londres : Dent, 1969, 213 p.

HANNAN, Patrick, *Wales Off Message. From Clapham Common to Cardiff Bay*, Bridgend : Seren, 2000, 164 p.

LEWIS, Saunders, *Principles of Nationalism*, traduit du gallois *Egwyddorian Cenedlaetholdeb*, Caernarfon : *Plaid Cymru*, 1926, 8 p.

NATIONAL ASSEMBLY ADVISORY GROUP, *National Assembly for Wales, Have your say in how it will work*, Londres : *National Assembly Advisory Group*, 1998, 37 p.

STEEL, David, *A House Divided: the Lib-Lab pact and the future of British politics*, Londres : Weidenfeld & Nicolson, 1980, 200 p.

WESTERN MAIL, *Western Mail Assembly Handbook 1999, The Essential Guide to the National Assembly for Wales*, Cardiff : *The Stationery Office*, 1999, 55 p.

WESTERN MAIL, *The National Assembly for Wales, The Essential Guide 2000*, Cardiff : *The Stationery Office*, 2000, 124 p.

WESTERN MAIL, *Western Mail Assembly Handbook 2001, The Essential Guide to the National Assembly for Wales*, Cardiff : *The Stationery Office*, 2001, 38 p.

WILLIAMS, Llewelyn W., *Young Welsh Movement: Cymru Fydd: Its aims and objects*, Roberts Bros, 1894.

4.2.1.2 Articles

ANON, « Why you need to vote today », *Western Mail*, 01-05-2003.

BRINDLEY, Madeleine, « State of independence », *Western Mail*, 27-09-2003.

DAVIES, Ron, « We need a coalition of ideas », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, pp. 27-31.

GALLACHER, Joseph, « Devolving Europe », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2001, pp. 33-34.

GRIMOND, Jo, « Devolution could do Scotland more harm than good », *The Times*, 09-02-1976.

IWAN, Dafydd, « What I understand by conservation », *Planet 1*, 1971.

JONES, Hywel Ceri, « Putting Wales at the heart of Europe », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 1999, pp. 8-11.

MICHAEL, Alun, « Dynamic devolution », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, pp. 25-26.

PARRY, Morgan, « Creating a new political ecosystem », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2000, pp. 30-33.

PARRY-JONES, David, « The Invisible “Last Colony” », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, pp. 57-59.

PRICE, Adam, « Red green progressive politics », *Agenda: Making Development Sustainable*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, pp. 15-16.

THOMAS, Rhodri Glyn, « Sovereignty without separation », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, pp. 39-40.

WALES CONSERVATIVE PARTY, « Assembly must connect with the people of Wales », 22-05-2006, article disponible sur le site Internet du parti, www.conservative.party.org.uk.

4.2.1.3 Manifestes, allocutions et déclarations diverses

ANDERSON, Victor & DAFIES, Cynog, *A Sustainable Future for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1998, 18 p.

ANDERSON, Victor & THOMAS, Simon, *A Sustainable Future for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 2004, 18 p.

DAFIES, Cynog, *Plaid Cymru and the Greens: Flash in the pan lesson for the future?*, discours prononcé à la *National Library* le 4 novembre 2005, gentiment transmis par John Osmond, 22 p.

DALE, Iain (ed.), *Conservative Party General Elections Manifestos, 1900-1997*, Londres : Routledge, 2000, 479 p.

DAVIES, John, *The Green and the Red: Nationalism and Ideology in 20th Century Wales*, Aberystwyth : *Plaid Cymru*, version écrite d'une conférence donnée le 2 août 1980 à Carmarthen, 1982, 36 p.

DAVIES, John, *Plaid Cymru since 1960*, Aberystwyth : *Plaid Cymru*, 1997, 17 p.

DAVIES, *Ron, Devolution A Process and Not an Event*, *The Gregynog Papers*, vol. 2, n°2, Cardiff : *IWA*, 1999, 16 p.

ECOLOGY (GREEN) PARTY, *Politics for Life*, Londres : *Ecology Party*, 1983, 36 p.

FRIENDS OF THE EARTH CYMRU, *In the matter of the powers of the National Assembly for Wales to refuse to enter ChardonLL on the UK National List*, Cardiff : *FoE Cymru*, mars 2003, 14 p.

FRIENDS OF THE EARTH CYMRU, *Welsh Assembly Elections 2003: The Green Challenge*, Cardiff : *FoE Cymru*, avril 2003, 2 p.

FRIENDS OF THE EARTH CYMRU, *Proposed decision to add ChardonLL to the UK National List of Varieties*, Cardiff : *FoE Cymru*, mars 2004, 13 p.

JONES, Ieuan Wyn, « From Assembly to Parliament », discours prononcé en 2001 à Aberystwyth lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, reproduit en 2001, Aberystwyth : *Institute of Welsh Politics*, 2001, 14 p.

LABOUR NO ASSEMBLY CAMPAIGN WALES, *Facts to Beat Fantasies, The detailed reasons for voting No in the March 1st Referendum and answers to the claims of the Yesmen and guessmen*, Cardiff : *Labour NAC*, 15 février 1979, 50 p.

LABOUR PARTY, *Let's Go with Labour for the New Britain*, Londres : *Labour Party*, 1964, 24 p.

LABOUR PARTY WALES, *Wales Will Win*, Cardiff : *Labour Party Wales*, 1987, 11 p.

LABOUR PARTY WALES, *It's Time to Get Wales Working Again*, Cardiff : *Labour Party Wales*, 1992, 20 p.

LABOUR PARTY WALES, *New Labour: because Wales Deserves Better*, Cardiff : *Labour Party Wales*, 1997, 40 p.

LABOUR PARTY WALES, *Working Hard for Wales: Labour's election manifesto for the National Assembly for Wales*, Cardiff : *Labour Party Wales*, 1999, 14 p.

LEWIS, Robyn, *Is this Plaid Cymru today?*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1971, 16 p., discours prononcé le 12 juin 1971 à Newton, lors du congrès annuel du parti.

LEWIS, Saunders & VALENTINE, Lewis, *Why we burnt the bombing school*, Caernarfon : *Plaid Cymru*, 1937, 28 p.

LORD GRIFFITHS OF FFORESTFACH, « Building Self-Reliance », présentation donnée à Temple Peace, Cardiff, le 16 septembre 2004, reproduite en octobre, Cardiff : *IWA*, octobre 2004, 20 p.

MICHAEL, Alun, « The Dragon on our Doorstep: New Politics for a New Millenium in Wales », discours prononcé le 22 novembre 1999 à Aberystwyth lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, reproduit en 1999, Aberystwyth : *Institute of Welsh Politics*, 1999, 17 p.

MORGAN, Kevin & PRICE, Adam, *The Other Wales, the Case for Objective One Funding Post 1999*, Cardiff : *IWA*, juillet 1998.

MORGAN, Rhodri, « Check Against Delivery », discours prononcé en 2000 à Aberystwyth lors du congrès annuel du *Institute of Welsh Politics*, reproduit en 2001, Aberystwyth : *Institute of Welsh Politics*, 2001, 8 p.

MORGAN, Rhodri, « Clear Red Water », discours prononcé en décembre 2002 au *National Centre for Public Policy*, Université de Swansea, reproduit partiellement dans « Clear Red Water », Agenda, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, pp.13-14.

MORGAN, Rhodri, *First Minister's Report 2006*, Cardiff : *Welsh Assembly Government*, juillet 2006, 40 p.

PARLIAMENT FOR WALES CAMPAIGN, *Empowering the People: Response to the Welsh Labour Party's Consultation Paper Shaping the Vision, The Powers and Structures of the Welsh Assembly*, Cardiff : *Parliament for Wales Campaign*, octobre 1994, 54 p.

PLAID CYMRU, *Rich Welsh or Poor British?*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1974, 28 p.

PLAID CYMRU, *Plaid Cymru, The Only Alternative*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1983, 29 p.

PLAID CYMRU, *A Voice for Wales in Europe*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1984, 23 p.

PLAID CYMRU, *Winning for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1987, 31 p.

PLAID CYMRU, *Wales in Europe – a community of communities: Plaid Cymru's programme for the 90s*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1989, 18 p.

PLAID CYMRU, *Towards a Green Welsh Future, Plaid Cymru and the Green Party*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1992, 28 p.

PLAID CYMRU, *Making Europe Work for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1994, 40 p.

PLAID CYMRU, *A Democratic Wales in an United Europe*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1995, 32 p.

PLAID CYMRU, *The Best For Wales, Plaid Cymru's programme for the new millenium*, Cardiff : *Plaid Cymry*, 1997, 36 p.

PLAID CYMRU, *Towards 2000: Plaid Cymru's Programme for Wales in Europe*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 51 p.

PLAID CYMRU, *Working for the New Wales: The Manifesto of Plaid Cymru, The Party of Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1999, 1 vol.

PLAID CYMRU, *A Strong Voice for Wales in Europe*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1999, 13 p.

PLAID CYMRU, WALES LIBERAL DEMOCRATS & WALES CONSERVATIVE PARTY, *Explanatory Guide to European Structural Funds*, Cardiff : *Plaid Cymru*, *Wales Liberal Democrats* & *Wales Conservative Party*, novembre 1999, 4 p.

PLAID CYMRU, *Plaid Cymru, The Party of Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 2001, 37 p.

PLAID CYMRU, *Plaid Cymru, The Party of Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 2003, 46 p.

PLAID CYMRU, *Fighting Hard for Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 2004, 11 p.

PLAID CYMRU, *We Can Build a Better Wales*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 2005, 18 p.

RICHARD, Ivor, « Wales and Europe – A new perspective », entretien diffusé sur *Radio Wales* et *Radio Cymru* le 24 novembre 1981, et reproduit par la BBC, Londres : BBC, 1981, 23 p.

SCOTT, Molly (ed.), *Nationalism in Wales, essays by members of Wales Green Party*, Aberystwyth : *Wales Green Party*, 1995, 43 p.

WALES CONSERVATIVE PARTY, *Fair Play for All: Your Voice in the National Assembly*, Cardiff : *Wales Conservative Party*, 1999, 14 p.

WALES GREEN PARTY, *Green Policy for Wales*, Aberystwyth : *Wales Green Party*, 1989, 22 p.

WALES GREEN PARTY, *Green Growth: Farming, Food, the Countryside and Wales Green Party*, Cardiff : *Wales Green Party*, 1990, 6 p.

WALES GREEN PARTY, *Wales Green Party, Welsh Assembly election 1999*, Cardiff : *Wales Green Party*, 1999, 6 p.

WALES GREEN PARTY, *European Election Manifesto*, Cardiff : *Wales Green Party*, 1999, 12 p.

WALES GREEN PARTY, *A Strong Green Voice for Wales*, Cardiff : *Wales Green Party*, 2003, 14 p.

WALES LABOUR PARTY, *Shaping the Vision. A Report on the Powers and Structure of the Welsh Assembly*, Cardiff : *Wales Labour Party*, juin 1994, 18 p.

WALES LABOUR PARTY, *Preparing for a New Assembly. A Report on the Structure and Workings of the Welsh Assembly*, Cardiff : *Wales Labour Party*, 1996, 14 p.

WALES LABOUR PARTY, *Leadership in Europe, European Parliament Election*, Cardiff : *Wales Labour Party*, 1999, 3 p.

WALES LIBERAL DEMOCRATS, *Changing Wales for Good*, Cardiff : *Wales Liberal Democrats*, 1992, 20 p.

WALES LIBERAL DEMOCRATS, *Make the Difference: the Liberal Democratic Manifesto for Wales*, Cardiff : *Wales Liberal Democrats*, 1997, 6 p.

WALES LIBERAL DEMOCRATS, *Guarantee Delivery, the Liberal Democratic election manifesto for the National Assembly for Wales*, Cardiff : *Wales Liberal Democrats*, 1999, 36 p.

WALES LIBERAL DEMOCRATS, *Making Europe Work for You*, Cardiff : *Wales Liberal Democrats*, 2004, 16 p.

WELSH ASSEMBLY GOVERNMENT, *One Wales: A Progressive Agenda for the Government of Wales*, Cardiff : *WAG*, 27-06-2007, 43 p.

WELSH LABOUR PARTY & WELSH LIBERAL DEMOCRATS, *Putting Wales First: A Partnership for the People of Wales*, Cardiff : *National Assembly for Wales*, 06-10-2000, 15 p.

WELSH LABOUR PARTY, *Working Together for Wales*, Cardiff : *Welsh Labour Party*, 2003, 22 p.

WELSH LABOUR PARTY, *Partnership in Power, Environment, Planning and Countryside*, Cardiff : *Welsh Labour Party*, 2004, 8 p.

WILLIAMS, Gwyn, *Agreeing an Assembly for the 1990s*, Cardiff : *Campaign for a Welsh Assembly*, août 1989, 32 p.

WILLIAMS, Phil, *Why Should Wales Have Self-government*, Cardiff : *Plaid Cymru*, 1997, 22 p.

WILLIAMS, William, *Speech of W. Williams, Esq. On moving « That an Humble Address be presented to Her Majesty, that she will be graciously pleased to direct an inquiry to be made into the state of education in the Principality of Wales, especially into the means afforded to the labouring classes of acquiring a knowledge of the English language », in the House of Commons*, 10-03-1846, Londres : Woodfall & Sons, 1846.

4.2.1.4 Législation et débats parlementaires

CROWTHER/ KILBRANDON/ ROYAL COMMISSION ON THE CONSTITUTION, *Report and Memoranda of the Royal Commission on the Constitution*, Cmnd 5460, Londres : HMSO, 1973-1974, 2 vol.

GREAT BRITAIN, *Democracy and Devolution. Proposals for Scotland and Wales*, Cmnd 25608, Londres: HMSO, septembre 1974, 21 p.

GREAT BRITAIN, *Our Changing Democracy: Devolution to Scotland and Wales*, Cmnd 6348, Londres : HMSO, novembre 1975, 73 p.

GREAT BRITAIN, *A Voice for Wales*, Londres : HMSO, Cm 3718, 1997, 80 p.

GREAT BRITAIN WELSH OFFICE, *National Assembly for Wales, Have your say in how it will work*, *National Assembly Advisory Group, A Consultation Paper*, Cardiff : *Welsh Office*, 1998, 37 p.

GREAT BRITAIN WELSH OFFICE, *A Guide to the GOWA 1998*, Cardiff : *Welsh Office*, *Devolution Unit*, août 1998, 45 p.

GREAT BRITAIN, *Government of Wales Act 1998, Elizabeth II* (Chapter 38, Royal Assent 31-07-1998), Londres : HMSO, août 1998.

GREAT BRITAIN, *Welsh Assembly Elections: 6 May 1999*, Research Paper 99/51, Londres : HMSO, 12-05-1999, 18 p.

GREAT BRITAIN, *Government of Wales Act 2006, Elizabeth II* (Chapter 32, Royal Assent 25-07-2006), Londres : HMSO, juillet 2006.

GREAT BRITAIN WELSH OFFICE, *Making the Difference in Wales, a guide to the powers of the National Assembly for Wales*, Cardiff : *Wales Office*, *Devolution Unit*, février 1999, 26 p.

GWYTHER, Christine, « The following statement was made today to a plenary meeting of the National Assembly for Wales by the agriculture and rural development secretary Christine Gwyther », discours prononcé devant l'Assemblée le 2 novembre 1999.

HAIN, Peter, *Better Governance for Wales*, Cm 6582, Cardiff : *Wales Office*, juin 2005, 30 p.

JONES, Carwyn, « Organic production will help to sustain Welsh agriculture », discours prononcé le 17 janvier 2001, Cardiff : *NAW press release*, 17-01-2001.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Tir Gofal signing is a landmark for Welsh agriculture », Cardiff : *NAW press release*, 13-03-2000.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Christine Gwyther says 'yes' to GM seeds application », Cardiff : *NAW press release*, 29-03-2000.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Assembly making a difference to agriculture in Wales », Cardiff : *NAW press release*, 29-11-2000.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Carwyn Jones acts to safeguard integrity of Organic Farming », Cardiff : *NAW press release*, 01-05-2001.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Carwyn Jones acts to safeguard Organic Farming », Cardiff : *NAW press release*, 15-05-2001.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Farming Connect, an opportunity for farming families to create a better future », Cardiff : *NAW press release*, 17-09-2001.

NATIONAL ASSEMBLY FOR WALES, « Sustainability and the environment are fundamental elements of Farming Connect says Carwyn Jones », Cardiff : *NAW press release*, 11-10-2001.

RICHARD COMMISSION, *Report of the Richard Commission on the Powers and Electoral Arrangements of the National Assembly of Wales*, Rapport de la Commission Richard, nommée en juillet 2002, Cardiff : *National Assembly for Wales*, 31-03-2004, 308 p.

4.2.1.5 Les textes de l'Assemblée galloise

4.2.1.5.1 Pour une économie meilleure et plus forte

First Organic Plan for Wales 2000-2005, mars 1999.

Towards Objective One, The European Structural Fund Programme for West Wales and the Valleys, janvier 2000, 7 p.

Wales, A Better Country ou *Betterwales.com*, avril 2000, 56 p.

Information Age Strategy, octobre 2000.

Energy Framework Strategy, 2000.

Farming for the Future, novembre 2001, 54 p.

A Winning Wales, the National Economic Development Strategy of the Welsh Assembly Government, janvier 2002, 33 p.

Wales, A Better Country, septembre 2003, 30 p.

People, Places, Futures: the Wales Spatial Plan, novembre 2004, 69 p.

Achieving our Potential – A Tourism Strategy For Wales, 2000, 104 p.

Technical Advice Note 8: Planning for Renewable Energy, juillet 2005, 68 p.

Second Organic Action Plan for Wales 2005-2010, novembre 2004, 24 p.

4.2.1.5.2 De meilleures chances d'apprendre

Shaping the Future for Special Education: an Action Programme for Wales, janvier 1999.

The BEST for Teaching and Learning, janvier 1999, 58 p.

The Education and Training Action Plan for Wales, 1999, 46 p.

4.2.1.5.3 Pour améliorer santé et bien-être

NHS Human Resources Strategy, juin 2000, 4 p.

NHS Corporate Plan, 2000.

Developing the use of health impact assessment in Wales, novembre 1999.

Sexual Health Strategy, janvier 2000, 53 p.

Promoting Health and Well-Being, mars 2000, 40 p.

The Careers Strategy in Wales, juin 2000.

Review of all Wales Mental Health Strategy, 2000.

Promoting Health and Well-Being: Implementing the National Health Promotion Strategy, 2001, 20 p.

4.2.1.5.4 Pour une meilleure qualité de vie

Draft Welsh Climate Change Programme, avril 2000.

A new Waste Management Strategy, avril 2000.

Communities First, avril 2001, 58 p.

Wales Woodland Strategy, juillet 2001.

Learning to Live Differently, first sustainable development scheme, novembre 2000, 47 p.

Deciding to Live Differently, first annual report on sustainable development, 2001, 6 p.

Sustainable Development Action Plan 2001-2004, 2001, 32 p.

Wise About Waste, juin 2002.

The Future of Organic Farming in Wales, octobre 2002, 30 p.

How We Are Learning to Live Differently, sustainable development second annual report, 2002, 18 p.

Sustainable Development 2003 Annual Report, 2003, 24 p.

Starting to Live Differently, second sustainable development scheme, mars 2004, 14 p.

Sustainable Development Action Plan 2004-2007, octobre 2004, 34 p.

Strong and Safe Communities, mars 2006.

Environment Strategy for Wales, mai 2006.

Wales for Africa, A Framework for the Welsh Assembly Government Action on International Sustainable Development, septembre 2006, 8 p.

4.2.1.5.5 Pour améliorer et simplifier le gouvernement

Delivering Better Government, mars 2000, 51 p.

Children's and Young People's Strategy, 2000.

Planning Guidance (Wales) Planning Policy, 1999, 1 vol.

4.2.2 Sources secondaires

4.2.2.1 Ouvrages

ADAMSON, David L., *Class, Ideology and the Nation. A Theory of Welsh Nationalism*, Cardiff : University of Wales Press, 1991, 223 p.

AUGHEY, Arthur, *Nationalism, Devolution and the Challenge to the UK State*, Londres : Pluto Press, 2001, 209 p.

BALSOM, Denis & BURCH, Martin, *A Political and Electoral Handbook for Wales*, Gower : Farnborough, 1980, 195 p.

BALSOM, Denis, *The Nature and Distribution of Support for Plaid Cymru*, Glascow : University of Strathclyde, 1979, 27 p.

BIRCH, Anthony Harold, *Political Integration and Disintegration in the British Isles*, Londres : Allen and Unwin, 1977, 183 p.

BOGDANOR, Vernon, *Devolution*, Oxford : Oxford University Press, 1999, 1ère édition en 1979, 329 p.

BUTT, Philip Alan, *The Welsh Question. Nationalism in Welsh Politics. 1945-1970*, Cardiff : University of Wales Press, 1975, 367 p.

CONNOLLY, Michael, PROSSER, Stephen, *et al.*, *Public Service: Devolution in Wales as a Case Study*, Exeter : Imprint Academy, 2006, 306 p.

DAVIES, Charlotte Aull, *Welsh Nationalism in the Twentieth Century. The Ethnic Option and the Modern State*, New York : Praeger, 1989, 139 p.

DAVIES, W.J. & MORGAN, W.J., *The Welsh Dilemma*, Llandybie : Christopher Davies, 1973, 128 p.

DRUCKER, Henry Matthew & BROWN, G., *The Politics of Nationalism and Devolution*, Londres : Longman, 1980, 138 p.

ELTON MAYO, Patricia, *The Roots of Identity: Three National Movements in Contemporary European Politics*, Londres : Allen Lane, 1974, 171 p.

ENGLAND, Joe, *The Wales TUC 1974-2004: Devolution and Industrial Politics*, Cardiff : University of Wales Press, 2004, 136 p.

EVANS, Neil, *National Identity in the British Isles*, Coleg Harlech : *Centre for Welsh Studies*, 1989, 96 p.

FOULKES, David, JONES, James Barry & WILFORD, Richard A. (eds.), *The Welsh Veto. The Wales Act 1978 and the Referendum*, Cardiff : University of Wales Press, 1983, 238 p.

GIRARD Gaïd & GRAVES Matthew (eds.), *Europe unie, le Royaume désuni, enjeux de la dévolution*, Brest : Centre de Recherche Bretonne et Celtique, 2000, 337 p., actes du colloque international organisé à Brest les 4 et 5 février 2000.

GRAY, John (Sir) & OSMOND, John, *Wales In Europe: The Opportunity Presented by a Welsh Assembly*, Cardiff : *IWA*, juin 1997, 30 p.

HEARNE, Derrick, *The Rise of the Welsh Republic: Towards a Welsh Theory of Government*, Talybont : Y Lolfa, 1975, 207 p.

HECHTER, Michael, *Internal Colonialism- The Celtic Fringe in the British National Development*, New Brunswick, New Jersey : Transaction Publishers, 1999, 1ère édition en 1975, 390 p.

HECHTER, Michael, *Containing Nationalism*, Oxford : Oxford University Press, 2000, 256 p.

HOPKINS, John, *Devolution in Context: Regional, Federal and Devolved Government in the Member States of the European Union*, Londres : Cavendish, 2002, 361 p.

JONES, Alun R. & THOMAS, Gwyn (eds.), *Presenting Saunders Lewis*, Cardiff : University of Wales Press, 1973, 361 p.

JONES, Beti, *Welsh Elections 1885-1997*, Talybont : Y Lolfa, 1999, 228 p.

JONES, Moya, *Le Royaume désuni : Angleterre, Irlande, Écosse, Pays de Galles, introduction à la dévolution*, Poitiers : Ellipses, 2003, 125 p.

JONES, Richard Wyn, *Plaid Cymru, The History of the Welsh Nationalist Party. 1925-1998*, Cardiff : The Welsh Academic Press, 1998.

JONES, James Barry & WILFORD, Richard A., *The Welsh Veto: the Politics of the Devolution Campaign in Wales*, Glascow : University of Strathclyde, 1979, 65 p.

OSMOND, John, *Creative Conflict. The Politics of Welsh Devolution*, Londres : Routledge and Kegan Paul, 1979, 293 p.

OSMOND, John (ed.), *The National Question Again. Welsh Political Identity in the 1980s*, Llandysul : Gomer Press, 1985, 323 p.

OSMOND, John (ed.), *A Parliament for Wales*, Lladysul : Gomer Press, 1994, 288 p.

OSMOND, John, *Welsh Europeans*, Bridgend : Seren, 1995, 195 p.

OSMOND, John, *New Politics in Wales*, Londres : Charter 88, octobre 1998, 22 p.

OSMOND, John (ed.), *The National Assembly Agenda. A Handbook for the First Four Years*, Cardiff : *IWA*, 1998, 410 p.

OSMOND, John & JONES, James Barry (eds.), *Inclusive Government and Party Management: The National Assembly for Wales and the work of its committees*, Cardiff : *IWA*, 192 p.

OSMOND, John & JONES, James Barry (eds.), *Birth of Welsh Democracy, The First Term of the National Assembly for Wales*, Cardiff : *IWA*, 2003, 322 p.

REES, Ioan Bowen, *Government by Community*, Londres : C. Knight, 1971, 247 p.

REVEST, Didier, *Le Leurre de l'ethnicité et de ses doubles: le cas du pays de Galles et de l'Écosse*, Paris : L'Harmattan, 2005, 208 p.

THOMAS, Ned, *The Welsh Extremist- a Culture in Crisis*, Londres : Gollancz, 1971, 127 p.

WILLIAMS, Chris & HOPKIN, Deian (eds.), *The Labour Party in Wales: 1900-2000*, Tanner Duncan, Cardiff : University of Wales Press, 2000, 324 p.

4.2.2.2 Articles

ANON, « Finding the Big Picture », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, p. 1.

BALSOM, Denis, « The Three-Wales Model », *in* OSMOND, John (ed.), *The National Question Again*, Llandysul : Gomer, 1985, pp.1-17.

BBC, « 'Insult' claim on assembly plans », *BBC News*, 27-05-2005.

BUCHANAN, Kirsty & SHIPTON, Martin, « So was it really a very good morning for Wales? », *Western Mail*, 02-05-2003.

CAVINS, Alan, « Assembly has made a difference – it's worse », *Western Mail*, 20-05-2006.

CHAMPENOIS, Michèle, « A Cardiff, la démocratie en toute clarté », *Le Monde 2*, 24-11-2007, pp. 54-58.

CLARK, Rhodri, « Wales the odd one out », *Western Mail*, 07-07-2004.

DUCLOS, Nathalie, « The 1997 Devolution Referendums in Scotland and Wales », *in* CIVARDI, Christian & JONES, Moya (dirs.), *La Dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles*, *Revue française de civilisation britannique*, vol. XIV, n°1, Paris : CRECIB, décembre 2006, pp. 151-164.

EVANS, Geoffrey & TRYSTAN, Dafydd, « Why was 1997 different ? », *in* TAYLOR, Bridget & THOMSON, Katarina (eds.), *Scotland and Wales: Nations Again*, Cardiff : University of Wales Press, 1999, pp. 95-117.

GIBBS, Geoffrey, « Minister refuses to quit », *The Guardian*, 25-05-1999.

HARGREAVES, Ian, « Time for the English to grow up », *Western Mail*, 02-02-2001.

LERUEZ, Jacques, « Dévolution et politique au Royaume-Uni : l'Etat central et les nationalismes écossais et gallois », *Revue française de Civilisation Britannique*, vol. 2, n°3, Paris : CRECIB, février 1984, pp.63-80.

LIVINGSTONE, Tomos, « 1979 No vote drove Gwynfor to ideas of patriotic suicide », *Western Mail*, 08-11-2005.

LIVINGSTONE, Tomos, « Doubts raised over hunger strike plan », *Western Mail*, 05-12-2005.

LIVINGSTONE, Tomos, « Commons passes Bill to beef up Assembly », *Western Mail*, 01-03-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Nationalism hit but devolution a boon for Welshification », *Western Mail*, 11-03-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Wales won't turn its back on me », *Western Mail*, 09-05-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Backbench MPs split over Blair », *Western Mail*, 09-05-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Ieuan Wyn Jones addresses historic gathering », *Western Mail*, 17-07-2007, p. 5.

MOLINARI, Véronique, « La campagne dans la campagne : pour la parité au sein des nouvelles assemblées autonomes », *in* CIVARDI, Christian & JONES, Moya (dirs.), *La Dévolution des pouvoirs à l'Écosse et au pays de Galles*, *Revue française de civilisation britannique*, vol. XIV, n° 1, Paris : CRECIB, décembre 2006, pp. 165-176.

MORGAN, Gareth, « Labour's devolution close call for PM Callaghan », *Western Mail*, 29-12-2005.

OSMOND, John, « Mr Morris and the Elephant », *Planet 48*, mai 1979, p. 4.

PRICE, Karen, « Decade shaped nation for devolution », *Western Mail*, 16-03-2004.

SHIPTON, Martin, « Queen to launch Assembly's second term », *Western Mail*, 07-05-2003.

SHIPTON, Martin, « Wigley's 'grand coalition' regret », *Western Mail*, 30-04-2004.

SHIPTON, Martin, « We say NO to Assembly referendum », *Western Mail*, 01-05-2004.

SHIPTON, Martin, « More Ams 'key to extra powers plan' », *Western Mail*, 25-06-2004.

SHIPTON, Martin, « Deadlock will fan flames of nationalism », *Western Mail*, 06-09-2005.

SHIPTON, Martin, « Proof of the strength of our patriotism », *Western Mail*, 01-03-2006.

SHIPTON, Martin, « How MP 'sold' devolution to Jim Callaghan », *Western Mail*, 11-03-2006.

SHIPTON, Martin, « A regrettable step to scratch 'Welsh Labour' », *Western Mail*, 27-03-2006.

SHIPTON, Martin, « Ron Davies 'all but certain' to stand in his old seat for Assembly », *Western Mail*, 08-05-2006.

SHIPTON, Martin, « Stop leaning left, Tories told », *Western Mail*, 16-07-2007, p. 4.

SMITH, Giles, « Try the Inflatable Dragon », *Times*, 29-11-2007.

THOMAS, Alys, « The Myth of Consensus: the Local Government Review in Wales », *Contemporary Wales*, Cardiff: University of Wales Press, 1995, vol.7, pp. 47-60.

WILLIAMS, Tryst, « MPs sense of triumph at Rhodri's climbdown », *Western Mail*, 07-07-2004.

WILLIAMSON, David, « Welsh Parliament is matter of when not if – Archbishop », *Western Mail*, 17-07-2007, p. 4.

WILSON, David, « Structural 'solutions for Local Government: An Exercise in Chasing Shadows? », *Parliamentary Affairs*, Oxford : Oxford University Press, 1996, vol.49 n°3, pp. 441-454.

4.2.2.3 Entretiens et présentations

HAZELL, Robert, « The Dilemmas of Devolution: Does Wales have an answer to the English question? », présentation donnée en mars 2001 à l'occasion de la journée organisée par le *Wales Governance Centre*, reproduite en 2001, Cardiff : *Wales Governance Centre*, mars 2001, 31 p.

HELLEGOUARC'H, Anne, « Le pays de Galles aujourd'hui : ni vu ni connu ? », communication donnée lors du colloque international et pluridisciplinaire *Pays de Galles : quelle(s) image(s) ?*, organisé à Brest les 25 et 26 janvier 2007 par le Centre de Recherche Bretonne et Celtique avec la participation de l'association « Pays de Galles en France ».

MORGAN, Kenneth O., « Democracy in Wales, from dawn to deficit », entretien diffusé sur *Radio Wales*, reproduit en 1995, Londres : BBC, 1995, 9 p.

RAWLINGS, Richard (Prof), « Towards a Parliament – Three Faces of the National Assembly for Wales », présentation donnée au *Taliesin Arts Theatre*, Swansea, le 18 février 2002, reproduite en mars, Swansea : University of Wales, mars 2002, 29 p.

4.3 Environnement et nature

4.3.1 Sources primaires

4.3.1.1 Textes officiels

CMED, *Notre Avenir à tous*, rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Montréal : Editions du Fleuve, 1987, 432 p.

LOCAL MANAGEMENT BOARD, *A Framework for Local Sustainability, Local Agenda 21 UK*, Luton : *The Local Management Board*, 1993, 89 p.

GREAT BRITAIN, *Making Waste Work – A Strategy for Sustainable Waste Management in England and Wales*, Londres : HMSO, 1995, 117 p.

GREAT BRITAIN, *Less Waste More Value, a consultation paper on the waste strategy for England and Wales*, Londres : *DETR*, 1998, 32 p.

NATIONS UNIES, *Charte de la Terre*, Rio de Janeiro : Nations Unies, 1992, 6 p.

NATIONS UNIES, *Déclaration de RIO, Action 21*, New York : *United Nations Department of Public Information*, 1993, 256 p.

NRG4SD, *Nrg4SD, Strategy 2005-2011*, 12-03-2005, 9 p.

4.3.1.2 Ouvrages

ALLEN, Robert & GOLDSMITH, Edward (eds.), *Blueprint for Survival*, Londres : Penguin, 1972, 1ère édition dans *The Ecologist*, vol. 2, n°1, janvier 1971.

CAMPAIGN FOR THE PROTECTION OF RURAL WALES, *Campaign for the Protection of Rural Wales, Annual Review 2003*, Cardiff : *CPRW*, 2003, 23 p.

FRIENDS OF THE EARTH CYMRU, *Response to National Assembly for Wales Consultation Managing Waste Sustainably*, Cardiff : *FoE Cymru*, octobre 2001, 4 p.

MEADOWS, Dennis L., RANDERS, J. & BEHRENS, W., *The Limits to Growth: A Report for The Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*, New York : Universe Books, 1972, 314 p.

MINHINNICK, Robert (ed.), *Green Agenda – essay on the environment of Wales*, Bridgend : Seren, 1994, 198 p.

MOSCOVICI, Serge, *La Société contre nature*, Paris : Editions du Seuil, 1994, édition revue et corrigée, 1ère édition en 1972, 414 p.

MOSCOVICI, Serge, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris : Flammarion, 1968, 606 p.

WESTON, Joe (ed.), *Red and Green. A New Politics of the Environment*, Londres : Pluto Press, 1986, 181 p.

WILDLIFE AND COUNTRYSIDE LINK, *Making the Link, 25 Years of Wildlife and Countryside Link*, 2005, 20 p.

4.3.1.3 Articles

DAFIES, Cynog, « A working countryside », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2001, pp. 10-13.

DAVIES, Glyn, « The Tories vision for our countryside », Glyn Davies AM writes for the *Western Mail*, 29-04-2006.

DAVIES, Glyn, « Landscapes; a way of defining who we are », *Rural Wales*, Cardiff : *CPRW*, printemps 2006, pp. 16-17.

FRIENDS OF THE EARTH CYMRU, « Scarecrows across Wales demand GM-free fields », Cardiff : *FoE Cymru*, mars 2005.

HUWS, Iwan, « A sleeping giant », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, pp. 69-71.

MILES, Gerald, « Pembrokeshire to London, Gerald's GM pilgrimage », Cardiff : *FoE Cymru*, octobre 2003.

MINHINNICK, Margaret, « Sustainable Wales », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 1998, pp. 34-35.

PARK, Phil, « Protecting those 'Arms Parks' moments », Phil Park, National Trust's property manager for Mid and South East Wales writes for the *Western Mail*, 09-05-2006.

PITT, Hannah, « Celebrate before it's too late », Hannah Pitt, policy officer for the Welsh National Trust writes for the *Western Mail*, 23-05-2006.

4.3.1.4 Entretiens et discours

WILLIAMS, Phil, « A Green Wales », présentation donnée en juin 2000 lors d'un colloque intitulé « Regionalism and Sustainable Development » organisé à Bad Urach, Allemagne, reproduite dans *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, pp. 2-5.

4.3.2 Sources secondaires

4.3.2.1 Ouvrages

ANON, *Waste in Wales: A National Resource, Generating Prosperity Through Recycling*, Cardiff : *IWA*, février 2000, 26 p.

BELL, Mervyn (ed.), *Britain's National Parks*, Londres : David and Charles, 1979, 160 p.

CALDWELL, Neil & MORGAN, Clive, *Lessons from the Sea Empress*, *IWA*'s Gregynog Papers, vol. 1, n°3, Cardiff : *IWA*, mars 1997, 16 p.

MACEWEN, Ann & Malcolm, *National Parks: Conservation or Cosmetics*, Londres : Allen&Unwin, 1982, 314 p.

RICHEZ, Richard, *Parcs nationaux et tourisme en Europe*, Paris : L'Harmattan, 1992, 421 p.

WILLIAMS, Moelwyn, *The Making of the South Welsh Landscape*, Londres : Hodder&Stoughton, 1975, 271 p.

4.3.2.2 Articles

ANON, « Plaid will carry on Tryweryn fight », *Western Mail*, 03-08-1957.

ANON, « National Parks », *Western Mail*, *Letter to the editor*, 17-08-1957, p. 4.

ANON, « Rhondda is still a green valley », *Western Mail*, 11-02-1958, p. 5.

ANON, « New giant port for steel town », *Western Mail*, 27-06-1963, p. 2.

ANON, « Whole village marches against planners », *Western Mail*, 27-06-1963, p. 5.

ANON, « Major development hint at another Welsh port », *Western Mail*, 29-06-1963, p. 1.

ANON, « Money – the problem of tourism », *Western Mail*, 18-07-1963, p. 10.

ANON, « Tourism 'top industry in 10 years' », *Western Mail*, 19-02-1964, p. 7.

ANON, « £40,000 tourist centre planned in Beacons », *Western Mail*, 31-08-1964, p. 2.

ANON, « Gower scheme would mar beauty, claim », *Western Mail*, 18-09-1964, p. 5.

ANON, « The Wind Power Debate », *Cambria*, n°11, www.cambriamagazine.com, site consulté en mars 2006.

BBC, « Official apology over Tryweryn », *BBC News*, 19-10-2005.

BISHOP, Kevin & FARRAR, John, « Making development sustainable », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, pp. 62-63.

BLAKE, Aled, « Minister rejects controversial eco-charge », *Western Mail*, 18-05-2006.

BLEWITT, Nigel, « Work from waste », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 1999, pp. 33-34.

CLARK, Rhodri, « Call to pull the plug on the reservoir England no longer needs », *Western Mail*, 30-11-2002.

DANIEL, Emyr, « Cofia Dryweryn », *Cambria*, n°19, janvier/février 2006, pp. 14-21.

DAVIES, Evan, « Rugged country where the soil is rich », *Western Mail*, *Agricultural Review*, 23-07-1963, p. 2.

DEVINE, Darren, « Lake sparked new wave of protesters », *Western Mail*, 08-02-2003.

DEVINE, Darren, « Living the good life », *Western Mail*, 13-05-2006.

DICKENS, Sarah, « Rural revolutions », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, pp. 18-20.

DUBE, Steve, « Footpaths network 'dying of neglect' », *Western Mail*, 18-04-2006.

DUBE, Steve, « More milk producers go green », *Western Mail*, 09-05-2006.

FLETCHER, Patrick, « Wales is at the heart of argument over water », *Western Mail*, 06-05-2002.

HILTON, Mark & BLEWITT, Nigel, « Waste from Wales », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 2000, pp. 13-15.

HUGHES, Gareth, « Bitter battle before the flood, *Western Mail*, 29-07-1963, p. 4.

HUGHES, Gareth, « Must it be “cheap” water at any price? », *Western Mail*, 30-07-1963, p. 4.

HUWS, Iwan, « Change amid conservation », *Western Mail*, 21-03-2006.

JOHNSTON, Eilidh, « Cosmetics versus Conservation », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2003, pp. 66-68.

JONES, Gareth Wyn, « Can we eat our landscape », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 1997-1998, pp. 36-37.

JONES, Gareth Wyn & YOUNG, Einir, « Rural survival strategy », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2003, pp. 40-42.

KEENAN, Margaret, « Millions dream of moving to the country », *Western Mail*, 02-11-1992.

McALLISTER, J.F.O., « A right royal makeover », *Time*, 07-11-2005.

MORETON, Cole, « Walter Wolfgang: ‘We saved the world’ », *The Independent*, 10-02-2008.

ROBERTS, Haf, « Connecting the local with the global », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, printemps 2002, pp. 58-59.

ROSSER, David G., « Tryweryn-raid dynamiter gets 12 months », *Western Mail*, 02-07-1963, p. 1.

ROSSER, David G., « MPs’ bid to save Tryweryn fail », *Western Mail*, 01-08-1957, p. 1.

SHIPTON, Martin, « Rats! Rodents up 80% since city's bins went fortnightly », *Western Mail*, 17-07-2007, p. 11.

TAYLOR, Jerome, « Aldermaston protest recalls the birth of CND », *The Independent*, 25-03-2008.

TOMOS, Deri, « Placing a GM-free Wales in a time warp », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, été 2005, pp. 35-37.

TRAINOR, Tony, « Call for steps to protect Levels », *Western Mail*, 04-09-2003.

TURNER, Robin, « A vision of tourism amid the industrial flames and smoke », *Western Mail*, 05-05-2006.

VENABLES, Peter, « Riddle of the sands », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, automne 2001, p. 37.

WALD, Matthew L., « Being good to the planet is good business », *New York Times*, 27-05-2006.

4.4 Energie

4.4.1 Sources primaires

4.4.1.1 Ouvrages

TAYLOR, Alan John Percivale, *The Trouble Makers*, publié à la suite de conférences données à Oxford en 1956, Londres : Pimlico, 1957, réédité en 1993, 207 p.

4.4.1.2 Articles

BURN, Duncan, « America's Lead in Nuclear Power », *Treasury press cutting*, Londres : *The National Archives, T 230/744*, 27-07-1965.

IRRANCA-DAVIES, Huw, « Our energy challenge », Huw Irranca-Davies writes for the *Western Mail*, 08-04-2006.

PORRITT, Jonathon, « Energy crisis: stop looking for easy fix », Jonathon Porritt, the chairman of the Sustainable Development Commission writes for the *Western Mail*, 07-03-2006.

WILLIAMS, Mark, « Nuclear power 'a waste of public money' », Ceredigion MP Mark Williams writes for the *Western Mail*, 01-02-2006.

4.4.1.3 Textes officiels

GREAT BRITAIN, *A Programme of Nuclear Power*, Cmd 9389, Londres : HMSO, 1955.

GREAT BRITAIN, *Cabinet Conclusions, CAB 128/31, pt. II*, Londres : HMSO, 06-11-1957.

GREAT BRITAIN, *Fuel Policy*, Cmnd 2798, Londres : HMSO, 1965.

GREAT BRITAIN, *Severn Barrage Seminars September 7 1977, Report of Proceedings, written contributions, Energy Paper 27, Department of Energy*, Londres : HMSO, 1978, 74 p.

GREAT BRITAIN, *Our Energy Future – Creating a low carbon economy*, Cmnd 5761, Londres : HMSO, février 2003, 138 p.

GREAT BRITAIN, *The Energy Challenge, Energy Review Report 2006*, Cm 6887, Londres : HMSO, 11-07-2006, 218 p.

GREAT BRITAIN, « UK energy policy shapes up to new Global Energy landscape », publié par le *Department of Trade and Industry*, 11-07-2006.

JONES, Aubrey, *Aubrey Jones to Chancellor of Exchequer*, Londres : *The National Archives*, *T 234/605*, 07-12-1956.

4.4.2 Sources secondaires

4.4.2.1 Ouvrages

CHICK, Martin, *Electricity and Energy Policy in Britain, France and the US since 1945*, Cheltenham, Northampton, Mass. : E. Elgar, 2007, 205 p.

GOFMAN, John W. & TRAMPLIN, Arthur R., *Poisoned Water: The Case Against Nuclear Power*, Londres : Chatto&Windus, 1973.

JACCARD, Mark, *Sustainable Fossil Fuels: the unusual suspect for clean and enduring energy*, Cambridge : Cambridge University Press, 2006, 381 p.

PARKIN, Frank, *Middle-Class Radicalism: The Social Bases of the CND*, Manchester : Manchester University Press, 1968, 207 p.

SCHUMACHER, E.M., *Small is Beautiful*, Londres : Penguin, Robert Allen & Edward Goldsmith (eds.), 1972, 1ère édition dans *The Ecologist*, vol. 2, n°1, janvier 1971.

4.4.2.2 Articles

ALDOUS, Tony, « Government agree to £400m power stations programme », *Times*, 30-10-1969, p. 21.

ALDOUS, Tony, « CEGB likely to order a fifth power station », *Times*, 07-11-1969, p. 22.

ALDOUS, Tony, « £75m hydroelectric power station plan for Snowdonia », *Times*, 25-05-1972, p. 5.

ANON, « Sites for atomic power stations », *Times*, *House of Lords*, 30-01-1957, p. 6.

ANON, « Search in Wales for nuclear sites », *Times*, 01-02-1957, p. 4.

ANON, *House of Lords*, *Times*, 14-03-1957, p. 40.

ANON, « Atomic Research in Wales », *Times*, 14-03-1957, p. 40.

ANON, « Atomic sites in the wilds », *Times*, *Ramblers press for Inquiry*, 08-04-1957, p. 4.

ANON, « Power station siting, Minister's reply to critics », *Times*, 14-06-1957, p. 7.

ANON, « Nuclear plant proposed for Wales, Artificial lake as site », *Times*, 15-08-1957, p. 8.

ANON, « A-power and Wales, wealth, work and more trade forecast », *Western Mail*, 16-08-1957, p. 5.

ANON, « Nuclear plant misgivings, Cautious approval in Snodonia », *Times*, 14-09-1957, p. 3.

ANON, « Atomic power threat to National Parks », *Times*, 22-01-1958, p. 4.

ANON, « Trawsfynydd », *Times*, 17-02-1958, p. 9.

ANON, « Nuclear bomb protest », *Times*, 26-02-1958, p. 11.

ANON, « CEA seek third site in Wales », *Western Mail*, 14-02-1958, p. 9.

ANON, « Atom man of Harlech cheer an ex-bishop », *Western Mail*, 15-02-1958, p. 1.

ANON, « Caernarvonshire will die without new industry, warns MP », *Western Mail*, 17-02-1958, p.2.

ANON, « Minister's yes to Esso – but still no start », *Western Mail*, 18-02-1958, p.2.

ANON, « Atomic power at Trawsfynydd », *Times*, *House of Lords*, 20-03-1958, p. 6.

ANON, « Snowdonia power station », *Times*, *House of Commons*, 20-05-1958, p. 4.

ANON, « Village grows anxious : delay in decision on power station », *Times*, 06-06-1958, p. 7.

ANON, « Welsh nuclear scheme approved », *Times*, 01-08-1958, p.5.

ANON, « Contract delay will hold up A-station », *Western Mail*, 24-06-1963, p. 1.

ANON, « Start soon on Wylfa A-plant – the biggest in the world », *Western Mail*, 10-07-1963, p. 1.

ANON, « Start soon on £40m power plant », *Western Mail*, 20-07-1963, p. 2.

ANON, « Green light for biggest A-station in the world », *Western Mail*, 25-02-1964, p. 1.

ANON, « Oil expansion boosts Welsh prosperity », *Western Mail*, 04-03-1964, p. 1.

ANON, « Queen's visit to Merionethshire, with Duke of Edinburgh », *Times*, *Court Circular*, 12-08-1963, p. 10.

ANON, « Coal handling contract », *Times*, 06-11-1963, p. 20.

ANON, « Anglesey station is most powerful », *Times*, 25-02-1964, p. 5.

ANON, « Nuclear station dispute », *Times*, 26-05-1964, p. 6.

ANON, « Trawsfynydd feeding grid », *Times*, 22-02-1965, p. 6.

ANON, « Computer plan for nuclear plant », *Times*, 07-05-1965, p. 9.

ANON, « 'Serious' atomic power station defects », *Times*, 01-07-1965, p. 16.

ANON, « Power supply margin still too low », *Times*, 12-01-1966, p. 10.

ANON, « Nuclear station », *Times*, 28-11-1966, p. 16.

ANON, « Gas as atom fuel rival? », *Times*, 23-04-1968, p. 24.

ANON, « No sabotage in reactor fire », *Times*, 22-07-1968, p. 2.

ANON, « Power station hit », *Times*, 22-07-1969, p. 21.

ANON, « New nuclear station may set record », *Times*, 12-11-1969, p. 23.

ANON, « Vandalism at nuclear station », *Times*, 11-05-1970, p. 2.

ANON, « Vandals add to delay at nuclear power station », *Western Mail*, 11-05-1970, p. 7.

ANON, « North Wales power site study », *Times*, 17-06-1970, p. 23.

ANON, « Five atomic fuel elements stolen », *Times*, 01-04-1971, p. 1.

ANON, « Nuclear stations 'should not be near cities' », *Times*, 26-10-1971, p. 3.

ANON, « Technical snags halt Wylfa nuclear station », *Times*, 14-08-1972, p. 15.

BARRY, Sion, « Barrage could trigger powerhouse », *Western Mail*, 26-04-2006.

BBC, « Criticism of £800m gas plan », BBC News, 29-06-2004.

BBC, « West Wales base for £4bn gas deal », *BBC News*, 11-08-2004.

BBC, « Gas deal boost for Pembrokeshire », *BBC News*, 11-08-2004.

BBC, « Two power stations in pipeline », *BBC News*, 24-08-2004.

BBC, « Protesters fail to halt gas plant », *BBC News*, 12-10-2004.

BBC, « Farmers' fear over gas pipeline », *BBC News*, 02-02-2005.

BBC, « Prince urged to oppose pipeline », *BBC News*, 07-10-2005.

BBC, « Gas pipeline is 'routine project' », *BBC News*, 27-10-2005.

BBC, « Countryside fear for gas pipeline », *BBC News*, 27-10-2005.

BBC, « Park to oppose gas pipeline plan », *BBC News*, 29-11-2005.

BBC, « Beacons gas pipe bonus criticized », *BBC News*, 11-01-2006.

BBC, « Villagers fight gas pipe station », *BBC News*, 20-01-2006.

BBC, « Assembly plea to call in gas pipe », *BBC News*, 10-05-2006.

BBC, « Protest against LNG land purchase », *BBC News*, 11-06-2006.

BETTS, Clive, « Windfarms could hit tourism », *icwales*, 28-11-2001.

BROWN, Malcolm, « New power station to provide more jobs », *Times*, 22-11-1971, p. 17.

BUCHANAN, Kirsty, « New Severn Barrage inquiry on the cards », *Western Mail*, 04-02-2003.

CLARK, Rhodri, « Residents object to Wylfa renewal », *Western Mail*, 04-02-2006.

CLARK, Rhodri, « Start of end for Wylfa N-plant », *Western Mail*, 14-02-2006.

CLARK, Rhodri, « Would a Wylfa disater affect you? », *Western Mail*, 22-04-2006.

CLARK, Rhodri, « Small change », *Western Mail*, 12-07-2006.

DUBE, Steve, « Shockwaves of Chernobyl still felt », *Western Mail*, 18-04-2006.

HIGGITT, Duncan, « Is a Severn barrage Wales's best energy option », *Western Mail*, 22-04-2006.

JAMES, David, « What new barrage could mean to us », *South Wales Echo*, 29-04-2006.

JAMES, David, « Your barrage questions answered », *South Wales Echo*, 29-04-2006.

KERSHAW, Ronald, « CEGB precedence for nuclear power », *Times*, 07-11-1968, p. 27.

KNIGHT, James, « Why we need more plant », *Times*, 17-09-1969, p. 23.

LIVINGSTONE, Tomos, « Chernobyl's farm blight 20 years on fuels nuclear reactionaries », *Western Mail*, 16-03-2003.

LIVINGSTONE, Tomos, « The future of coal mining in Wales could be very powerful, it would be booming – if the will is there », *Western Mail*, 22-03-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « It's time to consider a Severn barrage », *Western Mail*, 11-04-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Nuclear-free Wales MPs take war to N° 10 », *Western Mail*, 19-04-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Missing out on oil deal has cost Wales £ 1 bn », *Western Mail*, 04-05-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Nuclear battle with Wales looms as Tony Blair puts N-power plants back on agenda », *Western Mail*, 17-05-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « PM backs nuclear future for UK ahead of review », *Western Mail*, 18-05-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Would last nimby please turn out the lights? », *Western Mail*, 26-05-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Britain lays the ground for nuclear future », *Western Mail*, 12-07-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « New study planned for Severn barrage scheme », *Western Mail*, 12-07-2006.

LIVINGSTONE, Tomos, « Wales can't say no to N-stations », *Western Mail*, 12-07-2006.

MORETON, Cole, « Walter Wolfgang : 'We saved the world' », *Guardian*, 10-02-2008.

MORGAN, Brian & SNOW, Don, « Renewing Welsh energy », *Agenda*, Cardiff : *IWA*, hiver 1996-1997, pp. 26-28.

NIFIELD, Phillip, « Welsh MEP's warning after Chernobyl visit », *South Wales Echo*, 24-04-2006.

O'CONNOR, Gavin, « £14 bn Barrage project study welcomed », *South Wales Echo*, 12-07-2006.

POWELL, Goronwy, « Atom will split village hall today », *Western Mail*, 12-02-1958, p. 6.

POWELL, Goronwy, « Atom station life limit, It could be derelict in 20 years », *Western Mail*, 14-02-1958, p. 9.

POWELL, Goronwy, « County's five-year honeymoon », *Western Mail*, 15-02-1958, p. 7.

ROSSER, David G., « Trawsfynydd to get A-plant ? », *Western Mail*, 14-08-1957, p. 1.

ROSSER, David G., « Now – two more atom plants? », *Western Mail*, 15-08-1957, p. 1.

ROSSER, David G., « Go-ahead for Welsh A-plant », *Western Mail*, 01-08-1958, p. 1.

ROWLEY, Anthony, « Whitehall agrees to plan for more power stations », *Times*, 17-09-1969, p. 17.

ROWLEY, Anthony, « Wylfa cost rises by nearly £12m », *Times*, 21-11-1969, p. 21.

SHIPTON, Martin, « Secret plan for nuclear power plant », *Western Mail*, 30-12-2005.

SHIPTON, Martin, « Civil disobedience », *Western Mail*, 31-12-2005.

SHIPTON, Martin, « Minister 'neutral' about new nuclear stations », *Western Mail*, 31-12-2005.

SHIPTON, Martin, « Aberthaw 'earmarked as nuclear station site' », *Western Mail*, 14-02-2006.

SHIPTON, Martin, « Eurocrats could sink the Severn barrage », *Western Mail*, 29-04-2006.

STEAD, Mark, « MP's power protest », *South Wales Echo*, 19-04-2006.

TURNER, Robin, « Plans to unleash tidal lagoon's power », *Western Mail*, 15-10-2004.

WATTS, David Gwyn, courrier adressé au *Western Mail*, *Western Mail*, 16-02-2006.

WILLIAMS, Tryst, « Environmentalists back 'tidal lagoons' », *Western Mail*, 28-01-2004.

WILLIAMS, Tryst, « Rhodri faces anger over Severn energy plan », *Western Mail*, 11-04-2006.

WILLIAMSON, David, « Global warming offers Wales big opportunities in green energy », *Western Mail*, 08-02-2006.

WITHERS, Matt, « My £650m Severn Barrage dream », *Wales on Sunday*, 07-05-2006.

WITHERS, Matt, « Barrage project tide up in knots », *Wales on Sunday*, 14-05-2006.

WITHERS, Matt, « Is Wales destined for a nuclear future? », *Wales on Sunday*, 21-05-2006.

WRIGHT, Pearce, « Nuclear station emergency », *Times*, 20-10-1970, p. 1.

4.5 Langue et littérature

4.5.1 Sources primaires

4.5.1.1 Ouvrages

BINGLEY, William, *A Tour round North Wales performed during the summer of 1798*, Cambridge : J. Smeeton, 2 vol., 1800.

DAVIES, Idris, *The Complete Poems*, Cardiff : University of Wales Press, 1938, 351 p.

GERALD OF WALES, *The Journey Through Wales / The Description of Wales*, traduit par Lewis Thorpe, Londres : Penguin Classics, XII^{e} siècle, 333 p.

JENKINS, Mike, *Empire of Smoke*, Bridgend : Poetry Wales Press,1983, 68 p.

JENKINS, Mike, *Invisible Times*, Bridgend : Poetry Wales Press, 1986, 72 p.

JONES, Jack, *Rhondda Roundabout*, Londres : Faber&Faber, 1934, 272 p.

JONES, Jack, *Black Parade*, Londres : Faber&Faber, 1935, 407 p.

LLOYD, Richard Llywellyn (LLYWELLYN Richard), *How Green Was My Valley*, Londres : Penguin, 1939, 447 p.

LLOYD, Richard Llywellyn (LLYWELLYN Richard), *Green, Green My Valley Now*, Londres : M. Joseph, 1975, 218 p.

MEREDITH, Christopher, *Shifts*, Bridgend : Seren, 1990, 231 p.

OWEN, Elias, *Welsh Folk-lore, A Collection of the Folk Tales and Legends of North Wales*, Lampeter : Llanerch Publishers, 1896, 359 p.

WATKINS, Vernon, *I that was born in Wales: a New Selection from the Poems of Vernon Watkins*, Cardiff : University of Wales Press, 1976, 73 p.

WATKINS, Vernon, *The Collected Poems of Vernon Watkins*, Ipswich : Golgonooza Press, 2000, 495 p.

4.5.1.2 Manuscrits et lettres

ANON, les onze récits désignés collectivement sous le nom de *Mabinogi(on)*, regroupés dans deux collections: le livre blanc de Rhydderch (*Llyfr Gwyn Rhydderch*, c. 1300-25), le livre rouge de Hergest (*Llyfr Coch Hergest*, c. 1375-1425), auquel s'ajoute le manuscrit de Peniarth (MSS Peniarth 6,7,14,16), tous conservés à la *National Library of Wales*, Aberystwyth.

LEWIS, Saunders, *Letters to Margaret Gilcriest*, Cardiff : University of Wales Press, éditées par JONES, Meir Saunders, THOMAS, Ned & JONES, Harri Pritchard, 1993, 636 p., une sélection a également été publiée dans *Planet 97*, février/mars 1993, pp. 26-35.

LLOYD GEORGE, David, *Family Letters, 1885-1936*, Cardiff : University of Wales Press, édition de Kenneth O. MORGAN, 1973, 227 p.

4.5.1.3 Articles

LEWIS, Saunders, *The Fate of the Language*, traduction anglaise de son discours *Tynged yr Iaith*, diffusé sur BBC Wales dans le cadre de son Annual Radion Lecture le 13 février 1962, et reproduite intégralement dans Saunder Lewis, « The Fate of the Language », *Planet 4*, février/mars 1971, pp. 13-27.

MORRIS, Jan, « Come as guests … not colonists », *Cambria*, automne 2002, pp. 19-21.

4.5.2 Sources secondaires

4.5.2.1 Ouvrages à propos de la question linguistique galloise

LE CALVEZ, Armand, *Un cas de bilinguisme : anglais et gallois*, Lannion : Revue Skol, 1970, 210 p.

4.5.2.2 Ouvrages à propos de la littérature galloise

CONRAN, Anthony, *The Penguin Book of Welsh Verse*, Londres : Dent, 1967, 275 p.

CONRAN, Anthony, *Welsh Verse*, Bridgend : Seren, 1986, 355 p.

JONES, Glyn, *The Dragon Has Two Tongues: Essays on Anglo-Welsh Writers and Writing*, Londres : University of Wales Press, 1968, 221 p.

STEPHENS, Meic (ed.), *The Oxford Companion to the Literature of Wales*, Oxford : Oxford University Press, 1986, 682 p.

4.5.2.3 Traductions (œuvres traduites du gallois vers l'anglais ou une autre langue)

LEWIS, Carys & LE DISEZ, Jean-Yves, *Quelques nouvelles du pays de Galles*, Rennes : Terre de Brume, 1999, 296 p.

ROBERTS, Kate, *Feet in Chains*, traduit du gallois *Traed Mewn Cyffion*, 1936, par John Idris Jones, Bridgend : Seren, 1977, 174 p.

4.5.2.4 Articles

BASINI, Mario, « A museum by any other name? », *Western Mail*, 22-10-2005.

CONRAN, Anthony, *« The poetry of the dump: a retrospective »*, *New Welsh Review*, n°31, vol. 8: 3, hiver 1995-1996.

DAVIES, Geraint Talfan & OSMOND John, « Culture and identity », *in* OSMOND, John (ed.), *Birth of Welsh Democracy*, Cardiff : *IWA*, 2003, 322 p., pp. 243-258.

FRUMERMAN, Catherine, « Made in Wales: New York Catches a Glimpse of Wales », *Cambria*, mars 2006.

5 Sources Internet

5.1 Politique

Bevan Foundation : http : // www.bevanfoundation.org

Conservative Party : http : // www.conservative.party.org.uk

Forum for the Future : http : // www.forumforthefuture.org.uk

Labour Party : http : // www.labour.org.uk

Liberal Democratic Party : http : // www.libdems.org.uk

National Assembly for Wales : http : // www.assemblywales.org

UKRep : http : // www.ukrep.be

Welsh Assembly Government : http : // www.new.wales.gov.uk

5.2 Environnement

Charte de la Terre : http : // www.chartedelaterre.org

Countryside for the Protection of Rural Wales : http : // www.cprw.org.uk

Earth First!: http : // www.earthfirst.org

Environment Wales : http : // www.environment-wales.org

Friends of the Earth Cymru : http : // www.foecymru.co.uk

GM Free Cymru : http : // www.gmfreecymru.org

Going for Green : http : // www.goingforgreen.net

Gower SOS : http : // www.gower-sos.com

Greenpeace : http : // www.greenpeace.org.uk

Keep Wales Tidy : http : // www.keepwalestidy.org

Nrg4SD : http : // www.nrg4sd.net

Organic Centre Wales : http : // www.organic.aber.ac.uk

Organic Milk Cooperative : http : // www.omsco.co.uk

Rachel's Organic : http : // www.rachelsorganic.co.uk

Sustainable Wales : http : // www.sustainablewales.org.uk

Wales Community Recycling Network : http : // www.cylch.org

Wildlife and Countryside Link : http : // www.wcl.org.uk

World Wild Fund : http : // www.wwf.org.uk

5.3 Energie

COWRIE : http : // www.offshorewindfarms.co.uk

Keep Wales Nuclear Free : http : // www.keepwalesnuclearfree.org.uk

National Grid : http : // www.nationalgrid.com

Nuclear Energy Agency : http : // www.nea.fr

Scarweather Sands : http : // www.scarweathersands.org.uk

5.4 Culture

Arte : http : // www.arte.fr

BBC : http : // www.bbc.co.uk

Cambria Magazine : http : // www.cambriamagazine.com

Clwyd-Pows Archaeological Trust : http : // www.cpat.org.uk

Farming Connect : http : // www.wales.gov.uk/farmingconnect

Get the Jewels : http : // www.gtj.org.uk

Wales at Heart : http : // www.walesatheart.com

Wales World Nation : http : // www.walesworldnation

Western Mail : http : // www.icwales.co.uk

Ymgurchu!: http : // www.llgc.org.uk/ymgurchu

Your Library : http : // www.library.wales.org

Index

[Les numéros renvoient aux pages de l'exemplaire papier.]

Abalain, Hervé : 35, 37, 46, 86, 159, 210, 220, 432, 433

Aberfan : 14, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 121, 240, 363, 423, 441, 442, 443

Abse, Leo : 165, 168

Acot, Pascal : 84, 156, 426

Acte d'Union : 13, 33

Adamson, Dave : 80

Adamson, David L. : 68, 123, 449

ADAS : 262

AEA : 129

AEU : 139

Agriculture biologique : 16, 257, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 268, 345, 352

Aldous, Tony : 153, 154, 465

Allen, Paul : 408

Anderson, Victor : 226, 424, 439

Andrews, Leighton : 199, 436

Anglezarke, Barbara : 296

AONB : 134, 238, 271, 340, 357, 367

Appleby, John : 388

ARE : 320

Baetzing, Werner : 249

Bahro, Rudolf : 182

Balsom, Denis : 52, 171, 213, 449, 453

Barrett, Lorraine : 136, 398

Basini, Mario : 34, 475

Bateman, Margot : 257

Bates, Mick : 377

Bebb, Ambrose : 56, 59

Bellamy, David : 389, 390

Berque, Augustin : 98, 427

Bevan, Aneurin : 67, 138, 139

Bevan Foundation : 292, 476

Bingley,William : 82, 432, 473

Bishop, Kevin : 253, 460

Blair, Tony : 14, 23, 25, 92, 121, 197, 198, 200, 205, 214, 218, 219, 282, 302, 305, 307, 308, 310, 313, 319, 349, 369, 371, 373, 374, 386, 393, 397, 398, 430, 431, 454, 470

Blewitt, Nigel : 252, 253, 254, 460, 461

Bogdanor, Vernon : 45, 200, 201, 449

Borrow, George : 82, 85, 432

Brecon Beacons : 132, 135, 155, 237, 259, 296, 364, 365, 367

BREEAM : 283

Brooke, Henry : 100, 116, 140

Brundtland : 22, 247, 285, 312, 314, 338

BTCV : 178

Butler, Rosemary : 300

BWEA : 386

Cadw : 240, 241, 434

Callaghan, James : 23, 163, 167, 173, 282, 319, 454, 455

Capel Celyn : 71, 100, 101, 107, 108, 113, 114, 117, 126, 142, 143, 308, 338, 373, 415

Capel Celyn Defence Committee : 108

Carson, Rachel : 90, 427

CAT : 380, 408

Caton, Martin : 308, 373, 377

Cauquelin, Anne : 236, 427

CCW : 184, 257, 259, 271, 340

CEA : 126, 128, 129, 132, 141, 144, 466

CECA : 70

CEGB : 145, 146, 148, 150, 151, 152, 153, 465, 469

Chamberlain, Neville : 63

Chapman, Keith : 89

charbon : 17, 37, 38, 70, 85, 87, 88, 92, 97, 105, 114, 127, 151, 152, 153, 154, 176, 178, 355, 356, 357, 359, 361, 363, 387

Charlot, Monica : 115, 139, 147, 429

Chick, Martin : 127, 464

Chronique des Princes : 31

Clews, Roy : 64, 71, 100, 109, 433

Clifford, Des : 317

CND : 69, 138, 139, 140, 371, 462, 464

CND Cymru : 378, 372, 370

Commission européenne : 259, 261, 262, 266, 316, 320, 321, 350, 379, 380

Committee : 141, 147, 157, 163, 207, 211, 212, 316, 318, 322, 350, 409, 452

Communauté : 30, 37, 38, 52, 57, 70, 74, 78, 79, 80, 86, 99, 101, 106, 108, 123, 132, 137, 176, 177, 180, 186, 188, 189, 194, 232, 241, 243, 273, 281, 286, 287, 288, 289, 290, 293, 295, 323, 324, 338, 352, 357, 364, 380

Cook, James : 73

Cook, Robin : 182

Coslett, Denis : 92

Cousins, Frank : 138, 139

COWRIE : 477

CPRE : 132, 135, 137, 145

CPRW : 125, 131, 132, 141, 177, 179, 365, 457, 458, 476

CREST : 166

Crumpton, Neil : 363, 370, 385, 386

Culm : 390, 391

CWA : 197, 198, 201

Cymru Fydd : 13, 39, 42, 44, 45, 46, 47, 67, 68, 79, 116, 437

Dafies, Cynog : 180, 190, 191, 192, 195, 196, 197, 208, 226, 275, 337, 340, 345, 382, 412, 415, 421, 439, 458

Darling, Alistair : 375, 376

Davidson, Caroline : 367

Davidson, Jane : 287, 320, 339

Davies, Alison : 391

Davies, Andrew : 360, 361, 369, 389, 399, 401, 405

Davies, David James : 57, 58, 187, 436

Davies, Evan : 155, 460

Davies, Geraint Talfan : 78, 304, 475

Davies, Glyn : 281, 373, 374, 377, 458

Davies, Herbert Edmund : 93

Davies, Idris : 86, 238, 239, 274, 472

Davies, John : 35, 108, 185, 186, 191, 434, 439

Davies, Philip : 129, 144

Davies, Ron : 16, 92, 195, 197, 198, 202, 203, 205, 214, 215, 220, 277, 297, 298, 300, 305, 315, 316, 318, 329, 342, 346, 347, 438, 439, 455

Davies, Stephen Owen. : 67

Davies, W.J. : 54, 450

DBRW : 208, 380

Dda, Hywel : 30

Deciding to Live Differently : 232, 253, 418, 448

déficit démocratique : 128, 202, 293, 298, 419

DETR : 251, 456

Dickens, Sarah : 255, 256, 461

Donadieu, Pierre : 276, 427

Dower, John : 133, 144

DTI : 364, 365, 371, 375, 397, 398, 400

Écosse : 33, 44, 45, 53, 76, 82, 102, 104, 155, 161, 163, 166, 172, 177, 195, 200, 201, 209, 210, 219, 309, 376, 385, 421, 433, 451, 452, 453, 454

écotourisme : 270, 271, 274, 390

Edmunds, Alan : 225

Edwards, Alan : 393, 394

Edwards, Dylan : 101

Edwards, Huw Thomas : 116, 154

Edwards, Hywel Teifi : 117

Edwards, Owen Morgan : 39

EFRC : 262

EIA : 388

Ekins, Paul : 301

Elis-Thomas, Dafydd : 209, 299, 306, 349

Elliott, Douglas : 151

Elliott, Richard : 148

England, Joe : 292, 450

Ernest, Anthony : 406

ESDP : 321

ESRC : 329

Essex, Sue : 212, 266, 294, 300

Etherington, John : 383, 387

Evans, Beriah Gwynfe : 39, 43, 45

Evans, Geoffrey : 200, 203, 453

Evans , Gwynfor : 20, 23, 30, 39, 44, 53, 58, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 80, 98, 100, 102, 104, 105, 107, 108, 114, 115, 116, 123, 124, 125, 142, 168, 173, 186, 302, 304, 436, 437

Evans, Jill : 370

Evans, Julian Cayo : 111, 112

Europe : 16, 19, 21, 22, 24, 25, 29, 32, 35, 48, 60, 70, 88, 104, 153, 160, 187, 189, 190, 192, 193, 194, 202, 217, 257, 259, 260, 266, 268, 280, 283, 286, 295, 299, 304, 311, 312, 314, 315, 316, 317, 319, 320, 321, 322, 323, 325, 349, 350, 380, 381, 390, 402, 406, 413, 415, 417, 423, 424, 425, 426, 428, 429, 438, 441, 442, 443, 444, 450, 459

Farming for the Future : 256, 257, 260, 261, 264, 271, 447

Farrar, John : 253, 460

Fichte, Johann : 51

First Minister : 212, 230, 284, 286, 305, 306, 307, 308, 313, 318, 319, 323, 342, 347, 350, 360, 374, 411, 441

First Secretary : 207, 211, 214, 226, 248, 305, 307, 316, 346, 347, 348, 349

Fletcher, Patrick : 118, 461

Flynn, Paul : 308, 373, 377, 378

FoE : 177, 179, 196, 265, 373, 377

FoE Cymru : 177, 178, 181, 254, 266, 267, 268, 293, 363, 370, 371, 376, 377, 378, 385, 386, 387, 388, 401, 402, 406, 408, 439, 440, 457, 458, 476

FoEI : 175, 176

Foot, Michael : 138, 139

Forum for the Future : 291, 293, 301, 335, 336, 339, 342, 343, 417, 476

Foulkes, David : 164, 165, 168, 169, 171, 172, 450

Francis, Dai : 157, 158

Francis, Henry : 274

Frost, John : 41

Futures Farming Group : 253, 257, 263

FUW : 129, 144, 256, 268, 347, 364

FWA : 92, 111, 112, 352

Gaitskell, Hugh : 138, 139, 140

Gallacher, Joseph : 320, 438

Gee, Thomas : 39

Gellner, Ernest : 53, 425

Gerald le Gallois : 19, 21, 22, 65, 422

German, Mike : 218, 226, 256

Ghorra-Gobin, Cynthia : 285, 424

Gibson, John : 39

Gidden, Angela : 278, 283

Girardet, Raoul : 29, 37, 39, 50, 55, 56, 425, 426

Gladstone, William : 42, 44, 45

Glyndwr, Owain : 31, 32, 44, 116

GM Free Cymru : 265, 266, 268, 476

GM Free Regions : 266

GM Free Wales Alliance : 268

GOWA 1998 : 22, 23, 25, 206, 207, 208, 209, 211, 213, 218, 226, 229, 232, 252, 260, 288, 291, 311, 333, 334, 338, 345, 356, 411, 417, 445

GOWA 2006 : 420

Gower : 76, 238, 341, 357, 377, 435, 460

Gower SOS : 341, 476

Greenpeace : 176, 178, 313, 373, 476

Griffith, Nia : 308, 373, 377

Griffiths, James : 77, 79, 116, 165, 437

Grimond, Jo : 309, 453

Gruffud, Llywelyn ap : 30, 31

Guest, Charlotte : 81

Gwyther, Christine : 258, 261, 264, 347, 446

Haeckel, Ernst : 73, 428

Hague, William : 203

Hain, Peter : 374, 375, 384, 398, 399, 403, 411, 446

Hannan, Patrick : 214, 215, 219, 225, 346, 347, 349, 353, 437

HECA : 196

Hechter, Michael : 76, 78, 102, 103, 451

Hellegouarc'h, Anne : 33, 36, 47, 77, 86, 118, 270, 349, 433, 456

Home Rule : 43, 44, 47, 50, 56, 59, 169

Hontelez, John : 176

Howells, Eric : 330, 331

Howells, Geraint : 190, 193

Howells, Kim : 183

Hudson, Kate : 140

Hughes, Cledwyn : 67, 144, 146, 155, 164

Hughes, Gareth : 307, 461

ICT : 277, 279

IEA : 359

IGER : 262

Irranca-Davies, Huw : 355, 398, 463

IWA : 226, 235, 252, 318, 339, 358, 380, 381, 438, 441, 450, 452, 458, 459, 460, 461, 462, 470, 475

Iwan, Dafydd : 186, 438

Jaccard, Mark : 359, 464

James, Dan : 275

James, David : 400, 469

James, Siân : 308, 373

Jenkins, John Barnard : 110

Jenkins, L.J. : 390, 393, 394

Jenkins, Mike : 118, 274, 275, 473

Jennings, Ivor : 51, 425

Johnes, Martin : 92, 434, 435

Johnston, Eilidh : 88, 89, 315

Jones, Aubrey : 127, 464

Jones, Carwyn : 256, 261, 265, 266, 267, 293, 299, 383, 446, 447

Jones, Emyr Llewelyn : 109

Jones, Gareth Elwyn : 272, 324, 434

Jones, Gareth Wyn : 226, 250, 256, 339, 461

Jones, Glyn : 236, 469

Jones, Helen Mary : 267, 405

Jones, Hugh Roberts : 56

Jones, Hywel Ceri : 318, 350, 438

Jones, Ieuan Wyn : 208, 440, 454

Jones, Jan Owen : 197

Jones, John Albert : 109

Jones, Ken : 185, 191, 388, 389, 409

Jones, Megan : 322

Jones, Moya : 1, 102, 168, 451, 453, 454

Jones, Richard Wyn : 213, 302

Jones, Tom : 157

Jones, T.W. : 67, 140, 142

Kinnock, Neil : 165, 167, 168, 318

Kohr, Leopold : 104, 425

Labasse, Jean : 320, 429

Labour Party Wales : 307, 440

Le Disez, Jean-Yves : 91, 126, 184, 255, 271, 287, 288, 290, 434, 475

Learning to Live Differently : 15, 229, 232, 242, 244, 258, 418, 448

Lequesne, Christian : 325, 429

Leruez, Jacques : 138, 219, 305, 430

Lewis, Anthony : 112

Lewis, Gwen Mostyn : 168

Lewis, Gwyneth : 304

Lewis, Richard : 38

Lewis, Robyn : 123, 124, 125, 440

Lewis, Saunders : 13, 48, 50, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 80, 97, 112, 174, 187, 201, 305, 437, 440, 451, 474

Llewellyn, Richard : 78, 87, 473

Lloyd George, David : 43, 44, 45, 46, 48, 50, 63, 474

Lloyd George, Megan : 63, 67, 108

Llywelyn, Gruffud ap : 30, 31

LNG : 360, 361, 362, 363, 468

Lord, Peter : 303

MAC : 100, 110, 111, 112

Macmillan, Harold : 107, 110, 127, 139

Managing Waste Sustainably : 254, 457

Maximus, Magnus : 30, 284

McLean, Ian : 93, 434, 435

McLean, Thomas : 83, 432

MEP : 470

Michael, Alun : 215, 219, 226, 248, 307, 319, 346, 347, 348, 349

Midmore, Peter : 257, 260

Miles, Gerald : 266, 458

Milford Haven : 17, 88, 89, 239, 359, 360, 361, 362, 363, 366

Millenium Centre : 304

Minhinnick, Margaret : 175, 176, 177, 179, 180, 181, 196, 293, 294, 458

Minhinnick, Robert : 183, 190, 196, 250, 333, 340, 457

Ministry of Health Act : 50

Molinari, Véronique : 301, 454

Morgan, Clive : 358, 459

Morgan, Eluned : 403

Morgan, Kenneth O. : 40, 46, 47, 48, 49, 59, 63, 64, 65, 67, 71, 79, 93, 100, 116, 154, 431, 432, 434, 456

Morgan, Kevin : 199, 318, 441

Morgan, Rhodri : 214, 215, 218, 230, 231, 284, 286, 296, 300, 305, 306, 307, 308, 313, 318, 319, 320, 333, 347, 349, 360, 374, 384, 398, 399, 404, 410, 411, 412, 441

Morgan, William : 35

Morgan, W.J. : 54, 450

Morris, Jan : 90, 100, 101

Morris, John : 177, 178, 185, 190, 363

Mougel, François-Charles : 352, 431

NAAG : 297, 316, 437, 445

NAC : 168, 169, 440

NAW : 12, 117, 205, 206, 211, 212, 213, 220, 230, 265, 297, 298, 299, 306, 314, 318, 341, 437, 438, 439, 440, 444, 445, 446, 447, 452, 457, 476

NEC : 139, 147

néoruralité : 16, 249, 256

NFU : 256

North Wales Hydroelectricity Protection Committee : 130, 132, 143

Nrg4SD : 321, 322, 457

nucléaire : 17, 23, 69, 70, 123, 126, 127, 131, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 144, 145, 149, 150, 151, 152, 153, 155, 163, 176, 179, 182, 183, 194, 217, 301, 308, 355, 356, 363, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 384, 385, 386, 390, 398, 399, 404, 409, 416, 421

NUJ : 183

NUM : 157, 183

NUPE : 183

NWG : 188

O'Sullivan, Tyrone : 359

Objective One : 318, 348, 441, 447, 319

OCW : 262

OGM : 176, 216, 264, 265, 266, 267, 268, 416

OMC : 268

ONGE : 17, 175, 176, 178, 180, 181, 254, 265, 297, 313, 356, 363, 373, 376, 384, 386, 387, 391, 395, 402, 403, 404, 407, 408

Organic Farming Scheme : 261

Organic Sector Strategy Group : 262, 263, 264

Osmond, John : 52, 78, 115, 158, 166, 195, 197, 202, 286, 288, 304, 316, 323, 325, 350, 381, 426, 439, 450, 451, 452, 454, 475

OTAN : 139

PAC : 257

PACT : 388

parc national : 23, 74, 75, 88, 126, 132, 133, 148, 153, 203, 239, 274, 275, 296, 344, 364, 367

Parkin, Sara : 301

Parliament for Wales Campaign (*PFW*) : 67, 117, 198, 311, 441

Parry, Bob : 347

Parry, Emyr Jones : 421

Parry, Harriet : 99

Parry, Morgan : 230, 336, 402, 406, 438

Pelletier, Philippe : 94, 98, 368, 428

Pennant, Thomas : 82, 432

pétrole : 88, 89, 95, 127, 151, 153, 355, 357, 358, 359, 362, 386

Plaid Cymru : 13, 14, 17, 20, 47, 48, 50, 53, 56, 58, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 70, 71, 96, 107, 108, 112, 113, 115, 117, 118, 123, 125, 142, 143, 157, 162, 165, 167, 172, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 195, 198, 202, 208, 217, 218, 219, 242, 267, 307, 308, 315, 318, 348, 352, 373, 405, 408, 409, 410, 411, 412, 415, 420, 436, 437, 439, 441, 442, 443, 445, 449, 451

PNUE : 156

Porritt, Jonathon : 293, 301, 339, 463

Powell, Goronwy : 130, 132, 141, 143, 144, 156, 471

PRASEG : 196

Première Guerre mondiale : 38, 48

Price, Adam : 330, 342, 394, 404, 469, 472

Price, John : 35

Priestley, John Boynton : 138

Prince de Galles : 20, 21, 22, 31, 32, 110, 112, 270, 351, 352, 353, 366, 384

Rawlings, Richard : 299, 334, 342, 456

Rees, Ioan Bowen : 80, 309, 452

Referendum (Scotland and Wales) Bill : 199, 205

référendum de 1979 : 15, 23, 124, 160, 163, 166, 167, 169, 171, 173, 174, 181

référendum de 1997 : 15, 23, 196, 197, 199, 200, 201, 202, 203, 205, 318, 330

Reid, George : 278

Renan, Ernest : 51, 53, 55, 81, 425

réservoir : 23, 69, 99, 100, 101, 106, 107, 109, 110, 111, 114, 117, 118, 119, 123, 153, 160, 219, 393

Révolution Industrielle : 13, 14, 30, 37, 38, 39, 40, 41, 46, 74, 80, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 94

Richard, Henry : 42

Roberts, Goronwy : 67, 140

Rogers, Richard : 282

Rosser, David G. : 129, 140, 141, 142, 462, 471

Rosser, Julian : 363, 371, 376, 401, 406

Rowlands, Gareth : 262, 263

Rowlands, Rachel : 257, 263

Rowlands, Ted : 311

RSPB : 133, 179

Russell, Bertrand : 138

Russell, Ivor R. : 395

SAC : 237, 350, 403, 406

Safe Haven : 363, 366

Safe Haven Network : 366

Sainteny, Guillaume : 94, 428

Save Our Seascape : 384

Schumacher, E.M. : 104, 124, 464

SCNP : 134

Scotland Act : 163, 209

Scott, Molly : 185, 188, 443

Scott, Ridley : 273

Scully, Roger : 213

Seconde Guerre mondiale : 64, 70, 88, 133

Senedd : 277, 282, 283, 340, 343, 366

SERN : 321

Shipton, Martin : 309, 329, 330, 356, 372, 373, 374, 403, 452, 454, 455, 471

Smith, Giles : 303, 455

Snowdonia : 23, 74, 126, 132, 138, 141, 153, 156, 203, 237, 239, 271, 275, 344, 367, 465, 466

Stannard, Jill : 372

Starting to Live Differently : 232, 448

Steel, David : 167, 437

Steel, Phil : 370

Sustainable Wales : 293, 294, 458, 477

TAN 8 : 382, 387, 447

Taylor, Alan John Percivale : 138, 463

Taylor, John : 271

TGWU : 139, 140, 157, 158, 183

Thatcher, Margaret : 23, 25, 140, 174, 182, 202, 203, 302, 397

The Sustainable Development Scheme : 16, 229, 230, 231, 232, 241, 243, 244, 245, 246, 247, 280, 284, 288, 291, 298, 301, 309, 310, 321, 336, 337, 448

Thomas, David Alfred : 43, 46

Thomas, David Bonar : 92, 112

Thomas, George : 165, 199

Thomas, Ned : 52, 287, 452, 474

Thomas, Rhodri Glyn : 304, 438

Thomas, Dylan : 53, 303

Tir Cymen : 257

Tir Cynnal : 259, 345

Tir Gofal : 16, 257, 258, 259, 261, 345, 446

tourisme : 12, 16, 74, 90, 154, 155, 193, 249, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 277, 341, 342, 343, 345, 390, 391, 404, 415, 459

Trahison des Livres Bleus : 40

Trawsfynydd : 14, 23, 123, 125, 126, 128, 129, 131, 132, 134, 136, 138, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 148, 150, 152, 153, 154, 178, 183, 219, 239, 365, 367, 390, 465, 466, 467, 471

Tryweryn : 14, 23, 71, 97, 99, 101, 104, 106, 107, 108, 109, 110, 113, 114, 115, 118, 119, 123, 129, 129, 136, 137, 142, 143, 144, 162, 164, 187, 217, 219, 308, 338, 373, 374, 415, 436, 459, 460, 462

Tryweryn Defence Committee : 108

TUC : 100, 139, 157, 158

Wales TUC : 15, 157, 158, 159, 160, 198, 291, 292, 318, 450

UCATT : 183

UICN : 74

UIPN : 73

UKRep : 212, 316, 317, 318, 476

Unesco : 73, 272, 278

Union européenne : 76, 219, 251, 292, 311, 315, 316, 317, 320, 321, 347, 348, 368, 383, 403, 406, 413, 420

Valentine, Lewis : 48, 50, 56, 62, 63

WAC : 167, 169, 170, 171

WAG : 212, 241, 254, 258, 259, 262, 267, 276, 279, 280, 291, 293, 294, 296, 306, 308, 313, 315, 318, 322, 342, 343, 350, 359, 360, 371, 373, 383, 387, 399, 403, 420, 44

Wales Act : 163, 209, 313, 450

Wales European Centre : 316, 317, 318

Wales Green Party : 181, 185, 188, 190, 191, 193, 195, 208, 218, 226, 377, 378, 415, 443

Wales in Our Time : 93, 329, 357, 435

Wales Spatial Plan : 15, 229, 233, 234, 235, 237, 239, 240, 241, 269, 271, 175, 281, 285, 286, 289, 292, 294, 295, 301, 317, 321, 324, 335, 337, 343, 345, 417, 447

Wales, A Better Country : 15, 229, 230, 231, 242, 244, 245, 253, 277, 279, 286, 288, 300, 311, 314, 317, 319, 325, 330, 336, 344, 351, 355, 417, 447

Waste Awareness Wales : 254

WDA : 201, 252, 262, 291, 318, 361, 380

Weber, Max : 53

Welsh Anti-Nuclear Alliance : 356, 373

Welsh Grand Committee : 155, 160

Welsh Intermediate Education Act : 40

Welsh Intermediate Schools Act : 40

Welsh Language Act : 61

Welsh Language Society : 61, 68, 190

Welsh Office : 92, 93, 94, 110, 160, 177, 201, 208, 209, 212, 229, 252, 291, 298, 299, 314, 315, 316, 406, 446

Welsh Organic Centre : 261, 476

Welsh Youth Forum on Sustainable Development : 300

Wigley, Dafydd : 118, 198, 199, 202, 304, 454

Williams, Alun : 188, 191

Williams, Chris : 220, 432, 452

Williams, David : 75, 435

Williams, D.J. : 63, 64

Williams, Gwyn : 74, 77, 89, 197, 201, 344, 435, 444

Williams, John : 75

Williams, Llewelyn : 43, 45

Williams, Mark : 378, 379, 385, 463

Williams, Owain : 109, 110

Williams, Phil : 191, 241, 242, 272, 284, 382, 445, 459

Willott, Jenny : 377

Wilson, Brian : 383

Wilson, Harold : 77, 147, 160, 314, 429, 430

Wilson, Thomas Woodrow : 49

Wise About Waste : 254, 448

Withers, Matt : 371, 372, 374, 375, 400, 401, 402, 406, 472

Woodham, Gareth : 399, 400

Woop, Richard : 145

Wright, George : 157, 158, 160

WTB : 345

WWF : 176, 253, 313, 477

WWF Cymru : 176, 230, 313, 336, 402, 406

Wylfa : 14, 125, 145, 146, 147, 148, 151, 155, 187, 219, 367, 371, 374, 375, 394, 468, 469

Annexes

Annexe 1 : Gravures de Thomas McLean

Gravure IX : « Moel Shabod, near Capel Curig on the River Llygwy »

Gravure XIII : « Moutain of Cnight, Merionethshire »

Source : Gravures tirées de l'ouvrage de Thomas McLean, Views in North Wales*, tirées de* Get the Jewels*, site Internet développé pour promouvoir l'histoire culturelle galloise, www.gtj.org.uk, consulté en février 2006.*

Annexe 2 : Aberfan

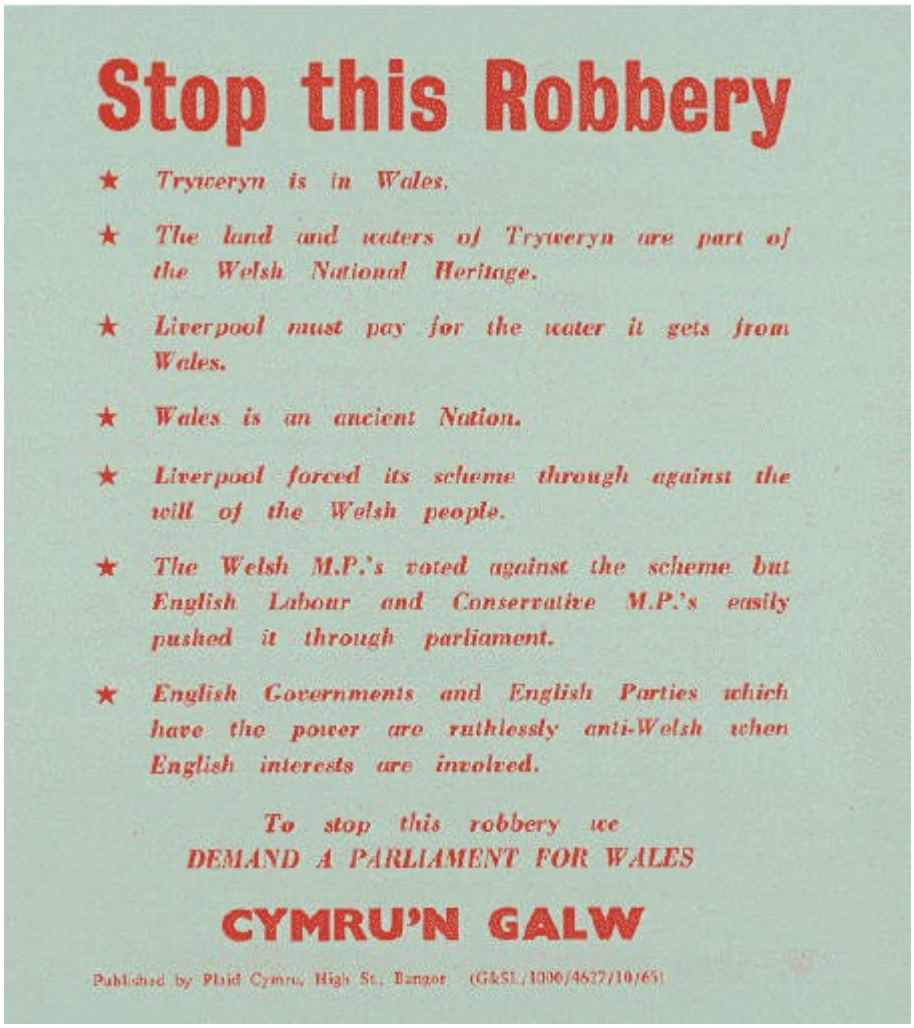
Photographie montrant Aberfan après l'effondrement du terril, 1966.

Volontaires déblayant les décombres à Aberfan à la recherche de survivants

Source : Ymgurchu !*, site Internet développé par la* National Library of Wales*, www.llgc.org.uk/ymgurchu, consulté en avril 2006.*

Annexe 3 : Tryweryn

Tract diffusé par *Plaid Cymru*, pour dénoncer la construction du réservoir de Tryweryn



Stop this Robbery

★ *Tryweryn is in Wales.*

★ *The land and waters of Tryweryn are part of the Welsh National Heritage.*

★ *Liverpool must pay for the water it gets from Wales.*

★ *Wales is an ancient Nation.*

★ *Liverpool forced its scheme through against the will of the Welsh people.*

★ *The Welsh M.P.'s voted against the scheme but English Labour and Conservative M.P.'s easily pushed it through parliament.*

★ *English Governments and English Parties which have the power are ruthlessly anti-Welsh when English interests are involved.*

To stop this robbery we
DEMAND A PARLIAMENT FOR WALES

CYMRU'N GALW

Published by Plaid Cymru, High St., Bangor (G&SL/1000/4627/10/65)

Source : Ymgurchu !*, site Internet développé par la* National Library of Wales*, www.llgc.org.uk/ymgurchu, consulté en novembre 2006.*

Communiqué de presse de *Plaid Cymru*, « Les 14 points de Tryweryn », en mai 1957

For publication

TRYWERYN - 14 POINTS

Speaking at a Tryweryn Defence Public Meeting at Bala on Wednesday night, Alderman Gwynfor Evans, president of Plaid Cymru and a member of the Defence Committee said that following the House of Lords Select Committee's hearing, 14 points can be said to be established. They are:-

1. The issue is a head-on collision between Welsh national interests and those of what Mr. Geoffrey Lawrence described as "a large and important region of England".

2. Liverpool has not during this generation looked outside Wales for water. The report of its consultant engineers shows that every one of the eleven schemes examined was in Wales.

3. Since Liverpool has not looked elsewhere, and since the 50 million gallons a day it already gets from Wales is twice as much water as it needs for all domestic purposes, talk of depriving a million people of water is dishonest twaddle.

4. Liverpool hopes to use the additional 65 million gallons a day from Tryweryn for industry or resale. Her domestic demand has increased only by four million gallons a day in thirty-five years.

5. Liverpool Council is determined that the city shall expand in size although enlightened opinion and government policy agree that the unhealthy growth of such huge conurbations must be restricted.

6. The Tryweryn scheme commands little support in Liverpool itself. Because of abstentions and deliberate absence of members, the Council barely succeeded in getting the vote needed. It would have completely failed to get the necessary majority in the town meeting without packing it with council employees.

LLANUWCH - DECOY SCHEME

7. The Liverpool Council deceived the Welsh people over Dolanog by fraudently putting that scheme out as a decoy although its engineers had rejected it with nine other schemes in favour of the Tryweryn project.

8. The disastrous effect of the scheme upon the language and life of Penllyn, and through it of Wales, carries no weight at all with the protagonists of the project.

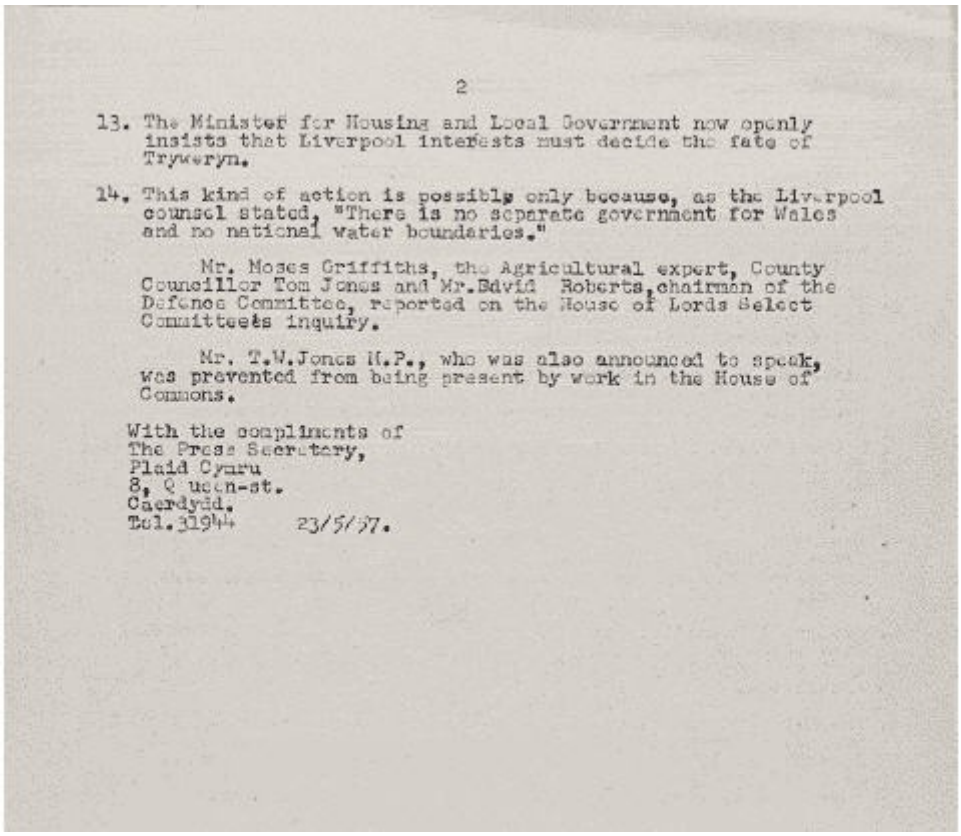
BECAUSE NO SELF-GOVERNMENT

9. The inquiry announced four months ago into Welsh water resources is to be allowed to become a meaningless gesture by allowing the final decision on Tryweryn to be made before its findings are published.

10. The political pressure which Liverpool disposes has compelled the Minister for Welsh Affairs completely to change his g round in a way humiliating to him and to Wales.

11. Welsh Industry will be denied the use of the waters even in the district and as near as Corwen.

12. Despite the undertaking to rehouse Frongoch, no suggestion was made by the 70 people who would be evicted from their homes at Capel Celyn would earn their living when their farms were under water.



2

13. The Minister for Housing and Local Government now openly insists that Liverpool interests must decide the fate of Tryweryn.

14. This kind of action is possibly only because, as the Liverpool counsel stated, "There is no separate government for Wales and no national water boundaries."

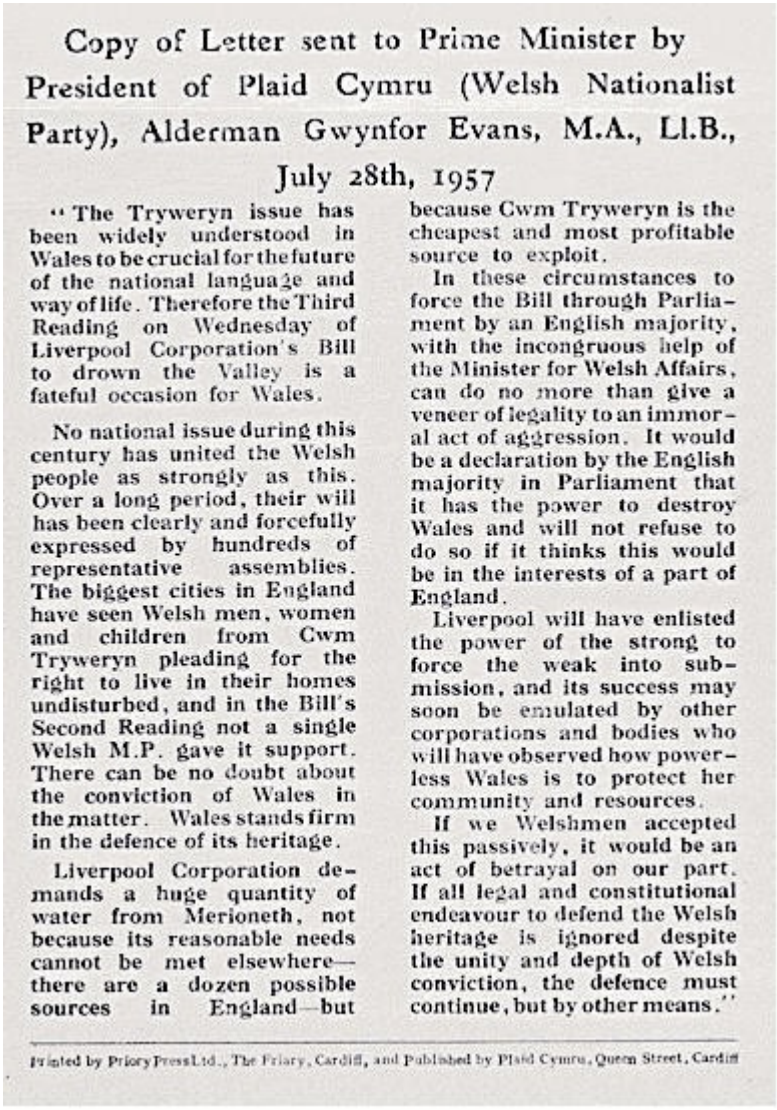
Mr. Moses Griffiths, the Agricultural expert, County Councillor Tom Jones and Mr.Edvid Roberts, chairman of the Defence Committee, reported on the House of Lords Select Committees inquiry.

Mr. T.W.Jones M.P., who was also announced to speak, was prevented from being present by work in the House of Commons.

With the compliments of
The Press Secretary,
Plaid Cymru
8, Queen-st.
Caerdydd.
Tel.31944 23/5/57.

Source : Ymgurchu !*, site Internet développé par la* National Library of Wales*, www.llgc.org.uk/ymgurchu, consulté en novembre 2006.*

Courrier de Gwynfor Evans, président de *Plaid Cymru*, adressé au Premier ministre Harold Macmillan le 28 juillet 1957



Copy of Letter sent to Prime Minister by President of Plaid Cymru (Welsh Nationalist Party), Alderman Gwynfor Evans, M.A., Ll.B., July 28th, 1957

"The Tryweryn issue has been widely understood in Wales to be crucial for the future of the national language and way of life. Therefore the Third Reading on Wednesday of Liverpool Corporation's Bill to drown the Valley is a fateful occasion for Wales.

No national issue during this century has united the Welsh people as strongly as this. Over a long period, their will has been clearly and forcefully expressed by hundreds of representative assemblies. The biggest cities in England have seen Welsh men, women and children from Cwm Tryweryn pleading for the right to live in their homes undisturbed, and in the Bill's Second Reading not a single Welsh M.P. gave it support. There can be no doubt about the conviction of Wales in the matter. Wales stands firm in the defence of its heritage.

Liverpool Corporation demands a huge quantity of water from Merioneth, not because its reasonable needs cannot be met elsewhere—there are a dozen possible sources in England—but because Cwm Tryweryn is the cheapest and most profitable source to exploit.

In these circumstances to force the Bill through Parliament by an English majority, with the incongruous help of the Minister for Welsh Affairs, can do no more than give a veneer of legality to an immoral act of aggression. It would be a declaration by the English majority in Parliament that it has the power to destroy Wales and will not refuse to do so if it thinks this would be in the interests of a part of England.

Liverpool will have enlisted the power of the strong to force the weak into submission, and its success may soon be emulated by other corporations and bodies who will have observed how powerless Wales is to protect her community and resources.

If we Welshmen accepted this passively, it would be an act of betrayal on our part. If all legal and constitutional endeavour to defend the Welsh heritage is ignored despite the unity and depth of Welsh conviction, the defence must continue, but by other means."

Printed by Priory Press Ltd., The Friary, Cardiff, and Published by Plaid Cymru, Queen Street, Cardiff

Source : Ymgurchu !*, site Internet développé par la* National Library of Wales*,* www.llgc.org.uk/ymgurchu*, consulté en novembre 2006.*

Photographie montrant les habitants de Tryweryn manifestant à Liverpool le 21 novembre 1956

Photographie des habitants de Tryweryn le jour de la manifestation à Liverpool

Source : site Get the Jewels*, www.gtj.org.uk, consulté en février 2006.*

Photographie de Geoff Charles, en couverture de la *Tryweryn Newsletter*, publiée par le *Tryweryn Defence Committee* en 1957

Source : Meirionnyd Archives, Gwynedd Archives Service, n° 2/CC/4/106.

Egalement sur le site Get the Jewels *: www.gtj.org.uk, consulté en février 2006.*

Annexe 4 : *Campaign for Nuclear Disarmament*

Photographie de la marche organisée entre Trafalgar Square et Aldermaston en mars 1958

Source : site Internet Keep Wales Nuclear Free*, www.keepwalesnuclearfree.org.uk, consulté en mars 2008.*

Couverture de *Heddwch*, magazine publié par *CND*

Source : Ymgurchu!*, site Internet développé par la* National Library of Wales*,* *www.llgc.org.uk/ymgurchu, consulté en février 2006.*

Affiche éditée par *CND Cymru*, à l'occasion d'un rassemblement organisé à Aberystwyth en 1961

Source : Ymgurchu!*, site Internet développé par la* National Library of Wales*,* www.llgc.org.uk/ymgurchu*, consulté en février 2006.*

Annexe 5 : Le référendum de 1979

Poster « anti-dévolution » pour le référendum de 1979

Poster « pro-dévolution » pour le référendum de 1979

Source : Welsh political archive, National Library of Wales, *site Internet www.llgc.org.uk, consulté en janvier 2006.*

Annexe 6 : Le référendum de 1997

Poster « pro-assemblée » pour le référendum de 1997

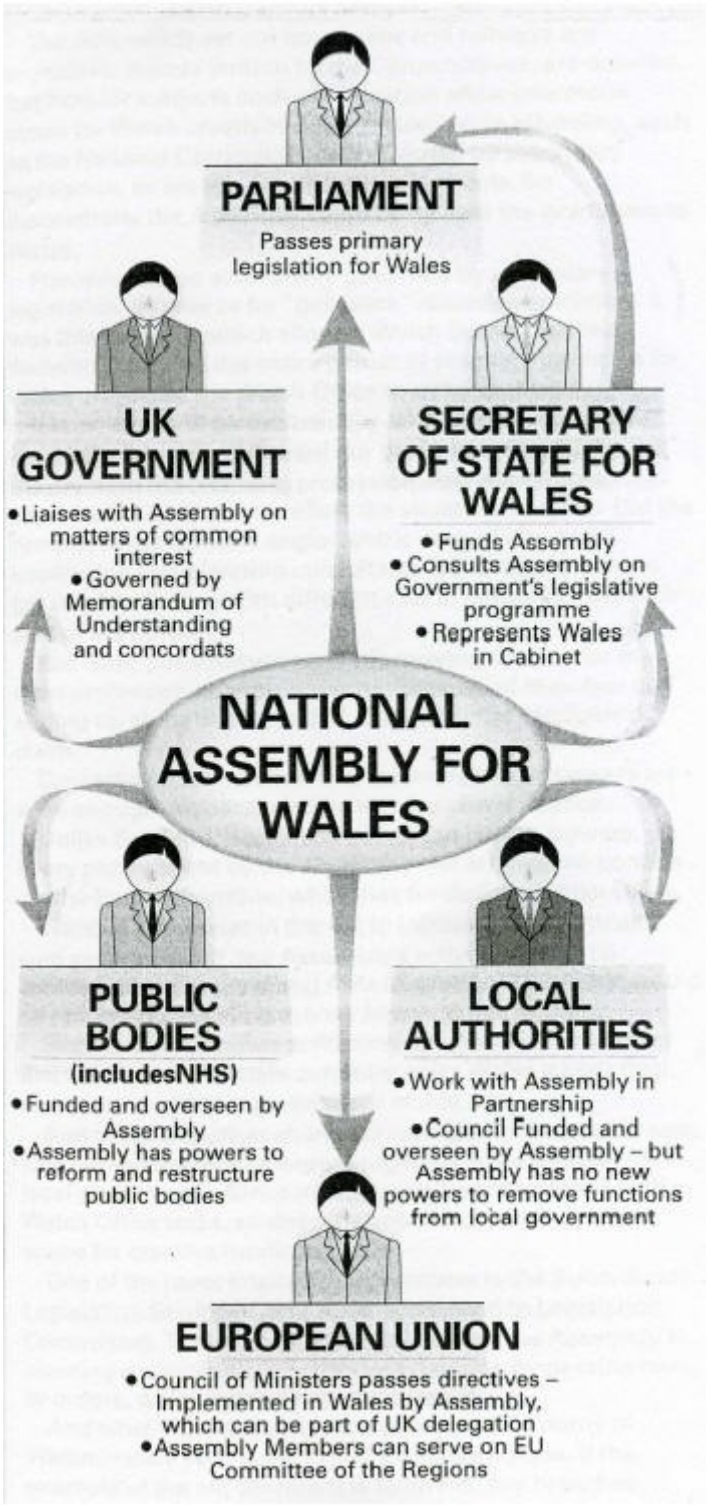
Source : Welsh political archive*,* National Library of Wales*, site Internet* www.llgc.org.uk*, consulté en janvier 2006.*

Logos des campagnes pour le « Oui » et le « Non » pour le référendum de 1997

Source : site Internet de la BBC, dossier sur la dévolution, www.bbc.co.uk/politics97/devolution/wales/briefing/campaign.shtml*, consulté en mai 2008.*

Annexe 7 : Fonctionnement de l'Assemblée

Schéma présentant le fonctionnement de l'Assemblée



Source : The Essential Guide to the Assembly 1999*,* Western Mail Assembly Handbook*, Cardiff : The Stationery Office, 1999, p. 15.*

Annexe 8 : *Government of Wales Act 1998*, annexe 2, liste des domaines dévolus

SCHEDULE 2 Fields in which functions are to be transferred by first Order in Council

1 Agriculture, forestry, fisheries and food.

2 Ancient monuments and historic buildings.

3 Culture (including museums, galleries and libraries).

4 Economic development.

5 Education and training.

6 The environment.

7 Health and health services.

8 Highways.

9 Housing.

10 Industry.

11 Local government.

12 Social services.

13 Sport and recreation.

14 Tourism.

15 Town and country planning.

16 Transport.

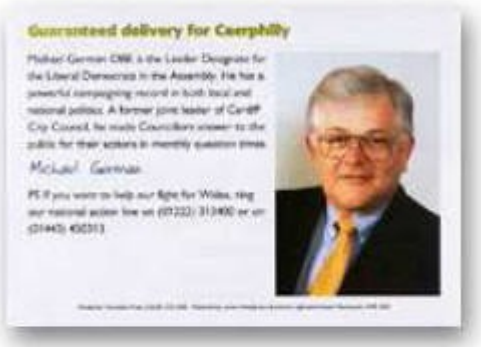
17 Water and flood defence.

18 The Welsh language.

Source : *GOWA 1998, Elizabeth II (Chapter 38, Royal Assent 31-07-1998)*, Londres : HMSO, août 1998, disponible sur Internet, www.opsi.gov.uk/acts/acts1998.

Annexe 9 : Les élections de mai 1999 à l'Assemblée

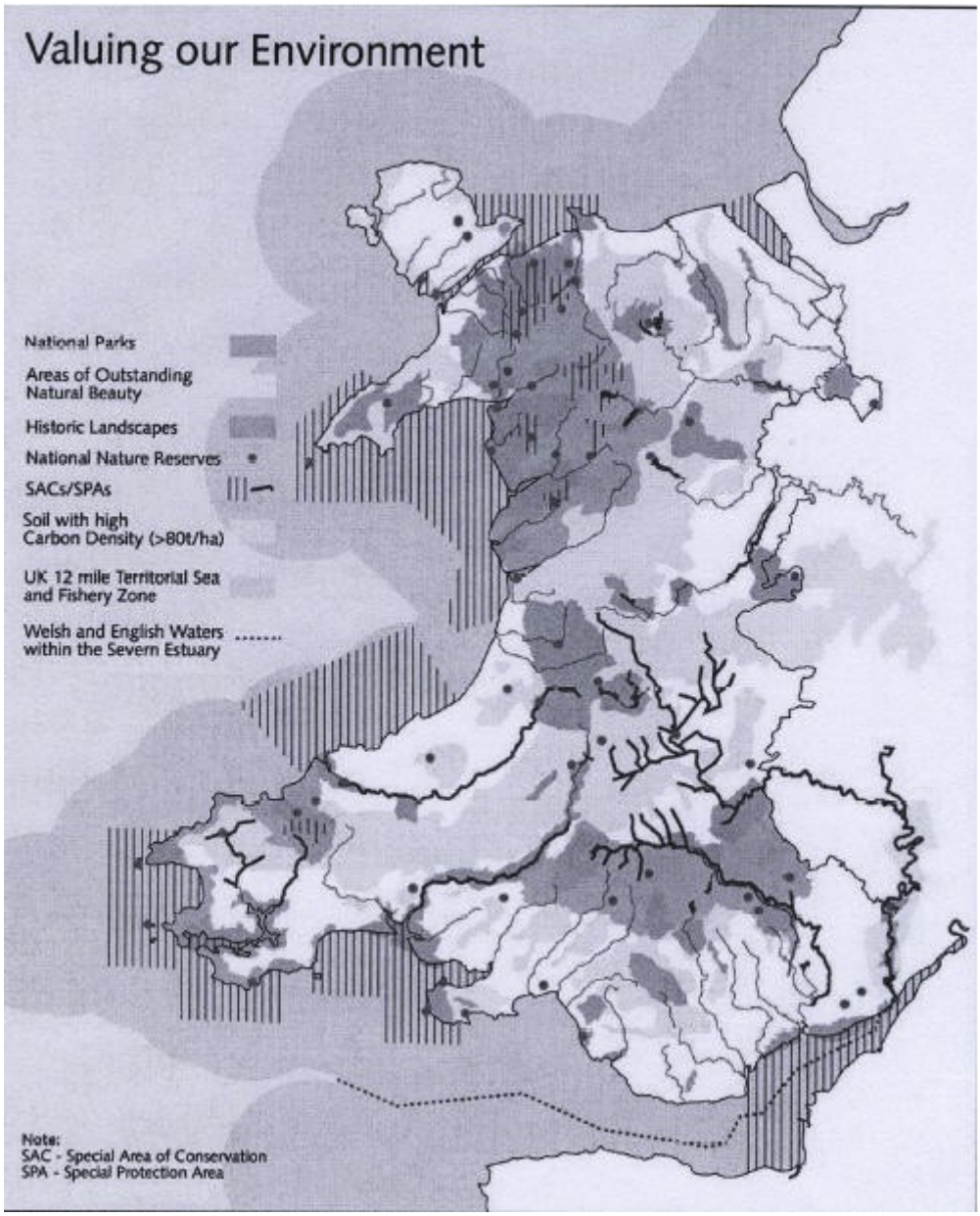
Campagne pour les élections de mai 1999 à l'Assemblée



Source : Ymgurchu!, The Ballot Box*, site Internet* www.llgc.org.uk/ymgurchu*, consulté en avril 2008.*

Annexe 10 : Les espaces protégés au pays de Galles

Carte, intitulée « Valuing our Environment », présentant les zones protégées au pays de Galles



Source : Wales Spatial Plan*, Cardiff :* National Assembly for Wales*, p. 24.*

Annexe 11 : La seconde révolution industrielle

Centrale de Trawsfynydd, au cœur du parc national de Snowdonia

Installations portuaires de Milford Haven

Source : Get the Jewels*, site Internet consulté en avril 2006.*

Annexe 12 : La gestion des déchets au pays de Galles

Les principales composantes de l'empreinte écologique galloise

Main Components	All-Wales thousand area units	Footprint per person (area units)
Electricity	1,630	0.55
Gas and oil	3,342	1.13

Transport	1,882	0.64
Food	5,248	1.78
Waste	6,831	2.32
Water, built land	247	0.08
Total	15,469	5.25

Source : The Footprint of Wales, a report to National Assembly by WWF*, cité dans Kevin Bishop & John Farrar, « Making development sustainable »,* Agenda*, Cardiff :* IWA*, printemps 2003, p. 62.*

Les unités représentent des hectares de terres moyennement productives. Le pays de Galles a une superficie d'un peu plus de deux millions d'hectares.

Les déchets et le recyclage

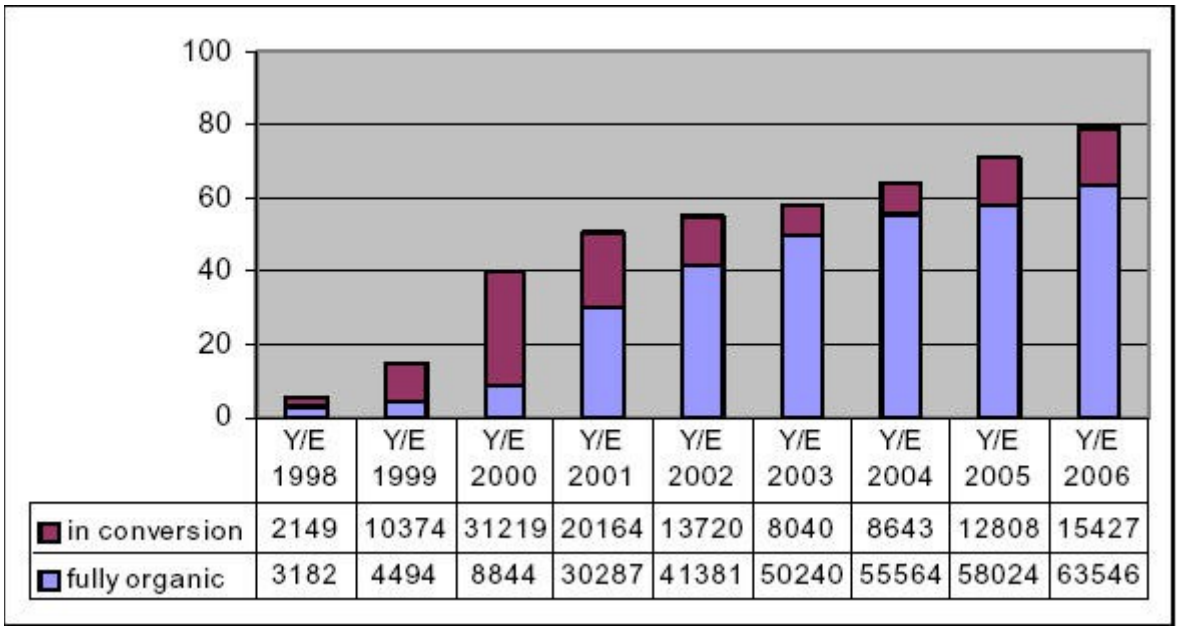
	1996 -1997	1997 -1998	1998 -1999	1999 -2000	2000 -2001r	2001 - 2002	2002 -2003r	2003 -2004r
Total household waste (thousand tonnes)	1,277	1,292	1,330	1,410	1,404	1,456	1,488	1,522
Household recycling /composting rate (%)	4.1	4.9	5.2	5.9	6.4	8.7	12.0	16.5
Total municipal waste (thousand tonnes)	1,391	1,455	1,547	1,624	1,652	1,718	1,769	1,820
Municipal recycling/composting rate (per cent)	3.8	4.4	4.8	6.7	7.0	8.4	12.5	17.7

(a) Table does not include abandoned vehicle arisings

Source : Statistiques du gouvernement britannique, disponibles sur Internet, sur le site du Organic Centre Wales*, www.organic.aber.ac.uk/statistics/uk2008.shtml, consulté en avril 2008.*

Annexe 13 : L'agriculture biologique au pays de Galles

Évolution de la superficie de terrains cultivés de façon biologique, de fin 1998 à fin 2006



Source : Organic Centre Wales*, documents disponibles sur son site Internet, www.organic.aber.ac.uk, consulté en avril 2008.*

Terres gérées de façon biologique au pays de Galles et au Royaume-Uni, de fin 1998 à fin 2006

Year End		1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	Proportion of total UK organic land (%)
Wales	In-conversion	2149	10374	31219	20164	13720	8040	8643	12808	15427	12.7
	Organic	3182	4494	8844	30287	41381	50240	55564	58024	63546	12.7
	Total	**5331**	**14868**	**40063**	**50451**	**55101**	**58280**	**64208**	**70832**	**78973**	**12.7**
UK total	In-conversion	25,375	362,914	333,152	269582	204,308	66,026	52,746	85,951	121137	19.5
	Organic	53,458	177,948	194,171	410049	536,866	628,953	621,760	533,902	498646	80.5
	Total	**78,833**	**540,862**	**527,323**	**679631**	**741,175**	**694,979**	**674,506**	**619,852**	**619,783**	**100**

Source: Defra dataset*, données disponibles sur le site Internet du* Organic Centre Wales*, www.organic.aber.ac.uk, consulté en avril 2008.*

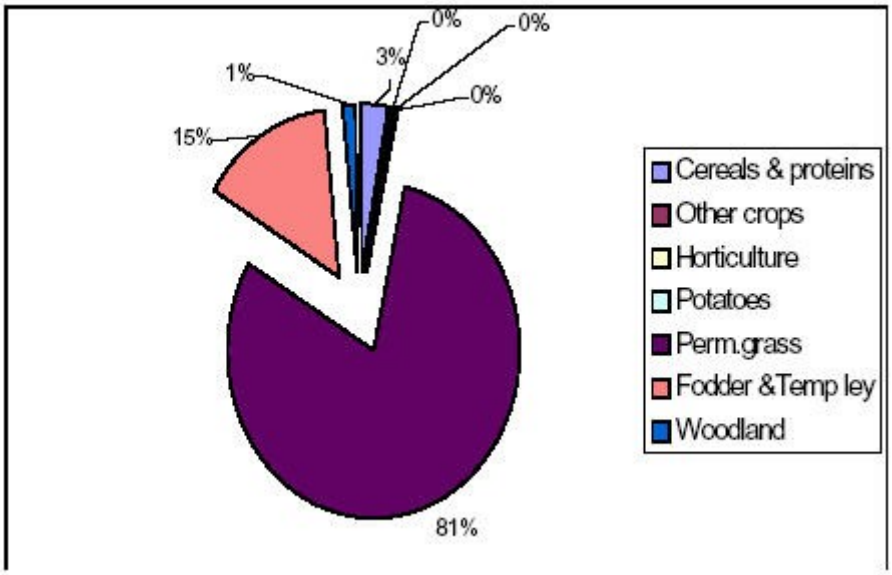
Nombre de producteurs biologiques, en conversion et déjà convertis, entre 2002 et 2006

Year end	2002	2003	2004	2005	2006
England	2622	2607	2827	2785	3003
Wales	618	623	667	688	710
Scotland	725	689	653	595	686
Northern	139	153	174	217	240

Ireland					
UK total	4104	4072	4321	4285	4639

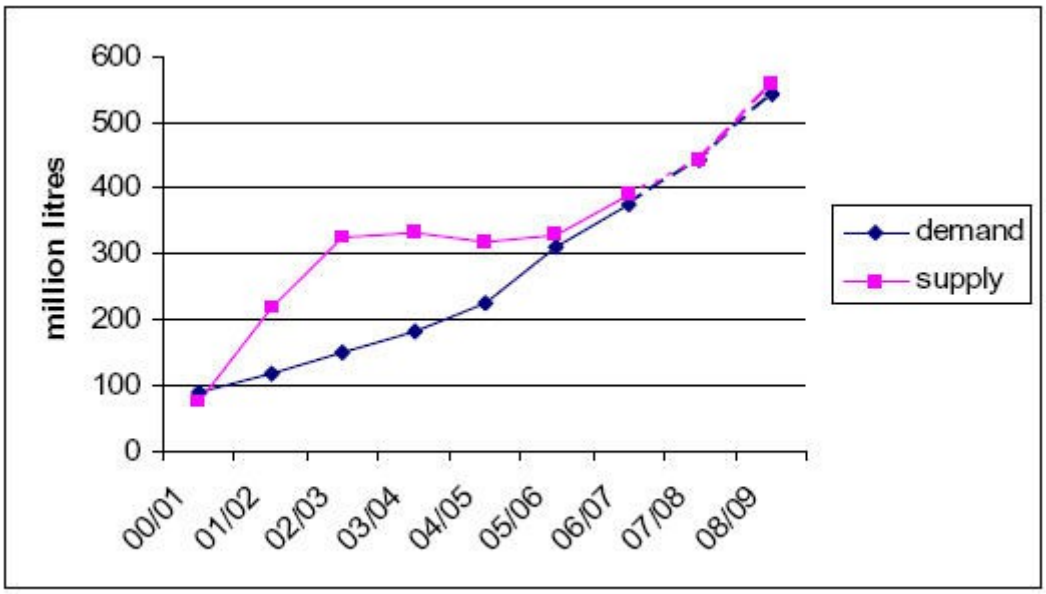
Source : Defra dataset, données disponibles sur le site Internet du Wales Organic Centre, www.organic.aber.ac.uk, consulté en avril 2008.

Répartition des terres biologiques galloises par types d'exploitation, décembre 2006



Source : Defra dataset*, données disponibles sur le site Internet du Organic Centre Wales, www.organic.aber.ac.uk, consulté en avril 2008.*

Évolution de l'offre et de la demande en lait biologique de 2000/2001 à 2008/2009



Source: OMSCo *ou* Organic Milk Cooperative *(2007), données disponibles sur le site Internet du* Organic Centre Wales*, www.organic.aber.ac.uk, consulté en avril 2008.*

Annexe 14 : Les OGM au pays de Galles

Logo de GM Free Cymru

Source : site Internet de l'association, www.gmfreecymru.org, consulté en mars 2008.

Photographie du voyage de Gerald Miles effectué en octobre 2003

Source : site Internet de FoE Cymru., *www.foecymru.co.uk, consulté en mars 2008.*

Annexe 15 : L'Assemblée galloise

Le Senedd

Source : site Internet de l'Assemblée, www.new.wales.gov.uk, consulté en mai 2007.

Le Senedd

Source : photographie prise par Stéphanie Bory en juillet 2007.

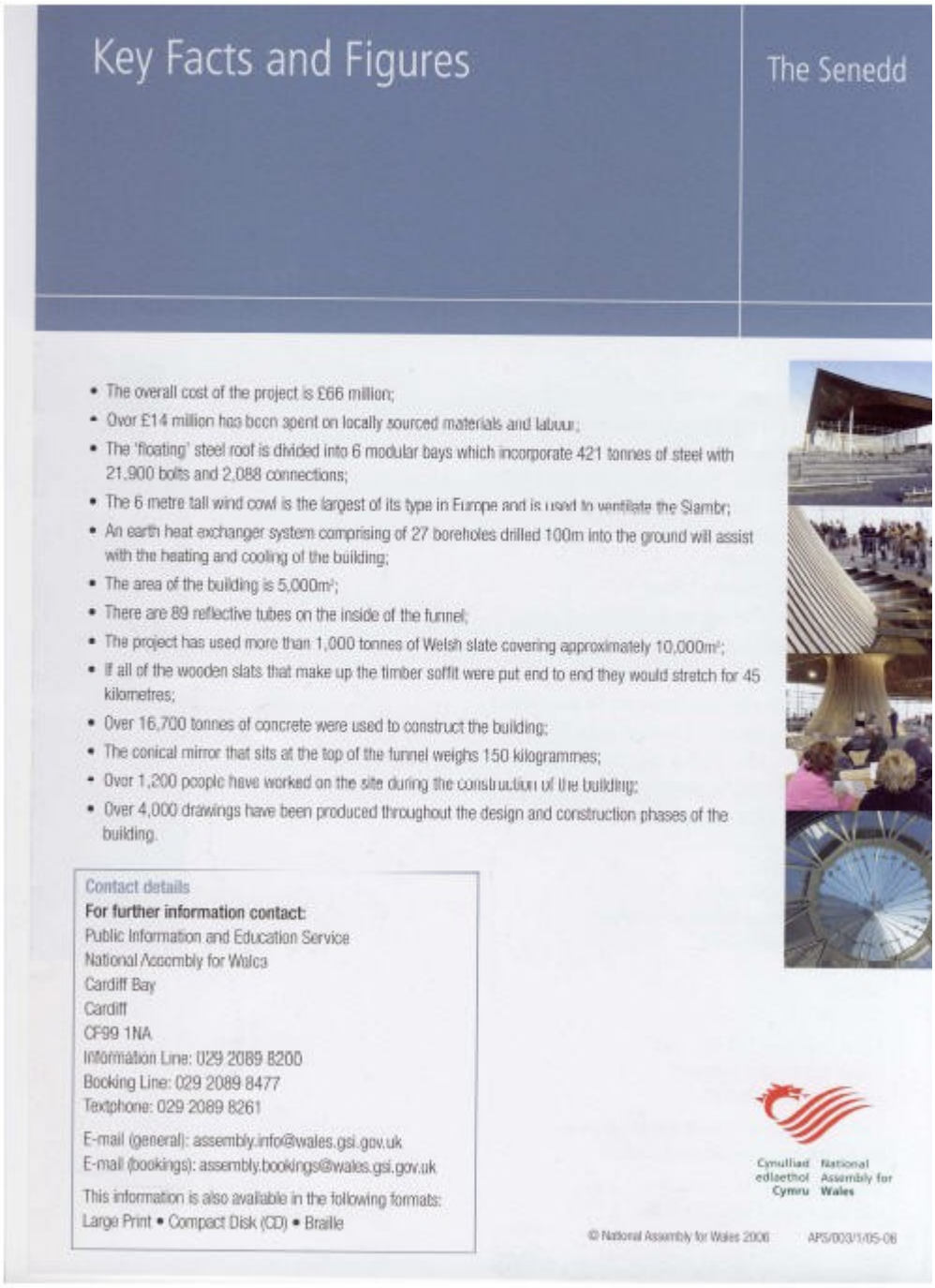
Annexe 16 : La *Siambr*

La Siambr

Source : photographie prise par Stéphanie Bory en juillet 2007.

Annexe 17 : Présentation de l'Assemblée

Plaquette « Key Facts and Figures »



Key Facts and Figures

The Senedd

- The overall cost of the project is £66 million;
- Over £14 million has been spent on locally sourced materials and labour;
- The 'floating' steel roof is divided into 6 modular bays which incorporate 421 tonnes of steel with 21,900 bolts and 2,088 connections;
- The 6 metre tall wind cowl is the largest of its type in Europe and is used to ventilate the Siambr;
- An earth heat exchanger system comprising of 27 boreholes drilled 100m into the ground will assist with the heating and cooling of the building;
- The area of the building is 5,000m²;
- There are 89 reflective tubes on the inside of the funnel;
- The project has used more than 1,000 tonnes of Welsh slate covering approximately 10,000m²;
- If all of the wooden slats that make up the timber soffit were put end to end they would stretch for 45 kilometres;
- Over 16,700 tonnes of concrete were used to construct the building;
- The conical mirror that sits at the top of the funnel weighs 150 kilogrammes;
- Over 1,200 people have worked on the site during the construction of the building;
- Over 4,000 drawings have been produced throughout the design and construction phases of the building.

Contact details

For further information contact:
Public Information and Education Service
National Assembly for Wales
Cardiff Bay
Cardiff
CF99 1NA
Information Line: 029 2089 8200
Booking Line: 029 2089 8477
Textphone: 029 2089 8261

E-mail (general): assembly.info@wales.gsi.gov.uk
E-mail (bookings): assembly.bookings@wales.gsi.gov.uk

This information is also available in the following formats:
Large Print • Compact Disk (CD) • Braille

Cynulliad Cenedlaethol Cymru / National Assembly for Wales

© National Assembly for Wales 2006 APS/003/1/05-06

Source : plaquette disponible au Senedd*, prise lors d'une visite en juillet 2007.*

Annexe 18 : Stratégie de l'Assemblée

« How the Spatial Plan relates to other Plans, Strategies and Programmes »

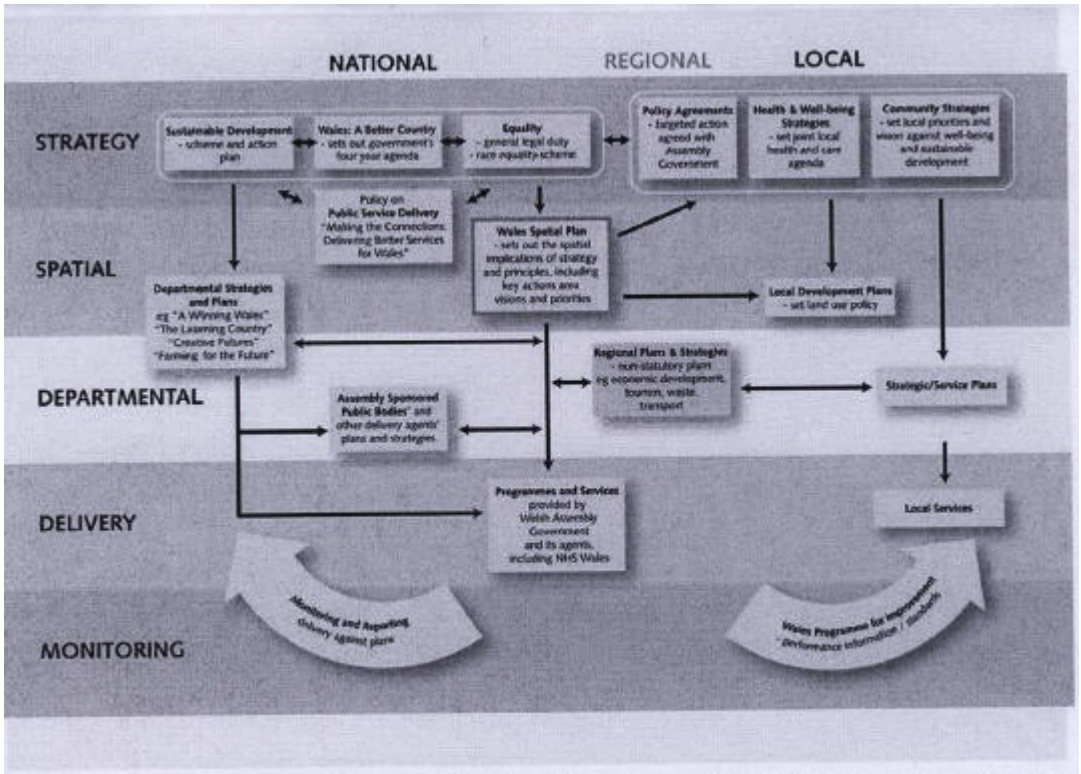


Figure 1 - How the Spatial Plan relates to other Plans, Strategies and Programmes

Source : Wales Spatial Plan*,* op. cit.*, p. 5.*

Annexe 19 : Population galloise

Pyramides des âges au pays de Galles en 1983 et 2003

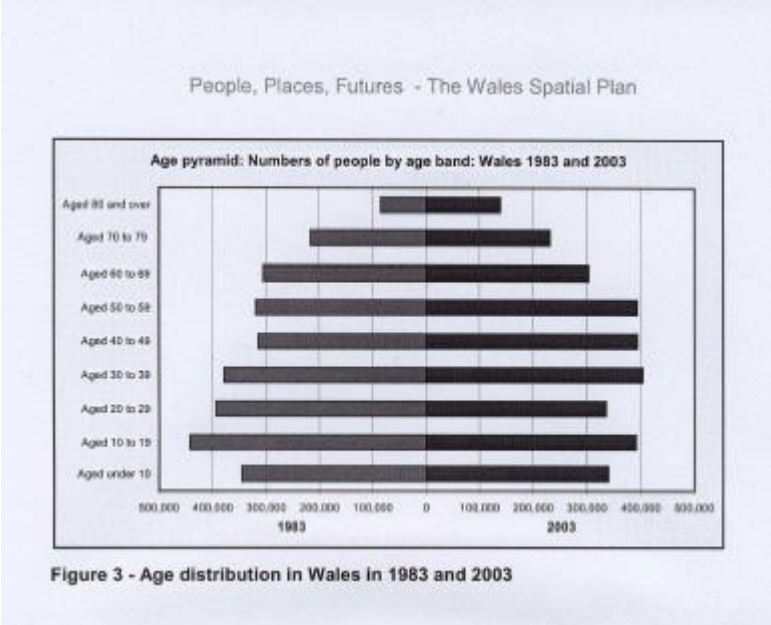


Figure 3 - Age distribution in Wales in 1983 and 2003

Source : Wales Spatial Plan, op. cit., *p. 10.*

Annexe 20 : *Wales Millenium Centre*

Le Millenium Centre à Cardiff, sur Cardiff Bay

Source : photographie prise par Stéphanie Bory en juillet 2007.

Annexe 21 : *NAW* et *WAG*

Logos de la *NAW* et du *WAG*

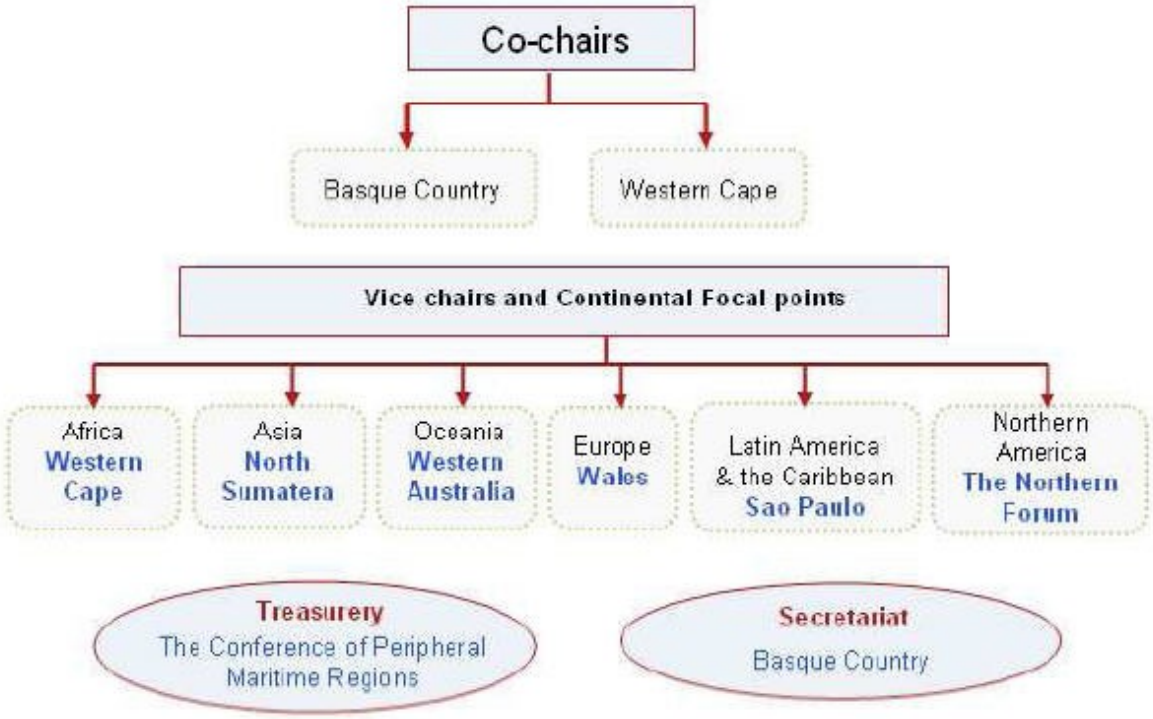
Cynulliad Cenedlaethol Cymru
National Assembly for Wales

Llywodraeth Cynulliad Cymru
Welsh Assembly Government

Source : page d'accueil commune aux deux institutions sur le site www.new.wales.gov.uk, consultée en février 2008.

Annexe 22 : *Nrg4SD*

Organigramme de *nrg4SD*



Source : site Internet nrg4SD*, www.nrg4sd.net, consulté en novembre 2005.*

Annexe 23 : *Gower SOS*

Logo de l'association *Gower SOS*

Source : site Internet de l'association, www.gower-sos.com, consulté en mai 2007.

Annexe 24 : *Keep Wales Nuclear Free*

Logo de la campagne Keep Wales Nuclear Free

Source : site Internet de Keep Wales Nuclear Free*,* *www.keepwalesnuclearfree.org.uk, consulté en mai 2007.*

Annexe 25 : Énergies renouvelables contre nucléaire

« Wind farm campaign success », *FoE Cymru* et ses partisans devant l'Assemblée dans un combat intitulé « Renewables vs Nuclear », 01-09-2004

Source : site Internet de FoE Cymru*, www.foecymru.co.uk, consulté en mai 2007.*

Annexe 26 : *Secretaries of State for Wales*

Secretaries of State for Wales, 1964-2008

Nom	Période en tant que *Secretary of State for Wales*	Parti	Parti majoritaire au pays de Galles
James Griffiths	1964-1966	Travailliste	Travailliste
Cledwyn Hughes	1966-1968	Travailliste	Travailliste
George Thomas	1968-1970	Travailliste	Travailliste
Peter Thomas	1970-1974	Conservateur	Travailliste
John Morris	1974-1979	Travailliste	Travailliste
Nicholas Edwards	1979-1987	Conservateur	Travailliste
Peter Walker	1987-1990	Conservateur	Travailliste
David Hunt	1990-1993	Conservateur	Travailliste
John Redwood	1993-1995	Conservateur	Travailliste
David Hunt	1995	Conservateur	Travailliste
William Hague	1995-1997	Conservateur	Travailliste
Ron Davies	1997-1998	Travailliste	Travailliste
Alun Michael	1998-1999	Travailliste	Travailliste
Paul Murphy	1999-2002	Travailliste	Travailliste
Peter Hain	2002-2008	Travailliste	Travailliste
Paul Murphy	2008-	Travailliste	Travailliste

Annexe 27 : Composition du *WAG*

1- Mai 1999-février 2000 : gouvernement travailliste

Alun Michael : First Secretary

Christine Gwyther : Secretary for Agricultural and Rural Economy

Rhodri Morgan : Secretary for Economic Development and European Affairs

Rosemary Butler : Secretary for Education

Tom Middlehurst : Secretary for Education and Training (post-16)

Edwina Hart : Secretary for Finance

Jane Hutt : Secretary for Health and Social Services

Peter Law : Secretary for Local Government and Regeneration

Andrew Davies : Chief Whip

2- 2000- mai 2003 : gouvernement de coalition

Rhodri Morgan : First Minister

Mike German (LibDem) : Deputy First Minister et Minister for Economic Development (octobre 2000 à juillet 2001), Deputy First Minister et Minister for Rural Affairs and Wales Abroad (juin 2002 à mai 2003)

Carwyn Jones : Minister for Agriculture and Rural Development et Minister for Open Government (à partir de juin 2002)

Andrew Davies : Assembly Business Minister (octobre 2000 à juin 2002), Minister for Economic Development and Transport (juin 2002 à mai 2003)

Jenny Randerson (LibDem) : Minister for Culture

Jane Davidson : Minister for Education

Sue Essex : Minister for Environment, Transport and Planning

Edwina Hart : Minister for Finance and Local Government

Jane Hutt : Minister for Health and Social Services

Karen Sinclair : Chief Whip

3- Mai 2003-mai 2007 : gouvernement travailliste

Rhodri Morgan : First Minister

Karen Sinclair : Minister for Assembly Business et Chief Whip

Alan Pugh : Minister for Culture, Welsh Language and Sport

Andrew Davies : Minister for Economic Development and Transport (de 2003 à 2005) et Minister for Enterprise, Innovation and Networks

Jane Davidson : Minister for Education (de 2003 à 2005) et Minister for Education, Lifelong Learning and Skills

Carwyn Jones :Minister for Environment and Rural Affairs (de 2003 à 2005) et Minister for Environment, Planning and Countryside

Sue Essex : Minister for Finance and Local Government (de 2003 à 2005) et Minister for Finance, Local Government and Public Services

Jane Hutt : Minister for Health and Social Care (de 2003 à 2005) et Minister for Assembly Business, Equalities and Children

Edwina Hart : Minister for Social Justice and Regeneration (de 2003 à 2005) et Minister for Social Justice and Regeneration

Brian Gibbons : Minister for Health and Social Care (de 2005 à 2007)

4- mai 2007-juillet 2007 : gouvernement travailliste

Rhodri Morgan : First Minister

Jane Hutt : Minister for Budget and Business Management

Brian Gibbons : Minister for Economy and Transport

Carwyn Jones : Minister for Education, Culture and the Welsh Language

Edwina Hart : Minister dor Health and Social Services

Andrew Davies : Minister for Social Justice and Public Service Delivery

Jane Davidson : Minister for Sustainability and Rural Development

5- Depuis juillet 2007 : gouvernement de coalition

Rhodri Morgan : First Minister

Ieuan Wyn Jones (*Plaid Cymru*) : Deputy First Minister and Minister for Economy and Transport

Jane Hutt : Minister for Children, Education, Lifelong Learning and Skills

Jane Davidson : Minister for Environment, Sustainability and Housing

Andrew Davies : Minister for Finance and Public Service Delivery

Edwina Hart : Minister for Health and Social Services

Rhodri Glyn Thomas (*Plaid Cymru*) : Minister for Heritage

Elin Jones (*Plaid Cymru*) : Minister for Rural Affairs

Brian Gibbons : Minister for Social Justice and Local Government

Annexe 28 : *AMs* depuis 1999

Document 1 : 1999-2003

Constituency Members

Aberavon - Brian Gibbons (Lab)
Alyn & Deeside - Tom Middlehurst (Lab)
Blaenau Gwent - Peter Law (Lab)
Brecon & Radnorshire - Kirsty Williams (Lib Dem)
Bridgend - Carwyn Jones (Lab)
Caernarfon - Dafydd Wigley (Plaid)
Caerphilly - Ron Davies (Lab)
Cardiff Central - Jenny Randerson (Lib Dem)
Cardiff North - Sue Essex (Lab)
Cardiff South & Penarth - Lorraine Barrett (Lab)
Cardiff West - Rt. Hon Rhodri Morgan (Lab)
Carmarthen East & Dinefwr - Rhodri Glyn Thomas (Plaid)
Carmarthen West & Pembrokeshire - Christine Gwyther (Lab)
Ceredigion - Elin Jones (Plaid)
Clwyd South - Karen Sinclair (Lab)
Clwyd West - Alun Pugh (Lab)
Conwy - Gareth Jones (Plaid)
Cynon Valley - Christine Chapman (Lab)
Delyn - Alison Halford (Lab)
Gower - Edwina Hart (Lab)
Islwyn - Brian Hancock (Plaid)
Llanelli - Helen Mary Jones (Plaid)
Meirionnydd Nant Conwy - Lord Dafydd Elis-Thomas (Plaid)
Merthyr Tydfil & Rhymney - Huw Lewis (Lab)
Monmouth - David Davies (Con)
Montgomeryshire - Mick Bates (Lib Dem)
Neath - Gwenda Thomas (Lab)
Newport East - John Griffiths (Lab)
Newport West - Rosemary Butler (Lab)
Ogmore - Janice Gregory (Lab)
Pontypridd - Jane Davidson (Lab)
Preseli Pembrokeshire - Richard Edwards (Lab)
Rhondda - Geraint Davies (Plaid)
Swansea East - Val Feld (Lab) 1999-2001, Swansea East - Val Lloyd (Lab) 2001-2003

Swansea West - Andrew Davies (Lab)
Torfaen - Lynne Neagle (Lab)
Vale of Clwyd - Ann Jones (Lab)
Vale of Glamorgan - Jane Hutt (Lab)
Wrexham - Dr John Marek (Lab)
Ynys Môn - Ieuan Wyn Jones (Plaid)

Regional Member

Mid & West Wales

Nick Bourne (Con)
Glyn Davies (Con)
Alun Michael (Lab) 1999-2000, Delyth Evans (Lab) 2000-2003
Cynog Dafis (Plaid)

North Wales

Rod Richards (Con / Independent Conservative) 1999-2002, David Jones (Con) 2002-2003
Peter Rogers (Con)
Christine Humphries (Lib Dem) 1999-2001, Eleanor Burnham (Lib Dem) 2001-2003
Janet Ryder (Plaid)

South Wales Central

David Melding (Con)
Jonathan Morgan (Con)
Pauline Jarman (Plaid)
Owen John Thomas (Plaid)

South Wales East

William Graham (Con)
Michael German (Lib Dem)
Jocelyn Davies (Plaid)
Phil Williams (Plaid)

South Wales West

Alun Cairns (Con)
Peter Black (Lib Dem)
Janet Davies (Plaid)
David Rhys Lloyd (Plaid)

Document 2 : 2003-2007

Constituency Members

Aberavon - Brian Gibbons (Lab)
Alyn & Deeside - Carl Sargeant (Lab)
Blaenau Gwent - Peter Law (Ind) 3 May 2003 - 25 April 2006 / Trish Law (Ind)
Brecon & Radnor - Kirsty Williams (Lib Dem)
Bridgend - Carwyn Jones (Lab)
Caernarfon - Alun Ffred Jones (Plaid)

Caerphilly - Jeffrey Cuthbert (Lab)
Cardiff Central -·Jenny Randerson (Lib Dem)
Cardiff North - Sue Essex (Lab)
Cardiff South & Penarth - Lorraine Barrett (Lab)
Cardiff West - Rt. Hon Rhodri Morgan (Lab)
Carmarthen East & Dinefwr - Rhodri Glyn Thomas (Plaid)
Carmarthen West & South Pembrokeshire - Christine Gwyther (Lab)
Ceredigion - Elin Jones (Plaid)
Clwyd South - Karen Sinclair (Lab)
Clwyd West - Alun Pugh (Lab)
Conwy - Denise Idris Jones (Lab)
Cynon Valley - Christine Chapman (Lab)
Delyn - Sandy Mewies (Lab)
Gower - Edwina Hart (Lab)
Islwyn - Irene James (Labour)
Llanelli - Catherine Thomas (Labour)
Meirionnydd Nant Conwy - Lord Dafydd Elis Thomas (Plaid)
Merthyr Tydfil & Rhymney - Huw Lewis (Lab)
Monmouth -·David Davies (Con)
Montgomeryshire -·Mick Bates (Lib Dem)
Neath - Gwenda Thomas (Lab)
Newport East - John Griffiths (Lab)
Newport West - Rosemary Butler (Lab)
Ogmore - Janice Gregory (Lab)
Pontypridd - Jane Davidson (Lab)
Preseli Pembrokeshire -·Tamsin Dunwoody (Lab)
Rhondda -·Leighton Andrews (Lab)
Swansea East - Val Lloyd (Lab)
Swansea West -·Andrew Davies (Lab)
Torfaen - Lynne Neagle (Lab)
Vale of Clwyd - Ann Jones (Lab)
Vale of Glamorgan - Jane Hutt (Lab)
Wrexham - John Marek (Forward Wales)
Ynys Môn - Ieuan Wyn Jones (Plaid)

Regional Members

Mid and West Wales

Nicholas Bourne (Con)
Glyn Davies (Con)
Lisa Francis (Con)
Helen Mary Jones (Plaid)

North Wales

Janet Ryder (Plaid)

Mark Isherwood (Con)
Brynle Williams (Con)
Eleanor Burnham (Lib Dem)
South Wales Central
Jonathan Morgan (Con)
Leanne Wood (Plaid)
Owen John Thomas (Plaid)
David Melding (Con)
South Wales East
Michael German (Lib Dem)
Jocelyn Davies (Plaid)
William Graham (Con)
Laura Anne Jones (Con)
South Wales West
Janet Davies (Plaid)
Dai Lloyd (Plaid)
Alun Cairns (Con)
Peter Black (Lib Dem)
Source : site Internet de l'Assemblée, www.new.wales.gov.uk, consulté en mai 2008.

Annexe 29 : Sigles utilisés

1- Sigles en anglais

ADAS : Agricultural Development and Advisory Service

AEA : Atomic Energy Authority

AERE : Atomic Energy Research Establishment

AEU : Amalgamated Engineering Union

AM : Assembly Member

AMS : Additional Member System

ASPB : Assembly Sponsored Public Body

BETTA : British Electricity Trading and Transmission Arrangements

BREEAM : Building Research Establishment Environmental Assessment Method

BTCV : British Trust for Conservation Volunteers

BWEA : British Wind Energy Association

CAT : Centre for Alternative Technology

CCS : Carbon Capture and Storage

CCW : Countryside Coucil for Wales

CEA : Central Electricity Authority

CEGB : Central Electricity Generating Board

CND : Campaign for Nuclear Disarmament

CoR : Committee of the Regions

COWRIE : Collaborative Offshore Wind Research Into the Environment

CPRE : Council for the Protection of Rural England

CPRW : Council for the Protection of Rural Wales

CREST : Centre for Renewable Energy Systems Technology

Culm : Conservation of Upland Montgomeryshire

CWA : Campaign for a Welsh Assembly

DBRW : Development Board for Rural Wales

DEFRA : Department of Environment, Farming and Rural Affairs

DETR : Department of the Environment, Transport and the Regions

DTI : Department of Trade and Industry

EAW : Environment Agency Wales

EEB : European Environment Bureau

EFRC : Elm Farm Research Centre

EIA : (US) Energy Information Administration

EOR : Enhanced Oil Recovery

ESDP : European Spatial Development Perspective

ESRC : Economic and Social Research Council

EU : European Union

FC : Forestry Commission

FoE : Friends of the Earth

FUW : Farmers' Union of Wales

FW : Forestry Wales

GMO : Genetically Modified Organism

GWT : Gwent Wildlife Trust

HECA : Home Energy and Conservation Action

ICT : Information and Communication Technologies

IEA : International Energy Agency

IGER : Institute of Grassland and Environment Research

IWA : Institute of Welsh Affairs

IWG : (Sustainable Development) Indicators Working Group

JIGMOD : Joint International GMO Day

KBE : Knight of the British Empire

MDG : Millenium Development Goal

MEP : Member of the European Parliament

MP : Member of Parliament

MSP : Member of the Scottish Parliament

NAAG : National Assembly Advisory Group

NAC : No-Assembly Campaign

NASEG : National Assembly Sustainable Energy Group

NAW : National Assembly for Wales

NEC : National Executive Committee

NFU : National Farmers' Union

NLW : National Library of Wales

NP : National Park

Nrg4SD : Network of Regional Governments for Sustainable Development

NUJ : National Union of Journalists

NUM : National Union of Mineworkers

NUPE : National Union of Public Employees

NWG : Green Party Nationalism Working Group

OBE : Officer of the British Empire

OCW : Organic Centre Wales

OFGEM : Office of Gas and Electricity Markets

PACT : People Against Corwen and Cerrigydrudion Turbines

PRASEG : Parliamentary Renewable and Sustainable Energy Group

PFW : Parliament for Wales

REEEP : Renewable Energy and Energy Efficiency Programme

SAC : Special Area of Conservation

SCNP : Standing Committee on National Parks

SERN : Sustainable European Regional Network

STRWA : Severn-Trent Regional Water Authority

TGWU : Transport and General Workers' Union

TUC : Trades Union Congress

UCATT : Union of Construction, Allied Trades and Technicians

UKRep : UK Permanent Representation to the European Union

UNFCCC : United Nations Framework Convention on Climate Change

WAC : Wales for the Assembly Campaign

WAG : Welsh Assembly Government

WDA : Welsh Development Agency

WEC : Wales European Centre

WLGA : Welsh Local Government Association

WLS : Welsh Language Society

WNWDA : Welsh National Water Development Authority

WSP : Wales Spatial Plan

WSSD : World Summit on Sustainable Development

WTB : Welsh Tourist Board

WWF : World Wild Fund

WYFSD : Welsh Youth Forum on Sustainable Development

2- Sigles en français

ARE : Association des régions européennes

CECA : Communauté économique du charbon et de l'acier

CEFRES : Centre français de recherches en sciences sociales

CERI : Centre d'études et de recherches internationales

GAPP : Groupe d'analyse des politiques publiques

EDF : Electricité de France

Larep : Laboratoire de recherches de l'École du paysage

OMS : Organisation mondiale de la santé

PIB : Produit intérieur brut

PNB : Produit national brut

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

OGM : Organisme génétiquement modifié

OMC : Organisation mondiale du commerce

ONG : Organisation non gouvernementale

ONGE : Organisation non gouvernementale environnementale

PAC : Politique agricole commune

PME : Petites et moyennes entreprises

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement

Ue : Union européenne

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UIPN : Union internationale pour la protection de la nature

Annexe 30 : Biographies

AARON, Jane : auteur galloise, professeur de littérature à l'Université de Glamorgan, elle a publié plusieurs ouvrages sur l'écriture galloise en langue anglaise.

ABALAIN, Hervé : professeur émérite à l'Université de Bretagne Occidentale, membre du CRBC, il a rédigé plusieurs ouvrages sur la Bretagne et les pays celtiques. Il est spécialiste du pays de Galles.

ABSE, Leo (1917-) : membre du parti travailliste, il est élu lors d'une élection partielle à Pontypool en 1958, et quitte le Parlement en 1987. Réputé pour son indépendance d'esprit, il fait partie en 1979 du « Gang des Six », opposé à la dévolution.

ACOT, Pascal (1942-) : philosophe de formation, chargé de recherche au CNRS depuis 1976, il partage aujourd'hui ses travaux entre épistémologie, philosophie des sciences et histoire de l'écologie scientifique.

ADAMSON, David L. : professeur à l'Université de Glamorgan, sociologue, il est l'auteur d'un *PhD* sur les manifestations du nationalisme gallois aux XIX^{e} et XX^{e} siècles. Il travaille actuellement sur la

pauvreté et l'exclusion sociale dans les Vallées du Sud. Il est membre de la *Community Enterprise Wales* et du *Wales Policy Committee* de la *Community Development Foundation*.

ALDOUS, Tony : journaliste au *Times* et auteur.

ALLEN, Paul : directeur du développement au *CAT* de Machynlleth.

ANDERSON, Victor (1952-) : chercheur pour le compte du *Wales Green Party*, il publie plusieurs ouvrages en collaboration avec Cynog Dafies. Il est élu de la *Greater London Authority* pour le *Green Party* de 2000 à 2003.

ANDREWS, Leighton (1957-) : né à Cardiff, il est professeur à l'école de journalisme de Cardiff et travaille à la BBC de 1993 à 1997. Il est co-fondateur de la *Yes for Wales Campaign* pour le référendum de 1997. Il est élu *AM* pour le parti travailliste pour Rhondda de 2003 à 2007

ANGLEZARKE, Barbara : employée du parc national des Brecon Beacons, elle est membre de *Plaid Cymru*. Elle travaille pour *Cardiff Women's Aid* de 1984 à 1987, aux *Special Needs Housing Advisory Services* de 1987 à 1989, pour la *South Wales Federated Housing Association* de 1989 à 1995, la *Gwalia Housing Society* de 1995 à 1997, le *Prince's Trust Cymru* de 1997 à 2000 et la *Brecon Beacons National Park Authority* de 2000 à 2003. Elle est membre, depuis 2003, de la *Forestry Commission*.

APPLEBY, John : alpiniste, membre de *The Climbers' Club*, il est à la tête en 2004 de *People Against Corwen and Cerrigydrudion Turbines* (*PACT*).

ASHWORTH, J.L. (1953-) : professeur d'économie à l'Université de Durham, il est aussi directeur général du *North Western*.

BAETZING, Werner (1949-) : professeur de géographie culturelle à l'Université d'Erlangen-Nuremberg, il travaille sur le développement régional de l'espace rural, et les concepts d'aménagement régional du territoire.

BAHRO, Rudolf (1935-1997) : ce philosophe écologiste allemand s'intéressait à l'écologie, et plus particulièrement au paradoxe du lien entre socialisme et écologisme. Il était convaincu que la classe ouvrière et la bourgeoisie étaient dépendantes de l'industrie. Il publia en 1984 *From Red to Green*.

BALSOM, Denis : analyste politique, il a été professeur à l'Université d'Aberystwyth, au département de sciences politiques internationales. Consultant pour ITV pendant 15 ans, il s'intéresse à la politique galloise et appartient au *Welsh Governance Centre* à l'Université de Cardiff. Il est spécialiste des études sociales et politiques et dirige la collection des *Gregynog Papers* au *IWA*.

BARRETT, Lorraine (1950-) : infirmière de formation, elle travaille tout d'abord comme assistante d'Alun Michael avant de devenir *AM* pour Cardiff South et Penarth en 1999. Elle fait partie du *Sustainability and Rural Development Committee* au sein de l'Assemblée, et est membre de la *TGWU*.

BARROWS, Brian : responsable de l'énergie à la *WDA* dans les années 2000, il est PDG de *Flex Fuels* depuis octobre 2007.

BASINI, Mario : originaire de Merthyr Tydfil, il est journaliste au *Western Mail* depuis 1967 et intervient aussi sur les chaînes de radio et de télévision de *BBC Wales*.

BATEMAN, Margot : d'origine allemande, elle est nommée agriculture galloise de l'année en 2001. Membre du *Futures Farming Group*, elle possède avec son mari depuis 1970 une exploitation dans le Pembrokeshire dans laquelle tous deux pratiquent la pisciculture. Elle reçoit le titre de *Officer of the British Empire* (*OBE*) en février 2006.

BATES, Mick (1947-) : *AM* pour le Montgomeryshire depuis 1999 pour le parti libéral démocrate, professeur de sciences de formation, il devient agriculteur en 1977, puis membre de la *NFU* et est à l'origine de *Farming Connect*. Il s'intéresse beaucoup à l'environnement et préside le groupe multipartite *National Assembly Sustainable Energy Group* (*NASEG*). Depuis 2007, il est à la tête du *Welsh Assembly Sustainability Committee*.

BEACHAN, Arthur (Prof) : auteur de *Social Accounts of the Welsh Economy 1948-1952, 1952-1956*.

BEBB, Ambrose William (1895-1955) : professeur à Bangor, il est historien et homme politique. Il est l'un des fondateurs de *Plaid Cymru* en 1925. Il publie six ouvrages sur l'histoire du pays de Galles. Il est le premier éditeur du mensuel *Y Ddraig Goch*, lancé en juin 1926.

BELLAMY, David : peintre gallois, il est fasciné par la nature des lieux sauvages et peint de nombreuses aquarelles.

BERQUE, Augustin (1942-) : après des études de géographie, de chinois et de japonais, il devient directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales. Il réfléchit depuis des années au rapport des sociétés humaines avec leur environnement. Il enseigne également à l'Université de Miyagi au Japon.

BEVAN, Aneurin (1897-1960) : né à Tredegar, fils de mineur, il est élu député pour Ebbw Vale en 1929. Il est l'un des ministres les plus importants du gouvernement travailliste en 1945. Ministre de la santé, il est considéré comme l'architecte du *NHS*. Il devient Ministre du travail en 1951. Il se présente à la tête du parti travailliste en 1955, mais échoue face à Hugh Gaitskell.

BINGLEY, William (1774-1823) : auteur et naturaliste anglais, membre de la *Linnean Society*, il porte un grand intérêt à la botanique.

BISHOP, Kevin : responsable du service Environnement et Régénération à la *Welsh Local Government Association*, et auteur d'articles dans *Agenda*, le magazine publié par le *IWA*.

BLAIR, Tony (1953-) : né à Edimbourg, avocat de formation, il entre au parti travailliste en 1975. Il est élu député pour Sedgefield en 1983 et prend la tête de son parti en 1994, à la suite du décès brutal

de John Smith. Il est l'artisan de la rénovation du parti travailliste et le premier à avoir remporté trois succès consécutifs aux élections législatives, en 1997, 2001 et 2005. Il est Premier ministre de 1997 à 2007 et instaure l'Assemblée galloise, le Parlement écossais ainsi que le maire de Londres.

BLEWITT, Nigel : universitaire et chercheur au *IWA*, il est membre de l'Université de Glamorgan.

BOGDANOR, Vernon (1943-) : professeur à l'Université d'Oxford, il est l'un des spécialistes du droit constitutionnel britannique. Il est partisan de la réforme constitutionnelle, mais souhaite conserver la monarchie.

BORROW, George (1803-1881) : voyageur, linguiste et écrivain anglais, il visite le pays de Galles en 1858 et publie *Wild Wales* en 1862.

BOWEN, Roderick : avocat et porte-parole de la *National Parks Commission* dans les années 1950.

BROOKE, Henry (1903-1984) : membre du parti conservateur britannique, il est élu député en 1938 lors d'une élection partielle à Lewisham West. Il perd son siège en 1945, avant de revenir cinq ans plus tard. Il entre au gouvernement en 1954 et devient *Minister for Welsh Affairs* dans le gouvernement Macmillan en 1957. Il perd les élections en 1966.

BROWN, Andrew : frère de Gordon Brown, Premier ministre britannique depuis juillet 2007, il est actuellement responsable au Royaume-Uni des relations publiques pour EDF, l'entreprise française.

BROWN, Gordon (1951-) : écossais, il est député travailliste pour Dunfermline East de 1983 à 2005, puis pour Kirkcaldy et Cowdenbeath depuis cette date. Il sert comme Chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement de Tony Blair de 1997 à 2007, avant de le remplacer à la tête du parti et comme Premier ministre en juin 2007.

BRUNDTLAND, Gro Harlem (1939-) : personnalité politique norvégienne, elle est Ministre de l'environnement de 1974 à 1979 et plusieurs fois Premier ministre de son pays, en 1981, puis de 1981 à 1986 et de 1990 à 1996. Elle préside la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, qui publie en 1987 *Notre Avenir à tous*. Elle est directrice générale au sein de l'OMS de 1998 à 2003.

BUGLER, Mike : directeur de la *Mid-Wales Energy Agency*.

BURN, Duncan (1902-1988) : journaliste et économiste, il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont *Nuclear Power and the Energy Crisis* en 1978. Il est correspondant du *Times* de 1946 à 1962. Il devient ensuite, pendant trois ans, directeur du bureau de développement économique mis en place par *Associated Electrical Industries*, *English Electric*, *GEC* et *Parsons*. Il est membre du Trésor dans les années 1960. Il intervient comme conseiller auprès du *House of Commons Select Committee on Energy* de 1980 à 1988.

BUTLER, Rosemary (1943-) : *AM* travailliste pour Newport West depuis 1999, elle est nommée Ministre de l'éducation et des enfants jusqu'à 16 ans dans le gouvernement d'Alun Michael. Elle perd son poste en 2000, à l'arrivée de Rhodri Morgan. Elle représente le pays de Galles au sein du *CoR*. Elle devient *Deputy Presiding Officer* en 2007.

BUTT, Philip Allan : professeur à l'Université de Bath.

CALLAGHAN, James (1912-2005) : membre du parti travailliste, il est élu député pour Cardiff South en 1945, puis pour Cardiff South East. Il prend la tête du parti après le départ d'Harold Wilson, et devient Premier ministre en 1976. Il est contraint à la démission à la suite de son échec lors d'un vote de confiance le 28 mars 1979.

CAMBRENSIS, Giraldus (1146 ?- 1223) : appelé en anglais Gerald le Gallois, cet homme d'église et chroniqueur est né dans le Pembrokeshire. Associé à la cour d'Angleterre, il écrit des ouvrages historiques sur l'Irlande et le pays de Galles, ainsi que des biographies.

CARROG, Eleri : elle est à la tête, dans les années 1990, de *Siarter Cymru*, la branche galloise du groupe de réforme constitutionnelle *Charter 88*. Elle est aussi membre du groupe de pression *Cefn*, qui lutte contre la discrimination linguistique.

CARSON, Rachel (1907-1964) : auteur, scientifique et écologiste américaine, elle est longtemps éditrice en chef des publications du *US Fish and Wildlife Service*, jusqu'en 1952, date à laquelle elle décide de se consacrer entièrement à l'écriture.

CATON, Martin (1951-) : député travailliste gallois pour le Gower depuis 1997, il est d'abord élu local pour Mumbles de 1986 à 1990, puis à Swansea de 1988 à 1997. Membre du *CND*, il vote contre le remplacement du système de missiles nucléaires Trident et contre la guerre en Irak.

CAUQUELIN, Anne : agrégée de philosophie, peintre et rédactrice en chef de la *Revue d'Esthétique*, elle est auteur de romans et d'essais. Elle est aujourd'hui professeur émérite de philosophie esthétique.

CHAMBERLAIN, Neville (1869-1940) : membre du parti conservateur, il devient Chancelier de l'Échiquier en 1931 dans le gouvernement MacDonald, poste qu'il conserve jusqu'en 1939. Il est Premier ministre de 1937 à 1940 et mène une politique d'apaisement à l'égard d'Hitler. Il signe en septembre 1938 les accords de Munich et démissionne en 1940.

CHAMPENOIS, Michèle : journaliste au *Monde* depuis avril 1968, elle est devenue rédactrice en chef du *Monde 2*.

CHAPMAN, Keith : géographe.

CHARLOT, Monica (1933-2005) : professeur de sciences politiques et histoire britanniques des années 1970 à 2002 à l'Université Paris 3 La Sorbonne Nouvelle, elle est considérée comme la créatrice de la civilisation britannique.

CHICK, Martin (Dr) : universitaire, il est professeur d'histoire économique et sociale à l'Université d'Edimbourg. Il a enseigné à la Sorbonne Nouvelle et a travaillé pour EDF.

CHORLEY, Robert Samuel (Lord) (1895-1978) : secrétaire honoraire du *CPRE* à la fin des années 1950, il entre à la Chambre des Lords en 1945. Il travaille d'abord comme professeur de droit des affaires à l'Université de Londres de 1930 à 1946, puis occupe la fonction de *Lord-in-Waiting* pour le compte du gouvernement travailliste de Clement Atlee de 1946 à 1950.

CLEWS, Roy : il s'intéresse aux groupes paramilitaires gallois des années 1960.

CLIFFE, Charles Frederick : voyageur et auteur du XIX^{e} siècle.

COASTES, Irene : membre de la *Conservation Society* à la fin des années 1970.

COOK, James (1728-1779) : cartographe et navigateur anglais, il est originaire du Yorkshire. Il s'engage dans la marine britannique en 1755. A partir de 1768, il réalise une série d'explorations dans le Pacifique sud à bord de son vaisseau, l'*Endeavour*.

COOK, Robin (1946-2005) : député travailliste pour Edimbourg de 1974 à 1983, puis de Livingston dans le West Lothian de 1983 à 2005, il est nommé Ministre des Affaires étrangères en 1997, poste qu'il occupe jusqu'en 2001, avant de devenir Ministre chargé des relations avec le Parlement. Il démissionne en mars 2003 pour protester contre l'engagement de la Grande-Bretagne dans la guerre en Irak. Il travaille ensuite comme chroniqueur politique pour le *Guardian*.

COSLETT, Denis (1929-2004) : il est l'un des fondateurs de la *FWA*, qui intervient en 1967 à Aberfan pour accélérer le déblocage des fonds collectés pour venir en aide aux familles des victimes. Cet ancien membre des *Royal Welsh Fusiliers* est condamné, en juillet 1969, à 15 mois de prison pour ses activités terroristes. Il se tourne ensuite vers la poésie.

COUSINS, Frank (1904-1986) : homme politique gallois, il devient membre de la *TGWU* en juillet 1938, puis son secrétaire général en février 1956. Il sert comme Ministre de la technologie dans le gouvernement de Wilson d'octobre 1964 à juillet 1966.

CRUMPTON, Neil : porte-parole de *FoE Cymru*, il est en charge des questions énergétiques.

CUNNINGHAM, George (1931-) : membre du parti travailliste, il est d'abord élu à Islington South West de 1970 à 1974, puis pour Islington South et Finsbury. Opposé à la dévolution écossaise, il est à l'origine de l'amendement au *Scotland Act* de 1978 selon lequel 40% de l'électorat, non des votants, doit se prononcer en faveur du projet de dévolution. Cet amendement s'avère fatal. Il quitte le parti en 1981 pour devenir indépendant, et rejoint le nouveau parti social démocrate en juin 1982. Il perd son siège en 1983.

DAFIES, Cynog : Né à Treborth, Swansea, en 1938, il devient membre de *Plaid Cymru*, et fait également partie de la *Welsh Language Society* dans les années 1960 et 1970. Il est élu député pour la

circonscription de Ceredigion et Pembroke North de 1992 à 1997 sous une double étiquette, à la fois écologiste et nationaliste, puis jusqu'en 2000, date à laquelle il démissionne pour se consacrer pleinement à son mandat d'*AM*. Il devient membre de l'Assemblée galloise en 1999 pour Mid et West Wales. Il choisit de ne pas se représenter en 2003. Il est actuellement membre de la *All Wales Coalition*, chargée par le gouvernement gallois de réfléchir à l'avenir institutionnel du pays de Galles.

DANCE, M. : député conservateur de Bromsgrove dans les années 1950.

DARLING, Alistair (1953-) : avocat de formation, député travailliste pour Edimbourg depuis 1987, il est nommé Ministre des transports en 2002, avant de devenir Ministre du *DTI* en mai 2006. Il est Chancelier de l'Échiquier depuis juin 2007.

DAVIDSON, Caroline : porte-parole du *National Grid* pour le projet de gazoduc entre Milford Haven et le Gloucestershire.

DAVIDSON, Jane : professeur de formation, membre du parti travailliste gallois, elle sert comme élue locale à Cardiff pendant 10 ans avant de devenir *AM* pour Pontypridd. Elle est, depuis 2007, Ministre de l'environnement, du développement durable et du logement. Elle est aussi vice-présidente de la *Ramblers' Association*.

DAVIES, Alison : présidente de *Conservation of Upland Montgomeryshire* (*Culm*), association créée en 1995 pour lutter contre les projets d'éoliennes dans la région, elle est propriétaire, avec son mari, d'une exploitation de 88 hectares dans le Montgomeryshire.

DAVIES, Andrew (1952-) : enseignant de formation, membre du *Wales Labour Party*, il travaille plusieurs années dans le secteur privé et participe, en 1997, à la *Yes for Wales Campaign* qu'il coordonne au nom des Travaillistes. Il est élu, en 1999, *AM* pour Swansea West et devient Ministre du développement économique et des transports dans le Cabinet de Rhodri Morgan en juin 2002, puis, entre 2005 et 2007, Ministre de l'entreprise et de l'innovation. Il fait actuellement partie du gouvernement de coalition au sein duquel il occupe la fonction de Ministre des finances et du service public.

DAVIES, David James (Dr) (1893-1956) : devenu mineur à l'âge de 12 ans, puis après avoir émigré aux Etats-Unis où il est boxeur professionnel, il revient au pays et rejoint le *Labour Party*. Très influencé par les principes du mouvement folkloriste gallois, il intègre *Plaid Cymru* peu de temps après la formation du parti en 1925. D.J. Davies obtient par la suite un doctorat d'économie à l'Université d'Aberystwyth. Il apporte une large contribution au parti nationaliste.

DAVIES, Dyfrid : propriétaire d'une exploitation galloise.

DAVIES, Evan : conseiller auprès du comté de Radnor.

DAVIES, Geraint Talfan (1943-) : l'un des co-fondateurs du *IWA*, ce journaliste de formation est président du *Welsh National Opera*, après avoir occupé la direction du *Arts Council of Wales* de 2003 à 2006. Il fait aussi partie du conseil d'administration du *Wales Millenium Centre*.

DAVIES, Glyn (1944-) : membre du *Wales Conservative Party*, et *AM* de 1999 à 2007 pour la région *Mid and West Wales*, il prend la tête du *Agricultural and Rural Development Committee* de 1999 à 2003, puis du *Environment, Planning and Countryside Committee*. Ancien président du *DBRW* et membre de la *WDA*, il perd son siège en 2007. Il fait actuellement campagne pour devenir député à Westminster.

DAVIES, Herbert Edmund (Sir) (1906-1992) : juge britannique, originaire du Mid Glamorgan, il commence sa carrière comme *Recorder* à Merthyr Tydfil de 1942 à 1944, puis à Swansea de 1944 à 1953 et à Cardiff de 1953 à 1958. Il devient alors *High Court Judge* au sein de la *Queen's Bench Division*, poste qu'il conserve jusqu'en 1966. Il est ensuite nommé *Lord Justice of Appeal* en 1966, puis *Law Lord* en 1974. Il est à la tête, en 1966, du *Tribunal of Inquiry into the Aberfan Disaster*.

DAVIES, Idris (1905-1953) : poète gallois. Après plusieurs années d'expérience comme mineur à Rhymney, il commence à écrire pendant une période de chômage de 1927 à 1929, avant de devenir professeur d'histoire.

DAVIES, John Quentin (1944-) : député travailliste pour Grantham et Stamford.

DAVIES, Philip : à la tête de la *Farmers' Union of Wales* dans les années 1950, il représente les agriculteurs lors de l'enquête publique sur la construction de Trawsfynydd organisée en février 1958.

DAVIES, Ron (1946-) : né dans le Monmouthshire, professeur de formation, il apprend tardivement le gallois. Président du parti travailliste gallois et *Secretary of State for Wales* de mai 1997 jusqu'en octobre 1998, après avoir été *Shadow Secretary of State* depuis 1992, il est considéré comme l'architecte de la dévolution. L'une de ses premières décisions en tant que *Secretary of State* est de rembourser les 15 000 livres sterling du *Aberfan Disaster Fund* utilisés par un ancien gouvernement travailliste pour restaurer le site. Il quitte le parti travailliste en 2004 pour rejoindre *Forward Wales*. Il est aussi membre de la *Royal Society for the Protection of Birds*.

DAVIES, Stephen Owen (1886-1972) : député travailliste de 1934 jusqu'à sa mort pour Merthyr Tydfil, cet ancien mineur et syndicaliste présente un projet de loi en faveur de la création d'un parlement gallois en mars 1955. Il est vice-président de la *Miners' Federation of Great Britain* en 1933.

DAVIES, W.J. : universitaire.

DDA, Hywel (880 ?-950) : roi de Deheubarth dans le Sud Ouest, il réussit à régner sur la majeure partie du pays de Galles. Il est l'auteur de la Loi de Hywel, code de lois très moderne pour l'époque.

DEVINE, Darren : journaliste au *Western Mail*.

DICKENS, Sarah : journaliste, correspondante économique pour la BBC, elle habite dans un village près d'Abergavenny.

DONADIEU, Pierre : agronome et écologue, il enseigne à l'Ecole Normale Supérieure du paysage de Versailles. Il dirige le Larep, Laboratoire de Recherches de l'Ecole du Paysage.

DONELLY, Allan : ancien chef de file du groupe travailliste au Parlement européen, et actuel représentant de l'entreprise américaine *Fluor*.

DOWER, John : architecte membre du *Civil Service*, il publie en 1945, en tant que secrétaire du *Standing Committee on National Parks*, le premier rapport officiel après-guerre sur le projet de parcs nationaux en Angleterre et au pays de Galles. Son rapport sert de point de départ, avec celui d'Arthur Hobhouse, au *National Parks et Access to the Countryside Act* de 1949.

DOWER, John (Mme) : vice-présidente de la *National Parks Commission* à la fin des années 1950.

EDMUNDS, Alan : 14ème éditeur du *Western Mail* au début des années 2000, il a travaillé cinq ans comme éditeur du *Wales on Sunday*.

EDWARDS, Alan : lecteur de *Cambria* habitant dans le Kent.

EDWARDS, Dylan : aujourd'hui à la tête du *Tryweryn Memorial Appeal*, et conseiller pour le comté de Gwynedd, dont la mère a grandi à Tryweryn.

EDWARDS, Huw Thomas (Dr) (1892-1970) : président du *Wales Tourist and Holidays Board* pendant 15 ans, ainsi que de la *Welsh Language Society*, ancien carrier, syndicaliste et membre de *Plaid Cymru*. Il occupe la fonction de secrétaire de la branche nord de la *TGWU* de 1934 à 1953. Il est également le premier président du *Council of Wales and Monmouthshire* de 1949 à 1958, date à laquelle il donne sa démission pour protester contre l'échec du gouvernement Macmillan à appliquer les recommandations du conseil, parmi lesquelles celle de créer un poste de *Secretary of State for Wales*. Il est aussi vice-président de la *Honourable Society of Cymmrodorian*. Ce socialiste est membre du parti travailliste, sauf pendant une parenthèse nationaliste de 1959 à 1965.

EDWARDS, Hywel Teifi (Prof) (1934-) : professeur de littérature galloise et critique littéraire.

EDWARDS, Owen Morgan (1858-1920) : historien et auteur gallois, il est co-éditeur de *Cymru Fydd* et éditeur de *Cymru*, mensuel littéraire, historique et culturel publié pour la première fois en 1891, ainsi que de *Cymru'r Plant*, destiné aux enfants, en 1894. Il est élu député libéral pour le Merionethshire en 1899, mais le monde parlementaire l'attire peu, et il se retire très vite de la vie politique.

EKINS, Paul (1950-) : universitaire dans le domaine de l'économie durable, cet ancien membre du *Green Party*, qu'il quitte en 1986, crée en 1996 *Forum for the Future* avec Jonathon Porritt et Sara

Parkin. Il est aujourd'hui à la tête du groupe environnemental du *Policy Studies Institute* et conseiller auprès du *Environmental Audits Select Committee* de la Chambre des Communes. Il est aussi membre de la Commission Royale sur la pollution environnementale.

ELIS-THOMAS, Dafydd (Lord) (1946-) : né à Carmarthen, il est député de 1974 à 1992, avant d'entrer à la Chambre des Lords, puis président du *Welsh Language Board* de 1994 à 1999. Ancien président de *Plaid Cymru*, il devient *AM* pour Meirionnyd Nant Conwy, puis Dwyfor Meirionnydd, et *Presiding Officer* de l'Assemblée en 1999. Il est, depuis 2000, président de l'Université de Bangor.

ELLIOTT, Douglas : ancien membre du groupe d'évaluation nucléaire du *CEGB*.

ELLIOTT, Richard : responsable du site de Wylfa pour le *CEGB* au début des années 1960.

ELLIS, Thomas Edwards (1859-1899) : né près de Bala, il est l'un des fondateurs de *Cymru Fydd*. Il est élu en 1886 pour représenter le Merioneth au Parlement. Il prononce, en 1890, un discours devenu célèbre à Bala dans lequel il appelle à la création d'une assemblée législative pour le pays de Galles. Il quitte le mouvement pour devenir *Deputy Chief Whip* dans le gouvernement de Gladstone en 1892.

ENGLAND, Joe : membre du *Wales TUC*.

ERNEST, Anthony : conseiller local pour le parti conservateur à Sully et membre du *Vale of Glamorgan Council* depuis 1979, après avoir été directeur de *Tourism South and West Wales*.

ESSEX, Sue (1945-) : d'abord élue locale, elle devient *AM* en 1999 pour Cardiff North, et Ministre de l'environnement, des transports et de la planification en 2000. Elle est ensuite nommée Ministre des finances, du gouvernement local et des services publics de 2003 à 2007.

ETHERINGTON, John (Dr) : professeur en écologie à l'Université du pays de Galles jusqu'à sa retraite au début des années 1990, il mène une grande partie de ses recherches dans le domaine de la chimie et de la physique environnementales.

EVANS, Beriah Gwynfe (1848-1927) : journaliste et nationaliste né près d'Ebbw Vale, il est éditeur de 1892 à 1895 de *Y Genedl Gymreig*, qu'il quitte pour devenir secrétaire de la *Cymru Fydd League*, mise en place en août 1894 à Llandridod Wells. Il est l'un des fondateurs du mouvement *Cymru Fydd*. Il rejoint *Plaid Cymru* à la fin de sa vie.

EVANS, Geoffrey : universitaire, membre de Nuffield College, Oxford, il est professeur de sciences politiques et directeur du *Centre for Research Methods*, spécialisé dans les sciences sociales.

EVANS, Gwynfor (1912-2005) : avocat, historien et homme de lettres gallois, diplômé d'Aberystwyth et d'Oxford, il est président de *Plaid Cymru* de 1945 à 1981. Il devient, en 1966, le premier député nationaliste gallois. Il conserve son siège jusqu'en 1970, puis revient au Parlement de 1974 à 1979. Il apprend le gallois à l'âge adulte. Pacifiste, il est objecteur de conscience pendant la Seconde Guerre

mondiale. Il est une figure charismatique du combat pour la reconnaissance de la langue galloise, notamment par le biais de la création de la chaîne de télévision *S4C* en 1982.

EVANS, Jill (1959-) : née dans la Rhondda, elle est élue locale pendant sept ans avant de devenir membre du *CoR* pour *Plaid Cymru*, qu'elle représente au sein de la *European Free Alliance*. Elle prend la tête du parti nationaliste de 1994 à 1996 avant d'être élue en juin 1999 au Parlement européen. Elle est réélue en 2004 et fait partie du comité sur l'environnement, la santé publique et la sécurité alimentaire. Elle est aussi responsable de *CND Cymru*.

EVANS, Julian Cayo (1937-1995) : éleveur de chevaux dans le Carmarthenshire, il entre dans l'armée à l'âge de 18 ans et sert en Malaisie. Il crée la *Free Wales Army* afin de protester contre la façon dont la Grande-Bretagne traite le pays de Galles. Ce mouvement paramilitaire est actif dans les années 1960. Arrêté et jugé en juillet 1969, il est emprisonné pendant 13 mois avec deux autres membres, Dennis Coslett et Gethyn ap Iestyn. Traités comme des prisonniers politiques, ils sont maintenus en isolement pendant de longues semaines.

FARRAR, John (Prof) : directeur du *Institute of Environmental Science*, à l'Université de Bangor, dont il devient le vice-président, ce scientifique s'intéresse aux échanges de carbone et d'azote dans les plantes et entre les plantes et le sol, et à l'impact du réchauffement climatique sur ces échanges. Il participe en 2003, conjointement avec trois chercheurs, au projet *Wales Scene*, développé pour produire un guide pratique sur le développement durable destiné au milieu des affaires gallois en partenariat avec 25 organisations des secteurs public, privé et associatif, et le *WAG*. Ce guide, *Sustainability for Organisations: A Guide to Best Practice in Wales*, est publié début 2004.

FERRERS (Lord) : pair à la Chambre des Lords.

FICHTE, Johann (1762-1814) : philosophe allemand, il est l'une des figures du mouvement philosophique et de l'idéalisme allemand. Ses idées font le lien entre les théories de Kant et celles de Hegel. Il est parfois considéré comme le père du nationalisme allemand.

FISCHLER, Franz (1946-) : il fait des études d'agronomie à l'Université de Vienne. Après avoir travaillé pour la Chambre d'agriculture du Tyrol, il devient Ministre fédéral de l'agriculture et de la sylviculture jusqu'en 1994. Il est commissaire européen autrichien en charge de l'agriculture, au développement durable et à la pêche de 1994 à 2004.

FLETCHER, Patrick : journaliste au *Western Mail*.

FLOWERS, Brian (Sir) (1924-) : physicien et académicien britannique, titulaire d'un doctorat de sciences, il mène, de 1946 à 1950, des recherches en physique nucléaire au *Atomic Energy Research Establishment* (*AERE*). En 1952, il prend la tête de la division de physique théorique de *AERE*, avant

de devenir président du *Science Research Centre* de 1967 à 1973. Il préside la Commission Royale sur la pollution environnementale de 1973 à 1976. Il entre à la Chambre des Lords en 1979.

FLYNN, Paul (1935-) : né à Cardiff, il est élu local au *Newport Borough Council* de 1972 à 1981, et au *Gwent County Council* de 1974 à 1982. Il signe, en 1982, la déclaration galloise contre le nucléaire. Député travailliste gallois pour Newport West depuis 1987, il fait partie du *Environment Audit Select Committee* de 2003 à 2005.

FOOT, Michael (1913-) : né à Plymouth, journaliste proche d'Aneurin Bevan, dont il publie une biographie, il devient député travailliste pour Plymouth Devonport de 1945 à 1955 et éditeur de *Tribune* de 1948 à 1952, puis de 1955 à 1960. Il est de retour au Parlement en 1960 lors d'une élection partielle à Ebbw Vale. Harold Wilson le nomme Ministre de l'emploi en 1974. Il prend la tête du parti travailliste en 1980, avant de démissionner en 1983. Il est considéré comme le dernier représentant de la vieille gauche. Pacifiste, il est l'un des fondateurs du *CND*.

FOULKES, David (1924-) : universitaire.

FRANCIS, Dai (1911-1981) : mineur de fonds de 1926 à 1937, il entre au comité exécutif de la *South Wales Miners' Federation* en 1943, poste qu'il conserve jusqu'en 1959. Il devient secrétaire général de la branche du Sud du pays de Galles de la *NUM* en 1963, puis premier président du *Wales TUC* en avril 1974.

FRANCIS, Henry : journaliste.

FROST, John (1784-1877) : gallois de naissance élevé à Newport, galloisant, il est à l'origine du mouvement chartiste dans les années 1830. Élu local en 1835, il devient magistrat, puis maire de la ville de 1836 à 1839. A la tête du soulèvement en mars 1839, il est envoyé au bagne pendant 11 ans. Il se rend alors aux États-Unis avant d'obtenir le droit de revenir au pays de Galles en 1856.

FRUMERMAN, Catherine : américaine, elle est l'auteur d'un ouvrage publié en 2003, *On the Trail of the Prisoner*, guide inspiré du film. Elle a aussi mis en place un site Internet sur le pays de Galles, *Eye on Wales, Observations from an American Perspective*, www.walestales.com.

GAITSKELL, Hugh (1906-1963) : professeur d'économie politique à l'Université de Londres, il travaille au ministère de la guerre pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est élu député travailliste pour Leeds South en 1945. Il est nommé Ministre de l'énergie en 1947 et Ministre des affaires économiques en février 1950, avant de devenir Chancelier de l'Échiquier en octobre de la même année. Il prend la tête du parti travailliste de 1955 jusqu'à sa mort soudaine en 1963. Il condamne l'intervention du gouvernement et du Premier ministre Anthony Eden à Suez, et résiste aux demandes d'une faction de son parti pour une déclaration unilatérale de désarmement nucléaire.

GALES (le), Patrick : sociologue et politiste, il est directeur de recherches CNRS au Centre de Recherches Politiques de Sciences Po où il enseigne. Ses recherches comparatives ont pour objet les transformations des villes, de l'action publique et les questions de gouvernance des sociétés européennes.

GALLACHER, Joseph : directeur en 2001 du *WEC*.

GEE, Thomas (1815-1898) : pasteur non-conformiste, journaliste né à Denbigh, son plus grand succès est *Baner Cymru*, fondé en 1857, et fusionné en 1859 avec *Yr Amserau* pour donner *Baner ac Amserau Cymru*. Il soutient le mouvement pour le *Home Rule*.

GELLNER, Ernest (1925-1995) : théoricien de la modernité et professeur de philosophie et de logique à la *London School of Economics* pendant 22 ans, il est influencé par Max Weber. Il rejette le communisme et le relativisme.

GERMAN, Mike (1945-) : professeur de musique de formation, il devient élu local à Cardiff de 1983 à 1996. Chef de file des Libéraux Démocrates gallois, il est, depuis 1999, *AM* pour la région *South Wales East*, puis le premier *Deputy First Minister* et Ministre du développement économique d'octobre 2000 à juillet 2001, et à nouveau *Deputy First Minister* et Ministre des affaires rurales et du développement international du pays de Galles de juin 2002 à mai 2003. Il est porte-parole du gouvernement local et membre des *European and External Affairs*, *Local Government and Public Services* et *South Wales East Regional Committees*.

GHORRA-GOBIN, Cynthia : spécialisée dans les études américaines, elle fait partie du CNRS. Elle s'intéresse à l'impact des changements économiques, sociaux et culturels sur la sphère urbaine. Elle est membre de la *International Federation of Women* et travaille en collaboration avec des ONG rattachées à l'Unesco sur la préparation et le suivi de sommets mondiaux comme ceux de Habitat II et Johannesburg.

GIBSON, John : non galloisant, il devient éditeur, à la fin du XIX^{e} siècle, de *Cambrian News*.

GIDDEN, Angela : décoratrice originaire de Cardiff, elle fait partie du comité de sélection pour le choix de l'architecte du futur bâtiment de l'Assemblée. Elle crée, en 1992, *Designs from the Attic*, agence de conseils en décoration.

GIRARDET, Raoul (1917-) : historien français, il est spécialiste des sociétés militaires et du nationalisme français et a enseigné à l'Institut d'Études Politiques de Paris, à l'ENA et à Polytechnique.

GLADSTONE, William Ewart (1809-1898) : Premier ministre libéral britannique de 1868 à 1874, de 1880 à 1885, de 1892 à 1894, et député pour Newark à partir de 1832. Il prend la tête du parti libéral

en 1867. Il est célèbre pour sa rivalité avec le Conservateur Benjamin Disraeli. Il a dominé l'ère victorienne, faisant campagne pour le *Home Rule* en Irlande.

GLEDHILL, Chris : responsable à la *Brecon Beacons National Park Authority* depuis 2000.

GLYNDWR, Owain (1354-1416) : il parvient à unifier la nation galloise et est proclamé Prince de Galles le 16 septembre 1400 par un groupe de chefs gallois rassemblés à Glyndyfrdury. Il met en place un parlement à Machynlleth en 1404.

GOFMAN, John (1918-2007) : scientifique américain, il a travaillé sur le projet Manhattan et la fission nucléaire. Il devient président, en 1971, du *Committee for Nuclear Responsibility*. Il travaille sur les effets de la catastrophe de Tchernobyl. Il mène, à la fin de sa vie, une campagne de sensibilisation sur les dangers de l'énergie nucléaire.

GRAY, John (Sir) : chercheur au *IWA*.

GREY, Fred : membre de la *FWA*.

GRIFFITH, Nia (1956-) : née à Dublin, professeur de formation, elle rejoint le parti travailliste en 1981. Elle est élue conseillère au *Carmarthen Town Council* en 1987 et député à Westminster pour Llanelli en 2005. Elle fait partie du *Welsh Affairs Select Committee*. Elle est membre de la *NUT*, syndicat enseignant.

GRIFFITHS, James (1890-1975) : galloisant, né à Ammanford, dans le Carmarthenshire, il représente les mineurs de 1925 à 1936, et est député de Llanelli de 1936 à 1970. Il occupe le poste de Ministre de la sécurité sociale de 1945 à 1950, avant de devenir président du *Labour Party* de 1948 à 1949, Ministre des Colonies, puis premier *Secretary of State for Wales* en 1964. Il publie son autobiographie, *Roots*, en 1969.

GRIFFITHS OF FFORESTFACH (Lord) : vice-président de *Goldman Sacks International*.

GRIMOND, Jo (1913-1993) : avocat de formation, il est un fervent défenseur de la dévolution écossaise et de la CEE. Il sert comme officier dans l'armée britannique de 1939 à 1947, puis comme secrétaire du *Scottish National Trust* jusqu'en 1949. Il devient député pour une circonscription écossaise, Orkney et Shetland, en 1950, puis chef de file du *British Liberal Party* de 1956 à 1967, et brièvement en 1976. Il se retire de la vie politique en 1983.

GRUFFUD, Llywelyn ap (1230-1282) : prince du Gwynedd dans le Nord, il est reconnu Prince de Galles en 1258, devenant ainsi le seul Gallois à obtenir officiellement ce titre de la part des Anglais, par le Traité de Montgomery en 1267. Entre 1258 et 1277, le pays de Galles est sur le point de devenir indépendant, mais Llywelyn ap Gruffud rend les terres conquises à Edouard I^{er}.

GRUFFYD, Moses : scientifique universitaire.

GUEST, Charlotte (1812-1895) : elle épouse John Guest, député de Merthyr Tydfil, riche ferronnier gallois, propriétaire de *Dowlais Iron Company*. Elle s'installe au pays de Galles, apprend le gallois et devient fascinée par l'histoire médiévale. Elle traduit les *Mabinogion* et d'autres contes gallois médiévaux.

GWYTHER, Christine (1959-) : membre du parti travailliste gallois, elle devient *AM* en 1999 pour Carmarthen West et South Pembrokeshire, siège qu'elle perd en 2007. Elle est nommée Ministre de l'agriculture par Alun Michael, et déclenche un véritable scandale quand la presse révèle qu'elle est végétarienne. Elle est limogée en 2000 par Rhodri Morgan.

HAECKEL, Ernst (1834-1919) : biologiste pro-darwiniste, naturaliste et philosophe allemand, il fait connaître les idées de Charles Darwin en Allemagne et développe une théorie des origines de l'homme. Il participe à l'introduction de la notion d'écologie dans la biologie moderne. Des extraits de ses écrits sont repris par les idéologues nazis comme justification de leurs théories racistes.

HAGUE, William (1961-) : membre du parti conservateur, il devient en 1989 député pour Richmond, Yorkshire. Il est nommé Chancelier de l'Échiquier de 1990 à 1993, puis Ministre de la sécurité sociale de 1994 à 1995, avant de devenir *Secretary of State for Wales* de 1995 à 1997, date à laquelle il est remplacé par Ron Davies. Il dirige le parti conservateur de 1997 à 2001. Il est, depuis décembre 2005, *Shadow Foreign Secretary*.

HAIGH, Mervyn (Dr) (1887-1962) : ancien évêque de Coventry et Winchester, il se retire dans les années 1950 dans le Nord du pays de Galles où il participe à plusieurs campagnes et devient membre du *Snowdonia National Park Joint Advisory Committee*. Il représente le *CPRW* au moment de l'enquête publique à Trawsfynydd en février 1958.

HAIN, Peter (1950-) : membre du parti travailliste gallois, député pour Neath depuis 1991, il est *Secretary of State for Wales* de 1997 à 1999, puis d'octobre 2002 à janvier 2008. Il démissionne le 24 janvier, impliqué dans un scandale sur le financement de sa campagne pour devenir n°2 du parti.

HALL (Lord) : membre de la Chambre des Lords.

HANNAN, Patrick : journaliste, il travaille comme correspondant politique de la BBC au pays de Galles pendant 13 ans.

HARGREAVES, Ian (1951-) : journaliste au *Western Mail*, il est aussi professeur de journalisme à l'Université de Cardiff. Ancien éditeur du *Independent* et du *New Statesman*, il est à la tête du *Centre for Journalism Studies* de 1998 à 2002.

HART, Edwina (1957-) : née à Gowerton, elle travaille tout d'abord dans le milieu bancaire avant de devenir la première femme présidente de la *BIFU*, syndicat bancaire. Elle est élue *AM* en 1999 et entre au gouvernement gallois en tant que Ministre des finances, fonction à laquelle s'ajoute en 2000 celle

de Ministre du gouvernement local. Elle est nommée Ministre de la justice sociale en 2003 et Ministre de la santé et des services sociaux en 2007.

HAYTHORNTHWAITE, C.G. (Col.) : à la tête du *North Wales Hydroelectricity Protection Committee* dans les années 1950.

HECHTER, Michael : il est l'un des spécialistes du nationalisme et enseigne à l'Université de Washington. Il fait partie du comité de conseil *The Nationalism Project*.

HELLEGOUARC'h, Anne : maître de conférence à l'Université de Brest, elle a publié une thèse intitulée « Le Pays de Galles au XX^{e} siècle : naissance d'une nouvelle identité », sous la direction d'Hervé Abalain et soutenue en 2002.

HILLARY, Edmund (Sir) (1919-2008) : alpiniste et explorateur, il est le premier à escalader l'Everest en 1953. Il fonde le *Himalayan National Trust* en 1961 pour aider les Sherpas.

HILTON, Mark : universitaire.

HOBHOUSE, Arthur (Sir) (1886-1965) : homme politique membre du parti libéral, avocat de formation, il est considéré comme l'architecte du système des parcs nationaux en Angleterre et au pays de Galles. Il est élu député pour Wells en 1923 mais perd son siège dès l'année suivante et préfère devenir élu local pour le *Somerset County Council* en 1925. Il en est le président de 1940 à 1947. Il est choisi en 1945 par Lewis Silkin, alors Ministre de la ville et de la planification, pour présider le *National Parks Committee*, et publie le rapport Hobhouse, à l'origine de la loi de 1949.

HODGE, Margaret (1944-) : député travailliste pour Barking, elle devient Ministre de la culture, des médias et des sports dans le gouvernement de Gordon Brown en 2007.

HOGG, Gavin : propriétaire dans le Pembrokeshire, il gère le *Green Man Mountain Boarding Centre*, près de Beacon.

HOLBOURN, P.R.H : agent en urbanisme dans le Breconshire.

HOLLOWAY, A. : lecteur du *Western Mail*.

HONTELEZ, John : second directeur de *FoEI*, il est depuis 1996 secrétaire général du Bureau européen de l'environnement (*EEB*), la plus grande fédération européenne d'associations environnementales, rassemblant 143 membres.

HOPKINS, Ken : journaliste.

HOWELLS, Eric (Sir) : membre du *Wales Conservative Party*, dont il fut le président, il en est exclu en mai 2007 pour avoir menacé de soutenir un candidat indépendant dans la circonscription de Carmarthen West et South Pembrokeshire pour les élections à l'Assemblée.

HOWELLS, Geraint (1925-2004) : membre du parti libéral démocrate, député de 1983 à 1992 dans la circonscription de Ceredigion et Pembrokeshire North. Il perd son siège, à la surprise générale, en 1992, face à Cynog Dafies, qui remonte de la quatrième à la première place. Il entre à la Chambre des Lords.

HOWELLS, Kim (Dr) (1946-) : né à Merthyr Tydfil, membre du *Labour Party Wales*, et député à Westminster pour Pontypridd à partir de 1989, il a d'abord été membre de la *NUM* dans les années 1980, puis universitaire.

HUDSON, Kate : activiste politique, elle est présidente du *CND* depuis septembre 2003. Elle est aussi éditrice du journal *Contemporary Politics* et membre du parti communiste britannique.

HUGHES, Cledwyn (1916-2001) : député pour Anglesey à partir de 1951, il occupe la fonction de *Secretary of State for Wales* de 1966 à 1968, puis de Ministre de l'agriculture et de la pêche. Il entre à la Chambre des Lords en 1979.

HUGHES, Gareth : à la tête du *Welsh Labour Action*.

HUGHES, H.W. (Rev.) : président, dans les années 1950, de *Pwyllgor Amddiffyn Capel Celyn*, association fondée en mars 1956 en protestation contre le projet de réservoir à Tryweryn.

HULL, Roger : porte-parole du *Consortium Severn Tidal Power Group*, préparant le projet de barrage sur la Severn.

HUMPHRIES, John (1943-) : né à Cardiff, il quitte l'école à 15 ans pour travailler dans des journaux locaux, dont le *Western Mail*. Il rejoint la BBC en 1966, puis devient, un an plus tard, correspondent industriel à Liverpool. Il part ensuite à l'étranger avant de revenir en Grande-Bretagne pour présenter le *Nine O'Clock News*.

HUMPHRIES, Sioned : membre de la *CPRW* en 2004.

HUTT, Jane (1949-) : elle est la première coordinatrice nationale de *Welsh Women's Aid* en 1978 et l'une des fondatrices du *South Glamorgan Women's Workshop*. Elle est élue locale pour le parti travailliste au *South Glamorgan County Council* de 1981 à 1993. Elle devient AM en 1999 pour Glamorgan, et est nommée Ministre de la santé et des services sociaux, poste qu'elle conserve jusqu'en 2005, avant de devenir Ministre des relations de l'Assemblée, et Ministre de l'égalité et de l'enfance. Elle est, depuis 2007, Ministre de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse.

HUTTON, John (1955-) : professeur de droit à l'Université de Northumbria, député travailliste pour Barrow et Furness depuis 1992, il devient Secrétaire d'état à la santé en 1999, puis Chancelier du Duché de Lancaster en mai 2005. Il est nommé Secrétaire d'état des affaires et de l'entreprise en juin 2007.

HUWS, Iwan : directeur actuel du *National Trust for Wales*.

INFIELD, David (Prof) : ancien directeur du *Centre for Renewable Energy Systems Technology* (*CREST*) à l'Université de Loughborough, il est depuis 2007 professeur d'énergie renouvelable au sein du *Institute of Energy and Environment* à l'Université de Strathclyde.

IRRANCA-DAVIES, Huw (1963-) : député gallois élu lors d'une élection partielle en février 2002 dans la circonscription d'Ogmore dans les Vallées du Sud, il devient en mai 2006 *Government Whip for Wales* et fait partie du *Welsh Grand Committee*.

IWAN, Dafydd (1943-) : architecte de formation, il est président de la *Welsh Language Society* de 1968 à 1971. Chanteur compositeur, il crée *SIAN*, une maison de disques. Il est président de *Plaid Cymru* à partir de 2003.

JACCARD, Mark : expert international en énergie durable, il est professeur d'économie environnementale à la *School of Resource and Environmental Management* de Vancouver, Canada. Il est considéré comme une autorité mondiale sur le réchauffement climatique.

JAMES, Dan : actuel responsable des opérations à la *Snowdonia Society*.

JAMES, David : journaliste au *South Wales Echo*.

JAMES, Gordon : actuel porte-parole et chef de campagne de *FoE Cymru*.

JAMES, Siân (1959-) : député travailliste galloise pour Swansea East depuis mai 2005, elle participe, en tant que jeune mère de famille, à la grève des mineurs de 1984. Elle reprend ensuite ses études et devient directrice de *Welsh Women's Aid*. Elle démissionne pour se lancer dans la politique.

JENKINS, John Barnard (1933-mi-1990s) : sergent membre du *Royal Army Dental Corps*, ancien membre de la *Territorial Army*, il reprend la tête de *MAC*. Il est arrêté en novembre 1969 avant d'être reconnu coupable de huit chefs d'accusation en avril 1970 et condamné à 10 ans d'emprisonnement.

JENKINS, L.J. : lecteur de *Cambria* habitant dans le Ceredigion.

JENKINS, Mike (1953-) : poète et auteur de nouvelles, né à Aberystwyth, il est professeur de formation. Il devient éditeur de *Wales Poetry* en 1987, poste qu'il conserve jusqu'en 1992. Bien qu'originaire de l'Ouest, il est fasciné par les Vallées du Sud, notamment Merthyr Tydfil.

JENNINGS, Ivor (1903-1965) : avocat britannique, il est spécialiste du droit constitutionnel et devient *Knight of the British Empire* (*KBE*).

JOHNES, Martin : originaire du Pembrokeshire, il est professeur d'histoire à l'Université de Swansea. Il a publié plusieurs ouvrages sur la tragédie d'Aberfan.

JOHNSON, Harold Robert : directeur de *Marchwood Engineering Laboratories* en 1968.

JOHNSTON, Eilidh (Dr) : chercheur au *IWA* en partenariat avec l'Université du Glamorgan.

JONES, Alwyn : sympathisant de *MAC*, tué à Abergele en juillet 1969 par ses propres explosifs, qu'il souhaitait placer sur une voie de chemin de fer pour empêcher le Train Royal de se rendre à Caernarfon pour l'investiture du Prince Charles.

JONES, Aubrey (1911-2003) : né à Merthyr Tydfil, ce fils de mineur est député conservateur pour Birmingham Hall Green de 1950 à 1965. Il est d'abord Ministre de l'énergie, puis de l'approvisionnement dans les gouvernements d'Anthony Eden (1955-1957) et de Macmillan (1957-1959).

JONES, Carwyn (1967-) : avocat de formation, ce membre du parti travailliste gallois est *AM* pour Bridgend depuis 1999. Il est nommé Ministre gallois de l'environnement et des affaires rurales en juillet 2000, fonction à laquelle s'ajoute le titre de Ministre du gouvernement ouvert en juin 2002. Depuis la coalition mise en place entre les Travaillistes gallois et *Plaid Cymru* en juin 2007, il est *Counsel General for Wales* et *Leader of the House*. Il est également membre *d'Amnesty International*.

JONES, Emyr Llywelyn (1941-) : il participe au sabotage de Tryweryn en février 1963, à l'origine de la création de *MAC*. Identifié par la police, il est reconnu coupable et condamné à un an de prison.

JONES, Fred : pasteur.

JONES, Gareth Elwyn : historien, auteur de *Modern Wales, A Concise History*, il est professeur émérite à l'Université du pays de Galles après avoir travaillé à celles de Swansea et d'Aberystwyth. Il est aussi historien de l'éducation.

JONES, Gareth Wyn : professeur à l'Université de Bangor au département environnement, président du *Wales Rural Forum*, il travaille avec Einir Young sur le développement rural des pays en voie de développement au *Centre for Arid Zones Studies*, University of Wales, Bangor. Il est aussi membre du *IWA*.

JONES, Glyn (1905-1995) : auteur gallois né à Merthyr Tydfil et figure importante de la littérature anglo-galloise, il publie *The Dragon Has Two Tongues*. Il est président de la section anglaise de la *Welsh Academy*. Pacifiste, il est objecteur de conscience pendant la Seconde Guerre mondiale.

JONES, Helen Mary (1960-) : membre de *Plaid Cymru*, elle travaille pour la *Equal Opportunities Commission in Wales*, les secteurs public et associatif et *Welsh Women's Aid* avant de devenir membre du *NAAG* et *AM* pour Llanelli en 1999. Elle se présente à la direction du parti en 2001, mais sans succès. Elle est alors nommée porte-parole de *Plaid Cymru* pour les questions d'environnement, de transports et de planification.

JONES, Hugh Roberts (?-1930) : jeune carrier du Caernarvonshire, il est le premier secrétaire de *Plaid Cymru*.

JONES, Hywel Ceri : membre du parti travailliste gallois, il est à la tête en 1998 du *Welsh Office European Strategy Group*, mis en place par Ron Davies. Il publie son rapport *The National Assembly for Wales and the European Union* en décembre 1998. Il commence sa carrière à l'Université de Sussex, avant d'occuper diverses positions au sein de la Commission européenne pendant 25 ans, des années 1970 jusqu'en 1998. Il est depuis conseiller sur les questions européennes auprès du *Secretary of State* et dirige le bureau du *European Policy Centre* à Bruxelles.

JONES, Ieuan Wyn (1949-) : né à Denbigh, galloisant, il est député nationaliste pour Ynys Môn de 1987 à 2001, date à laquelle il devient président de *Plaid Cymru*. Il est *AM* pour la même circonscription depuis 1999 et prend la tête du *Agriculture and Rural Affairs Committee* entre 1999 et février 2000. Il est *Deputy First Minister* au sein du *WAG* depuis juillet 2007, à la suite de la signature avec Rhodri Morgan du *One Wales Agreement*.

JONES, John Albert : il participe, en février 1963, au sabotage de Tryweryn, à l'origine de la création de *MAC*.

JONES, Ken : lecteur de *Cambria*, habitant près d'Aberystwyth et militant du *Wales Green Party*.

JONES, Megan : contact de *nrg4SD* pour l'Europe.

JONES, Moya : professeur à Bordeaux 3, elle est spécialiste du pays de Galles.

JONES, Richard Wyn : universitaire, il est aussi membre du *Institute of Welsh Politics*, rattaché à l'Université d'Aberystwyth. Il publie beaucoup sur la politique galloise et a dirigé ou co-dirigé quatre études d'opinion depuis 1997. Il prépare actuellement un ouvrage sur *Plaid Cymru*.

JONES, Royston : lecteur de *Cambria*, habitant du Gwynedd.

JONES, Ryan (1981-) : star du rugby, il joue dans l'équipe des Ospreys et dans la sélection galloise. Il est, depuis janvier 2008, capitaine de l'équipe nationale qu'il a conduite vers son second Grand Chelem en quatre ans.

JONES, T.W. : député du Merioneth à la fin des années 1950, jusqu'en 1966.

JONES, Tom : syndicaliste anglais, responsable de la branche galloise de la *TGWU* de juillet 1968 à juillet 1972.

JONES-WILLIAMS, D.W. : employé du comté de Snowdonia dans les années 1950.

KERSHAW, Ronald : journaliste au *Times*.

KESSLER, Marie-Christine : directeur de recherches au CNRS, directeur du Groupe d'Analyse des Politiques Publiques (GAPP) à l'ENS Cachan et consultante au ministère des Affaires étrangères.

KINNOCK, Neil : membre du parti travailliste, député du Gwent, il mène la campagne pour le « Non » lors du premier référendum sur la dévolution, faisant parti du « Gang des Six », avant de se

raviser dans les années 1990. Il sert comme commissaire européen de 1994 à 2004. Il prend la tête du parti travailliste de 1983 à 1992.

KOHR, Leopold (1909-1994) : autrichien d'origine, économiste, juriste, théoricien politique et philosophe, il est à l'origine du slogan qui devient, en 1973, le titre du célèbre ouvrage de E.F. Schumacher « Small is beautiful ». Il enseigne, à partir de 1968, la philosophie politique à l'Université d'Aberystwyth où il rencontre Gwynfor Evans. Il lui écrit un exposé *Is Wales viable?*. Il se retire de la vie universitaire en 1977.

LA PEROUSE (1741-1788) : officier de marine et explorateur français, il commande une expédition maritime autour du monde. Celle-ci disparaît à Vanikoro, îles Salomon, en 1788.

LABASSE, Jean : géographe français.

LAWSON (Lord) : membre de la Chambre des Lords dans les années 1950.

LE CALVEZ, Armand (1921-1972) : cet abbé fonde en 1958 à Plouezec et dirige la première école entièrement en breton, « Skol Sant-Erwan ». Celle-ci dure trois ans.

LE DISEZ, Jean-Yves : docteur ès Lettres, maître de conférences en anglais à l'Université de Brest, il est l'auteur de différents ouvrages sur le pays de Galles, le dernier, *Une Aventure galloise*, relatant un voyage effectué pendant l'été 2005.

LE DRIAN, Jean-Yves (1947-) : né à Lorient, membre du parti socialiste, il est maire de la ville de 1981 à 1998, date à laquelle il entre au Conseil régional de Bretagne. Il devient président de la région en 2004.

LEE ; M. : Ministre en 1966.

LEQUESNE, Christian (1962-) : politiste français, il est spécialiste de la construction européenne. Il est membre du Centre d'Études et de Recherches Internationales (CERI) de Sciences Po Paris depuis 1988 et directeur adjoint entre 2000 et 2003. De 2004 à 2006, il est détaché auprès du ministère des Affaires étrangères pour diriger le Centre Français de Recherches en Sciences Sociales (CEFRES) de Prague, en République tchèque.

LERUEZ, Jacques : spécialisé dans l'étude de la civilisation et des institutions britanniques, il est directeur de recherches émérite au CNRS et chercheur associé au CERI. Il est aussi, depuis 1997, président de l'Association franco-écossaise.

LEWIS, Anthony (1937-2005) : militant nationaliste, il est le fondateur du *National Patriotic Front*, bras politique de la *FWA* créée en 1966. Ce mouvement, fondé par des dissidents de *Plaid Cymru*, est déclaré illégal par le parti nationaliste dès sa création. Il est arrêté et jugé en 1969, mais échappe à la prison car il n'est pas considéré alors comme l'un des dirigeants de la *FWA*.

LEWIS, Gwyneth (1959-) : poète galloise écrivant en anglais et en gallois, elle est élue premier poète national gallois en 2005. C'est elle qui a écrit les mots inscrits sur le *Wales Millenium Centre*.

LEWIS, Richard (1808-1831) : surnommé « Dic Penderyn », ce jeune homme de 23 ans devient un des symboles de la martyrologie galloise après sa mort en 1831. Lors des soulèvements de Merthyr Tydfil, il est injustement arrêté pour avoir blessé Donald Black, un soldat écossais, et exécuté.

LEWIS, Robyn (1929-) : écrivain gallois, il est vice-président de *Plaid Cymru* dans les années 1960.

LEWIS, Saunders (1893-1985) : homme de lettres gallois, figure majeure de la littérature galloise, il est l'un des fondateurs de *Plaid Cymru*, dont il est le président de 1930 à 1939. Né à Liverpool, membre de la diaspora galloise, il est homme de lettres avant de s'engager dans la politique. Il participe, en 1936, à l'incendie de la base militaire de Penyberth. Il devient le premier président de la *Welsh Language Society* en 1962.

LLANOVER, Lady (1802-1896) : elle épouse en 1823 Benjamin Hall, originaire d'Abercarn et député pendant 22 ans. Elle s'intéresse beaucoup à la culture galloise et fait construire avec son mari, à partir de 1828, une maison *Llanover Hall*, par Thomas Hopper. Conçu comme une sorte de centre culturel, ce lieu célèbre l'héritage gallois. Elle remporte, lors de l'*Eisteddfod* de Cardiff en 1834 le premier prix pour son essai *Advantages Resulting from the Preservation of the Welsh Language and National Costume of Wales*. L'intérêt qu'elle porte au costume national gallois la conduit à le standardiser, ce pour quoi elle sera par la suite critiquée.

LLEWELLYN, Richard (1906-1983) : il prétend longtemps être né à St David's. Il s'enrôle dans l'armée de 1926 à 1931, puis devient metteur en scène et romancier. Son roman le plus célèbre, *How Green Was My Valley*, est adapté à Hollywood. Travaillant comme journaliste, il couvre le procès de Nuremberg après la Seconde Guerre mondiale.

LLEWELYN, Robyn (1958-) : écrivain et chef d'entreprise gallois né dans le Nord du pays de Galles, il dirige l'une des principales attractions touristiques du pays de Galles, le village italianisant de Portmeirion, créé par son grand-père, l'architecte Clough-Williams Ellis. Ce village est rendu célèbre par la série télévisée *Le Prisonnier*. Auteur de deux ouvrages, il reçoit le prix BBC de l'écrivain de l'année en 1994.

LLOYD, John Edward (1861-1947) : historien gallois, professeur à l'Université d'Aberystwyth de 1885 à 1892, puis à Bangor, il est l'un des fondateurs de *Cymru Fydd* à la fin du XIX^{e} siècle.

LLOYD GEORGE, David (1863-1945) : député libéral pour Caernarfon de 1890 à 1945, il est nommé Chancelier de l'Échiquier en 1908 dans le gouvernement de H.H. Asquith, puis Ministre de la guerre en juillet 1916. Il devient Premier ministre britannique de décembre 1916 à 1922.

LLOYD GEORGE, Megan (1902-1966) : député libéral d'Anglesey à partir de 1929, pour 30 ans, la fille de David Lloyd George est à l'origine et prend la tête de la *Parliament for Wales Campaign*, lancée en 1949. Elle est la première femme à devenir député pour le pays de Galles. Elle inaugure le *Welsh Day* à Westminster en 1944 et joue un rôle important au sein du *Tryweryn Defence Committee*. Elle rejoint le parti travailliste au début des années 1950.

LLOYD-JONES, John : président de la *Welsh National Farmers' Union* en 1997.

LLYWELYN, Gruffud ap (?-1063) : il se rend maître de tout le pays de Galles en 25 ans, avant d'être assassiné en 1063 pour trahison.

LORD, Peter : historien de l'art gallois, il est spécialiste de la culture visuelle du pays de Galles. Il est aussi sculpteur et auteur. Il travaille, entre 1997 et 2003, comme chercheur associé au *Centre for Advanced Welsh and Celtic Studies* à l'Université d'Aberystwyth, avant de devenir professeur à l'Université de Swansea.

LUCAS (Lord) : membre de la Chambre des Lords dans les années 1950.

MACEWEN, Ann (1918-) : née à Sutton de mère galloise, elle fait des études d'architecte avant de travailler comme urbaniste.

MACEWEN, Malcolm (1911-1996) : second mari d'Anne MacEwen, il est journaliste au *Daily Worker*, puis au *Architect's Journal*. Il est aussi membre du *Exmoor National Park Committee* de 1973 à 1981. Il milite pour la défense et la sauvegarde des parcs nationaux.

MACMILLAN, Harold (1894-1986) : d'origine écossaise, il est député conservateur pour Stockton-on-Tees de 1924 à 1945 et occupe différentes fonctions au sein des Cabinets de Winston Churchill et d'Anthony Eden. Il s'oppose à la signature par Neville Chamberlain des accords de Munich en 1938. Il devient Premier ministre en janvier 1957, mais démissionne en octobre 1963, miné par le veto de Charles de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun et affaibli par différents scandales.

MARTIN, Jean-Yves : homme politique français, il est conseiller général radical de gauche PRG de Charente-Maritime depuis 2004.

MARX, Karl (1818-1883) : activiste politique, philosophe et théoricien allemand, il est célèbre pour sa critique du capitalisme et sa vision de l'histoire comme résultat de la lutte des classes, à l'origine du marxisme. Il est rédacteur en chef du journal d'opposition au gouvernement, *Rheinische Zeitung*, ou *Gazette Rhénane* à partir de 1842, mais celui-ci est rapidement interdit.

MASON, V.C. (Dr) : lecteur de *Cambria*.

MAXIMUS, Magnus (335 ?-388) : aussi appelé Macsen Wledig, il est le premier à recevoir le titre de *gwledig*. Il mène une campagne contre la France et usurpe le trône de l'empire romain d'Occident de 383 à 384.

MAXWELL-FYFE (Sir) (1900-1967) : avocat écossais né à Edimbourg, il est élu député pour Liverpool West Derby lors d'une élection partielle en 1935. Il sert de procureur lors du procès de Nuremberg. Il devient Ministre de l'intérieur en 1951 et premier *Minister for Welsh Affairs*. Il est nommé *Lord Chancellor* et entre à la Chambre des Lords trois ans plus tard.

MCALLISTER, J.F.O : chef du bureau du *Time* à Londres.

MCLEAN, Ian : auteur de plusieurs ouvrages sur la tragédie d'Aberfan.

MCLEAN, Thomas : auteur de gravures sur le pays de Galles, il reçoit, en 1869, la médaille royale de la *Royal Society* qui récompense les découvertes dans le domaine des sciences naturelles.

MEADOWS, Dennis L. (1942-) : scientifique américain, il est professeur émérite à l'Université du New Hampshire et membre honoraire du Club de Rome. Il est l'un des auteurs de l'ouvrage *The Limits to Growth*, modélisation des conséquences d'une population mondiale à la croissance rapide et des ressources limitées.

MELCHETT, Peter (Lord) (1948-) : il occupe, à la fin des années 1970, la fonction de *Whip* au sein du parti travailliste dirigé par Callaghan. Il est ensuite nommé sous-secrétaire à l'environnement. Fondateur de *Wildlife Link* en 1980, il se retire de la vie politique et rejoint la *Ramblers' Association* en 1984, avant de devenir directeur de *Greenpeace UK* en 1989. Participant en 1999 à une manifestation anti-OGM, il est arrêté puis relaxé. Il est, depuis 2002, directeur politique à la *Soil Association*.

MERCER, David : responsable du projet de gazoduc au sein du *National Grid*.

MEREDITH, Christopher (1954-) : romancier et poète gallois né à Tredegar, il est professeur à l'Université de Glamorgan depuis 1993. Il a publié trois romans.

MICHAEL, Alun (1943-) : né dans la région d'Anglesey, il est élu local à Cardiff de 1973 à 1989. Il devient député pour Cardiff South et Penarth en 1987, et est nommé *Deputy Home Secretary* en 1997. Il prend la place de Ron Davies au poste de *Secretary of State for Wales* en 1998, avant de devenir premier *First Secretary* de l'Assemblée, de mai 1999 à 2000. Il est de retour au gouvernement britannique en 2001, occupant des fonctions au sein du *DEFRA*. Il ne possède plus aucun portefeuille ministériel depuis 2006.

MIDMORE, Peter : professeur au *Welsh Institute of Rural Affairs*, University of Wales, Aberystwyth, et membre du *Futures Farming Group*, groupe de travail sur l'agriculture. Il s'intéresse particulièrement à l'agriculture biologique.

MILES, Gerald (1948-) : agriculteur gallois pratiquant l'agriculture biologique, il est membre de *GM Free Cymru* et de la *Farmers' Union of Wales*.

MILLS (Lord) : Ministre de l'énergie du gouvernement britannique à la fin des années 1950.

MINHINNICK, Margaret : née à Halifax, membre de *FoE*, elle est à l'origine de la création de *FoE Cymru* en 1984 et participe au lancement de l'initiative *Sustainable Wales* en 1994, dont elle est la directrice.

MINHINNICK, Robert (1952-) : né à Neath, poète et auteur d'essais, il est co-fondateur de *FoE Cymru*. Il est très impliqué dans les campagnes environnementales. Intéressé par la poésie anglo-galloise, il devient éditeur de *Poetry Wales* en 1997 et contribue à *Planet* et au *Western Mail*.

MIREHOUSE, John Allen : à la tête depuis 1999 du *Pembrokeshire Council*, il est aussi membre de la *Pembrokeshire Coast National Park Authority*.

MISLEDENE, L. : membre de la *AEU* en 1960.

MOLINARI, Véronique : maître de conférence et enseignant chercheur à l'Université Stendhal, Grenoble 3.

MORGAN, Clive (Dr) : conseiller environnemental.

MORGAN, Kevin (Prof) : professeur de développement régional européen à l'Université de Cardiff, à la tête de la campagne en faveur du « Oui » pour le référendum de 1997, il s'intéresse au développement régional, à la dévolution et aux chaînes agro-alimentaires durables.

MORGAN, Eluned (1967-) : député travailliste au Parlement européen depuis 1994 pour *Mid and West Wales*, réélue en 1999 et 2004, elle est membre de la commission environnementale et s'intéresse au réchauffement climatique, à l'énergie et à l'application des directives européennes. Elle a participé au *NAAG* et fait partie d'*Amnesty International*.

MORGAN, Kenneth O. : historien, il est enseignant chercheur à l'Université d'Aberystwyth et membre honoraire du *Queen's College* à Oxford, où il enseigne de 1966 à 1989, avant de devenir vice-président de l'Université d'Aberystwyth, poste qu'il conserve jusqu'en 1995. Auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de la Grande-Bretagne, il est éditeur de *The Oxford Illustrated History of Britain*. Il entre à la Chambre des Lords en mars 2000.

MORGAN, Rhodri (1939-) : galloisant, diplômé d'Oxford, il est employé par le *Cardiff City Council*, le *Welsh Office* et le ministère de l'environnement (1965-1971), avant de devenir conseiller économique auprès du *DTI* de 1972 à 1974. Il travaille, entre 1974 et 1980, au *South Glamorgan County Council* en tant que conseiller au développement industriel, puis prend la tête du *European Commission Office* au pays de Galles pour sept ans. Il est élu député travailliste en 1987 et sert de porte-parole sur les questions énergétiques pour l'Opposition de 1988 à 1992. Il choisit de ne pas se

représenter en 2001, afin de se consacrer pleinement au pays de Galles. Il devient *AM* pour Cardiff West en 1999 et Ministre du développement économique et des affaires européennes, puis remplace Alun Michael comme *First Minister* de l'Assemblée en février 2000, fonction qu'il occupe toujours.

MORGAN, William (1545-1604) : évêque de Llandaff, il révise la version galloise de la Bible et est le premier traducteur de l'intégralité des textes sacrés en gallois en 1588.

MORGANWG, Iolo (1747-1826) : William Edwards de son vrai nom, né dans le Glamorgan, il crée la première *Gorsedd*, réunion de druides, au cours d'une cérémonie organisée en 1792 à Londres. Il est aujourd'hui considéré comme l'un des plus grands fantaisistes de l'histoire, rédigeant des textes qu'il prétendait ensuite avoir été écrits par d'anciens druides et auteurs.

MORIN, Edgar (1921-) : sociologue français, professeur d'université, il est directeur émérite au CNRS.

MORRIS, James, puis Jan (1926-) : journaliste, historienne et romancière, elle est éditrice du *Times* jusqu'en 1956, puis journaliste au *Guardian* de 1957 à 1962. Elle décide alors de se consacrer aux voyages et à l'écriture.

MORRIS, John (1931-) : né à Aberystwyth, avocat de formation, il est *Attorney General* pour l'Angleterre et le pays de Galles de 1997 à 1999. Élu député travailliste pour Aberavon de 1959 à 2001, il est *Secretary of State for Wales* de 1974 à 1979.

MOSTYN LEWIS, Gwen : membre du parti conservateur, elle est à la tête de la *Clwyd « No » Campaign* pour le référendum de 1979.

MOUGEL, François-Charles : professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux.

NEVIN, Edward : économiste gallois.

NICOLAS, A.J. : président de *Industrial Association of Wales and Monmouthshire* à la fin des années 1950.

OGMORE (Lord) : devenu lord en 1950, il est Ministre de l'aviation civile en 1951.

ORME, James : PDG de *Swanturbines*, entreprise créée à l'initiative de l'Université de Swansea développant les éoliennes marines.

O'SULLIVAN, Tyrone (1945-) : PDG de la *Tower Colliery*, dernière mine en activité dans le Sud du pays de Galles. Elle aurait dû fermer en 1994-1995 mais elle est rachetée par les mineurs eux-mêmes, menés par Tyrone O'Sullivan, fils de mineur et secrétaire de la *NUM* à Tower depuis 20 ans. Il vit à Mumbles.

OSMOND, John (1946-) : journaliste politique, directeur du *Institute of Welsh Affairs* depuis 1996, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la politique galloise, la dévolution et l'Assemblée. Ancien journaliste et producteur de télévision, il se présente aux élections de mai 2007 pour *Plaid Cymru*.

OWEN, David (Dr) (1938-) : homme politique britannique, il est président de l'Université de Liverpool. Élu député travailliste pour Plymouth Sutton en 1966, puis Plymouth Devonport, il est nommé Ministre des Affaires étrangères en 1977 par Callaghan. Il participe, en 1979, à une conférence de la *WAC*. Il est l'un des fondateurs du parti social démocrate qu'il dirige de 1983 à 1987.

OWEN JONES, Jan : candidate travailliste, présidente de la *CWA* en 1987.

PARKIN, Sara : écologiste galloise, elle quitte le *Green Party* pour fonder *Forum for the Future*. Elle fait partie du bureau de la *Environment Agency for England and Wales* et reçoit, en 2001, le titre de *OBE* pour son engagement en faveur de l'éducation et du développement durable.

PARRY, Harriet : postière de Tryweryn en 1955.

PARRY, Morgan : à la tête de *WWF Cymru* depuis plusieurs années et membre de *Sustainable Development Forum for Wales*, il travaille d'abord au sein du *Central Wales Energy Group* avant de rejoindre *FoE* et le *CND*.

PARRY-JONES, David : auteur et homme de télévision gallois.

PELLETIER, Philippe (1956-) : géographe français, spécialiste du Japon où il a résidé et travaillé pendant sept ans, il est d'abord professeur à l'Université Lyon II, puis intègre l'Institue d'Asie orientale à Lyon. Son travail porte à la fois sur le paysage, l'insularité, la ville, l'environnement et la géographie politique.

PENNANT, Thomas (1726-1798) : naturaliste anglais né dans le Flintshire, il étudie à Oxford, puis visite la Cornouailles en 1746 à la recherche de fossiles et minéraux. Admis en 1767 à la *Royal Society de Londres*, il fait découvrir par ses récits de voyage l'Écosse et le pays de Galles aux Anglais.

PEPPER, David : membre du parti travailliste.

PORRITT, Jonathon (1950-) : écologiste et auteur anglais éduqué à Oxford, il est un membre important du *Ecology Party* dans les années 1970 et au début des années 1980, en devenant même le président de 1978 à 1984. Il prend ensuite la tête du *Friends of the Earth UK* de 1984 à 1990. Il est l'un des fondateurs de *Forum for the Future* en 1996. Il est l'actuel directeur du *National Step Framework UK*, organisation rattachée à *Forum for the Future*. Il préside depuis 2000 la *Sustainable Development Commission* mise en place par Tony Blair.

POWELL, Goronwy : journaliste au *Western Mail* et au *South Wales Echo* dans les années 1950.

PRESCOTT, John (1938-) : ancien steward et syndicaliste actif, membre du parti travailliste, il est élu député pour Hull East en 1970, et *MEP* de 1974 à 1979. Il est nommé *Deputy Prime Minister* en 1997 par Tony Blair, poste qu'il conserve jusqu'en 2007. Il est aussi Ministre du *DETR* de 1997 à 2001.

PRICE, Adam (1968-) : né à Carmarthen, ancien responsable d'une agence de conseils économiques, il est membre de *Plaid Cymru*, député à Westminster pour la circonscription de Carmarthen East et Dinefwr depuis 2001. Il est le porte-parole au Parlement du parti nationaliste sur le Trésor et le commerce. Il tente en août 2004 d'initier un processus d'*impeachment* à l'encontre de Tony Blair pour sa politique en Irak.

PRICE, John (Sir) (XVI^{e} siècle) : il traduit les Commandements en gallois.

PRIESTLEY, John Boyton (1894-1984) : auteur, journaliste, dramaturge et romancier britannique, il est l'un des fondateurs du *CND* en 1958.

PRODI, Romano (1939-) : homme politique italien et économiste, il dirige l'Italie de 1996 à 1998, avant de devenir président de la Commission européenne de septembre 2002 à novembre 2004. Il tient à nouveau les rênes de son pays entre 2006 et 2008.

PROSSER, Stephen (Prof) : professeur de leadership et de développement organisationnel à l'Université de Glamorgan, il a d'abord travaillé dans l'industrie métallurgique.

PUDDEPHAT, Andrew : secrétaire général de *Liberty*, association britannique de défense des droits civiques, de 1989 à 1995, il joue un rôle important dans l'adoption par le Royaume-Uni du *Human Rights Act*. Il devient ensuite, jusqu'en janvier 1999, directeur de *Charter 88*, avant de prendre la tête de l'Article 19, de 1999 à octobre 2004. Il est aujourd'hui directeur de *Global Partners Associates* et expert auprès du Conseil de l'Europe sur la liberté d'expression et d'information.

QUANT, Charles : journaliste au *Liverpool Daily Post*.

RANDALL EDMUNDS, A.E. : à la tête de la branche du Sud du pays de Galles de la *National Union of Manufacturers*.

RATZEL, Friedrich (1844-1904) : zoologiste, puis géographe allemand, auteur de *Anthropogeographie*, publié en 1891, il se lance après ses études dans une campagne d'explorations géographiques de 1868 à 1875. Il rejoint en 1886 l'Université de Leipzig.

RAWLINGS, Richard (Prof) : professeur de droit public, il enseigne, depuis 2006, à la *London School of Economics and Political Science*.

REAY, John Rawson : membre de *SOS*, *Save Our Seascape*, association opposée à la construction d'un parc d'éoliennes au large de Gwynt y Mor.

REES, Ioan Bowen (1929-1999) : auteur gallois, membre de *Plaid Cymru*, il a travaillé comme responsable au *Gwynedd Council* de 1974 à 1991. Il s'investit beaucoup dans l'administration du

gouvernement local et réclame, en tant qu'écrivain, une assemblée élue pour le pays de Galles. Il décède quelques jours après les premières élections de l'Assemblée.

REID, George : membre du *Scottish National Party*, il est député au Parlement écossais et *Presiding Officer* de 1999 à 2003.

RENAN, Ernest (1823-1892) : écrivain, philosophe et historien français, il est agrégé de philosophie et élu à l'Académie française en 1878. Il devient administrateur du Collège de France en 1883.

RICHARD, Henry (1812-1888) : né à Tregaron, dans le Cardiganshire, il est d'abord pasteur non-conformiste avant d'être élu à Merthyr Tydfil en 1868, il est le premier député non-conformiste et libéral. Il est nommé, en 1883, premier vice-président de l'Université de Cardiff. Très soucieux de la condition galloise, il était surnommé « The member for Wales ».

RICHARD, Ioan : lecteur du *Western Mail* habitant à Abertawe.

RICHARDS, Hugh : membre de la *Welsh Anti-Nuclear Alliance*.

RICHARDS, Ivor : membre du parti travailliste, il est Commissaire européen à l'emploi et aux affaires sociales.

ROBERTS, Elwyn (1904-1988) : originaire d'Anglesey, il est secrétaire général de *Plaid Cymru* jusqu'à sa retraite, et demeure trésorier honoraire. C'est lui qui fonde la branche la plus importante du parti à Blaenau Ffestiniog. Élu local pour le *Anglesey County Council*, puis celui du Gwynedd, il est secrétaire de la *Parliament for Wales Campaign*, lancée en mars 1955.

ROBERTS, Emrys (1910-1990) : membre du parti libéral gallois né à Caernarfon, il est député du Merioneth de 1945 à 1951, il participe à la *Parliament for Wales Campaign* dans les années 1950. Il est président du *DBRW* et membre de la *WDA* de 1977 à 1981.

ROBERTS, Goronwy (1913-1981) : député travailliste gallois de Caernarfon de 1945 à 1974, date à laquelle il perd son siège au profit de Dafydd Wigley, membre de *Plaid Cymru*. Il participe activement à la *Parliament for Wales Campaign* au début des années 1950 et remet personnellement la pétition portant 250 000 signatures au Parlement en mai 1956. Il entre à la Chambre des Lords en 1974 et occupe la fonction de *Deputy Leader* de 1975 à 1979.

ROBERTS, Haf : responsable au sein de *WWF Cymru*.

ROGERS, Richard (Lord) (1933-) : architecte britannique de renommée internationale, il a conçu le Centre Pompidou, en partenariat avec Renzo Piano, la Cour européenne des droits de l'Homme en 1994 et le *Senedd*. Le *Royal Institute of British Architects* lui décerne sa médaille d'or en 1985 et il est anobli en 1991. Il est lauréat, en 2007, du prix Pritzker, récompensant les meilleurs architectes au monde.

ROSS, Willie (1911-1988) : *Secretary of State for Scotland* de 1964 à 1970, puis de 1974 à 1976 dans le gouvernement Wilson, il est député travailliste pour Kilmarnock de 1946 à 1979. Il s'oppose à la dévolution.

ROSSER, David G. : journaliste au *Western Mail* dans les années 1950.

ROSSER, Julian : actuel président de *FoE Cymru*.

ROWE-BEDDOE, David (Lord) : responsable de la *WDA* et du *DBRW* en 2006, il est président du *Wales Millenium Centre* depuis 2001, après avoir présidé la *WDA* entre 1993 et 2001.

ROWLANDS, Gareth : propriétaire depuis 1966 d'une laiterie biologique avec son épouse, *Rachel's Dairy*, devenue *Rachel's Organic*, et à la tête du *Organic Sector Strategy Group*, une des quatre composantes du *Welsh Agri-Food Partnership*. Ils n'en sont plus que les gérants.

ROWLANDS, Rachel : originaire du Ceredigion, elle est propriétaire, depuis 1966, puis gérante, d'une laiterie biologique avec son époux, *Rachel's Dairy*, devenue *Rachel's Organic*, et membre de *Futures Farming Group*, groupe de travail sur l'agriculture. Elle est nommée, en 2002, première *True Taste Ambassador for Wales* par la *WDA*.

ROWLANDS, Ted (1940-) : député travailliste de 1966 à 1970 pour Cardiff, puis de 1972 à 2001 pour Merthyr Tydfil (et Rhymney), il est membre du gouvernement Callaghan à la fin des années 1970, au *Foreign Office*. Il est anobli en 2004 et participe à la Commission Richard sur l'élargissement des pouvoirs de l'Assemblée galloise.

RUSSELL, Bertrand (1872-1970) : mathématicien et philosophe anglais né au pays de Galles, il fait ses études à Cambridge, puis enseigne aux États-Unis avant d'être interdit. Pacifiste, il lutte, dans les années 1950, aux côtés d'Albert Einstein contre les armes atomiques et il est l'un des fondateurs du *CND*, devenant son premier président.

RUSSELL, Ivor R. : lecteur de *Cambria*.

SAINTENY, Guillaume : diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, il est depuis 2005 directeur des études économiques et de l'évaluation environnementale au ministère de l'écologie et du développement durable. Il préside, de 1999 à 2005, le comité de rédaction d'*Environnement Magazine*, après avoir été adjoint de Corinne Lepage au ministère de l'environnement à partir de 1995.

SALESBURY, William (c1520-c1584)) : né dans la région de Conwy, cet érudit et traducteur gallois est célèbre pour son dictionnaire gallois-français. Il traduit les Epîtres et les Evangiles en gallois en 1567.

SALISBURY (Lord) : président du *CPRE* dans les années 1950.

SANDFORD (Lord) (1920-) : homme d'église conservateur, il sert dans la *Royal Navy* depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1956. Il entre à la Chambre des Lords en 1959. Il préside de 1971

à 1974 le *National Parks Review Committee* et donne son nom au principe Sandford. Il prend la tête du *Council for Environmental Education* de 1975 à 1984 et de *Community Task Force* de 1977 à 1982. Il quitte la Chambre des Lords en 1999 au moment du *House of Lords Act 1999*.

SANGSTER, Ted : directeur de la *Milford Haven Port Authority*, créée en 1958, depuis 1998. Il a d'abord travaillé comme directeur général de *British International Freight Association*, après avoir passé vingt ans dans l'industrie du ferry pour des entreprises comme *Sealink* et *Stella*.

SCARGILL, Arthur (1938-) : fils de mineur et mineur lui-même à *Woolley Colliery* à partir de 1953, il est président de la *NUM* de 1981 à 2000. Il entre au parti travailliste en 1962, après quelques années au sein de la *Young Communist League*. Il quitte le parti en 1996 pour fonder le *Socialist Labour Party* dont il est l'actuel président.

SCOTT, Molly (1963-) : professeur d'économie sociale à l'Université de Cardiff, économiste écologiste, elle est membre du *Wales Green Party* depuis 1988 et porte-parole du parti pour les questions économiques depuis 2001. Elle vit près d'Aberystwyth. Elle fait également partie du comité directeur de la *No to the Euro Campaign*.

SCOTT, Ridley (1937-) : réalisateur et producteur anglais, il reçoit le prix de la meilleure première œuvre à Cannes en 1977 pour son film *Les Duellistes*. Il est célèbre pour la série *Alien* et le film *Blade Runner*, sorti en 1982.

SCULLY, Roger : universitaire.

SHAW; T.L.: scientifique, il est professeur au département d'ingénierie civile à l'Université de Bristol dans les années 1980.

SHIPTON, Martin : originaire de Fishguard, il est journaliste du *Western Mail* et *Wales on Sunday*. Il se présente en janvier 2000 lors d'une élection partielle dans le Ceredigion dans le cadre de la campagne des journaux à propos du *match funding*. Il est aussi président de la branche de Cardiff et *South East Wales* de la *NUJ*, syndicat de journalistes.

SIMPSON, Alan (1948-) : député travailliste pour Nottingham South, il est le premier élu à soutenir fin 2005 la campagne *Keep Wales Nuclear Free*. Il est aussi membre du *Socialist Campaign Group*. Il se prononce pour le désarmement unilatéral et contre les OGM et l'euro. Il est à l'origine du groupe *Labour Against the War*, opposé à l'invasion et à l'occupation de l'Irak. Il fait partie, le 31 octobre 2006, des 12 députés travaillistes à soutenir *Plaid Cymru* et le *Scottish National Party* qui réclament une enquête sur la guerre en Irak.

SION, Alfred : journaliste à *Cambria*.

SMITH, Giles (1962-) : journaliste au *Times* depuis 1990, il est spécialiste du sport et auteur d'un livre sur le sport à la télévision. Ancien musicien, il est élu journaliste sportif de l'année en 1998.

SOUTHCLIFFE, Thomas (1889-1968) : historien, il est professeur à l'Université de Sheffield, puis de Birmingham et Manchester. Il devient, en 1944, professeur d'histoire économique à la *London School of Economics*. Il est spécialiste de l'économie du XVIII^{e} siècle.

STANNARD, Jill : secrétaire nationale de *CND Cymru* en 2005.

STEEL, David (1938-) : d'origine écossaise, il est à la tête du parti libéral de 1976 jusqu'à la fusion de celui-ci avec le *Social Democratic Party* en 1988. Il est député pour Roxburgh, Selkirk et Peebles de 1965 à 1983, puis jusqu'à 1997 dans une circonscription remodelée.

STEEL, Phil : trésorier de l'association *People Against Wylfa B*.

STOWE, Tim : actuel directeur de la *Royal Society for the Protection of Birds* au pays de Galles.

SUMMERS, John : écrivain et journaliste.

TALIESIN (c534-c599) : figure importante de la mythologie celtique et de la littérature galloise, il est à la fois poète historique du VI^{e} siècle et barde mythique de la littérature galloise. Son nom est aussi associé au *Livre de Taliesin*, recueil de poèmes manuscrits du X^{e} siècle mais dont la composition serait contemporaine du barde historique.

TAYLOR, Alan John Percivale (1906-1990) : auteur de *The Trouble Makers*, universitaire et l'un des fondateurs du *CND*.

TAYLOR, George : sympathisant de *MAC*, tué à Abergele en juillet 1969 par ses propres explosifs, qu'il souhaitait placer sur une voie de chemin de fer pour empêcher le Train Royal de se rendre à Caernarfon pour l'investiture du Prince Charles.

TAYLOR, Gerald : universitaire.

TAYLOR, John : responsable stratégique au sein du *CCW*.

THATCHER, Margaret (1925-) : Premier ministre britannique conservateur de 1979 à 1990, elle gagne trois élections législatives consécutives. Elle est présidente du parti conservateur de 1975 à 1990, avant de devenir la première femme Premier ministre en Europe. Elle redresse l'économie britannique au prix de réformes radicales. Elle mène une politique étrangère déterminée, marquée par l'opposition à l'URSS, la promotion de l'atlantisme, la guerre des Malouines en 1982 ou la promotion d'une Europe libre-échangiste au sein de l'Union européenne.

THOMAS, David Alfred : l'un des fondateurs de *Cymru Fydd*, président de la *South Wales Liberal Federation*, il est nommé président de la nouvelle organisation née en 1895 de la fusion entre *Cymru Fydd* et la *North Wales Liberal Federation*. Cet industriel gallois est député pour Merthyr Tydfil de 1888 à 1910.

THOMAS, David Bonar : membre de la *FWA*, puis candidat pour *Plaid Cymru* aux élections locales à Carmarthen en 1964.

THOMAS, Dylan (1914-1953) : auteur gallois né à Swansea écrivant en anglais, il est le représentant le plus renommé de la littérature anglo-galloise. Il publie des poèmes dans des périodiques londoniens entre 1933 et 1934 et s'installe à Londres en novembre 1934. Il déménage en 1937 dans le Carmarthenshire.

THOMAS, George (1909-1997) : né à Port Talbot, il est élu député en 1945 pour Cardiff et conserve son siège jusqu'en 1983, date à laquelle il prend sa retraite. Il est *Secretary of State for Wales* de 1968 à 1970 et devient Lord Tonypandy avant de mener la campagne pour le « Non » en 1997. Il est l'un des premiers politiques à arriver à Aberfan au moment de la catastrophe en 1966. Il préside, en tant que *Secretary of State*, l'investiture du Prince Charles au château de Caernarfon.

THOMAS, John ap (XVII^{e} siècle) : quaker gallois, il décède quelques jours seulement avant son départ pour la Pennsylvanie.

THOMAS, Ned : journaliste au *Times*, il crée le magazine *Planet* et est à l'origine de Mercator, réseau qui s'intéresse aux médias en langues minorisées. Intellectuel de premier plan, polyglotte, auteur de *The Welsh Extremist*, il enseigne longtemps à l'Université d'Aberystwyth. Un temps directeur de *University of Wales Press*, il travaille depuis 2003 à un nouveau défi : le premier quotidien en gallois de l'histoire, *Y Byd*, dont le lancement est imminent. Initialement prévu pour le 1er mars 2008, il est retardé au 4 août, date de l'*Eisteddfod*, à la suite de la commande, par Rhodri Glyn Thomas, Ministre de la culture, d'un rapport sur l'avenir de la presse galloise.

THOMAS, Nigel : membre de *Plaid Cymru*, il enseigne à l'Université de Swansea, puis à celle de Central Lancashire.

THOMAS, Rhodri Glyn (1953-) : galloisant, membre de *Plaid Cymru*, il est *AM* pour Carmarthen East et Dinefwr depuis 1999. Ancien président de *CND Cymru*, il a servi comme président du *Agriculture and Rural Affairs Committee* et du *Culture Committee*. Il est aujourd'hui membre des *Health and Social Services* et *European Affairs Committees*.

THORPE, Lewis (?-1977) : philologue et traducteur britannique, il est professeur de français à l'Université de Nottingham de 1958 à 1977 et président de la branche britannique de la *International Arthurian Society*.

TOMOS, Deri : professeur de biochimie à l'Université de Bangor et défenseur des OGM.

TRAMPLIN, Arthur : scientifique

TRYSTAN, Dafydd : ancien membre du *Institute of Welsh Politics*, à l'Université d'Aberystwyth, il est responsable au sein de *Plaid Cymru*.

TURNER, William (1775-1851) : un des plus grands peintres de paysages de l'école anglaise, il a aussi exécuté des illustrations pour les éditions luxueuses de Walter Scott, Byron ou Thomas Moore.

ULLMAN, Peter : PDG de *Tidal Electrics*, société construisant des lagunes de marée, il est responsable de tous les aspects du projet, depuis la conception, le dépôt de brevets de 1993 à 1996 à la réalisation et l'installation du premier prototype en 1994.

VALENTINE, Lewis : pasteur nationaliste, il participe à la création de *Plaid Cymru*, dont il est le premier président de 1925 à 1926.

VALERA, Eamon de (1882-1975) : chef irlandais, il est élu président en 1919 du *Sinn Feinn Executive*, parlement non officiel de la république irlandaise.

VENABLES, Peter : membre du *Gower Society Committee*.

WARE, Linda : habitant à Cilfrew, près de Neath, elle est membre de l'association contre le projet de centrale sur le tracé du gazoduc.

WARMING, Eugenius (1841-1924) : botaniste danois, il est l'une des figures fondatrices de la discipline scientifique écologie. Il introduit le terme « oecology » dans son ouvrage sur l'écologie des plantes en 1895, traduit en anglais au début du XX^{e} siècle.

WATERSTONE, David : ancien responsable de la *WDA*, il prend la tête du groupe de travail chargé d'étudier la gestion des déchets.

WATKIN JONES, Elizabeth (1888-1966) : écrivain en langue galloise, elle est secrétaire de *Pwyllgor Amddiffyn Capel Celyn*, fondé en mars 1956 en protestation contre le projet de réservoir à Tryweryn.

WATKINS, Percy (Sir) : il dirige un conseil gallois de la santé dans les années 1920.

WATKINS, Tudor (1903-1983) : député travailliste de Brecon et Radnor de 1945 à 1970, avant d'être anobli.

WATTS, David Gwyn : lecteur du *Western Mail* résidant à Milford Haven.

WEBER, Max (1864-1920) : sociologue et économiste allemand, il est considéré comme l'un des fondateurs de la sociologie moderne. Son œuvre est dominée par une recherche sur la rationalité.

WESTON, John : membre important de *FoE UK* dans les années 1990.

WIGLEY, Dafydd (-) : député nationaliste pour Caernarfon de 1974 à 2003, il devient *AM* pour la même circonscription. Il est président de *Plaid Cymru* de 1981 à 2001, date à laquelle il est remplacé par Ieuan Wyn Jones. Il est vice-président de l'Université du pays de Galles.

WILKIE, Tom : historien.

WILLIAMS, Alun : membre du *Wales Green Party* dans les années 1980 et 1990.

WILLIAMS, D.E. : menuisier, l'un des fondateurs de *Plaid Cymru*.

WILLIAMS, David : historien et journaliste britannique.

WILLIAMS, Emlyn (1921-1995) : né à Aberdare, il commence à travailler à 15 ans avec son père à Nantmelin Colliery. Il s'engage dans l'armée pendant la Seconde Guerre mondiale et entre, en 1955, au comité exécutif de la *South Wales NUM*. Il en devient le vice-président en 1966, puis le président en 1973, poste qu'il conserve jusqu'en 1985. Il soutient les mineurs pendant trois grandes grèves, celles de 1972, 1974 et 1984-1985.

WILLIAMS, Gwyn Alf (1925-1995) : historien socialiste engagé pour la dévolution, il est tout d'abord spécialiste de l'histoire médiévale. Auteur et éditeur, il est professeur à l'Université de York, puis de Cardiff. Il est l'auteur de *The Dragon Has Two Tongues*.

WILLIAMS, John : archevêque.

WILLIAMS, Llewelyn (1867-1922) : journaliste et avocat gallois né dans le Pembrokeshire, membre du parti libéral, il établit la première branche galloise de *Cymru Fydd* à Barry en 1891.

WILLIAMS, Mark : élu député libéral démocrate du Ceredigion en 2005, il est depuis 2006 *Shadow Minister for Welsh Affairs*.

WILLIAMS, Owain : installé au Canada, il revient au pays de Galles et ouvre un pub dans les années 1950. Il participe au sabotage de Tryweryn, à l'origine du mouvement *MAC*.

WILLIAMS, Philip (1939-2003) : né à Tredegar, il est professeur de physiques à l'Université de Cardiff et membre de *Plaid Cymru*. Porte-parole du parti nationaliste pour les questions économiques, il est élu député pour Caerphilly en 1968, puis *AM* pour la région *South Wales East* de 1999 à 2003. Il décide alors de ne pas se représenter afin de se consacrer à un projet d'études du soleil depuis le pole nord. Il décède brutalement trois semaines plus tard.

WILLOTT, Jenny (1974-) : née à Wimbledon, elle travaille tout d'abord pour plusieurs associations caritatives, comme *Oxfam* ou *Unicef UK*. Elle se lance ensuite dans la politique et est élue député pour le parti libéral démocrate en 2005 pour Cardiff Central.

WILSON, Brian : Ministre britannique de l'énergie en 2001.

WILSON, Harold (1916-1995) : il est élu député travailliste pour Omskirk en 1945 et conserve son siège jusqu'en 1983. Il est Ministre du commerce de 1947 à 1951 dans le gouvernement de Clement Atlee. Il prend la tête du parti travailliste en février 1963 et devient Premier ministre de 1964 à 1970, puis de 1974 à 1976. Il entre à la Chambre des Lords en 1983. Il souhaitait promouvoir la justice sociale, alliée à son désir de tirer profit des progrès scientifiques rapides. Il était peu intéressé par la nationalisation des moyens de production.

WILSON, Thomas Woodrow (1856-1924) : enseignant à Princeton à partir de 1890, il en devient président en 1902. Il est élu gouverneur de l'État du New Jersey en 1910 et choisi par le parti

démocrate comme candidat pour les élections présidentielles de 1912. Il devient le 28ème président des États-Unis. Il formule, le 8 janvier 1918, un programme définissant les objectifs de paix. *Les 14 Points* appellent notamment à la fin du colonialisme, préconisent l'autodétermination des peuples et proposent la création d'une Société des Nations pour assurer la paix. Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1919.

WITHERS, Matt : journaliste et correspondant politique pour *Wales on Sunday*.

WOLFGANG, Walter (1923-) : né en Allemagne, activiste travailliste, il contribue à créer le *CND* dans les années 1950 et en devient le vice-président. Il soutient l'initiative *Stop the War Coalition*. Il est membre du *NEC* depuis août 2006. Il est devenu héros malgré lui lorsque des caméras filment son éviction du congrès annuel du parti travailliste à Brighton en septembre 2005 lorsqu'il s'écrie « nonsense » pendant le discours de Jack Straw sur la guerre en Irak.

WOODHAM, Gareth (1948-) : homme d'affaires gallois indépendant originaire de Neath, plutôt non-conformiste, il crée sa société *Combined Innovations Ltd* en février 2003. Il présente un projet pour le barrage sur la Severn.

WOOP, Richard : Ministre britannique de l'énergie en 1963.

WRIGHT, George : il devient en juillet 1972 responsable de la branche galloise de la *TGWU*, à la place de Tom Jones, et, en avril 1974, secrétaire à temps partiel du *Wales TUC*.

YOUNG, Einir (Dr) : universitaire, elle est professeur à l'Université de Bangor, à la tête du développement durable au *Welsh Institute of Natural Sciences*.